PR [C - Arch]

Acta Historica

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

Index

Avant-propos

ETUDES

Э. Мольнар: Великая Октябрьская социалистическая революция

L. Makkai: The Hungarian Puritans and the English Revolution

L. Zsigmond: Versuche des deutschen Imperialismus, seine Machtpositionen nach Ost- und Südosteuropa hinüberzuretten (1919–1920)

Б. Балаж: Роль национальных комитетов в создании Венгерской народной демократии

DOCUMENTS

B. Köpeczi: Politique et jansénisme. Lettres de François II. Rákóczi

RAPPORT SUR LES RECHERCHES

COMPTE RENDU DE LIVRES

CHRONIQUE

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

BIBLIOGRAPHIE

AKADÉMIAI KIADÓ • BUDAPEST
1958

TOMUS V Nr. 1—2

ACTA HISTORICA

JOURNAL DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК
PERIODICAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

ADRESSE DE LA RÉDACTION: BUDAPEST V, BELGRÁD RKP. 5.

Membres du Comité de la rédaction: K. BENDA, L. ELEKES, GY. EMBER, E. MOLNÁR (rédacteur en chef), P. ZS. PACH, E. PAMLÉNYI (rédacteur), J. PERÉNYI, L. ZSIGMOND

Az *Acta Historica*, az MTA történettudományi folyóirata francia, orosz, angol és német nyelven közöl értekezéseket a történettudomány köréből.

Az *Acta Historica* változó terjedelmű füzetekben jelenik meg: négy füzet alkot egy kb. 25—30 íves, évente megjelenő kötetet.

Az *Acta Historica* előfizetési ára kötetenként belföldre 80 Ft, külföldre 110 Ft. Megrendelhető a belföld számára az »Akadémiai Kiadó«-nál (Budapest V. Alkotmány utca 21, bankszámla 04-878-111-46), a külföld számára pedig a »Kultura« Könyv és Hírlap Külkereskedelmi Vállalatnál (Budapest VI. Népköztársaság útja 21, bankszámla: 43-790-057-181), vagy külföldi képviseleteinél és bizományosainál.

Les *Acta Historica* paraissent en français, russe, anglais et allemand et publient des travaux du domaine des sciences historiques.

Les *Acta Historica* sont publiés sous forme de fascicules qui forment un volume à 400—500 pages par an.

Le prix de l'abonnement est de 110 forints par volume.

On peut s'abonner à l'Entreprise du commerce extérieur de livres et journaux «Kultura» (Budapest 62, POB. 149) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.

ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADEMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК

JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES

ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

TOMUS V

AKADÉMIAI KIADÓ
BUDAPEST

1958

Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/acta-historica-academiae-scientiarum-hungaricae_1958_5_1-2

INDEX

Avant-propos 1

ÉTUDES

Б. Балаж : Роль национальных комитетов в создании Венгерской народной демократии I. 109
II. 361
B. Balázs: Die Bedeutung der nationalen Komitees im Entstehen der ungarischen Volksdemokratie I. 150
II. 399
К. Бенда : История венгерского якобинского движения I. 263
C. Benda: Histoire du mouvement des jacobins hongrois I. 310
I. Berend und Gy. Ránki : Die deutsche wirtschaftliche Expansion und das ungarische Wirtschaftsleben zur Zeit des zweiten Weltkrieges 313
И. Берендь—Дь. Ранки: Экономика Венгрии на службе германского военного хозяйства во время второй мировой войны 359
L. Makkai : The Hungarian Puritans and the English Revolution 13
Л. Маккаи: Венгерские пуритане и английская революция 44
Э. Мольнар : Великая Октябрьская социалистическая революция 3
E. Molnár: La Grande Révolution Socialiste d'Octobre 11
L. Zsigmond : Versuche des deutschen Imperialismus, seine Machtpositionen nach Ost- und Südosteuropa hinüberzuretten (1919—1920) 47
Л. Жигмонд: Попытки германского империализма сохранить свои позиции в Восточной и Юго-восточной Европе (1919—1920) 107

DOCUMENTS

B. Köpeczi : Politique et jansénisme. Lettres de François II. Rákóczi, prince de Transylvanie au cardinal Filippo-Antonio Gualterio (1714—1717) 153
Б. Кепеци: Политика и янсенизм. Письма трансильванского князя Ференца Ракоци II. к кардиналу Филиппо-Антонио Гуалтерио (1714—1717) 173

RAPPORT SUR LES RECHERCHES

Institutions de science historique en Hongrie 175
Les historiens hongrois commémorent le quarantième anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre 401

COMPTE RENDU DE LIVRES

L. Fekete : Die Siyāqat-Schrift in der türkischen Finanzverwaltung I—II. *(J. Perényi)* 188
Избранные документы истории венгерского рабочего движения *(И. Диосеги)* 198
Г. Г. Кемень : Документы истории национального вопроса в Венгрии в эпоху дуализма. Т. 1—2. *(Э. Том)* 192
A. Macartney : October Fifteenth. A History of Modern Hungary, 1929—1945. *(M. Incze—Gy. Ránki)* 419
The Influence of the World Economic Crisis on Hungary. Edited by M. Incze. Authors : M. Incze, E. Karsai, I. Kubitsch, P. Petőcz, A. Sipos *(Gy. Ránki)* 207

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES 213, 429

CHRONIQUE

Commémorations solennelles d'historiens hongrois à l'occasion du 40e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre 230
Débat sur le manuel universitaire d'histoire (1849—1880) 446
Ferenc Eckhart (par Gy Székely) 443
Étienne Hajnal (par I. Wellmann) 221
Zoltán I. Tóth (par L. Makkai) 226
La publication des deux premiers tomes du manuel d'enseignement universitaire «Histoire de Hongrie» 233
L'assemblée générale du Comité International des Sciences Historiques à Lausanne ... 232
L'étude de l'historiographie hongroise 450
Parution du volume I/2 du manuel universitaire «Histoire de la Hongrie» 446
Publications de documents diplomatiques du Ministère Hongrois des Affaires Etrangères, rélatifs à l'histoire de la seconde guerre mondiale 447
Recherches sur l'histoire de la culture matérielle à l'Institut des Sciences Historiques... 449

BIBLIOGRAPHIE

Extrait du répertoire des ouvrages historiques (livres, études, articles) parus en 1956.... 235
Список избранных произведений (книг, исследований, статей) по истории, вышедших в Венгрии в 1956 г. 235
Extrait du répertoire des ouvrages historiques (livres études, articles; 1er janvier—30 juin 1957) 453
Список избранных произведений (книг, исследований, статей) по истории (1. января — 30. июня 1957 г.) 453

Avant-propos

Le présent numéro des Acta Historica, bulletin périodique de l'Académie des Sciences de Hongrie, diffère des numéros précédents à la fois par sa présentation et par la richesse de son contenu. Nous estimons que le développement de l'historiographie hongroise marxiste nous permet d'ores et déjà de rendre compte — dans une revue trimestrielle — de nos résultats aux spécialistes étrangers et à tous ceux qui s'intéressent aux sciences historiques. Cet objectif, à savoir la connaissance plus approfondie de notre travail, pourrait être — selon tout espoir — mieux réalisé par les rubriques de la nouvelle revue, par ses communiqués, ses comptes-rendus, ses critiques et par sa large rubrique de bibliographie.

En ce qui concerne la thématique du nouveau bulletin, nous tenons tout d'abord à souligner que nous traitons avant tout des sujets d'un intérêt universel, ou ceux qui ont trait à nos rapports avec les autres peuples — en particulier à ceux avec les peuples voisins. Quant aux études consacrées à l'histoire hongroise, nous y réservons la préférence à celles qui, à notre avis, fourniront, du point de vue théorique et méthodologique, un certain enseignement même à nos lecteurs étrangers.

Une importante tâche nous incombe à propos de la mise à jour de nos relations avec les peuples des pays voisins. Sous ce rapport nous ne saurions nous limiter uniquement aux relations historiques effectives, bien que leur étude systématique n'en soit encore qu'à ses débuts. Nous y renvoyons en premier lieu aux problèmes communs qui se présentent dans l'histoire des peuples voisins et dans celle du peuple hongrois, problèmes dont la solution communiquera un nouvel essor à l'historiographie de certains pays, et fournira en même temps un enseignement de principe pour toute l'historiographie progressiste. Les problèmes qui se posent à propos du servage en Europe Orientale, l'évolution capitaliste des pays ayant fait partie de l'ancienne monarchie austro-hongroise, l'histoire des mouvements ouvriers révolutionnaires, les questions portant sur l'évolution économique et politique de la période allant du déclenchement de la première guerre mondiale à 1945 — pour ne mentionner que les problèmes actuellement les plus importants — sont autant de questions qui ne sauraient être résolues qu'à l'aide d'efforts collectifs et par l'échange mutuel des résultats obtenus dans le domaine des recherches scientifiques.

C'est par la diffusion des résultats scientifiques obtenus par les historiens hongrois et par les comptes-rendus critiques ayant trait aux ouvrages étrangers que la nouvelle revue espère faciliter la solution des problèmes communs.

Les langues employées par notre revue sont aussi au service de ces objectifs. Nous désirons continuer la méthode des Acta Historica et publier les études en différentes langues, selon les pays susceptibles de s'intéresser à telle ou telle étude. En ce qui concerne les résumés abrégés, qui suivront les études, ceux-ci seront rédigés dans une langue qui différera de celle de l'étude.

Nous voudrions veiller avec soin — chose assez négligée dans le passé — à ce que les résultats les plus appréciables de notre historiographie marxiste soient accessibles même aux spécialistes de l'historiographie occidentale.

Depuis le X^e Congrès International des Sciences Historiques qui a eu lieu à Rome en 1955, la coopération internationale des historiens s'est beaucoup développée. Le renforcement des liens d'amitié déjà existants avec les historiens de l'Union Soviétique, aussi bien qu'avec ceux des pays de démocratie populaire et la cooperation avec les milieux progressistes de l'historiographie occidentale, tels sont les objectifs par lesquels les Acta Historica espèrent servir la cause de l'évolution internationale des sciences historiques.

La Rédaction

Великая Октябрьская социалистическая революция

Э. МОЛЬНАР

Великая Октябрьская социалистическая революция представляет собой такое событие всемирной истории, свет которого никогда не затмится, величие которого все ярче развертывается в течение времени. Величие исторических событий оценивается по их последствиям. Последствия Октябрьской социалистической революции в течение 40 лет преобразовали облик мира и начали процесс, который в конечном итоге приведет к коренному обновлению человечества.

Социалистический строй является коренным преобразованием. Ставший мировой системой, социализм навсегда кладет конец всякому угнетению и всякой эксплуатации, кладет конец телесной, моральной и духовной нищете, кладет конец господству денег и насилия, мошенничества и обмана. В мировой системе социализма человечество одержит победу над слепыми общественными силами, которые направляли до сих пор его историю через губительные войны и кризисы, и оно сознательно берет в собственные руки свою судьбу. Источником, великим подготовителем этой мировой системы социализма, создающей настоящего человека, является Октябрьская революция. Величие начатого ею преобразования делает Октябрьскую революцию, без преувеличения можно сказать, самым великим до сих пор событием всемирной истории.

Великим событием являлась и французская революция, когда массы поднялись, чтобы свергнуть иго феодализма. После французской революции, все же, последовало разочарование. И не потому, что она не достигла своей цели. Потому, что ее цель была ограничена. Она положила конец господству феодальных тунеядцев, но поставила на его место лицемерное господство капиталистов, стремящихся к сверхприбыли. В этот момент уже признавали, что человек рожден свободным. В действительности, однако, надсмеивались над свободной личностью, когда она принуждалась служить вместо феодальных королей нефтяным королям. Человечество должно было итти дальше по пути, ведущему вверх. Двери настоящей свободы человека, свободного и всестороннего развертывания его личности были открыты только Великой Октябрьской социалистической революцией.

Какое было положение до Октября, какое было положение до первой империалистической мировой войны? В ведущих капиталистических странах крупные капиталистические монополии захватили власть в свои руки. Либеральный период капитализма пришел к концу. Брали верх насилие и реакция. Монополии наложили свои лапы и на неразвитые народы и через тысяч каналов сосали их жизненные силы, чтобы преобразовать их в прибыль. Монополии, и направляемые монополиями великие капиталистические государства смотрели в упор друг на друга, готовые к прыжку, чтобы вырвать добычу из рук другого.

Рабочее движение ослабело в ведущих капиталистических странах, не смогло энергично противостоять необузданным силам капитализма. Те, которые руководили рабочим движением в западных странах, даже и не хотели бороться с капитализмом. Руководители, верхняя прослойка рабочего класса и сама обуржуазилась и стала жить за счет колониальной эксплуатации. В этих странах и марксистская теория приходила в упадок. Развитие выдвигало новые факты, требующие разъяснения. Задача заключалась в следующем: привести теорию в соответствие с новыми фактами, даже если следует отбросить привычный смысл каких-то старых положений. Вместо этого одно крыло, ревизионисты, ради новых фактов отрицали всю марксистскую теорию. Другое крыло, догматики, названные ортодоксами, ради привычного смысла старых положений стали отрицать новые факты. А разочарованные в официальном движении, но стремящиеся бороться рабочие, массами примкнули к синдикализму, воскресившему примитивные мысли анархистов.

В это время, однако, на востоке Европы, в России стала сотрясаться земля. В этой отсталой стране антифеодальная крестьянская революция была поставлена на повестку дня в такое время, когда капитализму уже противопоставилось революционное рабочее движение. И народы России страдали не только от феодальной, не только от капиталистической эксплуатации, на них ложилось и бремя национального угнетения и гнета ведущих империалистических стран. В этой стране, где накопилось и шло к революционному взрыву столько противоречий, на революционизирующейся почве возродились революционная теория и практика марксизма.

Возрождение марксизма неотделимо от имени Ленина. Разработав учение об империализме, Ленин привел марксистскую теорию в соответствие с новыми фактами, не колеблясь порвав с привычным смыслом некоторых старых положений. Приведя организационные формы партии в соответствие с условиями революционного развития, Ленин создал революционную партию большевиков, передовой отряд рабочего класса. Ленин доказал, что социализм может быть построен только диктатурой пролетариата, и что диктатура пролетариата тождественна пролетарской демократии. Ленин связал ее со стоящей на пороге антифеодальной крестьянской революцией,

выработав теорию рабоче-крестьянского союза и идею пролетарской революции, которая положит конец национальному угнетению и империалистической зависимости. Это он связал с пролетарской революцией освободительную борьбу угнетенных колониальных народов. Когда вспыхнула империалистическая мировая война, он выступил с лозунгом: империалистическую войну следует превратить в гражданскую войну. Став во главе вооруженного восстания и определив единственный момент, когда условия успеха уже созрели и еще не пошли на убыль, он перевел февральскую, по непосредственным целям являвшуюся антифеодальной и антивоенной буржуазной революцией в Октябрьскую социалистическую пролетарскую революцию, первым шагом которой являлись раздел земли и провозглашение мира. Ленин организовал победоносную борьбу масс против сил контрреволюции и интервенции. Под руководством Ленина, после окончательной победы пролетарской революции, началось социалистическое строительство, теперь уже в Союзе советских республик, который стал родиной равноправных народов.

Это была трудная и смелая задача в тогдашней России. До того социалистическое преобразование представляли себе таким образом, что оно произойдет сперва в ведущих капиталистических странах, где производительные силы и культура являются самыми развитыми, где экономические и культурные предпосылки социалистического преобразования в наибольшей мере налицо. От этой мысли, однако, пришлось отказаться, потому что было доказано, что там, где экономические и культурные условия наиболее созрели, еще отсутствуют субъективные условия революционного преобразования. Они были в найбольшей мере налицо именно в отсталой в экономическом и культурном отношениях России. Какая была бы это революционная, какая социалистическая партия, которая не воспользовалась бы возможностями социалистической революции, предложенными исторической ситуацией? Ведь они вместе с тем доказали и то, что экономические и культурные условия социалистической революции и сами в необходимой мере налицо.

Но именно из этого положения последовали большие трудности социалистического строительства. Социализм пришлось строить в отсталой крестьянской стране, где унаследованные от капитализма промышленные производительные силы являлись неразвитыми, где сам рабочий класс представлял собой численное меньшинство. Империалистическая и гражданская войны разрушили даже и унаследованные производительные силы, разредили и ряды рабочих. И социализм пришлось строить не в среде дружественных стран, а в окружении неприятельских империалистических стран, в одиночестве против всего вражеского мира, готового напасть на страну строящегося социализма.

В таких условиях нельзя было начать социалистическое строительство с быстрого подъема жизненного уровня. Быстрый подъем жизненного

уровня возможен лишь на основе развитых производительных сил. Развитые производительные силы необходимы были и для материального обоснования военной мощи Советского Союза. Без этого невозможно было обеспечить внешние условия социалистического строительства, невозможно было обеспечить против империалистов условия мирного социалистического строительства.

Таким образом, дорога социалистического строительства была уже заранее намечена. Прежде всего надо было развивать производительные силы Советского Союза, не только в промышленности, но и в сельском хозяйстве. Это была непосредственная задача, которую следовало разрешить и которая могла и должна была быть связана с подъемом культурного уровня масс. Опираясь на творческие силы народных масс и на богатые природные ресурсы страны, преодолев трудности и сопротивление, оказанное против правильной линии правыми и левыми фракциями, Коммунистическая партия Советского Союза с успехом разрешила эту задачу. Когда фашистская Германия напала на Советский Союз, развитые социалистические производительные силы сделали возможным для советского народа защитить социалистическую родину от фашистских захватчиков, уничтожить фашистскую Германию, распоряжающуюся всеми средствами современной техники, и этим путем устранить угрозу господства фашистского варварства.

А сегодня, когда Советский Союз стал второй в мире промышленной великой державой и идет по пути достижения первенства, налицо и возможность того, чтобы параллельно с развитием производительных сил в быстром темпе повышался и жизненный уровень советских масс. Все предпосылки этого созданы уже теперь достигнутым техническим и культурным уровнем Советского Союза, большим числом хорошо образованных научных и технических кадров, с которым Советский Союз обогнал и ведущие капиталистические страны, социалистическим общественным строем страны, который не знает эксплуататорских классов и объединяет всех трудящихся в общем напряжении сил. Не подлежит сомнению, что подъем жизненного уровня мог бы быть более быстрым, если бы политика империализма, подготовляющая войну, не принудила Советский Союз уделять значительную часть своих ресурсов на рост своей военной мощи. Но из этого также следует мирная политика Советского Союза. Советский Союз должен стремиться к ослаблению международной напряженности и добиться всеобщего разоружения для того, чтобы применить все силы к мирному социалистическому строительству, к дальнейшему развитию социалистических производительных сил и к подъему жизненного уровня масс. Поэтому, советская внешняя политика стремится, ликвидировав атмосферу холодной войны, к созданию условий коэкзистенции, мирного соревнования социалистической и капиталистической системы. Этого соревнования Советскому

Союзу нечего бояться. В нем наверное организованные силы социализма одержат победу над анархическими силами капитализма. Спутник, который обращается вокруг нашей Земли, предвещает уже эту победу.

Советский народ должен был принести крупные жертвы за достигнутые успехи. Сегодня эти жертвы уже позади, Коммунистическая партия Советского Союза исправляет допущенные ошибки. Без ошибок нет великого исторического процесса. Каждый период имеет двойное лицо. Одно обращается к моменту. На нем могут находиться и отвратительные черты. Другое обращено к будущему. На этом лице отражается величие истории. Ошибки следует измерить успехами. Великое историческое достижение — если при образовании применялись и ошибочные средства — создание социалистического Советского Союза, при помощи которого была построена основа распространения социалистической системы в мировом масштабе.

Советский Союз стал прочной основой распространения социализма. В период между двумя мировыми войнами угнетенный рабочий класс капиталистических стран не сводил глаза с Советского Союза, в своей борьбе он черпал силу из успехов Советского Союза. Когда во второй мировой войне Советский Союз победил, его победа привела здесь, на востоке Европы к образованию стран народной демократий. Опираясь на Советский Союз, на опыт Коммунистической партии Советского Союза, победила китайская революция, это второе крупного значения событие истории XX в.

Советский Союз уже своим образованием и существованием вдохновил освободительную борьбу угнетенных колониальных и полуколониальных народов. Пример Советского Союза, свергнувшего империалистическую зависимость, вдохновил их национально-освободительную борьбу, симпатия и поддержка со стороны Советского Союза способствовали успеху их борьбы. Когда они добились политической независимости, плановое хозяйство Советского Союза показало, в каком направлении они должны итти, если они стремятся быстро развивать свои производительные силы. Третье великое событие истории XX в., все усиливающийся распад империалистических колониальных империй, отражает влияние Советского Союза.

Всемирно — исторические достижения Советского Союза сводят на-нет клевету и необоснованные обвинения, которыми империалистические агенты, замаскированные в представителей «свободного мира», нападают на Советский Союз. Нет ничего удивительного в том, что империалисты пользуются всеми возможностями наносить вред Советскому Союзу, будь эта возможность смелая критика XX съезда партии, или октябрьские события в Венгрии. Но вопреки все обновляющимся усилиям холодной войны все возрастает возможность того, что мирная политика Советского Союза, которая сегодня может опираться — кроме социалистических стран и прогрессивных сил в империалистических странах — уже и на расширяющийся круг нейтральных стран, одержит победу и предотвратит новые войны. Если Советский

Союз добьется этого, это будет новым крупным поворотом в истории человечества, жаждущего мира.

Что означала Октябрьская революция, что означал и что означает Советский Союз для Венгрии? Октябрьская революция оказалась сигналом для народов, тонувших в море крови империалистической мировой войны, чтобы свергнуть иго империалистических палачей, провозглашением на весь мир банкротства капитализма, примером того, что народы могут преуспевать и без капиталистического руководства и только так могут преуспевать. В венгерском народе, жившем в подобных общественных условиях, что и народы России, Октябрьская революция вызвала глубокий отклик. Там, в России, десятки тысяч военнопленных взялись за оружие в защиту Октябрьской революции, потому что они осознали, что дело Октябрьской революции является в то же время и делом венгерского народа. В городах Сибири, вдоль большой магистрали, опять отправлялись в поход на станциях венгерские маршевые роты, под звуки марша Ракоци, но теперь под красными знаменами. Были времена в Сибири, когда советская власть опиралась не в малой мере на венгерских воинов интернациональных полков.

В Октябрьской революции родилась венгерская коммунистическая партия, первая партия, которая представляла в Венгрии идеи революционного марксизма, возрожденного в России революционного марксизма, марксизма-ленинизма. В течение некоторых кратких месяцев коммунистическая партия стала во главе масс и в марте 1919 г., первой из народов мира последовав примеру России, Венгрия провозгласила Советскую республику.

Это также было трудное и смелое предприятие. Экономика страны была разрушена войной, страна была окружена кольцом империалистических войск. Революция победила, однако, не только в России, волна революции во всем мире была на подъеме, возможно и надо было взять на себя риск. Так Венгрия опять — как когда-то в 1848 г. — встала в первые ряды международного прогресса, тесно примкнув к Советскому Союзу. Несмотря на героическую борьбу венгерского рабочего класса Советская республика была разгромлена. Советский Союз не сумел оказать необходимую помощь, потому что тогда и сам боролся за свое существование. Тот факт, однако, что Венгерская Советская Республика *была*, что венгерский рабочий класс держал власть в своих руках в течение четырех месяцев, дал веру и силу венгерскому революционному рабочему движению также и в десятилетия после разгрома во время террора Хорти.

Во время режима Хорти угнетенный и эксплуатируемый, стоящий весь под полицейским надзором венгерский рабочий класс не был введен в заблуждение лживой и злостной пропагандой господствующих классов, которая делала все, чтобы запятнать Октябрьскую революцию и разочаровать рабочих в Советском Союзе. Здравый классовый инстинкт — и просветительная работа венгерских коммунистов — обращали тем больше внима-

ние венгерских рабочих на Советский Союз, чем больше его порочили продажные публицисты режима Хорти. А венгерские коммунисты в свете опыта Октябрьской революции просмотрели собственную революционную деятельность, ошибки, допущенные ими во время Венгерской советской республики.

Пришла вторая мировая война, которая принесла с собою развал германского фашизма и режима Хорти. То, во что столько людей надеялось и в самые мрачные дни режима Хорти, то, что казалось уже бредовым сном в глазах малодушных, осуществилось. Советские войска появились в Венгрии и под ударами их оружий был уничтожен режим, который прикрыл служение интересам графов, банкиров, промышленников, беспощадное угнетение венгерских трудящихся ложным флагом национального дела. И в течение нескольких лет, в результате труда лучших сынов венгерских рабочих, крестьян и интеллигенции, под руководством венгерских коммунистов, опять была создана венгерская диктатура пролетариата, венгерский народ сумел приступить к социалистическому строительству.

Дорога вела не через кровавую гражданскую войну. Венгерский народ мог даром воспользоваться плодами Октябрьской революции. Кровь русских рабочих и крестьян лилась ручьями в последовавшей за октябрьским восстанием, беспощадной гражданской войне, чтобы в Венгрии диктатура пролетариата могла одержать победу. Их жертвы создали советскую армию, которая освободила Венгрию, кровь советских воинов лилась для того, чтобы Венгрия была освобождена. Все наше развитие после освобождения, тот факт, что мы могли вступить на путь социализма, было обеспечено освобождением и нашим союзом с Советским Союзом, который оказал защиту против интервенции империалистов. Венгерской диктатурой пролетариата, венгерской народной демократией мы обязаны Октябрьской революции и великому творению Октябрьской революции, Советскому Союзу.

Каким образом хозяйствовали мы вверенными нам возможностями? Знаем, что руководство страны допустило серьезные ошибки. Оно погрешило против основного закона диалектики, следуя которому надо брать во внимание требования места и времени. Однако, несмотря на ошибки, это была диктатура пролетариата, режим, который строил социализм, власть, без которой невозможно построить социализм, дело, за победу которого лучшие коммунисты, если это было необходимо, жертвовали и жизнью. Этот режим развил производительные силы страны и этим расширил основу, на которой производительные силы могли развиваться дальше и их развитие может связываться со все ускоряющимся подъемом жизненного уровня; он воспитал десятки тысяч рабочих, крестьян для руководства государством и экономикой, распространял потребность к культуре в широких массах и дал политические знания массам. Имелись, однако, ошибки в соотношениях развития отдельных отраслей народного хозяйства, укоренилась бю-

рократия, и до известной степени произошло ограничение пролетарской демократии.

Эти ошибки потом сказались. Когда пришла очередь их исправления, ревизионисты захватили руководство. Когда ревизионисты разожгли страсти, контрреволюция воспользовалась ими против диктатуры пролетариата. В этот момент речь шла уже не об исправлении ошибок диктатуры пролетариата, а существование диктатуры пролетариата и тем самым и социалистическое будущее страны были поставлены на карту. Ошибки сектантов и демагогия ревизионистов ввели в заблуждение рабочие массы, даже и членов партии, затуманили их дальновидность и тем самым разложили ту силу, которая могла бы отразить атаку, направленную против диктатуры пролетариата. Казалось, что дело социализма в Венгрии пропало. Через белый террор на улицах события шли к господству контрреволюции, закрепленную уже и учреждениями.

В этом трудном положении опять Советский Союз поспешил нам к помощи. Интернациональные принципы Великой Октябрьской социалистической революции обязали его не остаться безразличным, когда в Венгрии дело социализма находится в опасности. При помощи советских войск венгерская диктатура пролетариата была опять восстановлена и открылась возможность того, чтобы твердой рукой исправив ошибки прошлого, она продолжала вести венгерский народ к социализму.

Есть такие, кто сомневаются в том, что мы идем по правильному пути. Но этот путь бесповоротно намечен исторической необходимостью, которая появилась в Великой Октябрьской революции, которая отражается в учении Ленина. Это — путь социалистической индустриализации и развивающегося на добровольческом принципе социалистического сельского хозяйства, путь постоянного подъема жизненного уровня, путь самого тесного сотрудничества с Советским Союзом, с Китайской Народной Республикой и с другими социалистическими странами в целях защиты социалистического развития и национальной независимости страны, ленинский путь пролетарской демократии. Идя по пути пролетарской демократии, постепенно развивая учреждения пролетарской демократии для воспитания масс — и в то же время твердой рукой отбивая опыты контрреволюции — мы должны достигнуть того, чтобы руководство партии и страны, которое верно представляет объективные интересы рабочего класса и всего венгерского народа, выразило и субъективную волю самых широких масс.

Наша рабочая власть, если она и связана многими нитями с Великой Октябрьской социалистической революцией и с рожденным революцией Советским Союзом, происходит не из кровавой гражданской войны, как Советский Союз из Октябрьской революции. Наш путь был облегчен Октябрьской революцией и Советским Союзом, которые устранили бремя кровавых боев. Это облегчило захват власти, но не облегчило сохранение власти.

Однако веру и воодушевление, которые овладели рабочими и крестьянскими массами Октябрьской революции, можно воскресить и в Венгрии, если мы окажемся достойными величия дела. И если венгерская диктатура пролетариата будет опираться на восторженную веру самых широких масс, тогда нет такой силы, которая могла бы одержать победу над ней, тогда — пользуясь словами Кошута — даже врата ада не сумеют свергнуть ее.

La Grande Révolution Socialiste d'Octobre

E. Molnár

Résumé

La Grande Révolution Socialiste d'Octobre, événement historique d'une portée immense, a transformé l'aspect du monde, et ce processus est encore en cours.

Au cours de la première guerre mondiale la Terre trembla à l'Est. Pendant que l'élan des mouvements ouvriers en Occident fléchissait, en Russie — où le mouvement antiféodal s'accompagnait de la lutte de la classe ouvrière contre le capital — à la suite de l'activité de Lénine et des bolchévistes, le marxisme connut un renouveau.

La victoire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, les premiers succès obtenus dans l'édification du socialisme se rattachent à la personne de Lénine. C'était lui qui avait coordonné l'idéologie marxiste avec les nouveaux faits de l'évolution, qui organisait la révolution socialiste et les luttes engagées contre l'intervention impérialiste et les luttes engagées contre l'intervention armée ; c'est encore sous sa direction que fut entreprise l'édification du socialisme.

L'existence de l'Union Soviétique devint la base solide des mouvements socialistes du monde. Dans la période d'entre les deux guerres mondiales c'est sur l'Union Soviétique que la classe ouvrière opprimée des pays capitalistes fixa les yeux, et après la deuxième guerre mondiale, à la suite des victoires remportées par l'Union Soviétique, les pays de démocratie populaire étaient nés; la révolution du peuple chinois doit également sa victoire aux expériences acquises par l'Union Soviétique. L'existence de l'Union Soviétique prêta un nouvel essor aux luttes menées par les colonies et les semi-colonies pour leur indépendance.

La révolution d'octobre fut en même temps un signal pour le peuple hongrois. Des milliers de prisonniers de guerre hongrois luttaient en Russie pour faire triompher la cause du socialisme, et c'est à la suite de la révolution d'octobre que se forma en Hongrie le parti communiste, qui en 1919, étant le premier à suivre l'exemple du Grand Octobre, et à proclamer la République Hongroise des Conseils. Après l'échec de la République Hongroise des Conseils, pendant les 25 années sombres du régime contre-révolutionnaire, la lutte de l'élite de la classe ouvrière fut inspirée par l'exemple de l'Union Soviétique. Dans la deuxième guerre mondiale c'est encore l'Union Soviétique qui amena au peuple hongrois la libération du joug fasciste. En octobre 1956 c'est encore l'Union Soviétique qui sauva la cause de la dictature du prolétariat et de la paix mondiale.

The Hungarian Puritans and the English Revolution

L. Makkai

"I seem to survey, as from a towering height, the far extended tracts of sea and land, and innumerable crowds of spectators, betraying in their looks the liveliest interest, and sensations the most congenial with my own. Surrounded by congregated multitudes, I now imagine that, from the columns of Hercules to the Indian Ocean, I behold the nations of the earth recovering that liberty which they so long had lost . . ."

Milton's poetic vision of the peoples gathering round the English Revolution reveals his prophetic insight into the future, but it could scarcely come true in his own day. On the European continent only a few progressive intellectuals sided with the Puritan Revolution, but their voice was isolated by reaction which viewed the events in England as the rage of satanic anarchy. The epoch-making efforts of the English people aroused a wide sympathy and a similar mass movement only in distant Hungary.[1]

The Hungarian Puritan movement not only coincided in time with the two revolutionary decades, but also its destiny was determined by the events in England. This parallelism is due to the continuous and close contact maintained by the Hungarian Puritans with English revolutionary leaders. The enormous geographical distance was bridged by frequent correspondence, by news and messages brought by travelling students. But the real enigma of the Hungarian Puritan movement must be sought elsewhere: how could the difference between the social conditions of England and those of Hungary be

[1] The first comprehensive study of the history on the Hungarian Puritans, richly documented ; Jenő Zovány : Puritánus mozgalmak a magyar református egyházban (Puritan trends in the Hungarian Reformed Church). Budapest 1911. This is completed by two important studies, both by Imre Révész : A szatmárnémeti nemzeti zsinat és az első magyar református ébredés (The national synod at Szatmárnémeti and the first awakening of the Hungarian Reformed Church), Budapest 1947, and Társadalmi és politikai eszmék a magyar puritanizmusban (Social and political ideas in Hungarian Puritanism). Theológiai Szemle 1948. For references to literary history see : Pál Berg : Angol hatások tizenhetedik századi irodalmunkban (English influence on our 17th century literature), Budapest 1946 and József Bodonhelyi : Az angol puritanizmus lelki élete és magyar hatásai (The spiritual life of English Puritanism and its influence upon Hungarian life), Debrecen 1942. Latest monograph : László Makkai : A magyar puritánusok harca a feudalizmus ellen (The fight of Hungarian Puritans against feudalism). Budapest 1952. The present study relies mainly upon the material of the latter which thus contains detailed information as to literature and sources.

surmounted, a difference separating the two countries more than geographical distance, mountains and seas, or the blood-stained battlefields of the Thirty Years War. The English Puritan Revolution was the work of an advanced, class-conscious bourgeoisie, liquidating the moribund feudal system, while in Hungary bourgeois evolution languished under the oppressing burden of a solidifying feudalism. Religious and political ideas penetrate the boundaries of nations with ease, but they do not ignite unless inflammable material has accumulated. The Puritan ideas — the separation of Church and State, a democratic Church organization, public education in the mother tongue, sincere piety instead of "papist ceremonies" and scholastic hair-splitting — had repercussions in Hungary only because they coincided with the aspirations of broad social strata in this country. The English Revolution awakened passionate sympathy, and an organized mass movement in Hungary — under entirely different social conditions — because the question of the Hungarian Reformed Church organization became the focus of social and political struggles in the first half of the 17th century. To put it exactly, contemporaries were faced by the alternative of whether reformed ecclesiastical development, interrupted halfway at the end of the 16th century, should go forward to the consequent realization of Calvinist principles or revert towards a compromise with Catholicism.

In Hungary which had been divided into three parts — the Kingdom of the Hapsburgs, the Principality of Transylvania and the territories dominated by the Turks — the Helvetian ("Reformed") trend of the Reformation won ground chiefly in the areas inhabited by the Magyars. At the beginning of the 17th century, it embraced the majority of the population; in the Transylvanian Principality ruled by Protestant Princes it became the dominant religion. As a matter of fact, it became interwoven with the struggles for national independence led by the Princes of Transylvania against the Hapsburgs, the champions of counter-Reformation. By this time it has lost its original impetus; it abandoned its reformatory zeal directed against feudal tyranny and became an obedient lackey of the feudal ruling class. In the Netherlands and in England, Calvinism, progressing along the path of bourgeois evolution, and being politically active from the beginning, amalgamated the fervent revolutionary spirit of the underground Anabaptist movement, whereas in Germany, stopping short in a state of economic and social stagnation it shared the fate of Lutheran Reformation which accepted the oppressive patronage of the Princes. Hungarian Reformed preachers were trained in the lifeless dogmatical constructions and narrow-minded confessional polemics of the Heidelberg court theologians. Calvinist "orthodoxy" donned the heavy armour of medieval scholasticism, giving no outlet to the revolutionary elements of Calvin's teachings. In Hungary these progressive ideas had even less of an opportunity of breaking through their dogmatic shell than in Germany, as the characteristic Eastern European

system of "second serfdom" — a system that bound the peasants to the soil and drove them to corvée on the manor farms of the landlords — developed precisely in these decades.

So Hungarian Calvinism degenerated under the burden of the growing feudal oppression. Though it adhered rigidly to the letter of the "Second Helvetian Creed" and of the "Heidelberg Cathecism", it in fact drifted farther and farther from the spirit of them. Its organisation and religious activity became more and more enmeshed with the retrogressive forces of feudal society, which were engaged on a spontaneous inner counter-Reformation more effective than the violent Catholic Restoration patronized by the Hapsburgs. From the very beginning Hungarian Reformation made no attempts to liquidate radically clerical feudalism. The organization of the Reformed Church was based on two feudal institutions, the patronage and the preachers' synod. The rights of the patron, including the appointment and dismissal of pastors, belonged to the superior jurisdiction of the community: to the landlord in the countryside, and to the city council in the towns. The income of the pastors also were of a feudal character, for they inherited the local revenues of the Catholic clergy: a part of the tithe, the parson's land, revenues in money and in kind. The preachers' synod or rather its commission, the *presbiterium* decided questions of church discipline, liturgy and dogma, leaving no room for the laical element. The religious orders survived in practice, although it had been abolished theoretically. So patrons and preachers divided the Church administration among themselves.

However, this division gave rise to some disagreement. As the patron was entitled by custom to dismiss the preacher after the period of one year, the parson was thrown on his patron's mercy. This custom also made it possible to reduce the preacher's income. To offset this, the preachers fought for a system which would bind a pastor's appointment or dismissal to his own assent and fix his income as well. This struggle became more acute as feudal exploitation intensified. The landlords not only confiscated the serfs' land for their manors, they attempted to seize also ecclesiastical property. At the same time the serfs expropriated by their lords sought recompense by occupying the pastor's land. The burden of sustaining the Church was placed only on the shoulders of the serfs, as the nobles, being exempt from taxation, refused to pay the tithe and other pastors' revenues due from the manorial grounds under their management. Some landlords hindered their tenants in paying the pastor, and now and then the officials of the lord drove the serfs to corvée directly from church. The exhausted peasants could barely maintain the parson, nor were they encouraged to undertake sacrifices beyond their capacity by the dry dogmatic disquisitions of the church, which held out neither consolation nor hope. It was often necessary to collect the preachers' revenues by force, and here and there the peasants resisted even this. Under these conditions

village parsons continually quarrelled with the nobles and with the peasants as well; this strife led to the depopulation of the churches, the relaxation of ecclesiastical discipline and, last but not least, to the destitution of the preachers.

The pastors brandished the sword of medieval interdict against the arbitrary acts of the patrons and the resistance of the people, withdrawing ecclesiastical services from the patron and the village. But this weapon could be blunted by a private agreement between the preacher and the respective patron. This custom necessitated the strengthening of discipline within the pastors' community, which cleared the way for the evolution of clerical hierarchy. By the beginning of the 17th century not only had the preachers' synod been relegated to a position below the presbytery but also the jurisdiction of the presbytery came under the control of its president, the archdeacon (*senior*) and of the superior authority, the bishop (*superintendent*). The estrangement between the pastors and their congregations strengthened the hierarchic features of Church organization, and, closely bound up with these, it led to the survival and mass revival of Roman Catholic liturgy. In the hostile atmosphere, the pastors tried to compensate for their pointless sermons and diminished authority by conventional texts, solemn rituals and mystical acts, or — in the Puritan terminology — "papist survivals".

Therefore, feudal oppression which intensified more and more the system of "second serfdom", tended to make the Reformed Church more and more feudalistic. At the same time it caused discord between the two fundamental feudal institutions of the Church: the patronage and the preachers' orders. The counter-Reformation made it impossible to bridge the deep cleavage between the patrons and the preachers. In the first decades of the 17th century, many magnates, seeking the favour of the Hapsburgs, converted to Catholicism, took away the Protestant churches and ejected the pastors — on the pretext of their rights as patrons. Catholics reasoned on the grounds of the laws of reprisal passed after the defeat of the Peasant War led by Dózsa (1514): if the serf cannot own property and is entitled only to hire out his labour, how can the church be his. The Reformed preachers, whose very existence was endangered thereby, were the ones who initiated the campaign against the religious domination of the landlords. They demanded, in their own selfish interests, freedom of worship for the peasants. But the Protestant nobility shared the Catholic view, fearing that religious freedom would pave the way for peasant rule; so they proposed a compromise that would uphold the patrons' rights even if the church belonged to tenants of another faith. In the heat of the debate, the preachers arrived at the theoretical conclusion that the church building was the collective property of the Church, not the private property of the landlord; and that the landlord could not take it from the people because the peasants possess it but as members of their Church, and not as his tenants. This reasoning, however, was unfounded since no one even con-

sidered separating the parish from the political community, or rooting out patronage.

The first move in this direction was begun in Transdanubia which was ruled by the Hapsburgs. Here the pastors sought the support of the people against the counter-Reformation represented by the state and the landlords; they founded the elected consistory, the presbytery. The first laical consistory was established, in 1616, in the border fortress of Pápa; its members "elected by the will of the whole congregation" were recruited half from "the nobility" and half from "the commons". The presbytery was nested with authority over the private life of the congregation and the teaching and morals of the preacher as well, but the financial management of the Church remained under the control of the political community and of the patrons. The presbytery of Pápa was not an autonomous body of the Church separated from the State; it was only a more democratic disciplinary court of the Church. However, it was highly important as it broke the "clerical rule" established in the Reformed Church of those days[2] by enlisting the services of laymen. During the first half of the 17th century, the new institution extended to other Transdanubian border fortresses and villages.

In the Eastern parts of the country the conflict between the patrons and preachers took a different course. From the time of Stephen Bocskai (1604—1606), in Transylvania, Protestant Princes came into power, who fought with arms for the independence of Transylvania, the political autonomy of the Hapsburg-dominated Hungarian territories, and for religious freedom for the Protestant Church,against the absolutism of the Viennese counter-Reformation. Gabriel Bethlen occupied a large part of Hungary in 1619, and retained seven counties of the Upper Tisza region till his death in 1629. So three extensive Reformed Church districts, two bordering the river Tisza and the third in Transylvania, were saved from forcible counter-Reformation for a time. The Prince of Transylvania defended the pastors against counter-Reformation as well as against the encroachment of their noble patrons. Aiming at absolute power through the curtailing of the political rights of the nobility, the Princes weakened the opposition of their policy of centralization by supporting the pastors in their struggle with the noble patrons. Centralization however — badly needing a strong lay intelligentsia — could not dispense with the services of several thousands of these preachers, the most cultivated segment of Hungarian society, which alone had the benefit of schooling abroad. Their vital interests made them the champions of an anti-Hapsburg patriotic policy within the feudal ruling class, which they pursued, in the given instance, even against the Prince and the magnates.

[2] József Pokoly: Az első magyar református presbitérium keletkezése és szervezete. (The formation and organization of the first Hungarian Reformed Presbytery). Protestáns Szemle 1901.

The Princes did their utmost to increase the number, culture and prestige of the preachers. They sent many students to the universities of Germany, and later to the Netherlands and England. They promoted the education of future pastors by giving generous donations to the schools in the country. But above all they endeavoured to assure the material position and social status of the pastors by linking them directly to the princely power, thereby making them independent of the patrons. They assisted the pastors in their struggle to establish constitutional holy orders and to restrict the rights of the patrons. Gabriel Bethlen raised, in 1629, as a group to the rank of nobles the preachers living under his rule, who also participated in the Transylvanian Diet. In the Church districts of the Tisza region and of Transylvania, the Prince promoted the victory of an important principle by the thirties of the 17th century: to obtain the office of a preacher it was necessary to secure the permission of the archdeacon and that of the bishop; in fact, these dignitaries were in extraordinary cases entitled to appoint and to transfer pastors without the consent of the patrons. This was a great achievement in the struggle against the encroachments of the patrons, but at the same time it strengthened the hierarchy, giving the pontiff's office somewhat the same status as that of the Catholic prelate. As the preachers could be held in check through the medium of the bishops, the policy of centralization militated for a centralized Church. So the Princes deliberately strengthened the authority of the bishops, which shortly developed into real tyranny, the forcible oppression of the preachers. The alliance with the Princely power defended the pastors against the attacks of the landlords, but it threw them on the bishops' mercy at the same time.

The schism between the preachers and the feudal ecclesiastical system began with their action against the hierarchy of the Church. Lucas Hodászi, bishop of the district beyond the Tisza reduced recalcitrant preachers to obedience by fine, imprisonment, and by putting them in chains. The archdeacon of Várad, Emeric Szilvásujfalvi Anderkó, initiated a movement against the arbitrary church administration of Hodászi. He did not stop at demanding redress of grievances, but he also denounced the episcopal institution as the continuation of papal tyranny, conflicting with the principles of Reformation. The bishop was helpless in face of Anderkó's passionate agitation, denouncing the bishop as a pope, an Antichrist, a tyrant and a simoniac. Finally the bishop appealed to Prince Gabriel Báthori for help and this dangerous man was imprisoned in 1612. But the archdeacon continued to denounce the bishop from his Várad prison, and, in 1614, Gabriel Bethlen exiled him from the Principality at the bishop's request[3] His struggle and fall illustrates the fact that the sharpening inner contradictions of Hungarian feudalism upset the balance of advantages and disadvantages accruing to the pastors from the landlords'

[3] Lampe: Historia ecclesiae reformatae in Hungaria et Transylvania. Utrecht 1728, pp. 337—355.

patronage and the episcopal hierarchy supported by princely power. Some preachers felt the restrictions of feudal constraint more than its defence, and began to turn against the entire feudal Church system. They found a social base for their anti-feudal campaign among the serf peasant population of the market-towns.

The market-towns, serf settlements under the jurisdiction of the landlords, differred from the villages legally in that they possessed privileges granted by the landlords or the potentates. They were entitled to redeem their feudal services (the corvée, the ninth part, etc.) in money, to have their market, to elect their magistrate and parson without restriction. These market-towns were centres of agricultural commodity production. Hungary's two most important export commodities — wine and cattle — came chiefly from the farms of the market-towns in those days. But from the second half of the 16th century onwards more and more landlords organized their manors, and launched repeated attacks against the privileges and the commodity production of the market-town serfs. They attempted to introduce the corvée, to restrict the jurisdiction of the elected magistrate and the council, and seized wineyards, fields and pastures for their own use. The citizens of the market-towns fought bitterly against the curtailing of their rights; in 1631—1632 they organized an armed revolt in the region of Tokaj (the region where the most prosperous grape-growing market-towns were located), together with the rural serfs, against the transgressions of the Hapsburg mercenaries, and landlord oppression. Pockets of resistance continued even after the suppression of the revolt, and the Hungarian Puritan movement arose on this volcanic soil in the thirties.

The citizens of the market-towns became the nucleus of the struggle against feudalism and for national independence. Because of their peculiar dual position — the constraints of serfdom and their initiative in commodity production — they embodied the motives and energies of the peasant and town class struggle. It was in their vital interests to fight against Hapsburg-absolutism, manifested in the depravities of the mercenaries and the violent counter-Reformation, and threatening to stifle Hungarian bourgeois development. "Independent" Puritanism, embraced more or less consequently by the Hungarian Puritans, became the militant ideology of the commodity-producing middle strata of agriculture and industry in England, especially that of the well-to-do yeomanry. The Hungarian market-town peasantry also endeavoured to become an agricultural commodity producing stratum, free from feudal bonds. We cannot of course equate the English yeomanry with the Hungarian market-town peasantry, as the two strata are divided by a long historical development; the principal difference is that the English yeoman was a free producer for the market, while the Hungarian market-town inhabitant was a serf. But they could be linked together as the fight of the Hungarian market-town citizens aimed at eliminating that difference. Therefore the features of the Puri-

tan ideology which were too advanced for Hungarian conditions also had a mobilizing influence, becoming the ideas of mass movements and propelling them forward to more radical aims in line with Hungarian bourgeois development.

The combustible matter ripe for the sparks of the Puritan ideas accumulated in the ecclesiastical life of the market towns. The struggle centred around the issue of whether the pastor should be the employee and representative of the market-town citizenry or the feudal oppressors. In the thirties of the 17th century, frequent clashes occurred between the Church hierarchy, eager to force its candidates on the market-town population, or the landlord, and the market-towns which clung to their right of election. The archdeacon placed Tolcsva — the famous grape-growing district — under an interdict, in 1636, for its obstinacy. The population answered by appointing a lay preacher in place of the ordained clergyman. The archdeacon was scandalized and wrote: "What has been unheard of in our country *patrum nostraque memoria* . . . unheeding the inhibitons of God they have appointed priests for themselves from among the peasantry instead of from the tribe of Levi . . . Moreover they directed the schoolmaster to be obedient to them, being their servant, and to teach the children to chant Hungarian rhythms. By these acts they have pulled the beard of His Lordship (the Prince of Transylvania, the landlord of Tolcsva), snatching his property, the *ius patronatus* for themselves."[4] Similar incidents happened frequently, and only the spiritual guidance was missing for the growth of a nonconformist movement in the market-towns of Hungary. When in the twenties of the 17th century, Hungarian students began to attend Dutch and English universities instead of the German universities destroyed by the Thirty Years War, they sowed the seeds of Puritan ideas which they brought home in the fertile soil of the market-towns.

*

However, the first centre of the Hungarian Puritan movement was not developed in the market-towns, but in the court of the Prince of Transylvania. The first disciple of Puritan ideas in Hungary was Henry John Bisterfeld, professor at the Academy of Gyulafehérvár, founded by Gabriel Bethlen. Bisterfeld settled in Transylvania in 1630, after Herborn University was destroyed. He was an eminent scholar, with a background of English and Dutch culture, of broad vision, and convinced champion of Independent Puritanism and the new pedagogy linked with the name of Comenius. A German Protestant and patriot, he was the chief spokesman and an active diplomat of the anti-Hapsburg and anti-papal policy of the Transylvanian Princes. While taking on open and clear-cut position on issues of international politics, he was extremely

[4] Protocol of the Reformed Diocese of Zemplén, I. 266/a.—279/b. 1. MS in the Sárospatak Library.

reserved with respect to the ecclesiastical and political party struggles in Transylvania. His radicalism remained only in theory to the very end, though he made no secret of his Puritan beliefs, and held radical antifeudal ideas "about the reform of the economic state, and through that of the political, scholastic and ecclesiastical states too".[5] He did not initiate an organization for the realization of his ideas in practice, and, in fact, he supported the existent Puritan movement only by his advice as a distinguished foreigner. He yearned constantly to leave Transylvania, which he felt was a grim prison for him, and to return to the Netherlands, which he regarded as the home of liberty. But all this considered, his services to the Puritan movement should not be underrated. He was the spiritual mentor of the distinguished Hungarian Puritan leaders, Tolnai, Apáczai and Martonfalvi. Even more important was his personal contact with Samuel Hartlib, the group of radical intellectuals, whose *rôle* in the English Revolution is well known. He drew the attention of his Hungarian pupils to the source of the new political, religious and educational ideas which had caught the imagination of the progressive intellectuals of Europe, while keeping Hartlib's group interested in remote Transylvania. He used his good offices to enlist the Reformed Church of Transylvania in the movement aimed at uniting the Protestant Churches, launched, in 1634, by Hartlib's friend, Dury. And it was Professor Bisterfeld who convinced the Royal Court of Transylvania to attempt repeatedly, from 1643 onwards, to secure Comenius' services for the reorganization of Hungarian education.

The successor of Gabriel Bethlen, George Rákóczi I (1630—1648), was an inveterate feudal-minded and ambitious ruler, who, like King James I, firmly believed in the episcopal system. But he had confidence in Bisterfeld, and both approved of and supported him in the early days of his Puritan connections. Prince Rákóczi, preparing for a conflict with the Hapsburgs, regarded every international Protestant union as the strengthening of the anti-Hapsburg forces. His attention was drawn to England by the scheme of Dury, for union of the Protestant Churches and therefore he appraised Puritanism as an "antipapist" movement. Hearing of the appointment of Laud to the see of Canterbury, he attributed it to Jesuit strategy. He charged that the ecclesiastical policy of Charles I was why "England is flaring up",[6] because he viewed the struggle of the Puritans and the bishops from the viewpoint of the international complications of the Thirty Years War, instead of English home policy. He expected the intervention of England against Spain should the Puritans be victorious. Although he might have known of the Puritans democratic ideas pertaining to Church organization, he did not fear an immediate danger in his country. If he had, he would not have summoned as pastor to

[5] G. H. Turnbull: Hartlib, Duy and Comenius. London 1947, p. 386.
[6] Protestáns egyházi iskolai lap (A periodical of a Protestant Church School) 1875, p. 650.

his court Paul Medgyesi, the first Hungarian Puritan who openly propagated his ideas.

Medgyesi visited England in 1631. There the deep piety of the Puritans and the institution of the presbytery left a lasting impression on his mind. Returning to Hungary, he translated Lewis Bayly's Puritan work *Praxis Pietatis*. The book was published in 1636, appearing in six more editions during the 17th century, and acquiring a relatively large reading public for ecclesiastical literature with a Puritan spirit. Then the Hungarian editions of two works by Perkin were published in 1637. This was followed by a series of Puritan piety tracts and conduct books. After the dry "orthodox" dogmatic tracts and complicated religious discussions this Puritan literature, written in an easy style and dealing with spiritual and moral problems of the individual, was eagerly read by preachers and laymen, nobles and burgesses, and by the market-town peasantry as well. Medgyesi and his co-translators made an ever more conscious effort to provide spiritual guidance to both the narrow group of pastors, and the multitude of men and women as well. They desired to write for people of all walks of life, and they employed a style and orthography understandable to all. The discussion between Medgyesi and the orthodox Bishop Stephen Geleji Katona on the phonetical or etymological principles of orthography revolved in fact around the problem of democracy, as did all the points of the Puritan reform program extending to the entire life of the Church. Medgyesi in this program closely linked Puritan religiosity activizing all social strata, with education in the mother tongue and with the lay presbytery. Research has not revealed the immediate sources and the course of evolution of his far-reaching conception in all details, but it seems to be certain that such an organic and multilateral mastery of Puritan ideas cannot be explained by his short stay in England. His views were certainly influenced by his friendship and close collaboration with Bisterfeld, but we may infer from some data that he continued to foster his English contacts after his return to Hungary. He corresponded regularly with John Bánffyhunyadi, the Hungarian professor of mathematics and chemistry at Gresham College. As Hartlib and his friends (the "Ingeniosi") held their meetings in this College, it is quite probable that Medgyesi communicated with them through other persons besides Bisterfeld.

However Medgyesi did not take advantage of revolutionary methods in order to realize his revolutionary program. He preferred to tread the path of peaceful reform, to transform ecclesiastical life not by the pressure of a mass movement, but with the consent and help of the Prince and the Church authorities. He explained the advantages of the Presbyterial system in the intimate circles of the court. As long as he remained on theoretical grounds, the powers of the Church and State nodded assent, and promised to initiate the reforms when the time for it had come. Medgyesi believed for a long time that demo-

cratization of Church administration could be best attained by initiative from above. He had been misled by the semblance of the struggle between the Prince and the nobility opposing centralization. He was convinced that the presbytery would be most opportune for the Prince because the nobles would be deprived of an important position of power by the abolition of patronage. The Church hierarchy, he believed, would become superfluous and decline, since there would no longer be need of an organized resistance to the excesses of the nobility. These illusions, based on utter misunderstanding of the feudal character of centralization, prevented Medgyesi, for a long time, from initiating action to implement his program and brought him bitter disappointment at the end. Perhaps if he had become acquainted with England during the sharpening conflicts of the thirties, his experiences might have led him to a different point of view, to more active measures, and to an attack on the powers-that-be. But he did not sense the approaching Revolution in the isolated atmosphere of the court.

It was John Tolnai Dali who first brought word of the English Revolution to Hungary. He arrived to England, in 1633, in the year of Laud's appointment as archbishop, and he left for Hungary, in 1638, on the eve of the conflict between the King and the Scottish covenanters. Prior to his stay in England, he attended for a while Amesius' lectures at Franekera University. The influence of the great emigrant theologist, who freed the heritage of Calvin from "orthodox" metaphysical speculations and applied it to the moral interpretation of life, was to be a deciding factor in Tolnai's career. Tolnai was impressed, in particular, by Amesius' consistent adherence to Independent Puritanism and his bold practical approach. His experiences in London supplemented and activated this basic principal. Hartlib was glad to receive him in his group as a beloved pupil of Bisterfeld. He had therefore the opportunity of participating in that important exchange of opinion which centered around the pioneer initiative of Comenius and others regarding a scientific policy, aiming at "the accomplishment of reformation in Church and State",[7] as the Puritans said. Tolnai's object in life became the continuation of the reformers work which had been left half-done, a "complete reformation". But he did not strive for institutional reform, first and foremost, as Medgyesi had, but rather for the reformation of men. He studied the new practical pedagogy with passionate interest, and was the first Hungarian to adopt Comenius' views. But, as his Hungarian adversaries charged later, he learnt at least as much through his close contact with the London nonconformist community, the powder kegs of the revolution, "in the nooks and cellars of London, from cobblers and tailors, among the Anabaptists, libertines, Independents, devotees, fanatics, seekers and waiters".[8] He returned home fired with the zeal

[7] The title of one of Hartlib's works. See Turnbull *op. cit.* p. 92.
[8] Sárospataki Füzetek 1857, p. 173.

to educate, rally, organize men and women for the exalted goal, the "entire reformation" of the Hungarian society. He concluded an alliance on February 9, 1638, with nine Hungarian fellow-students in London, following the example of the Puritan covenanters, declaring that they dedicated themselves to the service of God who "performed noble acts with our loathsome and sinful souls in England."[9] There are no concrete aims mentioned in the covenant, but the signatories did not conceal after their return home that they aimed at "the reform of churches and schools in Hungary and Transylvania and the reestablishment of their ancient apostolic purity."[10] Tolnai returned home in the summer of 1638, bringing with him the work *Felicitas ultimi saeculi* by John Stoughton, a preacher in London and a friend of Hartlib. The author gave him a letter, dedicated to Rákóczi, outlining the contours of a magnificent new era heralded by Bacon, Dury and Comenius, and urging his departing friend to work for its advent in remote Hungary. (We do not know whether this letter reached the Prince or not, but Hartlib published it, in 1640, after the author's death.)

Tolnai was the first apostle of modern pedagogy and the first "revivalist" preacher of the Anglo-Saxon type on Hungarian soil. He travelled throughout the country during the year after his return, and for years afterwards people recalled that tour. Discarding the pedantic and didactic manner of preaching in vogue at the time, he adopted a lively and popular approach, sometimes producing brutal psychological effects. He scornfully castigated the preachers and laymen for their sins, passionately calling his audiences "bastards, brute beasts, animals, dogs, swine".[11] When the pastors refused him the use of the churches, he called his listeners together in private homes. In the meantime, he recruited co-workers. He visited, for instance, a nobleman in his mansion, chatted with his host about his experiences in England, and on parting, left a Puritan tract with the request that he translate it. The nobleman translated — and also published it. Tolnai's unorthodox activity created a sensation; his sermons inflamed passions. On many places, the storm of scandal broke around his head. In Kassa the citizen who had offered his home for a meeting of Tolnai's followers was dragged away and assaulted by his Lutheran neighbours. For years thereafter his partisans and opponents came to blows. His propaganda was especially effective in the uneasy atmosphere of the market-towns, and he became very popular among the market-town citizens. Gönc, Miskolc and other market-towns vied with each other to secure him as their pastor; while the Nagybánya town council coined a medal commemorating his visit there.

[9] Zoványi *op. cit.* p. 25.

[10] Benjámin István Szilágyi: Acta Synodi Nationalis (1646). p. 20. MS in the Sárospatak Library.

[11] Történelmi Tár 1906, p. 394.

The elderly and influential members of the pastors' association, however, soon became his vitriolic opponents since Tolnai's agitation was directed chiefly against them. He denounced bishops, archdeacons, influential preachers for their ignorance, tyranny, and worldly conduct. They considered the London covenant a conspiracy aimed at their vital welfare, or at least the nucleus of a pastors' organization independent of the official Church administration, with the same inherent dangers which the "Independent" synods of the English Puritans represented for the Established Church of England. They determined to root out this "evil heresy", which "seems entirely to enjoin anarchy against the supervision and the jurisdiction of the bishops and archdeacons."[12] And the persecution of Puritans commenced in Hungary as well.

At the request of the ecclesiastical authorities, Prince Rákóczi ordered Tolnai to dissolve the London association and to sign a bond of obedience. At the same time, owing to the intervention of Bisterfeld, he appointed him director of the Theological Academy at Sárospatak, situated in the centre of his domains. Tolnai's appointment caused a panic among the "orthodox" preachers. Should he be responsible for the young pastors' education, they feared "he may inflame all Hungary by his agents" from Sárospatak "as was done with the wooden horse of Troy."[13] Their misgivings were not unfounded. Tolnai, heedless of his vow of obedience, completely reshaped education.

He eliminated all text-books with orthodox teachings, abolishing instruction in scholastic philosophy. In the manner of a true Puritan, he forbade the use of philosophical conceptions as "diabolic terminus". Disregarding the discussions aiming at denominational polemics, he arranged ethical talks on subjects of practical interest, like on usury. He did not urge the teaching of classical languages, but paved the way for education in the mother tongue by teaching the students to sing the Hungarian verses of Albert Szenczi Molnár, instead of using the Latin text of the Psalms. He explained to his students the futility of scholastics and of formalist humanism. He simply denied that metaphysics, the highest branch of scholastics, was a science. He declared that physics as taught then was a poor joke and a pure fabrication, denouncing scholastic logic as a confused collection of hair-splitting and erroneous rules. He ridiculed and discarded the attempt to attain a classical, polished Latin style and a formal ability. But his most revolutionary act was to introduce the works of Amesius instead of the discarded orthodox text-books, and to teach the major subjects — theology, ethics and oratory — on the basis of them. It was at this time that the theology of Amesius began its triumphal march at Sárospatak, to replace entirely orthodoxy in Reformed Hungarian education in the second half of the century.

[12] The Zemplén Protocol, I. p. 314/b.
[13] Acta Synodi p. 28.

Arousing the scandalized protests of "orthodox" preachers, the activity of Tolnai at Sárospatak called the attention of Stephen Geleji Katona to the Puritan danger. Katona, Reformed Bishop of Transylvania, the most influential representative of Hungarian "orthodoxy", a man of wide knowledge and of a tyrannical bent, led the fight against Puritanism. His paper, published in 1640, sharply accusing the preachers returning from England "with the dissemination of some kind of semi-Anabaptism or Puritanism"[14] was the beginning of the anti-Puritan polemical literature. Bishop Katona advised the Prince to change his policy of scholarships, and to stop sending students to England, as "they imbibe an utterly venomous knowledge."[15] He demanded the dismissal of Tolnai, against the intervention of the Prince's consort, Susanna Lórántffy who, under the influence of Bisterfeld and Medgyesi, came to his defence. At last Tolnai had to leave Sárospatak, in 1642, but could not be silenced. With the help of his protectors, he became preacher in Miskolc, then in Tokaj, both wealthy and populous market-towns. He was in fact chosen archdeacon in 1645, through the pressure of his young followers among the clergy. The market-towns proved to be fertile soil for the expansion of the Puritan movement.

Tolnai, after his attack on scholasticism, began the fight against the "popish" traditions in ecclesiastical life. He "purified" divine service according to Puritan principles, condemned scholastic theological speculation and allowed only sermons with a practical moral tendency. He discarded prayers with a rigid text and replaced the medieval hymns by the Hungarian Psalms of Albert Szenczi Molnár. Tolnai forbade baptism outside the church and denounced the many celebrations held on days other, than Sunday as "devil-born heathenism." The reactionaries were infuriated. They threatened him, not so much due to the religious contents of the orders, but because they were issued without the consent of the Church authorities; they viewed these arbitrary innovations as the first step towards the dissolution of the existing social order.

Tolnai knew, however, that the destiny of the Puritan initiative depended on the question of whether it remained "the matter of the priests" or would broadened into a wide popular movement. As an archdeacon he continued his tours; he arranged meetings which gave him the opportunity of discussing thoroughly issues of the Church with the laymen directly. Small groups were formed wherever he went. The Church authorities shouted "sectarianism", accusing him of "founding a separate church within the common Church."

But it was the plan of establishing the presbytery which caused the greatest anxiety to the ruling class and especially among the hierarchical-minded preachers. Although Tolnai had not put forth the demand, rumours were spread that he intended to transform the Church on the pattern of English Puritanism

[14] In the Preface to Preconii Evangelici Tomus Secundus.
[15] Uj Magyar Muzeum 1859/1. 225.

and that he was translating the book on which the new order would be based (perhaps *Puritanism in England* by Amesius). People claimed that the new order would mean that "each pastor will be a bishop with absolute powers in his congregation by abolishing all differences of rank, dignity and precedence among the preachers; and all Church disputes and disciplinary cases will be subjected to the jurisdiction of the preacher and the presbytery of the congregation, following the example of the Reformed Churches abroad."[16]

The "orthodox" reactionary forces were unable to stem the mass movement, and therefore they asked the Prince to intervene. Tolnai could no longer expect protection, in fact not even forbearance from him, as in the meantime Rákóczi's ecclesiastical policy assumed a conscious anti-Puritan character. Prince Rákóczi regarded the Puritan movement claiming the independence of the congregations and the inner democratization of the preachers' order as an obstacle in the way of centralization. The events in England had opened his eyes to the political importance of Puritanism, and Hungarian orthodox leaders constantly cited the English Revolution as a deterrent when he did display under Medgyesi's influence any inclination to concede to Puritan aspirations.

Stephen Geleji Katona renewed the discussion with the Puritans in the preface of his volume of sermons *The Secret of Redemption.* Not satisfied with refuting their views by theological arguments he now accused them of subversive intentions. In his judgement Puritans were trying "to throw the flock of God into confusion and to disrupt its unity by this or that unnecessary innovation and unreasonable zeal." Therefore, he argued, they were dangerous not only in the Church but in political affairs as well, since "a tiny spark may start a big fire! England, from which all countries could draw the lesson is a woeful example of that today."

Rákóczi also learned from that example. He instituted an investigation against Tolnai and his followers, enjoining the authorities to expel "the fabricators of new teachings" from the country, to order the communities to dismiss them, and in fact to notify them that their lives might be at stake.[17] Emboldened by Prince Rákóczi's opinion, the "orthodox" reactionaries compelled the preachers' synod of the regions on both sides of the Tisza to suspend Tolnai and eight of his co-workers, referring their case to the national synod summoned to Szatmárnémeti by Rákóczi.

The aim of Prince Rákóczi's ecclesiastical policy was to organize an Established Church, that is an official body of pastors directed by bishops and archdeacons dependent on the Prince. The fulfilment of this plan involved the far-reaching limitation of the landlords' patronage and of the preachers' autonomy, but it also precluded the possibility of any popular self-govern-

[16] Acta Synodi p. 58.
[17] *Ibid.* pp. 65—66.

ment in the Church. But the Prince had to take into consideration widespread resistance to his scheme: the opposition of the nobility; the aspirations of the preachers' community for independence; and, primarily the Puritan movement, the most dangerous enemy of all. He hit upon the idea of a common national synod, which was designed to play off one group against the other, and to eliminate all resistance at one blow.

The patronage of the landlords became the chief object of the struggle, although this was not an avowed fact. Beside the peasantry there were also some members of the ruling class who were anxious to eliminate or at least to restrict this institution. Prince Rákóczi believed that it was of vital importance to snatch this weapon out of the hands of the counter-Reformation representing Hapsburg tyranny and of the nobility who opposed centralization. Rákóczi signed at this time (in 1645) the peace treaty with the Hapsburgs. He demanded that the terms of the Treaty should include free use of the churches by the serfs, and the aboliton of corvée due to the clergy of other denominations, while extending the preachers full protection against the patrons. During the time of the national synod, one of the most powerful landlords of the Upper Tisza region, Sigismund Lónyai had to ask the Prince to protect him against the preachers who laid his villages under an interdict without consulting him beforehand.

The preachers attacked the patronage of the landlords with growing determination because they felt that the forces aiming to restrict the ambition of the nobles — the market-town peasantry and the Prince — were behind them. But the nobles quickly took note of the contradiction between the interests of the market-town peasantry and the Prince and attempted to turn the situation to their own advantage. The nobility knew that a Church policy based on the cooperation of the peasants and the Prince could not endure. It was Sigismund Lónyai who formulated the program of the nobles aimed at weakening the "papal" ambitions serving the Prince by Puritanism which claimed to abolish the privileges of the nobility at least in ecclesiastical matters. He did not approve of Puritan ideas; nevertheless he stood for the establishment of a lay presbytery (composed of nobles) "in order to refrain the ministers" (the pastors).[18] But this continuation of patronage under the disguise of a pseudo-presbytery was equally unacceptable to Prince Rákóczi, to the reactionary bishops in the Church, and to the Puritans.

Bishop Geleji, as the president of the national synod, which met in 1646, exploited the clash of divergent interests to play off the Prince, the nobility and the Puritans against each other on behalf of the pastors. By clever tactics he endeavoured to secure the acceptance of the episcopal Established Church, as desired by Prince Rákóczi, but without formally acknowledging the Prince as the Head of the Church as the Anglicans or Lutherans were accustomed

[18] Magyar Protestáns Egyházi és Iskolai Figyelmező 1886, p. 147.

to do. At the same time, he attempted to weaken and to solve incompletely the claims of the Puritans and the nobles, referring to the Princes's will. He dealt a severe blow at patronage by adopting the recommendation of Medgyesi regarding the establishment of the elected presbytery and primary schools in the native language; the synod approved the measure, but postponed indefinitely its implementation by requiring the consent of the Prince and the secular authorities for its realization. Bishop Geleji crippled the mass movement of the Puritans by dismissing Tolnai from office. He succeeded ultimately in convincing the synod to entrust him with formulating the canons universally binding on the Reformed Church in Hungary.

Bishop Geleji drafted the Canon Book which precipitated a violent struggle, similar to the 17 canons of Laud, which played such a decisive part in the outbreak of the English Revolution a few years before. Prince Rákóczi did not live to see the victory of his ecclesiastical policy codified; he died in 1648, leaving the task of confirming the Canons to his son, George Rákóczi II (1648—1660). The new Prince was urged from two sides to change the draft of Bishop Geleji. His mother, his younger brother, Prince Sigismund, Bisterfeld and Medgyesi protested against episcopal tyranny, on the one hand — the aristocracy, on the other tried to exploit the demise of the crown in order to seize power over the Church. The chances of the Puritans suffered a setback also because the rule of George Rákóczi II coincided with the most radical phase of the English Revolution, marked by the campaign of the Levellers, the execution of the King, and the proclamation of the Republic. The events in England naturally resounded also in Transylvania; everybody shared the view of an unknown informer of Prince Rákóczi, reporting the death of Charles I, who said "this example is unheard of in Christendom."[19] Reactionary clergymen and nobles did not cease warning the Prince that he would meet the same fate should he make concessions to the Puritans. The counter-argument of Medgyesi, that the fate of Charles was due to his episcopal counsellors, "misleading the King with similar manoeuvres (like Geleji's) in England"[20] had no effect. Prince Rákóczi not only confirmed the canons, but submitting to the demands of the nobility, he divided Church government between the Prince, the preachers and the nobles.

Thus, matters came to an open breach between the Puritans and the Prince. Susanna Lórántffy and his youngest son, Prince Sigismund sided with the Puritans and left Transylvania, settling at Sárospatak, the centre of the Rákóczi estates in Hapsburg dominated territory. Medgyesi, bitterly disappointed, accompanied them as their court pastor. Tolnai, who had been roaming around without a post, was reinstalled in his former position as director of the Academy. Medgyesi published, in 1650, his great work, *Dialogus poli-*

[19] Történelmi Tár 1879, p. 396.
[20] Magyar Protestáns . . . Figyelmező 1886, p. 419.

tico-ecclesiasticus on the presbytery, attacking the episcopal system and castigating Bishop Geleji — who had died in the meantime — and his Church policy. He demanded extensive autonomy for the parishes on the basis of Independent principles, rejected patronage and the episcopal system, and declared the powers of the synod should be restricted to giving advice. At the same time he emphasized again the necessity of popular education in the mother tongue, as the spiritual prerequisite of the presbytery. But the radical views of Medgyesi were not followed by revolutionary action. He remained a champion of the idea of organization presbytery from the top, and he tried to exploit the power of the Princess in her dominions in order to convince the preachers and the nobles to grant legal acknowledgement to the presbytery and to establish them. The resistance, however, was so stubborn that it was possible to organize presbyteries only in the villages under the patronage of Susanna Lórántffy. The presbytery finally became a weapon of the patrons' tyranny due to Medgyesi's incurable demand for reforms, and his continual compromise with the ruling class. The people did not want a presbytery given to them by the good-will of the landlord, and, in many places, they opposed the institution.

The Puritan group at Sárospatak tried to break out of its isolation in foreign affairs and cultural policy. The Puritans saw no possibility of cooperating with George Rákóczi II and therefore pinned their hopes on Prince Sigismund, a man of weak will, conceited, but flexible and clever, who later became the center of extensive political combinations. George Rákóczi I had attempted to acquire the throne of Poland for his younger son, and this plan was promoted by George Rákóczi II after the death of his father. First they attempted to win over supporters among the Polish nobility, but after his failure at the election they tried to join his cause with the movement of the Cossacks. These plans were motivated by the aims of Bethlen unify Hungary and establish a Protestant Hungarian Kingdom with Polish help. To further his aims, Bethlen attempted, during the Thirty Years' War, to set up a broad European coaliton of Western and Eastern states defending their national independence against the Spanish—Austrian—Polish bloc allied with the counter-Reformation. The scheme succeeded only partially, and the bloc had but a transitory existence. George Rákóczi I, however, was contented with accomodating himself to the given international relations, instead of shaping them actively as Bethlen had done. He hesitated so long over the question of intervention that his role in the great conflict came only during the final phase, when the exhausted parties desired nothing but peace.

The Peace of Westphalen blocked the way of Austria towards the West, but it did not solve the problem of German and French Protestantism, and especially that of the Eastern European peoples exposed to Hapsburg—Polish conquest. The Czechs suffered under Hapsburg oppression, the Hungarians

were menaced by the same fate, and the anti-Russian plans of Poland had not been discarded. Bisterfeld, formerly the most prominent diplomat of George Rákóczi I, was induced by his individual position to interrelate the future of Western European Protestantism and of the East European peoples. He became the most consistent spokesman of Bethlen's ideas concerning foreign policy, that is a great European anti-Hapsburg coalition. He was convinced that only a European union could settle matters with "Babylon", — that is, with the reactionary bloc led by Rome and the Hapsburgs. Despite the peace treaty, he thought the international situation was suitable for this show-down. He wrote, at the end of 1649, to Prince Sigismund: "The German peace is either invalid or it is sheer fraud. My hopes for the destruction of Rome are growing stronger day by day, based on my experiences and the Holy Writ."[21] He was clearly alluding to the biblical-apocalyptical prophecies circulating in Europe. But as an informed diplomat he based his hopes primarily on his experience instead of predictions. His experience had taught him that the international situation was dominated by the English Revolution and the spread of Swedish power. There were other people in Hungary who viewed the balance of power in foreign policy in the same light. Jonas Mednyánszky, Prince Rákóczi's emissary at the Hungarian Diet meeting in Pozsony in 1655, voiced the opinion of the Diet when he reported home: "Not long ago the English and the Swedes were despised nations in Europe, so that few people had heard of them at all. Now I see that they have become the terror of all Europe . . ., all Powers fervently desire the alliance of these two nations for the sole reason that they fear them."[22] Bisterfeld deliberately attempted to link up the cause of Transylvania and of the Hungarian Protestant Kingdom with English and Swedish policy, for he expected these countries to initiate a new and far-reaching Protestant alliance.

Bisterfeld did his utmost to influence the ruler and especially Prince Sigismund accordingly. He did not conceal from Sigismund his sympathies with the revolutionaries in England. The foreign agents of the Rákóczis, like Lubieniecki of Poland, constantly predicted the impending collapse of Cromwell's party and a Stuart restoration. Bisterfeld, however, informed them of the news he received from his Puritan correspondents, emphasizing the victories of the revolution. At the same time he tried to convince Prince Sigismund that the victory of Independent policy in England and elsewhere would result in stabilizing peace and order, and not in anarchy. He notified the Prince with satisfaction, in August 1649, that Cromwell had crushed the levellers, and "the facts themselves show that the Independents are not enemies of public order." Denouncing Leveller Radicalism he dissociated himself from Pres-

[21] Történelmi Tár 1890, p. 932.
[22] *Ibid.* 1871, p. 86.

byterian and Royalist reaction as well. A year later he informed the Prince that "If the Dutch recognize the English Republic, wonderful changes may be expected in the Netherlands . . . This revolution (*tumultus*) in the Netherlands will not be an upheaval (*eversio*), but will be a conversion (*conversio*)."[23] He expected the peace between England and Holland to bring a democratic change within the country, and not only a turn in foreign policy, and scorned to conceal his approval: "I persist in wanting to go there", he said.[24]

Bisterfeld therefore consciously linked social progress with foreign policy. He endeavoured to harmonize the marriage plans of Sigismund Rákóczi with his foreign policy based on revolutionary England. The dominant motive of his frequent correspondence in this matter was the view that the choice of a fiancée should be considered mainly with respect to the alliance with England. This was a matter requiring tact since the European dynasties had been estranged from the English Republic by the Revolution and especially the death of Charles I. The name of Henrietta of Pfalz became prominent among the prospective brides from the outset because the relationship of the Rákóczis with the family of the "Winter King" would have been symbolic in the event of a renewed Protestant venture. But she was the niece of Charles I, and therefore Bisterfeld hesitated. "If the estrangement of England would not refrain me, I would know what to do or say," he meditated; "but should this matter promise the effective alliance of the English (which they continue to maintain with the Elector, as I learn), I should dare something."[25] So he counted on the survival of the English Republic, not on the Restoration, and he adjusted his policy accordingly. Later, — from the point of view of relations with Cromwell too — he deemed contact with the House of Orange to be more advantageous, because this relationship "would mean much for the benefit of the common cause and for all connected with the House of Orange, should the Belgians (the Dutch) sign a peace with Britain."[26] But the long-expected peace did not come, and Bisterfeld gave way to the wish of the Prince and his entourage in favour of the Duchess of Pfalz. He consoled himself and Sigismund Rákóczi, saying "if the King (Frederic of Pfalz) makes peace with England, this alliance will be of great importance."[27] The marriage was celebrated in the summer of 1651, and the entry of Henrietta of Pfalz at Sárospatak gave the centre of Hungarian Puritanism an international political significance.

The cultural policy of the Puritan group at Sárospatak was organically connected with its foreign policy. The Anglo-Dutch orientation meant the unification of the progressive intellectuals of Europe and of the "anti-Babylon" political forces. Nothing proved this better than the invitation issued to

[23] *Ibid.* 1887, p. 663.
[24] *Ibid.* 1890, p. 443.
[25] *Ibid.* p. 231.
[26] *Ibid.* p. 252.
[27] *Ibid.* pp. 257 and 427.

Comenius to visit Sárospatak. Comenius came to Hungary in 1650, not only as a world-renowned educationalist, but in particular as an emigrant Czech politician seeking support for the liberation of his country from the despotism of the Hapsburgs. But the hopes invested in Sigismund Rákóczi by Comenius and the Hungarian Puritans were soon to be dashed to the ground. First Henrietta of Pfalz the pledge of international relations, died suddenly, followed shortly thereafter by the Prince (early in 1652).

Comenius could expect nothing more than the launching of an anti-Hapsburg campaign by George Rákóczi II, with whom Bisterfeld, Medgyesi and Tolnai negotiated on the matter. They waited for the moment when — after the end of the Anglo-Dutch war — Cromwell would have a free hand to organize the Protestant union. Peace was concluded, in the spring of 1654, and Dury, the English chargé d'affaires at Zurich, renewed contact with his old friends, Comenius and Bisterfeld. But George Rákóczi II continued to hesitate, unable to overcome his antipathy against the English Independents who had killed their King.

Comenius lost patience. He left Hungary in the summer, with bitter memories of the place in which, he believed, all his grand hopes had been defeated. Before departing, he wrote his pamphlet called *Gentis felicitas*, as a final warning and a sharp criticism of the state of affairs in Hungary. The program outlined in this tract merged the national war for independence against the Hapsburgs and the Turks with the policy of centralization of the Prince favouring bourgeois development and the Puritan Reformation. The pamphlet expressed not only the personal views of Comenius but those of the Puritan group at Sárospatak as well.[28] And when George Rákóczi II decided to approach Cromwell through the medium of Comenius, and sent his diplomatic agent, Constantine Schaum to England, at the end of 1654, it appeared that their policy had emerged victorius. But this step gave no help to the Hungarian Puritans. Rákóczi sought an alliance with Cromwell preparing for a restoration, and not that of the revolutionary leader. In his letter, he stated that the shedding of royal blood had been the obstacle to establishing relations, adding that the appeasement of the storm of revolution by the Lord Protector had made their relations possible. Bisterfeld fell out of grace with the Prince and although he was the most eminent diplomat of Transylvania, he had no part in the preparations for Schaum's mission to England. Hartlib took note of this fact with deep regret, but neither he nor his friends could stem the general reactionary trend. Bisterfeld did not live to learn about the meeting of Cromwell and the Transylvanian minister (he died at the beginning of 1655), but he would have been deeply disappointed since their meeting was marked by the mutual exchange of courtesies and cautious probings. Hartlib prepared

[28] Turnbull *op. cit.* p. 374.

for the audiences with zeal, but nothing was done to establish a Protestant front, nor to support the Hungarian Puritan movement; in fact, the Puritans were the victims of undisguised persecution during that time.

The attack on the Puritans gathered momentum because, while the movement was gradually isolated at Sárospatak, it broadened and became more radical in the region beyond the Tisza river with its centre at Várad. The Várad Academy became a new centre of Puritanism. Its eminent professors sent many young pastors, adherents of Puritanism, to the neighbouring market-towns; the Várad press published scores of Puritan books, including the works of Amesius, some in the original Latin text, and others in Hungarian translations. The many students travelling abroad each year maintained regular contact with revolutionary England, and their Puritan principles assumed an Independent character. Despite the repeated prohibitions and disciplinary proceedings of the ecclesiastical authorities, presbyteries were established in the market-towns situated in the region beyond the Tisza.

The growth of the Puritan movement, by 1652, frightened not only the "orthodox" preachers but the nobility of the Tisza region as well, and an inquiry commenced against "the master preachers following the English way." The nobles clamoured for the liquidation of Puritan activity. At the beginning of 1653, the Transylvanian Diet renewed an Act of 1574 banning all religious reforms of a dogmatic nature. The "Reform Article" of 1653 out-did the old Act by requiring the sanction of the secular authorities, before changes in organization and liturgy could be introduced, and infringers of the Act were threatened with the loss of their heads and rights under the charge of "high treason". Bisterfeld lodged the protest of the Puritans with the Prince, but Rákóczi remained unyielding. He did not deny that the Act was directed against the Puritans and especially the institution of the presbytery, which he admitted to be right in principle, but he feared that "its consequences will be the same as in England."[29] On the basis of the Act, Bishop Csulai, the successor of Geleji (a man possessing less knowledge but with the same anti-Puritan fanaticism) demanded political measures against the Puritans, reminding the Prince of "the ugly chaotic situation in England."[30]

By this time Hungarian Puritanism aroused repercussions beyond the country's borders. Samuel Maresius, professor at Groningen, who obstructed the activities of Hartlib, Dury and their Dutch friends in every possible manner, directed his attack against the Hungarian Puritan movement in a pamphlet published in 1649. He declared that the existing order must not be disturbed even on the basis of sound principles, and he pointed out that the transformation of the traditional Church organization, in England, had resulted in

[29] Erdélyi országgyűlési emlékek (Diaries of Transylvanian national assemblies) XIII, pp. 444—446.

[30] Történelmi Tár 1889, p. 480.

dire consequences. But the Hungarian Puritans did not regard the consequences as dire as did Maresius. Bisterfeld, in his letter to Sigismund Rákóczi wrote that the attack was auspicious in that it had exposed opportunist pseudo-theologians like Maresius, whose blustering was, he said, a sign of impending great changes: "It seems to me that complete reformation is preceded by similar chaos in theology as it is in politics."[31]

It was Peter Szathmári Baka, a student in the Netherlands at the time, who replied to Maresius on behalf of the Hungarian Puritans. He proved that the author had no knowledge of conditions in Hungary which he had judged so scornfully, and that his arguments against Puritan principles could not be substantiated. Maresius, writing a reply replete with personal invective, emphasized once again the political dangers of Puritanism: formerly the "Hungarian fever" (*morbus Hungaricus*) penetrated distant England, now the English pest menaces the churches of Hungary with its poison. He warned Hungarians to beware of the infection, advising his opponent to seek posts as preachers among the North American sectarians, for no other congregation would appoint them. Baka published two replies, which appeared a bit late, in 1653, but they ended the discussion. Maresius did not meddle in Hungarian affairs again, and Voetius and Coccejus, the favourite sons of Dutch Protestantism answered the questions put to them cautiously, but, in essence, favourably for the Hungarian Puritans.

At home the conflict between "orthodoxy" and Puritanism became sharper. At the beginning of 1654 an anonymous document was circulated in the country, attacking the well-known Puritan principles: protest against the remnants of Catholic sacramentalism; the Latin hymns; the conventional prayers and subjects for sermons; the celebrations on weekdays; the agitation for the introduction of civil marriage, etc. It went farther than a general denouncing of Puritan reforms, accusing adherents of them with being Independents. "Although they did not profess Independent beliefs publicly till now, but as it appears *ex subsequentibus*, they are fomenting it, some of them conspiring to disseminate this unripe and poisonous fruit." "We have heard of some among them, who are spreading Puritanism, giddy Independent beliefs, anarchy, Arianism, Anabaptism and other sects and errors of this kind." The indictment attempted to separate the Puritan question from the narrow orbit of the Church, denouncing it as a political danger, in order to justify the intervention of the secular powers. This motive became clear by the fact that it attempted to present Puritan reforms as an attempt against the nobility: it alleged that the Puritan preachers wanted to make congregations independent of the central ecclesiastical leadership and of the county as well; that they expelled noblemen from the Church without due process, humiliating them by proclaiming on their marriages bans in Church as if they were suspicious persons; that they re-

[31] *Ibid.* 1890, pp. 235 and 299.

fused to celebrate marriages or christenings in their homes. Their activity, it was alleged, was provoking the counter-Reformation to attack the Reformed Church, so that "who knows what danger will come to the preachers, and to the patrons faithful to the true Helvetian confession, because of them."[32]

The book „Independent Beliefs in England," published in Utrecht, early in 1654, greatly influenced public opinion. Its author was a student, Caspar Miskolczi Csulyak, who had been driven away from Sárospatak by his fellow students for denouncing Tolnai to the Church authorities. This work shortly became well-known in Hungary. Quoting chiefly reactionary sources, it relates the history of English Puritanism in detail, with special emphasis on its role in the revolution. It calls the members of the revolutionary Parliament "mad Independent villains," to whom Cromwell "entrusted the government of the country, although they would have been unfit even to manage the London lunatic asylum." According to the author "the liberty of all England, the purity of the Church" fell together with the executed Charles I. Cromwell was to the author a wicked and treacherous man, and his government, the rule of the mob. He called the reader's attention to the features of the English Independents movement, which would remind him of the Hungarian Puritans without explicit mention. At the end he appealed directly to the secular authorities to exterminate the Independents (that is, the Puritans) as a public menace: "There is no Christian magistrate under the sun, no authority on earth, though it is a right one and ordained by God, which would not be dispatched at a glance to hell by these minions (that is, the Independents), if they had the chance, so as to transform the beautiful Church into a wish-wash of heresies, and outer society (that is, state and society) to a den of robbers. In is necessary for all Christian magistrates, kings, princes, magnates, all pillars of the Church ordained by God, to open their eyes; it is dangerous for them to hesitate; they must hasten to weed them out of God's vineyard, where they have already warmed themselves in, and to watch them with the eyes of the lynx wherever they try to get in."

The Hungarian Puritans attempted to defend themselves against the charge of being Independents levelled against them at home and abroad, as this was always linked with the threat of political sanction. They tried first and foremost to get rid of the dangerous tag "Independents", but in fact reaction was right: the Hungarian Puritan movement followed Independent principles and practices by now. This was indicated by the act of the Hungarian Puritan students in the Netherlands, who attempted to offset the effect of Miskolczi Csulyak's book by publishing Amesius' work *Puritanism in England*, translated by Stephen Telkibányai. The book was brought out in Utrecht, in the same year, in order to inform public opinion. The book was an apology for

[32] *Ibid.* 1889, p. 479.

Puritan aspirations with Independent aims; its publication meant no retreat, but rather upheld the banner of the Independents.

The most prominent representative of the young Puritan generation was John Apáczai Csere. Of Székely peasant descent, he came to the Netherlands, in 1648, with a Geleji scholarship, where he lived through one of the most decisive periods of European history. It was he, among all the Hungarian Puritans and his Hungarian contemporaries in general, who saw most clearly the fundamental turn, the revolution in the history of mankind brought about by the European events of these years.

All the thought and lifework of Apáczai was determined by his impression of the "new" represented by the bourgeois revolution, involving the revaluation of the conception of the world and the forms of social consciousness, and the necessity for developing a new world, a new outlook. Apáczai undertook this task when he began to write his *Hungarian Encyclopaedia* during his stay in the Netherlands. (It was published in Utrecht in 1655.)

He counterposed the principle of progress to conservatism in his country: "Those of you who are whispering that ancestral custom should not be changed, ought to know that bad custom is only based on inveterate erring. They ought to focus their attention on the changes happening day by day in political and economic life, just as in the Church and in the school."[33] When he supplemented the historical data compiled from foreign source, in his *Encyclopaedia* he noted the dates of the execution of Charles Stuart, the Anglo-Dutch war and peace and the birth of Descartes.

The sections of the *Encyclopaedia* dealing with the forms of social consciousness (ethics, politics, theology) originated from Amesius and, to a smaller extent, from Althusius, but the material secured from others fit into the system of Amesius. The society professed as the author's model was the late feudal society moving towards bourgeois revolution, and more advanced than Hungarian society. When he chose this society as his ideal, he in fact prepared the revolution in Eastern Hungary. His well-known outburst, "The miserable bondage of to-day, surely surpassing Egyptian slavery at many places in our country, came from the evil use of the cotters,"[34] is a typical bourgeois statement, attacking not exploitation in general, but only its feudal form. His words implicitly contain the possibility of dealing well with the cotters instead of treating them "evilly," thus approving the system of free labour.

Apáczai's teaching on tyrannicide fitted into the political dissertation borrowed from Althusius as a foreign matter, is even more revolutionary, connected clearly with Amesius and the events in England. "The tyrant is a person distorting and oppressing the rights of a country; someone subduing

[33] István Hegedűs: Apáczai Cseri János pedagógiai munkái (The pedagogical works of J. Apáczai Csere) Budapest 1899, p. 146.

[34] Magyar Encyclopaedia, p. 320.

the country by fraud or by force before its own submission ... Even a commoner can resist him, or is allowed to kill him when occasion presents itself, as long as the people and civic society do not transfer their dignity to him by conviction." This view based on the unconditional right of tyrannicide of antiquity, savouring of Amesius is opposed to Calvin's theory of conditional tyrannicide. It contains an unmistakeable hint at Cromwell, legalizing the execution of the King on the one hand, and the coming to power of the Protector on the other. Apáczai's view in this respect is not surprising when knowing Bisterfeld's attitude to the English Revolution, but it is all the more admirable when we consider that it was meant for public teaching in the Transylvania of George Rákóczi II. Apáczai writes about the presbytery with the same boldness — and precisely of its consistently Independent form — as the only proper Church government, as if the Reform Act banning the organization of the presbytery under the threat of the death penalty did not even exist.

A new leader of the Puritan movement of Transylvania came forward in the person of Apáczai, a man championing the growing "Independent" trend, and diverging from the old reformist path. The Puritans of Transylvania were in a predicament, because the strongest pressure on the movement had been exerted here. The place of Bisterfeld in the court and the Gyulafehérvár school had been occupied by the Frenchman Isaac Basire, the former court preacher of beheaded Charles I. He escaped the revolution to Eastern Europe, coming to Transylvania from Constantinople after a long period of wandering, hearing an ardent hatred for Puritanism and the hope of the English Restoration. He took over the heritage of Bisterfeld, in March 1655, and tried to play the rôle of his precedessor in foreign policy, but naturally in the opposite direction. Whereas Bisterfeld corresponded with Hartlib's group, Basire wrote submissive letters to Charles II, the Pretender to the throne, regarding himself as the Eastern outpost of the anti-Puritan campaign. The reactionaries of Hungary found in him an aggressive and authoritative leader. Puritan preachers had to flee from Transylvania, if they were unwilling to compromise. Under such circumstances, it was a bold act for Apáczai to expound his progressive views, and, what is more, to attempt to start a Puritan organization.

The ecclesiastical authorities of the church districts of the Tisza river region were the first to apply the "Innovation Article" against Puritan propaganda which encompassed all of Eastern Hungary. The synod meeting, in 1655, at Debrecen, the stronghold of "orthodox" reaction, removed from office eight Puritan pastors, among them Tolnai, Medgyesi and both preachers of Várad, Benedict Nagyari and Peter Kovásznai.

This decision supported by the authority of the Prince was a turning-point in the struggle for Puritanism. From the time the national synod had been established, the reactionaries had protested and threatened, but lacked

the courage to apply either the rules of the Church or the articles adopted by the Diet against the reformers. In fact years passed by without the suspension of a Puritan pastor. Previously, George Rákóczi II had refrained from direct interference. He was induced to this step only by the fact that the action of the Várad Puritans in organizing the presbytery had begun to assume the nature of an Independent popular movement. In the meantime, the failure of his envoy to Cromwell convinced him that the Puritans could not hope for assistance from England. The stagnation of the English Revolution was accompanied by a declining interest in progressive aspirations in Europe, as that became apparent to other Hungarians. "The Parliament of England passed some decrees in the matter of religion within the country, and they aroused great hopes in the Christians abroad that they would support the cause of religion in other countries too, with the forces at their disposal . . . especially because they were seen to make alliances with foreign countries, but . . . as they were only troubling the poor Dutch, these hopes went up in smoke," wrote Mednyánszky to Susanna Lórántffy from the Pozsony diet.[35] Thus, considerations of foreign policy did not deter Prince Rákóczi from openly supporting the persecution of the Puritans.

But the people of the market-towns, first and foremost of Nagyvárad supported the Puritan preachers. The sympathy for the dismissed pastors and the mass demonstrations projected the nightmare of the English Revolution in the minds of the feudal lords. In fact an upheaval of unheard dimensions commenced also in Transylvania. The Puritanism did not possess such a strong mass base here as it did in the Upper Tisza region or in the counties of the Principality bordering on Hungary, due to the relative backwardness of the market-towns. The ideas of the Puritans could only mobilize the petty-bourgeoisie of Kolozsvár. But the petty-bourgeoisie was not a consistent anti-feudal force by itself; as a rule it wavered and became militant only, when touched by radical influences. Puritans transplanted the fighting spirit of the market-town peasantry to the petty-bourgeoisie of the Transylvanian towns. And as a result, in 1655, the membership of the guilds sided with them not only at Kolozsvár but also in the other Hungarian town, Marosvásárhely, which had been granted, in 1619, the status of a free town.

The expansion of the movement induced the reactionaries to take measures against the Puritans of Transylvania as well. The target of their offensive here was Apáczai, who steadily marched ahead on his "Independent" path. Basire willingly undertook the launching of the anti-Puritan campaign. He scheduled a public discussion, on September 24, 1655, which was attended by the Prince. Professor Basire sharply attacked the Independents in his sermon, then he mentioned the death of Charles I, hinting at the possibility of a similar fate facing Prince Rákóczi. The Prince lost his temper, interrupted him, and

[35] Történeti Lapok 1874, p. 102.

called upon the Independents in the audience to declare themselves. Obviously he meant Apáczai, who understood the hint and declared that there were no Independents among the teachers, but there were Presbyterians and he was one of them. Since the passing of the Act against reformers it was dangerous to avow even Presbyterianism, but Rákóczi knew that this difference did not mean much in reality. "Presbyterianism leads to the Independents", he retorted to Apáczai, who refuted the charge cautiously by saying that it was only hearsay.

When Basire began to refute the Presbyterian arguments, Apáczai refused to retreat and contradicted him. The Prince then commanded a debate. The young professor was placed in a delicate position; nobody dared to support him in the strained atmosphere. "All have forsaken me," he complained later. Of course arguments did not mean much, since Basire intended Apáczai to expose himself — and he attained his aim. Rákóczi shouted at Apáczai in rage: "But so help me God, Mr Apáczai, you will not introduce the Medgyesi presbytery here as long as I live. Nor shall you teach anything else, for — so help me God — I shall have anyone teaching anything else thrown into the Maros (river) or hurled down from the tower."[36] That closed the debate. Apáczai lost his post by his statement. Now there were proscribed Puritans in all the three Church districts.

Nevertheless Puritans driven to the wall defied all threats; they even attempted a counter-attack as soon as they recovered their wits after the first blows. Now it was evident that they could count on the masses for the demonstrations caused by the persecutions revealed that the „Independent" Puritan movement had set in motion relatively broad strata of the population. The popularity of the persecuted „Independents" achieved what the reformists of Sárospatak could not attain, although they were backed by the prestige of their patroness, the Princess. The town of Tarczal invited, in 1655, Tolnai to be its pastor, thereby supporting the Puritan reforms. The fact that the second most important market-town of Hegyalja joined forces with the Puritans had a great effect on all the Upper Tisza region.

The upheaval was the most violent in Transylvania, where the Puritans were embolded by Apáczai's anti-Basire pamphlets, written by hand. Some of them even planned to bring an indictment against Basire in the Diet, in order to give emphasis to the protect lodged by Susanna Lórántffy. But the Orders decided once more against the Puritans. The growing persecution did not deter the Puritan preachers from citing Basire before the synod at least. But the synod was also under reactionary pressure and though public opinion turned against Basire, he became — evidently on orders from above —

[36] Farkas Gyula : Apáczai Cseri János életrajzához és műveinek bibliográfiájához (Contributions to J. Apáczai Cseri's biography and to the bibliography of his works). Kolozsvár 1892, pp. 10—12.

the president of the synod by the decision of "the better members if not of the majority". This fact made the procedure planned against him impossible. Basire was hated not only for his anti-Puritan principles, but also for his political attitude. Everybody knew that he had close contact with English groups working for restoration, and he made no attempt to conceal it. "The distinction conferred upon me by Your Majesty," he wrote to Charles II "intensifies the envy of my enemies."[37] But the Puritans ("this gang", as Basire called them) were not to be silenced in this way. They published an annihilating answer to Basire's anti-presbyterian pamphlet, and launched such a propaganda campaign against him which compelled him to use, at the synod meeting in June 1655, a more concilliatory tone, speaking of peace and amity, in trying to secure the acceptance of his episcopal principles, but he failed.

The reactionaries dared not resort to stronger measures either in the Upper Tisza region or in Transylvania. They attempted to apply rigorous measures only in the region beyond the Tisza where, they believed, the greatest danger existed in the Puritan organization of Várad. The synod, meeting on the June 18 in Szatmár, wanted to set an example, and they handed over the two most obstinate of the suspended Puritan preachers, Nagyari and Kovásznai to the secular authorities. But the case of the pastors imprisoned in the Szatmár fortress aroused a tremendous movement throughout the country. The synod overshot its mark, because Prince Rákóczi — who previously might have used force against the Puritans — manifested more caution this time. The attitude of the towns in favour of the Puritans set him thinking. Because of his negotiations with the Swedes, the support of Cromwell had become indispensable for him. He was fully aware that the day of the Radical Puritans was over also in England, but Hartlib and his friends had kept their influence, and it was through Comenius and them that the Anglo-Transylvanian relations were maintained. The overt persecution of the Puritans could have endangered good relations, and it would be good policy to moderate the attack on them. For this reason Nagyari and his co-worker were released after three weeks imprisonment. The mass demonstrations of the market-town peasantry and of the petty-bourgeoisie in the guilds, together with the spread of Puritanism in the preachers' community compelled the reactionaries to retreat.

The Principality lived through days of terrible trials in 1657, — the fight of Rákóczi, deposed by the Turks, and of the pretender Barcsai, for the throne, and the series of Turkish punitive expeditions afterwards. The Puritans saw the reason for Rákóczi's danger in his anti-presbyterian attitude, and they took an unanimous stand against him. It was therefore natural for Barcsai, the embittered enemy of the "reformers", to seek their support. He surrounded himself with Puritan pastors.

[37] Történelmi Tár 1889, p. 494.

The antagonism between Prince Rákóczi and the Puritans became extremely sharp. The embittered struggle of the two parties spread from town to town, degenerating to an extent, especially at Várad where even women assaulted each other. The soldiers of Prince Rákóczi seriously wounded Samuel Enyedi, the celebrated Puritan professor of medicine as he was returning from Debrecen ; they dragged him before the Prince, who — unwilling to add to his troubles — dismissed him. Nagyari also faced grave danger; followers of Prince Rákóczi threatened him with death because of his reproachful speeches, accusing him and his friends with responsibility for Rákóczi's downfall, like, they said, his English friends had ruined Charles I.

There was justification for alluding to the example of England, as Puritanism had become a political line of demarcation precisely at that time. Barcsai demanded that the pastors show their true colours, so he had the diet bind them to an oath of fealty. The Puritans were willing to take the oath but the "orthodox" pastors refused, and the abuse of the diet rained on their heads : "Priests are like women of bad repute." The majority of the pastors, led by Bishop Csulai supported Rákóczi openly ; Basire, before leaving his position in Transylvania which had become quite embarrassing, published a final pamphlet in defence of Rákóczi (*Vindiciae honoris Hungarici*) as an answer to the work of John Bethlen (*Innocentia Transylvaniae*) a follower of Barcsai. With this work, Barcsai wished to deal a decisive blow against the ideological champions of his adversary, the "orthodox" preachers, by giving a free hand to his Puritan followers to abolish the episcopate and to organize the presbytery.

The day dreamt of by reformist Puritans for two decades had dawned at last : Puritanism became the official Church policy of the Transylvanian Principality. Though Barcsai was not "the Cromwell of Transylvania" as Basire put it, he was forced to collaborate with "pius priests" hated so much by Rákóczi, and therefore he paved the way for Puritan reforms. Apáczai himself hoped for the advent of a new era. He submitted a proposal for a Transylvanian Academy to Barcsai, expounding his views on developing a lay body of intellectuals as well. He asked the Prince to confer the rank of nobility on students graduating from the Academy, whether they chose the profession of a preacher or any other. Thus the aim of the Prince's policy of centralization for developing a bureaucratic nobility coincided with the educational goals of the Puritans.

But the outcome of the civil war in Transylvania was unfavourable to Puritanism. The death of Rákóczi (1660) stabilized the rule of Barcsai for a time, but at a terrible price : the Turks occupied Várad and this "Independent" Puritan centre was annihilated. Its preachers and professors were scattered to all corners of the country. The sequence of events dealt another blow at the Puritans. John Kemény, with the support of the Hapsburgs, brought about the fall of Barcsai, thereby nullifying the Puritan achievements in eccle-

siastical policy. The new Prince, known far and wide as an enemy of the "reformers", and the synod of Marosvásárhely announced, early in 1661, that "in the Reformed Churches of Transylvania episcopal government shall be retained in the future", and that "the discord resulting from Presbyterianism shall be eliminated." The Puritan movement collapsed outside of Transylvania at the same time. Susanna Lórántffy died in the spring of 1660, and the local reactionaries hastened to restore the ancient order at Sárospatak "by the Grace of God." The leadership of the Puritan movement was also decimated. Apáczai died at the end of 1659 ; Tolnai followed him in the spring of 1660 ; and Medgyesi, who lived until 1663, witnessed the final annihilation of his hopes.

The catastrophe of the Transylvanian Principality and the events connected with it were fatal for Puritanism. The reactionary nobility, liquidating centralization to an ever greater extent, deprived the Puritans of the support of the Prince, the unstable basis on which they had been able to rely somewhat in their struggle against feudal patronage. Puritanism atrophied to become an inner affair of the Church, and even then it suffered a series of setbacks. The essential requisites of Puritan "reformation", — the liquidation of feudal patronage and the establishment of autonomous presbyteries — came to nought. The movement of the Puritan pastors after 1661, spent its force on the declaration of pious wishes and compromising attempts at reform here and there.

The acticity of the lone intransigent Puritan, George Martonfalvy Tóth only proved the potentials for development inherent in Hungarian Puritanism.

Although he spent most of his life as a professor at the Debrecen Academy, Martonfalvi, the pre-eminent Hungarian Puritan as regards theological schooling and originality, continued in fact the traditions of Várad in his new environment. It was at Várad that he acquired an implicit respect for Amesius. Martonfalvi, the most consistent Amesian in Hungary, built up his theology on the views of his master. The Puritan character of theological thinking of the Hungarian Reformed Church of that period can be attributed to the impact of his prestige and intellectual superiority.

The legacy of the Várad centre, the most radical wing of Hungarian Puritanism, is evident in the social criticism expressed by Martonfalvi on feudal conditions in the country, in general, and on those in Debrecen in particular. There were some villages at Debrecen, one of which was placed at the service of the Church. The pastors exercised feudal jurisdiction over the village, quite a natural phenomena with "orthodox" way of thinking, but exactly the opposite to the Puritan Martonfalvi. "Serfdom such as this does not arise lawfully, but unlawfully," he said in condemning the entire system of serfdom, "for man received empire only over other creatures, not over his fellow-men," and "because all men by their very nature are equal." And, to emphasize the matter, he added : „We are teaching this in opposition to those Christians and some

of their preachers, who possess serfs and who defend serfdom." Martonfalvi did not borrow this view from Amesius ; it was his original deduction. Even if some of his arguments were taken from Augustine's works, it would not change the fact that his progressive views on society originated out of his experiences in the Várad Puritan movement.

Martonfalvi raised to a higher level the democratic principles formulated — if only casually and incoherently — by the Hungarian Puritanism in the 1650s. He was the first Hungarian Puritan thinker who generalized ecclesiastical democracy in respect to politics : "Does God ordain that society should be governed by a great lord, by a few magnates, or by several of the common people ? No, but he trusts that society to govern itself as it deems most useful in order to establish and practice piety and justice." This statement is a criticism and condemnation of not only feudalism in general, but of absolutism ruling by "divine right."[38]

Martonfalvi was the last Hungarian Puritan, whose ideas indicated the possibility of continued development. But he was completely isolated, unable to initiate a movement, and he had no successors.

*

The Hungarian Puritans fought the good fight for two decades, their eyes focussed on the encouraging example of the English Revolution, as they struggled to undo the bonds fettering of Hungarian peasantry in the system of "perpetual bondage". Their fall came simultaneously with the English Restoration, but whereas the Puritan Revolution in England — though it suffered temporary defeat — finally triumphed over the feudal order, bourgeois evolution could not take place yet under East European conditions. But the mass movement which sprang up in support of Puritanism proved that the feudalism had begun to disintegrate in Hungary as well. Fighting against the overwhelming force of reaction at home and abroad, the Hungarian Puritans trove to hold their ground in a difficult situation on the front of progress, conributing their modest part to founding the nascent Europe.

Венгерские пуритане и английская революция

Л. МАККАИ

Резюме

Движение венгерских пуритан совпадает не только по времени с двумя десятилетиями английской революции. В постоянной связи с духовными предводителями английской революции, прежде всего с кругом Сэлюсла Гатлиба, пуритане попытались ослабить оковы, которыми система «вечного крепостничества» связала венгерское крестьянство. Их программа охватывала демократию церковной организации, замену

[38] On Martonfalvi's views see Imre Révész : Társadalmi és politikai eszmék a magyar puritanizmusban (Social and political ideas in Hungarian Puritanism). Theologiai Szemle 1948.

формального преподавания наглядным образованием, предоставляющим реальные знания. Причина того, что английская революция вызвала в существенно иных общественных условиях организованное массовое движение в Венгрии, заключается в том, что пуританизм и в Венгрии выражал стремления широких масс.

В Венгрии, разделенной на Габсбургское королевство, Трансильванское княжество и захваченную турками территорию, распространилось кальвинское направление реформации. Кальвинская церковь, однако, к началу XVII века стала послушным прислужником господствующего класса. Все усиливающееся феодальное угнетение в то же время поставило друг против друга два основных учреждения церковной организации, патронат и сословие проповедников. В Трансильвании в этом противоречии брали верх последние: княжеская власть — следуя интересам централизации — защищала проповедников от помещиков-патронов, но выдала их епископам. Разрыв проповедников с феодальной церковной системой начался с выступлениями против внутренней иерархии. В своей борьбе они опирались на крестьянскую буржуазию посадов, послужившей массовым базисом движения венгерских пуритан.

Первый центр движения венгерских пуритан образовался при дворе трансильванского князя Дьёрдя Ракоци I, так как часть пуритан попыталась опираться на княжескую власть против помещиков. Первым представителем пуританизма оказался Пал Меддеши, который пытался осуществить свои революционные принципы при помощи князя путем реформы.

Первое революционное выступление пуританизма в Венгрии связывается с именем Яноша Толнаи Дали, который являлся первым проповедником английского типа «ревайвалист» вместе с тем и первым представителем педагогических принципов Комения. В качестве директора коллегии (высшей школы) в Шарошпатаке, он реформировал преподавание в духе пуританизма в Венгрии. В 1642 году, однако, он должен был удалиться под давлением реакционных церковных кругов. Он стал проповедником в Токае, где выступил против епископской церковной организации. Но реакция изгнала его оттуда. Преследованные пуритане, прежде всего Меддеши и Толнаи нашли убежище в Шарошпатаке под покровительством овдовевшей княгини, Жужанны Лорантфи и её сына, Жигмонда Ракоци.

Пуритане не прекращали борьбы и после того, как под влиянием полевения английской революции большинство феодального господствующего класса выступило против них. В этот момент, однако, произошел уже открытый разрыв между пуританами и княжеской властью. Надеявшись в принце, Жигмонде Ракоци, пуритане хотели связать план его брака с внешней политикой, согласованной с революционной Англией. Они намеревались приладить и культурную политику к этой внешней политике. Поэтому они пригласили Комения в Шарошпатак. После скорой смерти Жигмонда Ракоци, они стремились осуществить свои замыслы через князя Дьёрдя Ракоци II, который, однако, являлся врагом пуританизма и пользовался их помощью только в интересах своих внешнеполитических планов. Тот факт, что князь приблизился к Кромвелю, казался победой пуритан. Но в то же время шло открытое преследование пуритан по той причине, что движение с центром в Надьвараде расширялось и левело.

Самым выдающимся представителем нового пуританского поколения являлся Янош Апаци Чере, который учился в голландском университете. В своей «Энциклопедии» он передал прогрессивную науку своего времени на венгерском языке. Он был сторонником «индепендентского» направления. Его выступление, связанное с полевением движения, вызвало контрнаступление реакции. В 1655 году он был принужден к открытой дискуссии и лишен должности профессора. Ряд пуританских проповедников были изгнаны, некоторые посажены в тюрьму.

После катастрофического польского похода Дьёрдя Ракоци II противоречие между пуританами и князем обострилось до крайностей. В этот момент пуританизм разделил уже людей в политическом отношении. В ходе борьбы Дьёрдя Ракоци II и Акоша Барчаи за трансильванский престол на краткое время последний сделал пуританизм официальной церковной политикой княжества. Их торжество, однако, не длилось долгое время. После падения Барчаи и гибели трансильванского княжества, однако, и движение пуритан пошло на убыль под ударами реакции.

Versuche des deutschen Imperialismus, seine Machtpositionen nach Ost- und Südosteuropa hinüberzuretten (1919–1920)

L. Zsigmond

In dem Maße, wie sich der Zeitpunkt des Inkrafttretens des Friedensvertrages von Versailles näherte, erneuerten sich — von seiten Deutschlands — die Bestrebungen, sich für die im Westen und in Übersee erlittenen Verluste im Osten zu entschädigen. Daß es eine solche Tendenz gebe und daß man nach der Unterzeichnung des Friedensvertrages nicht mit ihrer Abschwächung, sondern im Gegenteil mit ihrer Zunahme rechnen kann, ja rechnen müsse, blieb auch den verantwortlichen Faktoren der Friedenskonferenz nicht verborgen. Am 24. Juni 1919, einige Tage vor der Unterzeichnung des Friedensvertrages unterbreitete Lloyd George in der Sitzung des Obersten Rates den Entwurf einer Note, die man an Deutschland zu richten beabsichtigte; diese Note sollte sich mit den sich an der Ostgrenze abspielenden antipolnischen Umtrieben befassen.[1] Die Note, deren Text mit kleineren Abänderungen angenommen wurde, hält es für notwendig, Deutschland darauf aufmerksam zu machen, daß die polnischen Behörden in den Besitz einer amtlichen Depesche gelangten, deren Text davon zeugt, daß die deutsche Regierung, auch wenn sie den Friedensvertrag unterzeichnet, willens ist, jene lokalen Widerstandsbewegungen, deren Aufgabe es wäre, das Zustandekommen der polnischen Souveränität in den Polen zugefallenen Gebieten Posens, Ost- und Westpreußens sowie die Besetzung Oberschlesiens durch die verbündeten und assoziierten Mächte zu vereiteln, mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln — inoffiziell — zu unterstützen.[2]

Die zur Zeit nach Abschluß des Friedensvertrages im deutsch—polnischen Grenzgebiet vorgekommenen kleineren und größeren Zwischenfälle sowie die wiederholten Interventionen und Notenwechsel der Friedenskonferenz diesmal außer acht lassend, kann man Ende 1919 resp. Anfang 1920 Zeuge von deutschen Aktionen sein, die entschiedener und beharrlicher sind als bisher. In der am 31. Dezember 1919 abgehaltenen Sitzung des Obersten Rates legte General

[1] Papers Relating to the Foreign Relations of the United States — The Paris Peace Conference — 1919. Volume VI. S. 674 (Washington 1946). — Im weiteren F. R.—P. P. C.—1919 abgekürzt bei Angabe der Nummer des betreffenden Bandes.

[2] *Ebenda* S. 683.

Weygand die an den Vorsitzenden der Friedenskonferenz gerichtete Note des Marschalls Foch[3] vor, die über die in Oberschlesien entstandene, mit einem ernsten Konflikt drohende kritische Lage berichtet.[4] Für das Zustandekommen dieser Situation macht Foch in erster Linie die dort tätigen deutschen nationalistischen zivilen und Militärorganisationen verantwortlich, gibt gleichzeitig aber auch seiner Befürchtung Ausdruck, all dies geschehe nicht ohne Wissen, ja stillschweigender Unterstützung der deutschen Regierung. Der Bericht hält besonders den Umstand für besorgniserregend, daß die Stärke der den Deutschen zur Verfügung stehenden bewaffneten Kräfte jenes Maß übersteigt, das durch die Notwendigkeit der Aufrechterhaltung der Ordnung im Innern oder durch die Erfordernisse der militärischen Lage begründet werden könnte.[5]

Daß es sich deutscherseits nicht um zufällige Aktionen und eigenmächtige Unternehmungen einzelner Kreise handelte, beweist der Umstand, daß die gegen Polen gerichtete Tätigkeit militärischen Charakters durch — ein ähnliches Ziel verfolgende — diplomatische Schritte ergänzt wurde. Vier Tage vor Inkrafttreten des Friedensvertrages, am 6. Januar 1920, berichtete in der Sitzung des Obersten Rates General Le Rond, Vorsitzender der sich mit Terri-

[3] F. R.—P. P. C.—1919. Bd. IX, S. 732 ; 753—755.

[4] F. R.—P. P. C.—1919. Bd. XI, S. 260. — Die Bedeutung Oberschlesiens — in wirtschaftlicher Hinsicht — war unter anderem dadurch gegeben, daß die dortigen Kohlenreviere die wichtigsten Quellen der Kohlenversorgung Ost- und Südosteuropas waren. Ihr Besitz hätte Deutschland die Kontrolle der Industrie der auf diesem Gebiet befindlichen Staaten gesichert.

Hermann Aubin : Der deutsche Osten und das Abendland. S. 183 (München 1953). — Die »Die ostdeutsche Wirtschaft im Rahmen Europas« betitelte Studie des Bandes anerkennt in erster Linie die politische Bedeutung des Besitzes von Oberschlesien — nachträglich und im Zusammenhang mit der jetzigen internationalen Lage —, wenn der Verfasser schreibt : »Es hieße die oberschlesische Eisen- und Stahlindustrie demnach überschätzen, wollte man sie als unbedingt notwendigen Lebensnerv der deutschen Wirtschaft hinstellen. Und doch ist gerade unter dem gegenwärtigen politischen Aspekt der Verlust der oberschlesischen Montanindustrie zu bedauern, nicht nur für Deutschlands Wirtschaft allein, sondern im Hinblick auf den ökonomischen Zusammenschluß der westeuropäischen Staaten. Es kann uns, wirtschaftlich und politisch gesehen, nicht gleichgültig sein, ob die oberschlesische Montanindustrie dem Ostblock oder dem Westblock zugehörig erscheint.«

Étienne Mantoux : The Carthaginian Peace of the Economic Consequences of Mr. Keynes. S. 77 (London 1946). — Der Verfasser verweist, auf Grund des Buches A. Wierzbicki : The Truth about Upper-Silesia (Warsaw 1921) mit Keynes polemisierend sehr treffend auf den organischen Zusammenhang, der zwischen den auf Oberschlesien angemeldeten deutschen politischen Ansprüchen und den wirtschaftlichen Forderungen der deutschen Großindustrie besteht. Als natürliche Ergänzung der oberschlesischen Kohle wurden — deutscherseits — die Eisenerzvorkommen auf dem Gebiete Rußlands und der Österreichisch-Ungarischen Monarchie betrachtet (S.: Handbuch des Oberschlesischen Industriebezirkes [Kattowitz 1913]) und im Verlaufe des ersten Weltkrieges konnten bedeutende wirtschaftliche Interessengruppen nicht genügend betonen, daß die Ausbeutung der durch Oberschlesien gebotenen mächtigen Möglichkeiten nicht durchführbar sei, wenn nicht Polen, besonders seine südlichen Kreise Oberschlesien angeschlossen werden. (S.: Das Interesse Oberschlesiens an der Zukunft Polens. Oppeln 1917).

J. F. D. Morrow : The Peace Settlement in the German — Polish Borderlands. — A Study of Conditions to-day in the pre-war Prussian Provinces of East and West Prussia. S. 398—403. (Oxford 1936)

[5] F. R.—P. P. C.—1919. Bd. IX. S. 753—754. —Die Stärke der regulären deutschen Streitkräfte wurde auf 80 000—200 000 Mann geschätzt ; hiezu kamen noch die unter verschiedenen Benennungen tätigen sonstigen bewaffneten Formationen. Zu gleicher Zeit wurde die Stärke der Besetzungstruppen der Entente mit 12 000 Mann veranschlagt.

torialfragen befassenden Subkommission über die mündliche Mitteilung Simsons, des Leiters der deutschen Sachverständigen-Kommission, der sich beschwerte, daß auf ihre Note vom 28. Oktober des Vorjahres, in der beantragt wurde, die Revision der deutsch—polnischen Grenze auf die Tagesordnung zu setzen[6], bisher noch keine Antwort erteilt wurde[7]. Auf Grund der Mitteilungen Le Ronds befaßte sich der Oberste Rat mit dem deutschen Antrag und entschied, denselben nicht zur Diskussion zu stellen, denn dies wäre gleichbedeutend damit, den Friedensvertrag von Versailles selbst in Frage zu stellen.[8]

*

In verantwortlichen deutschen politischen und militärischen Kreisen war man sich darüber klar (was übrigens die Ereignisse der der Unterzeichnung des Friedensvertrages vorangehenden Wochen und Tage bestätigten), daß bei den bestehenden Machtverhältnissen keine Rede davon sein könne, den Versailler Friedensvertrag als Ganzes in Frage zu stellen. Die nüchterneren Vertreter des besiegten, aber nicht vernichteten deutschen Imperialismus und Militarismus waren bestrebt, die ursprünglichen Machtbestrebungen nicht aus dem Auge verlierende, aber der neuen Situation angepaßte, die Wirklichkeit in Rechnung ziehende diplomatische Methoden auszuarbeiten, die die Widersprüche der neuen Situation auszunutzen verstehen und auch ausnutzen wollen. Die Umrisse der neuen Taktik wurden vielleicht am treffendesten von Stresemann skizziert, als er die Aufmerksamkeit der deutschen Diplomatie darauf lenkte, daß sie in naher Zukunft mit der Berufung auf das Selbstbestimmungsrecht, mit der Ausnutzung der zwischen den Siegermächten bestehenden Gegensätze[9] und endlich, aber nicht zuletzt mit der antisowjetischen Einstellung der kapitalistischen Mächte operieren müsse.[10]

Die deutsche Außenpolitik war denn auch bestrebt, sich alle drei Möglichkeiten zunutze zu machen; zur Teilnahme an der antisowjetischen Intervention gab selbst das Waffenstillstandsabkommen[11] resp. der Friedensvertrag

[6] Documents on British Foreign Policy 1919—1939 — First series — Volume VI.—1919 S. 318—319 (London 1956). —Im weiteren Br. F. P. abgekürzt, bei Angabe der Serie und des Bandes.

[7] F. R.—P. P. C.—1919. Bd. IX, S. 807.

[8] *Ebenda* S. 812.

[9] Gustav Stresemann: Von der Revolution bis zum Frieden von Versailles. S. 194—196 (Berlin 1919).

[10] Anneliese Thimme: Gustav Stresemann, Legende und Wirklichkeit. — Historische Zeitschrift. S. 302 (1956).

[11] Der Waffenstillstand 1918—1919 — Das Dokumenten-Material der Waffenstillstands-Verhandlungen von Compiègne, Spa, Trier und Brüssel. Herausgegeben im Auftrage der Deutschen Waffenstillstands-Kommission. — Mit Genehmigung des Auswärtigen Amtes. Bd. I. S. 20—57 (Berlin 1928). — Mit dem Haß der siegreichen Großmächte Rußland gegenüber rechnend hat die Deutsche Waffenstillstands-Kommission selbst den Antrag gestellt, Deutschland mit der Rolle des Gendarmen auf den Gebieten des einstigen zaristischen Rußland zu betrauen. Die deutschen Einwendungen gegen den Artikel XII des Friedensvertragsentwurfes hatten folgenden Wortlaut: »Die Räumung der bisher zur österreichisch-ungarischen Monarchie gehörenden, ferner der rumänischen und türkischen Gebiete kann sofort erfolgen. Dagegen wird

Gelegenheit. Artikel 433 des Friedensvertrages[12] erneuerte — trotz der, in den der Unterzeichnung vorangehenden Wochen, ja sogar Tagen laut gewordenen vielen Befürchtungen[13] — jene Bestimmung des Waffenstillstandsabkommens, wonach deutsche Truppen so lange auf dem Gebiete des einstigen Rußlands verbleiben, als es die verbündeten und assoziierten Mächte mit Rücksicht auf die dortige innere Lage für notwendig erachten.

Die Inanspruchnahme Deutschlands im Baltikum und in der Ukraine, im allgemeinen gegen Sowjetrußland, weckte in jenen Kreisen große Hoffnungen, die es der politischen und militärischen Führung zur Zeit des ersten Weltkrieges als verhängnisvollen Fehler anrechneten, daß man es in den Jahren 1917—1918 versäumt hatte, die infolge der revolutionären Bewegungen in Rußland entstandene Situation auszunutzen, um die Positionen Deutschlands — wenigstens im Osten — herüberzuretten.[14] Was Deutschland im Verlaufe des Krieges, zur Zeit der Siege nicht gelang, das erwies sich — Ironie des Schicksals! — nach der Niederlage, infolge des erniedrigenden Waffenstillstandsabkommens und des Friedensvertrages als möglich. Als Rüdiger Graf von der Goltz im Februar 1919 das Kommando über die deutschen Truppen im Baltikum übernahm, konnte er mit Recht die Frage stellen: »Warum sollte nicht die im August 1918 verhinderte Ostpolitik zusammen mit den 'weißen' Russen in irgendeiner veränderten anpassungsfähigen Form unter der Flagge der Bolschewiken-Bekämpfung noch möglich sein . . . ? Warum sollte nicht vor allem eine wirtschaftliche und politische Annäherung an das kommende Rußland angebahnt werden können? An das Rußland, das nach Abschlachten seiner eigenen Intelligenz nach deutschen Kaufleuten, Technikern, Führern hungerte, dessen verwüstete, menschenleere Randprovinzen nach fleißigen Bauern für seinen fruchtbaren Boden verlangten.«[15]

darauf aufmerksam gemacht, daß die sofortige Räumung der ehemals russischen, jetzt noch eben von deutschen Truppen besetzten Gebiete die dortige Bevölkerung den Greueltaten des Bolschewismus schutzlos preisgeben würde« (S. 36). Foch hatte Verständnis für das deutsche Anerbieten und hat den ursprünglichen Entwurf dementsprechend abgeändert.

[12] Der Friedensvertrag von Versailles. S. 220—221 (Berlin 1919).

F. C. Zitelmann: Rußland im Friedensvertrag von Versailles (Artikel 116, 117, 292, 293, 433 des Friedensvertrages. S. 95—98 (Berlin 1920).

[13] F. R. — P. P. C. — 1919. Bd. VI, S. 243; 373—376; 672—674; 680—683. — Bd. VII, S. 740—744.

Br. F. P. Erste Serie. Bd. III, S. 1—2.

F. C. Zitelmann: a. a. O. S. 101—105.

[14] General Max Hoffmann: Der Krieg der versäumten Gelegenheiten. S. 167—232 (München 1923).

[15] Rüdiger Graf von der Goltz: Als politischer General im Osten. S. 85 (Leipzig 1936).

Herbert Helbig: Die Moskauer Mission des Grafen Brockdorff-Rantzau — Forschungen zur osteuropäischen Geschichte. Bd. 2, S. 289 (Berlin 1955). — Im Zusammenhang mit dem August 1918 verweist Goltz auf die Erwägung Helfferichs und des Oberkommandos Ost, man hätte die sich aus dem Attentat gegen den Grafen Mirbach ergebene Situation ausnutzen sollen und die deutschen Truppen auf Petersburg und Moskau in Marsch setzen, die Sowjetmacht stürzen und an deren Stelle eine mit den Deutschen zusammenarbeitende Regierung einsetzen sollen.

Karl Helfferich: Der Weltkrieg. Bd. III, S. 482—493 (Berlin 1919).

Von ihrem Haß gegen Sowjetrußland geleitet, machten die siegreichen Großmächte Deutschland zum Gendarmen der baltischen Staaten.[16] Das Baltikum hatte wiederum vom Standpunkt der Erringung und der Sicherung der Herrschaft über Rußland eine spezielle Bedeutung.[17] Im Besitze der baltischen Staaten schien Deutschland das Ziel sehr nahe, seine Hand nach dem Gebiet des einstigen zaristischen Rußlands auszustrecken und sich dadurch — vorläufig und in nicht unbedeutendem Maße — für die im Westen und in Übersee erlittenen Niederlagen zu entschädigen.[18] Diese Möglichkeit bedeutete natürlich — wenn auch nicht in gleichem Maße — auch eine ernste Gefahr

Kurt von Raumer: Das Ende von Helfferichs Moskauer Mission 1918. — Gesamtdeutsche Vergangenheit. Festgabe für Heinrich Ritter von Srbik zum 60. Geburtstag am 10 November 1938 S. 392—399 (München 1938).

Sächs. Landeshauptarchiv Dresden. Außenministerium, Nr. 2080; S. 347.

Sächs. Landeshauptarchiv Dresden. Gesandschaft Berlin, Nr. 274; S. 98.

Erich Ludendorff: Urkunden der Obersten Heeresleitung über ihre Tätigkeit 1916/18. S. 488—513 (Berlin 1922). — Im Juni 1918 und in den darauffolgenden Monaten waren Ludendorff und sein Kreis mit besonderer Rücksicht darauf, daß es aussichtslos erschien, im Westen eine Entscheidung mit den Waffen herbeizuführen (S. 501) immer mehr bereit im Westen Konzessionen zu machen und zu einem Übereinkommen zu gelangen, um als Preis dafür die Positionen im Osten retten zu können.

Br. F. P. Erste Serie. Bd. VI, S. 230—231. — S. General Max Hoffmanns Gespräch mit T. F. Breen im September 1919. Auf die Eregnisse zu Beginn des Jahres 1918 verweisend, resümiert er die Ansicht des Generals Hoffmann folgendermaßen: »His intention was to sign peace with the Bolshevists, refuse diplomatic intercourse and, on the pretext the Bolshevist Government were not maintainig order, march to Moscow with such a force that on his arrival five bataillons would be available for the occupation of the town. He would then have restored the Empire, replacing the Tsar on the throne. Hoffmann would not say whom he proposed to elect tsar. The military authorities failed to consent to his proposal, *the ultimate object of which was a close alliance with the new Russia, for the purpose of exploiting her endless resources for immediate war needs and future war expansion.*" (Hervorhebungen von mir— *L. Zs.*).

[16] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. IV, S. 691. — Auf das Paradoxe der Situation verwies — absichtlich oder unabsichtlich — sehr treffend der amerikanische Außenminister Lansing, als er im Mai 1919 in der Debatte über die Lage im Baltikum Folgendes sagte: »... paradoxical as it might seem, the Allied and Associated Governments were, by the Armistice, Allies of Germany in the Baltic provinces. ...«

Ebenda S. 592. — Der englische Außenminister Balfour war genötigt anzuerkennen, daß die Entente durch die Inanspruchnahme Deutschlands im Baltikum in eine sehr demütigende Lage geriet.

F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. XII, S. 138—206. — Auf die Motive, welche zur Inanspruchnahme deutscher Truppen in den Baltischen Staaten führten, wirft der Bericht der amerikanischen Green-Mission ein Licht.

[17] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. XII. S. 208. — Greene befaßt sich in seiner detaillierten Meldung vom 30. Juni 1919 auch mit der strategischen Bedeutung des Baltikums. Das Baltikum ist — schreibt Greene — der militärische und kommunikationstechnische Schlüssel zum russischen Hinterland. Auf dem Gebiet der baltischen Staaten befindet sich der ganze Meeressaum Rußlands; dort befinden sich die wichtigsten Häfen, mit Ausnahme Petrograds, das aber im Besitz der andren beherrscht werden kann; dort münden die westlich fließenden großen Flüsse, dort enden die Hauptkommunikationslinien, den Flügel anderer wichtiger Kommunikationslinien decken die baltischen Staaten.

Der Waffenstillstand 1918—1919. S. 139—140.

[18] Rüdiger Graf von der Goltz: a. a. O. S. 102. — »Schlimmer hätte es auch nicht kommen können, wenn wir trotz Ententeeinspruchs dem russischen Bolschewismus mit Denikin und Koltschak gemeinsam den Gnadenstoß gegeben, dadurch die bolschewistische Gefahr für Deutschland beseitigt, uns weite Wirtschaftsgebiete erschlossen und uns am kommenden Rußland einen neuen Freund im Bunde gegen die siegreichen Westmächte gewonnen hätten.«

Wipert von Blücher: Deutschlands Weg nach Rapallo. S. 20 (Wiesbaden 1951).

für die siegreichen Großmächte; es war zu befürchten, daß die Deutschen durch ihren Gebiets- und Positionsgewinn im Osten die durch den Kriegsausgang herausgebildete Situation zunichte oder zumindest sehr unsicher machen können. Die Inanspruchnahme Deutschlands bei der Intervention gegen Sowjetrußland[19] erwies sich deshalb — schon von Anbeginn — als ein zweischneidiges Schwert für die Entente.[20] Die Hoffnung, das deutsche Schwert — nachdem es seine Aufgabe erfüllt hat und zu einem Zeitpunkt, den man für geeignet halte — wieder in die Scheide zu stecken, zerstob alsbald und alle Bestrebungen der siegreichen Großmächte, den deutschen Imperialisten und Militaristen im Baltikum Mäßigung aufzuerlegen, stieß auf immer größere Schwierigkeiten. Schon im Mai 1919, als die Friedenskonferenz die Abberufung des aggressivsten Vertreters der Expansion im Osten, des Kommandanten der im Baltikum tätigen deutschen Interventionskräfte, General von der Goltz forderte, antwortete die deutsche Regierung mit der Drohung, ihre Truppen zurückzuziehen.[21] Im Zuzammenhang mit der Forderung der Entente bemerkt Goltz: »In einer Sitzung im Reichskanzlerpalais wurde mir in Gegenwart Nos-

Br. F. P. Erste Serie. Bd. VI. S. 287. — In seinem Bericht über die Lage in Ost- und Südosteuropa (13. Oktober 1919) schreibt Butler folgendes : »The signs as I read them point to Germany's contention being right — viz, that in long run with industry and selfsacrifice at home with the power of expanding into Russia which is before her she has in reality won the war.«

[19] *Ebenda* S. 69—79.

[20] Der Waffenstillstand 1918—1919, S. 19. — »Wenn man aber deutsche Truppen gegen die Bolschewisten kämpfen lassen wollte, so durfte man ihnen wenigstens nicht dauernd entgegenarbeiten. Die Entente war sich aber über das einzuschlagende Verfahren offenbar nicht klar. Die Fragen waren eben, wie General Weygand bei einer Gelegenheit mit dem General von der Winterfeldt erklärte, für die Alliierten ‚sehr dornig' (épineuses).«

Gordon A. Craig and Felix Gilbert : The diplomats, 1919—1939. S. 146—147 (Princeton 1953). — Die Teilnahme an der antisowjetischen Intervention erwies sich auch für Deutschland als zweischneidiges Schwert. Es wurde nicht nur der Möglichkeit beraubt, sich auf die wirklich revolutionären Kräfte stützend im Interesse der Mehrheit des deutschen Volkes konsequent gegen den imperialistischen Friedensvertrag von Versailles kämpfen zu können, sondern auch die Manövriermöglichkeiten der Diplomatie des bürgerlichen Deutschland wurden sehr beschränkt.

Werner Freiherr von Rheinbaben : Deutsche Ostpolitik in Locarno — Außenpolitik. Nr. 1. S. 38 (Stuttgart 1953). — Die deutsche Außenpolitik war im weiteren bestrebt, die aus der Einseitigkeit stammende nachteilige Lage, eben im Interesse des deutschen Imperialismus zu verbessern, aus der Betrachtung heraus, ». . . daß ein *machtloses* Deutschland immer und in jeder denkbaren Lage seine Politik nach West *und* Ost orientieren muß . . .«

Edgar Alexander : Europa und die westliche Welt — Die ethisch-politischen Grundlagen ihrer Einheit — Eduard Spranger zum 75. Geburtstag — »Aus Politik und Zeitgeschichte« — Beilage zur Wochenzeitung »Das Parlament« 17. April 1957 (B XV/57) S. 250—253. — Auf den ideologischen Nachlaß Sprangers, Troeltsch's und Meineckes, auf den politischen Nachlaß Stresemanns sich berufend, will der Verfasser die Möglichkeit und die Notwendigkeit beweisen, den zum zweitenmal eine Niederlage erlittenen Imperialismus und Militarismus in die sog. europäische Gemeinschaft einzufügen. Wie bei Spranger nach dem ersten Weltkrieg der Völkerbundgedanke, so deckt bei seinen ideologischen Nachfahren der Europagedanke — in der Praxis — das namenlose Reich der Weltherrschaft, in dessen Nutznießung der besiegte, aber nicht vernichtete deutsche Imperialismus und Militarismus mit den siegreichen imperialistischen Mächten — einstweilen auf Grund der Gleichberechtigung — solange Anteil hat, bis er sich nicht stark genug fühlt, die Verwirklichung seiner selbständigen Weltherrschaftspläne auf die Tagesordnung zu stellen.

[21] F. C. Zitelmann : a. a. O. S. 101—104.

kes und Burchardts von Erzberger davon Mitteilung gemacht. Statt dessen sei der Entente von der Regierung die Absicht der Räumung Lettlands mitgeteilt. Darauf sei die Entente nicht eingegangen, sondern sie habe nochmals meine Abberufung gefordert . . . — Wenn die Entente im Mai nur meine eigene Abberufung forderte, nicht aber auf die Räumung Lettlands einging, so beweist das, daß sie damals noch auf die Bolschewiken-Bekämpfung durch deutsche Truppen Wert legte.«[22]

Deutscherseits war man sich sehr damit im reinen, daß ihre Hinzuziehung zur Intervention gegen Sowjetrußland ein Zeichen der Schwäche des

[22] Rüdiger Graf von der Goltz: a. a. O. S. 117—118.

D. H. Miller: My diary at the Conference of Peace. Bd. XVIII, S. 314. — In seinem Schreiben an den Vorsitzenden der Friedenskonferenz (13. Mai 1919) protestierte Marschall Foch gegen die Zurückziehung der deutschen Truppen aus dem Baltikum. »It is therefore essential to summon the German Government to fulfill its obligations« — schreibt Foch und setzt dann fort: — »In the Baltic provinces, in fact, the withdrawal of the German troops cannot be contemplated until such time as the local contingents shall be in a position to assure by their own efforts the defence of their country against Bolchevism.—It is the part of the Entente to determine the date of this withdrawal.«

Annales de la Chambre des Députés. 11me législature. Débats parlementaires. Session ordinaire de 1919. Tome unique. Troisième partie. Du 1 Juillet au 17 Septembre 1919. S. 4318 (Paris 1920). — In der französischen Nationalversammlung entspann sich einesteils im Zusammenhang mit der Ratifikation des Friedensvertrages von Versailles, sodann mit dem Antrag André Lefèvres eine lebhafte Debatte darüber, warum die französische Regierung resp. der Generalstab nicht die völlige Entwaffnung Deutschlands gefordert hatten. Im Verlauf der Debatte erklärte Barthou als Berichterstatter, französischerseits habe Marschall Foch den Deutschen Konzessionen gemacht. ». . . j'ai dit,« erklärte Barthou, »que le Maréchal Foch avait consenti une réduction sur la livraison des mitrailleuses, qui devait nous être faite par l'Allemagne. Personne n'a pu contredire cette affirmation; elle est l'expression exacte de la vérité. M. Erzberger avait donné comme raison, à l'appui de la demande de l'Allemagne, la nécéssité à la possibilité d'employer ces 5000 mitrailleuses contre la révolution allemande« (S. 4311). Diese Erklärung rief unter den Abgeordneten große Bestürzung hervor, die Linke, unter anderen Cachin zwangen schließlich auch den Ministerpräsidenten, Farbe zu bekennen. Clémenceau war genötigt, die Zusammenarbeit mit den Deutschen gegen die Revolution zu bekennen. »M. Noske nous ayant demandé un délai pour la reddition d'un certain nombre de mitrailleuses, nous l'avons accordé *après avoir consulté l'état-major général de l'armée*« (Hervorhebung von mir — *L. Zs.*). Die Politik des Marschalls Foch Deutschland gegenüber ließ einesteils im Interesse des Kampfes gegen die deutsche Revolution und Sowjetrußland das militärische Potential Deutschlands im großen und ganzen unberührt, wünschte jedoch anderseits, zu gleicher Zeit Sicherungen zu schaffen, mit Rücksicht auf die in Zukunft mögliche deutsche Aggression. Auf den Widerspruch in seiner Politik wiesen im Laufe der Debatte viele hin, sehr bezeichnend waren zwei Zwischenrufe, welche Foch resp. das durch ihn geplante Sicherheitssystem betrafen: »Il l'affaiblissait d'un côté et la fortifiait de l'autre« (S. 3703), sagte der Abgeordnete Raffin-Dugens auf Deutschland zielend; sein Zwischenruf wurde von Jean Bon ergänzt: »C'est merveilleux! Ce système consiste à conserver un ennemi pour avoir à le combattre« (Ebenda).

The Intimate Papers of Colonel House. Arranged as a narrative by Charles Seymour. Bd. IV, S. 139 (New York 1928). — In seinem am 9. November 1918 an House gerichteten Brief schrieb Clémenceau: »I have just seen Foch who has given me a *proces-verbal* (of the interview with the German delegates) which shall send you as soon as it is typewritten. They made no observation with regard to either the bridgehead or the fleet. Their line is to say that they will be overwhelmed by Bolshevism if we do not help them resist it, and that afterward we shall be invaded by the same plague. They asked that they may be permitted to retire more slowly from the left bank of the Rhine, saying that they must have the means to combat Bolshevism and to reestablish order. Foch replied that they could form their army on the right bank. They also objected that we were taking too many mashineguns and that they would have none left with which to fire on their compatriots. Foch replied that they had their rifles.«

Feindes von gestern ist[23] und es wurde nicht verabsäumt, dies anfangs 1919 und auch später auszunutzen. Im Baltikum wurde die Lage im Herbst 1919 vom Standpunkt der Entente immer verwickelter.[24] In der zweiten Hälfte des Monats Oktober wandte man sich englischerseits an Koltschak mit dem Ersuchen, in der Frage der Selbständigkeit der baltischen Staaten Zugeständnisse zu machen.[25] Die nationale Unabhängigkeit der baltischen Staaten wurde im Friedensvertrag von Versailles umgangen resp. wurde ihr Platz — mit Rücksicht auf die gegenrevolutionären großrussischen Tendenzen und auf deren Sieg rechnend — im Rahmen des russischen Reiches festgelegt.[26] Der Oberste Rat genehmigte in seiner Sitzung vom 11. Juni 1919 — wie bekannt — den Text des Telegramms Koltschaks[27] vom 4. Juni, laut dem (Punkt 4) für Estland, Lettland und Litauen nur eine sog. nationale Autonomie in Betracht komme. Wenn man englischerseits einige Monate später doch mit der Selbständigkeit Litauens, Lettlands und Estlands herausrückte, so ist der Grund hierfür — in engem Zusammenhang mit dem immer offensichtlicheren Fiasko der Intervention[28] — vor allem darin zu suchen, daß man solcherart bestrebt war, die Herstellung des Friedenszustandes zwischen den baltischen Staaten und Sowjetrußland zu vereiteln.[29]

Die englische Initiative fand kein Verständnis bei Koltschak und die Gefahr nahm zu, daß die russische Gegenrevolution — nachdem sie sich in der Entente getäuscht hatte — ein enges Bündnis mit Deutschland eingehe. Derartigen Andeutungen gelangten in wachsender Anzahl zu der englischen Regierung, noch dazu aus maßgebender Quelle.[30] Das vom 9. Oktober datierte Memo-

[23] Der Waffenstillstand 1918—1919, S. 21. »Man verbot zwar die deutscherseits immer wieder beantragte, dringend nötige Ostseeschiffahrt — nur die in Finnland befindlichen deutschen Truppen ließ man unbehelligt sich einschiffen —, man erschwerte mit allerlei kleinlichen Mitteln Deutschlands Stellung gegenüber den halbbolschewistischen Randvölkern, aber man ließ Deutschland hier doch im großen ganzen zunächst frei walten.«

Herbert von Dirksen: Moskau-Tokio-London, 20 Jahre deutscher Außenpolitik. S. 31—32 (Stuttgart 1950).

Franz von Papen: Memoirs. S. 101—102 (London 1952).

[24] Br. F. P. Erste Serie. Bd. III. S. 1—308. — Siehe die auf diesen Zeitabschnitt bezüglichen Dokumente.

[25] Ebenda S. 619—620.

[26] Der Friedensvertrag von Versailles, S. 220.

Alfred Bilmanis: The Legend of the Baltic Barrier States. Journal of Central European Affairs. Juli 1946. S. 136. — Das Telegramm des Außenministeriums der Vereinigten Staaten vom 23. August 1919 stellt dezidiert fest, daß der Friedensvertrag von Versailles die Baltischen Staaten nicht anerkannt hatte.

H. M. W. Temperley: A History of the Peace Conference of Paris. Bd. VI, S. 284—310 (London, 1924).

[27] Br. F. P. Erste Serie. Bd. III, S. 316—364.

[28] Wipert von Blücher: a. a. O. S. 79—86.

Br. F. P. Erste Serie. Bd. VI, S. 428—429. — Meldung des Generals Malcolm an das englische Kriegsministerium (27. November 1919), in der er über das militärische Fiasko und die gänzliche Demoralisierung der im Baltikum befindlichen deutschen Kräfte berichtet.

[29] Br. F. P. Erste Serie. Bd. III, S. 619.

[30] *Ebenda* S. 123—124. — Der englische Außenminister Curzon informierte Eyre Crowe, daß Gutschkow aus dem Baltikum kommend bei ihm war und über die dortige Lage Mitteilung

randum des englischen Außenministeriums »Deutschland und die westrussische Regierung«[31] befürchtet, daß Koltschak und Denikin sich mit den Deutschen vereinigen, als Folge dessen nicht nur Rußland, sondern auch die umgrenzenden Staaten unter deutschen Einfluß oder gar unter deutsche Herrschaft gelangen würden. Sehr weit reichende deutsche Pläne erwähnt Ward in seinem Bericht an Curzon am 11. November.[32] Sich auf eine verläßliche Quelle berufend meldet er, die Deutschen beabsichtigten aus Ostpreußen, Lettland und Litauen unter dem Namen Ost-Deutschland ein neues Staatsgebilde zu errichten, welches vorübergehend nicht in den Kompetenzbereich der deutschen Regierung fiele, jedoch in das Deutsche Reich rückkehren würde, sobald sich die Lage in Lettland und Litauen konsolidiert und es gelingt, einen entscheidenden Einfluß in Rußland zu sichern. »Der neue Staat wird«, heißt es im Bericht, »der Truppenübungsplatz und die Kriegsmaterialfabrik jenes größeren Deutschlands werden, welches aus Ost-Deutschland, Deutschland und anderen (? einigen) vorübergehend ausgeschiedenen Staaten gebildet werden wird.«[33]

Der Bericht Wards, doch auch andere Aufzeichnungen bezeugen, daß die auf die baltischen Staaten Bezug habenden Pläne Deutschlands in engem Zusammenhang mit bestimmten wirtschaftlichen Vorstellungen einzelner Gruppen der Schwerindustrie standen.[34] Das englische Außenministerium ließ im November 1919 zur Information der Kabinettsmitglieder ein zusammenfassendes Memorandum über die weitgehenden wirtschaftlichen, militärischen und politischen Pläne Deutschlands ausarbeiten.[35] Hinter den im Baltikum sich immer eigenmächtiger und herausfordernder benehmenden deutschen militärischen Gruppen und Personen stehen[36] — besagt der Bericht — einflußreiche und

machte. Nach Ansicht Gutschkows warten die Deutschen darauf, daß man englischerseits die russischen gegenrevolutionären Kräfte im Stich lassen werde und dann ergibt sich eine günstige Gelegenheit, ihr Hilfe anzubieten.

[31] *Ebenda* S. 140—143.

[32] *Ebenda* S. 219—222.

[33] *Ebenda* S. 221.

[34] *Ebenda* S. 221.

Ebenda S. 45. — W. H. Macduff, Mitglied der englischen Tallens-Mission berichtete am 5. August 1919, daß deutsche Handelsbeauftragte nach Riga gekommen sind, um einerseits die früheren Wirtschaftsbeziehungen zu erneuern, andererseits für das deutsche Kapital neue Investitions- und Verwertungsmöglichkeiten zu schaffen.

Ebenda S. 53. — General Malcolm erwähnte in seinem Informationsbericht vom 8. August 1919 die Vorstellungen führender Wirtschaftskreise. Er verwies darauf, daß man sehr große Hoffnungen in die Aktionen des deutschen Militärs in den baltischen Staaten setzt, denn im Falle dieselben erfolgreich enden, wird der Weg nach Rußland frei.

[35] *Ebenda* S. 225—229. — Der erste Teil der Denkschrift skizziert die ethnographische Zusammensetzung, die innere Lage der baltischen Staaten ; der zweite Teil behandelt das Verhältnis zwischen den baltischen Staaten und Rußland ; der dritte und vierte Teil befaßt sich mit den auf dem Gebiet der baltischen Staaten operierenden deutschen und gegenrevolutionären russischen Streitkräften, berichtet über ihre Tätigkeit sowie über die Verhandlungen die im Zusammenhang mit ihrer Zurückziehung geführt wurden ; der fünfte und zugleich wichtigste Teil analysiert das deutsche Eindringen ins Baltikum und dessen Beweggründe.

[36] Cuno Horkenbach : Das Deutsche Reich von 1918 bis heute. S. 88 (Berlin 1930). — General Goltz zog sich zwar zurück und übergab am 12. Oktober das Kommando über die im Baltikum befindlichen deutschen Streitkräfte an General Eberhardt, dies hat jedoch an der tatsächlichen Lage nicht viel geändert.

gewichtige Fraktionen und Vertreter der deutschen Schwerindustrie, unter anderen auch Krupp. Diese Richtung des deutschen Großkapitals erwartete von dem Gebietsgewinn im Osten die Erneuerung seiner alten Kraft. Das Hauptziel ist: Rußland zu unterwerfen, seine landwirtschaftlichen und Bodenschätze sowie sein Menschenmaterial in den Dienst des geschwächten, aber sich auf eine Revanche vorbereitenden deutschen Imperialismus und Militarismus zu stellen.[37]

*

Im imperialistischen Wettlauf um den Besitz des russischen Raumes war das Baltikum der eine, nicht aber der einzige Weg. Die strategische Bedeutung der baltischen Staaten wuchs nur unter gewissen geschichtlichen Verhältnissen an und kam an erste Stelle. Treffend verweist darauf der Bericht von O. N. Solbert, eines Mitgliedes der in den baltischen Staaten tätigen amerikanischen Mission. »Der logische Weg Deutschlands nach Rußland«, schreibt O. N. Solbert am 28. April 1919, »geht nach Schaffung des polnischen, tschechoslowakischen usw. Pufferstaates also über Lettland.«[38]

Im Frühjahr 1919 sah sich Deutschland — im Gegensatz zu den baltischen Staaten[39] — vor einem Fait accompli. Im Februar 1919 hatten die siegreichen Großmächte Polen anerkannt[40] und das in Trier erneuerte Waffenstillstandsabkommen (16. Februar 1919) setzte nicht nur dem gegen Polen begonnenen deutschen Angriff ein Ende, sondern legte auch — vom Waffenstillstandsabkommen vom 11. November 1918 abweichend — die provisorische deutsch—polnische Grenze fest.[41] Dies bedeutete aber keineswegs, daß deutscherseits die auf Polen bezüglichen Pläne aufgegeben würden. Die gegen Polen geführten Operationen wurden lediglich als suspendiert betrachtet und man wartete nur auf eine günstige Gelegenheit, um dieselben neu zu beginnen. Offensives Auftreten in den baltischen Staaten, defensives Verhalten in der Provinz Posen (zu gleicher Zeit Vorbereitungen zur Wiederaufnahme der Operationen), so charakterisierte General Groener am 24. April 1919 die Lage vor den Mitgliedern der Regierung.[42] Angeeifert durch die in den baltischen Staaten — dank der Entente — erzielten Erfolge, meinte man deutscherseits im Frühjahr 1919, die Zeit sei gekommen, um für die Teilnahme an der antisowjetischen Intervention die Rechnung zu präsentieren. »Wir haben der Entente

[37] Br. F. P. Erste Serie. Bd. III, S. 227.
Ebenda S. 294—298. — In seinem Memorandum vom 31. Dezember 1919 resümierte Maude seine Beobachtungen in den letzten sechs Monaten. Sein Bericht bekräftigt die Informationen über die Verbindung einzelner Gruppen der deutschen Schwerindustrie mit der russischen Gegenrevolution.
[38] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. XII, S. 152—153.
[39] *Ebenda* Bd. IV, S. 687—693.
[40] *Ebenda* S. 61—62.
[41] Urkunden zum Friedensvertrage von Versailles vom 28. Juni 1919. Bd. I, S. 97 (Berlin 1920).
[42] Reginald H. Phelps: Die Außenpolitik der O. H. L. bis zum Friedensvertrag. Deutsche Rundschau. Nr. 8, S. 621 (August 1950).

Abb. 1. Die provisorischen Grenzen Polens nach dem Ultimatum vom 20. Februar 1919 (*J. Benoist-Méchin:* Geschichte des deutschen Heeres seit dem Waffenstillstand. 1918—1938. Bd. 1. Berlin, 1939). — Die Abbildung will zwar den Rückweg der deutschen Truppen aus Sowjetrußland darstellen, sie zeigt aber anschaulich auch die andere Möglichkeit, die Inanspruchnahme Deutschlands im Baltikum.

immer wieder erklärt«, sagte Groener, »daß wir gegen Bolschewismus kämpfen werden . . . Jetzt können wir der Entente jederzeit sagen, wir haben den Wall gegen den Bolschewismus errichtet, wir fordern eine Gegenleistung, die ich in einer entsprechenden Regelung der polnischen Frage sehen würde.«[43]

[43] *Ebenda* S. 622.

Die gegen die baltischen Staaten und gegen Polen gerichteten deutschen Aggressionen waren eng und organisch miteinander verbunden und bildeten nur einen Teil jenes größeren Planes, der sich gegen Sowjetrußland richtete. Den Sinn desselben setzte nicht nur General Goltz, Kommandant der deutschen Kräfte in den baltischen Staaten wiederholt auseinander, sondern auch General Hoffmann, dem man im Jahre 1919 ursprünglich die Führung der ganzen polnischen Front anvertrauen wollte.[44] Als ihn im September 1919 T. F. Breen im Hauptquartier aufsuchte,[45] beschuldigte General Hoffmann — ähnlich wie General Goltz — die seinerzeitige deutsche politische und militärische Führung, daß sie es nicht verstand, die durch die russische Revolution entstandene Lage in den Jahren 1917/18 auszunutzen. Wenn auch nachträglich, sah er seinen eigenen Standpunkt bestätigt, den er im Januar 1918 Ludendorff gegenüber auseinandergesetzt hatte als er betonte, die Wahrung der Positionen im Osten habe den Vorrang.[46] Was die Zukunft betrifft, hatte Breen den Eindruck, General Hoffmann sehe dieselbe nicht hoffnungslos, denn der Schlüssel zur Lösung liege — seiner Meinung nach — nicht in Versailles, sondern in Moskau.[47] Damit wollte er gewiß — gleichzeitig mit der Feststellung, Polen sei lebensunfähig[48] — durchblicken lassen, daß Deutschland in der gegebenen — relativ wieder günstigen — Lage alles daran setzen werde, um das in den Jahren 1917—1918 Versäumte nachzuholen.

Es lag nicht an Deutschland und auch nicht an den Entente-Mächten, daß dies nicht gelang. Die unüberbrückbaren Gegensätze der letzteren untereinander und mit Deutschland im Baltikum, die unüberwindliche Kraft der nationalen Unabhängigkeitsbewegungen der kleinen Völker und nicht in letzter Reihe das Fiasko der Intervention gegen Sowjetrußland, der Erfolg des heroischen Widerstandes des Sowjetvolkes[49] vereitelten den Plan der aggressivsten Kreise des deutschen Imperialismus und Militarismus, sich für die im Westen und in Übersee erlittenen Verluste auf Kosten der baltischen Staaten,

[44] Br. F. P. Erste Serie. Bd. VI, S. 229—230. — „The command of the entire front against Poland was originally intended to be entrusted to Hoffmann", schrieb in seinem Bericht vom 11. September 1919 T. F. Breen, „but the Scheidemann Government feared to incur odium by such direct association with the man who populary is regarded as responsible beyond all others for the Treaty of Brest-Litovsk. In the hope that the command of a mere sector would be unwelcome to him, the Vth Sector was offered him, and in order that he might remain in touch with the troops for party and sentimental reasons, he accepted and still holds the post. He makes no apology for the part which he played in Russia."

[45] *Ebenda* S. 223—232. — General Malcolm schrieb in seinem Bericht vom 12. September 1919 an das englische Kriegsministerium über die Lage in Deutschland und legte die Aufzeichnungen T. F. Breens über seinen Besuch im Hauptquartier des Generals Hoffmann bei.

[46] *Ebenda* S. 231. — „He had maintained against Ludendorff in January, 1918, that peace in East, namely peace as he conceived it, meant victory, or at worst a *status quo*."

[47] *Ebenda* S. 231.

[48] *Ebenda* S. 230.

[49] Fr. von Rabenau : Hans v. Seeckt. Aus seinem Leben 1918—1936. Bd. II, S. 208—209 (Berlin 1940). — „Die Wende des Oktober zum Novenber 1919 brachte an allen Stellen Erfolge der Bolschewiken . . ."

Lenins Werke, Bd. 30.

Polens und Sowjetrußlands zu entschädigen. Der Sieg Sowjetrußlands über die Intervention ermöglichte und sicherte die Unabhängigkeit Estlands, Lettlands und Litauens, die Liquidierung der deutschen Herrschaft im Baltikum hinwieder erhöhte die Sicherheit Polens, förderte die Fundierung seiner staatlichen Selbständigkeit.[50]

Die notgedrungene Herausziehung der deutschen Truppen aus der Ukraine, danach aus dem Baltikum[51] bedeutete eine ernste Schlappe in bezug auf die Pläne in Osteuropa und es ist kein Zufall, daß man deutscherseits — noch hartnäckiger und ungezügelter — versuchte, die bisherigen Positionen zu halten und zu verbreitern — auf Kosten Polens, dessen Bestand und Lebensfähigkeit von den diversen imperialistischen militärischen und politischen Organisationen und Parteien gleichermaßen bezweifelt wurde.[52] In der am 9. Ja-

[50] Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal Militaire International (Nuremberg 1949). Bd. XXXIV. S. 380—422. Document C. — 120. — Wenn man den besiegten, aber nicht vernichteten deutschen Imperialismus und Militarismus als Ganzes betrachtet und im System Hitlers nicht nur seine wirtschaftliche, gesellschaftliche und politische, sondern auch militärische Kulmination sieht, kann man ohne Gefahr einer geschichtlichen Parallele spätere Ereignisse zu Hilfe rufen, um in ihrem Licht frühere, in ihrer Form noch nicht entwickelte, aber Gleiches beinhaltende Phänomene zu beleuchten. Als im Frühjahr 1939 der Plan zum Angriff gegen Polen (Fall Weiß) ausgearbeitet wurde, wurde die Frage der Möglichkeit resp. Notwendigkeit der Besetzung eines Teiles des Baltikums aufgeworfen. „Die Haltung der *Randstaaten* wird allein von den militärischen *Erfordernissen* Deutschlands bestimmt werden. Im Zuge der weiteren Entwicklung kann es erforderlich werden, die Randstaaten bis zu der Grenze des alten Kurland zu besetzen und dem Reich einzugliedern" (S. 389).

Trial of the Major War Criminals before the International Military Tribunal. Bd. XXVI, S. 47—52 (Nürnberg 1947). — Document 446 — PS. — Nachdem Deutschland Polen unterworfen hatte, wurde das polnische Territorium, wie auch der Plan Barbarossa zeigt, der Ausgangspunkt des Angriffs auf die Baltischen Staaten resp. die Sowjetunion. „In dem durch die Pripetsümpfe in eine südliche und eine nördliche Hälfte getrennten Operationsraum ist der Schwerpunkt *nördlich* dieses Gebietes zu bilden. Hier sind 2 Heeresgruppen vorzusehen. Der südlichen dieser beiden Heeresgruppen — Mitte der Gesamtfront — fällt die Aufgabe zu, mit besonders starken Panzer- und mot. Verbänden aus dem Raum um und nördlich Warschau vorbrechend die feindlichen Kräfte in Weißrußland zu versprengen. Dadurch muß die Voraussetzung geschaffen werden für das Eindrehen von starken Teilen der schnellen Truppen nach Norden, um im Zusammenwirken mit der aus Ostpreußen in allgemeiner Richtung Leningrad operierenden nördlichen Heeresgruppe die im Baltikum kämpfenden feindlichen Kräfte zu vernichten. Erst nach Sicherstellung dieser vordringlichsten Aufgabe, welcher die Besetzung von Leningrad und Kronstadt folgen muß, sind die Angriffsoperationen zur Besitznahme des wichtigen Verkehrs- und Richtungszentrums Moskau fortzuführen" (S. 49).

Bilanz des zweiten Weltkrieges. Erkenntnisse und Verpflichtungen für die Zukunft (Hamburg, 1953). — Eine Kritik des Barbarossa-Planes geben, mit besonderer Rücksicht auf die das Baltikum betreffenden Weisungen in ihren Studien Kurt von Tippelskirch : „Operative Führungsentschlüsse in Höhepunkten des Landkrieges" und Heinz Guderian : „Erfahrungen im Rußlandkrieg". Guderian gelangt — im Gegensatz zu Tippelskirch — zu anderen Folgerungen ; er betont die besondere Bedeutung des Baltikums vom Standpunkt eines erfolgreichen Angriffs auf die Sowjetunion. Guderian stellt fest : „Die Anlage des Feldzuges sah — im großen betrachtet — einen reinen Frontalangriff einer Minderheit an Zahl gegen eine beachtliche Überlegenheit vor. Eine derartige Strategie hat selten zum Erfolg geführt." — Dann setzt er folgendermaßen fort : „Die *einzige Milderung* dieser für die Kontinentalmacht Deutschland unvermeidlichen Ausgangslage hatte in der ursprünglich beabsichtigten *Wegnahme Leningrads, der Herstellung der Verbindung mit den Finnen und einer Umfassung des russischen Nordflügels und damit der russischen Gesamtfront bestanden*" (S. 88).

[51] J. Benoist-Méchin : Geschichte des deutschen Heeres seit dem Waffenstillstand. 1918 bis 1938. Bd. I, S. 172 (Berlin 1939).

[52] H. M. V. Temperley : A History of the Peace Conference of Paris. Bd. II, S. 4—5 (London 1920). — Die auf Polen Bezug nehmenden Teile der Note der Deutschen Friedensdelega-

nuar 1920 abgehaltenen Sitzung des Obersten Rates legte General Weygand die Aufzeichnung des Marschalls Foch vor,[53] die sich auf die Meldung des Generals Rozwadowski, Führers der polnischen Militärkommission beruft und über die in West-Preußen durchgeführten großangelegten deutschen Truppenzusammenziehungen berichtet.[54] In Kenntnis der Vorbereitungen Polens zur antisowjetischen Intervention anfangs 1920, wurde in deutschen politischen Kreisen die Lage für günstig erachtet, die Operationen gegen Polen wieder aufzunehmen.[55] Es ist sicher, daß das revolutionäre Deutschland imstande gewesen wäre, im Bündnis mit Sowjetrußland das Versailler Friedenssystem zu sprengen und es endgültig unmöglich zu machen, daß einzelne unter den jungen Nationalstaaten von Ost- und Südosteuropa, in erster Reihe Polen, zu bereitwilligen Werkzeugen der westlichen imperialistischen Großmächte erniedrigt werde. Deutsche Regierungskreise betrachteten jedoch Sowjetrußland als ihren Hauptfeind; der im Frühjahr 1919 nach Polen entsandte Vertreter, Graf Obendorff bot die Teilnahme seines Landes an der neuerlichen antisowjetischen Intervention an.[56] Ihr rasches Fiasko war von entscheidender Bedeutung, daß die durch den Sieg der Sozialistischen Revolution und durch die Erfolge der nationalen Unabhängigkeitsbewegungen in Ost- und Südosteuropa entstandene Situation unverändert weiterbestand und jedweder Versuch, dieselbe mit Waffengewalt abzuändern, auf längere Zeit von der Tagesordnung verschwand.

*

tion vom 29. Mai 1919 erinnerten stark an die Feststellungen der deutschen reaktionären Geschichtsschreibung, die slawischen Völker seien unfähig, einen Staat zu bilden*t*

Urkunden zum Friedensvertrage von Versailles vom 28. Juni 1919. Bd. I, S. 465—472: 507 (Berlin 1920).

Br. F. P. Erste Serie. Bd. VI. S. 230. — Aus der Meldung T. F. Breens vom 11. September 1919: „Hoffmann regards the creation of an independent Poland as purely temporary."

Gustav Stresemann: Von der Revolution bis zum Frieden von Versailles. S. 197 (Berlin 1919). — In seiner Rede zum Jahrestage der deutschen Revolution des Jahres 1918 meinte Stresemann, „alles fließt, alles ist in Neubildung und Gärung begriffen". Über Polen sprechend fragte er, ob es jemand gebe, der „Auskunft darüber zu geben vermag, ob das polnische Volk, das bisher staatenbildende Kraft nicht gezeigt hat, diesmal in der Lage sein wird einen polnischen Staat zu erhalten".

[53] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. IX, S. 822.

[54] *Ebenda* S. 825—830.

Procès des grands criminels de guerre... B. XXX, S. 191 — Document P. S·—2327. — Es lohnt sich, bei dieser Gelegenheit auf die Bedeutung dieser Gebiete hinzuweisen im Spiegel des gegen Polen em 14. Juni 1939 fertiggestellten Angriffsplanes: „Der Kampf um Zeitgewinn schließt eine *angriffsweise* Eröffnung des Krieges durch Polen, mit dem Ziel, die ihm gefährlichsten Aufmarschräume des Gegners in *Ostprenßen* und *Oberschlesien—Westslowakei* einzuengen, nicht aus."

[55] *Rabenau:* a. a. O. S. 213; 297.

[56] H. v. Dirksen: a. a. O· S. 36. — Dirksen charahterisiert die Tätigkeit Oberndorffs, des einstigen Mitgliedes der deutschen Waffenstillstandskommission in Compiègne folgendermaßen: „Auch auf einem so schwierigen und mit mehr als durchschnittlicher Deutschfeindlichkeit geladenen Postən in Warschau glaubte der neue Gesandte, eine Grundlage für eine gemeinsame Aktion mit Polen und den anderen Großmächten gefunden zu haben. Aus politischer Überzeugung und ethisch-religiösem Gefühl heraus„ von einem beinahe physischen Widerwillen gegen den Bolschewismus beseelt, hoffte er auf Entgegenkommen bei die Außenwelt zu stoßen, wenn er der polnischen Regierung und den Botschaften der Westmächte die Einheziehung Deutschlands in die Front gegen den Bolschewismus anbot."

Während im Falle der bewaffneten Interventionen gegen Sowjetrußland, in erster Reihe bei den Aktionen gegen die baltischen Staaten und gegen Polen,[57] in großem Maße die Berufung auf den Kampf gegen den Bolschewismus im Vordergrund stand, schien im Falle der Tschechoslowakei und hauptsächlich Österreichs der Appell auf das Prinzip der Selbstbestimmung als wirksamstes Mittel zur Verschleierung der Großmachtbestrebungen.

Im Falle der Tschechoslowakei mußte Deutschland mit einem Fait accompli rechnen.[58] In der Relation Deutschland—Tschechoslowakei verlief die Regelung der Grenzfragen relativ glatt und brachte — territorial — keine größeren Veränderungen. Im Sinne des Artikels 81[59] des Friedensvertrages anerkannte Deutschland die vollkommene Unabhängigkeit der Tschechoslowakei und so versprach das Verhältnis der beiden Staaten zueinander — formell — normal zu werden.[60]

Die Erklärung für das — relativ — friedlicher und duldsamer scheinende Verhalten der Tschechoslowakei gegenüber[61] ist darin zu suchen, daß in dieser Relation eine entschiedene Arbeitsteilung zwischen Deutschland und Österreich zustande kam. Nachdem der zweite Artikel des »Gesetz[es] vom 12. November 1918 über die Staats- und Regierungsform von Deutschösterreich« festlegte: »Deutschösterreich ist ein Bestandteil der Deutschen Republik«,[62] wurde der österreichisch—tschechoslowakische territoriale Streit zum organischen Teil der gen Osten gerichteten Kompensationsbestrebungen Deutschlands.[63] Zugleich mit der Erklärung der Vereinigung mit Deutschland teilte

[57] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. IV, S. 28—43. — Erzberger, der Leiter der deutschen Waffenstillstandsdelegation wünscht in seinem an die Interalliierte Waffenstillstandskommission gerichteten Memorandum (14. Februar 1919) — unter anderem — zu beweisen, daß Deutschland eine verläßlichere Bastion gegen den Bolschewismus sei als Polen.

Br. F. P. Erste Serie. Bd. III, S. 605. — Von seiten Polens wiederum wird immer von neuem betont, Polen könne den Posten des gegenrevolutionären Gendarmen in Osteuropa vom Gesichtspunkt der westliche Großmächte mit viel weniger Risiko einnehmen als Deutschland.

[58] Charles Seymour : Czechoslovak Frontiers. The Yale Review. Dezember 1938. Nr. 2, S. 274.

F. J. Vondracek : The foreign policy of Czechoslovakia 1918—1938. S. 13—59 (Newyork 1947).

[59] Der Friedensvertrag von Versailles, S. 48.

[60] F. J. Vondracek, a. a. O. S. 98—99. — Der Verfasser läßt außer acht, daß die bezüglich der Tschechoslowakei gestellten deutschen Ansprüche nicht direkt, sondern indirekt, auf dem Wege der österreichischen territorialen Ansprüche geltend gemacht wurden.

[61] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. IV, S. 317—320 ; 327—330. — Am 11. März 1919 befaßte sich die Friedenskonferenz mit dem Schreiben Außenminister Beneš', in dem er über die gegen die Tschechoslowakei gerichtete deutsche Wühlarbeit Beschwerde führt.

[62] Staatsgesetzblatt für den Staat Deutschösterreich. Jahrgang 1918. I. Stück.

Hans Kelsen : Die Verfassungsgesetze der Republik Deutschösterreich. Teil I, S. 29 (Wien 1919).

[63] H. W. V. Temperley : a. a. O. Bd. II, S. 117—118.

Stresemann : Reden und Schriften Bd. I, S. 237 (Dresden 1926). — In seiner im Dezember 1918 gehaltenen Rede sah er in der Vereinigung Österreichs mit Deutschland eine teilweise, doch sehr wertvolle Entschädigung für die in anderer Richtung erlittenen Verluste.

Anneliese Thimme : a. a. O. — Auf Grund reichlichen und neuen Quellenmaterials gibt die Verfasserin ein vielseitiges Bild Stresemanns, eines der charakteristischsten Persönlichkeiten des deutschen politischen Lebens. Stresemann, der bis zum letzten Abschnitt des ersten Welt-

in der am 12. November abgehaltenen Sitzung der provisorischen Nationalversammlung Kanzler Renner mit, welche Länder und Provinzen ihren Beitritt zum neuen Staate angemeldet haben. »Es haben nun nacheinander die Länder Niederösterreich, Oberösterreich, Salzburg, Steiermark, Kärnten, Tirol und Vorarlberg ihren Beitritt vollzogen, sich den Beschlüssen der provisorischen Nationalversammlung unterworfen und erklärt, daß sie den Behörden und den behördlichen Verfügungen des Staats Deutschösterreich sich unterwerfen«, erklärte Renner und wandte sich dann dem Schicksal jener Territorien zu, die der Tschechoslowakei gegenüber strittig sind. »Es hat aber auch die Konstituierung der Provinz Deutschböhmen, die Konstituierung der Provinz Sudetenland bereits stattgefunden. Diese Länder bzw. Provinzen haben ihre konstituierenden Urkunden an die provisorische Nationalversammlung geleitet. Außerdem hat der Kreis Südmähren mit dem Hauptorte Znaim sich selbständig konstituiert und hat aus eigener Machtvollkommenheit beschlossen, dem Lande Niederösterreich beizutreten. Ebenso hat der Böhmerwaldgau sich konstituiert und den Beschluß gefaßt, sich dem Lande Oberösterreich anzuschließen. Auf Grund dieser Erklärungen hat die Staatsregierung alle diejenigen gesetzlichen Maßregeln vorbereitet und zum Teil schon in Durchführung genommen, welche die Eingliederung der Länder in das deutsch-österreichische Staatsgebiet und übrigens auch den Anschluß des deutschen Südmährens und des Böhmerwaldgaues an die Länder Niederösterreich bzw. Oberösterreich verwirklichen sollen. Es würde sich also heute darum handeln«, resümierte der Kanzler, »daß die provisorische Nationalversammlung diese Anschlußerklärungen zur Kenntnis nimmt und durch diese Kenntnisnahme sich entschließt, bei der Ordnung der Verwaltung den Wünschen dieser Länder Rechnung zu tragen.«[64]

Nach dieser Deklaration Renners erbrachte die Nationalversammlung einen Beschluß, in welchem sie erklärt: (die provisorische Nationalversammlung) »nimmt die feierlichen Beitrittserklärungen der Länder, Kreise und Gaue des Staatsgebietes zur Kenntnis und stellt diese Gebiete des Staats unter den Schutz der ganzen Nation.«[65]

Die Ansprüche des auf den Ruinen der ehemaligen Österreichisch-Ungarischen Monarchie entstandenen neuen deutschen Staates waren mit Obigem — obzwar auch diese genug weitgehend waren, speziell was das Territorium der

krieges die Totalität der deutschen Kriegsziele, die Einheit und Untrennbarkeit der sich nach Ost und West, auf den Kontinent und Übersee gleichermaßen und gleichzeitig erstreckenden Gebietseroberungen verkündete, zeigte sich im Herbst 1918, an der Schwelle der offensichtlichen militärischen Niederlage, dann in den Monaten nach Unterzeichnung des Waffenstillstandes geneigt, im Westen Zugeständnisse zu machen, damit der deutsche Imperialismus im Osten freie Hand erhalte.

[64] Kurt Trampler: Deutschösterreich 1918/19. S. 79. (Berlin 1935). — S.: Stenographisches Protokoll der 3. Sitzung der provisorischen Nationalversammlung für Deutschösterreich am 12. November 1918.

[65] *Ebenda* S. 79—80. — S.: Gesetz Nr. 23, Staatsgesetzblatt für den Staat Deutschösterreich. Jahrgang 1918. 5. Stück.

Tschechoslowakei betrifft — noch nicht zu Ende. Der Antrag, den der Staatsrat unter dem Titel »Staatserklärung über Umfang, Grenzen und Beziehungen des Staatsgebietes von Deutschösterreich. Mit drei Anhängen und einer Begründung«[66] der Nationalversammlung vorlegte, wollte — mit den Begriffen Rechtsbereich, zwischenstaatliches Verwaltungsgebiet, nationales Interessenbereich, weiterhin wirtschaftliches und kulturelles Interessenbereich operierend — die Souveränität Deutschösterreichs neben dem hauptsächlich von Österreichern bewohnten und im eigentlichen Sinne genommenen Staatsgebietes ganz oder teilweise auch auf weitere, sehr beträchtliche Territorien der ehemaligen Österreichisch—Ungarischen Monarchie ausbreiten. Die Nationalversammlung umriß auf Grund des »Gesetz[es] vom 22. November 1918 über Umfang, Grenzen und Beziehungen des Staatsgebietes von Deutschösterreich« im Geiste des Antrages das Gebiet Deutschösterreich;[67] die gleichzeitig damit erschienene »Staatserklärung vom 22. November 1918 über Umfang, Grenzen und Beziehungen des Staatsgebietes von Deutsch-Österreich« detaillierte, was unter den Begriffen Rechtsbereich, zwischenstaatliches Verwaltungsgebiet, nationaler Interessenbereich, wirtschaftlicher und kultureller Interessenbereich zu verstehen sei.[68]

[66] *Ebenda* S. 80—89. — S.: Protokoll der provisorischen Nationalversammlung für Deutschösterreich. Beilagen-Band 1918.

[67] Hans Kelsen : Die Verfassungsgesetze der Republik Deutschösterreich Teil I, S. 62—63 (Wien 1919). — S.: Gesetz No. 40, Staatsgesetzblatt für den Staat Deutschösterreich. Jahrgang 1918. 9. Stück. — »Die Republik Deutschösterreich übt die Gebietshoheit über das geschlossene Siedlungsgebiet der Deutschen innerhalb der bisher im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder aus.

Die Republik umfaßt :

Die Länder Österreich unter der Enns einschließlich des Kreises Deutsch-Südmähren und des deutschen Gebietes um Neubistritz, Österreich ob der Enns einschließlich des Kreises Deutsch-Südböhmen, Salzburg, Steiermark und Kärnten mit Ausschluß der geschlossenen jugoslawischen Siedlungsgebiete, die Grafschaft Tirol mit Ausschluß des geschlossenen italienischen Siedlungsgebietes, Vorarlberg, Deutschböhmen und Sudetenland, sowie die deutschen Siedlungsgebiete von Brünn, Iglau und Olmütz« (S. 62).

[68] *Ebenda*, S. 64—67. — S.: Gesetz Nr. 41, Staatsgesetzblatt für den Staat Deutschösterreich. Jahrgang 1918. 9. Stück.

»Die in den Siedlungsgebieten anderer Nationen eingeschlossenen, allein oder überwiegend von Deutschen bewohnten oder verwalteten Sprachinseln, Städte, Gemeinden und Ortschaften der im Reichsrate vertreten gewesenen Königreiche und Länder bleiben zur verfassungs- und völkerrechtlichen Sicherstellung ihrer politischen und nationalen Rechte unter der Hoheit der Republik Deutschösterreich als ihr *Rechtsbereich*« (S. 64).

»Das Industriegebiet im äußersten Norden Ostmährens und Ostschlesiens, einschließlich der Sprachinsel Bielitz-Biela, bilden mit ihrem Bergbau und ihrer Industrie ein einheitliches Wirtschaftsgebiet, auf das die Staaten Deutschösterreich, der tschechoslowakische Staat und der polnische Staat gleichermaßen Anspruch haben, zumal auch seine Eisenbahnen und Wasserstraßen für jeden von ihnen die größte Bedeutung haben. Schon hierdurch ist der zwischenstaatliche Charakter dieses Gebietes festgestellt. Deshalb ist dieses einheitliche Wirtschaftsgebiet als *zwischenstaatliches Verwaltungsgebiet der drei Staaten* mit einer von ihnen zu vereinbarenden zwischenstaatlichen Verwaltung völkerrechtlich zu gestalten ; diese Forderung vertritt der Staat Deutschösterreich schon jetzt und für den Friedensschluß« (S. 65).

»Die in den Ländern der ungarischen Krone gelegenen deutschen Sprachinseln sowie in Siedlungsgebiete eingestreute Städte und Gemeinden samt ihren deutschen Bewohnern, aber auch alle deutschen Minderheiten in den auf den Gebieten Österreich-Ungarns neugegründeten Nationalstaaten überhaupt gehören Kraft der unzerstörbaren Volksgemeinschaft und Kraft ihrer bisherigen mehrhundertjährigen Reichsgemeinschaft *zum nationalen Interessen-*

Zur praktischen Geltendmachung der territorialen Ansprüche — die keineswegs bescheiden genannt werden können — erschien anfangs Januar die »Vollzugsanweisung des deutschösterreichischen Staatsrates vom 3. Jänner 1919 über die das deutschösterreichische Staatsgebiet bildenden Gebietsbezirke, Gemeinden und Ortschaften«,[69] welche — unter anderem — die Tschechoslowakei vor ein Fait accompli stellen wollte. Die Beschlüsse der österreichischen Nationalversammlung hätten den jungen tschechoslowakischen Staat — sowohl von wirtschaftlichem als aus strategischem Standpunkt — in eine unhaltbare Lage gebracht, die mechanische Geltendmachung der ethnographischen Prinzipien hätte die Tschechoslowakei — durch den Anschluß Österreichs an Deutschland — zu einem Anhängsel Großdeutschlands gemacht. Zu Beginn des Jahres 1919 war der Zusammenschluß Deutschlands und Österreichs schon in vorgeschrittenem Stadium, denn es spinnten sich immer engere Fäden zwischen den zwei Staaten. Die österreichische verfassunggebende Nationalversammlung, welche nach den Wahlen am 4. März 1919 an Stelle der provisorischen Nationalversammlung trat, bestätigte den Beschluß ihres Rechtsvorgängers über die Vereinigung und bekräftigte denselben von neuem in dem Gesetz vom 12. März 1919[70]. Inzwischen wurden in Deutschland — unter Teilnahme der Vertreter Österreichs — die Verhandlungen, welche berufen waren, den Anschluß unter Dach und Fach zu bringen,[71] intensiv fortgesetzt. Grund zu dieser Eile war — unter anderem —, daß man die Friedenskonferenz in der Frage des österreichisch—deutschen Zusammenschlusses vor fertige Tatsachen stellen wollte. In der Antwort, die auf die Friedensbedingungen am 29. Mai 1919 gegeben wurde, wird festgestellt, Deutschland habe nicht die Absicht gehabt und habe sie auch jetzt nicht, die deutsch—österreichische Grenze gewaltsam zu ändern, wenn sich aber das Volk Österreichs dennoch für den Zusammenschluß erklären würde, werde man sich deutscherseits dem nicht entgegenstellen. Die deutsche Antwort ließ daher — auf das Selbstbestimmungsrecht verweisend — die Frage des Anschlusses offen, und zwar absichtlich. Die Antwort der Friedenskonferenz vom 16. Juni 1919 begnügte sich in dem auf Österreich bezughabenden Teil[72] im wesentlichen damit, daß sie die Erklärung Deutschlands zur Kenntnis nahm, es werde keine gewaltsamen Mittel

bereich des Staates Deutsch-Österreich. Er wird sich bemühen, ihren Bestand, ihre Zukunft und ihre nationalen Beziehungen zu Deutsch-Österreich völkerrechtlich zu sichern« (S. 66).

»Kraft der seit undenklicher Zeit bestehenden Verkehrs- und Handelsbeziehungen, die das Land über den Karst und die Alpenpässe mit der Adria und die Donau abwärts mit dem Balkan und dem nahen Orient verknüpfen, die aber zurzeit bedroht sind, erklärt der Staat Deutschösterreich die volle Freiheit der Handels- und Verkehrswege, die diesen Beziehungen dienen, für eine seiner Lebensnotwendigkeiten und erwartet, daß der Friedensschluß diesen *wirtschaftlichen und kulturellen Interessenbereich* Deutschösterreichs anerkennt« (S. 66).

[69] Kurt Trampler : a. a. O. S. 92—99. — S. Gesetz Nr. 4. Staatsgesetzblatt für den Staat Deutschösterreich. Jahrgang 1919. 5. Jänner. 3. Stück.

[70] Hans Kelsen : a. a. O. Teil III, S. 115.

[71] Rudolf Laun : Deutschösterreich im Friedensvertrag von Versailles (Artikel 80 des Fiedensvertrages) — S. 14—16 (Berlin 1921).

[72] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. VI, S. 945.

in Anspruch nehmen, um die bestehende Lage zu ändern. Die Antwort war allgemein gehalten und konnte auf vielerlei Art ausgelegt werden, im Hintergrund waren die zutage tretenden Meinungsverschiedenheiten und Gegensätze der siegreichen Großmächte spürbar.[73] Die auf Österreich bezüglichen Bestimmungen des Friedensvertrages von Versailles (Artikel 80)[74] haben ebendeshalb auch im weiteren die Frage offen gelassen, was in dem Falle zu geschehen habe, wenn sich — die Antwortnote vom 29. Mai verweist auch darauf als auf eine Möglichkeit — seitens Österreichs der Wunsch zur Vereinigung mit Deutschland kundgibt. Artikel 80 des Friedensvertrages von Versailles bedeutete nur in Richtung Deutschland eine gewisse Schranke, enthielt aber keinerlei Sicherungen für den Fall, daß der Anschluß auf österreichische Initiative zustande kommt.

Wenn im Herbst 1919 die Friedenskonferenz — in erster Reihe auf die Initiative Frankreichs, doch mit Unterstützung Englands[75] einen entschiedeneren Standpunkt einnahm, so ist der Grund hierfür in einem neuerlichen provokativen Schritt Deutschlands zu suchen. Artikel 61 der von der deutschen Nationalversammlung am 31. Juli 1919 angenommenen und am 11. August verkündeten Verfassung sicherte in seinem zweiten Absatz — den Anschluß vorausgesetzt — Österreich Vertretung im Reichsrat;[76] dies rief in den Kreisen der Friedenskonferenz, hauptsächlich bei den französischen Mitgliedern, große Bestürzung hervor. Auf der Sitzung des Obersten Rates vom 25. August 1919 lenkte Tardieu die Aufmerksamkeit der Konferenz auf die Gefahr, welche, seiner Ansicht nach, die Eigenstellung Österreichs bedrohe.[77] Der Versuch Deutschlands, in Richtung Österreich Raum zu gewinnen, konnte nur so abgewendet werden, wenn es gelingt — auch diesmal —, einesteils das gemeinsame Auftreten der siegreichen Großmächte zu sichern oder zumindest zu demonstrieren, andernteils in den zur Unterschrift bereit stehenden österreichischen Friedensvertrag — nachträglich — einen Punkt einzugliedern, welcher die sich aus der verschiedenen Auslegung des Artikels 80 des Friedensvertrages von Versailles ergebenden Ausflüchte unmöglich macht. Dies geschah auch auf der am 30. August abgehaltenen Konferenz des Obersten Rates, als der

[73] E. M. House and Ch. Seymour : What really happened at Paris. The story of the Peace Conference 1918—1919 by American Delegates. S. 108—109 (NewYork 1921).
Robert Lansing : The Peace Negotiations. A Personnal Narrative. S. 88 (London 1921).
[74] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. XIII, S. 198.
Rudolf Laun, a. a. O. S. 27.
Fritz Berber: Das Diktat von Versailles Bd. 19, S. 539 (Berlin). — Alle drei Werke behandeln auch die Vorgeschichte des Artikels 80 und die mit demselben in Zusammenhang stehenden weiteren Entwicklungen.
Nina Almand and Ralph Haswell Lutz : The Treaty of St. Germain. A Documentary History of its Territorial and Political Clauses (London 1935). —
[75] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. VIII, S. 172—175.
[76] Die Verfassung des Deutschen Reichs vom 11. August 1919 nebst Ergänzungsgesetzen. S. 77 (Leipzig 1929). »Deutschösterreich erhält nach seinem Anschluß an das Deutsche Reich das Recht der Teilnahme am Reichsrat mit der seiner Bevölkerung entsprechenden Stimmenzahl. Bis dahin haben die Vertreter Deutschösterreichs beratende Stimmen.«
[77] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. VII, S. 844—845.

österreichische Friedensvertrag mit einer Bestimmung ergänzt wurde, welche die Selbständigkeit Österreichs wirksamer als bisher zu sichern wünschte.[78] Am 2. September wurde den Vertretern Österreichs der endgültige Text des Friedensvertrages überreicht, dessen Artikel 88 schon in entschiedenerer Form die Möglichkeit des Anschlusses zu vereiteln suchte. Gleichzeitig damit richtete der Oberste Rat an Deutschland eine Note, in der er forderte, daß der auf Österreich bezügliche Abschnitt der deutschen Verfassung innerhalb einer gestellten Frist annulliert werde.[79]

Nach kurzem Feilschen, wobei seitens der Entente-Mächte — für den Fall, daß ihre Forderungen abgelehnt würden — die Erweiterung der Besatzungszone auf dem rechten Rheinufer in Aussicht gestellt wurde, erklärte man sich am 22. September deutscherseits bereit, die Erklärung zu unterfertigen, in der sie sich verpflichteten, den inkriminierten Artikel der Verfassung zu streichen.[80] Vorhergehend, am 10. September, wurde österreichischerseits der Friedensvertrag unterzeichnet und dementsprechend — am 21. Oktober 1919— jene Bestimmungen der Gesetze vom 12. November 1918 resp. vom 12. März 1919 außer Kraft gesetzt, welche die Vereinigung mit Deutschland erklärten.[81]

Die Unterzeichnung des österreichischen Friedensvertrages (10. September 1919), die Außerkraftsetzung und Annullierung des auf Österreich bezüglichen Abschnitts der Weimarer Verfassung (22. September 1919), das von der österreichischen Nationalversammlung angenommene Gesetz über die Staatsform (21. Oktober 1919), das besagte: »Deutschösterreich in seiner durch den Staatsvertrag von St. Germain bestimmten Abgrenzung ist eine demokratische Republik unter dem Namen 'Republik Österreich'« und »in Durchführung des Staatsvertrags von St. Germain wird die bisherige gesetzliche Bestimmung: 'Deutschösterreich ist ein Bestandteil des Deutschen Reiches' (Artikel 2 des Gesetzes vom 12. November 1918, St. G. Bl. Nr. 5) über die Staats- und Regierungsform von Deutschösterreich, und Abs. 2 des Artikels 1 des Gesetzes vom 12. März 1919, St. G. Bl. Nr. 174 über die Staatsform außer Kraft gesetzt«,[82] bezeugen, daß Deutschland der Durchbruch in Richtung Österreich — einstweilen — nicht gelang. Die Erklärung hierfür ist darin zu suchen, daß zu jener Zeit die Koalition der siegreichen Großmächte resp. die durch Lloyd George, Clémenceau und Wilson repräsentierten Richtungen des englischen, französischen und amerikanischen Imperialismus — wenn auch mit Ach und Krach — noch bestand. Diese Koalition beruhte — unter anderem — auf der Überlegung, daß die Vereinigten Staaten, Großbritannien und Frankreich auf sich selbst gestellt nicht imstande sind, den deutschen imperiali-

[78] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. VIII, S. 26.
[79] *Ebenda* S. 55 ; 62—63.
[80] Urkunden . . . Bd. II S., 813—815.
[81] Fritz Berber : a. a. O. Bd. I, S. 540—541.
[82] Kurt Trampler : a. a. O. S. 229. — S.: Gesetz Nr. 484. Staatsgesetzblatt für den Staat Deutschösterreich. Jahrgang 1919. 174. Stück.

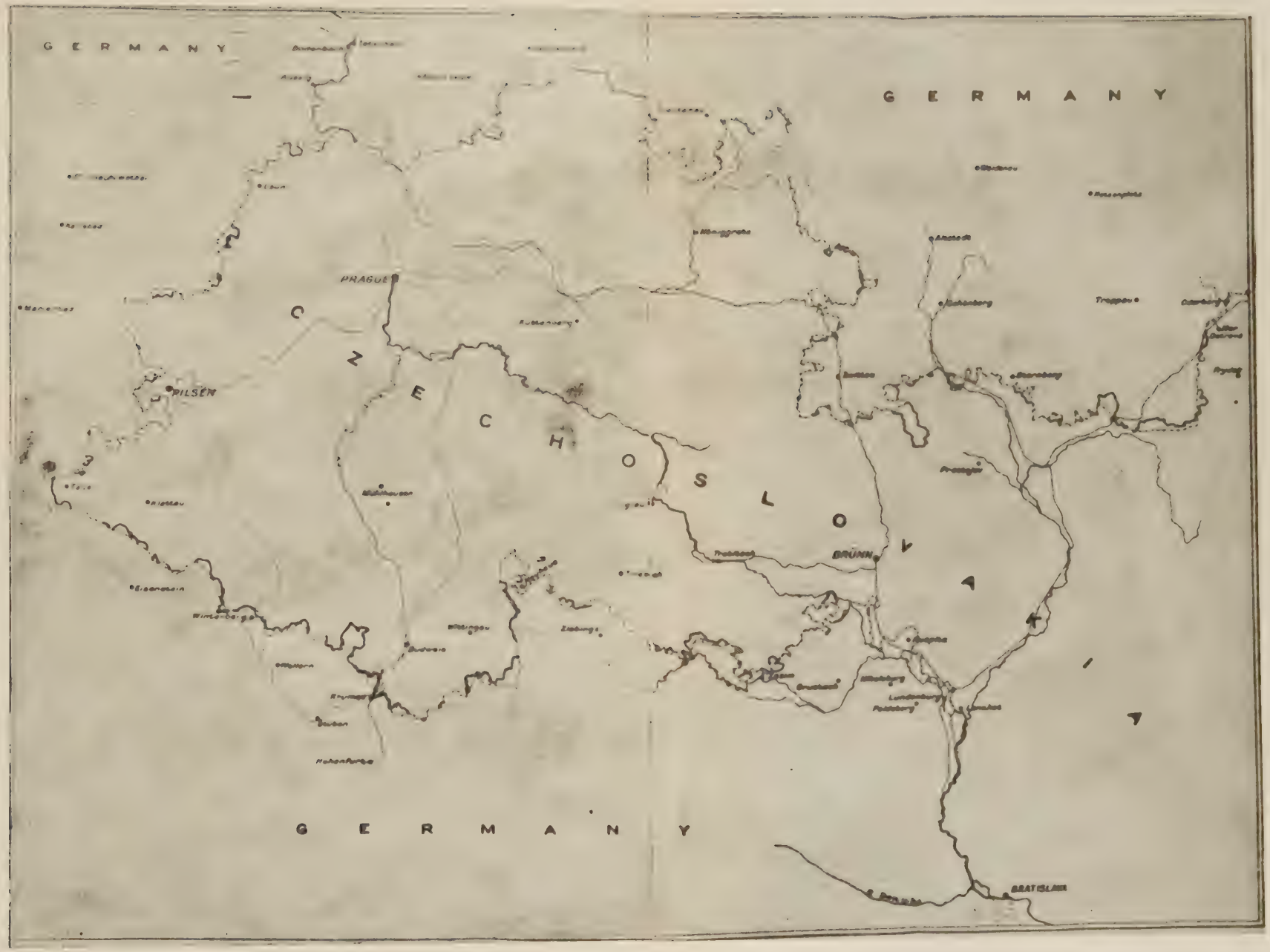

Abb. 2. Die deutsch—tschechoslowakische Grenze nach dem Münchener Abkommen (Br. F. P. Dritte Serie, Bd. III. Kartenbeilage) — Obige Skizze wurde auf Grund der Kartenbeilage des Protokolls vom 20. November 1938 angefertigt.

Abb. 3. Die Grenzen Österreichs im Sinne des Gesetzes vom 22. November 1918 *(Kurt Trampler* Deutschosterreich 1918 19. — Ein Kampf um Selbstbestimmung [Anhang])

stischen Konkurrenten zu bezwingen und dauernd zu fesseln. Nicht zuletzt waren es die Lehren des Krieges, die bei Wilson, Clémenceau und Llyod George den Entschluß reifen ließen, auch bei der Verteilung der Beute jeden Schritt zu vermeiden, der zum endgültigen Bruch und, was damit gleichbedeutend ist, zur gänzlichen Isolierung der betreffenden Großmächte führen könnte.[83]

Die Gestaltung der internationalen Lage im letzten Viertel des Jahres 1919. besonders durch den Ausgang der Debatte über die Ratifizierung des Friedensvertages von Versailles im amerikanischen Senat und das daraus sich ergebende Verhalten der Vereinigten Staaten, schuf neue und günstige Gelegenheit für die deutschen Machinationen. Unmittelbar vor Inkrafttreten des Friedensvertrages von Versailles meldeten sich mit erneuter Kraft die auf den Anschluß abzielenden deutschen Versuche.[84] Der Oberste Rat befaßte sich auch in seiner am 15. Dezember 1919 abgehaltenen Sitzung mit zwei Aufzeichnungen der französischen Delegation, welche die Aufmerksamkeit auf Erscheinungen lenkten, die die Eigenstellung Österreichs bedrohten. Auf Grund dieser Berichte faßte der Oberste Rat einen Beschluß, der — im wesentlichen — eine präzisere, Irrtümer und Mißdeutungen auszuschließen trachtende Umschreibung des Artikels 88 des österreichischen Friedensvertrages ist.[85] Die Entscheidung des Obersten Rates bezieht sich zwar direkt auf den Artikel 88 des österreichischen Friedensvertrages, bedeutet jedoch — indirekt — auch die Interpretation des Artikels 80 des deutschen Friedensvertrages.[86] Die siegreichen Großmächte wollten Deutschland zur Kenntnis bringen, daß sie sich jedem Schritt widersetzen werden, der — direkt oder indirekt — die politische oder wirtschaftliche Unabhängigkeit Österreichs gefährden würde. Diesmal begnügte man sich nicht wie bisher mit allgemeinen Wendungen, sondern man suchte — da mit der Möglichkeit der wirtschaftlichen Annäherung und Zusammenarbeit zwischen Österreich und Deutschland gerechnet werden mußte — ein Gegenmittel gegen die verschleierteren Methoden der Vorbereitung des Anschlusses.

Mit der Ausgestaltung und dem Ausgang des um Österreich resp. den Anschluß geführten diplomatischen Kampfes hing — offensichtlich — auch die Gestaltung des Schicksals der Tschechoslowakei zusammen.[87] Wenn die

[83] Von französischem Gesichtspunkt ist in dieser Beziehung die Rede Tardieus sehr aufschlußreich, die er in der französischen Nationalversammlung am 2. September 1919 hielt S. : Documents diplomatiques rélatifs aux négociations concernant les garanties de sécurité contre une aggression de l'Allemagne (10 Janvier 1919 — 7 Décembre 1923). Ministère des Affaires Etrangères, 1924. S. 61—89. Reiches und interessantes Material enthalten folgende Memoirenwerke : André Tardieu, La paix (Paris 1921) und George Clémenceau, Grandeurs et misères d'une victoire (Paris 1930).

[84] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. XII, S. 604—606. — S. die Meldung A. Halsteads vom 12. Dezember 1919.

[85] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. IX, S. 561—562 ; 571—574.

[86] W. E. Stephens : Revisions of the Treaty of Versailles. S. 106—107 (Newyork 1939).

[87] Es ist wohl berechtigt, auch bei dieser Gelegenheit auf die Vorgeschichte des zweiten Weltkrieges zu verweisen. Die Einverleibung Österreichs im März 1938 war nur das Vorspiel zur Aggression gegen die Tschechoslowakei und Polen.

Trial of the Major War Criminals ... Bd. XXVI, S. 429—522. — Document 998 P. S. — Official Czechoslovak Report on German Crimes against Czechoslovakia (Exhibit USA

Abb. 4. Das Gebiet Österreichs im Sinne der ursprünglichen Staatserklärung *(Herbert Kniesche:* Die großdeutsche Wirtschaftseinheit. 72. S. Leipzig, 1929.)

— 91). — „March 1938. The first step towards the conquest of Czechoslovakia was the occupation of Austria" (S. 445).

Ebenda, Bd. XXV, S. 402—413. — Document 386 — PS. —Das sog. Hossbach-Memorandum (10. November 1937) enthält die Rede Hitlers vom 5. November 1937, in der er die Kriegsziele Deutschlands umriß. Über Österreich resp. die Tschechoslowakei sprechend sagte er folgendes: „Zur Verbesserung unserer militär-politischen Lage müsse in jedem Fall einer kriegerischen Verwicklung unser erstes Ziel sein, die Tschechei und gleichzeitig Österreich niederzuwerfen . . ." (S. 409).

Procès des grands criminels de guerre . . . Bd. XXXVII, S. 630—669. — Document L — 172. — Konzept zum Bericht General Jodls (7. November 1943). Nach Übersicht der allgemeinen Lage und nach einer Analyse der einzelnen Abschnitte des Krieges, ist General Jodl gezwungen zuzugeben, daß sich Deutschland im Falle Österreich in entscheidendem Maße von militärischen Überlegungen leiten ließ und der Anschluß nur die Aktion gegen die Tschechoslowakei, ja auch die gegen Polen vorbereitete (auf letztere werden wir im weiteren noch zurückkommen). — »Der Anschluß Österreichs brachte sodann nicht nur die Erfüllung eines alten nationalen Zieles, sondern wirkte sich neben der Stärkung unserer Wehrmacht zugleich durch eine wesentliche Verbesserung unserer strategischen Lage aus. Während bisher der tschechoslowakische Raum in bedrohlichster Form nach Deutschland hineinragte (Wespentaille zu Frankreich hin und Luftbasis für die Alliierten, besonders Rußland) war nunmehr die Tschechei ihrerseits in die Zange genommen. Ihre eigene strategische Lage war jetzt so ungünstig geworden, daß sie einem energischen Angriff zum Opfer fallen mußte, bevor wirksame Hilfe vom Westen her zu erwarten war. Diese Hilfemöglichkeit wurde überdies durch den Bau des Westwalls erschwert, der im Gegensatz zur Maginot-Linie keine lebensschwache und resignierende Defensiv-Maßnahme bildete, sondern als Rückendeckung für eine aktive Ostpolitik gedacht war" (S. 634—635).

territorialen Forderungen Österreichs der Tschechoslowakei gegenüber befriedigt worden wären (im Hintergrund mit der Vereinigung Österreichs mit Deutschland resp. Großdeutschland), wäre Deutschland bereits im Jahre 1919 in eine günstigere Lage gekommen als zwei Jahrzehnte später dank dem Münchener Abkommen.[88]

Die den Anschluß urgierenden österreichischen Parteien und Organisationen standen mit den charakteristischsten Richtungen des deutschen Imperialismus und Militarismus in Verbindungen.[89] Ihr Hauptargument war die Berufung auf ethnographische Faktoren,[90] deren Geltendmachung — in der Praxis — die Tschechoslowakei wirtschaftlich lebensunfähig, militärisch schutzlos gemacht hätte.[91] Im Zeichen der Berufung auf ethnographische Prinzipien und auf das Selbstbestimmungsrecht begann der Kampf gegen die Tschechoslowakei, der mehrere Etappen hatte,[92] und deren letzte, eben unter dem Vorwand der Regelung der Sudetenfrage, vorerst zur Untergrabung des nationalen Bestandes der Tschechoslowakei, dann zu ihrer vorübergehenden Liquidierung führte. Die ersten zwei Abschnitte werden vom Chronisten der Wühlarbeit gegen die Tschechoslowakei folgendermaßen periodisiert: »Der erste umfaßt die Monate Oktober und November 1918. Er ist gekennzeichnet durch den Versuch, durch Konstituierung des deutschösterreichischen Staates auf der Grundlage des nationalen Selbstbestimmungsrechtes das sudetendeutsche Ge-

[88] Wenn wir die Ergebnisse des Münchener Abkommens mit den Forderungen des Jahres 1919 vergleichen (S. : a) Herbert Kniesche Die großdeutsche Wirtschaftseinheit. S. 72 [Leipzig 1929] ; b) Kurt Trampler, a. a. O. S. 33 und Kartenbeilage ; c) Br. F. P. Dritte Serie, Bd. III. Kartenbeilagen), kann festgestellt werden, daß sich die beiden fast gänzlich decken.

[89] Alfred Kruck : Geschichte des Alldeutschen Verbandes 1890—1939. S. 151—156 (Wiesbaden 1954). In Österreich, schreibt Kruck, »hatte sich das einmalige Ereignis vollzogen, daß Sozialdemokraten, Liberale und Alldeutsche alle Gegensätze hintanstellten und sich zu gemeinsamem Handeln bereitfanden . . . So konnte es dazu kommen, daß Dr. Dinghofer Präsident der vorläufigen Nationalversammlung wurde und andere Alldeutsche wichtige Staatsämter bekleideten. Dinghofer, alsbald zu einem der drei gleichberechtigten Vorsitzenden des Nationalrats gewählt, gehörte der Hauptleitung des Alldeutschen Verbandes an und Dr. Hainisch, der erste Bundespräsident stand noch von den Kriegsjahren her in freundschaftlichen Beziehungen mit Class. Auf diese Weise waren der alldeutschen Verbandspolitik in Österreich ungewöhnliche Möglichkeiten eröffnet, die bei passenden Gelegenheiten ausgenutzt wurden . . . — Anfang 1919 ging Alfred Geiser als ständiger Verbindungsmann nach Wien, um den Zusammenhalt zwischen den einzelnen alldeutschen Gruppen zu festigen und zu erkunden, ob der Verband dort öffentlich aktiv werden könne. Um diese Zeit hatten sich die zahlreichen deutschvölkischen Splitterparteien gerade zum Entschluß durchgerungen, die Sondertümelei zu begraben und in der Nationalversammlung als geschlossener Block der nationalen Opposition aufzutreten. Es kam zur Gründung der Großdeutschen Vereinigung (seit August 1920 Großdeutsche Volkspartei) unter Dinghofer, deren sämtliche 26 Mitglieder am 1. September 1919 dem Alldeutschen Verband beitraten« (S. 151).

Anneliese Thimme : a. a. O. S. 308—309. — »Die von Stresemann gegründete ‚Deutsche Volkspartei' hatte ihren Namen von der österreichischen Schwesterpartei, der ‚Großdeutschen Volkspartei' übernommen. Sie hatte enge Beziehungen zu der österreichischen Partei und finanzierte sie gelegentlich« (S. 308).

[90] Charles Seymour : Czechoslovak frontiers. The Yale Review. Dezember 1938. S. 273—291.

[91] Charles Seymour : a. a. O. S. 279.

Trial of the Major War Criminals . . . a. a. O. Bd. XXVI, S. 433—462. Document 998—PS.

[92] Zehn Jahre Versailles. Bd. III, S. 363—379 (Berlin 1930). — Siehe die Studie Franz Jesser : Sudetendeutsche Gebiete.

biet vor den tschechischen Zugriffen zu sichern . . . — In diesen zwei Monaten errichten die Deutschen in Böhmen eine deutschbömische Landesregierung, die Deutschen in Nord-Mähren und Schlesien eine sudetenländische, beide als Verwaltungsgebiete des deutschösterreichischen Staates. Die Landesregierungen üben in dieser kurzen Periode die Regierungsfunktionen in den geschlossenen Gebieten aus. — Der zweite Abschnitt umfaßt die Zeit von Dezember 1918 bis zum April 1920. Der von den Sudetendeutschen unternommene Versuch, ihr Geschick selbst zu bestimmen, scheitert. Die Tschechen besetzen das deutsche Gebiet militärisch und unterstellen es ihrer zivilen Verwaltung. Die deutschböhmische Landesregierung verläßt die Heimat, die sudetenländische tritt zurück.«[93] Durch den Entscheid der Friedenskonferenz, die Unterzeichnung des österreichischen Friedensvertrages und durch die Festigung des tschechoslowakischen Staates in der zweiten Hälfte des Jahres 1919 entstand eine neue Lage; von seiten Deutschlands bzw. Österreichs war man gezwungen, von einer offenen Aufwerfung territorialer Forderungen abzusehen und sich eine, den gegebenen Kräfteverhältnissen entsprechende Taktik zurechtzulegen.[94] Wenn man noch in Betracht zieht, daß auch die Jugoslawien gegenüber geltend gemachten territorialen Ansprüche Österreichs nicht den erwarteten Erfolg hatten, kann festgestellt werden, daß im östlichen Großraum vom Baltischen Meer bis zur Adria — zu Beginn des Jahres 1920 — die Forderungen des deutschen Imperialismus und Militarismus, sich für die im Westen und in Übersee erlittenen Verluste auf Kosten Sowjetrußlands sowie der in Ost- und Südosteuropa entstandenen neuen Nationalstaaten zu entschädigen, gescheitert sind.[95]

[93] *Ebenda* S. 363—364.

[94] *Ebenda* S. 373.

[95] Trial of the Major War Criminals . . . Bd. XXVI, S. 429—522. — Document 998—PS. — Die Aggression gegen die Tschechoslowakei war nur ein weiterer Schritt zur Schaffung der deutschen Herrschaft über Ost- und Südosteuropa. Richtig verweist darauf das tschechoslowakische Memorandum, seine Behauptungen werden auch von anderen Dokumenten unterstützt. — »Czechoslovakia was an obstacle to the German ‚Drang nach Osten' (Drive to the East) and the domination of Europe« (S. 433). — »The words of Bismarck: ‚Who dominates Bohemia — dominates Europe' might have led Hitlers plan of aggression. Czechoslovakia was indeed of must strategical importance as a natural barrier and bastion against any military drive down to the Danube Basin and hence through Eastern Carpatians to the East and along the Danube Vally to the Balkans« (S. 433). — »Czechoslovakia was strategically and politically a great obstacle for the Germans on their way to the domination of Europe and the world. Bismarcks well known statement: ‚Who dominates Bohemia dominates Europe' was the maxim of Hitlers action against Czechoslovakia. The question of the so-called Sudeten Germans was nothing but a pretext« (S. 444—445).

Ebenda Bd. XXVI, S. 328—329 — Document 789 — PS. — Am 23. November 1939, nach erfolgreicher Beendigung des Feldzuges gegen Polen anerkannte Hitler, daß die gegen Österreich und die Tschechoslowakei geführten Aktionen nur die Vorbereitungen des polnischen Feldzuges waren. »Ein Jahr später kam Österreich, auch dieser Schritt wurde für sehr bedenklich angesehen«, sagte Hitler selbstzufrieden. »Er brachte eine wesentliche Stärkung des Reichs. Der nächste Schritt war Böhmen, Mähren und Polen. Aber dieser Schritt war nicht in einem Zuge zu tun. Zunächst mußte im Westen der Westwall fertiggestellt werden. Es war nicht möglich, das Ziel in einem Anhieb zu erreichen. Vom ersten Augenblick an war mir klar, daß ich mich nicht mit dem sudetendeutschen Gebiet begnügen könnte. Es war nur eine Teil-Lösung. Der Entschluß zum Einmarsch in Böhmen war gefaßt. Dann kam die Errichtung des Protektorats, und damit war die Grundlage für die Eroberung Polens gelegt, aber ich war

Vom Standpunkt der Erreichung der deutschen Hegemonie über Ost- und Südosteuropa hatte Österreich eine besondere Bedeutung.[96] Einen geschichtlichen Rückblick auf die mit Österreich zusammenhängenden Ambitionen des deutschen Imperialismus und Militarismus gab Hjalmar Schacht, als er am 21. März 1938, nach der Einverleibung Österreichs in Wien vor den Angestellten der Nationalbank eine Rede hielt.[97] Von der Sendung Österreichs sprechend sagte Schacht unter anderem: »Austria has certainly a great mission, namely, to be the bearer of German culture, to insure respect and regard for the German name, especially in the directive of the Southeast. Such a mission can only be performed within the Great German Reich and based on the power of a nation of 75 millions which — regardless of the wish of the opponents — forms the heart and soul of Europe.«[98] Was im März 1938 — nach den Worten Schachts — »was . . . done by our Adolf Hitler«[99] — war nur die Vollendung und der

mir zu dem Zeitpunkt noch nicht im klaren, ob ich erst gegen den Osten und dann gegen den Westen oder umgekehrt vorgehen sollte.«

Procès des grands criminels de guerre . . . Bd. XXXVII, S. 635. — Document L—172. — General Jodl betrachtete in seinem bereits angeführten Bericht die gegen Österreich, die Tschechoslowakei und Polen gerichteten Aktionen als organische Einheit. »Die unblutige Lösung des tschechischen Konfliktes im Herbst 1938 und Frühjahr 1939 und die Angliederung der Slowakei rundete den großdeutschen Raum derart ab, daß nunmehr auch die Möglichkeit bestand das polnische Problem unter einigermaßen günstigen strategischen Voraussetzungen ins Auge zu fassen.«

[96] Henry Allizé: Ma mission à Vienne (mars 1919—août 1920.) — S. 25 (Paris 1933). — Der einstige Vertreter Frankreichs in Österreich schreibt: »C'était bien d'ailleurs la compensation que le Prince Bülow avait indiqué au peuple allemand, lorsqu'au moment de l'armistice, pour relever les courages, il avait déclaré 'que la Puissance qui dominerait à Vienne pourrait se vanter d'avoir gagné la guerre'.«

Nazi conspiration and aggression. Office of the United States Chief of Councel for Prosecution of Axis Criminality. Bd. V, S. 24 (Washington 1946). — Document 2385 — PS. — George S. Messersmith war als Konsul der Vereinigten Staaten in Berlin tätig (1930—1934), kam dann als Gesandter nach Wien, wo er bis 1937 blieb. In seiner Zeugeneinvernahme berichtet er über die Pläne Deutschlands in Bezug auf Österreich, mit besonderer Rücksicht auf Südosteuropa. »As early as 1933, while I served in Germany, the German and Nazi contacts which I had in the highest and secondary categories acknowledged Germanys ambitions to dominate Southeastern Europe from Czechoslovakia down to Turkey. As they freely stated, the objective was territorial expansion in the case of Austria and Czechoslovakia. The professed objective in the earlier stages of the Nazi regime, in the remainder of Southeastern Europe, were political and economic control, and they did not at that time speak so definitely of actual absorption and destruction of sovereignety. Their ambitions, however, were not limited to Southeastern Europe. From the very beginning of 1933, and even before the Nazis came into power important Nazis speaking of the Ukraine freely said 'it must be our granary' and that 'even with Southeastern Europe under our control, Germany needs and must have the greater part of the Ukraine in order to be able to feed the people of greater Germany'. After I left Germany in the middle of 1934 for my post in Austria, I continued to receive information as to the German designs in Southeastern Europe. In a conversation with von Papen shortly after his appointment as German Minister to Austria in 1934, von Papen frankly stated to me that ‚Southeastern Europe to Turkey is Germany's Hinterland and I have been designated to carry through the task of bringing it with in the fold. Austria is the first on the program' . . .«

[97] Nazi Conspiracy . . . Bd. VII, S. 395—396. — Document EC — 297-A.

[98] *Ebenda* S. 395.

[99] *Ebenda* S. 397.

Deutsches Zentralarchiv Potsdam. Reichskanzlei, Handel u. Gew. Bd. 1/1, Nr. 1, S. 407; 673—676. — Als sich am 26. Juli 1918 der »Deutsche Wirtschaftsrat für Mitteleuropa« konstituierte, hielt Hjalmar Schacht die Eröffnungsrede. Er sowie andere Teilnehmer der Versammlung setzten auseinander, daß die Hegemonie über Mitteleuropa (deren Grundlage die enge

Abschluß jenes Prozesses, der im November 1918 begann, unter den gegebenen Kräfteverhältnissen jedoch eine Zeitlang nicht den gewünschten Erfolg bringen konnte, in erster Reihe deshalb , wel die auf den Ruinen der Österreichisch-Ungarischen Monarchie entstandenen neuen Staaten — trotz ihrer widerspruchsvollen Lage — gegen die nach dem Osten gerichteten Bestrebungen des sich erneuernden deutschen Imperialismus und Militarismus eine Barriere bildeten. Obzwar die siegreichen kapitalistischen Großmächte die neuen Staaten Ost- und Südosteuropas zum Cordon sanitaire bestimmten und hofften, dieselben zu gegebener Gelegenheit als willfähriges Werkzeug zu benutzen, ändert dies nichts an der Tatsache, daß ihr Zustandekommen unzertrennlich mit dem Sieg der sozialistischen Revolution in Rußland verknüpft ist. Wenn dort die Lösung der nationalen Frage anders vor sich ging und in der Sowjetunion — auf Grund freiwilligen Anschlusses — die Union der Sozialistischen Sowjetischen Republiken zustande kam, ist die Erklärung hierfür in erster Linie darin zu suchen, daß zur Zeit, als das russische Proletariat an der Spitze der Revolution marschierend unter der Führung der Bolschewiki die Herrschaft ihrer eigenen herrschenden Klasse stürzte, es nicht nur seinen — im engeren Sinne — Klasseninteressen Genüge geleistet hat, sondern auch den nichtrussischen Völkern und Nationalitäten die Freiheit brachte. Im vielnationalen Rußland war das russische Proletariat die Hauptkraft der Revolution und unterstützte am konsequentesten die in Richtung des Sieges des Sozialismus gerichteten nationalen Unabhängigkeitsbewegungen. Es war daher verständlich und natürlich, wenn alle Unterdrückten, auch die Millionen national Unterdrückter ihm und der von ihm repräsentierten großen Sache Vertrauen entgegenbrachten.

Anders gestaltete sich die Lage in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie. Die Zentrale, das überwiegend deutsche Österreich, ihre Arbeiterklasse und sozialistische Partei trotteten hinter den revolutionären und nationalen Unabhängigkeitsbewegungen und waren sogar bestrebt, dieselben — besonders im entscheidenden Abschnitt — zu bremsen und zu behindern. Die Behauptung ist daher unrichtig und entspricht nicht der geschichtlichen Wahr-

Verknüpfung mit der Österreichisch-Ungarischen Monarchie ist) nur der Beginn und nicht die Kulmination der deutschen Herrschaftsbestrebungen sei.

Ebenda S. 664. — »Dieses Wachstum des Ostens — besagt der endgültige Bericht — heißt aber soviel, daß die deutsche Wirtschaftskraft an ihm zunächst genesen wird, um die alte Kraft wieder zu gewinnen, mit der sie die Welt umspannen wird. Gleich zu Anfang muß, fußend auf unsere ost-, südöstliche Wirtschaftsbasis, der Versuch, die weltwirtschaftlichen Beziehungen wieder aufzubauen, einsetzen . . . Aber das Mittel zu diesem Ziel der *friedlichen Wiedereroberung der Welt* für Deutschlands politisches und wirtschaftliches Leben kann nur der Ausbau unserer kontinentalen Politik sein, die von unserer Stellung im Osten und Südosten ausgehend, die Staaten Europas zu gemeinsamer friedlicher Wirtschaftsarbeit zusammenfassen muß.«

Deutsches Zentralarchiv Potsdam. Staatsminister Dr. Helfferich. Bd. 1. Nr. 19251. S. 198—206. — Dieses Material birgt sehr viele Daten über die deutschen Kriegsziele. Das Hugenberg-Memorandum (20. Juli 1918), das von ansehnlichen Gruppen des deutschen Finanzkapitals unterzeichnet wurde, hält den »Mitteleuropa«-Plan für unzureichend und bezeichnet auch unter den gegebenen Verhältnissen zumindest die Herrschaft über dem Kontinent für möglich, ja sogar für notwendig. Die Losung lautet: »Nicht Mitteleuropa, sondern Europa« (S. 202).

heit, daß die Zerschlagung der Österreichisch-Ungarischen Monarchie nicht zeitgemäß gewesen wäre und die Möglichkeit bestanden hätte, daß sich das überlebte Habsburger Reich — durch Erbringung und Einführung weitgehender Reformen — hinüberrette und an seine Stelle ein zeitgemäßer Staatenbund trete.[100] Der Zusammenbruch der Österreichisch-Ungarischen Monarchie war notwendig und unvermeidlich, um so mehr, da sonst auch die — relative — Schwächung des imperialistischen Deutschlands unmöglich gewesen wäre. Das Zustandekommen der neuen Staaten in Ost- und Südosteuropa und ihre Festigung, das Bestehen Sowjetrußlands, sein ständiges Erstarken inmitten der gegen die Intervention geführten erfolgreichen Kämpfe verminderten in großem Maße die Chancen des deutschen Imperialismus, sich im Osten zu entschädigen.[101] Die Herrschaft über Ost- und Südosteuropa hingegen war in der Vergangenheit ein Lebensquell und ein ständiger Faktor des deutschen Imperialismus und Militarismus. In den früheren Epochen der deutschen Entwicklung war vor allem in deutsch—polnischer Relation die Wahrheit gültig, daß ohne die Freiheit Polens die demokratische Entwicklung Deutschlands unmöglich sei. Treffend stellten seinerzeit, an der großen Wende in der deutschen Geschichte Marx und Engels fest, daß »die Herstellung eines demokratischen Polens . . . die erste Bedingung der Herstellung eines demokratischen Deutschlands« sei.[102] Mit der vollständigen Entwicklung des Kapitalismus und durch sein späteres Hinüberwachsen in den Imperialismus änderte sich die Lage. Die Herrschaft über Ost- und Südosteuropa wurde zum Lebenselement des deutschen Imperialismus und Militarismus und — was damit gleichbedeutend ist — der deutschen Reaktion im Innern. Die Vernichtung oder Schwächung des deutschen Imperialismus und Militarismus wurde — unter anderem — ohne Zerschlagung der östlichen Positionen Deutschlands unmöglich. Diese Erkenntnis kann, wenn auch nicht konsequent, ja sogar sehr widersprechend (infolge des Hasses, den die siegreichen imperialistischen Großmächte den revolutionären Bewegungen und Sowjetrußland gegenüber hegten, sowie der unter ihnen bestehenden Gegensätze) in den Erklärungen und Stellungnahmen nicht nur der französischen, sondern auch der englischen und amerikanischen

[100] Atti del X. Congresso Internazionale. Roma 4—11 Settembre 1955. S. 660—661 (Roma 1957). — Sich auf die Werke von Seipel, Renner, Otto Bauer, Fischof, Baernreither, Popovici und anderer berufend erklärte H. Hantsch im Laufe der Debatte: »Denn sicherlich gab es noch andere Möglichkeiten einer Lösung der Probleme, als einfach die Zerstörung Österreich-Ungarns. Das zeigen gerade diese Werke. Die nationalen und nationalistischen Bewegungen innerhalb der einzelnen Nationen hätten nicht notwendigerweise zu einem Zusammenbruch des Gesamtstaates führen müssen, wenn nicht diese Probleme in die große Weltpolitik hineingetragen worden und somit von ganz anderen Ideen, Konzeptionen und Zusammenhängen her verschärft worden wären.«

Heinrich Benedikt: Geschichte der Republik Österreich. S. 9 (Wien 1954).

[101] Ludwig Dehio: Deutschland und die Weltpolitik im 20. Jahrhundert. S. 96—104 (München 1955).

[102] Marx—Engels: Die Polendebatte in Frankfurt. Artikel aus der »Neuen Rheinischen Zeitung« XI. Erschienen in Marx—Engels—Lenin—Stalin: Zur deutschen Geschichte. Bd. II, 1. Teil, S. 276 (Berlin 1954).

Staatsmänner gefunden werden. Für Frankreich und England, doch auch für die Vereinigten Staaten war es nicht gleichgültig, welche Rolle der deutsche imperialistische Konkurrent in Ost- und Südosteuropa spielt. Im Hinblick auf die weitere Gestaltung der internationalen Kräfteverhältnisse wollte man von englischer, französischer und auch von amerikanischer Seite nicht untätig zusehen, ob es Deutschland in der letzten Phase des ersten Weltkrieges — mit für Deutschland ungünstigem Ausgang — oder danach gelingt, sich durch das Herüberretten der Positionen im Osten für die erlittenen Verluste in anderer Richtung zu entschädigen.[103]

*

Zwischen den siegreichen Großmächten bestanden im Hinblick auf das zukünftige Schicksal Ost- und Südosteuropas — zugleich auf die Rolle, die Deutschland dort spiele — ernste Meinungsverschiedenheiten; doch die durch Wilson, Lloyd George und Clémenceau repräsentierten Richtungen des amerikanischen, englischen und französischen Imperialismus haben in der deutschen Frage, wenn auch um den Preis gegenseitiger Konzessionen, nach halbem und gegensätzliche Interpretationen ermöglichendem Abschluß zahlreicher strittiger Probleme dahingehend Stellung genommen, es sei notwendig, die sich im Kriege herausgebildete Einheit weiterhin zu demonstrieren.[104] Wenn der Begleitbrief zum Antwortschreiben der Friedenskonferenz vom 16. Juni 1919 von Philipp Kerr, Sekretär Lloyd Georges, so konzipiert wurde, daß er die vollste Zufriedenheit der französischen Delegation, darunter Tardieus errang,[105] war dies — nicht in letzter Reihe — berufen, die Einheit unter den Großmächten zu demonstrieren. Der auf Polen Bezug habende Teil der Antwortnote versäumt auch nicht darauf hinzuweisen, es bestehe ein organischer Zusammenhang zwischen der deutschen Herrschaft über die westlichen Gebiete Polens und dem preußischen Militarismus.[106]

[103] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. I, S. 41—53. — S.: The Inquiry. Memorandum submitted December 22, 1917.

[104] Alfred Fabre-Luce: La crise des alliances. Essai sur les relations franco-britanniques depuis la signature de la paix (1919—1922). — S. 17—18 (Paris 1922). — Der Verfasser charakterisiert die Lage, wenn auch übertrieben und vereinfacht, sehr geistreich, wenn er im Zusammenhang mit dem Friedensvertrag schreibt: »On se rallie enfin à un texte: cela ne signifie pas qu'on soit d'accord; on veut seulement tenir contre l'ennemi au moins, commune façade, le bloc d'alliance. Après longue attente il faut aboutir; après les sacrifices partagés, il contient de faire une paix de collaboration . . .«

[105] Alma Luckau: The German Delegation at the Paris Peace Conference. S. 89—90 (Newyork 1941).

[106] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. VI, S. 495—496. — ». . . the seizure of the Western provinces of Poland was one of the essential steps by which the military power of Prussia was built up, the necessity of holding fast these provinces has perverted the whole political life, first of Prussia and then of Germany.«

Br. F. P. Erste Serie. Bd. VI, S. 505. — In seinem Bericht vom 10. Dezember 1919 schreibt Thelwall über die Lage in Oberschlesien: »The independence of Silesia would mean the end once and for all of Prussia as first class power, not only in the military, but also in the commercial and industrial sense . . .«

Walter Hubatsch: Eckpfeiler Europas. Probleme des Preußenlandes in geschichtlicher Sicht (Heidelberg 1953). — Das schon in seinem Titel vielsagende und charakteristische Buch

Abb. 5. Das Deutsche Reich, wie es der Nationalversammlung vom J. 1848 vorschwebte *(H. Kniesche:* a. a. O. S. 18. S. Fußnote Seite 78)

Der im wesentlichen stichhaltigen Feststellung folgte jedoch keine entsprechende Praxis. Wenn sich gegebenenfalls die Ententemächte die nationalen Unabhängigkeitsbestrebungen und Zielsetzungen der Völker Ost- und Südosteuropas vor und während des Weltkrieges auch zu eigen gemacht haben, so doch nur ihren imperialistischen Zielen untergeordnet und nur im Rahmen derselben.[107] Die Lage verschlechterte sich weiterhin nach dem Siege der Großen

will trotz der schrecklichen Lehren zweier Weltkriege — entsprechend dem Geiste des in Westdeutschland neu erwachenden Imperialismus und Militarismus und der die östliche Expansion ideologisch vorbereitenden Praxis — neuerdings die Berufung Preußens im Osten nachweisen. »In einem jahrhundertelangen, trotz zeitbedingter Schwankungen doch stark traditionsverpflichteten und daher bemerkenswert gleichförmigen historischem Ablauf hat Preußen ohne Ruhmredigkeit oft genug — bisweilen unbewußt — im Dienste eines höheren Zweckes zum Wohl Europas gestanden. Dabei haben sich seine östlichen Provinzen, von der Kraft des Gesamtstaates gestützt, als Bastionen abendländischer Staatsgesinnung erwiesen«, lautet das Vorwort.

[107] George Clémenceau : a. a. O. S. 159. — »Hélas! il faut avoir le courage de le dire, nous n'étions pas entrés en guerre avec un programme de libérateurs.«

W. M. Jordan : Great Britain, France, and the German Problem 1919—1939. S. 220- 223 (London 1934).

Sozialistischen Oktoberrevolution, als sich die entscheidenden Faktoren der Friedenskonferenz — geleitet von ihrem Haß gegen Sowjetrußland — geneigt zeigten, in Osteuropa Deutschland die Rolle des Gendarmen zu übertragen. Weder an ihnen noch an der deutschen Reaktion hat es gelegen, daß sich in Ost- und Südosteuropa die Lage anders gestaltete, als es sich der sog. liberale Flügel des deutschen Imperialismus in den Jahren 1918/19 vorgestellt hatte.[108] Eine entscheidende Rolle spielte dabei das Fortbestehen und die weitere Erstarkung Sowjetrußlands; große Bedeutung hatten die nationalen Unabhängigkeitsbewegungen, die sich trotz aller, sich aus der Klassenlage der in den neuen Nationalstaaten zur Macht gelangten Bourgeoisie ergebenden Schwankungen, Doppelzüngigkeiten, antirevolutionären und antisowjetischen Einstellung als genügend stark erwiesen, die staatliche Selbständigkeit zu sichern; auch die Uneinigkeit der siegreichen Großmächte untereinander und Deutschland gegenüber darf nicht außer acht gelassen werden.

Deutschland war nach der Unterzeichnung des Friedensvertrages von Versailles in erhöhtem Maße bestrebt, die Gegensätze zwischen den Siegern auszunutzen. Die Verzögerung um das Inkrafttreten des Friedensvertrages von Versailles, weiterhin die Umstände, unter denen dieses zustande kam,[109] zeigten ebenfalls, daß die durch Clémenceau, Lloyd George und Wilson repräsentierte Koalition der siegreichen imperialistischen Großmächte im Zerfall begriffen war.[110] Eine große und zugleich letzte Probe war es, die Annahme

[108] Ludwig Dehio : a. a. O. — »Freilich nicht mehr auf den Ozeanen konnte die Revanche gesucht werden. Aber es hatte ja in unserer festländischen Nähe die Katastrophe selbst verheißungsvolle Perspektiven freigelegt ; durch die Balkanisierung um uns her, durch die Isolierung Frankreichs, vor allem durch die Bolschewisierung des rätselhaften Schicksalslandes Rußland. Konnte es doch als Freund (Seeckt) wie als Feind (Ludendorff) dem deutschen Aufstiege dienstbar werden. Das Programm dieses Aufstieges aber stand fest beinahe ohne Ansehen der Partei : neben Ausheilung der Ostgrenzen der Anschluß Österreichs — nicht bloße Wiederherstellung, sondern großdeutsch-kontinentale Ausbreitung nach dem Scheitern der kleindeutsch-ozeanischen, Vollendung der 1813 und 1848 erträumten Einheit der jugendlichen Nation . . .« (S. 26). — »Im Namen der Selbstbestimmung ließ sich nach dem Zerplatzen ozeanischer Wunschträume die Realisierung älterer festländischer ansteuern, mit dem Anschluß der Brüder in Österreich und Böhmen die Volkszahl auf das Doppelte des französischen Scheinsiegers steigern, eine neue geographisch-volksmäßige Individualität ohne ihresgleichen im alten Europa gewinnen, die balkanisierte Schütterzone in Mittel- und Osteuropa mit ihr überschatten, die Niederlage in ein Sprungbrett zu neuer Größe umwandeln« (S. 118).

Herbert Kniesche : a. a. O. S. 18. — Die infolge des Sieges der Revolution des Jahres 1848 zustande zu bringende deutsche Einheit wäre — zu jener Zeit — fortschrittlich gewesen, kam aber aus dem Verschulden eben derjenigen zu Fall, deren späte Nachfahren die deutsche Einheit im Sinne des sich entfaltenden Imperialismus, dessen Interessen entsprechend auslegten und verwirklichen wollten.

[109] Vgl. L. Zsigmond : A versaillesi békeszerződés életbelépése (1918. június 28.— 1920. január 10.) (Das Inkrafttreten des Friedensvertrages von Versailles). Századok Nr. 1—2 (1957).

[110] Général Mordacq : Le ministère Clémenceau. Bd. IV, S. 276—306 (Paris 1931).

André Tardieu : La paix.

Alfred Fabre-Luce : La crise des alliances.

W. M. Jordan : Great Britain, France and the German problem 1918—1939.

Arnold Wolfers : Britain and France between two wars (Newyork 1940) — Die Werke von Wolfers und Jordan sind sehr reich an Daten und Gedanken. Sie wurden während des zweiten Weltkrieges geschrieben, die Verfasser betrachten die Ereignisse mit den Augen und der Parteilichkeit des zeitgenössischen Historikers, sie suchen und analysieren die Gründe, die es

des Friedensvertrages durch Deutschland zu erreichen. Hinter dem demonstrativen einheitlichen Auftreten verbargen sich stets steigernde Gegensätze. Kaum einige Wochen nach dem Akt von Versailles, am 30. Juli 1919 bezeichnete House in einem Schreiben an Wilson die Beziehungen zwischen den Verbündeten als sehr kritisch.[111] Auch das englisch—französische Verhältnis gestaltete sich nicht besser. Nach der Niederwerfung Deutschlands und der raschen Sicherung des wertvollen und beträchtlichen Teiles der Beute[112] trachtete England, zu seiner traditionellen Kontinentalpolitik zurückzukehren, die auf die Sicherung des Kräftegleichgewichtes in Europa abzielte.[113] Vom Standpunkt des englischen Imperialismus war die Lage der Vorkriegslage gegenüber schwieriger und komplizierter.[114] Frankreich hatte nach dem ersten Weltkrieg — einstweilen — kein Gegengewicht, das man in Betracht hätte ziehen können. Englischerseits wurde befürchtet, daß der Druck Frankreichs — das im Besitz des wichtigsten Teiles des Rheinlandes war[115] — sich in Richtung Belgien und Holland verstärken und mit der Zeit unüberwindlich werde. England wieder

ermöglichten, daß Deutschland innerhalb eines Menschenalters die gewaltsame Verwirklichung seiner Weltherrschaftspläne zum zweitenmal und in noch brutalerer Form auf die Tagesordnung setze. Leider wurde in beiden Fällen außer acht gelassen, daß der Friedensvertrag von Versailles die wirtschaftlichen, gesellschaftlichen, politischen und militärischen Grundlagen des deutschen Imperialismus und Militarismus nicht nur unberührt ließ, sondern dieselben — direkt oder indirekt — auch stärkte und damit die Entwicklung und Vollendung der inneren Voraussetzungen der späteren deutschen Aggression förderte. Die Verfasser vermeinen die Erklärung hierfür — mit Recht, aber einseitig — in der Lockerung der englisch-französischen Allianz nach dem ersten Weltkrieg und im widersprechenden Charakter derselben zu finden.

[111] F. R. — P. P. C. — 1919. Bd. XI, S. 620—621. — »The war has left two great powers in the world, where before were seven. While Russia has collapsed internally, and Germany and Austria has fallen through defeat, France and Japan gone from first to second rate powers because the United States and Great Britain have become so powerful. While the British Empire vastly exeeds the United Staates in area and population and while their aggregate wealth is perhaps greater than ours, yet our position is much more favorable. It is because of this that the relations between the two countries are beginning to assure the same character as that of England and Germany before the war.«

The Intimate Papers of Colonel House. Bd. IV, S. 494—495 (Newyork 1928).

[112] David Lloyd George : The Truth about the Peace Treaties. Bd. I, S. 416—426 (London 1938). — S. das Antwortschreiben (und die Vorwürfe) Clémenceaus auf das Memorandum Lloyd Georges vom 26. März 1919.

[113] Winston S. Churchill : The World Crisis. The Aftermath. S. 29 (London 1929).

André Tardieux : a. a. O. S. 489—515.

George Clémenceau : a. a. O. S. 98—99. — »Pour tout dire, il n'y eut d'opposition sérieuse aux clauses les plus sévères de l'armistice que par parmi nos alliés britanniques qui, d'entrain, s'employaient à ménager l'Allemagne, ne craignant rien tant qu'une trop vive réaction de puissance au part de la France 'alliée'. Dans son livre *The World Crisis* M. Winston Churchill, qui est bien loin d'être notre ennemi, raconte qu'il dîna avec M. Lloyd George, aus soir de l'armistice, et que la conversation roula uniquement sur la meilleure manière de venir en aide à l'Allemagne . . . A mon retour des Indes, passant par Londres pour aller recevoir à Oxford un grade *honoris causa*, M. Lloyd George me pria de le venir voir à la Chambre des communes. Sa première parole fut pour me demander si j'avais quelque chose à lui dire. — Oui bien, répondis-je. J'ai à vous dire que dès le lendemain de l'armistice, je vous ai trouvé l'ennemi de la France. — Eh bien, me répondit-il, *n'est-ce pas notre politique traditionelle?* (*Well, was it not always our traditional policy?*)«

[114] d'Abernon : An Ambassador of Peace. Bd. II, S. 238—239 (London 1929).

[115] Br. F. P. Erste Serie. Bd. 5. S. 268—271.

betrachtete — und dies hatte eine jahrhundertealte Tradition[116] — Belgien und Holland als organischen Bestandteil seiner eigenen Sicherheit,[117]. deren Schlüsselposition das Rheinland war.[118] In Frankreich war man sich der außerordentlichen Empfindlichkeit Englands in dieser Sache im klaren und zur Zeit der Ministerpräsidentschaft Clémenceaus war man auch gewillt, Rücksicht darauf zu nehmen. Die Zugeständnisse, die in der Frage des Rheinlands (mit Rücksicht auf die Vereinigten Staaten, aber besonders auf England) von Clémenceau gemacht wurden und welche Tardieu seinerzeit im Senat und in der Nationalversammlung[119] am 2. September 1919 so eloquent begründete, forderten schon zu Anbeginn die Kritik und den Widerstand der äußersten Gruppe des französischen Imperialismus heraus.

Was der Opposition Clémenceaus zu wenig schien, das hielten die Kritiker Lloyd Georges — vom Standpunkt des englischen Imperialismus — als zu große Konzession. Die Umbildung des englischen Kabinetts im Oktober 1919 bedeutete eine entschiedene Rechtsschwenkung in der Innenpolitik und eine energischere, schonungslosere Richtlinie den Verbündeten von gestern, vor allem Frankreich gegenüber in der Außenpolitik. Curzon, der neue Außenminister stand der bisherigen, im wesentlichen durch Lloyd Gorge repräsentierten und geleiteten Außenpolitik — in vielen Fragen — als Kritiker, ja als Opposition gegenüber.[120] An der Lage änderte sich nichts, als es am 20. November — in demonstrativer Weise — zum Austausch der Ratifikationsurkunden des am 28. Juni 1919 unterfertigten Beistandspaktes kam, der französischerseits deshalb urgiert wurde, um die eigene öffentliche Meinung zu beruhigen und die oppositionelle Stimmung zu entwaffnen, die als Reaktion auf die Politik Englands, besonders jedoch der Vereinigten Staaten entstand. Der Austausch der Urkunden erbrachte nicht die gewünschte Wirkung und bedeutete eher den

[116] Austen Chamberlain : Down the Years (London, 1935). S. 165—166. — »There have been many fluctuations in British foreign policy, perhaps many inconsistencies, but through all our long history from the time of the Spanish Armada to the present day there has been one principle to which we have persistently clung. Seperated as these islands are from the western shores of the Continent only by the narrow waters of the English Channel and the North Sea, it has been 'cardinal principle' of British policy in all times, and under all governments, that we could not allow the Low Countries to be dominated by the greatest military Power of the day.«

[117] Political and Strategic Interests of the United Kingdom. By a study group of the Royal Institute of International Affairs (London, 1939). S. 12—13.

[118] J. Headlam-Morley : Studies in Diplomatic History. S. 167 (London 1930). — Der geschichtswissenschaftliche Sachverständige des englischen Außenministeriums schreibt damit im Zusammenhang : »The experience of the past has always shown, that the independence of Holland and of Belgium is closely connected with the political condition of the Rhineland. In the old days it was for this reason always necessary for England to oppose by every means French domination over the Rhine provinces, for with France stationed at Coblenz and Cologne the real independence of Belgium, military, economic and political, must inevitably disappear.«

[119] Annales de la Chambre des Députés. 11me législature. Débats parlementaires. Session ordinaire de 1919. Tome unique. Troisième partie. Du 1 Juillet au 17 Septembre 1919. S. 3678—3687 (Paris 1920).

[120] Gordon H. Craig and Felix Gilbert : The Diplomats 1919—1939. S. 25 (Princeton 1953). Harold Nicolson : The Last Phase 1919—1925. A study in post-war diplomacy. S. 192—199 (London 1937).

Abschluß als den Beginn eines neuen Abschnittes in den englisch—französischen Beziehungen. Die im November 1919 abgehaltenen Wahlen brachten in Frankreich den Sieg der extremsten imperialistischen Richtungen und bedeuteten den Fall der durch Clémenceau repräsentierten außenpolitischen Richtlinie.[121]

*

Die in den Vereinigten Staaten, England und Frankreich eingetretenen innerpolitischen Veränderungen (republikanische Mehrheit im amerikanischen Repräsentantenhaus, im Senat und in den wichtigsten Ausschüssen, darunter im auswärtigen Ausschuß; die Umbildung des englischen Kabinetts im Oktober 1919 und die Übernahme des Außenministeriums durch Curzon; der Ausgang der französischen Wahlen vom 16. November) standen in Wechselbeziehung zueinander. Jede löste zum Teil die andere aus und war andernteils eine Folge derselben; im Endergebnis wurden durch diese Geschehnisse die Gegensätze zwischen den siegreichen Großmächten unter anderem in bezug auf Deutschland verschärft. Schon zur Zeit der Friedenskonferenz, doch besonders nach Unterzeichnung des Friedenvertrages zeigte es sich, daß zwischen Frankreich und England in der Frage der Ostgrenzen Deutschlands sowie in der Beurteilung des künftigen Schicksals von Ost- und Südosteuropa ernste Meinungsverschiedenheiten bestehen.[122] Für Frankreich ist es — so lange es ein feindliches Deutschland im Rücken hat — eine Daseinsfrage, sich in Ost- und Südosteuropa Verbündete und Sicherung zu suchen. Dadurch, daß die französische Regierung zur Hauptkraft der antisowjetischen Intervention wurde, verurteilte sie Frankreich, die Garantien für seine »sécurité« in die Hände seiner westlichen Verbündeten, England und den Vereinigten Staaten zu legen.[123] Dadurch, daß von den am 28. Juni 1919 unterzeichneten Beistandspakten[124] der amerikanisch—französische Vertrag durch den Beschluß des amerikanischen Senates in nichts zerfloß, wurde auch der Wert des damit in organischem Zusammenhang stehenden englisch—französischen Abkommens sehr fraglich und das stellte Frankreich vor eine neue Situation. Für die französische Diplomatie stieg die Bedeutung der ost- und südosteuropäichen Staaten und sie war entschlossen, jede gegen sie gerichtete deutsche Aktion als eine »indirekte

[121] Général Mordacq : a. a. O. Bd. IV, S. 293, 296. — Als auf der letzten Sitzung des Obersten Rates am 20. Januar Lloyd George, Wallace, Nitti und Matsui für die als Vorsitzender der Friedenskonferenz geleistete Arbeit Dank sagten, antwortete Clémenceau unter anderem : »Nous mettons au-dessus de tout : la nécéssité d'entente. Si la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Italie, le Japon demeurent unis, voilà une garantie de paix qui dépasse toutes celles qui l'on peut écrire sur le papier.«

[122] J. M. Keynes : Essays and Sketches in Biography. S. 163—180 (Neyork 1956).

[123] Documents diplomatiques relatifs aux négociations . . . S. 247—248. — In seiner Rede am 24. November 1923 erklärte Poincaré : „Mais la clef de la voûte de toute cette construction défensive était incontestablement le double pacte d'assistance de la Grande Bretagne et des Etats-Unis."

[124] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. XIII, S. 757—762.

Aggression« (aggression indirecte) zu bezeichnen.[125] Im Gedächtnis der französischen Staatsmänner lebten die geschichtlichen Reminiszenzen weiter: auf Sadowa folgt Sedan.[126] Sie neigten jedoch dazu zu vergessen, daß wie seinerzeit Napoleon III.,[127] auch in ihren Tagen der egoistische, die Klasseninteressen über alles stellende französische Imperialismus die Gefahr eines neuen und vielleicht nicht allzuweiten Sedan heraufbeschwört.[128] Im Interesse der Intervention gegen Sowjetrußland einesteils, andernteils der Niederschlagung der revolutionären Bewegung des deutschen Volkes ließ das offizielle Frankreich die wirtschaftlichen, gesellschaftlichen, politischen, ideologischen und schließlich, jedoch nicht in letzter Reihe die militärischen Grundlagen des deutschen Imperialismus und Militarismus unberührt.[129] Doch der Weg des Wiederauflebens und der Erstarkung des deutschen Imperialismus und Militarismus führte über den Osten und jeder Schritt, der hier getan wurde, berührte und gefährdete — indirekt — die Sicherheit Frankreichs.

Das Schicksal der Völker von Ost- und Südosteuropa, ihre nationale Unabhängigkeit und Selbständigkeit spielten in der Diplomatie der siegreichen Großmächte eine untergeordnete Rolle. Es ist eine bekannte Tatsache, daß von seiten Englands und Amerikas im Laufe des ersten Weltkrieges — lange Zeit hindurch — der Plan zur Zerschlagung der Österreichisch-Ungarischen Monarchie nicht aufgeworfen wurde. Es genügt, wenn man auf die 14 Punkte Wilsons (8. Januar 1918) oder auf die Rede Lloyd Georges (5. Januar 1918) verweist, in welchen die Kriegsziele umrissen wurden. Die Ententemächte hätten gerne den deutschen imperialistischen Konkurrenten auf die Weise geschwächt, daß zu gleicher Zeit die Österreichisch-Ungarische Monarchie bestehen bleibe und ein Gegengewicht zu Deutschland bilde. Diese Idee kam auch in dem Entwurf zum Ausdruck, der über die Nachkriegsordnung im Dezember 1917 Präsident Wilson vorgelegt wurde.[130]

[125] Documents diplomatiques relatifs aux négociations . . . S. 92.

[126] *Ebenda* S. 92.

[127] Karl Marx und Friedrich Engels : Ausgewählte Schriften Bd. I, S. 460 (Dietz Verlag, Berlin 1953). — S. : »Erste Adresse des Generalrats über den Deutsch—französischen Krieg.«

[128] André Géraud : French Responsibilities in Europe. Foreign Affairs. Januar 1927. S. 248. — Sich mit der aktuellen politischen Lage befassend verweist A. Géraud (Pertinax) sehr aufschlußreich auf die verhängnisvollen Folgen der Politik Napoleons III.

[129] Br. F. P. Erste Serie. Bd. V, S. 666. Bericht über die am 11. Oktober 1919 abgehaltene Sitzung des französischen Senates ; in der Debatte über die Ratifizierung des Friedensvertrages von Versailles wünschte Clémenceau eine Erklärung darüber abzugeben, weshalb Deutschland nicht vollständig entwaffnet wurde.

Annales du Sénat. Débats parlementaires. Session ordinaire de 1919. Tome XC. Deuxième partie. Du 17 Juin au 19. Octobre 1919. S. 1845 (Paris 1920). — »D'abord pourquoi avons-nous accordé des 288 canons? Pourquoi aussi ces forteresses de l'Est, que, je ne sais pourquoi, il ne nous a pas reprochées, ce qui est d'autant plus inexplicable, qu'elles contenaient, je suppose, quelques pièces lourdes?« — stellte Clémenceau die Frage und antwortete : »Parceque l'Allemagne a besoin de se défendre et que nous n'avons pas intérêt à avoir une seconde Russie bolcheviste au centre de l'Europe ; c'est assez une.«

[130] F. R.—P. P. C. — 1919. Bd. I, S. 41—53. The Inquiry. Memorandum submitted December 22, 1917.

Auf die Schwierigkeiten, beide Lösungen gleichzeitig durchzuführen, verwies treffend C. L. Seymour,[131] Leiter der österreichisch-ungarischen Abteilung der amerikanischen Friedensdelegation. Wenn man auch mit den einzelnen Punkten der Feststellungen Seymours nicht einverstanden sein kann und sie aus mehreren Standpunkten bestritten werden können, eines ist sicher und gleichzeitig sehr aufschlußreich: im Frühjahr 1918, zur Zeit der alles bisherige übersteigenden Kraftanstrengungen Deutschlands und der für die militärischen Kräfte der Entente fast verhängnisvollen Schläge brachten englische und amerikanische Regierungskreise nicht den Mut auf, jene Reserve und gleichzeitig Kraftquelle zu benutzen, die die nationalen Unabhängigkeitsbewegungen der Völker Ost- und Südosteuropas für sie bedeutet hätten. Ein ähnliches Verhalten können wir im wesentlichen auch bei Frankreich feststellen. Die späteren Ereignisse, wie zum Beispiel die wiederholten Versuche Karl von Habsburgs im März und Oktober 1921 zur Wiedererwerbung des ungarischen Thrones (mit sehr zweideutigem Verhalten französischer offizieller Kreise im Hintergrund) zeigten, daß man dem Habsburger Reich als Gegengewicht gegen Deutschland eine gewisse Daseinsberechtigung zuschrieb. Als im französischen Senat die Ratifikation des Friedensvertrages von Trianon auf der Tagesordnung stand (30. Juni 1921), gab der Berichterstatter, Reynald seiner Meinung dahingehend Ausdruck, daß es besser gewesen wäre, die Österreichisch-Ungarische Monarchie zu erhalten, denn sie hätte die Rolle des Gegengewichtes Deutschland gegenüber spelen können.[132]

Die Quelle der Widersprüche, die sich im Verhalten der englischen, französischen und amerikanischen Regierungskreise zeigten, ist einesteils in den Klassenverhältnissen, im Aufschwung der durch die Arbeiterklasse geführten revolutionären Bewegungen zu suchen, andernteils in der Gestaltung der inter-

[131] The Intimate Papers of Colonel House. Bd. III, S. 337—338. — »The Entente was determined upon the defeat of Germany, and once this was accomplished the break up of Austria-Hungary became inevitable. The solution of federal autonomy some years before might have settled the Habsburg problem, but it was now too late. The disintegration of the Dual Monarchy had already gone so far that Austria-Hungary could not longer be held together except by a girdle of German bayonets. A realization of this fact would conceivably have hastened the end of the war, for instead of discussing such projects as ‚autonomy' and ‚self-government', which irritated and discouraged the rebellious Slavs, American and Allied leaders might have launched the revolution which they could not prevent, and profited by it. As it was, the work of propaganda conducted by Northcliffe and Steed, with the cooperation of Masaryk and the South Slav leaders, which ultimately ate into the morale of the Habsburg armies, was delayed, and assistance which might have proved invaluable to the Entente in the moment of supreme danger in the spring of 1918, was left on one side.«

[132] Annales du Sénat (Nouvelle série). Documents parlementaires. Session ordinaire de 1921. Tome LXVII. Du 11 Janvier au Juillet 1921. S. 817 (Paris 1922). — »Quoi qu'il en soit, la guerre, au lieu d'éveiller chez les autres nationalités un sentiment de loyalisme, n'a suscité que des pensées de libération et d'indépendance et, avant mème la fin des hostilités, la désagregation du royaume était acquise. — Certains le regrettent et demeurent fidèles à la doctrine qui voulait que l'Autriche-Hongrie fut dans l'Europe Centrale un empire vigoureux et puissant, capable de faire échec à l'ambitieuse Allemagne. Cela aurait était mieux ainsi, si toutefois l'Autriche-Hongrie avait voulu jouer ce rôle, au lieu de devenir la vassale de Berlin. En tout cas, les regrets sont aujourd'hui superflus et la doctrine ne peut aller contre les faits accomplis.«

nationalen Lage mit besonderer Rücksicht auf das aus dem Siege der Großen Sozialistischen Oktoberrevolution geborene Sowjetrußland. Der Zerfall der Österreichisch-Ungarischen Monarchie konnte jedoch — ohne Rücksicht darauf, wie diese Kreise dachten und handelten — nicht aufgehalten werden, und mit den auf ihren Ruinen zustande gekommenen Nationalstaaten mußte als mit einer Tatsache von allen Seiten, auch von Seiten Deutschlands gerechnet werden.

Die Vorgeschichte und der Gang des zweiten Weltkrieges bestätigten, daß die Unterwerfung und später die gänzliche Unterjochung der Länder Ost- und Südosteuropas durch Deutschland einen organischen Teil nicht nur des Angriffs auf die Sowjetunion, sondern auch des Krieges gegen den Westen bildet. Sowohl chronologisch als auch aus taktischem Standpunkt geschah der erste Schritt immer in Richtung auf Österreich, da dieses der Schlüssel zu Ost- und Südosteuropa ist.[133] Die Einverleibung Österreichs, des seinerzeitigen Pfeilers des Habsburger Reiches, hätte eine wichtige Brückenkopfstellung geschaffen, die Herrschaft über das gesamte Gebiet der früheren Österreichisch-Ungarischen Monarchie zu sichern.[134]

Die deutschen Imperialisten resp. deren ideologische Fürsprecher vermeinten, in der Zerschlagung der Österreichisch-Ungarischen Monarchie eine Rückentwicklung,[135] im Zustandekommen der neuen Nationalstaaten auf dem in

[133] Br. F. P. Erste Serie. Bd. VI, S. 40—53. — Die Berichte Francis Oppenheimers (vom 2. Juni resp. 20. Juni 1919) über die wirtschaftliche, finanzielle und internationale Lage Österreichs. Über die Lage Österreichs heißt es in dem Bericht: »For the present Germany's ambitions towards the East have been arrested. No one can say for how long. Vienna owes much of its historical and economic importance to the fact that it is the most eastern of the truly European towns of primary importance and a base of action in near Eastern affairs. If (New) Austria were linked to Germany, it would become the jumpingoff ground from where Germany would prepare a new attempt to satisfy her 'Drang nach Osten'« (S. 44). — Das Memorandum des englischen Außenministeriums (S. 153—156) vom 15. August 1919 für die Mitglieder des Kabinetts wurde mit Berücksichtigung der Berichte Oppenheims verfaßt und machte sich die dort ausgeführten Befürchtungen zu eigen. — »Once Germany is in Vienna she is again on the Balkans and Constantinople, and will resume her 'Drang nach Osten' policy, one of the causes of the war. The problem of the German minority in Bohemia at once becomes acute: and the continuance of the Czechoslovak Republic is definitely threatened« (S. 155). — Der VI. Band der ersten Serie der Br. F. P. enthält im allgemeinen interessantes Material über das Verhalten Englands im Zusammenhang mit der nach der ungarischen Gegenrevolution des Jahres 1919 herausgebildeten Lage; er gibt von mehereren Seiten Einblick in den Konkurrenzkampf des englischen und französischen Imperialismus um die ost- und südosteuropäischen Positionen im allgemeinen, um Österreich im besonderen.

[134] Deutsches Zentralarchiv Potsdam. Reichskanzlei, Salzburger Verhandlungen. Bd. 1, Nr. 8, S.

11. F. G. Kleinwächter und Hans von Paller: Die Anschlußfrage (Wien 1930). — »Im mitteleuropäischen Blickfeld verkörpert der Wien-Berliner Anschluß nichts weiter als eine Etappe in der Vereinigung der Staaten von Mitteleuropa . . . — In der ersten Zone des deutsch-österreichischen Kraftfeldes werden zweifelsohne die Staaten Ungarn, Bulgarien, Jugoslawien und Rumänien fallen« (S. 210). — »Wien, die große Sorge Kleinösterreichs, ist für Deutschland das gegebene Ausfallstor nach Osten . . .« (S. 364). — ». . . bleibt ja *Wien das Tor zum Osten*« (S. 426).

[135] Heinrich Benedikt: a. a. O. S. 10.

Edmund von Glaise-Horstenau: Die Katastrophe. Die Zertrümmerung Österreich-Ungarns und das Werden der Nachfolgestaaten. S. 482—491 (Wien 1928).

Frage stehenden Gebiet Europas eine sog. »Balkanisierung« zu sehen.[136] Als sich der deutsche Außenminister Curtius am 31. März 1931 mit der durch den Plan einer deutsch—österreichischen Zollunion entstandenen internationalen Lage befaßte, warf er einen Rückblick auf die Verhältnisse nach 1918. Er kam zu der Schlußfolgerung, daß das wirtschaftliche Elend Europas in erster Reihe in der Zerstückelung zu suchen sei und daß es nur einen Ausweg gebe: die Vereinigung in größere Wirtschaftsgebiete.[137] Das Blatt des Reichskanzlers Brüning, »Germania«, befaßte sich im Frühjahr 1931 mit der Notwendigkeit der deutsch—österreichischen Zollunion und gab seinem Bedauern Ausdruck, daß dieser Plan seinerzeit gescheitert ist, denn er wäre geeignet gewesen, das durch die territorialen Bestimmungen des Friedensvertrages von Versailles »balkanisierte« Mitteleuropa zu einem wirtschaftlich lebensfähigen Großraum zu gestalten.[138]

Die Expansion nach dem Westen und nach dem Osten — gleichzeitig — auf die Tagesordnung zu stellen, schien unmittelbar nach Beendigung des Krieges, aus verständlichen Gründen, einstweilen aussichtslos. Im Gedächtnis der politischen, militärischen und wirtschaftlichen Führer Deutschlands war die Niederlage vom Jahre 1918 noch allzu lebhaft, die Mehrheit von ihnen war sich darüber im klaren, daß es unmöglich sei, unter den gegebenen Kräfteverhältnissen gewaltsam eine Wendung sowohl im Osten als auch im Westen herbeizuführen. Auf Grund taktischer Überlegungen wünschten sie vorerst. nur die Bedeutung der östlichen Räume zu betonen und in den Vordergrund zu stellen — mit Berufung auf den zukünftigen Frieden Deutschlands und Europas. Die Broschüre »Der Friedensvertrag und Deutschlands Stellung in der Weltwirtschaft«, die sich mit der Entwicklung der Lage Deutschlands nach dem Kriege befaßt, enthält ein aufschlußreiches Bekenntnis im Zusammenhang mit den nach Osten gerichteten Plänen des deutschen Imperialismus. »Der Friede von Versailles hat allen Bestrebungen, einen geschlossenen Handelsstaat auf verbreiterter Grundlage zu schaffen, ein Ende bereitet. An Stelle eines gewaltigen, von Belgien bis Bagdad reichenden zusammenhängenden wirtschaftlichen Imperiums ist eine Zersplitterung Mittel- und Osteuropas getreten . . . — Der Rest von Mittel- und Südosteuropa besteht aus verhältnismäßig kleinen Wirtschaftsgebieten, die eine selbständige wirtschaftliche Existenz nicht zu führen vermögen und auf Verkehr mit ihren Nachbarn angewiesen sind, die aber diesen Verkehr teils nicht pflegen wollen, teils zur Zeit nicht pflegen können, weil sie einander feindlich gegenüberstehen. Das Prinzip der

[136] Franz von Papen: Memoirs. S. 92.
Ludwig Dehio, a. a. O. S. 26.
German History. Some New German Views. S. 42 (London 1954). — Der von Hans Kohn redigierte Band enthält Studien von Meinecke, Dehio, Holborn, Buchheim usw. und wirft ein interessantes Licht auf die hauptsächlichen Probleme der deutschen Geschichtsschreibung nach dem zweiten Weltkriege, besonders was die Lehren der zwei Weltkriege betrifft.

[137] Frankfurter Zeitung. Nr. 242—244, S. 2 (1. April 1931).

[138] J. Papoušek: Politischer Hintergrund der deutsch-österreichischen Zollunion. S. 38 — 39 (Prag 1931).

Volksgemeinschaft hat über das Prinzip des geographischen-wirtschaftlichen Zusammenhangs gesiegt«, resumiert der Verfasser und stellt dann resigniert fest: »Die Wirtschaft Europas ist in Brüche gegangen.«[139]

Als die deutsche Friedensdelegation in ihrer Note vom 29. Mai 1919 zu den Friedensbedingungen Stellung nahm, warf sie den siegreichen Großmächten vor, daß sie sich bei ihren territorialen Entscheidungen einmal auf unvergängliche historische Rechte, ein andermal wieder auf wirtschaftliche Interessen berufen — jedoch immer zum Nachteil Deutschlands.[140] Die Kritik ist zweifellos stichhaltig, die Vorbereitung und Ausarbeitung des Friedensvertrages von Versailles ist nicht durch Konsequenz gekennzeichnet. Ebenso wenig charakterisierte sie aber die Arbeit der deutschen Friedensdelegation[141] sowie die spätere offizielle deutsche Außenpolitik, die die Berechtigung des Zustandekommens und des Bestandes der neuen Nationalstaaten einmal mit wirtschaftlichen Argumenten, ein andermal mit der Anführung ideologischer Erwägungen bestritt.[142] Unter den beiden Erscheinungen bestanden natürlich enger Zusammenhang und Wechselwirkung, die ideologischen Argumente waren angetan, die infamen Zielsetzungen des deutschen Imperialismus, die materiellen Charakter hatten, zu tarnen und zu verschönern.

Der Zerfall der Österreichisch-Ungarischen Monarchie und das Zustandekommen der Nationalstaaten bedeutete für den deutschen Imperialismus und Militarismus sowohl vom militärischen als auch vom wirtschaftlichen Standpunkt einen ernsten Schlag. Das zwischen Deutschland und der Österreichisch-

[139] Der Friedensvertrag und Deutschlands Stellung in der Weltwirtschaft. S. 214 (Berlin 1921).

[140] Urkunden . . . Bd. I, S. 444.

[141] Alma Luckau: The German delegation at the Paris Peace Conference. S. 27—53 (Newyork 1941).

H. M. V. Temperley: a. a. O. Bd. II, S. 3.

Urkunden, a. a. O. Bd. I, S. 456—477. — S. die deutschen Einwände gegen die territorialen Forderungen.

[142] H. W. V. Temperley: a. a. O. Bd. II, S. 3—4. — Der Verfasser verweist treffend darauf, wie — deutscherseits — in der Vergangenheit die Fähigkeit zur Staatsbildung der slawischen Völker bezweifelt wurde und wie diese Anschauung, in gar nicht allzusehr verhüllter Form in den Einwendungen der deutschen Friedensdelegation zur Geltung kam.

Hans Rothfels: Die Nationalidee in westlicher und östlicher Sicht. — Theodor Schieder: Das Problem des Nationalismus in Osteuropa. Osteuropa und der deutsche Osten. Beiträge aus Forschungsarbeiten und Vorträgen der Hochschulen des Landes Nordrheinwestfalen. Reihe I. Rheinische Friedrich-Wilhelm Universität, Bonn. Buch 3. (Köln 1956). — Beide Verfasser wünschen — getreu ihrem früheren Standpunkt — zu beweisen, daß das im westlichen Sinne genommene nationale Prinzip, in seiner Endstufe der Bestand der Nationalstaaten, im Osten sinnlos und bloß die Quelle unvermeidlicher Konflikte sei. Ihre Theorie ist nichts anderes als die neueste Variante der früheren, schon nach dem ersten Weltkrieg entwickelten These, die die Fähigkeit der Völker Ost- und Südosteuropas zur Staatsbildung und Staatserhaltung bezweifelt. (S. Hans Rothfels, Der Vertrag von Versailles und der deutsche Osten. Berliner Monatshefte. 3, S. 24 (1934). — Hans Rothfels, Das Problem des Nationalismus im Osten. Erschienen in: Deutschland und Polen. Beiträge zu ihren geschichtlichen Beziehungen. Hrsg. von Albert Brockmann [Berlin 1933]; der Band enthält außer den erwähnten noch viele Studien, die ausnahmslos darauf abzielen die Überlegenheit und Führerrolle der Deutschen in Ost- und Südosteuropa zu beweisen.)

Ungarischen Monarchie am 12. Mai 1918 abgeschlossene Abkommen[143] ist zunichte geworden. Im Sinne dieses Abkommens wollten die beiden Reiche in Zukunft nicht nur ihre militärischen Anstrengungen unter deutscher Führung koordinieren, es war auch eine sehr enge wirtschaftliche Zusammenarbeit nach dem Kriege geplant. Die Ergebnisse der im Oktober 1918 vor dem Abschluß stehenden, die Zollunion vorbereitenden Verhandlungen[144] wurden durch den Sieg der revolutionären und nationalen Unabhängigkeitsbewegungen zunichte gemacht, zu ihrer Durchführung kam es nicht mehr. Der Sieg der sozialistischen Revolution in Rußland, die Erfolge der nationalen Unabhängigkeitsbewegungen in den Ländern von Ost- und Südosteuropa brachten das deutsche Großkapital um den sehnlich gewünschten Lebensraum.[145]

In welchem Maße die Vertreter des höchstentwickelten deutschen Imperialismus den Bestand der auf den Ruinen der Österreichisch-Ungarischen Monarchie zustande gekommenen Staaten bezweifelten, das bezeugt sehr charakteristisch die Aussage des Hauptkriegsverbrechers von Papen. In seinen, während der Haft geschriebenen Betrachtungen über das Verhältnis zwischen Deutschland und der Österreichisch-Ungarischen Monarchie erklärt er — unter anderem — folgendes: »Die Zerstörung der Doppelmonarchie und damit des Machtausgleiches in Südosteuropa war ein politischer Fehler größten Ausmaßes. Er wurde von Staatsmännern hervorgerufen, die die politischen und kulturellen Taten der Habsburger während der Jahrhunderte nicht verstanden und deshalb ihre Werke auf ein Nichts herabsetzten. Gerade so wie die Tschechoslowakei, Ungarn, Polen und Jugoslawien kaum imstande waren, ihre politische und wirtschaftliche Existenz aufrechtzuerhalten, war der deutsche Rest dieser großen Monarchie schlecht geeignet für eine unabhängige Existenz.« — Die Österreichisch-Ungarische Monarchie mußte zwar einmal ein Ende nehmen — meint Papen —, jedoch nicht deshalb, daß an ihre Stelle Nationalstaaten treten, sondern im Interesse dessen, daß es ein Teil des Nachfolgers des »Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation«, des sog. »Dritten Reiches« werde. Mit Bedauren stellt Papen fest, daß die verantwortlichen Leiter der Friedens-

[143] Deutsches Zentralarchiv Potsdam. Reichskanzlei, Ausw. Angel. 4. Bd. 1, Nr. 6, S. 174—175.

Ebenda S. 181—182. Aufzeichnungen über die Verhandlungen.

D. H. Miller: a. a. O. Bd. II, S. 414—415.

Heinrich Benedikt: a. a. O. S. 26.

[144] J. Gratz — R. Schüler: Die äußere Wirtschaftspolitik Österreich-Ungarns, Mitteleuropäische Pläne. S. 106 (Wien 1925). — »Für *Deutschland* war es innerpolitisch bedeutungsvoll, in der Vereinigung mit Österreich-Ungarn einen Erfolg des furchtbaren Krieges zu erreichen. Dies sollte einen wenigstens teilweisen Ersatz dafür bilden, daß selbst bei einem günstigen Kriegsausgang die Erlangung von äußeren Vorteilen, die auch nur einigermaßen im Verhältnis zu den Opfern gestanden wären, ausgeschlossen erschien. Wirtschaftlich war für die deutsche Industrie die Vergrößerung des österreichischen Marktes und die Erweiterung ihrer Produktionsbasis ein wesentlicher Vorteil« (S. 54).

[145] Werner Conze: Die Strukturkrise des östlichen Mitteleuropas vor und nach 1919. Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte. Nr. 4, S. 327 Oktober 1953.

konferenz es nicht begriffen haben, daß »Bismarcks Gründung des zweiten Reiches — auch seiner Meinung nach — nur eine historisch notwendige zeitliche Lösung war. Bismarcks große Staatsmannskunst (Vertrauen auf die historische Vollendung des Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation für die europäische Völkerfamilie) erkannte die Rolle der Doppelmonarchie in der Stabilität Mittel- und Südosteuropas sehr gut.«[146]

Die Zeugenaussage von Papens ist auch aus dem Gesichtspunkt sehr aufschlußreich, wie die angesehenen Vertreter der deutschen resp. österreichischen Geschichtsschreibung der nach Osten gerichteten Expansion des deutschen Imperialismus dienten. Von Papen stellt mit Befriedigung fest, daß von der Mitte der dreißiger Jahre angefangen in der deutschen resp. österreichischen Geschichtsschreibung die Gegensätze oder Unterschiede zwischen den großdeutschen und kleindeutschen Tendenzen immer mehr verschwanden. »Während dieser Jahre«, meint er, »verließ schließlich auch die Geschichtsschreibung den kleindeutschen Standpunkt, der alles durch die Brille entweder Preußens oder Österreichs betrachtete. Friedrich der Große und sein damaliger großer Gegner Maria Theresia wurden zum ersten Male in den betreffenden gegnerischen Lagern mit Achtung anerkannt, die diesen zwei großen Persönlichkeiten der gesamtdeutschen Geschichte geziemt. — Der ausgezeichnete Historiker Professor Srbik kann für sich in Anspruch nehmen, die Augen aller Deutschen für die Verdienste des Hauses Habsburg im Dienste des Reiches geöffnet zu haben. Gleichzeitig demonstrierte er den österreichischen Partikularisten, daß Preußens Vollendung und Bismarcks Schöpfung des Zweiten Reiches gerechtfertigt und historisch gut fundiert war.«[147]

In seiner, nach der Einverleibung Österreichs geschriebenen Studie[148] führt Srbik aus: »Der Dualismus Österreich-Ungarns war als Augenblickslösung unvermeidlich, als Dauereinrichtung wirkte er vernichtend für die zweite der mitteleuropäischen Großmächte. Er geriet in Widerspruch mit der geschichtlichen Tatsache, daß das deutsche Volkselement der größte Baumeister und der Halt des Ganzen war vom Gardasee bis Kronstadt, im Sudetenraum, in Galizien und in der Bukovina und Ungarn.«[149] Wenn daher im Früh-

[146] Der Hochverratsprozeß gegen dr. Guido Schmidt vor dem Wiener Volksgericht. S. 346 ; 352 (Wien 1947). Document — PS 3300.

[147] *Ebenda* S. 372.

[148] Heinrich von Srbik : Mitteleuropa. Das Problem und die Versuche seiner Lösung in der deutschen Geschichte (Weimar 1938).

[149] *Ebenda* S. 33.

Procès des grands criminels de guerre . . . Bd. XXXVII, S. 443—460. Document L—043. — Als der Chef des Organisations-Stabes im Generalstab der Luftwaffe mit dem Datum vom 2. Mai 1938 den perspektivischen Plan der Luftwaffe fertigstellte, hatte er damit gerechnet, daß Ungarn im Jahre 1950 schon Großdeutschland einverleibt sein wird. Der perspektivische Plan beinhaltet die Grenzen, die Deutschland bis zum Jahre 1950 zu erreichen hat, sowie die Friedensgliederung der Luftwaffe. Die beigeschlossene Karte besagt : »die die Reichsgrenze darstellende Linie (Tu schwarz) umfaßt auch Österreich, Tschechoslowakei, *Ungarn* (Heraus-

Abb. 6. Perspektivischer Plan der Einverleibung Ungarns vom Jahre 1938. (Vgl.: Nazi conspiracy and aggression. — VIII. Band — 779. Seite) S. Fußnote 149, Seite 88—89)

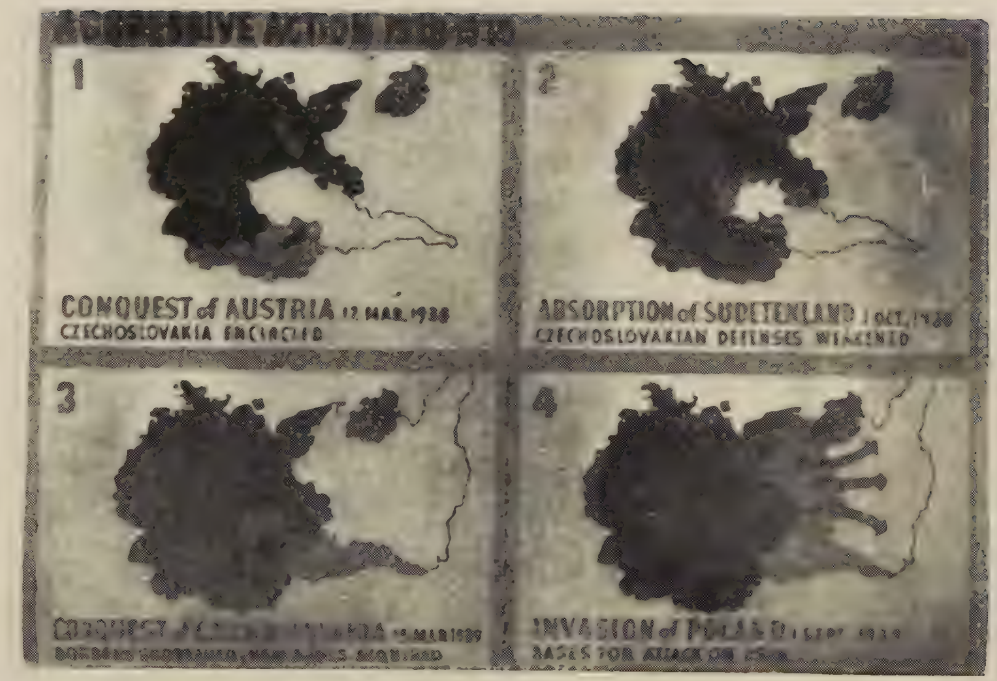

Abb. 7. Der Weg der deutschen faschistischen Aggression und der organische Zusammenhang ihrer Abschnitte. (1938—39)
(Vgl.: Nazi conspiracy and aggression, — VIII. Band — Seite 780.)

jahr 1938 der Anschluß zustande kam, so begann damit — laut Srbik — nur ein geschichtlicher Prozeß und der Anschuß bedeutet nicht dessen Abschluß, sondern lediglich seine erste Etappe. »Mit dem Eintritt des deutschen Österreich«, schreibt Srbik, »wird das erste Mitteleuropa, das Heilige Reich, wenngleich nicht in seiner räumlichen Ganzheit, so doch in seinem grundsätzlichen Wesen als die Vereinigung der Gesamtheit des geschlossen siedelnden deutschen Volkes wieder zur Wirklichkeit.«[150]

*

Der Zerfall der Österreichisch-Ungarischen Monarchie und das Zustandekommen der Nationalstaaten untergrub in Ost- und Südosteuropa die Positionen des deutschen Imperialismus und machte den Weg frei für eine raschere und vielseitige Entwicklung der Produktivkräfte.[151] Ost- und Südosteuropa

hebung von mir — L. Zs.), Polen und die baltische Küste bis zum Finnischen Meerbusen« (S. 443). Die Gliederung der Luftwaffe im Frieden sollte sich folgend gestalten : »7 Gruppenkommandos : 1 Berlin, 2 Braunschweig, 3 München, 4 Wien, 5 *Budapest* (Heraushebung von mir — L. Zs.), 6 Warschau, 7 Königsberg« (S. 445).

Ebenda Bd. XXXV, S. 358—365. — Document D—679. — Im März 1944, unmittelbar vor der Besetzung Ungarns hat Kaltenbrunner, der Leiter des S. D. für Hitler eine Denkschrift über die gänzliche Unterwerfung Ungarns verfaßt. Die einleitenden Worte lauten : »Vom Reich her gesehen ist auf weite Sicht eine Eingliederung des ungarischen Raumes als eines wesentlichen Teiles des alten Habsburger Machtbereiches unerläßlich« (S. 359).

[150] *Ebenda* S. 41. — Was Srbik unter Mitteleuropa versteht, das erhellt aus folgendem : »Die deutsche Geschichtswissenschaft hingegen hat allzu rasch die Geburt eines politischen Mitteleuropa erst dem Bündnis des Deutschen Reichs und Österreich-Ungarns vom Jahr 1879 zuzuschreiben vermeint. Deutsche geopolitische Betrachtung hat sich um die räumliche Erfassung Mitteleuropas bemüht : sie begreift unter Zentraleuropa zumeist den Raum, den Deutschland, Österreich-Ungarn, die Randstaaten, Westrußland und Rumänien vor dem Kriege einnahmen und der von Ost- und Nordsee, dem Finnischen, dem Schwarzen Meer und der Adria begrenzt und von Rhein und Donau, Elbe, Oder und Weichsel, Memel, Düna und Dnjester durchzogen wird. Innerhalb dieses Raumes scheidet sie eine Übergangs- und Mischungszone zwischen dem eigentlichen Mitteleuropa, das den geschlossenen Volks- und Kulturboden umschließt und bereits überschreitet, und dem unzweifelhaften Osteuropa, ein »Zwischeneuropa«, das etwa durch die Linien Danzig—Triest und Riga—Odessa bestimmt ist und durch das Streudeutschtum für uns gekennzeichnet ist. Auch vom Westen ist Mitteleuropa durch keine feste Grenze getrennt. Offen bleibt auch der heute französische Raum, der vom Meer, den Pyrenäen und den Westalpen an drei Seiten geschlossen ist, an seiner östlichen und nordöstlichen Flanke ; die Ardennen, der Rhein, die Maas bilden keine natürliche Barriere, das Stromnetz des Rheins mit seinen westlichen Nebenflüssen sowie der Rhône und Saône scheiden und verbinden zugleich den Mittelraum und Flankenraum. Wie Mitteleuropa im Norden durch die Meere von Skandinavien getrennt und mit ihm verknüpft ist, so hat es im Süden an den Alpen und der Donau seine räumliche Scheidung und Verklammerung. Dieser mitteleuropäische Raum ist ganz überwiegend deutscher Volks- und Kulturboden geworden . . .« (S. 4—5).

Volk unter den Völkern. Herausgegeben von dr. K. E. von Loesch. S. 62—73 (Breslau 1925). Siehe die Studie von Albrecht Penck : Deutscher Volks- und Kulturboden.

[151] Gustav Gratz und Richard Schüller : a. a. O. — Die Arbeit als Ganzes ist eine Widerlegung der These, laut welcher im Laufe des Krieges im Rahmen der Österreichisch-Ungarischen Monarchie einerseits, andrerseits in der Relation Deutschlands und der Monarchie eine Entwicklung in einheitlicher Richtung begonnen habe, in der Richtung der Herausbildung eines wirtschaftlichen Großraumes, der unter der Führung Deutschlands außer den Gebieten der beiden Reiche auch die in den Friedensverträgen von Brest-Litowsk und Bukarest gesicherten Gebietsgewinne umfaßt hätte. Die Wahrheit dagegen ist, daß der Bestand der Monarchie — auch in ihrer zeitgemäßen Form — sowie die wirtschaftliche Hegemonie Deutschlands in Ost-

wurde — vor dem ersten Weltkrieg — vom deutschen Finanzkapital als sein natürliches Jagdrevier betrachtet. Der deutsche Kapitalexport, der zwischen 1883 und 1914 auf ungefähr das Fünffache angewachsen war und am Vorabend des ersten Weltkrieges die Summe von 22—25 Milliarden erreichte,[152] entfiel nach der geographischen Verteilung zur Hälfte auf Europa (inklusive der Türkei).[153] Die weitere Verteilung war ebenfalls sehr charakteristisch und wirft ein Licht auf die materiellen Beweggründe zu jenen Argumenten, die das Recht der Völker Ost- und Südosteuropas auf eine selbständige staatliche Existenz bezweifeln.[154] Von dem in den europäischen Staaten investierten deutschen Kapital (12,5 Milliarden Mark) entfielen mehr als zwei Drittel auf die Österreichisch-Ungarische Monarchie (3 Milliarden Mark), Italien (1,8 Milliarden Mark), auf die Balkan-Staaten (1,7 Milliarden Mark) und die Türkei (1,8 Milliarden Mark).

Die Ausbreitung Deutschlands in Ost- und Südosteuropa sowie im Nahen Osten, in erster Reihe in der Türkei, stieß auf den Widerstand seiner imperia-

und Südosteuropa das sowieso überholte wirtschaftliche, gesellschaftliche und politische System dieses Gebietes nur konserviert und auf letzter Stufe zurückentwickelt hätte.

Nazi conspiracy and aggression . . . Bd. I. — Die Ereignisse des zweiten Weltkrieges haben gezeigt, welche Rolle Hitler und sein Anhang, die mit dem deutschen Finanzkapital in enger Verbindung standen (siehe den Abschnitt: Economic Aspects of the Conspiracy und seine Dokumente auf S. 349—369), den Völkern Europas im allgemeinen, den Völkern Ost- und Südosteuropas im besonderen zugedacht haben (siehe den Abschnitt: „Germanisation and Spoliation" und seine Dokumente auf S. 1023—1096).

H. R. Trevor: Hitler's Secret Conversations 1941—1944 S. 28. (Newyork 1953). — Hitler spricht über die Berechtigung des bereits überlebten Systems der Großgrundbesitze, das das Elend eines großen Teiles des ungarischen Volkes verursachte, und sagt (September 1941): »In the mass, the Hungarian is as lazy as the Russian. He's by nature a man of the steppe. From this point of view, Horthy is right in thinking if he abandonned the system of great estates, production would rapidly decline.«

S. Adolf Hitler: Libres propos sur la guerre et la paix. Recueillis sur l'ordre de Martin Bormann. S. 34 (Paris 1952). — Enthält denselben Text nur mit der Abweichung, daß als Datum des Gesprächs der 17—18. September angegeben wird, während im vorerwähnten Buche der 14—15. September angeführt wird.

Hermann Aubin: Der deutsche Osten und das Abendland (München 1953).

Fritz Gause: Deutsch—Slawische Schicksalsgemainschaft. Abriß einer Geschichte Ostdeutschlands und seiner Nachbarländer (Kitzingen/Main 1953). — Sich darauf berufend, daß Deutsche und Slawen aufeinander angewiesen sind, soll bewiesen werden, daß im Ostraum die Vormundschaft und Führung durch erstere notwendig sei, und es wird dabei — absichtlich — außer acht gelassen, daß die Abhängigkeit von Deutschland, auf Grund ungesunder Arbeitsteilung, die Völker Ost- und Südosteuropas zur Stagnation und einseitigen Entwicklung, ja sogar — wie es die Ereignisse des zweiten Weltkrieges gezeigt hatten — zum Aussterben verurteilt hätte. Beide Arbeiten sind Produkte der dem in Westdeutschland wiederauflebenden Imperialismus die geistigen Argumente liefernden »Ostforschung«.

[152] Herbert Feis: Europe the World's Banker 1870—1914. Account of European Foreign Investment and the Connection of World Finance with Diplomacy before the War. S. 71 (London 1930).

The Problem of International Investment. A Report by a Study Group of Members of the Royal Institute of International Affairs. S. 126—127 (London 1937).

[153] H. Feis: a, a. O. S. 73—78.

The Problem of International Investment, S. 126—128.

[154] Hermann Aubin: a. a. O. S. 207. — Vom Gesichtspunkt der ideologischen Argumente ist in der Studienreihe die Abhandlung von *Hans Rothfels* »Ostdeutschland und die abendlän-

listischen Rivalen England und Frankreich und gefährdete — wenn auch nicht in gleichem Maße und auf gleichem Territorium — deren Interessen. Für die ausländischen Kapitalsinvestitionen Englands vor dem ersten Weltkrieg ist bezeichnend, daß fast die Hälfte auf das Gebiet des Britischen Reiches entfiel und ganz Europa nur 5,8% aufnahm.[155] Was Frankreich anbelangt, hat sich dort die Lage anders entwickelt, denn in den Jahren 1900—1914 erhöhte sich den Kapitalexport nach Rußland, der Türkei und den Balkanstaaten. Nach der Österreichisch-Ungarischen Monarchie erhöhte er sich zwar nicht, bewegte sich aber im großen und ganzen auf dem gleichen Niveau,[156] nicht zuletzt mit der Intention, Deutschland zu paralysieren, denn ein Übergewicht Deutschlands in der Monarchie hätte es zum Herren von Ost- und Südosteuropa gemacht.[157] Außer aus militärischen und strategischen Überlegungen hat Frankreich auch aus wirtschaftlichen Gesichtspunkten empfindlicher als England auf die sich in Richtung Ost- und Südosteuropa zeigenden Ansprüche Deutschlands reagiert.[158]

*

Natürlich war man auch englischerseits der Möglichkeit und Gefahr der östlichen Ausbreitung Deutschlands gegenüber nicht gleichgültig. Wenn die Außenpolitik Englands im allgemeinen, besonders aber jene Lloyd Georges,[159] durch viele Inkonsequenzen charakterisiert wird, so kann dies nur teilweise und nicht prinzipiell auf persönliche Gründe zurückgeführt werden, die Er-

dische politische Tradition« die gleichzeitig eine Antwort auf einen früheren Artikel Toynbees bildet sehr lehrreich.

Fritz Gause : a. a. O. S. 272—277.

[155] H. Feis : a. a. O. S. 23.

The Problem of International Investment S. 121.

[156] H. Feis : a. a. O. S. 51.

The Problem of International Investment, S. 125.

[157] Antonin Basch : The Danube Basin and the German Economic Sphere. S. 7—13 (London 1944). — Deutschland hatte sich in den Jahren vor dem ersten Weltkrieg — alle anderen Staaten weit hinter sich zurücklassend — in der Ein- und Ausfuhr der Österreichisch—Ungarischen Monarchie den ersten Platz gesichert, sein Anteil an der Kapitalsinvestierung übertraf den Englands und Frankreichs zusammengenommen. Nachdem es in Rumänien, Serbien und Bulgarien ein entscheidendes Gewicht hatte, hätte dies — gepaart mit der in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie erzielten Hegemonie — eine Monopolherrschaft in Ost- und Südosteuropa zur Folge gehabt.

Herbert Kniesche : Die großdeutsche Wirtschaftseinheit. Geschichte und Gegenwartsprobleme der österreichisch—deutschen Wirtschaftsverflechtung. S. 1—70 (Leipzig, 1929).

[158] Political and Strategic Interests of the United Kingdom. By a Study Group of the Royal Institute of International Affairs. S. 5 ; 79 (London 1939). — Eine Ausnahme bildete — eine Zeitlang — das Baltikum, doch der Abschluß des englisch—deutschen Flottenabkommens im Jahre 1935 schuf eine neue Lage und zeugte davon, daß englische Regierungskreise sich bereit zeigten, den Vorrang Deutschlands im Baltischen Meer anzuerkennen. All dies stand in engem Zusammenhang mit der Befriedungspolitik, auf Kosten der Völker der Sowjetunion, Ost- und Südosteuropas.

D. C. Watt : The Anglo—German Naval Agreement of 1935 : an Interim Judgement. The Journal of Modern History. Nr. 2, S. 159 ; 174 (Juni 1956).

[159] J. M. Keynes : Essays and Sketches in Biography S. 175—180 (Newyork 1956).

Frank Owen : Tempestuous Journey. Lloyd George, his Life and Times. S. 522 —555 (London 1954).

klärung ist hauptsächlich in der wirtschaftlichen Struktur des Britischen Reiches zu suchen. Als J. M. Keynes im Sommer 1919 in Widerspruch zu seinen Landsleuten W. M. Hughes, Lord Sumner und Lord Cunliffe geriet, die seiner Meinung nach übertriebene und unerfüllbare Reparationsleistungen vorgeschlagen haben,[160] so war dies ein Zeichen dafür, daß sich die Gegensätze zwischen den einzelnen Richtungen der englischen Wirtschafts- und Außenpolitik verstärken. Sumner, Cunliffe und der australische Ministerpräsident Hughes vertraten jene Richtung des englischen Imperialismus, der seine Aufmerksamkeit vor allem auf die Meere und die überseeischen Besitztümer richtete und geneigt war, die Interessen des Handels als zweitrangig zu betrachten und Deutschland in erster Reihe als industriellen Konkurrenten fürchtete.[161] Was letzteres anbelangt, war diese Furcht nicht unbegründet, meldete sich doch Deutschland vor dem ersten Weltkrieg auf dem Weltmarkt mit denselben Warenkategorien wie England.[162] Die Lage wurde jedoch dadurch kompliziert, daß Deutschland zu gleicher Zeit — in bezug auf den Handel — im Import und Export des Britischen Reiches eine bedeutende Rolle spielte.[163] Das Interesse des Handels war in großem Maße den Interessen der Industrie entgegengesetzt, denn es erforderte eine Zahlungs-, Kredit- und nicht in letzter Reihe eine kaufkräftige deutsche Wirtschaft; dies wieder bedingte und erforderte unausweichlich die Förderung der Industrie und die Erhöhung ihres Exportes.[164] Eine solche wirtschaftliche Aufrichtung des deutschen Imperialismus — aber in solchen Schranken und mit solchen Garantien — war erwünscht, daß er nicht zum stärksten Konkurrenten, später sogar zum grimmigsten und gefährlichsten

[160] Lloyd George: Die Wahrheit über die Reparationen und Kriegsschulden. S. 20—30 (Berlin 1932).
Lloyd George: The Truth about the Peace Treaties. Bd. I, S. 502—504 (London 1938).
[161] H. F. Simon: Reparation und Wiederaufbau. S. 46—47 (Berlin 1925).
[162] J. M. Keynes: Die wirtschaftlichen Folgen des Friedensvertrages (Leipzig 1921). — Die den Import und Export des Jahres 1913 summierenden »Tabellen zeigen, daß die wichtigsten Ausfuhrposten bestanden aus:

1. Eisenwaren einschließlich Blechen	13,2 v. H.
2. Maschinen usw.	7,5 v. H.
3. Kohle, Koks und Briketts	7,0 v. H.
4. Wollwaren einschließlich roher und gekämmter Wolle	5,9 v. H.
5. Baumwollwaren einschließlich Baumwollgarne, Faden und Rohbaumwolle	5,6 v. H.

Diese fünf Gruppen machten zusammen 39,2 v. H. der Gesamtausfuhr aus. Man wird bemerken — stellt Keynes fest —, daß alle diese Waren zu denen gehören, worin vor dem Kriege der Wettbewerb zwischen Deutschland und England sehr scharf war.«
R. H. Burnham and G. O. Hoskins: Iron and Steel in Britain 1870—1930. A Comparative Study of the Causes which Limited the Economic Development of the British Iron and Steel Industry between the Years 1870 and 1930 (London 1943). — Die Arbeit enthält sehr reiches Material, nicht zuletzt in Hinsicht einer Vergleichung der deutschen und englischen Schwerindustrie.
[163] J. M. Keynes: a. a. O. S. 160. — Im Jahre 1913 gingen 18,1% der deutschen Ausfuhr auf das Gebiet des Britischen Reiches und 18,2% der deutschen Einfuhr kamen von dort.
[164] Herbert Douglas Henderson: The Inter-war Years and Other Papers (Oxford 1955). — Zehn Jahre nach Beendigung des Krieges, besonders in den Jahren der Weltwirtschaftskrise

Gegner werde. Das sich aus dieser Doppelseitigkeit ergebende Dilemma hätte Keynes theoretisch lösen sollen. Sein Buch,[165] das beim Erscheinen allgemeines Aufsehen erregte und zweifellos eine große Wirkung wenn auch nicht auf die öffentliche Meinung, so doch auch auf sehr ansehnliche Staatsmänner ausübte, war trotzdem keinesfalls die Resultante, sondern lediglich

zeigten sich die englisch-deutschen Gegensätze wieder mit voller Kraft. »The principal categories of German export trade are as follows:

	German exports in 1928 £ millions	Percentage of total German exports
Coal and iron products	118	20,1
Textiles	89	15,0
Chemicals	63	10,8
Machinery and vehicles	53	9,1
	323	55,0

But these are also the principal exporting industries of Great Britain, the corresponding figures being as follows:

	British exports in 1928 £ millions	Percentage of total British exports
Coal and iron products	110	15,1
Textiles	244	33,8
Chemicals	25	3,5
Machinery and vehicles	96	13,3
	475	65,7

Thus these four groups of industry account for well over one-half of the recorded export trade of Germany, and for nearly two-thirds of that of Great Britain.«(S. 91) — Zu gleicher Zeit wurde die Situation Englands durch die, sich aus den gegensätzlichen Interessen von Industrie und Handel sich ergebende Lage noch verwickelter in der Reparationsfrage, mit besonderer Rücksicht auf die Wirtschaftskrise der Jahre 1929—1932. »The similarity of economic structure between the two countries is of fundamental importance — schreibt der Verfasser —, because in the long run Germany can only pay reparations by means of so called 'export surplus'. An export surplus can be built up 1. by checking imports ; 2. by stimulating exports ; and the obligation to pay reparations exerts a pressure on German economy in both these directions. Great Britain stands to suffer to some extent from the former tendency, because Germany is normally an important consumer of British goods. Of the total volume of British exports, 8 per cent went to Germany in 1928. But she stands to suffer still more seriously from the latter tendency, because artificial stimulus to German exports is necessarily to the detriment of a country whose industrial life is developed along such similar lines« (S. 92).

[165] J. M. Keynes : The Economic Consequences of the Peace.

Étienne Mantoux : a. a. O. S. 4. — Nach seiner Resignation richtete Keynes ein Schreiben an General Smuts (der für die nachgiebigere Politik Deutschland gegenüber Stellung nahm) und bot ihm seine Dienste an. Smuts ersuchte ihn hierauf, in übersichtlicher Form zusammenzustellen, was eigentlich die wirtschaftlichen und finanziellen Verfügungen des Friedensvertrages bedeuten und welche schädlichen Folgen dieselben in Zukunft haben werden. (Vgl. *S. G. Millin*, General Smuts. Bd. II, S. 255—256 [London 1936].)

die Summierung der Ansichten gewisser Richtungen des englischen Imperialismus. Diese beruhten darauf, daß das Wirtschaftsleben des Britischen Reiches, das gemeinsame Interesse von Industrie und Handel die Konsolidierung der kapitalistischen Wirtschaft Europas, innerhalb dessen Ost- und Südosteuropas fordere, was wiederum — und das war der Kern der Argumentation — ohne die Inanspruchnahme Deutschlands unmöglich ist.[166] Daß deutscherseits für die geleisteten Dienste eine gar nicht bescheidene Gegenrechnung vorgelegt werden wird, davon waren alle, darunter ihr ideologischer Fürsprecher, J. M. Keynes, überzeugt und hielt deren Honorierung — in vernünftigen Grenzen — einesteils für berechtigt, vor allem bei Berücksichtigung seiner Rolle im Wirtschaftsleben Europas, besonders in Ost- und Südosteuropa,[167] andernteils für möglich, da als Ergebnis des Kriegsausganges und seiner Folgen die deutsche Konkurrenz ernsthaft geschwächt wurde. Die Wirtschaft (und was damit gleichbedeutend ist, die Herrschaft) Deutschlands — stellt Keynes fest — »beruhte auf drei Hauptfaktoren: I. seinem Überseehandel, verkörpert in seiner Handelsflotte, seinen Kolonien, seinen Auslandsanlagen, seiner Ausfuhr und den Überseeverbindungen seiner Kaufleute; II. der Ausbeutung seiner Kohle und seines Eisens und der darauf gegründeten Industrieren; III. seinem Verkehrs- und Zollsystem«.[168] Was den ersten und sehr bedeutenden Faktor betrifft, so stärkte dieser infolge der raschen und selbstsüchtigen Aktionen Englands nicht mehr die deutsche Weltherrschaft. Nachdem der dritte Faktor — in bezug auf seine Bedeutung — weit hinter den beiden anderen zurückblieb, verblieb vom Gesichtspunkt Englands nur ein einziges beunruhigendes Problem: ob Deutschland im Besitz von Kohle und Eisen sowie der darauf basierenden Schwerindustrie nicht zum gefährlichsten Konkurrenten und später zum erbittertsten Feind des Britischen Reiches werden wird. Die Lösung dieses Problems ver-

[166] J. M. Keynes: a. a. O. S. 236—243.

[167] J. M. Keynes: Die wirtschaftlichen Folgen des Friedensvertrages. S. 11—12. — »Rings um Deutschland war der Rest des europäischen Wirtschaftssystems gelagert«, schreibt Keynes auf die Lage vor dem Kriege verweisend. ». . . Die Statistik der gegenseitigen wirtschaftlichen Abhängigkeit Deutschlands und seiner Nachbarn ist überwältigend. Deutschland war der beste Kunde Rußlands, Norwegens, Hollands, Belgiens, der Schweiz, Italiens und Österreich—Ungarns, der zweitbeste Großbritanniens, Schwedens und Dänemarks, und der drittbeste Frankreichs. Es war die bedeutendste Zufuhrquelle für Rußland, Norwegen, Schweden, Dänemark, Holland, die Schweiz, Italien, Österreich—Ungarn, Rumänien und Bulgarien, und die zweitbeste für Großbritannien, Belgien und Frankreich. — Wir selbst führten nach Deutschland mehr als nach irgendeinem Lande der Welt außer Indien aus und kauften von ihm mehr als von irgendeinem anderen Lande der Welt außer den Vereinigten Staaten.«—Was die Länder Ost- und Südosteuropas anbelangt, so heißt es: »Deutschland versorgte nicht allein diese Länder durch seinen Handel, sondern lieferte einigen unter ihnen auch eine großen Teil des Kapitals, das es zu seiner eigenen Entwicklung nicht brauchte. Von Deutschlande Auslandsbeteiligungen vor dem Kriege, die im ganzen ungefähr 25 Milliarden Mark betrugen, waren nicht viel unter 10 Milliarden Mark in Rußland, Österreich—Ungarn, Bulgarien, Rumänien und der Türkei angelegt; durch das System der »Friedlichen Durchdringung« gab es diesen Ländern nicht nur Kapital, sondern auch, was sie kaum weniger brauchten, Organisation. *Ganz Europa östlich des Rheins fiel so in das deutsche Industriegebiet, und sein Wirtschaftsleben richtete sich entsprechend ein.*« (Hervorhebung von mir — L. Zs.)

[168] J. M. Keynes: Die wirtschaftlichen Folgen des Friedenvertrages. S. 50.

meint Keynes darin zu finden, daß man Deutschland einerseits — bei entsprechenden Garantien — einen Platz in solchen Wirtschaftsorganisationen sichern muß, durch die es an der Verteilung der Güter der Welt (natürlich als gefügiger Partner der siegreichen Großmächte, in erster Reihe Englands) teilnehmen kann,[169] andernteils muß ihm als Gegenleistung freie Hand in Ost- und Südosteuropa, die riesigen Gebiete Rußlands mitinbegriffen, gesichert werden.[170]

Die Möglichkeit, Sowjetrußland mit militärischen Kräften auf die Knie zu zwingen, schien — im letzten Quartal des Jahres 1919 — den nüchterneren Vertretern Englands schon als sehr fraglich. Statt der offenen und direkten Intervention schien die Anwendung indirekter und verschleierterer Interventionsmaßnahmen für geeigneter. Auch die deutsche Regierung war — im Gegensatz zu den extremsten politischen und militärischen Gruppen — geneigt, mit Rücksicht auf die immer verwickelter werdende internationale Lage im Baltikum und nicht zuletzt auf die Niederlage und stets größere Ausmaße annehmende Demoralisierung der deutschen Militärformationen eine neue Variante der Erhaltung der Positionen im Osten zu versuchen. In dieser Hinsicht war die Antwort charakteristisch, die deutscherseits auf die Note der Verbündeten vom 20. Oktober 1919 überreicht wurde, in welcher — wie bekannt — Deutschland aufgefordert wurde, an der Blockade Sowjetrußlands teilzunehmen. Wenn die deutsche Antwortnote (30. Oktober 1919)[171] feststellt, daß die deutsche Regierung »weiter die Politik der Nichteinmischung in die innere Politik Rußlands befolgen werde, nicht nur grundsätzlich, sondern weil sie glaube, daß diese Politik sich aus praktischen Gründen rechtfertigt«, trennt sie zugleich auf feine, jedoch sehr sinnfällige Art den prinzipiellen Standpunkt und die zu befolgende Praxis. Was das Prinzip betreffe — heißt es in der Note — bewies »die deutsche Regierung . . . ständig durch Wort und Tat, daß sie sich der schweren Gefahren voll bewußt ist, die die Ausbreitung des Bolschewismus

[169] *Ebenda* S. 216—217. — »Der von den Verbündeten bereits eingesetzte Kohlenausschuß sollte ein Organ des Völkerbundes werden und durch Vertreter Deutschlands und der anderen Staaten Mittel- und Osteuropas, der nördlichen Neutralen und der Schweiz erweitert werden. Seine Befugnis sollte nur beratend sein, aber sich auf die Verteilung der Kohlenzufuhren Deutschlands, Polens und der Bestandteile der früheren Österreichisch-Ungarischen Monarchie und des Ausfuhrüberschußes Englands erstrecken.« — »Unter der Aufsicht des Völkerbundes sollte . . . ein Freihandelsverband von Ländern errichtet werden, die sich verpflichten, keine Schutzzollgestzegebung irgendeiner Art gegen die Erzeugnisse anderer Verbandsmitglieder einzuführen. Deutschland, Polen, die aus dem Österreichisch-Ungarischen und Türkischen Reich neu geschaffenen Staaten und die einem Mandat unterstellten Staaten sollten gezwungen sein, diesem Verbande zehn Jahre lang anzugehören, danach aber ihm freiwillig angehören dürfen. Der Beitritt anderer Staaten wäre von Anfang an freiwillig ; *aber es ist zu hoffen, daß wenigstens England eines der ersten Mitglieder werden würde.*« (Hervorhebung von mir — *L. Zs.*)

[170] *Ebenda* S. 240—241.

[171] Sächs. Landeshauptarchiv Dresden. Gesandschaft Berlin. Nr. 367. S. 21. — Auf der Sitzung des Auswärtigen Ausschusses am 24. Oktober 1919 umriß der Außenminister die Hauptlinien der deutschen Antwort. »Wir lehnen die Beteiligung an der Blockadenpolitik ab, erbieten uns aber zu einer gemeinschaftlichen Besprechung des russischen Problems« — sagte Außenminister Müller.

für das Kultur- und das Wirtschaftsleben aller Völker bedeutet«.[172] Wenn sie, was die Praxis anbetrifft, doch einen anderen Standpunkt einnehme, so findet dies seine Erklärung darin, daß sie von der Blockade Sowjetrußlands kein befriedigendes Ergebnis erhofft, sondern im Gegenteil befürchtet, daß diese eine gerade entgegengesetzte Wirkung ausüben wird. Der einzig gangbare Weg zum Sturz der Sowjetmacht bestehe — nach der deutschen Note — in der Ausnutzung der wirtschaftlichen Schwierigkeiten, und zwar mit Hilfe Deutschlands. »Die deutsche Regierung ist bereit«, heißt es in der Note, »sich an einer Aussprache über die in Betracht kommenden Fragen, deren weltpolitische Bedeutung sie gebührend wertet, zu beteiligen. Sie wird sich allen irgendwie zweckmäßig erscheinenden Maßnahmen, die das gemeinsame Ziel des Schutzes gegen den Bolschewismus erreichen helfen, gern anschließen . . . «[173]

Die in der deutschen Antwortnote vorgeschlagenen Maßnahmen stimmten im großen und ganzen mit den Erwägungen Keynes' überein, der dieselben kommentierend seiner Hoffnung Ausdruck verlieh, daß die Engländer »wenn nicht grundsätzlich, so doch wenigstens aus praktischen Gründen, die gleiche Politik befolgen werden«.[174] Das Wesentliche dieser praktischen Politik wiederum wäre, daß England sich nicht damit begnügen könne, in seiner Politik Rußland gegenüber »die von der deutschen Regierung angekündigte Politik der Nichteinmischung gutzuheißen«, sondern es sei seine Aufgabe, »Deutschland zu ermutigen und unterstützen, seinen Platz in Europa als Schöpfer und Organisator des Reichtums bei seinen östlichen und südlichen Nachbarn wieder einzunehmen«.[175]

Wenn sich die offizielle englische Außenpolitik die Argumente Keynes' immer mehr zu eigen machte, geschah das nicht infolge der persönlichen Überzeugungskraft Keynes', sondern weil — auf wirtschaftlichem und internationalem Gebiet — jener Flügel des englischen Imperialismus vorgestoßen ist, der im Interesse des europäischen Gleichgewichtes die relative Erstarkung Deutschlands für notwendig erachtete. Dieser Flügel des englischen Imperialismus hätte gerne mit einem Schlage drei Aufgaben gelöst: die europäische Hegemonie Frankreichs brechen und ihm gegenüber — mit der Aufrichtung Deutschlands — ein entsprechendes Gegengewicht sichern, Deutschland im Zaum und auf der Stufe eines jungen Partners halten und schließlich, jedoch nicht zuletzt Sowjetrußland auf indirektem Wege unterwerfen — hierbei Deutschland in Anspruch zu nehmen und für sich zu verpflichten.[176] Seitens des nüch-

[172] Frankfurter Zeitung. Nr. 816, S. 1. 31. Oktober 1919.
[173] *Ebenda* S. 1.
[174] J. M. Keynes: Die wirtschaftlichen Folgen des Friedensvertrages. S. 239.
[175] *Ebenda* S. 241.
Étienne Mantoux: a. a. O. S. 174. — Der Verfasser verweist richtig darauf, daß der Keynes-Plan — in der Praxis — Ost- und Südosteuropa Deutschland ausgeliefert hätte.
[176] Br. F. P. Erste Serie. Bd. VI, S. 295—296. — Maude befaßt sich in seinem Bericht vom 17. Oktober 1919 mit der Frage der deutsch-russischen wirtschaftlichen Verbindungen und verweist auf die Gefahr, die daraus entstehen würde, wenn es Deutschland gelänge allein und

terneren, mit den Realitäten mehr rechnenden Flügels des deutschen Finanzkapitals zeigte sich auch Bereitschaft — vorübergehend und aus taktischen Erwägungen — die zweitrangige Rolle zu übernehmen;[177] — ob nun mit Erfolg oder nicht, das hing nicht von ihnen und ihren Auftraggebern ab, sondern von den Völkern jener Staaten, in erster Reihe Sowjetrußlands, auf deren Rechnung man den Handel abschließen wollte.

*

Wenn sich die englische Diplomatie den durch Keynes vertretenen Standpunkt immer mehr zu eigen machte, so spielte darin außer den grundlegenden Wirtschaftsfaktoren auch die Rückkehr zur traditionellen Gleichgewichtspolitik eine große Rolle. Die Wiederaufrichtung und relative Stärkung Deutschlands bildete einen organischen Teil jener englischen Außenpolitik, die in Europa ein entsprechendes Gegengewicht zu Frankreich suchte, nicht zuletzt — so sehr dies auch paradox erscheint und klingt — eben um die normalen englisch—französischen Verbindungen zu sichern.[178] Deutschland wäre die Aufgabe zugefallen, in Europa die Macht Frankreichs zu paralysieren, doch auf die Art, daß es diesen Auftrag nicht mißbrauche resp. diesen nicht mißbrauchen könne.[179]

Sollten einzelne Leute aus dem ersten Weltkrieg nicht genügend Lehren gezogen haben, so haben die Vorgeschichte und der Ablauf des zweiten Welt-

ausschließlich seine Hand nach dem russischen Raum auszustrecken. Maude beantragt eine gewisse Arbeitsteilung, die — seiner Meinung nach — mit Rücksicht auf die Nachkriegs-Betäubung des deutschen Großkapitals möglich wäre. »If the possibilities of the German market at the present time were properly understood in England«, schreibt Maude, »it would quickly be realized that it is within the power of British capitalists to get control for an indefinite period of practically every factory in Germany, and through Germany, of Russia. By so doing, England would than have an effective weapon preventing German trade ever becoming a menace to English trade, and at the same time, open up unlimited markets for herself.«

[177] Lucien Graux : Histoire des violations du Traité de Paix. Bd. I, S. 186 (Paris 1921). — Im Dezember 1919 äußerte sich Arnold Rechberg folgendermaßen Guillerville, dem Berichterstatter des »Temps« gegenüber : »L'Allemagne serait heureuse d'être débarassée du dangereux voisinage bolcheviste. Elle profiterait des avantages économiques recueillis pour payer ses dettes et éxecuter scrupuleusement ses engagements à l'égard de ses vainqueurs. Elle se soumettrait à leurs exigences, car elle reconnait que les Alliés peuvent l'empêcher de se relever si elle ne désarme pas leur défiance. L'Allemagne donnerait des garanties qu'elle ne veut pas exploiter des richesses naturelles russes à son profit exclusif, mais qx'elle veut loyalement partager les bénéfices de l'entreprise avec la France et l'Angleterre dans une collaboration féconde et pacifique.«

[178] Lord d'Abernon's diary. An Ambassador of Peace. Bd. II, S. 239 (London 1929). — Auf die Ereignisse nach dem ersten Weltkrieg rückblickend schreibt er im sehr kritischen Abschnitt der internationalen Lage (August 1923) in seinem Tagebuch : »Anyone who supposes that a French Government dominating the Continent as Napoleon dominated it after Tilsit will remain friendly to England must be a poor judge of national psychology. No more foolish expectation could be entertained. It is equally improbable, under such circumstances, that we should be friendly to France. *Desiring the maintenance of the Anglo—French Entente, I am compelled to desire the existence of a strong Germany.*« (Hervorhebung von mir — *L. Zs.*)

[179] Arnold Wolfers : Britain and France between two wars. S. 243. — Über die englische Außenpolitik schreibt er : ». . . the objective, therefore, whatever the motives behind it may have been, can be defined as an attempt to endow Germany with a 'happy medium' of power being somewhere between the Versailles level and on a 'maximum level', by Britain's determination.«

D'Abernon : a. a. O. Bd. II, S. 167—168. — Die Schwächung Deutschlands ergibt — indirekt — die Stärkung Frankreichs, und dies kann — nach den Worten des Verfassers — nicht das Interesse Englands sein.

krieges sehr augenscheinlich aufgezeigt, daß es für den Imperialismus im allgemeinen, für den deutschen Imperialismus im besonderen keinen »goldenen Mittelweg« für die Dauer geben könne. Dies zu betonen, ist deshalb von Wichtigkeit, weil wir in unseren Tagen Zeugen sind, wie einzelne Richtungen, sehr angesehene amerikanische, besonders aber westdeutsche Vertreter der bürgerlichen Geschichtsschreibung bestrebt sind, absichtlich oder unabsichtlich die Bereinigung des Wesens und des Charakters des deutschen Imperialismus und Militarismus zu erschweren oder gar zu behindern, seine Barbarei und Aggressivität von der wirtschaftlichen Grundlage und dem darauf aufgebauten gesellschaftlichen und politischen System zu trennen.[180] Aus diesem Gesichtpunkt ist die Studie Gerhard Ritters über die Probleme des deutschen Militarismus sehr lehrreich.[181] Ausführlicher wird dieselbe Frage auch in seinem Buch[182] behandelt, das in vieler Hinsicht von Ludwig Dehio treffend kritisiert wird.[183] Er hält die Konzeption Ritters für bedenklich der den Militarismus und die sog. »Staatsräson« einander gegenüberstellt und die militärische und politische Seite der Machtbestrebungen voneinander trennt. Ritter verurteilt Ludendorff und Hitler, doch nur deshalb, weil sie das Gleichgewicht zerstörten, das zwischen den zwei Begriffen zu Gunsten der Vernunftmäßigkeit der »Staatsräson« bestand. Letztere hätte gefordert (und hier schließt sich die Theorie Ritters der Praxis an, der Periode 1939—1945, als er selbst gegen die von Hitler repräsentierte — seiner Meinung nach unvernünftige — »militaristische« Politik war), daß Deutschland nach dem ersten Weltkrieg und zwischen den zwei Weltkriegen eine solche Großmachtpolitik betreibe, welche die Gegensätze nicht ins unendliche zuspitzt, den Krieg nicht unvermeidlich macht und nicht die wahrscheinliche Niederlage nach sich zieht.[184]

Gerhard Ritter will in seiner Biographie des im Zusammenhang mit dem Attentat auf Hitler hingerichteten Goerdeler nicht nur die Möglichkeit, sondern auch die praktische Durchführung resp. den Versuch eines vernünftigen und gemäßigten deutschen Imperialismus darstellen, der keine kriegerischen Verwicklungen mit Frankreich, in erster Reihe aber mit England und den Vereinigten Staaten mit sich bringt, sondern mit ihnen in möglichst größtem

[180] Vgl. L. Zsigmond: Németország hatalmi törekvéseinek összefüggése és gazdasági meghatározottsága az imperializmus korszakában (Der Zusammenhang und die wirtschaftliche Determination der Machtbestrebungen Deutschlands in der Epoche des Imperialismus). A Magyar Tudományos Akadémia Történettudományi Intézetének Értesítője. 1—2, S. 20—51 (Budapest 1956).

[181] Gerhard Ritter: Das Problem des Militarismus in Deutschland. Historische Zeitschrift. Februar 1954. Nr. 1. S. 21—49.

[182] Gerhard Ritter: Staatskunst und Staatsräson — das Problem des »Militarismus« in Deutschland (München 1954).

[183] Ludwig Dehio: Um den deutschen Militarismus. Bemerkungen zu G. Ritters Buch »Staatskunst und Staatsräson — das Problem des 'Militarismus' in Deutschland«. Historische Zeitschrift. Nr. 1, S. 43—64, August 1955.

[184] Maximilian von Hagen: Deutsche Weltpolitik und kein Krieg. Historische Zeitschrift S. 297—307. April 1955. — Die schon in ihrem Titel charakteristische Studie analysiert in obigem Sinne die Lage, die sich vor dem ersten Weltkrieg ergab.

Einvernehmen handelt.[185] Goerdeler vertrat jenen Flügel des deutschen Finanzkapitals, der von der weiteren politischen, wirtschaftlichen und militärischen Führerschaft Hitlers den Verlust jener Möglichkeiten (und nicht zuletzt der Sicherung eines Teiles der Beute) befürchtete, welche durch eine — nach seiner Ansicht — zeitgerecht durchgeführte Wendung noch gesichert werden könnten. Der einstige Anhänger und Mitarbeiter Hitlers, Goerdeler war, nach der für Deutschland ungünstigen Wende im Kriegsverlauf für einen Vergleich mit den Westmächten und in den Jahren 1943/44 bereit, die früheren hochtrabenden deutschen Kriegsziele (in seinem eigenen Namen und im Namen der unter seiner Führung stehenden zukünftigen Regierung) zuerst auf den Kontinent, schließlich auf Ost- und Südosteuropa zu beschränken.[186]

In den Jahren 1943/44 wiederholten sich mit gespensterhafter Ähnlichkeit die charakteristischen Erscheinungen der Jahre 1917/18, die dem militärischen und politischen Zusammenbruch des kaiserlichen Deutschlands vorangingen. Den deutschen Imperialismus und Militarismus — auf Kosten des Ostens — hinüberzuretten, das war die Losung in der letzten Phase des zweiten Weltkrieges, dies war auch in der letzten Periode des ersten Weltkrieges das Ziel. Die Ereignisse der Zeitspanne von 1918 bis 1939, vor allem aber der Jahre 1939—1945 beweisen, daß »Staatsräson« und Militarismus nicht zwei verschiedene Dinge sind, sondern zwei Glieder derselben Kette.[187] Die sog. fried-

[185] Gerhard Ritter: Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung (Stuttgart 1955).

[186] *Ebenda* S. 569—609. — Es lohnt sich, die Entwürfe Goerdelers vom 30. Mai 1941 (S. 569) mit den Memoranden vom Sommer oder Spätherbst des Jahres 1943 (S. 570—576) und vom 26. März 1943 (S. 577—595) zu vergleichen. Die Veränderung im Ton und im Inhalt ist — in engem Zusammenhang mit dem Gang der Kriegsereignisse — sehr charakteristisch. Die Variante von 1941, die nach den Erfolgen des polnischen und westlichen Blitzkrieges, vor dem Feldzug gegen die Sowjetunion geschrieben wurde, enthält im großen und ganzen die Totalität der deutschen Kriegsziele. Die zwei letzten Varianten sind schon bescheidener, der Entwurf vom März 1943 spricht von der kontinentalen Hegemonie Deutschlands nur mehr als von einer Eventualität (b) »*Auch die führende Stellung Deutschlands auf dem Kontinent* kann noch erarbeitet werden«); die Erwerbung resp. Rückerwerbung von Kolonien hält er im gegebenen Zeitpunkt jedoch schon für unmöglich. (d) »Dagegen ist der Zeitpunkt, Kolonien *jetzt* zu erwerben, verpaßt. Das wäre wohl vor einem Jahre noch möglich gewesen.«) Lediglich Österreich und das Sudetenland zu behalten hält er für möglich und für notwendig, gewiß nicht in letzter Reihe aus ebensolchen Erwägungen, welche auch Ende 1918 die deutsche Diplomatie charakterisierten. Die Lage war tatsächlich in vieler Hinsicht der im letzten Abschnitt des ersten Weltkrieges verhängnisvoll ähnlich (»Verhängnisvoll erinnert diese Entwicklung«, schreibt Goerdeler »an die seit Frühsommer 1918 sich vollziehende«), so auch darin, daß Goerdeler und seine Mitarbeiter die durch Niemann im Juli 1918 inspirierten Manöver gerne wiederholt hätten. Die Aktion Geordelers zeugte im allgemeinen davon, daß der im Jahre 1945 — zum zweitenmal — geschlagene deutsche Imperialismus und Militarismus nichts gelernt hat und sein gemäßigter Flügel — mit der Sowjetfeindlichkeit, dem Selbstbestimmungsrecht und den Gegensätzen zwischen den Siegermächten rechnend — das wiederholen wollte, was seine Vorgänger im Jahre 1918 getan haben.

[187] Anneliese Thimme: Hans Delbrück als Kritiker der wilhelminischen Epoche (Düsseldorf 1955).

Eric C. Kollman: Eine Diagnose der Weimarer Republik. Ernst Troeltschs politische Anschauungen. Historische Zeitschrift Bd. 182, S. 291—319 (München 1956).

A. Thimme und A. C. Kollman sind gezwungen, die Widersprüche des deutschen Imperialismus — unter anderem — auf den Konflikt zwischen »Kopf und Herz« (A. Thimme, a. a. O. S. 149) reduzierend, die Unversöhnlichkeit des deutschen Imperialismus und der »Vernunftmäßigkeit« — zumindest in solchem Rahmen — anzuerkennen.

liche Entwicklung des deutschen Imperialismus macht, an einem gewissen Punkte angelangt, die Abrechnung mit den Waffen unvermeidlich, welche infolge der untrennbaren Einheit der sich auf den Osten und Westen, auf den Kontinent und auf die Kolonien gleichermaßen erstreckenden Kriegsziele nicht lokalisieren läßt. Seine Gesetzmäßigkeit kann mit Hilfe der von Lenin gegebenen Definition verstanden werden. In seiner Studie »Der Imperialismus als höchstes Stadium des Kapitalismus«[188] tritt Lenin jener Konzipierung Kautskys entgegen, der Imperialismus sei ein Produkt des hochentwickelten industriellen Kapitalismus und bestehe in dem Drange jeder industriellen kapitalistischen Nation, sich ein immer größeres agrarisches Gebiet zu unterwerfen und anzugliedern, ohne Rücksicht darauf, von welchen Nationen es bewohnt wird. Lenin verweist richtig darauf, daß die Konzipierung Kautskys einseitig sei, d. h. sie greife willkürlich einzig und allein die nationale Frage heraus. Es stimmt, daß die nationale Frage an sich, wie auch in ihrem Verhältnis zum Imperialismus, zwar von höchster Wichtigkeit ist, das kann aber vom Gesichtspunkt des Verständnisses des letzteren zu einer einseitigen Erklärung führen. Der Fehler liegt in der Auslegung Kautskys — schreibt Lenin — darin, daß er diese (die nationale Frage) »willkürlich und *unrichtig nur* mit dem Industriekapital in den Ländern, die andere Nationen annektieren« verknüpft und »ebenso willkürlich und unrichtig die Annexion von Agrargebieten in den Vordergrund« rückt. »Für den Imperialismus ist ja gerade *nicht* das Industrie-, *sondern* das Finanzkapital charakteristisch«, stellt Lenin richtig fest. »Für den Imperialismus ist gerade das Bestreben charakteristisch, *nicht nur* Agrarländer, sondern sogar höchst entwickelte Industriegebiete zu annektieren (Deutschlands Gelüste auf Belgien, Frankreichs auf Lothringen), denn erstens zwingt die abgeschlossene Verteilung der Erde, bei einer *Neuverteilung* die Hand nach *jedem* beliebigen Land auszustrecken, und zweitens ist für den Imperialismus wesentlich der Wettkampf einiger Großmächte in ihrem Bestreben nach der Hegemonie, d. h. nach der Eroberung von Ländern, nicht so sehr direkt für sich, als vielmehr zur Schwächung des Gegners und Untergrabung *seiner* Hegemonie (für Deutschland ist Belgien von besonderer Wichtigkeit als Stützpunkt gegen England; für England Bagdad als Stützpunkt gegen Deutschland usw.).«[189]

In dem Maße, in dem der Kapitalismus in die Etappe des Monopolismus überging und sich der Imperialismus auch in Deutschland herausbildete, wurden die östliche und westliche Expansion, die Bestrebungen zur Unterwerfung von kontinentalen und überseeischen Gebieten sowie der industriell entwickelteren und zurückgebliebeneren, besonders der Agrargebiete zu unzertrennlichen, miteinander organisch zusammenhängenden Bestandteilen des einheitlichen Ganzen der Kriegsziele.[190] Nur unter bestimmten geschichtlichen Umständen

[188] W. I. Lenin: Ausgewählte Werke. Bd. I, S. 767—875 (Dietz Verlag, Berlin 1951).
[189] *Ebenda* S. 841—842.
[190] A. S. Jerusalimski: Die Außenpolitik und die Diplomatie des deutschen Imperialismus Ende des 19. Jahrhunderts S. 747 (Berlin 1954).

ist eine gewisse Seite in den Vordergrund getreten oder wurde herauskehrt, und sowohl in der Vergangenheit wie in unseren Tagen[191] diente es dazu, dem eine Niederlage erlittenen imperialistischen Deutschland eine Atempause zu verschaffen.

*

Die Unzertrennlichkeit der Kriegsziele des deutschen Imperialismus zeigte sich im Laufe des zweiten Weltkrieges,[192] offenbarte sich mehr oder weniger nach der Unterwerfung Österreichs und der Tschechoslowakei,[193] blieb aber unmittelbar nach Beendigung des ersten Weltkrieges noch ziemlich verschleiert, nicht zuletzt infolge einer ideologischen Vernebelung, die auch die Arbeiten Keynes' charakterisierte. Die These Keynes', die er wiederholt entwickelte und popularisierte, nach der, »wenn Deutschland seine Stärke und seinen Stolz wiedergewonnen hat, was mit der Zeit geschehen wird, selbst dann müssen noch viele Jahre vergehen, ehe es seinen Blick wieder nach Westen richten kann. Deutschlands Zukunft ist im Osten, und wenn seine Hoffnungen und sein Ehrgeiz wieder aufleben, so wird sich sein Blick dorthin wenden«,[194] erwies sich sehr bald als falsch. Als im April 1920 der dritte Feldzug der Entente gegen Sowjetrußland begann, dessen Hauptorganisator Frankreich, die Hauptmilitärmacht aber Polen war, wurde von Deutschland sofort der Umstand, daß beide militärisch gebunden waren, dazu benutzt, um im Westen, im Rheingebiet eine neue — für Deutschland günstigere — Lage zu schaffen.

Im April 1920 lief die dreimonatige Frist ab, welche die Friedenskonferenz auf Antrag des Marschalls Foch in ihrem Beschluß vom 8. August 1919 den Deutschen gewährte, nicht zuletzt deshalb, damit es im Rheingebiet gegen die Arbeiter und Werktätigen die Ruhe und Ordnung aufrechterhalte.[195]

[191] Hans Rothfels: Ostdeutschland und die abendländische politische Tradition (Eine Antwort an Prof. Toynbee), erschienen in Hermann Aubin, Der deutsche Osten und das Abendland. S. 193—208.

[192] Nazi Conspiracy and Aggression. Bd. I, S. 370—375.

[193] William L. Langer: When German dreams come true. The Yale Review. Juni 1938. Nr. 4, S. 678—689. — In der Studie, welche nach der Besetzung Österreichs geschrieben wurde, gibt der Verfasser seiner dahingehenden Meinung Ausdruck, Deutschland werde sich nicht mit der — eventuellen — Besetzung der Tschechoslowakei begnügen, sondern bestrebt sein, seine weiterreichenden Pläne zu verwirklichen. »We may, therefore look for the 'commonwealth of nations in Middle Europe', to the realization of which, according to Franz von Papen, the annexation of Austria was but the first step . . . But there is one point to bear in mind. Even the Pan-Germans came to recognise that Central Europe alone would not suffice for Germany's economic needs. An essentially agrarian region, it can supply but few of the raw materials needed for modern industry. Hitler himself, despite the scatching denunciation of colonial policy in his book, has to come see that ultimately autarchy can be attained only by securing sources of raw material abroad. And so the resumption of colonial policy awaits only the solution of the Central European problem. When that day comes the British may find that they have been living in a fool's paradise, for the new Greater Germany promises to be infinitely stronger than the antagonist of 1914."

[194] J. M. Keynes: Die Revision des Friedensvertrages. S. 204—205 (München 1921).

[195] F. R.—P.P.C. — 1919. Bd. VII, S. 650. — S. Brief Marschall Fochs an den Vorsitzenden der Friedenskonferenz (S. 639—641). »In order to make sure of maintenance of order in the 50 kilometre zone, the German Government should be authorized to maintain provisionally in

Nachdem die Berufung auf den Kampf gegen die revolutionären Bewegungen und den Bolschewismus in der Vergangenheit Verständnis fand, versuchte die deutsche Regierung, diese auch im Frühjahr 1920 zu verwerten. Der revolutionäre Elan des über den Kapp-Putsch siegreichen deutschen Proletariats, der sich im Ruhrgebiet entwickelnde Selbstverteidigungskampf kamen sehr gelegen, daß sich die deutsche politische und militärische Führung am 3. April — sich auf die Wiederherstellung von Ruhe und Ordnung berufend — zu einer eigenmächtigen militärischen Aktion entschließe.[196]

Die Retorsion unterblieb nicht, jedoch nur von seiten Frankreichs, dem der provokative Schritt der Deutschen gleichzeitig als guter Vorwand diente, seine Positionen im Rheingebiet, und zwar an den wichtigsten Punkten, zu verbessern. Wenn sich englischerseits nicht nur Gekränktheit zeigte (Frankreich ging selbständig vor, ohne seinen Partner zu befragen und seine Zustimmung einzuholen), sondern auch ernster Widerstand gegen die französische Kraftpolitik, so findet dies seine Erklärung darin, daß das französische Vorgehen — das scheinbar nur gegen die Deutschen gerichtet war — den neuralgischen Punkt des englischen Imperialismus traf und das im Rheingebiet mit Ach und Krach zusammengeflickte System umzustürzen drohte. Zu alledem kam noch die Abenteuerpolitik des französischen Imperialismus im Osten, die im Falle eines Sieges Frankreich zum unbeschränkten Herrn in Ost- und Südosteuropa (auch die Gebiete hinzugerechnet, die unter die mit Hilfe Frankreichs ans Ruder zu bringende gegenrevolutionäre russische Regierung fallen würden) resp. ganz Europas gemacht hätte. Um Frankreich am Rhein zu Mäßigung zu zwingen, benötigte England — im Westen — den Widerstand Deutschlands, und es versäumte auch nicht, Deutschland zu ermutigen. Zur Verhinderung eines übermäßigen Erstarkens Frankreichs im Osten mußte die englische Diplomatie — außer ihren eigenen Mitteln — auch auf den westlichen Flügel der französischen Kraftpolitik, hierzu Deutschland in Anspruch nehmend, einen Druck ausüben, was wiederum die Gefahr für die Sicherheit Frankreichs erhöhen mußte.

Die Sicherheit, die »sécurité«, auf die man sich französischerseits wiederholt und mit großem Nachdruck berief, war eine sehr widerspruchsvolle Sache. Zweifellos benötigt Frankreich so lange, als es ein feindliches, angriffsbereites Deutschland im Rücken hat — zur Abwehr der gemeinsamen Gefahr —

that zone a certain supplement, in addition to the forces mentioned above. — It is only a question, indeed of, holding certain industrial centers, like Essen, or certain large cities, like Frankfort«, lautet die Begründung Marschall Fochs.

[196] Arnold J. Toynbee: Survey of International Affairs — 1920—1923. S. 91 (London 1925).

J. H. Morgan, a. a. O. S. 145—153. — Auf den wirklichen Hintergrund der deutschen Aktion werfen die Meldungen des englischen Kundschafterdienstes Licht. Der Verfasser einer der Meldungen, Graff, schreibt auf das deutsche Manöver verweisend: »I am convinced ... that the object of it all was to impose the conviction (imposer la conviction) on the Entente that a vast Bolshevik movement was on foot, directed by the Russians and likely to extend to the whole of Germany and even to the left bank of the Rhine.« (S. 153).

Verbündete in Ost- und Südosteuropa. War es aber nicht eben der französische Imperialismus, der in den Jahren 1918/19 behilflich war, das Zustandekommen eines demokratischen und sozialistischen Deutschlands zu vereiteln, das das stärkste Unterpfand für den Frieden des französischen Volkes gewesen wäre? Der französische Imperialismus hat — seine Klasseninteressen über alles stellend — an der Wiederherstellung seines eigenen Ebenbildes, des deutschen Imperialismus auf der anderen Seite des Rheins aktiven Anteil genommen. Es wiederholten sich auf verhängnisvolle Weise die Ereignisse der letzten Jahrzehnte, welche zuerst zum preußisch-französischen Krieg, dann zum ersten Weltkrieg geführt haben[197].

Schon die Erfahrungen des ersten Weltkrieges,[198] besonders aber die furchtbaren Lehren des zweiten Weltkrieges zeigten, welch große und entscheidende Rolle Ost- und Südosteuropa im allgemeinen, die Sowjetunion im besonderen im Falle einer gegen den Bestand Frankreichs gerichteten deutschen Aggression haben.[199]

[197] Karl Marx und Friedrich Engels: Ausgewählte Schriften. S. 512—513 (Dietz Verlag, Berlin 1953).

[198] Documents diplomatiques relatifs aux négociations . . . S. 36—37. — S.: Anmerkung, Marschall Fochs: »Si, en 1914 nous avons pu durer le temps nécessaire à l'Angleterre pour faire des grandes armées; si nous avons pu tenir à la Marne et finalement à Yser, c'est que la Russie, de son côté, retenait une notable partie des forces allemandes, envahissait la Silésie et menaçait Berlin.«

[199] Charles de Gaulle: War Memoirs. The call for honour 1940—1942. S. 224—225 (Newyork 1955). — Die Sowjetfeindlichkeit der französischen Großbourgeoisie nicht verleugnend, ja ihr an einzelnen Stellen auch Ausdruck verleihend, ist de Gaulle genötigt, die Rolle der Sowjetunion in der Befreiung Frankreichs und an der Gestaltung seines weiteren Schicksals anzuerkennen, wenn er schreibt: »In any case, for crushed France the fact that Russia was now thrown into the war opened up the greatest hopes. Unless the Reich succeeded in rapidly liquidating the army of the Soviets, the latter would make the ennemy suffer a constant and terrible attrition. I had no doubt, obviously, that a victory in which the Soviets would have taken a major share might well, *ipso facto*, face the world with other perils later. These would have to be taken into account even as we fought at their aide. *But I considered that, before philosophizing, one must live — that is to say — win. Russia offered the chance of doing so.* (Hervorhebungen von mir — L. Zs.) At the same time her presence in the Allied camp brought figthing France a balancing element over against the Anglo-Saxons, of which I was determined to make use.«

Les événements survenus en France de 1933 à 1945. Témoignages et documents recueillis par la commission d'enquête parlementaire. Nr. 2344. Assemblée Nationale. Première législature. Session de 1947.

Der Berichterstatter der parlamentarischen Untersuchungskommission, Charles Serre, befaßt sich in seinem Referat (Bd. I, S. 5—90) detailliert mit der Vorgeschichte des zweiten Weltkrieges und widmet dem sowjetisch—französischen gegenseitigen Beistandspakt einen ernsten Platz, ebenso dem östlichen Bündnissystem Frankreichs. Auf das eigenmächtige Vorgehen Deutschlands am 7. März 1936 verweisend sagte er folgendes: »Le 7 mars 1936, nous étions isolés devant la menace allemande. Certes, la Pologne et la Tchécoslovaquie acceptaient de nous soutenir par les armes, si nous exercions notre droit de légitime défense. Cet appui était loin d'être négligeable. Il se traduisait par l'obligation pour l'Allemagne de laisser sur ses frontières sud-est et est une bonne partie de son armée. Ce fait important ne semble pas avoir été suffisamment pris en considération lors des délibérations gouvernementales. On a également hésité à utiliser les moyens que nous donnait le pacte franco—soviétique. Le délégué soviétique aux réunions du Conseil de la S. D. N., M. Litvinoff ne nous a pas ménagé son appui. Mais le Gouvernement français n'a pas profité de ces dispositions pour obtenir de l'U. R. S. S. sur le plan diplomatique et dans le domaine militaire un concours effectif. L'alliance avec les états situés à l'est de l'Allemagne a toujours servi utilement l'intérêt français« (S. 85—86).

Trial of the Major War Criminals . . . Bd. XXV, S. 446. — Document 388—PS. — Im Juni 1938, als die Aggression gegen die Tschechoslowakei vorbereitet wurde, charakterisierte

Die Vernichtung oder Schwächung der Positionen des deutschen Imperialismus in Ost- und Südosteuropa diente auch den Interessen des französischen Volkes. Doch das imperialistische Frankreich wollte die radikalen Änderungen, die in Rußland infolge des Sieges der sozialistischen Revolution vor sich gingen, nicht zur Kenntis nehmen, und anerkannte nur gezwungen die tiefgreifende Umgestaltung, die auf dem Gebiet der Österreichisch-Ungarischen Monarchie — durch die Entstehung der Nationalstaaten — ihren Anfang nahm. Frankreich hätte gerne, besonders als nach dem Ausgang der Wahlen im Jahre 1920 die extremsten Richtungen der französischen Imperialisten an die Macht kamen, den Prozeß dort fortgesetzt, wo er im Jahre 1917 in Rußland und im Jahre 1918 im Habsburger Reich abgerissen war.[200]

Die französische Regierung hat in der ersten Hälfte des Jahres 1920 alles der antisowjetischen Intervention untergeordnet und war geneigt, die nationalen Interessen all jener Staaten Ost- und Südosteuropas,[201] die — auf Grund diverser Überlegungen — nicht die nötige Bereitschaft zeigten, an der bewaffneten Intervention teilzunehmen, in den Hintergrund zu drängen oder gar aufzuopfern. Außer den Leuten um Pilsudski haben nur Horthy und seine Anhänger die erniedrigende Rolle des Söldners angenommen und versucht, die sehr zweifelhafte Gunst und die Unterstützung des Feindes von gestern und augenblicklichen Siegers, Frankreich, zu erwirken.[202] Das ungarische gegen-

Hitler die Lage folgendermaßen: »Als Nahziel steht die Lösung der tschechischen Frage aus eigenem freiem Entschluß im Vordergrund meiner politischen Absichten. Ich bin entschlossen, ab 1. 10. 38. jede günstige politische Gelegenheit zur Verwirklichung dieses Zieles auszunutzen. — ... *Ich werde mich aber zur Aktion gegen die Tschechei nur entschließen, wenn ich, wie bei der Besetzung der entmilitarisierten Zone und beim Einmarsch in Österreich der festen Überzeugung bin, daß Frankreich nicht marschiert und damit auch England nicht eingreift.*« (Hervorhebungen von mir — L. Zs.)

Procès des grands criminels de guerre ... Bd. XXXVII. S. 549. — Document L—079. — Aufzeichnung über die Besprechung Hitlers mit den militärischen Befehlshabern (23. Mai 1939). »An eine Wiederholung der Tschechei ist nicht zu glauben. Es wird zum Kampf kommen. Aufgabe ist es, Polen zu isolieren. Das Gelingen der Isolierung ist entscheidend.«

Der Osten sei bloß das Vorspiel des westlichen Gegenangriffs, meinte im weiteren Hitler. »Der Führer zweifelt«, besagt das Protokoll, »an der Möglichkeit einer friedlichen Auseinandersetzung mit England. Es ist notwendig sich auf die Auseinandersetzung vorzubereiten. England sieht in unserer Entwicklung die Fundierung einer Hegemonie, die England entkräften würde. England ist daher unser Feind und die Auseinandersetzung geht auf Leben und Tod.«

Ebenda Bd. XXXII, S. 464. Document PS—3074. — In seinem Geständnis am 7. November 1945 sagte Blomberg: »Seit 1919 und insbesondere seit 1924 nahmen drei wesentliche Territorialfragen die Aufmerksamkeit Deutschlands in Anspruch. Es waren dies die Fragen des polnischen Korridors, der Ruhr und des Memellandes.«

Ebenda Bd. XXXII, S. 468. — Document PS—3706. — In seinem Geständnis am 10. November 1945 sagte Blaskovitz: »Seit 1919 und insbesondere seit 1924 nahmen drei wesentliche Territorialfragen die Aufmerksamkeit Deutschlands in Anspruch. Es waren dies die Fragen des polnischen Korridors, des Saar- und Ruhrgebietes und des Memellandes.«

Die Geständnisse dieser beiden bekannten Mitglieder des deutschen Generalstabes, die wichtige Posten bekleidet haben, ist sehr aufschlußreich.

[200] Charles Daniélou: Le traité de Paris. S. 8—11 (Paris 1933).

[201] F. J. Vondracek: a. a. O. S. 164—165. — Das Verhalten Frankreichs rief in Jugoslawien, Rumänien und in der Tschechoslowakei ernste Besorgnis hervor.

[202] Charles Daniélou: a. a. O. S. 50—51. — Als Berichterstatter des auswärtigen Ausschusses der französischen Nationalversammlung bewertete er in seinem Bericht anläßlich der Ratifizierung des Friedensvertrages von Trianon (23. November 1920) die Rolle des gegenrevolu-

revolutionäre System bot seine Dienste an und die seinerzeitigen Lenker der französischen Außenpolitik, Millerand,[203] Paléologue, Saint-Sauveur usw. zeigten sich bereit — besonders zur Zeit der kritischen Phase der polnischen Intervention — Ungarn zum Pfeiler Nummer eins des französischen Imperialismus in Südosteuropa zu erklären.[204] Der Umstand, daß in der Frage der Retorsion

tionären Ungarns folgendermaßen : »Nous nous plaisons à reconnaitre d'ailleurs le grand service qu'elle a rendu à la civilisation occidentale lorsqu'à une période difficile pour elle en raison de sa défaite et des démembrements qui l'avaient particulièrement affaiblie, elle trouva assez d'énergie, l'occupation roumaine y aidant, pour chasser de Budapest, après quatre mois de lutte, le bolchevisme qui s'y était installé et pour barrer de ce côté définitivement la route à l'anarchie russe. Nous savons aussi que si l'intervention du commandement français n'avait pas suffi pour sauver la Pologne la Hongrie tout entière se serait offerte pour apporter le concours de sa force à l'armée polonaise aux abois.«

[203] Papers and Documents Relating to the Foreign Relations of Hungary. Volume I. 1919—1920. S. 42—43 (Budapest 1939). — Das gegenrevolutionäre Ungarn begann sich schon zur Zeit Clémenceaus anzubieten. Außenminister Graf Somsich schreibt in seinem Brief an die in Budapest tätige Interalliierte Militärmission (Interallied Military Mission) vom 14. Oktober 1919, nachdem er auseinandersetzte, welchen, vom Gesichtspunkt der westlichen Großmächte gefahrvollen luftleeren Raum der Zerfall der einstigen Österreichisch-Ungarischen Monarchie hinterlassen hatte und sich auf die am 11. Oktober im Senat (Somsics schreibt irrtümlich Nationalversammlung) gehaltene Rede Clémenceaus berufend : »Il serait donc dans l'intérêt éminent de la Hongrie — intérêt qui est cette fois celui de l'Europe entière, conciencieuse de l'ordre et de la liberté — que les Principales Puissances alliées et associées permettent au Gouvernement hongrois d'entretenir une armée suffisamment nombreuse et apte à sauvegarder la Hongrie contre le danger des idées subversives et des aggressions qui se préparent sous le manteau de ces idées contre son existence.

En émettant ce voeu, le Gouvernement hongrois s'inspire des idées que Monsieur le Président du Conseil français a développées dans son récent discours à la Chambre française, réclamant, en vue de la destruction du bolchévisme, la coopération armée de toutes les nations, les Allemands compris.«

Ebenda S. 120—121. — Außenminister Graf Somsich lenkt in seinem Telegramm an den Beauftragten der ungarischen Regierung in Polen, Grafen Csekonics gerichteten Telegramm vom 26. Januar 1920 dessen Aufmerksamkeit darauf, zu versuchen, durch Vermittlung der Polen in Paris verständlich zu machen, daß Ungarn die einzige in Betracht kommende Kraft sei, die Polen bei der bevorstehenden antisowjetischen Intervention ernste Hilfe leisten könnte.

Reiches Material enthält das als Anhang publizierte Tagebuch des Sekretärs der Friedensdelegation, des Grafen István Csáky. Am 23. Januar 1920 finden wir — in derselben Angelegenheit — folgende Eintragung : »In accordance with the decision of yesterday's meeting, Praznovszky telegraphed to the Minister of Foreign Affairs asking him to intimate to the Poles, through Count Szembek and Count Csekonics, that they could render a great service to the cooperation in the defence against the steadily increasing bolshevist danger« (S. 865).

Nicht minder interessant ist eine spätere Aufzeichnung (23. Februar 1920), kurz vor der polnischen Provokation. »According to news reports from London, Marshal Foch will go to Warsaw within a few days. The purpose of this trip is, in all likelihood, to discuss with the Polish Government the possibility of a Polish offensive against Russia or, at least, the measures against the further advance of the Red Army. Therefore, Colonel Baron Láng called the attention of the General Staff to Count Stephen Csáky's memorandum on Hungarian—Polish relations which has already reached the Poles. Baron Láng also asked that Count Csekonics and the Hungarian military representative is Warsaw (Count Takács-Tolvay) be instructed to endeavour to convince Marshal Foch through Poles of the international significance of the Hungarian army and of the necessity of its development« (S. 882).

Horváth Jenő : A trianoni békeszerződés megalkotása és a revízió útja (Das Zustandekommen des Friedensvertrages von Trianon und der Weg der Revision) — S. 146 (Budapest 1939).

[204] Papers and Documents Relating to the Foreign Relations of Hungary. S. 909. — Graf Csáky berichtet am 29. März 1920 über seine Verhandlung mit Paléologue, an der auch Saint-Sauveur teilnahm. Im Mittelpunkt derselben stand die Frage der französisch—ungarischen Wirtschaftsverbindungen. »The whole discussion — lautet die Aufzeichnung — gave Count Csáky the impression that a well-thought-out political plan of major significance is here involved, an impression which was further streugthened as the conversation proceeded . . . Saint-Sauveur,

und Besetzung der englische Standpunkt die Oberhand gewann und Frankreich notgedrungen im Westen zurückweichen mußte, das Zustandekommen der Kleinen Entente[205] und schließlich, aber in entscheidendem Maße das Fiasko der antisowjetischen Intervention im Osten haben eine neue Lage geschaffen. Das Wettrennen um die Unterwerfung Ost- und Südosteuropas ging weiter, nur mit anderen, indirekteren, in erster Linie wirtschaftlichen Methoden, und wie es die Ereignisse der späteren Jahre zeigten, bei aktiver Anteilnahme des neue Kraft schöpfenden imperialistischen Deutschlands, womit die Keime neuer und größerer Verwicklungen gesät wurden.

who is a representative of Creuzot, pointed out the very great interests of this concern in Czechoslovakia, Rumania and Poland and the fact that if Hungary were also brought into this sphere of interest, the centre of this tremendous concern would be in Budapest.«

In seinen Bericht vom 5. Mai 1920 sprach Graf Csáky über seine neuere Unterredung mit Paléologue: »He repeatedly emphasized that France is firmly determined to base her policy, in Eastern Europe on Hungary. He told us confidentially that the choice was for long time between Austria and Hungary, but after mature consideration was taken in Favour of Hungary . . .« (S. 280).

Br. F. P. Erste Serie. Bd. VI. — Der Band enthält reiches Material über den englisch—französischen Konkurrenzkapf in Österreich und in Ungarn.

Gordon A. Craig and Felix Gilbert: The Diplomats 1919—1939. S. 49—85 (Princeton 1953). — Die von Berthelot — später — repräsentierte Diplomatie bedeutete, wenn auch nicht konsequent, die Rückkehr zu der Richtlinie, daß sich Frankreich auf die »Kleine Entente« stütze.

[205] Arnold J. Toynbee: a. a. O. S. 287.

Florin Codresco: La Petite Entente. Bd. I, S. 157—182 (Paris). Die kleine Entente sollte natürlich eine Doppelrolle spielen (s. den Plan Take Jonescus, a. a. O. Bd. I, S. 150—153), einesteils gegen Deutschland und Ungarn, andererseits gegen die Sowjetunion. Trotz alledem bedeutete sie doch ein Hindernis für den deutschen Imperialismus in seiner Expansion nach dem Südosten.

Pesti Hirlap. 26. Februar 1920. In seinem Leitartikel, der den Titel »Winzige Entente« trägt, befaßt sich das Blatt in höhnischen und geringschätzigem Ton mit der Gruppierung der Ungarn umgebenden Staaten. Aus der höhnischen Benennung wurde später eine allgemein übernommene Bezeichnung.

Попытки германского империализма сохранить свои позиции в Восточной и Юго-восточной Европе

Л. ЖИГМОНД

Резюме

В период между подписанием и вступлением в силу мирного договора с новой силой появилось с германской стороны стремление вознаграждать себя на востоке за потери на западе и за морем. Включение в антисоветскую интервенцию и планы относительно России, военная акция на Прибалтике, повторное вооруженное выступление против Польши, прокламация о соединении с Австрией и после этого объявление о т. наз. немецко-австрийских территориальных требованиях в отношении Чехословакии и Югославии — все это свидетельствовало о том, что побежденный, но не уничтоженный германский империализм намеревается сперва консолидировать свое положение на востоке, чтобы позже — параллельно с восстановлением и возрастанием своей силы — поставить на повестку дня империалистические стремления и в других направлениях.

Победа социалистической революции в России, сохранение и постоянное укрепление Советской России в успешной борьбе против интервенции, укрепление позиций национальных государств, создавшихся на развалинах бывшей Австро-венгерской монархии, уничтожили, вернее в большей или меньшей мере подорвали позиции германского империализма в Восточной и Юго-восточной Европе и поставили Германию к началу 1920 г. перед более или менее готовую ситуацию. Германская ревизионистская историография в прошлом (и ее идейные преемники в настоящее время в Западной Германии) стремились представить этот необходимый и — вопреки всем противоречиям — прогрессивный процесс как «балканизацию», экономический и политический регресс, причину бесконечных международных столкновений.

По вопросу будущей судьбы Восточной и Юго-восточной Европы официальные французская и английская позиции расходились между собой, по ряду вопросов были противоположной. В той же мере, как договор о взаимной помощи, подписанный 28-го июня 1919 г. потерял свою силу, возросла с точки зрения Франции роль Восточной и Юго-восточной Европы. Правительство «национального блока», ссылаясь на «безопасность», подрывало устои настоящей безопасности французского народа в Восточной и Юго-восточной Европе. В апреле 1920 г. с германской стороны не преминули использовать положение, созданное вследствие новой, организованной Францией антисоветской интервенции, для того, чтобы вынудить изменения и на Западе. Самовольный германский военный шаг в районе Рура явился свидетельством того факта, что стремления к господству в восточном и западном направлениях — на продолжительное время — неотделимы друг от друга.

Единство и неотделимость военных целей германского империализма сказались самым очевидным образом в течение второй мировой войны. Познанию взаимной зависимости между прежними, нередко появившимися только в качестве тенденций событиями, способствует то, если они освещаются в свете позднейших, вполне уже развитых событий.

РОЛЬ НАЦИОНАЛЬНЫХ КОМИТЕТОВ В СОЗДАНИИ ВЕНГЕРСКОЙ НАРОДНОЙ ДЕМОКРАТИИ

Б. БАЛАЖ

Национальные комитеты, национальные советы, освободительные комитеты и т. д. были созданы по всей Европе в тех странах, которые находились под игом немецкого фашизма. Эти революционные народные органы возглавляли борьбу масс с немецкими захватчиками и организовали движение сопротивления. Их создание и деятельность тесно связаны с инициативой и работой коммунистических партий, повысивших на основании резолюции состоящегося в 1935 г. в Москве VII съезда Интернационала свои усилия относительно осуществления единства рабочего класса и образования антифашистского народного фронта, объединяющего все демократические народные силы против все более надвигающейся угрозы фашизации. Когда фашистская агрессия начала свое наступление и одну за другой оккупировала целый ряд стран, политика народного фронта коммунистических партий расширилась и стала политикой национального фронта, объединяющего все патриотические, антифашистские силы нации. На этой основе в сотрудничестве с демократическими мелкобуржуазными и буржуазными партиями были созданы органы, которые — опираясь на самые широкие массы нации — начали с их помощью борьбу против фашистских агрессоров и содействующих им изменников родины. Таким образом борьба с немецким фашизмом во многих странах Европы совпадала с классовой борьбой против содействующей немцам фашистской буржуазии. Боевая классовая направленность антифашистского национального фронта единства была обеспечена участием, руководящей ролью рабочего класса, Коммунистической Партии в фронте единства. В то же время то обстоятельство, что классовая борьба была подчинена национальному соединению против фашизма, в котором принимали участие и мелкобуржуазные и буржуазные партии, оказало тормозящее влияние на ее развитие. (Только в тех странах, как на пр. в Югославии, в Болгарии, где уже в ходе вооруженной борьбы против фашизма рабочий класс, коммунистическая партия добились решающего превосходства сил, произошло уничтожение или ослабление власти буржуазии в такой мере, что это немедленно после освобождения — вместе с присутствием Советской Армии, которая сделала невозможной интервенцию империалистов — обеспечило победу диктатуры пролетариата.)

Национальные комитеты, национальные советы и освободительные комитеты вели героическую борьбу против фашизма за свободу и независимость родины. Результаты и успехи этой борьбы не всюду были одинаковы, так как они определялись общественными и историческими условиями, силой и влиянием коммунистической партии данной страны. Особенно после поражения немцев в Сталинградской битве усилилась во всей Европе деятельность революционных народных органов и организаций национального сопротивления, а в конечном этапе войны она уже перешла во многих странах (как, например, в Болгарии, Чехословакии, Югославии, Франции, Италии) во всеобщее вооруженное антифашистское восстание.

Однако после окончания второй мировой войны дальнейший путь народных органов, организовавшихся для борьбы против фашизма, разделился. В западных странах, — во Франции, Италии, Бельгии и т. д., — откуда немецких фашистов изгнали с помощью англо-американских войск, деятельность революционных народных органов была прекращена уже непосредственно после их освобождения, а осуществление власти взял в свои руки старый, реакционный государственный аппарат. Во многих случаях руководителями расформирования органов национального сопротивления и преследования их членов становились такие его служащие, которые ранее были коллаборантами немцев, выслуживались перед правительством Виши и Муссолини, а в данный период опирались на симпатизирующие с американцами и англичанами буржуазные и мелкобуржуазные партии.[1] В странах же, освобожденных Советской Армией, после освобождения в деятельности революционных народных органов началась новая эпоха. Советская Армия одновременно с разгромом фашистских немецких войск разгромила также и старый, фашистский государственный аппарат, а осуществление власти, т. е. контроль над сохранившейся частью административного аппарата страны взяли в свои руки органы самых широких народных масс, образовавшиеся в борьбе против фашизма, — руководимые коммунистической партией национальные комитеты, национальные советы. Этим был совершен первый шаг на пути, который в конечном счете привел к созданию и укреплению власти трудящегося народа, к осуществлению народной демократии.

В Венгрии организация национальных комитетов могла произойти из-за целого ряда причин в подавляющем большинстве случаев только после освобождения страны. Вследствие того, что эти комитеты являлись органами государственной власти (эту функцию они сохранили в общем и целом вплоть до организации административного аппарата во всей стране) и одновременно и общественно — политическими органами самых широких на-

[1] В связи с этим см.: В. В. Любимова, Экономия Франции и положение трудящихся масс после второй мировой войны. Москва 1952 и Луиджи Лонго, Борьба итальянского народа за свое освобождение, (Рим, 1954). Переведены на венгерский язык в 1954 году.

родных масс во время первого этапа народно-демократического развития страны, во время демократической диктатуры рабочего класса и крестьянства, они сыграли очень важную роль в мобилизации народных масс, в проведении революционных изменений.

История национальных комитетов является в полном смысле этого слова органической частью истории трудящегося венгерского народа в том виде, как она была образована под влиянием начавших действовать после освобождения экономических и общественных сил, развития классовых отношений, и — главным образом — факта, что Советский Союз принес стране свободу. В этом развитии сыграла большую роль сознательная руководящая деятельность коммунистов. Национальные комитеты являлись крупными школами демократизма, их путем многие тысячи людей включились в великое дело создания народно-демократического порядка и становились сознательными представителями, борьцами революционных преобразований, происшедших в Венгрии после освобождения. История национальных комитетов является одновременно и историей той классовой борьбы, которую вел рабочий класс в союзе с крестьянством с эксплуататорами, в первую очередь с классами землевладельцев и капиталистов, с их остатками и их прислужниками — мелко-буржуазными партиями за проведение революционного преобразования, за ускорение развития страны в сторону диктатуры пролетариата, в сторону социалистического преобразования.

Вследствие того, что в состав национальных комитетов входили из-за коалиции партий разные элементы, они и сами являлись полем классовой борьбы, на котором происходило столкновение прогрессивных и реакционных сил, коммунистов и стоящих на их стороне левых членов национальных комитетов с представителями реакции — кулачества и буржуазии, которым часто удавалось глубоко вникнуть через мелкобуржуазные партии в отдельные народные органы. Вопрос классовой борьбы внутри национальных комитетов был тесно связан с обостряющейся борьбой между прогрессивными и реакционными элементами, вспыхнувшей во всей стране после уничтожения фашизма и окончания второй мировой войны, когда все более выдвигался на передний план вопрос о дальнейшей перспективе развития, т. е. вопрос о том, пойдет-ли венгерский народ вперед в направлении диктатуры пролетариата, по пути социализма, куда показывала дорогу и вела народные массы Коммунистическая Партия, или же повернет назад, по пути реставрации капитализма, куда старались вести народ защищающие интересы капиталистов мелкобуржуазные партии. Решающим испытанием сил этой борьбы являлось завоевание доверия большинства народных масс, в интересах чего мобилизировали свои силы как Коммунистическая Партия, так и мелкобуржуазные партии, в первую очередь Независимая Партия Мелких Хозяев. Эта борьба происходила в тяжелых обстоятельствах экономического восстановления страны, разрушенной фашистами и тяжело по-

страдавшей от опустошений войны, когда Коммунистическая Партия должна была приложить все свои усилия как на экономическом фронте, так и в государственной и политической жизни к тому, чтобы привести в движение жизнь страны, производство, руководить проведением демократических, революционных перемен и в то же время отбиваться от все новых наступлений реакции и защищать достигнутые шаг за шагом успехи. В этой тяжелой борьбе Коммунистической Партии сыграли значительную роль национальные комитеты, как местные органы охватывающего все демократические национальные силы Венгерского Национального Фронта Независимости, и как народные органы, воплощающие стремление самых широких масс трудящихся.

Образование национальных комитетов

То решающее обстоятельство, что Венгрия была освобождена Советской Армией, самой демократической армией всего мира, уничтожившей параллельно с изгнанием из страны немецкой фашистской армии также и решающую часть бывшего ее союзника — венгерского фашистского государственного аппарата, армию, полицейское управление, жандармерию, а в дальнейшем защитившей страну от вмешательства западных империалистов, создало возможность для венгерского народа взять в свои руки решение судьбы страны и провести под руководством рабочего класса те демократические революционные изменения, которые были уже давно необходимы.

Вследствие освобождения страны Советской Армией, при постоянной бескорыстной помощи Советского Союза, под руководством искушенной и закаленной в борьбе Венгерской Коммунистической Партии, венгерский трудящийся народ в конце сентября 1944 года сделал первые шаги на этом пути.

На освобожденных Советской Армией территориях, в первую очередь в Затисской части страны, в комитатах между Дунаем и Тисой, и в частях Северной и Южной Венгрии началось развитие демократических национальных сил в двух направлениях, которые, поддерживая и дополняя друг друга, заложили основы новой, народнодемократической Венгрии.

Наверху, по инициативе и под руководством Коммунистической Партии, был организован являвшийся продолжением нелегального Венгерского Фронта, Венгерский Национальный Фронт Независимости, который создал центральные органы власти и управления нового демократического государства, — Временное Национальное Собрание и Временное Национальное Правительство. Внизу, стихийно развившееся после освобождения демократическое массовое движение народа образовало первые народные органы, национальные комитеты, и начало на месте, на первых порах без всякого высшего руководства, проведение демократических преобразований.

Руководителями национальных комитетов, в которых олицетворялись стремления и требования трудящихся масс, были в большинстве случаев местные коммунисты: рабочие, землекопы, представители крестьянской бедноты, часто (главным образом в деревнях) участники венгерской революции 1919 года, бывшие солдаты Красной Армии. Организацию и работу национальных комитетов значительно продвигали и поддерживали и сверху ввиду того, что Коммунистическая Партия как член коалиции, тоже была участником власти.

Сама программа Венгерского Национального Фронта Независимости, которая была принята по предложению Коммунистической Партии и другими партиями, содержит указания относительно организации национальных комитетов.

«В целях борьбы с немецкими угнетателями и их венгерскими сообщниками, для уничтожения фашистской и феодальной реакции и для обеспечения демократического переворота надо организовать в каждом селе и каждом городе из представителей демократических партий и искушенных патриотов-антифашистов национальные комитеты. Национальные комитеты являются местными органами Венгерского Национального Фронта Независимости, которые объединяют демократические патриотические силы и руководят борьбой за демократическую, народную Венгрию.»[2]

Однако то демократическое массовое движение, которое привело к организации национальных комитетов, в отдельных его чертах отличалось от тех массовых движений, которые развились сравнительно широко в условиях вооруженной борьбы против фашистов уже в период второй мировой войны, в первую очередь в соседних странах народной демократии (в Болгарии, Чехословакии, Польше и т. д.). То обстоятельство, что в Венгрии это демократическое массовое движение начало развиваться не в условиях вооруженной борьбы против фашистов, которая провела бы разделяющую линию между демократическими и фашистскими элементами, и значительно ускорила бы процесс пробуждения сознательности масс, вооружив их опытом вооруженной борьбы против фашистов и вместе с тем и классовой войны, содействовало тому, что оно носило на себе в сравнительно большей мере черты старого общества: политическую отсталость значительной части трудящихся масс, влияние идеологической заразы фашзма. То же самое обстоятельство облегчило также реакционным и фашистским элементам внедрение в демократические массы.

Все это естественно оказало влияние также и на деятельность одной части национальных комитетов, особенно в задунайских крестьянских комитатах, в которых влияние фашистской реакции было более глубоким.

Первый национальный комитет страны был организован 3-го декабря 1944 года в городе Сегед, где Коммунистическая Партия впервые объявила

[2] «Неплап» Газета Народа 30 ноября 1944 г.

проект программы Венгерского Национального Фронта Независимости. 5-го декабря 1944 года были организованы национальные комитеты в Дебрецене, а после этого в Орошхаза, Сентеш, Ходмезёвашархей, Карцаг Мишкольц, Печ и т. д. В декабре 1944 года и январе 1945 года уже почти во всех освобожденных местностях были организованы и работали эти народные органы. Во многих местах национальные комитеты являлись в сущности только продолжением отдельных органов, организованных непосредственно в первые дни после освобождения (городские советы, сельские советы, советы рабочих и крестьян, комиссии с разным количеством членов — пятичленные, десятичленные советы, местные демократические народные фронты, междупартийные блоки) вследствие инициативы местных коммунистов и начавших сейчас же работу восстановления административного аппарата и всего необходимого для начала мирной жизни.

События, происшедшие в первом освобожденном венгерском городе, Мако, — являлись характерными для того размаха, с которым начали работать и руководить организацией новой жизни коммунисты, преследовавшиеся 25 лет фашистским режимом Хорти, заставившим их пойти в подполье и неоднократно объявившим их уничтожение и истребление.

Мако был освобожден 26-го сентября 1944 года. Уже 27-го сентября состоялось совещание местных руководителей рабочего класса, 19-и коммунистов и трех социал-демократов, на котором решили организовать гражданскую милицию и «гражданскую городскую комендантуру», состоящую из пяти членов (трех коммунистов, одного социал-демократа и одного беспартийного), которая должна была начать работу восстановления административного аппарата и мирной жизни. После освобождения всего комитата, 13-го октября 1944 года, был организован Пятичленный комитет комитата, все члены которого были коммунистами, и который взял в свои руки руководство всем комитатом. Эти органы являлись юридическими предшественниками Национального Комитета комитата Чанад, организованного 6-го января 1945 года уже на коалиционной основе, в председатели которого был выбран тоже коммунист.[3]

Согласно различным местным обстоятельствам, но в сущности подобно были организованы в октябре и ноябре 1944 года городские и сельские советы в Бекешчаба, Туркеве, Ходмезёвашархей, Байя, Кишкунфеледьхаза, Мезёмедьер и т. д., демократический народный фронт в Бихарнадьбайом, междупартийный блок в Орошхаза и т. д.

В организации этих первых народных органов безусловно играла большую роль проведенная в течение долгих лет агитационная и пропагандистическая работа Коммунистической Партии, передачи радио Кошут,

[3] Имре Поланьи: «Первый венгерский освобожденный город Мако». Стр. 17 и 83, по-венгерски. Рукопись.

вследствие чего лозунг объединения демократических национальных сил глубоко вникнул в лево настроенные, сочувствующие коммунистам трудящиеся масси. Вследствие этого уже непосредственно после освобождения — когда центральные органы Коммунистической Партии еще не дошли до многих местностей и программа Венгерского Национального Фронта Независимости не была опубликована, — инициатива масс шла в направление объединения демократических сил. Так например, в городском совете г. Кишкунфеледьхаза приняли участие кроме местных коммунистов также и представители профсоюзов, ремесленников, хозяев, торговцев и оставшихся на месте городских служащих.[4] В сельском совете в Мезёмедьер приняли участие под руководством местных коммунистов и представители рабочих, мелких хозяев, ремесленников и торговцев.[5] В Маглод был организован совет рабочих и крестьян, в котором приняли участие в одинаковом числе с коммунистами и представители антифашистского крестьянства.[6] Были места, в которых народные органы избирались на народных собраниях. Так например, в Батьке был выбран национальный совет, который состоял из шести коммунистов и четырех беспартийных.[7]

В это время были в стране целые округи, как например округ Кишкёрёш, в которых большинство членов национальных комитетов состояло из коммунистов, а в нескольких селах, как например, Боча, Шольтвадкерт, в которых остальные коалиционные партии начали организоваться только позже, в течение известного времени национальные комитеты состояли исключительно из коммунистов.[8]

Центральные органы Венгерской Коммунистической Партии со своей стороны оказывали существенную поддержку созданию народных органов и одновременно препятствовали развитию отдельных левых перегибов, происходящих из-за того, что некоторые считали национальные комитеты органами диктатуры пролетариата.

После постепенного создания остальных коалиционных партий почти повсюду коммунистическая партийная организация являлась тем органом, по инициативе которого организовались национальные комитеты.

«Организация Венгерской Коммунистической Партии в Баттонья призывал организацию Социал-демократической Партии Венгрии в Баттонья, местную организацию Независимой Партии Мелких Хозяев и местное

[4] Государственный архив, Кечкемет. Документы национального комитета в Кишкунфеледьхаза, протокол от 24 ноября 1945 г. (Кечкемет).

[5] Госархив, Дебрецен. Док. н. ком. в Мезёмедьер, протокол от 3 ноября 1944 г.

[6] Архив Института истории партии, № Р. 28/5/1/26. Из протокола совещания Венгерской Коммунистической Партии в округе Демре, состоявшемся 1 марта 1945 г. (Из документов, собранных т. т. Дэр Ласло, Майер Мария, Сабо Ева).

[7] Госархив Залаэгерсег, Док. н. ком. в Батька, протокол от 24 апреля 1945 года.

[8] Архив Института истории партии, № Р. 28/5/1/119. Из протокола совещания Венгерской Коммунистической Партии в округе Кишкёрёш, состоявшемся 28 апреля 1945 г. (Из документов, собранных т. т. Дэр Ласло, Майер Мария, Сабо Ева.)

руководство Свободных Профсоюзов к тому, чтобы с их помощью организовать Национальный Комитет в Баттонья. Партии приняли предложение...»[9]

После организации национальный комитет в Баттонья уже несколько дней спустя опубликовал перед более чем тысячной восторженной толпой программу Венгерского Национального Независимого Фронта.

В это время одной из важнейших задач национальных комитетов являлось назначение, т. е. избрание на народных собраниях представителей, посылаемых во временное национальное собрание. Все существование нации зависело от того, чтобы временное национальное собрание могло собраться возможно скорее, так как оно являлось осуществителем воли народа, важнейшим органом власти и источником права нового, демократического государства, которое должно было создать временное национальное правительство. С поддержкой советских военных властей из г. Дебрецен выслали делегатов в освобожденные части страны, чтобы сообщить национальным комитетам в связи с этим все необходимое, а там, где таких еще не было, предложить их организацию и выборы представителей, посылаемых во временное национальное собрание.

Для быстроты, с которой национальные комитеты взялись за выполнение этой чрезвычайно важной задачи, характерен пример города Мишкольц. В г. Мишкольц в то время, когда прибыли туда члены Подготовительной Комиссии, еще не был организован национальный комитет. 16-го декабря 1944 года собрались в г. Мишкольц представители демократических сил, в первую очередь рабочих, чтобы выслушать прибывших представителей, которые ознакомили их с программой Венгерского Национального Фронта Независимости. Программа была собранием принята. На этом же собрании объявили оформление национального комитета и решили на другой же день созвать народное собрание. Корреспондент об этом писал следующее :

«...за несколько часов удалось мобилизовать город... тысячи листовок, напечатанных без электричества, с помощью ручной силы, покрывали стены, призывая жителей к участию на народном собрании.» На следующий день, 17-го декабря «...собралась большая толпа, состоящая еще главным образом из рабочих. С большим воодушевлением приняли программу Фронта Независимости и утвердили выборы представителей национального комитета г. Мишкольц».[10]

Через два дня, 19-го декабря, национальный комитет г. Мишкольц уже устремил свои силы на решение важнейших очередных задач. Принимали решения относительно восстановления самоуправления, назначения служащих, проведения оправдательных процедур и процессов народного

[9] Госархив, Сегед. Док. н. ком. в Баттонья, протокол от 19 января 1945 года.
[10] «Неплап», 21 декабря 1944 года.

суда, и принимали меры для обеспечения населения продовольствием и топливом.[11]

Создание Временного Национального Собрания и Временного Национального Правительства (21-ого и 22-ого декабря 1944 года) оказало решительное влияние и на деятельность организованных уже до этого и работающих под различными названиями народных органов и национальных комитетов. Центральные органы государственной власти и административного аппарата естественно делали все для того, чтобы создать новую, демократическую государственность, организовать административный аппарат, объединить, сплотить в одно целое отдельные части страны, комитаты, города и села, которые жили до сих пор почти самостоятельной жизнью. В выполнении этой трудной задачи Временное Национальное Правительство опиралось на местные национальные комитеты, осуществляющие связь между центральными государственными органами и народными массами и выполняющие решения и директивы правительства. Таким образом в это время великая задача создания демократического венгерского государства проводилась с большим размахом на основе сотрудничества и объединенных усилий органов государственной власти и народных масс (национальных комитетов).

В первом этапе их деятельности, т. е. в восточной части страны до создания Временного Национального Правительства, которые принялись за свою работу в начале 1945 года, а в западной части страны до апреля—мая 1945 года, т. е. до создания государственного административного аппарата, задачей национальных комитетов являлось проведение всех государственных функций в местном отношении. В Орошхаза Межпартийный Блок, из которого потом образовался городской национальный комитет вынес по предложению партийного секретаря Коммунистической Партии как свою первую резолюцию решение о том, что фашистские элементы и «нилаши» (члены венгерской фашистской партии) должны быть взяты под стражу полицейскими органами, и что надо сейчас же начать борьбу с саботерами и людьми, распространяющими ложные слухи. Комитет далее принес решения об организации общественного снабжения, обеспечения населения врачебной помощью и медикаментами, о выдаче зарплаты оставшимся на своем месте служащим.

Решение Межпартийного Блока требует, чтобы «...все решали самостоятельно связанные с работой проблемы, не ожидали всюду и всегда решений сверху, а действовали в срочных вопросах по своему усмотрению, заявляя об этом впоследствии компетентным лицам или властям. Деловые

[11] Госархив, Мишкольц. Док. н. ком. г. Мишкольц, протоколы от 16, 17 и 19 декабря 1944 года.

бумаги должны быть короткими и ясными! В неважных, ненужных вопросах не пишем деловых бумаг!»[12]

Действительно, никогда не являлось более важным, чем именно в эти дни, чтобы народные органы, — умеющие быстро и эластично приспосабливаться к создавшемуся положению, приносящие смелые, революционные решения, и главным образом опирающиеся на доверие и поддержку трудящегося народа, — взяли в свои руки руководство жизнью городов и сел, которые еще только-что освобожденные от фашистского ига, большей частью находились в летаргическом, апатическом состоянии.

После их создания, большая часть национальных комитетов считала необходимым наметить в общих чертах сферу своей деятельности и информировать об этом население. Это являлось именно потому особенно важным, что отдельные члены национальных комитетов, — особенно часть представителей Партии Мелких Хозяев, стоящих под влиянием реакционных сил, или являющихся самими реакционерами, — часто высказывали сомнения в связи с правоспособностью национальных комитетов, ссылаясь при этом на старые законы, колебались при выносе отдельных решений, являющихся по их миению слишком радикальными и тем самым тормозили, затрудняли деятельность национальных комитетов.

Национальный Комитет комитата Чанад наметил следующим образом сферу своей деятельности в заявлении, объявляющем населению организацию этого народного органа: «Сим мы объявляем, что сегодня образовался Национальный Комитет комитата Чанад, целью и задачей которого является проведение всех мер — будь они политического, экономического, культурного, общественного или административного характера, — необходимых для создания и развития новой, демократической Венгрии...»[13]

На саботажнические попытки все еще приютившихся в старом административном аппарате реакционных, фашистских элементов, ссылавшихся на «бесперерывность прав», на «компетентность и знание дела» и пытавшихся уже с самого начала дискредитировать национальные комитеты и подрывать их авторитет, дал правильный ответ председатель национального комитета комитата Чанад:

«Возможно, что мы не знаем хорошо параграфов, но мы вкладываем в нашу работу больше сердца и доброжелательности, чем те мерзавцы, которые узурпировали до сих пор страну.»[14]

Для того, чтобы предупредить подобные попытки, национальный комитет в Кондорош заявил сейчас же своей организации, что «в связи с принесенными им решениями запрещается ссылаться на старые законы».[15]

[12] Госархив, Дьюла. Док. н. ком. в Орошхаза. Протокол от 4 декабря 1944 года.
[13] Госархив, Сегед. Док. н. ком. г. Мако. Протокол от 21 января 1945 г.
[14] Госархив, Сегед. Док. н. ком. г. Мако. Протокол от 8 марта 1945 г.
[15] Госархив, Дьюла. Док. н. ком. в Кондорош. Протокол от 1 февраля 1945 г.

Насколько глубоким являлось чувство ответственности решающей части членов национальных комитетов по отношению к их должности, на которую они были избраны волей народа, показывает декларация членов национального комитета, избранных 390 членами Союза Земляных Рабочих в Гадорош. Эти делегаты, когда были выбраны в члены местного национального комитета, взяли на себя обязательство выполнить свое поручение и подтвердили это своей подписью, данной перед всем собранием, что является для крестьян особенно торжественным обещанием:

«Мы подтверждаем своей подписью, что честно выполним нашу обязанность.»[16]

Решающая часть членов национальных комитетов состояла из призванных представителей трудящегося народа: из рабочих, трудящихся крестьян, мелких ремесленников, прогрессивной интеллигенции. В общем и целом по всей стране именно эти элементы решали направление деятельности национальных комитетов, их глубокий демократизм, их революционность. Но параллельно с этим имелось и довольно большое количество реакционных элементов: кулаков, служащих режима Хорти и т. д., которым удалось попасть с помощью мелко-буржоазных партий в часть национальных комитетов, где они старались тормозить их деятельность или же дать ей антинародное направление.

В состав национальных комитетов входили в одинаковом числе (большей частью по 3—5 представителям каждой партии) представители пяти партий Венгерского Национального Фронта Независимости: Венгерской Коммунистической Партии, Социал-Демократической Партии, Национальной Партии Крестьян, Независимой Партии Мелких Хозяев, Буржуазно-демократической Партии, а также и профсоюза. (В Венгрии Буржуазно-демократическая Партия играла весьма незначительную роль и имела только в тех городах и селах представителей в национальном комитете, где располагала организацией.)

Система национальных комитетов являлась следующей: со дня их создания, т.е. начиная с января 1945 года вплоть до организации Всевенгерского Национального Комитета (в сентябре 1945 года) роль центрального управляющего органа играл Национальный Комитет г. Будапешт, который определял — главным образом с помощью циркуляров — в общих чертах деятельность всех национальных комитетов страны и мобилизовал их на выполнение отдельных важных общегосударственных задач. Организация Всевенгерского Национального Комитета не принесла никаких значительных изменений в управлении и объединении общей сети национальных комитетов. Связь между национальными комитетами комитатов, городов и сел и центральным органом осталась и в дальнейшем слабой. Относительно причи этого явления мы будем говорить в дальнейшем.

[16] Госархив, Дьюла. Док. н. ком. в Гадорош. Протокол от 5 января 1945 г.

В начале национальные комитеты комитатов играли очень большую роль в организации и руководстве национальных комитетов сел. Они проводили свою работу частично согласно указаниям Национального Комитета г. Будапешт (после организации Всевенгерского Национального Комитета эту функцию перенял последний), и частично по своим собственным усмотрениям.

Городские национальные комитеты имели в начальный период тоже большое значение, но скоро восстановленный административный аппарат, другие большие общественно-политические организации рабочего класса, трудящегося народа, профессиональные союзы, заводские комитеты и т. д., переняли большую часть их обязанностей.

Наиболее важную роль сыграли сельские национальные комитеты. (Окружные национальные комитеты, членами которых являлись представители сельских национальных комитетов, были организованы только в некоторых местах.) Сельские национальные комитеты долгое время имели серьезное влияние на всю жизнь села. Со своим революционным подъемом и инициативой они являлись в селах основой демократического развития. То обстоятельство, что в большинстве сельских национальных комитетов коммунисты играли главную роль, помогало создать и укрепить союз рабочих и крестьян и тем самым осуществить одну из самых важных целевых установок, выдвинутых Коммунистической Партией.

Роль национальных комитетов в основании и укреплении венгерской народной демократии может быть достойно оценена лишь тогда, если принять во внимание все те трудности, с которыми надо было бороться трудящемуся народу в то время, когда он делал первые шаги на пути свободной жизни.

Советская Армия создала для венгерского народа основные условия подъема страны, принесши ему свободу, но как венгерский народ употребит эти возможности, зависело от него самого.

Советская Армия пришла в Венгрию как ее освободитель и не вмешивалась во внутренние вопросы страны. Первые советские формации, сейчас же после того, как перешли венгерскую границу, в призыве к населению объявили об этой своей миссии. Но кроме этого, советские коменданты городов и округов, которые впервые осуществили тесную связь между Советской Армией и венгерским населением и его представителями, неоднократно самым определенным образом подчеркивали, что право определения государственной формы и общественного строя принадлежит венгерскому народу. На совещании комитета, временно исполняющего функции городского управления г. Мако, состоящемуся 20 ноября 1944 года, председатель относительно своего посещения у начальства Советской Армии отчитывается в следующем:

«Председатель подчеркивает, что согласно точным информациям, полученным от начальства Советской Армии, Советская Армия не хочет отнять у Венгрии ее независимость, не желает вмешиваться во внутренние

вопросы страны, не запрещает деятельность народных партий, желает лишь, чтобы не препятствовали деятельности Коммунистической Партии, и когда настанет время население страны само решит вопросы относительно своей государственной формы и внутреннего управления. Кроме этого имеются категорические распоряжения со стороны советского военного начальства, находящегося в городе, согласно которому в члены организуемого теперь комитета для управления делами города можно принять каждого, представляющего любой общественный слой, кроме фашистского.»[17]

Советские военные начальства нигде не вмешивались в формирование новой государственной жизни и общественного строя, считая своей задачей лишь оказание помощи и поддержки в целях развертывания жизни и производства, служить опорой для развертывания венгерских демократических сил.

«Выбирайте тех, к кому вы питаете доверие, безразлично на партийную принадлежность» — сказал советский военный комендант округа Мезёковачхаза, когда одна делегация спросила его, из членов какой партии им выбрать старосту.[18]

Наряду с постоянной братской помощью освободившего нас Советского Союза, за которую он заслужил себе глубокую благодарность всего венгерского народа, мы читаем в протоколах национальных комитетов поступки и имена тех простых советских офицеров и солдат, которые пришли в Венгрию не как завоеватели, а освободители и помогли населению в эти для него самые тяжелые времена встать снова на ноги и начать новую жизнь после ужасов фашистского режима. Голос современного советского человека, играющего ведущую роль в борьбе за мир, и истинные чувства трудящегося венгерского народа обращаются к нам, если читаем протокол национального комитета Пюшпёкладань, передающего беседу советского окружного военного коменданта с членами национального комитета.

«Гвардии майор Сергей Голков... приветствует председателей партий и обращает их внимание на то обстоятельство, что с капитуляцией Японии окончилась вторая мировая война. Теперь начинается эпоха мира для всего мира, это празднует теперь весь мир... По его мнению потому важен вопрос мира для всего мира и его празднование, чтобы больше не было такой разрушающей войны. Всем нам надо работать так, чтобы фашистская идеология никогда больше не могла вникнуть в души людей. Комендант предлагает жителям Пюшпёкладань праздновать мир всего мира. Председатель благодарит майора за его слова и просит считать жителей Пюшпёкладань и весь венгерский народ своими друзьями, так как этот, терпевший много мучений народ, был принужден против своей воли бороться во время войны на стороне немецкого фашизма. Об этом не спрашивали народа...

[17] Госархив, Сегед. Док. н. ком. г. Мако. Протокол от 20-ого ноября 1944 года.
[18] Госархив, Сегед. Док. н. ком. в Реформатушковачхаза. Протокол от 8 апреля 1945 г.

Гвардии майор Сергей Голков высказывает свою радость, что его поняли, и обещает всегда делать все, что от него зависит, чтобы помочь венгерскому народу построить демократическую Венгрию.»[19]

И действительно, Советская Армия, советские военные начальники делали все от них зависящее, чтобы помочь венгерскому народу восстановить страну после варварских разрушений фашизма и войны и построить новую, свободную родину. Советский комендант города Мишкольц, т. подполковник Котлеревский, передал в распоряжение общественного снабжения поезд, состоящий из десяти вагонов, и выразил в своей речи на заседании национального комитета свою готовность полного сотрудничества с населением. Члены национального комитета приняли его слова с большей радостью и поблагодарили его «за его помощь, проявившуюся уже до сих пор неоднократно в действиях».[20]

Во многих решениях национальных комитетов из этого периода идет речь о лошадях, переданных населению Советской Армией для распределения национальными комитетами. Национальный комитет комитата Чанад дает на основании просьбы получивших землю крестьян распоряжение бургомистру г. Мако распределить «русские лошади», чтобы «крестьяне, получившие теперь землю, могли обработать ее».[21] Национальный комитет Дьёрсентиван выносит решение «по вопросу окончательного распределения лошадей, оставленных русскими в селе», и тоже дает распоряжение о том, чтобы их передать таким теперь получившим землю крестьянам, которые не имеют лошадей.[22] В протоколах национальных комитетов Капошвар,[23] Цеце,[24] и т. д. мы тоже можем найти сообщения о полученных от Советской Армии лошадях, которые очень помогли крестьянам, не имеющим животной тяги, начать сельскохозяйственные работы.

В Хайдудорог Советская Армия передала в распоряжение национального комитета 242 центнера пшеницы с тем, чтобы «это количество было бесплатно распределено между населением, главным образом между членами семей бедняков, находящихся на военной службе.»[25]

Национальный комитет г. Мако подчеркивает, что Советская Армия спасла город от экономической катастрофы, так как ассигновала в самое трудное время большую сумму за важнейший продукт города — лук.[26]

[19] Госархив, Дебрецен. Док. н. ком. в Пюшпёкладань. Протокол от 8 сентября 1945 года.

[20] Госархив, Мишкольц. Док. н. ком. г. Мишкольц. Протокол от 26 декабря 1944 года.

[21] Госархив, Сегед. Док. н. ком. г. Мако. Протокол от 30 апреля 1945. г.

[22] Госархив, Дьёр. Док. н. ком. в Дьёрсентиваньи. Протокол от 14. июня 1945 года.

[23] Госархив, Капошвар. Док. н. ком. г. Капошвар. Протокол от 20 апреля 1945 года.

[24] Госархив, Секешфехервар. Док. н. ком. в Цеце. Протокол от 8 мая 1945 г.

[25] Госархив, Дебрецен. Док. н. ком. в Хайдудорог. Протокол от 7 января 1945 года.

[26] Госархив, Сегед. Док. н. ком. г. Мако. Протокол от 1 марта 1945 г.

Население Мошонмадьяровар осталось после освобождения совершенно без жиров, так как спасающие свою шкуру фашисты захватили с собой даже последние запасы. В этом трудном положении начальник общественного снабжения обратился к советскому коменданту города, «который оказал городу помощь, глубоко сочувствуя его тяжелому положению...» и передал для населения значительное количество семян подсолнуха и соевых бобов. Из семян подсолнуха получили подсолнечное масло, которым удалось перетерпеть самые трудные месяцы.[27]

В Надьканижа советский комендант города передал населению города 20 центнеров жиров, 50 000 кило хлеба, 1200 центнеров пшеницы, 2600 центнеров ржи, 3000 центнеров бобов, несколько центнеров мака и семян подсолнуха. Во многих протоколах национального комитета Надьканижа можно прочесть о постоянной помощи советской комендатуры города, которая этим создала возможность быстрого развития жизни в городе.[28]

Один из протоколов говорит о том, что трудящийся народ Надьканижа «...пользуется полным доверием русской комендатуры и вследствие этого город получает от советского начальства наибольшую поддержку в решении социальных вопросов, предоставлении средств передвижения, а главным образом проведения земельной реформы...».

Советская комендантура Надьканижа передала городу, оставшемуся без кареты скорой помощи, машину для этой цели.[29]

О сочувствии и поддержке советского военного коменданта вспоминает и национальный комитет Тапольца, который передал коменданту при прощании почетный диплом:

«Устанавливается, что названный комендант в чине майора был действительным охранником порядка и во всех отношениях соответствовал своему назначению. ...Решено оформить почетный диплом с текстом на русском и венгерском языках и вручить его уезжающему русскому военному коменданту на торжественном собрании.»[30]

Во многих городах и селах советские окружные военные комендантуры организовали вместе с национальными комитетами округов торжества, чтобы и этим укрепить советско-венгерскую дружбу. Так, например, национальный комитет округа организовал в с. Мор совместно с местным советским комендантом народный праздник по случаю сбора винограда, на который пригласили население округа и членов национальных комитетов сел. В порядке торжества угостили советских воинов, а офицерам передали сувениры, подаренные национальному комитету для этой цели населением.

[27] Госархив, Дьёр. Из документов законодательного корпуса г. Мошонмадьяровар. Протокол от 26 ноября 1945.

[28] Госархив, Залаэгерсег. Док. н. ком. г. Надьканижа. Протокол от 13 апреля 1945 года.

[29] Там же.

[30] Госархив, Веспрем. Док. н. ком. Тапольца. Протокол от 14 марта 1946 г.

Торжество окончилось товарищеским ужином, на котором участвовали советские бойцы, офицеры, представители национальных комитетов и члены руководства всех партий.[31]

Однако залогом нерушимой советско-венгерской дружбы в первую очередь являлась кровь, пролитая советскими солдатами за освобождение Венгрии. Национальный комитет в Бекешсентандраш, отмечая двадцать девятую годовщину Великой Октябрьской социалистической революции, включает в протокол следующее:

«В Венгрии нельзя было бы говорить о демократии, если бы страну не освободила победоносная Красная Армия от ига фашизма...»[32]

Национальный комитет в Пюшпёкладань, организуя сбор на памятник павшим советским героям, вспоминает о том, что на территории Пюшпёкладань пало 126 советских героев.[33]

О больших жертвах, принесенных народами Советского Союза, советскими людьми, говорит национальный комитет села Надьлок комитата Фейер, когда выражает по поводу первой годовщины своего освобождения «свою искреннюю благодарность освободительной Красной Армии и особенно тем русским героям, которые пожертвовали самим дорогим, своей жизнью, за освобождение и свободу нашего комитата...»[34]

Роль национальных комитетов в борьбе с остатками реакции и фашизма

Наряду с освободительной борьбой и победой Советского Союза, явившейся решающей предпосылкой, исходным пунктом осуществления венгерской народной демократии, борьба Венгерской Коммунистической Партии за завоевание доверия решающего большинства трудящегося народа была тем основоположным фактором, который, после преодоления множества трудностей, поставил народно-демократический строй венгерского народа на несокрушимую основу и на доверие и поддержку преобладающего большинства трудящегося народа, и тем самым начался второй этап истории венгерской народной демократии — период диктатуры пролетариата, строительства социализма.

В этой борьбе, от исхода которой зависела вся дальнейшая судьба Венгрии, вопрос был поставлен так, что удастся-ли коммунистам мобилизовать массы трудящегося народа в деле преодоления огромных трудностей и препятствий, на проведение основных экономических и общественных

[31] Госархив, Секешфехервар. Док. н. ком. в Мор. Протокол от 27 августа 1945 года.

[32] Госархив, Дьюла. Док. н. ком. в Бекешсентандраш. Протокол от 7 ноября 1946 года.

[33] Госархив, Дебрецен. Док. н. ком. в Пюшпёкладань. Протокол от 22 сентября 1945 года.

[34] Госархив, Секешфехервар. Док. н. ком. в Надьлок. Протокол от 23 марта 1946 года.

перемен, на борьбу за подъем страны и счастливое будущее народа, или же окажется более сильной реакция, питающаяся из тысячей и тысячей предрассудков, привычек, невежества и отсталости, — которые поддерживались всеми силами западных империалистов — банкирами, фабрикантами, помещиками и их слугами и наемниками ; бывшими офицерами, жандармами, секретарями сельских управлений и старост режима Хорти, а внутри коалиции правым крылом партий мелкой буржуазии и реакционными элементами правительства, удастся ли им ранее или позднее задушить развитие демократических сил, деморализовать и перетянуть на свою сторону народные массы, умеющие пользоваться великой, непобедимой силой свободы еще очень неуверенно и нерешительно?

В первом этапе этой в конечном ее результате успешной борьбы, когда решающим звеном являлось осуществление и укрепление демократической диктатуры рабочего класса и крестьянства, народные органы и среди них в первую очередь национальные комитеты сыграли очень важную роль. Охватывающая всю страну сеть национальных комитетов являлась важным руслом углубления и расширения влияния Венгерской Коммунистической Партии среди народных масс. Через нее Венгерская Коммунистическая Партия могла осуществить связь с массами трудящихся крестьян, стоящих под руководством и влиянием Партии Мелких Хозяев, с мелкими и средними крестьянами Национальной Партии Крестьян, с рабочими, мелкими и ремесленниками и торговцами, являющимися членами Социал-демократической Партии, с интеллигенцией. Представители коммунистической партии в национальных комитетах могли непосредственно объяснить честным, демократическим членам других партий цели и намерения Венгерской Коммунистической Партии. И так как эти цели и намерения как в местном отношении, так и с точки зрения всей страны стояли в интересах всего трудящегося народа, им в большинстве случаев удавалось убеждать их о правильности этого пути. Национальные комитеты оказали серьезную помощь Венгерской Коммунистической Партии в ее борьбе за завоевание доверия решающего большинства трудящегося народа, и эта помощь охватывала все те территории, на которых коммунисты вели решительные бои за ликвидирование реакционных сил, за восстановление народного хозяйства, за создание предпосылок диктатуры пролетариата.

Важнейшей задачей национальных комитетов после освобождения страны являлось проведение программы Венгерского Национального Фронта Независимости. В связи с этим они играли очень значительную роль в первую очередь в борьбе с фашизмом и его пережитками.

Национальные комитеты были созданы под знаком борьбы с фашизмом, и там, где внутри национальных комитетов влияние коммунистов было решающим, они до конца сохранили свой боевой, антифашистский характер. Национальный комитет г. Будапешт провозглашает в одном из своих первых

решений борьбу против фашистских пережитков и реакции и в одной из резолюций устанавливает, что фашистами являются все те лица, которые противостоят его распоряжениям, выражающим волю всего народа. И в дальнейшем национальный комитет г. Будапешт в этом вопросе указывает путь всем национальным комитетам страны.

«...нельзя допустить того, чтобы оставшиеся здесь слуги старого режима могли сделать хотя бы попытку на разложение единства новой, демократической Венгрии и подрыв ее авторитета...» пишет он в одном из его циркуляров.[35–36]

Национальный комитет в Шальготарьян при решении арестовать и интернировать местных фашистов внес в протокол следующее:

«После тех ударов, которые перетерпела наша родина, мы не можем снисходительно относиться к этим вопросам. Мы должны провести с драконовской строгостью наши концепции о рабочем лагере. Все, кто принимали участие в этих махинациях, пусть чувствуют свои преступления.»[37]

Подобным образом относились к этому вопросу и национальные комитеты сел, в первую очередь национальные комитеты Затисских сел, имеющие старые, революционные традиции, в которых влияние Венгерской Коммунистической Партии и в годы режима Хорти было значительным и распространилось после освобождения страны на широкие массы крестьянства.

«Национальный комитет является временным форумом воли народа — установил национальный комитет в Баттонья —, главной целью которого является коренным образом уничтожить всякое проявление фашизма и очистить общество от всех реакционных элементов.»[38]

Национальный комитет в Эстар, отвечая на воззвание национального комитета комитата Бихар, в котором он призывает села к борьбе с фашизмом и за строительство демократической Венгрии, внес в протокол следующее:

«Присутствующие члены поняли и освоили воззвание и обещали, что покажут хороший пример в борьбе за эту святую цель и уничтожат уже в зародыше всякие реакционные попытки.»[39]

И, действительно, эти решения национальных комитетов не являлись только пустыми словами. Преобладающая часть национальных комитетов, особенно в комитетах восточной Венгрии, освобожденных раньше других частей страны, начала свою деятельность организацией гражданских гвардий, национальных гвардий, демократической полиции. (На это националь-

[35–36] Госархив № 1, Будапешт. Док. н. ком. г. Будапешт, XXXII заседание. Протокол от 27 июня 1945 года.

[37] Госархив № 2, Будапешт. Док. н. ком. в Шальготарьян. Протокол от 23 марта 1945 года.

[38] Госархив, Сегед. Док. н. ком. в Баттонья. Протокол от 19 января 1945 года.

[39] Госархив, Дебрецен. Док. н. ком. в Эстари. Протокол от 17 мая 1945 года.

ные комитеты получили указания и от Временного Национального Правительства.) Эти первые вооруженные органы венгерской демократии состояли уже с самого начала большей частью из коммунистов и преобладающее большинство народа считало это правильным. Национальные комитеты многих сел посылали в ряды полиции коммунистов, давали коммунистам поручение организовать полицию. Таким образом национальные комитеты в Будапешт, Дебрецен, Сегед, Мишкольц, Шопрон, Ходмезёвашархей, Шальготарьян, Дьёр и т. д. выбрали коммунистического начальника полиции, т. е. подтвердили его назначение. Например, национальный комитет в Хайдубёсёрмень из нескольких кандидатов секретным голосованием выбрал на место начальника полиции коммуниста и на остальные должности в рамках полиции назначил почти исключительно коммунистов. В комитате Хайду из находящихся там двадцати населенных пунктов десять самых крупных (Дебрецен, Хайдубёсёрмень, Хайдунанаш, Бальмазуйварош, Хайдухадхаза, Надудвар, Каба и т. д.) выбрало в начальники полиций коммунистов. Но и в некоторых других местностях, как например, в Хайдудорог, Эдьек и т. д. выбрали коммуниста на должность заместителя начальника полиции. Во всем комитате большинство рядовых полицейских состояло также из коммунистов.[40]

(В полицейском органе Хайдубёсёрмень работало 64 коммуниста, 10 беспартийных,[41] а 17 членов полиции в Хайдудорог тоже были членами Венгерской Коммунистической Партии,[42] из 32 членов полиции местности Дьёма в комитате Бекеш 25 было коммунистами, 1 — социал-демократом, а остальные беспартийными.)

Бóльшая часть национальных комитетов бдительно следила за авторитетом вооруженной силы власти рабочих и крестьян и выступала решительно против всех, кто старался подорвать его.

«В будущем — указывал национальный комитет в Дьёма — начальник полиции должен донести о лицах, обижающих полицию или показывающих любой знак сопротивления, и национальный комитет предпримет нужные шаги для интернирования этих лиц.»[43]

В дальнейшем, когда организацию полиции уже централизовали, во многих случаях национальные комитеты вносили предложения относительно личности назначаемого начальника полиции и высказывали свое мнение относительно политической надежности лиц, явившихся на полицейскую

[40] Архив Института истории партии, № 686/1945. Доклад вицегубернатора (вицегубернатор являлся первым выборным чиновником в венгерских комитатах) комитата Хайду. 17 марта 1945 года.

[41] Архив Института истори партии, № 422/1945. Из документов вицегубернаторского управления комитата Хайду. Доклад из с. Хайдубёсёрмень.

[42] Архив Института истори патрии, из документов вицегубернаторского управления комитата Хайду, 3 февраля 1945 года. Доклад из Хайдудорог.

[43] Госархив, Сегед. Док. н. ком. в Дьёма. Протокол от 24 марта 1945 года.

службу. Национальные комитеты в государственную полицию большей частью посылали также коммунистов. Так выглядит в действительности «насильственное завоевание» полиции коммунистами, о котором реакция распространяла после освобождения так много клеветы. Все это конечно не обозначает, что реакция не приложила все свои усилия к тому, чтобы препятствовать этому, и что Венгерская Коммунистическая Партия со своей стороны не боролась всеми силами за завоевание решающего влияния внутри полиции. Но очень важно отметить, что и местные национальные комитеты, которые являлись выразителями воли демократических народных масс, уже с самого начала, видели в большинстве случаев защиту народнодемократического порядка наиболее обеспеченной в руках коммунистов.

Целый ряд, главным образом Затисских местностей, дал хорошие примеры решительного, революционного выступления против врагов народа. В этих местностях национальные комитеты самостоятельно организовали из рабочих, землекопов, бедных крестьян политическую полицию, политический сыскной отдел, политический следственный орган, концентрационные лагери, которые содержала сама местность. Эти политические полиции жестоко расправились с местными фашистами. Национальные комитеты этих местностей (в Мезёберень, Дьёма, Сегхалом, Девавапья, Вестё, Орошхаза, Кондорош, Надьсенаш и т. д.) выдали распоряжение об аресте и интернировании фашистских, реакционных элементов.

Например, национальный комитет в Дьёма составляет, ссылаясь на общественное мнение, список местных «Фольксбундистов»* (44 человека) и распоряжается относительно их интернирования.

«Всех тех, кто находится в списке фольксбундистов, ...надо перевезти в концентрационный лагерь хутора Жофия... интернированные должны выполнять полезную работу и поэтому должны взять с собой каждый по лопате и мотыге.»[44]

Национальный комитет в Мезёберень уполномочивает политический следственный орган местности, чтобы он интернировал местных фашистов, получив на это предварительное согласие председателя национального комитета.[45]

То, что эти решения национальных комитетов не остались только на бумаге, показывает то обстоятельство, что, например, в концентрационном лагере округа Сегхалом уже 29 апреля 1945 года находилось 99 заключенных, в том числе: 59 члена крайне правой венгерской фашистской партии (ньилаш), 5 военных преступников, 8 доносчиков жандармерии, 7 немце-

* «Фольксбунд» являлся гитлеристской организацией, охватывающей большинство немцев Венгрии.

[44] Госархив, Сегед. Док. н. ком. в Дьёма. Протокол от 23 мая 1945 г.

[45] Госархив, Дьюла. Док. н. ком. в Мезёберень. Протокол от 31-ого января 1945 года.

филов, 17 лиц, обвиненных в разных антинародных действиях и 3 мешочника.[46]

Эти национальные комитеты выполняли право надзора и контроля над местными полицейскими органами вплоть до организации общегосударственной демократической полиции. (Например, национальный комитет в Дьёма еще 20 июля 1945 года принял дополнительно двух членов в состав политического следственного органа «до тех пор, пока не организуют государственную полицию»).[47]

Некоторые национальные комитеты регулировали с местной точки зрения деятельность полиции. Так например, национальный комитет в Мезёберень вынес решение, согласно которому «охрана рабочего лагеря и ее начальник непосредственно подчинены начальнику политического следственного отдела... а начальник политического следственного отдела со своей стороны должен во всем подчиняться инструкциям национального комитета и всецело выполнять их...»[48]

Особую бдительность национальные комитеты должны были проявлять по отношению к беглецам-фашистам и поступать с ними с беспощадной строгостью, так как часть этих элементов, бежавших от приближающейся Советской Армии, после освобождения Будапешта, видя, что между членами правительства находятся и представители партии мелких хозяев, и даже генералы Хорти, считала свое положение укрепленным, медленно возвращалась и как будто ничего не произошло старалась опять занять старые руководящие места. Национальный комитет в Карцаг вынес решение против этих изменников родине, которое он передал в виде меморандума правительству и разослал национальным комитетам соседних комитатов.

«...Недопустимо, чтобы эти ненадежные элементы после своего возвращения продолжали там свою жизнь, где они ее прекратили перед освобождением.

Поэтому мы предлагаем:

1. чтобы тех, кто бежал от демократической Венгрии и начиная с сегодняшнего дня прибывает обратно, считали ненадежными;

2. как такие, надо их лишить на три года права стать членами любой из демократических политических партий;

3. надо их лишить права на получение любой государственной должности;

4. национальный комитет должен на неопределенное время призвать на обязательный общественный труд тех, которых составленная ею комис-

[46] Госархив, Дьюла. Док. н. ком. в Сегхалом. Протокол от 29-ого апреля 1945 года.

[47] Госархив, Сегед. Док. н. ком. в Дьёма. Протокол от 20 июля 1945 года.

[48] Госархив, Дьюла. Док. н. ком. в Мезёберень. Протокол от 31 января 1945 года

сия из пяти членов считает с точки зрения плохого влияния на общественное мнение опасными.»[49]

Вопрос бежавших и медленно возвращающихся фашистов и реакционных элементов, как: помещиков, управляющих имением, чиновников и т. д. еще долгое время занимало национальные комитеты и принуждало их применять различные меры и решения. Например, национальный комитет в Мезёхедеш единогласно решил:

«Всех возвратившихся без исключения надо как можно скорее определить на работу и они должны работать с утра до вечера тридцать дней, обеспечивая себя пищей и необходимыми орудиями производства.»[50]

Правда, не все национальные комитеты выступали таким образом против предавших народ фашистских беглецов.[51] Многие национальные комитеты довольствовались тем, что передавали их оправдательному комитету, или вообще, не выявляли мнения по этому вопросу. Но в этом вопросе является характерной деятельность большинства национальных комитетов, являющихся прогрессивными и политически сознательными, так как именно они проявляли чище всего истинные чувства, действительную волю народа, менее всего давая место влиянию всяких реакционных пережитков, привившегося уважения «авторитета», и т. д.

Борьба между демократией и силами реакции, которая началась уже при организации полиции (характерным примером является борьба между членом партии мелких хозяев губернатором Яцко, ставшим в последствии заговорщиком, и национальным комитетом в Сомбатхей относительно замещения должностей в полиции и административном аппарате),[52] еще более обострилась в связи с процессами народных судов и работой оправдательных комитетов.

Правда, программа Венгерского Национального Фронта Независимости говорит о том, что изменники родине, военные преступники должны быть переданы народному суду, но проведение этого в жизнь все опазды-

[49] Госархив, Сольнок. Док. н. ком. в Карцаг. Протокол от 19 февраля 1945 г.

[50] Госархив, Сегед. Док. н. ком. в Мезехедеш. Протокол от 12 мая 1945 г.

[51] Отдельные национальные комитеты уже при организации полиции показали, что в их рядах сказывается влияние реакции. Так, например, национальный комитет в Рацальмаш, назначил начальником демократической полиции бывшего старшего сержанта жандармерии (см. Государственный Архив, Секешфехервар, из документов национального комитета в Рацальмаш, протокол от 12 июля 1945 г.), а национальный комитет в Шарсентмиклош поручил организацией местного органа полиции двух бывших сыщиков режима Хорти и бывшего субофицера полиции Хорти. (См. Государственный Архив, Секешфехервар, из документов национального комитета в Шарсентмиклош, протокол от 16 апреля 1945 года). Национальный комитет в Тапольца предложил в члены демократической полиции бывшего старшего сержанта жандармерии, представители Партии Мелких Хозяев и Социал-Демократической Партии яро нападали на коммунистических начальников местной полиции, защищая фашистов, интернированных полицией. (См. Государственный Архив, Веспрем, из документов национального комитета в Тапольца. Протокол от 23 февраля 1945 г.)

[52] Госархив, Сомбатхей. Док. н. ком. в Сомбатхей. Протокол от 26-ого мая 1945 года.

вало из-за правосоциалистического министра юстиции и реакционного судебного корпуса. Чего более, чувствуя эту поддержку, уже начинали рождаться такие прокурорские решения, которые «не найдя» подходящего параграфа в кодексе законов, просто прекратили процесс против ведущих фашистов партии «ньилаш».

И в этом вопросе Венгерская Коммунистическая Партия била в набат. 10 декабря 1944 года Йожеф Реваи пишет статью в сегедской газете «Дельмадьярорсаг» (Южная Венгрия), в которой он обращается к национальным комитетам и требует проведения программы Венгерского Национального Фронта Независимости, немедленной организации народных судов, и начатия их деятельности.[53]

Призыв Венгерской Коммунистической Партии поддержали организованные рабочие и демократическое общественное мнение Сегеда. Опираясь на это национальный комитет Сегеда вынес решение об организации народного суда и составил первое распоряжение в связи с этим вопросом. (14 декабря 1944 г.).

Примеру Сегеда последовали и национальные комитеты в Дебрецен, Мишкольц, Ходмезёвашархей и т. д., которые со своей стороны считали необходимым как можно скорее организовать народные суды. Национальный комитет г. Карцаг уже на своем учредительном общем собрании, 21 декабря 1944 года, выносит решение по предложению коммунистических представителей об аресте и заключении фашистских элементов вплоть до тех пор, «пока их делом не займется организуемый в Карцаг народный суд и не принесет окончательного решения».[54]

Эту борьбу между демократическими и реакционными элементами относительно привлечения к ответственности фашистов, военных преступников и врагов народа, возглавляла столица страны. Бои еще были в полном разгаре в Буда, когда национальный комитет освобожденного Пешта решил на своем втором собрании, состоявшемся 27 января 1945 года, организовать народный суд, назначил его председателя и призвал партии делегировать представителей в народный суд. Уже 3 февраля 1945 года состоялось первое заседание народного суда в деле двух фашистов, обвиненных в убийстве 124 человек, и которых через сутки, 4 февраля 1945 года, публично казнили. Национальный комитет Будапешта через короткое время создал еще четыре совета народного суда и назначил руководителя народной прокуратуры.[55]

В дальнейшем, когда министерство юстиции переняло контроль над народным судом и руководство им, революционный размах борьбы с военными преступниками, с фашистскими убийцами, который был присущен в первую очередь национальному комитету столицы, очень понизился. Один

[53] «Дельмадьярорсаг». (Южная Венгрия), 10 декабря 1944 г.
[54] Госархив, Сольнок. Док. н. ком. Карцаг. Протокол от 21 декабря 1944 г.
[55] Госархив № 1, Будапешт. Протоколы от января и февраля 1945 года.

за другим следовали все более и более снисходительные решения и оправдания. Тогда национальный комитет г. Будапешт опять взял в свои руки инициативу и, вместе с национальными комитетами районов Будапешта и провинции, требовал прекращения этой волокиты вокруг работы народных судов, принятия более строгих мер в связи с наказанием фашистов, и удаления таких народных судей — являющихся большей частью представителями партий мелких хозяев и буржуазных демократов — выявляющих симпатию к подсудимым и приносящих либеральные решения.[56]

Выметение фашистского мусора, накопившегося за десятки лет в венгерской политической, экономической и общественной жизни, являлось испытанием силы венгерского трудящегося народа, жизнеспособности молодой венгерской демократии. Венгерский народ знал, что чем основательнее ему удастся ликвидировать оставшиеся в стране развалины старого, ядовитые пережитки фашистского режима, тем увереннее он сумеет итти вперед по пути повышения жизненного уровня, культуры трудящегося народа, тем меньше надо будет опасаться того, что контрреволюция может поднять свою голову. Именно поэтому играли такую большую и важную роль оправдательные комиссии рядом с деятельностью народного суда.

Под народный суд попадали обыкновенно только военные преступники, фашисты, обвиненные убийством или другими преступлениями. Но здесь находились еще в государственных учреждениях, частных предприятиях, на всех поприщах общественной и культурной жизни кооперирующие

[56] Национальный комитет XIV района г. Будапешт требует в своем решении от 29 мая 1945 года, чтобы ускорили деятельность народного суда и приведение приговоров в исполнение, и заявляет свой протест в связи с возмутительно легким приговором, принесенным в деле известного фашистского вождя Зольтан Мешко. Национальный комитет XI района, присоединяясь к призыву национального комитета III района, обращается с призывом к национальному комитету г. Будапешт, в котором требует, «сделать необходимые шаги для того, чтобы наказать лиц, старавшихся прививать венгерскому народу фашистскую и нилашскую идеологию, самыми жестокими мерами . . .» (Док. н. ком. XI района г. Будапешт. Протокол от 31 мая 1945 г. Госархив № 1 Будапешт.) Национальный комитет IX района г. Будапешт тоже протестует против снисходительных приговоров и медлительной работы народных судов (Госархив № 1, Будапешт. Док. н. ком. IX района г. Будапешт. Протокол от 4 апреля 1945 г.). Из национальных комитетов провинции национальный комитет Ходмезёвашархей выступает с требованием, чтобы организовали в рамках сегедского народного суда отдельный совет, задачей которого являлось бы регулярное занятие делами местного характера. «Наш комитет и со своей стороны считает опасным то обстоятельство, что с тех пор, как появилось решение об организаци народного суда, т. е. уже более чем пол года, еще не было на повестке дня ни одного дела, касающегося военных или политических преступников в Ходмезёвашархей.» (Госархив, Сентеш. Док. н. ком. в Ходмезёвашархей. Протокол от 18 июня 1945 года). Насколько тяжелой и длительной являлась борьба вокруг решения этих вопросов, насколько сильна была еще реакция, тормозившая и часто изнутри разлагавшая работу народных судов, показывает резолюция национального комитета в Ходмезёвашархей, который должен был через год после первого призыва по этому вопросу опять обратиться к коалиционным партиям с требованием «отозвать всех тех народных судей, которые показали своим поведением в отдельных процессах, дружескими отношениями к подсудимым и т. д., что не являются подходящими для выполнения этого поручения». (Госархив, Сентеш. Док. н. Ком. в Ходмезёвашархей. Протокол от 11 ноября 1946 года)-

с немецкими фашистами чиновники, заведующие предприятиями, лица, имеющие т. н. свободные профессии, члены фашистских камер, товарищеских организаций и т. д., которые еще не отказались от продолжения борьбы и нападали на демократию, старались подорвать ее основы, ориентируясь в сторону западных империалистов, кооперируя со «старыми англофилами», находящимися на правом крыле коалиции.

Ликвидация этих темных и тормозящих прогресс сил или по крайней мере их ослабление, изгнание из всех позиций, в которых они могли вредить и нападать хотя бы с искрой надежды на успех, являлось особенно тяжелой и сложной, но решающе важной задачей, ибо это являлось залогом и предпосылкой построения нового государственного строя и укрепления его, и не в последнюю очередь от этого зависело завоевание международного авторитета страны, игравшей позорную роль последнего сателлита фашистской Германии, в глазах всех стран мира, и в первую очередь Советского Союза.

В проведении этой задачи национальные комитеты играли очень важную роль. Национальные комитеты заботились о том, чтобы оправдательные комиссии начали свою работу по всей стране и сюда относящиеся решения Временного Национального Правительства были соответственно выполнены.

Естественно, проведение оправдательных процессов не шло гладко. Само решение правительства — вследствие влияния реакционных элементов внутри правительства — содержало лазейки для фашистов и реакционеров, а часть высланных национальными комитетами оправдательных комиссий также не работала безупречно вследствие того, что находящиеся в них правые элементы становились часто на сторону фашистских элементов. Но все же удалось достичь самое главное : по всей стране начались оправдательные процессы, которые все же достигли значительных успехов. Многие фашистские, враждебные народу чиновники государственных учреждений были объявлены политически ненадежными, многие были присуждены к лишению должности или к интернированию.

Так, например, среди национальных комитетов провинции, большая часть которых непосредственно проводила оправдательные процессы, национальный комитет в Уйкидьош лишает должности главного нотариуса и нотариуса по делам налогов, так как они проводили антинародную политику, были немцефилами и «обращались слишком сурово с крестьянской беднотой».[57] Национальный комитет Чанад принимает единогласно решение, согласно которому «все те лица, которые работали в руководящем или в умственном кругу деятельности, в правых партиях, или в правых официальных и секретных обществах и организациях, являются фашистами и, пос-

[57] Госархив, Дьюла. Док. н. ком. в Уйкидьош. Протокол от 26-ого февраля 1945 года.

кольку они находятся и теперь в государственных должностях, не могут быть оправданы.»[58]

Национальный комитет в Чанадпалота обсудил перед оправдательной комиссией дела местных руководителей фашистов (нилашов) и многих из них приговорила к лишению должности.[59]

Национальный комитет в Кишмарья объявляет местного старшего сержанта жандармерии антинародным, так как он грозил людям из-за ничтожных причин расстрелом... и добровольно взял на себя командование организованным в селе «отрядом отражения партизан».[60]

Национальный комитет в Рабапатона не оправдал и присудил к лишению должности местного нотариуса, обосновывая это следующим: «Нотариус, вместе со своим шурином, каноником Харшаньи, долгие годы так руководил местностью, что народ не смел высказывать своего мнения. Согласно общему мнению они являлись поработителями народа. Весь национальный комитет желает, чтобы на место главного нотариуса села был назначен человек, пользующийся доверием жителей и который своей деятельностью в состоянии обеспечить мирную жизнь села, приобретенную с такими большими трудностями..»[61]

Национальный комитет в Капольнашньек не оправдал фашистского учителя, так как он, будучи главным инструктуром «Левенте» (Согласно закону 1921: LIII. в буржуазной Венгрии военное обучение молодежи до 21 года в рамках организаций «Левенте» являлось обязательным. В этих организациях юношей старались воспитывать в фашистском духе. Примечание переводчика), наказывал мальчиков при малейшей ошибке или только шаловстве, называя их «паршивыми коммунистами». Он принял активное участие при насильственном угонении на запад молодежи.»[62]

Национальный комитет в Сомбатхей лишил должности восьми реакционных высших чиновников и одного военного генерального прокурора, и т. д.[63]

Хотя национальные комитеты, являющиеся представителями и исполнителями воли народа, в оправдательных процессах почти всюду относились очень строго к антинародным, фашистским элементам, все-таки были и такие национальные комитеты, которые под влиянием кулаков и реакционных чиновников, проникших туда главным образом через Партию Мелких Хозяев, изолировали коммунистических членов. Так например, националь-

[58] Госархив, Сегед. Док. н. ком. комитата Чанад. Протокол от 1-ого февраля 1945 г.
[59] Госархив, Сегед. Док. н. ком. в Чанадпалота. Протокол от 13-ого марта 1945 г.
[60] Госархив, Дебрецен. Док. н. ком. в Кишмарья. Протокол от 18-ого ноября 1945 г.
[61] Госархив, Дьёр. Док. н. ком. в Рабапатона. Протокол от 16-ого июля 1945 г.
[62] Госархив, Секешфехервар. Док. н. ком. в Капольнашньек. Протокол от 12 сентября 1945 г.
[63] Госархив, Сомбатхей. Док. н. ком. г. Сомбатхей. Протокол от 23 апреля 1945 г.

ный комитет в Залачань, членом которого являлся и реакционный союз крестьян, выдал следующее удостоверение бывшим местным нилашам: «...бывший управляющий села никогда ничего не предпринимал против народа, а наоборот, всегда и во всем держал перед глазами интересы народа. Против него с политической точки зрения нет никаких возражений ...Несколько раз поступили жалобы против одного из местных вооруженных руководителей фашистской партии, в связи с его антинародными поступками. Нам надо заметить, то вышеназванный не располагает никаким недвижимым имуществом... Против вооруженных членов фашистской партии с политической точки зрения нет никаких возражений.»

Тот же самый национальный комитет в Залачань оправдал и местного помещика, графа Морица Беньовского, с тем, что «против него ни в прошлом, ни теперь с политической и моральной точки зрения нет никаких возражений. Он зарабатывает свой хлеб усердной работой.»[64]

Национальный комитет в Кишбуча тоже оправдал и не лишил должности бывшего фашистского управляющего села, так как он, по его словам, «не действовал против интересов населения местности и индивидуально не заступался за фашистский режим.»[65]

Основой для возможности поддержки фашистов реакционными элементами, проникшими в национальные комитеты, служили пробелы в распоряжении правительства, поэтому все более необходимым становилось изменение его и заменение более строгим. Это являлось между прочим с самого начала требованием Венгерской Коммунистической Партии, и бóльшая часть национальных комитетов поддерживала коммунистов и в этой борьбе.

Национальный комитет г. Дебрецен уже в феврале 1945 года представляет правительству предложение, в котором просит изменение распоряжения относительно оправдания. Главные пункты этого предложения занимаются вопросами хода оправдания членов народной армии, обеспечения большей роли политических партий и профсоюзов, и мер, предпринимаемых против лиц, старающихся оправдать фашистов.[66] Основой к предложению национального комитета г. Дебрецен послужило скандальное оправдание и пенсионирование оправдательной комиссией министерства обороны генерал-лейтенанта Алайош Бельди, одного из самых крупных военных преступников, насильственно отправивших венгерских юношей в составе организации «Левенте» на запад.

Национальный комитет г. Сегед поддерживал предложение национального комитета г. Дебрецен, связанное с вопросом расширения круга дей-

[64] Госархив, Залаэгерсег. Док. н. ком. в Залачань. Протокол от 21-ого ноября 1945 года.

[65] Госархив, Залаэгерсег. Док. н. ком. в Бучусентласло. Протокол от 22 июля 1945 года.

[66] «Фельсабадулаш» (Освобождение) стр. 344.

ствия политических партий и профсоюзов, и старался насколько было возможным ограничить ссылки на «компетентность» в вопросах закона и всякие увертки юристов, к которым прибегали реакционные элементы внутри комиссий, старавшиеся саботировать и дискредитировать весь вопрос проверки.[67]

Ведущую роль в борьбе за последовательное проведение оправданий сыграл национальный комитет г. Будапешт, составивший уже через короткое время после своего создания первые оправдательные комиссии, которые начали свою работу с проверки служащих государственных учреждений и частных предприятий. По инициативе и с помощью национального комитета г. Будапешт до апреля 1945 года удалось создать на территории столицы 115 оправдательных комиссий, а 101 комиссия находилась в стадии организаций.[68] Национальный комитет г. Будапешт первым принял решение о том, что надо обязательно привлечь представителей профсоюзов к этой работе. Комитет принес далее решение о том, что в каждом случае надо рассмотреть и политическую деятельность обсуждаемых лиц перед 1939 годом. Национальный комитет г. Будапешт разработал далее целый ряд санкций, применяемых в зависимости от серьезности провинения (начиная с выговора вплоть до лишения должности и интернирования), применение которых являлось обязательным для всех комиссий, работающих на территории столицы.[69]

Национальный комитет г. Будапешт заявил протест в связи с тем, что среди офицеров армии Хорти начало распространяться определение надежности офицеров между собой. Он требовал, чтобы оправдательные комиссии для офицеров имели в каждом случае политического председателя и большинство членов комиссии состояло из представителей политических партий.

Всеми выше указанными распоряжениями национальный комитет г. Будапешт самостоятельно изменил данное решение Временного Национального Правительства и дал тем самым всей работе оправдательных комиссий более радикальное направление.

Отношение национальных комитетов к этому вопросу значительно содействовало тому, что, наконец, реакционные факторы правительства отступили и были приняты новые, измененные решения, принявшие к сведению предложения и распоряжения национальных комитетов. (Как выше

[67] Там же, стр. 345.

[68] Госархив № 1, Будапешт. Док. н. г. ком. Будапешт. Протокол от 28 марта 1945 года.

[69] Госархив № 1, Будапешт. Док. н. ком. г. Будапешт. Протокол от 18 апреля 1945 года. Национальные комитеты районов города поддерживали национальный комитет г. Будапешт и в этом вопросе. Так, например, национальный комитет VI района просит национальный комитет г. Будапешт распорядиться относительно того, чтобы «оправдательные процессы населения были в районе как можно скорее начаты и проведены. Национальный комитет VI района предоставляет себе право предложить на место по возможноти исключаемых служащих новых лиц . . .» (См. Госархив № 1, Будапешт. Док. н. ком. VI района. Протокол от 28 февраля 1945 года.)

было указано, такая же борьба велась за изменение решения в связи с работой народного суда, где тоже удалось Венгерской Коммунистической Партии, опираясь на народные комитеты, достигнуть того, чтобы принятый по этому вопросу закон, давал как можно меньше возможностей для увертoк и махинаций врагам народа).

Роль национальных комитетов в осуществлении демократической государственности

Как было сказано уже выше, национальные комитеты являлись по своему характеру общественно-политическими органами первого этапа венгерской народной демократии, но представляли в начале своей деятельности в местном масштабе главную государственную власть и выполняли все государственные функции. Национальные комитеты провели в этом периоде их деятельности чрезвычайно ценную работу, являлись по существу местными органами демократической диктатуры рабочего класса и крестьянства, были опорами народно-демократического строя и заложили основы новой, демократической государственности.

Самой ценной и успешной в стране была деятельность национального комитета столицы.

Национальный комитет г. Будапешт установил в первом своем решении, что «на освобожденной территории столицы национальный комитет будет держать власть в своих руках до тех пор, пока не возьмет ее в свои руки венгерское правительство».[70]

Национальный комитет одним из первых своих решений назначил бургомистра столицы, его заместителей и начальника полиции, выслал в оставшиеся без руководства государственные учреждения, как например, Национальный Банк, Центральный Финансовый Институт, Почту и целый ряд других государственных заведений и частных предприятий своих уполномоченных лиц, поручив их временно перенять руководство, созвать служащих и начать работу. Национальный комитет далее составил для борьбы с грозящей эпидемией и для улучшения общего гигиено-санитарного положения населения, значительно ухудшившегося за месяцы осады, Санитарный Совет, членами которого являлись кроме нескольких профессоров санитарные эксперты, и дал ему неограниченное полномочие.[71]

Благодаря деятельности главным образом Санитарного Совета на всей территории столицы через короткое время начали снова работать санитар-

[70] Госархив № 1, Будапешт. Док. н. ком. г. Будапешт. Протокол первого заседания, от 27 января 1945 г.

[71] Госархив № 1, Будапешт. Док. н. ком. г. Будапешт. № Д 68, стр. 14. Протокол от 28 января, 1945 г.

ные учреждения, больницы, клиники, поликлиники и амбулатории, и прививкой тифа удалось отклонить опасность эпидемии.

Национальный комитет г. Будапешта принес скорые и успешные распоряжения также относительно уборки развалин и начала восстановительных работ. Комитет уполномочил бургомистра г. Будапешт мобилизовать все мужское население города в возрасте от 17 до 45 лет для проведения общественных работ и распорядился относительно разработки существующего решения. Он назначил председателя Совета Общественных Работ и поручил ему центральное руководство восстановительных работ на территории г. Будапешт и его окраин.

Национальный комитет г. Будапешт организовал Совет по делам искусств, Совет по делам просвещения и Совет по делам кооперативов, котоые заботились о том, чтобы на их территории началась работа. Отдельное решение распоряжается относительно организации заводских комитетов на всех предприятиях столицы, отменил закон, согласно которому известные работы могли быть проведены только лицами с определенной квалификацией, и тем самым дал возможность поставить на ответственные посты людей, не имеющих формальную квалификацию, но политически надежных и способных выполнить порученную им работу. Комитет распорядился относительно учреждения управляющих домов (управдом), имевшего в то время серьезное значение. Комитет, пользуясь правом кредитирования и ассигнования Коммунальной комиссии столицы, обеспечил необходимые суммы для содержания полиции, на родных судов и других органов. Он вынес целый ряд решений относительно ликвидации фашистских пережитков (лишил должности старших чиновников, назначенных после 19 марта 1944 года, ликвидировал фашистские камеры, распорядился о сборе фашистских изданий и т. д.).

Национальный комитет г. Будапешт назначил 108 принимающих участие во Временном Национальном Собрании представителей столицы которые потом были выбраны на народном собрании. Он организовал далее коммунальную комиссию столицы.[72]

Национальный комитет столицы опирался в своей деятельности на национальные комитеты районов Будапешта, организованные сейчас-же после освобождения отдельных частей города. Первым национальным комитетом Будапешта являлся национальный комитет X района (Кёбанья), организованный уже 14 января 1945 года. Его членами являлись представители Коммунистической Партии, Социаль-демократической Партии, профсоюзов и несколько представителей буржуазного населения. Первой деятельностью национального комитета в Кёбанья являлась организация работы управления района, а также восстановление обеспечения населения водой и

[72] Госархив № 1, Будапешт. Док. н. ком г. Будапешт. Протоколы января—мая 1945 г.

электричеством. Эту последнюю задачу удалось решить, правда, в ограниченном масштабе, путем пуска в действие электростанций местных промышленных предприятий. После обеспечения населения водой и электричеством комитет решил в кооперации с районным управлением вопрос снабжения населения лекарствами и организовал народную кухню на 500 человек. В дальнейшем он концентрировал свои усилия на организацию общественного снабжения, общественной безопасности и производства. В решении этих вопросов национальным комитетам помогали заводские комитеты и быстро развивающийся административный аппарат, которые часто даже предшествовали его деятельности или через короткое время переняли значительную часть его задач по этой линии.[73]

Национальный комитет IX района был организован 27 января 1945 года. Членами его являлись представители Венгерской Коммунистической Партии и Социал-демократической Партии. Кроме них состояли членами также и представители «МАДИС» (Союз Венгерской Демократической Молодежи), районного управления и больницы Сент Иштван, как одного из важнейших учреждений района, а также представители католической и кальвинистской церкви. В председатели национального комитета выбрали протопопа приходской церкви Ференцварош, зам. председателем стал старший врач больницы, а функции секретаря выполнял представитель Венгерской Коммунистической Партии. Национальный комитет IX района установил согласно предложению коммунистов уже в первых своих решениях, что имеет право «разыскать, конфисковать, занять запасы продуктов, находящиеся в районе, и организовать самостоятельные вспомогательные акции» и тотчас же выслал комиссию из пяти членов для выполнения этого распоряжения. Комитет далее дал распоряжение управляющим домами составить список находящихся на территории района детей в возрасте от 1 до 14 лет, беременных женщин и кормящих матерей, чтобы сделать необходимые шаги для их обеспечения всем необходимым. Комитет являлся инициатором организации походных кухонь и выдал распоряжение для предотвращения эпидемических заболеваний относительно сжигания мусора и прочих отбросков, находящихся на улицах и дворах.[74]

Национальный комитет в Уйпеште (члены которого состояли из представителей Венгерской Коммунистической Партии, Социал-демократической Партии и нескольких делегатов буржуазного населения) своим первым распоряжением отстранил от должности бывшего бургомистра из времен Хорти и целый ряд других руководящих служащих городской управы и назначил на их место демократов. Он назначил начальником полиции

[73] Госархив № 1, Док. н. ком. X района г. Будапешт. Протоколы января—февраля 1945 г.

[74] Госархив № 1, Док. н. ком. IX района г. Будапешт. Протоколы января—февраля 1945 г.

коммунистического рабочего. Комитет распорядился относительно снабжения населения продовольствием, организовал народные кухни, снабжение населения лекарством, и приступил к восстановлению водопроводной и электрической сети. Все эти работы комитет проводил в кооперации с городской управой. Далее комитет отвел желающим подходящие для огородов участки земли, назначил попечителей в оставшиеся без руководителей предприятия; для восстановления обложил 1%-ным налогом работающие более чем с 20 работниками предприятия и кроме этого все предприятия общественного питания. Он распорядился относительно интернирования местных фашистов. Комитет позаботился об устройстве голодающих, истощенных детей в провинции.[75] Относительно вопроса организации работы школ он распоряжается о прекращении деятельности старого реакционного школьного комитета и организует для решения связанных с работой школ вопросов учебный комитет, состоящий из представителей партий и профсоюза педагогов.[76]

Для того, чтобы иметь понятие о том, каким количеством разных дел надо было заниматься в этот период национальному комитету такого рабочего города, как Уйпешт, принося необходимые решения и высказывая свою точку зрения, приведем повестку для одного единственного заседания комитета, состоявшегося 21 апреля 1945 года. На этом совещании, которое впрочем ничем не отличалось от других, национальный комитет г. Уйпешт принял решения относительно 44 дел, важнейшие из которых следующие:

Национальный комитет согласно предложению рабочих партий обложил 15%-ным восстановительным налогом кинотеатры Уйпешта, из которого 10% идут на цели восстановления в восстановительный фонд, а остальные 5% распределяются в равном размере между Национальной Помощью и рабочими культурными организациями г. Уйпешт. Комитет далее прекращает обложение населения церковным налогом через городское налоговое управление, аннулирует связанные с этим параграфы закона и передает эту функцию церкви. Аннулирует далее распоряжение относительно обязательного оглашения бракосочетания. Назначает в управление общественного питания и жилищное управление работающих там представителей партий. Он опечатывает все находящиеся на складах употребимые материалы и выделяет их согласно результату экспертизы союза ремесленников нуждающимся в них предприятиям и ремесленникам. Дает распоряжение бургомистру составить с помощью управляющих домами список имеющихся количеств стройматериалов. От тех, которые не заявляют о своих запасах, стройматериалы конфискуются. Комитет распоряжается далее об обеспечении некоторых предприятий электроэнергией. Дает распоряжение бургомистру сообщить населению о начале прививок против

[75] Госархив № 2, Док. н. ком. в Уйпешт. Протоколы января—марта 1945 г.

[76] Госархив № 2, Будапешт. Док. н. ком. в Уйпешт. Протокол от 5 мая 1945 года.

тифа и утверждает связанное с этим распоряжение санитарного врача. Назначает врачей руководителями некоторых отделений городской больницы. Заботится о топливе для больницы.

По линии общественного снабжения комитет делает нужные шаги для обеспечения населения маслом и в связи с этим распоряжается относительно покупки семян подсолнуха. Назначает помещения для торговли продовольствия.

Комитет регулирует выдачу промысловых свидетельств, распоряжается относительно организации местной полиции, проверяет деятельность пожарной команды и регулирует их рабочее время.

Кроме вышеуказанного комитет принимает ряд решений и в личных вопросах. Так, например, он просит завком судостроительного завода «Ганз» подарить бедному рыбаку, потерявшему свою лодку, старую лодку; обеспечивает выдачу табака для дома слепых.

Он приговаривает одного заведующего предприятием, незаявившего запасов материала, на тридцать дней принудительного труда; распоряжается относительно того, чтобы бывшие инструкторы «Левенте» были поставлены перед оправдающую комиссию и т. д.[77]

Параллельно с восстановлением административного аппарата национальные комитеты сделали первые шаги в сторону его изменения и демократизации. Эта деятельность национальных комитетов естественно не переступала границ буржуазно-демократических перемен и ограничивалась тем, чтобы очистить остатки старого государственного аппарата от реакционных, фашистских элементов и поставить демократических на их место. Но, так как в большинстве национальных комитетов рабочий класс и Венгерская Коммунистическая Партия имели решающее влияние, это одновременно обозначало и то, что старые административные рамки начали наполняться новым содержанием, особенно в рабочих районах, промышленных центрах, в которых, если и не в большом количестве, но уже начали попадать на руководящие посты административного аппарата рабочие. Старые чиновники режима Хорти, все еще державшие в большинстве случаев в своих руках руководящие позиции администрации, и которых поддерживало правое крыло коалиции, всеми силами противостояли увеличению в административном аппарате влияния демократических партий и, естественно, в первую очередь Венгерской Коммунистической Партии. Например, национальный комитет района Андьяльфёльд, выражая желание населения, сейчас же после освобождения района назначил коммунистического рабочего на место председателя районного управления. Тогдашний бургомистр г. Будапешт, принадлежащий к правому крылу коалиции, естественно, не был доволен этим самостоятельным распоряжением на-

[77] Госархив № 2, Будапешт. Док. н. ком. в Уйпешт. Протокол от 21 апреля 1945 г.

ционального комитета района Андьяльфёльд и так как не хотел, чтобы это назначение служило прецедентом, отказался назначить со своей стороны данного коммунистического начальника управления. Но национальный комитет не принял к сведению его решение и заявил, что« во главе своего района хочет иметь человека, вышедшего из их рядов, живущего и мыслящего в духе народной Венгрии.»

Ввиду того, что бургомистр все еще не хотел дать своего согласия, национальный комитет еще раз подчеркивая свое требование, сообщил ему:

«Если окажется необходимым — пишет национальный комитет бургомистру —, мы вместе с рабочими массами выйдем на улицу, чтобы и вы, господин Бургомистр, согласились с нашим решением.»[78]

После этого бургомистр далее не протестовал и район получил коммунистического председателя районного управления.

Естественно, что в это время не только национальный комитет г. Будапешт старался демократизировать административный аппарат, а этим вопросом занимались согласно местным обстоятельствам в различных формах почти все национальные комитеты страны. Анализируя этот вопрос, мы получаем очень неравномерную картину. Были местности, — особенно на Затисской территории и между Дунаем и Тисой — в которых национальные комитеты провели уже в первые дни после освобождения целый ряд важных изменений в административном аппарате, очистили его от старых чиновников режима Хорти и назначили других на их место. Это поощряло и то обстоятельство, что из восточной части страны сбежало больше всего высших чиновников, которые надеялись, что фашистам удастся остановить Советскую Армию около Тисы, Дуная или у Будапешта. Когда их надежды сокрушились чиновники задунайской части страны и бóльшая часть находившихся там беглецов уже не двинулась с места, а стараясь вести себя тем незаметнее, ожидала на месте, как сложатся обстоятельства, и пробовала вести себя согласно этому. (Другая их часть, как уже было сказано выше, старалась возвратиться обратно). Именно поэтому обстоятельства сложились так, (на это конечно влияли и прочие общественные и исторические обстоятельства, например: больше революционных и демократических традиций) что национальные комитеты больших аграрных городов за Тисой, на венгерском Альфёльде, могли уже в первые дни своей деятельности достигнуть больших успехов и работать активнее в области изменений в административном аппарате и его демократизации, чем значительная часть, например, задунайских национальных комитетов, деятельности которых в множестве случаев мешал уже с самого первого момента районный начальник или нотариус старого режима (позднее губернатор или

[78] Госархив № 1, Будапешт. Док. н. ком., XIII-ого района г. Будапешт (Андьяльфёльд). Протокол от 15 февраля 1945 г.

вицегубернатор, назначенный Партией Мелких Хозяев), тормозя ее и стараясь влиять на нее в сторону соглашательства.

Национальный комитет в Карцаг, например, выбрал уже на своем учредительном собрании новое руководство административного аппарата: бургомистра, заместителя бургомистра, начальника налогового управления, референта общественного снабжения и т. д.[79] Национальный комитет в Кунхедьеш выбрал нового временного районного начальника и его заместителя.[80] Национальный комитет в Туркеве выбрал на своем учредительном собрании нового бургомистра.[81] Национальный комитет в Орошхаза организовал местный совет, членами которого являлись представители городского управления, всех партий, профсоюзов, школ и церковных общин. Национальный комитет в Орошхаза назначил также и политического уполномоченного к заместителю районного начальника. А в организованное им административное учреждение делегировал по представителю отдельных партий.[82]

Национальный комитет села Девааньа в полном составе вышел в сельское управление и сообщил там руководящим служащим старого режима, «что они должны отчитаться относительно выполняемой до сих пор работы и передать свои места назначенным комитетом новым служащим», довел также до сведения всех находящихся в сельском управлении служащих, «что они должны подчиняться назначенным национальным комитетом судье и нотариусу и считать их своими начальниками...»[83]

Национальный комитет в Дьёма провел еще более радикально реорганизацию и демократизацию сельского административного аппарата. Он прекратил деятельность коммунальной комиссии и поставил на его место так называемый административный совет, снял с должности старое сельское управление и назначил возле главного нотариуса административного контролера, играющего роль политического уполномоченного. На сообщение вицегубернатора, являющегося представителем Партии Мелких Хозяев, в котором вицегубернатор заступился за старое, реакционное управление и «уничтожил» решения национального комитета, национальный комитет в Дьёма ответил длинным сообщением, в котором объяснил поли-

[79] Госархив Сольнок. Док. н. ком. в Карцаг. Протокол от 21-ого декабря 1944 года.
[80] Госархив Сольнок. Док. н. ком. в Кунхедьеш. Протокол от 24 февраля 1945 года.
[81] Госархив Сольнок. Док. н. ком. Туркеве. Протокол от 8 января 1945 года.
[82] Госархив Дьюла. Док. н. ком. в Орошхаза. Протоколы от 19 января 1945 года и 1 февраля 1945 года.
[83] Госархив Дьюла. Док. н. ком. в Девааньа. Протокол от 5 февраля 1945 года. Имелись такие села, как на пример Надьиван, в которых, правда, старое управление осталось на месте, но руководство жизнью села находилось в руках национальных комитетов, посылающих своих наиболее сознательных, умеющих бороться, членов, и в управление. «Старый сельский староста остался на своем месте — докладывает районный начальник Тисафюред губернатору комитата — но согласно поручению национального комитета действительным руководителем среди членов управления является представитель коммунистической партии Кальман Вадас. Его личность пользуется у большинства населения большим уважением...» Док. н. ком. Сольнок. Доклад районного начальника Тисафюред, январь—февраль 1945 года).

тическое значение этих распоряжений и показал тем самым красивый пример того, как надо понимать с народной, революционной точки зрения демократию и демократические права.

«Эти распоряжения являются основным требованием, если мы хотим начать строить после старого, диктаторского, фашистского строя новый, демократический строй. Руководителей министерств сняли с дожности, а к городским и сельским управлениям нельзя притронуться? Выбор новых служащих произошел на основании единогласного решения национального комитета, выражающего этим общественное мнение населения, принимая во внимание согласие всех его слоев. Почему не хочет дать свое согласие Управление Вицегубернатора?...»

И отвечая на угрозы вицегубернатора, который сообщил, что предусматривает привлечь к ответственности и подвергнуть дисциплинарному иску лица, принявшие это решение, национальный комитете в Дьёма высказывает свою точку зрения в следующем, что является одновременно и ее исповедью за народную демократию :

«Мы чувствуем и берем на себя ответственность в первую очередь за построение венгерской демократии, которое вовсе не поддерживают распоряжения Управления Вицегубернатора, придерживающиеся в такой форме правил и параграфов, будто хотят задушить этими формальностями суть и дух венгерской демократии.

Распоряжения правительства, поскольку они помогают строить демократию, мы считаем и для нас обязательными, но по нашему мнению вышеуказанное распоряжение Управления Вицегубернатора противоречит не только духу и намерениям распоряжений правительства, а даже установленным им формам...»[84]

Распоряжения национальных комитетов — не смотря на то, что они являлись выражением истинно революционного духа, — в данных обстоятельствах не обозначали и не могли обозначать полную реорганизацию административного аппарата. Создание нового государственного аппарата являлось задачей диктатуры пролетариата. Тогда шла речь только лишь о том — и это обозначало тогда очень серьезный шаг вперед —, чтобы демократические силы, под руководством Венгерской Коммунистической Партии, завоевали себе все большее влияние в старом административном аппарате, который в то время еще нельзя было заместить другими органами, и удалили оттуда реакционеров. Но очень часто, особенно в селах, новые служащие, которые были уже назначены на руководящие посты демократическими силами, не оказались на много прогрессивнее, демократичнее старых служащих режима Хорти. Значительная часть этих новых служащих состояла из находящихся в мелких позициях служащих старого административного аппарата : из писарей, служащих с поденной платой, вспомогательных

[84] Госархив, Сегед. Док. н. ком. в Дьёма. Протокол от 17 февраля 1945 года.

работников и т. д., не принявших в прошлом участия в антинародных действиях. Естественно, и здесь нельзя обобщать. Очень многие из них — именно потому, что являлись эксплуатированными, плохо оплаченными, безперспективными служащими старого фашистского административного аппарата — поняли свои истинные интересы и откровенно встали на сторону демократии. Однако, в общегосударственном масштабе, в это время было еще мало рабочих и крестьянской бедноты среди вновь назначенных служащих административного аппарата.

Главной задачей народных комитетов в связи с восстановлением и демократизацией администрации, являлась реорганизация муниципалитетов, коммунальных комитетов, законодательных корпусов. В связи с этим правительство издало распоряжение № 14/1945 и дополнило его правительственным распоряжением № 1030/1945 в апреле 1945 года о временном восстановлении административного аппарата, на основании которого национальные комитеты должны были проводить эту работу. Реорганизацией городских самоуправлений, членами которых являлись в большинстве представители демократических партий, профсоюзов и представительств, национальные комитеты сделали большой шаг вперед на пути осуществления новой, демократической администрации. С реорганизацией органов самоуправления прекратила свое существование старая реакционная организация самоуправлений, основывавшаяся на вирилизме (во время старого режима в Венгрии вирилисты — лица, платящие большие налоги, самые богатые люди страны — имели решающее влияние на общественные дела. — Замечание переводчика), связанном с цензом избирательном праве, вечном членстве.[85] Основательно изменился и социальный состав органов самоуправления. Ниже приведенные данные дают ясную картину о происшедших в органах самоуправления изменениях:

В реорганизованном коммунальном комитете г. Дебрецен состав представителей различных слоев населения был следующим: 17 рабочих, 16 партийных секретарей и секретарей профсоюзов (являющихся в большинстве тоже рабочими), 22 человека члена интеллигенции, 11 мелких ремесленников, 5 торговцев, 2 священника, 14 земледельцев (кулаков и бывших средних землевладельцев).[86]

В реорганизованном коммунальном комитете села Жака было 2 рабочих, 9 сельскохозяйственных рабочих, 2 батрака, 6 карликовых землевладельцев, 1 мелкий землевладельцев, 2 мелких ремесленника, 2 служащих, 1 член интеллигенции, 1 лавочник. В коммунальном комитете села Хенцида было: 9 бедных крестьян, 2 карликовых землевладельца, 4 мелких землевладельца, 1 мелкий ремесленник, 1 член интеллигенции и 3 слу-

[85] Чизмадия Андор, Национальные комитеты. Стр. 102. (Рукопись).

[86] Госархив Дебрецен. Док. н. ком. г. Дебрецен. Корреспонденция декабря 1944 года.

жащих; в Чекме: 4 сельскохозяйственных поденных рабочих, 19 мелких и карликовых землевладельцев, 5 мелких ремесленников и 2 члена интеллигенции; в Шаркад: 28 мелких и карликовых землевладельцев, 13 сельскохозяйственных поденных рабочих, 4 рабочих, 5 мелких ремесленников, 1 лавочник, 2 служащих; в Мезёдьян: 9 карликовых землевладельцев, 5 поденных рабочих, 1 мелкий ремесленник, 1 лавочник, 1 член интеллигенции, 1 собственник мельницы, 1 арендатор мельницы; в Кётедян: 1 рабочий, 6 карликовых землевладельцев, 4 сельскохозяйственных поденных рабочих, 15 мелких землевладельцев, 2 мелких ремесленника.

В селах половина членов коммунальных комитетов состояла из делегатов политических партий, а другая половина из высланных членов представительств. (В это время «представительствами» назывались союзы батраков, бедняков, ремесленников и лавочников, интеллигенции, в некоторых местах пастбищное общество и т. д.) В отдельных местностях национальные комитеты посылали в коммунальные комитеты представителей согласно величине имеющегося земельного участка. Так были представители средних и мелких землевладельцев, крестьян, имеющих 10—20, 20—30, и т. д. хольдов. (1 хольд = 0,575 гектара.) Отдельные церковные общины тоже имели своих представителей.[87]

Как видно из вышеуказанных данных, в реорганизованных коммунальных комитетах большинство членов состояло из представителей трудящегося народа, но были и такие места, где удалось туда вникнуть — главным образом через Партию Мелких Хозяев — и реакционерам, кулакам, и сторонникам режима Хорти. Они иногда оказывались в большинстве и заглушали голос представителей народа. Так, например, в комитате Сабольч реакционным элементам удалось с помощью оставшихся еще в административном аппарате реакционных служащих захватить в свои руки руководство некоторыми национальными комитетами.

В этих селах естественно и в коммунальных комитетах реакционные элементы оказались в большинстве и вследствие этого не изменилось ничего в старой администрации.[88]

Однако эти недостатки и слабости в работе национальных комитетов естественно не уменьшают большого значения их стремления к демократизации администрации и в общем и целом хорошей работы. Они в данных условиях сделали очень многое в осуществлении создания демократического административного аппарата, соответствующего надобностям и требованиям демократической диктатуры рабочего класса и крестьянства на первом этапе народной демократии. И, что являлось самым важным:

[87] Госархив, Дебрецен. Из документов вицегубернатора комитата Бихар, 1945. Статистика относительно состава законодательного корпуса городов и сел.

[88] Чизмадия Андор. Национальные комитеты. Стр. 104. (Рукопись). «Неплап» (Газета народя) от 5 июня 1945 г.

они восстановили местную администрацию, без которой было бы невозможно действовать центральным государственным органам, Временному Национальному Правительству.

После общегосударственной реорганизации административного аппарата часто происходили столкновения относительно круга действия между национальными комитетами с одной стороны и другими государственными ведомствами, губернаторами, вицегубернаторами, бургомистрами с другой стороны, особенно в тех комитатах, в которых руководителями высших властей являлись представители Партии Мелких Хозяев. Высшие государственные органы постоянно посылали предупреждения национальным комитетам относительно того, что круг их действия не включает вопросы администрации и что они должны воздерживаться от всякого непосредственного вмешательства в эти дела, будь это в личных или в любых вопросах. Несмотря на это много национальных комитетов и в дальнейшем настаивало на том, чтобы оказывать влияние на ход работы администрации, и они неоднократно заявили протест против того, что высшие государственные органы пытаются оттеснить их влияние на администрацию. Но, конечно, связанные с этим протесты национальных комитетов приносили все меньше результатов, и они в конце концов были принуждены понять, что не могут оказывать непосредственного влияния на администрацию. Национальный комитет г. Будапешт, и организованный 4 сентября 1945 года Всевенгерский Национальный Комитет ограничили деятельность на роль контрольного органа, дающего заключения с политической точки зрения. В местном отношении национальные комитеты в дальнейшем играли роль политических и общественных органов Венгерского Национального Фронта независимости. Они имели в дальнейшем право обращаться к государственным органам с инициативой или предложением. Не изменилась их роль как защитников демократического строя, в качестве которых они боролись на политическом и общественном уровне против реакции, пережитков фашизма, и следили за тем, чтобы распоряжения и решения правительства были всецело выполнены.

В борьбе против реакции Национальные комитеты играли особенно значительную роль в связи с проведением «списка Б» (На список Б попадали работавшие в старом государственном аппарате ненадежные лица, которые тем самым были удалены из него в 1945—1946 гг. — Примечание переводчика.) в начале 1946 года, в связи с чем большую часть еще находящихся в административном аппарате антинародных, продажных служащих уволили. Например национальный комитет в Кондорош целый ряд служащих сельского управления поставил на «список Б» с тем обоснованием, что данное лицо было: секретарем «МЭП*», что его «присудил народный суд», «его

* Партия Венгерской Жизни. Она являлась правительственной партией фашистской диктатуры Хорти.

небрежная работа граничит саботажем», «был беглецом», «был большим другом немцев» и т. д.[89] Национальный комитет в Пюшпёкладань поставил на «список Б» местных антинародных служащих со следующим обоснованием: «в прошлом относился плохо к народу», «не является демократом», «является человеком, преданным к прошлому, всегда считался грубым служащим» и т. д.[90] Национальный комитет в Польгарди не оправдал нотариуса, «потому что он был грубым в обращении с людьми, особенно с простыми слоями населения, что доходило у него до нетерпимости.»[91]

Весной 1946 года по всей стране началось то народное движение, в котором принимали участие под руководством коммунистов массы, входящие в Партии Левого Блока** и профсоюзы, и к которым присоединялись во многих местах беспартийные трудящиеся и крестьяне, являющиеся членами Партии Мелких Хозяев.

Вследствие народных приговоров, проведенных демонстрирующими массами, удалось отстранить новые группы реакционных служащих из их должностей.

Значительная часть национальных комитетов приняла активное участие в проведении народных приговоров и утверждала их как высший политический орган местности. Эти национальные комитеты твердо выступали против старающихся спасти этих людей разных находящихся еще под реакционным влиянием высших органов, и защищали решения народных приговоров. Например, национальный комитет в Пюшпёкладань дал следующий ответ Министерству Просвещения, требующего от него объяснения относительно выселения из местности нескольких ведущих служащих;

«Их... выселили из Пюшпёкладань на основании народного приговора, вынесенного на народном собрании, из-за их антидемократического реакционного поведения... Их реакционное правостороннее политическое поведение, далее то, что они никак не могли включиться в настоящую демократическую жизнь, а, наоборот, агитировали среди народа против нее, являлось причиной возмущенного выступления народа против них. Для того, чтобы прекратить эту раскольническую деятельность фашистских элементов среди людей и успокоить общее настроение, надо было выселить вышеуказанных вместе с несколькими другими лицами из Пюшпёкладань».[92]

** Левый блок был создан в начале 1946 г. по инициативе Венгерской Коммунистической Партии. Кроме коммунистической партии в нем приняли участие Социал-демократическая Партия, Национальная Партия Крестьян и профсоюзы. Его целью было отбивать наступление реакции после выборов осенью 1945 г. которые окончились победой Партии Мелких Хозяев, стоявшей в большинстве под правым руководством.

[89] Госархив Дьюла. Док. н. ком. в Кондорош. Протокол от 2 мая 1945 года.

[90] Госархив Дебрецен. Док. н. ком. в Пюшпекладань. Протокол от 19 апреля 1946 года.

[91] Госархив Секешфехервар. Док. н. ком. в Польгарди. Протокол от 4 октября 1947 года.

[92] Госархив Дебрецен. Док. н. ком. в Пюшпекладань. Протокол от 2 июня 1946 года.

Национальный комитет в Кондорош противостоит распоряжению управления вицегубернатора, стоящего под влиянием Партии Мелких Хозяев, которое требует, чтобы снятое с должности решением народа старое, продажное управление было восстановлено в должности.

«Национальный комитет не может принять к сведению это распоряжение, так как оно является диаметрально противоположным выявленному мнению всего населения, на основании которого народная комиссия в свое время приняла известные вам решения.»[93]

Конечно и работы в связи с составлением «списков Б» часто сопровождались борьбой. Внутри национального комитета некоторые его члены — в первую очередь часть представителей Партии Мелких Хозяев — брала под защиту фашистов и антинародных служащих, стараясь вынуждать решения для подкрепления их позиции.

Так, например, в национальном комитете района Печварад между ее коммунистическими и левыми членами с одной стороны и представителями Партии Мелких Хозяев и «Крестьянского Союза»* с другой стороны, возникли серьезные разногласия относительно вопроса составления «списка Б».

«Во время дискуссии — пишет об этом местный национальный комитет в своем докладе национальному комитету комитата — прозвучало несколько реакционных высказываний, между прочим член «Крестьянского Союза» иронически спросил: «может вы хотите коммунистического нотариуса?», угрожая при этом одного из членов национального комитета... все заседание прошло под знаком реакции со стороны Партии Мелких Хозяев и Крестьянского Союза...»[94]

Доклад, отправленный национальному комитету комитата, подписанный двумя председателями национальных комиссий и 15 членами, требует проведение решения большинства относительно вопроса «списка Б» и очищение национального комитета района Печварад от реакционных элементов, которые вместо того, чтобы являться представителями интересов народа; «ведут антинародную деятельность».

Но имелись и такие национальные комитеты, в которых борьба в связи со «списками Б» была решена — правда, только временно — в пользу реакции, которой удалось получить большинство голосов. Так, например, в Мор оправдали нотариуса режима Хорти, который в свое время проводил и пропаганду за венгерских фашистов; в секретном голосовании он получил 10 голосов против 6. В этой местности всех старых, оставшихся там из времен Хорти, чиновников — за исключением одного служащего, занимавшего незначительную должность — оправдали.[95]

* Крестьянский союз являлся реакционной организацией, руководимой Партией Мелких Хозяев и сплотившей главным образом кулаков и состоятельных крестьян.

[93] Госархив Дьюла. Док. н. ком. в Кондорош. Протокол от 7 декабря 1946 года.

[94] Госархив Печ. Док. н. ком. в Печварад. Протокол от 15 апреля 1946 года.

[95] Госархив Секешфехервар. Док. н. ком. в Мор. Протокол от 26 апреля 1946 года.

Национальный комитет в Элёсаллаш не принимает никаких шагов против местного руководителя венгерских фашистов-нилашов, в доме которого Салаши (вождь венгерской фашистской партии ньилашов. — Примечание переводчика) провел собрание и о котором сам комитет установляет, что горький пьяница, и только призывает его к тому, «чтобы он в дальнейшем воздерживался от таких антинациональных поступков...»[96]

Национальный комитет в Укк оправдал местного руководителя партии нилашов и руководителя вооруженных фашистов, а также и старшего сержанта жандармерии.[97] Национальный комитет Залабер принимает решение, согласно которому не желает конфисковать имущества бывших руководителей ньилашов. После принятия этого решения обнаружилось, что среди членов национального комитета находились и доносчики жандармерии и бывшие сторонники Имреди.[98]

Несмотря на все эти слабости, являющиеся последствием влияния реакции на некоторые национальные комитеты (особенно на задунайских территориях) решающее большинство национальных комитетов в значительной мере помогло очистить венгерское общество, и в первую очередь государственный аппарат, от вредителей и саботирующих элементов.*

Die Bedeutung der nationalen Komitees in der Entstehung der ungarischen Volksdemokratie

B. Balázs

Zusammenfassung

Die nationalen Komitees, Nationalräte, Befreiungskomitees, usw., entstanden in Europa in sämtlichen Ländern, die vom deutschen Faschismus unterjocht wurden. Diese revolutionären Volksorgane leiteten den Kampf der Massen und organisierten die nationale Widerstandsbewegung gegen die deutsche Besatzung. In Ungarn, wo sich die aktive Widerstandsbewegung infolge verschiedener Ursachen nur verspätet entfaltete, entstanden die nationalen Komitees, abgesehen von einigen sporadischen Versuchen, erst nach der Befreiung. Auf den durch die Sowjetarmee befreiten Gebieten setzten sich demokratische Massenbewegungen von mächtiger Kraft in Gang. Die von der jahrzehntelangen faschistischen Unterdrückung befreiten ungarischen Volksmassen: Arbeiter, Bauern, Handwerker, die fortschrittliche Intelligenz, bildeten des öfteren spontaner Weise, ohne jede besondere höhere Anweisung, unter Leitung der ortsansässigen Kommunisten, ihre revolutionären Volksorgane und nahmen die Regelung des Lebens der Städte und Dörfer in ihre eigene Hand. Vielerorts erwählte die Einwohnerschaft diese revolutionären Volksorgane an Volksversammlungen aus den Reihen der allgemein verehrten antifaschistischen Kämpfer und Demokraten der Ortschaft. Da an der Spitze des antifaschistischen Kampfes auch in Ungarn die Kommunisten standen, führten sie auch in den nationalen Komitees die leitende Rolle. Außer ihnen nahmen jedoch an der Gründung und Arbeit der Volksorgane auch die Vertreter anderer antifaschistischer und demokratischer Schichten teil. Im allgemeinen drückten die nationalen Komitees auch in ihrem Gefüge die Zusammenwirkung der breitesten

[96] Госархив Секешфехервар. Док. н. ком. Элёсаллаш. Протокол от 14 февраля 1946 года.

[97] Госархив Залаэгерсег. Док. н. ком. в Укк. Протокол от 23 января 1947 года.

[98] Госархив Залаэгерсег. Док. н. ком. в Залабер. Протокол от 11 февраля 1946 года.

* Продолжение в следующем номере

demokratischen Volksmassen im Kampf gegen die faschistischen Überreste und zur Erschaffung des neuen, demokratischen Ungarn aus.

Während unten, in lokalen Verhältnissen, die demokratische Bewegung der Volksmassen schon die Grundlagen für das neue Leben zu schaffen begann, setzte sich auch oben die demokratische Entwicklung mit großem Schwunge in Gang. Auf Vorschlag der Ungarischen Kommunistischen Partei entstand in Szeged aus den Vertretern der demokratischen Parteien die Ungarische Nationale Unabhängigkeitsfront, die das durch die Kommunistische Partei vorgeschlagene Programm annahm. Binnen kurzem, am 22. Dezember 1944, trat die Provisorische Nationalversammlung zusammen und erwählte die Provisorische Nationalregierung. Das Programm der Ungarischen Nationalen Unabhängigkeitsfront, das auch zur Tätigkeit der Regierung als Grundlage diente, schrieb die Erschaffung der Volksorgane auf dem ganzen Landesgebiet vor.

Die nationalen Komitees erfüllten in der ersten Periode ihrer Tätigkeit, die etwa bis zu den Monaten April—Mai des Jahres 1945, also bis zur vollständigen Befreiung des Landes und Umsiedlung der Regierung nach Budapest dauerte, in lokaler Beziehung sämtliche staatlichen Funktionen. Sie waren zu jener Zeit die höchsten Organe der Staatsmacht in den Dörfern und Städten, ihr Machtbereich erstreckte sich auf sämtliche Gebiete des Wirtschafts-, Staats- und politischen Lebens. Ihre Anweisungen, Verordnungen besaßen in lokaler Beziehung Gesetzeskraft, sie wurden sowohl von den Lokalbehörden als auch von der Einwohnerschaft vollzogen.

Nach der Entstehung der Ungarischen Nationalen Unabhängigkeitsfront und nach der Organisierung der anderen demokratischen Parteien verwandelten sich, bzw. entstanden die nationalen Komitees auf koalierter Grundlage. Außer den Delegierten der Kommunistischen Partei saßen in den nationalen Komitees auch die Vertreter der Sozialdemokratischen Partei, der Nationalen Bauernpartei, der Unabhängigen Kleinlandwirtepartei und der Bürgerlich-Demokratischen Partei. Die leitende Rolle der Kommunisten in der überwiegenden Mehrzahl der nationalen Komitees blieb indessen auch weiterhin unverändert erhalten. Es gab jedoch nationale Komitees, in welche — besonders durch die Rechte der Unabhängigen Kleinlandwirtepartei und durch die Bürgerlich-Demokratische Partei — auch reaktionäre, ja sogar faschistische Elemente hineingerieten und zahlreiche Schwierigkeiten in der Tätigkeit dieser Volksorgane bereiteten. Im Landesausmaß konnten sie jedoch keine bedeutenderen Erfolge erzielen; die nationalen Komitees waren während der ganzen Zeit ihrer Tätigkeit die revolutionären Organe der breiten demokratischen Volksmassen.

Die nationalen Komitees hatten in der Wiederherstellung und Demokratisierung der Verwaltung, im Kampf gegen die faschistischen Überreste und in der Ingangsetzung der Produktion eine große Bedeutung. Außerdem entfalteten sie auch auf kulturellem und sozialem Gebiet eine weit ausgedehnte Tätigkeit.

In der Wiederherstellung und Demokratisierung der Verwaltung traten die nationalen Komitees als die Verkörperung des Volkswillens auf. An die Stelle der vor der Sowjetarmee geflüchteten, reaktionären Verwaltungsbeamten ernannten sie neue, den demokratischen Erfordernissen entsprechende Beamten. (Diese rekrutierten sich zumeist aus den Reihen der an ihrer Stelle gebliebenen niederen Beamten: Schreiber, Diurnisten, Vizenotäre; in geringerer Zahl wurden jedoch in einigen Gegenden, wie z. B. jenseits der Theiß, auch Arbeiter und Bauern an verschiedene Verwaltungsstellen ernannt.) Im ganzen Lande steckten jedoch zu dieser Zeit noch viele reaktionäre Elemente in der Verwaltung, und ihre Entfernung konnte erst später bewerkstelligt werden.

Entsprechend der Regierungsverordnung haben die nationalen Komitees die Organe der Autonomie, d. h. die Verwaltungsräte und die Munizipien auf Grundlage der Koalition neugestaltet. Durch diese kamen die wirklichen Vertreter des werktätigen Volkes in die autonomen Körperschaften, und dadurch wurde ein gewaltiger Schritt in der Demokratisierung der ganzen Verwaltung getan. (Natürlich gerieten dabei auch Kulaken und andere reaktionäre Elemente in diese Körperschaften, die Mehrheit vertrat jedoch die Interessen des werktätigen Volkes und an den meisten Stellen kam die leitende Rolle der Kommunisten zur Geltung.)

Die nationalen Komitees hatten eine große Bedeutung in der Erschaffung der ersten demokratischen Organe der Brachialgewalt. Nach der Befreiung waren es die nationalen Komitees die aus zuverlässigen linksstehenden Personen, zumeist aus Kommunisten, die lokale Bürgergarde (Nationalgarde) bildeten, die dann die Aufrechterhaltung der Ordnung sicherte und die herumschleichenden oder verborgenen Faschisten verfolgte. Auf die Verordnung der nationalen Komitees wurden vielerorts, besonders jenseits der Theiß und in der Tiefebene, Internierungslager errichtet, wo die Pfeilkreuzler, die faschistischen Beamten und sonstige volksfeindliche Elemente gesammelt und zu gemeinnütziger Arbeit genötigt wurden. Die wegen schwerer Verbrechen Angeklagten wurden den Volksgerichten übergeben. Die nationalen Komitees verhinderten es, daß die geflüchteten reaktionären, faschistenfreundlichen Beamten zurückkehren und wiederum ihre Stellungen besetzen könnten. Diese wurden nach ihrer Rückkehr vor Rechtfertigungskommissionen gestellt und viele von ihnen wurden ihrer

Ämter enthoben und zur Internierung verurteilt. Es gab jedoch einige Ortschaften, besonders in Transdanubien, wo der Einfluß der Reaktion stärker war und wo es den in die nationalen Komitees eingeschlichenen reaktionären Elementen gelang, mehrere reaktionäre Beamten der Vorzeit rechtfertigen und in ihre Stellungen wiedereinsetzen zu lassen. Vom Standpunkt des ganzen Landes muß jedoch auch auf diesem Gebiet die positive, revolutionäre Rolle der nationalen Komitees hervorgehoben werden, da grundlegend hierdurch die Tätigkeit ihrer Mehrzahl auch in dieser Hinsicht gekennzeichnet wurde.

Politique et jansénisme

Lettres de François II Rákóczi, prince de Transylvanie au cardinal Filippo-Antonio Gualterio

(1714—1717)

B. Köpeczi

Rákóczi en exil

De 1703 à 1711, François II Rákóczi, prince de Transylvanie et chef de la Confédération Hongroise, mena à la tête des peuples de Hongrie, une lutte acharnée contre l'oppression des Habsbourg. Après huit années de guerre qui avait épuisé toutes les ressources du pays et face à un ennemi militairement supérieur, Rákóczi chercha secours, au début de l'année 1711, auprès du Tsar Pierre I^er^ et quitta la Hongrie pour le rencontrer en Pologne. C'est pendant son absence et contre sa volonté que le général Alexandre Károlyi, à qui il avait confié le commandement de l'armée, conclut le traité de Szatmár (le 29 avril 1711). Ce traité sacrifia une fois de plus l'indépendance de la Hongrie et de la Transylvanie, renforça la domination des Habsbourg dans ces pays. En échange, il prévoyait une amnistie générale et la restitution des biens aux insurgés ayant déposé les armes. Rákóczi ne reconnut jamais ce traité et pendant son long exil il chercha, par tous les moyens, à recommencer la guerre ou du moins à faire admettre, à l'aide d'une pression diplomatique, l'indépendance de la Transylvanie, considérée comme un rempart des libertés hongroises.

Dans l'historiographie hongroise l'appréciation du traité de Szatmár et de la politique poursuivie par François II Rákóczi dans son exil fait, depuis longtemps, l'objet de discussions. La discussion a pris des formes particulièrement violentes au début du XX^e^ siècle, après la publication d'un livre sur «Rákóczi en exil», écrit par l'historien Jules Szekfü.[1] Réagissant vivement contre les thèses de la vieille école nationaliste et romantique, Szekfü défend le traité de Szatmár et, tout en condamnant la politique poursuivie par Rákóczi, dans son exil, il se déclare solidaire de la «politique de compromis» de la noblesse hongroise du XVIII^e^ siècle. De plus, il soutient que «tout ce qui a donné depuis une nouvelle impulsion à la vie nationale était un facteur complètement étranger à la conception de Rákóczi» et que «ses souffrances d'exil sont restées sans conséquences, elles ne se sont jamais transformées en une source historique bien vivante».[2]

Il ne nous appartient pas d'entrer dans les détails de cette discussion, bornons-nous à constater que la nouvelle historiographie marxiste n'accepte pas

[1] Gyula Szekfü : A száműzött Rákóczi, Budapest, 1913.
[2] Szekfü op. cit. p. 336—7.

cette conception, de même qu'elle repousse les thèses de l'école nationaliste.[3] Nous considérons que l'héritage historique de la guerre d'indépendance des kouroutz et de Rákóczi a joué un rôle important dans la formation de la conscience nationale et a influencé non seulement les soulèvements paysans du XVIII[e] siècle, mais a, en outre, contribué à la préparation idéologique de la révolution de 1848/49. Cependant les preuves que nous avons sur la vitalité de l'héritage des kouroutz et de Rákóczi ne nous dispensent pas de rechercher les motifs de l'attitude du prince en exil, d'autant plus que l'activité diplomatique qu'il déploya à cette époque était taxée de politique d'aventures sans aucune base solide. Un autre motif qui nous pousse à étudier à fond cette période de la vie de Rákóczi c'est son activité littéraire et sa conception du monde telle qu'elle se dégage de ses écrits. A part ses Mémoires sur la guerre d'indépendance, rédigés en français,[4] Rákóczi a composé en latin ses Confessions et d'autres écrits de caractère religieux et politique.[5] Dans son livre mentionné, Szekfü a attiré l'attention sur l'influence du jansénisme sur la pensée de Rákóczi et l'historien littéraire, Béla Zolnai, a fait des études approfondies qui montrent d'une façon irréfutable que Rákóczi avait eu effectivement des liens étroits avec le mouvement janséniste.[6] Cependant on a tiré de ces recherches des conclusions beaucoup trop hardies, conclusions, qui ont déformé le portrait du chef de la guerre d'indépendance. En effet, on insiste beaucoup trop sur le spiritualisme, teinté de jansénisme de Rákóczi, aux dépens de son activité politique pendant l'exil. D'autre part, en soutenant que son activité littéraire est d'inspiration essentiellement religieuse, on a minimisé l'importance de ses écrits qui sont inspirés par des motifs politiques, et avant tout par cet amour de la patrie et de la liberté qu'il considère comme le pivot de toute son activité. «Le seul amour de la liberté et le désir de délivrer ma patrie fut le but de toutes mes actions» — écrit-il dans ses Mémoires.[7] Ces problèmes ont fait récemment l'objet d'une discussion entre plusieurs spécialistes de l'histoire de la littérature hongroise,[8] et c'est à ce débat que nous voulons apporter notre modeste contribution, par la présente étude et surtout par la

[3] Köpeczi—R. Várkonyi: II. Rákóczi Ferenc, Budapest, 1955. Sur les travaux des historiens hongrois cf. Etudes des délégués hongrois au X[e] Congrès International des Sciences historiques, Budapest, 1955, p. 18.

[4] Les «Mémoires du Prince François Rákóczy sur la guerre de Hongrie» ont été publiés dans l'Histoire des Révolutions de Hongrie, parue en 1739 à la Haye (Paris).

[5] La «Confessio peccatoris» avec les «Soliloquia» et les «Aspirationes Principis Christiani», ont paru à Budapest, en 1876, sous le titre «II. Rákóczi Ferenc önéletrajza és Egy keresztény fejedelem áhitásai cimű munkája». (L'auto-biographie de François II Rákóczi et son ouvrage : «Les aspirations d'un prince chrétien.»)

[6] Béla Zolnai : A janzenista Rákóczi, Szeged, 1927 et autres études. En français B. Zolnai : Un écrivain français du XVII[e] siècle, le prince Fr. II Rákóczi, Nouvelle Revue de Hongrie, 1936.

[7] Mémoires, t. V. p. 13. (dans l'édition en 6 volumes de l'Histoire des Révolutions de Hongrie).

[8] cf. l'étude de Gábor Tolnai : «François Rákóczi, l'écrivain» (Rákóczi Ferenc, az iró, dans Vázlatok és tanulmányok — Esquisses et études — Budapest, 1955) et la réponse de Béla Zolnai : «Remarques à propos du problème Rákóczi» (Megjegyzések a Rákóczi-kérdéshez), Irodalomtörténet. 1957. N° 1.

publication des lettres que François II Rákóczi a adressées, entre 1714 et 1717, au cardinal Filippo-Antonio Gualterio.

Avant de tirer les conclusions de cette correspondance, nous croyons qu'il est utile de faire connaître les circonstances du séjour de Rákóczi en France, et sa situation à la cour de Versailles.

Avant Rastadt

Comme nous l'avons dit, au début de l'année 1711, François II Rákóczi se rendit en Pologne pour solliciter l'appui du Tzar contre les Habsbourg. La guerre du Nord et surtout la guerre russo-turque qui venait d'éclater empêchèrent Pierre Ier de venir au secours du prince de Transylvanie à qui il était lié par un pacte d'assistance mutuelle signé, en bonne et due forme, en 1707 à Varsovie. Déçu dans ses espoirs mis en la Russie, Rákóczi se tourna une fois de plus vers la France, qui pendant les années de la guerre l'avait soutenu par ses subsides et par l'envoi d'un certain nombre d'officiers et de soldats. Cette phase de l'histoire des relations franco-hongroises mérite une étude spéciale — nous espérons la publier sous peu —, pour le moment rappelons simplement que, malgré toutes les instances de Rákóczi, Louis XIV refusa de conclure avec lui un traité formel, se bornant à le reconnaître prince de Transylvanie et lui promettant de le faire inclure dans la paix générale. Après 1707 la situation financière de la France empira, les subsides ne furent pas versés, de plus, la diplomatie française, influencée par les rapports du marquis Des Alleurs, envoyé de Louis XIV auprès de Rákóczi, que Voltaire, dans son Histoire de Charles XII, considère comme «un homme de mérite distingué»,[9] mais qui en réalité était un diplomate fort médiocre, n'appuya pas les projets de Rákóczi relatifs à une alliance russo-fançaise, dirigée contre l'Autriche.

En 1711 Rákóczi se voit donc abandonné par la diplomatie française et l'amertume qu'il en ressent s'exprime dans une de ses lettres adressée à Fierville, agent de Louis XIV et successeur de Des Alleurs, ce dernier étant nommé en 1709 ambassadeur de France à Constantinople : «Depuis longue temps on me regardent comme une orang suscé dont on rejettent l'escorce; la suspension du paiement de mes subsides ne m'a pas tant convaincu de cette vérité que le silence dans lequele on est a mon égard depuis que j'esté obligé de me retirer dans ce pais-ci et surtout depuis la mort de l'Empereur.[10] Et puisqu'on me mandent rien sur les esperences que je pourrai avoir pour le retablissement de mes affaires en Hongrie dans cette conjunctures, il me semble que l'on ne se suscient plus de la guerre d'Hongrie et que l'on me considerent comme une personne qui a joué son role.» (18 juillet 1711)[11]

[9] Voltaire : Histoire de Charles XII. livre Ve.

[10] Joseph Ier est mort le 18 avril 1711.

[11] Actenstücke zur Geschichte Franz Rákóczy's und seiner Verbindungen mit dem Auslande éd. par Joseph Fiedler, t. I., Wien, 1855, p. 20—21. (dans la série Fontes Rerum Austriacarum, Zweite Abteilung, t. IX.).

La cour de France avait toujours considéré la guerre de Hongrie comme une utile «diversion», et l'aide qu'elle lui avait accordé était bien médiocre. En 1711 on y espère que la paix pourrait être rétablie avec l'Angleterre et on se soucie encore moins de l'affaire hongroise. Cependant comme les négociations traînent, les diplomates français envisagent à nouveau l'utilité da la diversion». C'est ce qu'on peut déceler d'une lettre de l'envoyé de Rákóczi à la cour de Versailles, Ladislas Kökényesdi de Vetés, datée du 29 mai 1711: «J'ai l'honneur de lui (à Son Altesse Sérénissime le Prince Rákóczi) representer qu'elle doit presentement plus que jamais s'attacher à la France, à laquelle, malheureuse qu'elle est, peut rendre de bons services, car autant qu'elle se maintiendra dans les voisinages de la chère patrie, l'enemi n'en pourra pas retirer ses troupes .. Jamais allié de la France ne s'est repenti de son allience, tost ou tard, il a trouvé son compte.»[12] Cette dernière phrase de Kökényesdi ne s'est avérée juste, mais la cour commença en effet à s'intéresser à Rákóczi, elle lui a envoyé quelque secours en argent. Le prince de Transylvanie de sa part s'est bien rendu compte du fait que la France n'est pas capable de l'aider par les armes, mais il a espéré que Louis XIV tiendra sa promesse en ce qui concerne l'inclusion de l'affaire hongroise dans le traité de paix mettant fin à la guerre de la succession d'Espagne. Or, les négociations de paix entre la France et l'Angleterre commencèrent au début de 1711 et le Congrès d'Utrecht fut ouvert en 1712. Rákóczi essaie de gagner non seulement la France, mais aussi l'Angleterre à l'idée d'une Transylvanie indépendante qui pourrait servir en quelque sorte de contre-poids à la Maison d'Autriche en Europe Orientale. Le principal argument de ses mémoires écrits à ce sujet est la menace que représente pour toutes les puissances européennes une Autriche agrandie et renforcée.[13]

Il dirige l'activité diplomatique de ses agents de Danzig, mais sa situation devient de plus en plus délicate dans cette ville. Les émissaires de la cour de Vienne le guettent, le roi Auguste ne peut et ne veut plus répondre de sa sureté. En outre, il a de très grandes difficultés financières, car il doit aider les Hongrois refugiés en Pologne. Tout cela le détermine à quitter la ville, mais la principale cause de son départ c'est le désir d'être près du lieu des négociations de paix. Il choisit la France, parce qu'il espère obtenir l'aide diplomatique et matérielle de Louis XIV et parce qu'il éprouve pour ce pays des sympathies personnelles. Comme il écrit dans ses Confessions : «Cogebam me ire in Galliam, in regnum, quod videre semper desideraveram et inter nationem, quam simpatico quodam affectu diligebam, nec lingua, nec mores ejus ignoti fuerant mihi.»[14]

Le 9 novembre 1712, il s'embarque à bord d'un bateau anglais et, après bien des vicissitudes, il arrive le 13 janvier 1713 à Dieppe. Louis XIV et la cour l'accueillent avec sympathie et Rákóczi — d'après les lettres adressées au baron

[12] Archives nationales de Hongrie, archives de la famille Rákóczi-Aspremont, Fasc. I. 251.
[13] Déduction des droits de la principauté de Transylvanie, s. l. 1712, Archives du Min. Aff. Etr., Hongrie, t. 16. fol. 361.
[14] Confessio, éd. citée, p. 221.

de Besenval, ambassadeur de France à Danzig, lettres qui nous renseignent sur la première année de son séjour en France[15] — s'adapte sans difficulté à sa nouvelle façon de vivre. Il se lie d'amitié avec un grand nombre de personnes, notamment avec Madame, avec les Dangeau, le duc du Maine,[16] le comte de Toulouse, le maréchal de Tessé, le marquis d'O. On peut avoir une idée de l'impression qu'il a produite à la cour par le portrait qu'en traça Saint-Simon: «Rákóczi — écrit le grand mémorialiste — étoit d'une très haute taille, sans rien de trop, bien fournie sans être gros, très proportionné et fort bien fait, l'air fort robuste et très noble jusqu'à être imposant sans rien de rude ; le visage assez agréable et toute la physionomie tartare. C'étoit un homme sage, modeste, mesuré, de fort peu d'esprit, mais tout tourné au bon et au sensé ; d'une grande politesse, mais assez distinguée selon les personnes ; d'une grande aisance avec tout le monde et, en même temps, ce qui est rare ensemble, avec beaucoup de dignité, sans nulle chose dans ses manières qui sentit glorieux. Il ne parloit pas beaucoup, fournissoit pourtant à la conversation et rendoit très bien ce qu'il avoit vu sans jamais parler de soi. Un fort honnête homme, droit, vrai, extrêmement brave, fort craignant Dieu, sans le montrer, sans le cacher aussi, avec beaucoup de simplicité. En secret il donnoit beaucoup aux pauvres, des temps considérables à la prière, eut bientôt une nombreuse maison qu'il tint pour les moeurs, la dépense, et l'exactitude du payement, dans la dernière règle, et tout cela avec douceur. C'étoit un très bon homme et fort aimable et commode pour le commerce ; mais après l'avoir vu de près, on demeuroit dans l'étonnement qu'il eût été chef d'un grand parti et qu'il eût fait tant de bruit dans le monde.»[17] On ne peut guère souscrire à cette dernière réflexion de Saint-Simon, dont les idées sur la guerre de Hongrie, semblent être assez confuses, mais ce portrait, dans son ensemble, est élogieux, et après l'avoir lu nous trouvons moins conventionnelle la poésie d'occasion d'un certain abbé D. Fournaux, publié en 1714 à Paris sous le titre «Le prince Ragotzi, ou le modèle d'un véritable Héros». L'accueil sympathique de la cour est d'ailleurs confirmé par une lettre de Madame de Maintenon à M^me^ des Ursins : «Ce pauvre prince — écrit-elle — continue toujours de plaire en ce pays-ci : c'est un homme simple, parlant peu, et ayant toutes sortes de connaissances, grand chasseur, aimant la musique, la comédie, se connaissant à tout pour les jardins, pour les bâtiments, curieux de toutes les belles choses : on dit que sa plus grande peine vient de la souffrance de ceux qui ont été attachés à lui : car de reste, il est sans faste et sait se passer de tout.»[18]

[15] Ces lettres ont été publiées par le regretté É. Pillias, mort en 1940 sur le champ de bataille : Lettres au baron de Besenval, ambassadeur de France a Dantzig (1712—1713), Revue des études hongroises, 1935.

[16] Sur ses relations avec le duc du Maine voir Márki Sándor : Du Maine herceg és felesége (Le duc du Maine et sa femme), Budapest, 1911.

[17] Mémoire de Saint-Simon, éd. de Boislisle, t. XXII, p. 259—261. cf. aussi Rózsa Fejér : François Rákóczi II dans les mémoires français de son temps, Pécs, 1931.

[18] Lettres inédites de M^me^ de Maintenon, p. p. Bossange, Paris, 1823, t. II, p. 412—3. Lettre à M^me^ des Ursins du 21 juin 1713.

Rákóczi lui-même déclare dans ses Confessions qu'il a établi de très bonnes relations avec les gens de la cour et qu'il a participé à tous leurs amusements. Après sa retraite, il porte un jugement sévère sur sa façon de vivre de cette période : «Vere theatralium histrionum vita fuit mea his bene perpensis, agebam Christianum cum sacerdotibus, militem cum militibus, politicum cum politicis, fingebam, mentiebar et adulabar mulieribus et mihi complacere studentibus pari arte respondebam.»[19] Cependant avant la conclusion de la paix il estimait qu'il était nécessaire d'entretenir ses relations, en particulier pour pouvoir influencer dans une certaine mesure le cours des négociations.

Peu après son arrivée en France, la paix séparée avec l'Angleterre fut conclue à Utrecht (31 mars 1713) et ce traité ne fait aucune mention de la question transylvaine. Il est vrai que la paix avec l'Autriche n'était pas signée et que, par conséquent, Rákóczi pouvait encore espérer, mais le prince de Transylvanie, déjà en avril 1713, n'avait que très peu d'illusions. C'est ce qui ressort d'une lettre adressée à Besenval : «Parmi tout cela, je fais bon mine a mauvais jeu, et me suis abandoné en toutte a la providence ; et si ma prevojence a l'egard des homes ne m'a pas trompé, j'espere que ma confience en elle ne me trompera pas non plus.»[20] Quoiqu'il en soit il n'abandonne pas la lutte.

Le cardinal Gualterio

C'est après la conclusion de la paix avec l'Angleterre que Rákóczi recontra le cardinal Gualterio. D'après le témoinage des divers dictionnaires biographiques, Filippo-Antonio Gualterio[21] naquit le 24 mars 1660 à San Quirice da Fermo et mourut le 21 avril 1728 à Rome. Après avoir fait de très solides études en théologie et en droit, il obtint différentes charges ecclésiastiques et fut nommé en février 1700 nonce du pape à la cour de Versailles. Il exerça ces fonctions pendant six ans et fut — d'après le Dictionnaire historique de Moréri — «fort agréable aux François qu'il aimoit beaucoup lui-meme et qu'il a toujours appuyés de son crédit». En 1706 le pape le nomma cardinal et légat a latere à Ravenne et dans toute la Romagne. A Paris il était lié avec les milieux savants et il rassembla des manuscrits sur l'histoire universelle. Il perdit toutes ces collections dans un naufrage lors de son retour en Italie. De retour dans sa patrie, il se comporta en vrai adepte de la politique française et, en 1708, il dut souffrir les dévastations des troupes autrichiennes dans sa propre maison. En récompense, Louis XIV lui accorda, en 1710, l'abbaye de Saint-Rémy à Reims. «Après la paix, le cardinal plein de reconnoissance pour la France, se hâte de venir dans ce royaume — écrit le Dictionnaire historique. Louis XIV le reçut avec plaisir, lui donna souvent

[19] Confessio, p. 224.
[20] Lettres au baron de Besenval, o. c. p. 25.
[21] Moréri : Dictionnaire historique, Paris, éd. 1759, t. V ; Nouvelle biographie générale p. p. Firmin-Didot Frères sous la dir. de M. M. dr Hoefer, Paris, 1858, t. XXII ; Dictionnaire historique de F. X. de Feller, Paris, 1834 (8e éd.), t. X.

le nom d'ami et le logea près de lui à Versailles, à Marli, à Fontainebleau et lorsqu'il voulut partir au bout de quelques mois, le roi lui fit promettre de revenir tous les cinq ans, si sa santé permettoit. La mort du roi seule arrêta l'exécution de cet arrangement.»

Grâce au journal d'un jeune homme au service de Rákóczi, nous pouvons fixer la date exacte de quelques rencontres entre le prince et le cardinal. En effet, Adam Szathmári Király note dans son journal que le 31 juillet 1713: «Son Altesse a déjeuné chez le duc de Noailles où les cardinaux Polignac et Gualterio, M. le marquis de Dangeau et sa femme furent également présents.» Le 10 août de la même année Rákóczi a rencontré le cardinal italien chez le ministre de guerre Voysin.[22] D'après le témoignage des lettres, que nous allons publier in extenso à la fin de cette étude, Rákóczi s'est lié d'amitié avec le cardinal et il est certain qu'ils ont échangé leurs idées sur des sujets politiques et moraux déjà à cette époque.

Quel intérêt présentent ces lettres au point de vue de la recherche? Elles éclarcissent deux moments de la vie de François II Rákóczi : son attitude après la paix de Rastadt et au début de sa retraite aux Camaldules de Grosbois. Il est vrai que d'autres témoignages ne nous manquent pas sur cette période — nous pensons surtout aux Confessions du prince et aux mémoires de l'époque —, toutefois ces lettres nous fournissent des données directes, jusqu'ici peu utilisées par les chercheurs, sur les idées politiques et l'évolution morale de Rákóczi.

La paix de Rastadt et de Baden

Les négociateurs français au congrès d'Utrecht devaient mentionner au cours des discussions la question de la Transylvanie. Dans leurs instructions on peut lire notamment : «Il est aussi de l'intérêt du Roi et en quelque manière de son honneur, de faire comprendre, s'il est possible, le Prince Ragotzi dans le traité de paix. Sa Majesté l'a souvent assuré qu'elle ne l'abandonnerait pas. Véritablement il n'y a nulle convention écrite, mais il seroit à souhaiter pour le service de Sa Majesté qu'il fût possible de faire valoir les droits de ce prince sur la Transylvanie. S'il y était établi, l'archiduc (l'empereur Charles) parleroit avec moins de hauteur.»[23] Nous avons vu qu'à Utrecht les diplomates français et hongrois n'obtinrent aucun résultat; à Rastadt le duc de Villars essaya de remettre cette question sur le tapis, mais son interlocuteur autrichien, Eugène de Savoie ne voulut rien entendre. Le 6 mars 1714 la paix fut conclue et Rákóczi de nouveau oublié. Dix ans plus tard, dans une lettre à Morville, alors ministre des affaires étrangères, Rákóczi se défend d'avoir critiqué la procédure de la

[22] Szatmári Király Ádám napló-könyve, 1711—1717, Rákóczi-tár, Pest, 1866, t. I. p. 276 et 277.

[23] Cité par A. Legrelle : La diplomatie française et la succession d'Espagne, Gand, 1892, t. IV. p. 629—30.

France: «A Dieu ne plaise — écrit-il le 3 mars 1724 — que je me plaigne de ce que j'ay été abandonné a la paix de Rastadt, car j'ay bien veu et le feu Roy m'avoit meme publiquement déclaré avec bonté approchant la tendresse qu'il n'avoit pu faire autrement.»[24] Pourtant dans un passage des Confessions, écrit au début de l'année 1717, nous lisons que l'Empereur a conclu une «paix glorieuse» à Rastadt et que les différentes puissances n'ont pas voulu écouter les avertissements de Rákóczi concernant la menace que représente pour l'équilibre européen une Autriche renforcée. Dans sa lettre adressée peu après l'événement (le 16 mai 1714) au cardinal Gualterio, il ne peut cacher son amertume: «la conclusion de la paix de Rastadt m'a mis dans une situation aussi facheuses que les autres princes dont les interets ont etez entierement oublié.» Et quand le cardinal attire son attention sur les négociations de Baden, Rákóczi n'a aucun espoir: il voit fort bien que la France ne peut plus appuyer ses intérêts et que la cour de Vienne s'oppose à tout accomodement honorable (le 15 juillet 1714).

A la recherche d'une vie nouvelle

Nous avons insisté sur ce point, parce que la conclusion de la paix avec l'Empereur joue — à notre avis — un rôle primordial dans l'évolution de la pensée de Rákóczi, notamment en ce qui concerne sa décision de se retirer à Grosbois. En effet, après la mort de Louis XIV, survenue le 1er septembre 1715, *Rákóczi* se retira comme pensionnaire au monastère des Camaldules de Grosbois, situé à cinq lieues de Paris, entre le village d'Yerres et le château de Grosbois.[25] Cependant il avait déja pensé à cette retraite avant la mort du roi. En mai 1715 il y avait loué une maison. Ses préparatifs sont confirmés dans sa lettre à Morville, où il écrit entre autres: «Je crois avoir tout perdu lorsque je vis mourir ce Grand Roy, et sachant le grand derrangement des finances, j'estois persuadé que feu M. d'Orléans, malgré l'amitié qu'il m'avoit toujours marquée, ne seroit pas en etat de continuer les bienfaits du feu Roy; ainsi se poursuivit le plan que j'avois formé la derniere année de sa vie, et je me retiray dans la solitude, pour que le monde ne vit en moy un spectacle d'un Prince pauvre, et après tant de promesses, presque abandonné par le France.»[26]

Après tant de travaux, tant de revers, la conclusion de la paix de Rastadt et de Baden renforce dans l'esprit de Rákóczi l'idée de la retraite. Est-ce le jansénisme qui l'influence dans son choix? Nous ne le croyons pas: il s'agit d'un autre courant d'idées dont il avait subi l'influence bien avant son arrivée en France. Rákóczi, parlant de sa retraite, écrit dans ses Confessions: «Revertebatur in mentem quandoque a juventute inditum solitudinis desiderium, ad quod

[24] J. Fiedler op. cit. II. Wien, 1858 (FRA XVII. Band), p. 533.

[25] Voir a ce sujet E. Pillias: Rákóczi aux Camaldules de Grosbois, dans Etudes sur François II Rákóczi, Paris, 1939.

[26] J. Fiedler op. cit. t. II. p. 533.

non tam aeterna salus quam quietis amor vocabat.»[27] Cet amour de la quiétude, étroitement lié à l'idée de l'«aequanimitas», se manifeste clairement dans ses lettres adressées à Gualterio. «La chasse et la lecture m'amuse — déclare-t-il le 16 mai 1714. La premier me fais voir qu'il n'i a pas une creature aussi innocent qui ne souffre des persecutions et la seconde m'enseigne que les malheurs sont aussi passageres que les bonheurs et qu'il n'a jamais eu un prosperité qui n'a eu son revers, ni l'adversité qui n'ait trouvé sa ressource.» Deux mois plus tard, il parle avec un certain détachement de la vie de cour et revient à l'idée de la tranquillité et de la résignation : «Dans un envisagement donc d'un avenir aussi triste que les circonstances presentes nous representojent que pouvons nous faire de mieu que de tacher passer la vie avec la plus grande tranquillité que nous pouvons ; et certainement si l'indolence de vos princes provien de cet motive, il est plus louable que si elle estoit causé de la crainte et un certain nonchalance qui rende quelquefois les princes douteux et irresolue a prendre leurs parties. C'est ce qui me fais connoitre que ce n'est que le fein ou plustost le but que nous envisageons qui doit justifier nos actions, parce que notre resignation a la volonté de Dieu sans doutte tiendra lieu de vertue, si apres avoir rempli le devoirs de nos vocations et ajant fait ce que nous devons, sans y pouvoir reussir, nous nous soumettons avec pacience a cette Estre Suppreme, persuadé que c'est la voy qui nous veut faire suivre, puis qu'il nous a empeché de prendre celles ou nous avions sujet de croir que notre devoir nous appellois. Mais aussi je sui persuadé que si la ditte resignation apparente ne provienne que du motive de nostre age ou nous ne cherchons que le repos et l'envie d'eviter le travail, cette mesme resignation, dis-je, devien un indolence tres vicieuse dont on sera responsable un jour. Mais c'est a un chacun de regler sa conscience. Je m'etonne moy-mesme pourquoy je vous entretienne d'une matiere qui vous est parfaitement connue. Je scai le temps ou vous l'avez soutenu et enfin je connois la dessus la conformité de vos sentimens. Je ne vous ai donc parlé de cette matiere que parce que elle fait mon étude, et que je ne crois pas que les nouvelles ordinaires de la cour et de la chasse seroient convenables a vostre solidité. Vous connoissez les amusemens de l'un et de l'autre, ils servojent a passer la journé aggreablement sans y laisser de souvenir aprez qu'elle est passé. On est a Marli, comme on estoit pendant que vous eties et on sera de mesme a Fontaineblau.» Ces idées sont suggérées à Rákóczi par son expérience personnelle, mais il est certain qu'elles se précisent sous l'influence de certains souvenirs livresques. Et la phrase citée plus haut de ses Confessions, nous indique que les mêmes idées le préoccupaient dès sa jeunesse.

En examinant d'un peu de plus près le catalogue de la bibliothèque[28] de Rákóczi confisquée par les autorités impériales au moment de son arrestation

[27] Confessio, p 235.

[28] Je remercie M.G. Heckenast qui a eu l'obligeance de mettre à ma disposition cette liste. Elle se trouve aux Archives d'agriculture à Bratislava (Archives de la famille Pálffy à Vöröskő, Arm. VIII. lad. 5. Fasc. 3. Nro. 23—6).

en 1701, catalogue qu'on vient de découvrir il y a quelque mois, nous pouvons remonter aux sources livresques de ces idées. En effet, parmi les livres cités par ce catalogue figurent un ouvrage intitulé Les caractères de l'homme sans passion de Sénèque, un Dialogue sur la conditon de la vie humaine de l'humaniste italien Lippo Brandolini,[29] qui a séjourné à la cour du roi de Hongrie, Mathias Corvin, deux ouvrages de Juste-Lipse,[30] les Essais de Michel de Montaigne et les Caractères de La Bruyère. En rapprochant la conception générale de ces livres des idées qui sont exprimées dans les lettres de Rákóczi, nous pouvons soutenir que c'est plutôt un certain stoïcisme chrétien qui caractérise, dans ces années, l'attitude du prince de Transylvanie.

Après la mort de Louis XIV, des changements radicaux interviennent à la cour et dans politique extérieure française, changements auxquels Rákóczi assiste avec étonnement et déception. Politiquement il se sent isolé, il ne peut pas compter sur un appui solide du Régent, moralement il est déjà préparé à changer sa façon de vivre. S'il se retire chez les Camaldules de Grosbois et non ailleurs, c'est parce qu'il veut mener une vie intérieure contemplative qui diffère de la vie morale prêchée par les Jésuites et parce que les Camaldules, influencés par le jansénisme, pratiquent une vie de caractère rigoriste. Rákóczi fut élevé par le Jésuites, mais apprit à détester leur morale et leur politique. C'est avec son approbation qu'en 1705 la diète de Szécsény obligea les Jésuites hongrois à se détacher de leur province autrichienne ou bien à quitter le pays et à restituer les biens usurpés. On leur reprochait avant tout l'attachement aux intérêts de la Maison d'Autriche et l'intolérance à l'égard des protestants, de même que le fait de détenir un pouvoir politique et économique extraordinaire. Rákóczi, qui lutta contre les Habsbourg, à la tête d'une armée composée en majorité de protestants, mit tout en oeuvre pour réaliser l'unité nationale en évitant notamment les querelles religieuses. D'ailleurs, il s'était intéressé de bonne heure au mouvement unioniste, comme le prouve un livre de sa bibliothèque de jeunesse intitulé «Meditata Concordia Protestantium cum Catholicis in una Confessione fidei», publié par le jésuite Jakob Masen en 1661 à Cologne.[31] On retrouve plus tard des idées unionistes très à la mode à cette époque — dans sa correspondance avec le superintendant luthérien, Jablonski, conseiller du roi de Prusse. Tout cela montre qu'en matière de religion, Rákóczi avait rejeté le fanatisme jésuite et mena une politique de tolérance, ce qui ne l'empêchait d'ailleurs pas de rester catholique pratiquant toute sa vie durant. Une vie religieuse très intime le caractérise pendant les années de guerre, et il est intéressant de remarquer que Rákóczi est connu en Europe non seulement comme chef militaire.

[29] Aurelio Brandolini, surnommé il Lippo (1440—1497), a écrit un dialogue intitulé «De vitae humanae conditione et toleranda corporis aegritudine dialogus ad Mathiam Corvinum». Ce dialogue fut imprimé pour la première fois à Vienne en 1541.

[30] Monita et exempla politica, Politicorum sive civilis doctrinae libri sex.

[31] cf. Bibliothèque de la Compagnie de Jésus, p. p. C. Sommervogel, Bruxelles — Paris, 1894. t. V.

mais aussi comme un homme aux sentiments religieux très profonds : sa prière écrite pour ses soldats a été traduite en plusieurs langues.

Si après tout cela on veut chercher les liens spirituels de Rákóczi avec quelque courant d'idées de ce début de siècle, il est certain que ce n'est pas le rationalisme qui l'inspire, mais plutôt le courant sentimental, piétiste qui se superpose à son stoïcisme chrétien et à sa politique religieuse éclairée. Il est à remarquer — comme le dit Antoine Adam — qu'à cette époque «les jansénistes mêmes, à force d'insister sur les exigences morales de la foi chrétienne, laissaient dans l'ombre toute une partie de la vie religieuse qui en d'autres temps aurait paru en constituer l'essentiel».[32] Rákóczi a eu connaissance des querelles qui ont opposé les Jésuites aux Jansénistes[33] et surtout de la discussion qui s'est poursuivie pendant des années autour de la bulle Unigenitus, promulguée par le pape Clément XI contre les Réflexions morales du P. Quesnel, ouvrage qui fut condamné comme janséniste, mais qui auparavant fut approuvé par différents évêques français, et notamment par l'archevêque de Paris, le cardinal de Noailles. Comme il ressort de sa lettre du 30 janvier 1717, Rákóczi n'attribue pas une très grande importance à ces querelles dogmatiques. «Je vous avoue donc sincerement, Monsieur, — écrit-il à Gualterio — que si la grace de Dieu ne m'avois entierement rendu tranquil sur tout ce que l'avenir me fais envisager par unne resignation entiere a sa volonté, j'en serois infiniment plus sensible aux differens que la cour de Romme me parois avoir avec celle-ci, avec laquelle il seroit a souhaiter qu'il fut plus unie que jamais, car 40 000 Imperiaux en Italie nuirons plus a l'authorité du Saint-Siege que 100 000 docteurs en Sorbonne. On n'a qu'a reflechir sur les attentats de l'Empereur Joseph pour voir ce qu'il est plus prejudiciable a l'infallibilité : les ergotteries et pialleries de dits docteurs dans les ecols ou les declarations d'un ambassadeur, comme il estois M. de Prie, puis qu'en tout de ce qu'on dispute il ne s'agit pas des dogmes de nostre saint religion, a ce qu'on dit. Mais je ne vous dirois pas davantage sur cette matier non plus, quoy qu'elle soit houjourdhui le sujet de toutes les conversations et de la curiosité de ceux qui practiquent le mond. Je suis parmis des solitaires que je n'entende parler que lorsqu'il chantent les louanges de Dieu. Je me joigne a eux, autant que je peut, et telement j'evite, autant qu'il m'est possible, la curiosité de disputer sur de matiers qu'il me semble qu'il fault croir, non pas scavoir.» D'ailleurs il ne commença à étudier les auteurs jansénistes qu'après sa retraite. D'après les «Notes sur la vie du Prince Ragotzi,» écrit par un Camaldule «dans sa retraitte il (Rákóczi) s'aplique entierement a la lecture de ouvrages de M. Nicole et en les lisant il y apprit et sa religion et la langue françoise».[34] Ajoutons à cela que d'après les témoignages de

[32] A. Adam : Histoire de la littérature française au XVII[e] siècle, t. V. Paris, 1956. p. 12.

[33] Dans une lettre à Des Alleurs datée du 29 avril 1708 il écrit : «Mais permettes-moy, Monsieur, que je vous dise que par les interpretations des paragraphes de vos lettres j'ay bien d'avoir peur que nostre controverse ne se finisse plustôt que celle que les Jesuites ont avec Jansenistes.» J. Fiedler, o. c. t. II. p. 482.

[34] Cf. B. Zolnai : A janzenista Rákóczi, p. 11.

ses Confessions et de ses lettres, son livre de chevet à cette époque était les Confessions de saint Augustin. Les lectures jansénistes renforcent en lui ce goût de la vie religieuse intense et, convaincu par ses expériences personnelles, il accepte leurs thèses sur le libre arbitre, sur la grâce efficace. D'ailleurs en ce qui concerne les discussions dogmatiques, il les considérait toujours avec indifférence, c'est avant tout le côté moral du jansénisme qui l'intéressait.

Par toutes ces considérations, nous avons essayé de prouver que la retraite de Rákóczi s'explique par des raisons avant tout politiques, que dans sa conception on rencontre des éléments d'un certain stoïcisme chrétien, qui d'ailleurs est étroitement lié à un besoin de vie religieuse intime. Tout cela le prédestine à accepter plus tard dans sa retraite certaines thèses du jansénisme propagées par le Camaldules de Grosbois.

Solitude et politique

Mais il y a encore une chose qui devient tout à fait clair à la lumière de ces lettres adressées au cardinal Gualterio : dans «sa chère solitude» à Grosbois, Rákóczi ne cessa de s'occuper de questions politiques. Il a lui-même le sentiment qu'on pourrait déceler une sorte de contradiction entre sa vie de pensionnaire à Grosbois et son activité politique, et il éprouve le besoin de s'expliquer dans une lettre datée du 10 octobre 1716 : « . . . car quoyque je me sois jamais mieu trouvé que depuis que je me suis séparé du commerce du mond, et que je tache de remplir les devoirs d'un cretienne, ce ne serois pas le remplir, si je voulois me detacher de celles qui sons particulieres a l'estat, dont la Providence m'a chargé. Je me suis donc regardé en choisissant cet gendre de vie comme un general lequel apres avoir terminé sa campagne, revien a la cour, attentif a servir son maitre, sans lui rien demender, contans de ce qu'il peut jouir de sa presence et attendent avec pacience sa destiné, pret a suivre ses ordres, dè qu'il les connoittera. Cet sisteme inci posé, vous voirez que les raisonnemens sur les affaires publiques, et surtout sur celles qui peuvent avoir de rapport aux miens, ne sont nullement contrair a l'esprit de ma retraitte, car c'est par leurs connoissence et examen que je dois approfondir les ordres de mon maitre, vue que je me sente indigne de pretendre qu'il me les apprende par des revelations surnaturelles.» Ainsi il considère que sa mission politique n'est pas terminée, que la Providence lui réserve encore un rôle à jouer. Ses convictions religieuses renforcent en lui le sentiment du devoir, la conscience de sa mission. Il est donc tout à fait erronné de le représenter comme un ermite, qui se retire du monde pour y finir ses jours. Ce sont les circonstances politiques qui l'obligèrent à choisir cette façon de vivre, mais dès que les mêmes circonstances le permettent, il est prêt à lutter pour la liberté de son peuple.

Pendant sa retraite à Grosbois c'est avant tout la guerre austro-turque qui retient son attention. En 1715 les Turcs attaquèrent les possessions grecques de

Venise et occupèrent la Morée. L'Autriche, devenue après la paix de Rastadt et de Baden une puissance européenne de premier ordre, espérait tirer des avantages de cette guerre, elle conclut donc le 13 avril 1716 un traité d'aide mutuelle avec Venise et attaqua la Turquie. L'armée autrichienne remporta de grandes victoires d'abord à Pétervárad (le 9 août 1716), puis à Belgrade (le 15 septembre 1717). Les gazettes de l'époque accusent Rákóczi d'avoir poussé les Turcs à attaquer Venise. Il se défend contre ces calomnies, mais en même temps il envoit ses émissaires en Turquie, et malgré ses convictions religieuses, se montre prêt à collaborer avec les Turcs contre l'ennemi principal de la liberté hongroise, qu'est l'Autriche. Il acceptera l'offre des Turcs et le 6 août 1717 quittera sa retraite de Grosbois pour se rendre en Turquie. Cependant avant de prendre cette décision, il déploie une activité diplomatique très intense, cherchant à gagner avant tout l'appui du roi d'Espagne, qui, en août 1717 déclenchera la guerre contre l'Autriche pour recouvrir ses possessions italiennes. L'Italie joue donc un rôle important dans ses projets : si les Italiens se soulèvent contre la domination autrichienne, les forces armées d'Eugène de Savoie seraient divisées et Rákóczi pourrait réaliser plus aisément son rêve : la libération de la Hongrie et de la Transylvanie. Rákóczi voyait juste quand il attira l'attention du cardinal Gualterio sur les dangers que représente pour l'Italie une Autriche forte. Par le traité de Rastadt l'Autriche a déjà obtenu le Milanais, le royaume de Naples, la Sardaigne, les présides de Toscane et a commencé à exercer une influence prépondérente sur les affaires italiennes. L'Italie, morcelée en petites principautés et dominée par toutes sortes d'influences étrangères, n'a joué — à l'exception de la Savoie — à cette époque aucun rôle actif dans la politique européenne. Il est assez curieux de voir que Rákóczi fasse appel à la conscience nationale du cardinal Gualterio se faisant ainsi le précurseur de l'idée de la lutte commune des Italiens et des Hongrois contre l'oppression autrichienne, idée qui devait être réalisée bien plus tard, au cours du XIX[e] siècle.

Lettres de François II Rákóczi au cardinal F. A. Gualterio[1]

1.

A Claigni, ce le 19 janvier 1714.

Vous ne m'auriez pas prevenue,[2] *Monsieur, a me donner des marques de vostre souvenir, comme vous me faitez l'honeur de faire par la vostre de 16 de decembre, si vos amis d'ici ne m'aurojent souvens assurées qu'il n'esperojent de continuer avec*

[1] Ces lettres sont conservées au Département des Manuscrits du British Museum (Cat. ADD 20. 404- Papers of Card. F. A. Gualterio-), que je tiens à remercier pour l'obligeance avec laquelle il a mis à ma disposition les microfilms de l'original. Elles sont publiées pour la première fois dans un recueil édité en 1859 et depuis, complètement épuisé. (Magyar történelmi okmánytár, londoni könyv- és levéltárakból, réd. E. Simonyi, Pest, 1859, dans la série Monumenta Hungariae Historica I. 5.)

[2] Selon l'habitude de l'époque, les lettres contiennent de nombreuses fautes d'orthographe, et quelquefois de grammaire et ne sont pas ponctuées. Nous avons rétabli la ponctuation, tout en respectant l'orthographie, sauf pour les majuscules.

vous un commerce des lettres reglée avans que vous ne terminiez vostre vojage. Je vous ay suivi dans la gazette de Hollande jusqu'a Todi, et je n'attendois que d'apprendre vostre depart de la pour Romme pour vous feliciter sur le heureux fein de vostre long et painible vojage; puisque d'aillieurs j'espere que ma diligence et regularité a continuer a cultiver un amitie naissant pour la randre aussi solide que sincere vous persuaderont par la suitte de mieux en mieu de l'estime et de la consideration que j'ay pour vous, Monsieur, et combien je me trouve honoré des assurences de vostre amitié. Je vous souhaite tres ardement que vous participiez selon vostre propre desir de bonheurs que vous me souhaité pour l'année que nous avons comencé, et j'ay mil remerciemens a vous faire pour ce que avez fait pour le Père Kéri.[3] *Je desisteroit a vous parler davantage sur son chapitre, si je ne me sentois pas en quelque manier cause des malheurs dont il est menace, car il est certain que ce n'est que l'attachement qu'il a eu pour ma personne qui lui a attiré les persecutions de ses superieurs autrichiens, et par consequence, ennemis de la nation hongrois. Ce n'est que les assurences que Madame la Princesse Rakoczi lui a donné de procurer sa demission de Rome qui l'ont fait resoudre de quiter son couvent pour me joindre, en sorte que je ne lui auserois plus conseillier ni permestre mesme de retourner dans son couvent sans l'exposer a la vengence de ceux qu'il a offensé. Mon estat est trop incertain pour pretendre que l'on puisse beaucoup fonder sur les promesses de la reconoissence que j'aurois pour tout son ordre sacré, si on le vouloit doner un permission generale de rester toujour auprez de moy. Mais s'il avoit quelque motive a l'obtenir, peut-estre on ne se repentiroit pas un jour. Vous scavez au rest que je ne suis pas deregle pour souffrir qu'il abusast a jamais de cette permission et que sa conduitte a l'avenir pust estre deshonorable a son ordre, en quoy je veut bien estre gvarans. Ajez donc la bonté, je vous en prie, de me mender si je pourais esperer d'obtenir cet demende, pour la continuation duquel je n'auserois plus vous prier, si vostre amitie n'i(n)spirois pas cet confience a celui qui est avec tout la consideration, estime et amitié tout a vous*

Le comte de Saaros[4]

2.

A Claigni, ce le 16 May 1714.

Les marques de vostre souvenir et de vostre amitie que vous me donnez par l[a] vostre du 10 du mois passé me sons trop sensibles, Monsieur, pour ne les pas remercier avec unne reconnoissance et affection tres sincere et tres particulier. C'est l'effect de mon mauvais destein que je n'en peut pas profiter des offres genereux et de l'envie que vous me marquez d'en avoir de prendre a coeur mes interets, d'autant plus que la conclusion de la paix de Rastadt m'a mis dans une situation aussi facheuses que les autres princes, dont les interets ont etez entierement oublié. Je cherche depuis cet evenement plus que jamais a soumettre ma volonté a celle de la Providence, dont les vois nous estant impenetrable, ni je n'espere, ni je ne desespere en rien. Ce seroit trop de me vanter, si je disois cependant que je jouisse de la mesme tranquilite sans interruption, puis qu'elle est quasi incompatible avec les foiblesse de nostre nature. Je peut cependant vous assurer, Monsieur, que je jouis plus de repos que je ne suis troublé des inquietudes. Je m'empesche, autant que je peut, de vouloir penetrer dans

[3] Il s'agit du comte François Kéry, vicaire général de l'ordre des ermites de saint Paul en Hongrie et aumônier de Rákóczi qui l'avait suivi en Pologne et en France.

[4] Rákóczi séjourna incognito en France et il prit le nom du comte de Sáros (nom d'un comitat de Hongrie, dont il fut „supremus comes").

l'avenir, que j'envisage le moins que je peut, quoy que ce n'est que dans ces evenemens douteuses que je pourois trouver quelques rajons de l'esperence flateuse, mais les conjonctures européens me paroissent trop embrouillies pour y pouvoir penetrer par un esprit aussi faible que le mien. Je comprend toutefois bien que je ne suis pas seul agitée par des pensées et inquietudes pareilles, dont toute vostre patrie dois estre remplis, en sorte que l'egualité de nostre estat me fournis la consolation ordinair de malheureux d'avoir des compagnons.

La chasse et la lecture m'amuse. La premier me fais voir qu'il n'i a pas une creature aussi innocent qui ne souffre des persecutions, et la seconde m'enseigne que les malheurs sont aussi passageres que les bonheurs et qu'il n'a jomois eu un prosperité qui n'a eu son revers, ni l'adversité qui n'ait trouvé sa ressource. Excusez-moy, je vous prie, si je vous entretien d'un matier qui vous connoissez a fond. Je scai parfaittement que je ne vous dis rien de novaux, mais au moins je tache de vous donner touttes les marques de ma sincerite et confience, puisque je vous communique mes pensées.

Les nouvelles du pais et de cette cour et les raisonnemens sur l'un et sur l'autre sont d'une nature trop delicate pour les confier a la plume. Je vous dirois cependant avec ma franchise ordinair qu'il me semble que l'on ne fais pas asez d'attention sur l'aggrandissement de la puissence de la Maison d'Autriche, dont peut-estre l'Italie sentira bientost les effects. Ma lettre seroit trop long, si je me voulois etendre sur l'antidote. Je ne fairais donc une plus ample raisonemens, mais je ne scaurois finir sans vous assurer, Monsieur, que persone n'est plus sensible a vostre amitie, ni ne vous estime et considere avec plus de sincerite que

Le comte de Saaros

3.

A Marli, ce le 15 de juillet 1714.

J'espere que vous estes assez persuadé de mon amitie et j'en suis trop convaincu de la vostre pour continuer de part et d'autre les remerciemens que je vous devrois, sans cela, de vostre souvenir et des louanges que vous donez a mes sentimens. Ne m'en tenez compte, je vous en prie, desormais que de celles qui serons toujours remplis de sincerité, estime et de la consideration qui servirons de liens d'amitié que j'aurais toujour pour vous. C'est donc une fois pour toujour que je vous les proteste et je vous prie d'en fair de mesme. En vertue de cette confience je m'adresserois a vous dans les occasions et je me flatte que vous fairez de mesme a mon egar.

Vous me flatez aggreablement de l'esperence de la continuation des negociations de Bade, mais j'ai leu et relue trop souvent le traitté de Rastadt et je connois trop les maximes de la cour de Vienne pour estre moralement assuré qu'il ne me serons plus favorables que les autres. Je ne fais pas cette prediction pour mes interets seul, mais pour toutes ceux qui esperojent quelque chose de cet congrè. Le grande secret que l'on dit que l'on tien de la matier de conferences est un marque evidente que l'on n'entre en matier qu'en relisant le traitte de Rastadt, qui se confirme de part et d'autre en touttes ses articles. Apres avoir acheve cet ouvrage, on remettra le rest a la benignité et a la jusitice de l'Empereur et on se separera en remettant les interessées sur l'esperence de l'avenir, ou l'on ne vois qu'un grand obscurité. Cet conjoncture sera donc aggreable pour ceux qui aimojent et cherissojent leurs chaines, pourveut que leurs epaules sojent assez fortes pour pouvoir les porter longtemps avec le mesme aggrement qu'il recoivent. Consultez donc les interets de la Mai-

son d'Autriche pour savoir au just le destein de Mantou, Mirandole et de la Toscane. Si la decadence de cette Maison[1] *arrive, l'envie de succeder et de l'aquerir est aussi ancienne dans cette Maison*[2] *que son origine pour croire qu'elle retiendra toutte ce qu'elle poura. Je me parois hardis a moy-mesme de decider aussi impertinement de tout celci, mais plus je considere les circonstences, plus je me confirme dans mon oppinion, sauff le reglement de la Providence, dont les conseilles nous sons inconnues et dont la sagesse dois consoler les affligées et les opprimées.*

Dans un envisagement donc d'un avenir aussi triste, que les circonstences presentes nous representojent, que pouvons nous fair de mieu que de tacher passer la vie avec la plus grande tranquillité que nous pouvons et certainement si l'indolence de vos princes provien de cet motive, il est plus louable que si elle estoit causé de la crainte et un certain noncholance qui rende quelque fois les princes douteux et irresolue a prendre leurs parties. C'est ce qui me fais connoitre que ce n'est que le fein, ou plus tost le but que nous envisag(e)ons, qui doit justifier nos actions, parce que nostre resignation a la volonté de Dieu sans doutte tiendra lieu de vertue, si apres avoir rempli les devoirs de nos vocations et ajant fait ce que nous devons, sans y pouvoir reussir, nous nous soumettons avec pacience a cette Estre Suppreme, persuadé que c'est la voy qui nous veut fair suivre, puis qu'il nous a empeché de prendre celles ou nous avions sujet de croir que nostre d voir nous appellois. Mais aussi je suis persuodé que, si la ditte resignation apparente ne provienne que du motive de nostre age ou nous ne cherchons que le repos et l'envie d'eviter le travail, cette mesme resignation, dis-je, devien un indolence tres vicieuse, dont on sera responsable un jour. Mais c'est a un chacun de regler sa conscience. Je m'etonne moy-mesme, pourquoy je vous entretienne d'une matiere qui vous est parfaittement connue. Je scai le temps ou vous l'avez soutenu et enfin je connois la dessus la conformité de vos sentimens.

Je ne vous ai donc parlé de cette matiere que parce que elle fait mon étude et que je ne crois pas que les nouvelles ordinaires de la cour et de la chasse seroient convenables a vostre solidité. Vous connoissez les amusemens de l'un et de l'autre, ils servojent a passer la journé aggreablement, sans y laisser de souvenir aprez qu'elle est passé. On est a Marli, comme on estoit pendent que vous eties, et on sera de mesme a Fontainbleau. Unne matiere asez ample d'entretien serois de vous escrir mes pensées. Ce n'est pas la confience en vous qui m'empesche, ni la crainte de le rendre publiques dans leurs veritables sens, mais puisque la matiere le plus sacré peut estre alteré par les mauvais interpretes et glosateurs, ce seroit les exposer aux uns et aux autres, le trajet estant trop longue d'ici jusqu'a Rome. Sojez seulement assuré qu'il serois toujours conformes a l'amitié que je vous dois, personne n'estant avec plus d'estime, consideration et sincerite a vous que je suis[3]

4.

A Grosbois, 5 d'aoust 1716.

Quoy que nostre commerce de lettres ajent estes interrompu depuis quasi deux ans, j'ay trop de confience dans les assurences de vostre amitié, Monsieur, qu'il vous a plu de me les reiterer souvent, pour croire que cet longue silence eusse produit un oublie entiers. Depuis la mort du Roy m'estant retiré de commerce du monde, je ne me suis donné l'honeur de vous escrire et de plaindre nostre douleur

[1] Il s'agit de la Maison des Bourbons.
[2] La Maison d'Autriche.
[3] La lettre n'est pas signée.

mutuel, causé par ce trist evenement, mais j'attribue a vos occupations, allors fort augmentées, le manquement de la réponse. Quoy que la Casette de Hollande, pendant tout l'hyver, me faisois vojager et voguer les meéres, je n'ay jamais joui d'une vie plus douce et plus tranquille que depuis que je tache de fair ma cour au Roy des Rois, dans cette solitude dont les charmes ont fait évanuir la vaine curiosité de scavoir ce qui se passe dans le monde. Le premier sujet donc de ma lettre est de vous fair souvenir de moy, Monsieur, et le seconde de vous prier de me conserver vostre amitié, dont j'en fais toujour le caas que je dois pour la consideration et estime tres particulier que j'ai pour vous.

J'aurai inci fini ma presente, si celle que j'ay recue il y a quelques jours du Pere Francois Keri, mon aumonie, ne m'eust oblige de la continuer. Vous eust la bonté il y a deux ans d'obtenir de son superieur general des Cordeliers la permission de rester dans mon service pour ce temps. Si j'envisag(e)ois simplement mes interets, je vous en prierois d'en obtenir la continuation, mais ce religieux souhaitant de se retirer dans un couvant de son ordre, l'envie que j'aurois de retenir dans mon service dois ceder a son devoir. Mais comme les persecutions des Allemens ne permettojent pas qu'il puissent retourner dans sa province, je vous prie, Monsieur, de vouloir bien emplojer vostre credit aupres son general de lui fair assigner unne maison en Italie ou en France pour l'execution de son dessein. C'est un oeuvre de charité que vous fairez envers lui et un marque d'amitié que vous m'en donnerez, car comm il m'a bien servi depuis plus de 18 ans et il a beaucoup souffert pour moy, outre, qu'il est d'unne naissance illustre et mesme allié a ma maison, je m'interesse fort a lui procurer unne surèté entiere des poursuittes des Allemens, en sorte que si on ne le pourois lui permettre de se retirer en France, je souhaiterois fort que ce fust a Rome qu'aillieur pour qu'il pût jouir de vostre protection, Monsieur, a laquelle je le recommende avec empressement et je continue de vous prier de me continuer vostre pretieuse amitié et souvenir, estant avec des sentimens qui vous sons dues, Monsieur,

vostre tres humble et obeissant serviteur
Le Comte de Charoch

5.

Dans la solitude de Groosbois, 10 d'octobre 1716.

Sons aucunne exageration je vous asseur, Monsieur, que je ne scaurois vous exprimer avec quelle joye j'ay recue la vostre de 12 de septembre. Vous me donnes sujet a reprendre avec vous un commerce auquel l'estime et la consideration tres grande que j'ay pour vos eminentes qualitées m'y port naturelement et pour abbreger, permettez que je vous dise franchement que vous estes trop aimable pour que je ne vous aime pas autant que je fais. Je m'emancipe de ce que l'on vous dois par ces termes, mais ce n'est que vous mieu convaincre qu'en tout celci c'est le coeur qui parle.

Oublions donc de part et d'autre la longueur du silence passé, et en suitte des sentimens que vous avez la bonté de me marquer et que je me donne la liberté de vous les expliquer de mon costé, reprenons cet longage des amis, car quoy que je me sois jamais mieu trouvé que depuis que je me suis séparé du commerce du monde, et que je tache de remplir les devoirs d'un cretienne, ce ne serois pas le remplir, si je voulois me detacher de celles qui sons particulieres a l'estat, dont la Providence m'a chargé. Je me suis donc regardé en choisissant cet gendre de vie comme un general, lequel apres avoir terminé sa campagne revien a la cour, attentif a servir son moitre,

sans lui rien demender, contans de ce qu'il peut jouir de sa presence, et attendent avec pacience sa destiné, prest a suivre ses ordres dè qu'il les connoittera. Cet sisteme inci posé, vous voirez que les raisonnemens sur les affaires publiques et sur tout sur celles qui peuvent avoir du rapport aux miens, ne sont nullement contrair a l'esprit de ma retraitte, car c'est par leurs connoissence et examen que je dois approfondir les ordres de mon maitre, vue que je me sente indigne de pretendre qu'il me les apprende par des revelations surnaturelles.

Ceux qui publiois de moy des mensonges avec un effronterie ordinair aux gazettiers, disois plustost ce qu'il crojois que je devrois fair que ce que je faisois, les autres les publiois pour me rendre odieux dans l'esprit de princes cretiens, en leurs faisant accroir que c'est moy qui a contribue par mes intrigues a l'armement de cette puissence.[1] *Mais j'espere que le temps viendra et qu'enfin on reconnoittera que la mesme puissence,*[2] *qu'il a etés cause que les Turcs ont attaqué les Venetiens, et il ont causé cet frayeur demesuré a l'Italie pour l'obliger les premieres et le Pape d'avoir recour a elle, a attaqué les Turcs par la suitte. Inci il se fait aider par ceux qu'il accablera par la suitte avec plus de facilité. Jamais coup de cabinet n'a mieu réussi, ni ne fust mieu jouée. Je l'ai suivi depuis la paix de Rastadt et je ne scaurois m'etonner suffisement que les interessées, pour ne pas dire les dupes, ne les remarquent pas. Le denouement de cette piece sera en deux campagnes d'ici, si l'on trouve de mojen d'etourdir les Turcs, car allors on detachera le partie d'un armée victorieuse, dont on en aura pas besoin, et inci on executera les vastes projets que l'on a en vue. Ce que je dis peut paroitre chimeric a ceux qui ne connoissent point interieurement le genie des Ottomans, mais je vous assure qu'en lui-mesme il est tres faisable, surtout si l'on fait un peu de reflexion sur les fautes que les Turcs ont fait tout cet campagne ici, car il ressemblent fort au monstre qu'il avois 100 000 braas, mais qu'il n'en avois pas un teste. Mais mon Dieu que ta sagesse se joue de vain projets des hommes ! A qui dois-je attribuer l'entreprise ridicule du siege de Temesvar apres un victoire aussi ecclatant que les Imperieux pretendent l'avoir remporté, sinon a ta main inconnue qui les conduises non par de mojens miraculeuses et surnaturelles, mais par des voys simples pour les mieux cacher aux sages de monde et relever a ceux qui t'adorent dans la simplicité de leurs coeurs et, ne se formant des idées presomptueuses, ne sons attentif qu'a suivre vostre volonté ? Can mesme (sic) ce Prince prenois la forteresse qu'il assiege,*[3] *s'il fais encore un ou deux pareille campagne, il pourrois oublier l'Italie pour plus long temps que l'on a pensé en commencent la guerre.*

Cet detour sur les affaires faittes, Monsieur, je vous redirais qu'effectivement le contentement dont je jouis dans ma solitude est digne d'envie, depuis un an que je suis mon gout bien loin de diminuer, il s'augmente. Inci je commence a m'accomoder a demeur, prest a y finir mes jour, si mon maitre ne m'envoy aillieur.

Si j'avois des chiffres, je pourois vous parler plus amplement sur ce qui se passe et dont peut-estre ne seroit pas inutil que vous en eussiez connoissence, fault d'en avoir j'abbrege donc ma presente en vous priant de continuer vos bontées pour le P. Keri, qui themoin dans touttes ces lettres un envie tres serieus de retourner au couvent. S'il sera jamais asez heureux de estre a Rome, personne ne vous poura mieu faire le detaille de ma vie, dont il connois le plus grande partie. Je voudrois qui vous la connussiez tout entiere por admirer d'autant plus les ressors de la Providence et la misericorde de Dieu envers les pecheurs. Que peu-je fair en y reflechissant qu'a

[1] La Turquie.
[2] L'Autriche.
[3] Après la victoire de Pétervárad (le 15 août 1716), l'armée autrichienne commença le siège de Temesvár qu'elle occupa le 30 novembre 1716.

dire avec saint Augustin : Tarde te amavi, o bonitas, tam antiqua et tam nova! Que cet exclamation finisse donc ma lettre, car le repentir me durera toutte ma vie.

Avec les sentimens d'un amitié remplis de la veneration due a vostre rangue et tendresse que vous meritez personelement, personne ne vous honorant plus que

Le Comte de Charoch

6.

A Groosbois, 30 de janvier 1717.

Je suis trop sensible aux marques de vostre souvenir, Monsieur, pour ne vous pas remercier de celles que vous me donnez par la vostre de 5 du mois passée. Je lui en donnerois plus souvent du mien, si je ne croignois de le detourner des occupations et affaires plus serieuses que celles qui pourois venir de la part d'un solitair comme moy qui ne prende plus de part aux affaires publiques qu'autant qu'il fault pour satisfair aux devoirs de son estat, auxquelles il est indispensablement obligée. Ainsi je ne sort que tres rarement de ce lieu et je vive dans un ignorence crasse des nouvelles que l'on apelle journolliers.

La maladie dangeureus de nostre ami commun, Dangeau[1] *m'avois fais fair le vojage de Paris, ces jours passé, ou je fus deux ou trois jours partag(e)ant les inquietudes avec Madame Dangeau et toutte sa famille, ou, pour mieu dire, avec touttes les honets gens de la cour, car certainement tout y fut fort allarmé. Il avois recue les sacremens dans un disposition tres cretien et ediffiant, car il y a deja quelque mois que la grace l'avois mis dans ces dispositions, mais un heureuse crise l'a mis hors du danger et elle nous consola tous. Apres quoy je n'ay tardé un seul moment a regagner ma chere solitude, fujant l'air empesté de Paris. Le Maréchal de Tessé, ajant loue unne petite maison tenante a la mienne, vin quasi touttes les semains pour y passer trois jours et nous amplojons le temps le mieu qu'il nous est possible pour avancer dans la vie cretienne. Les journées partagé egalement passent plus vist que je ne souhaiterois et insensiblement nous approchent a cet evenement, dont je tache d'apprendre de ne pas craindre l'arrivé qu'autant qu'il fault et il est mesme necessair en vue de la severite du juge devant lequel il nous faira paroitre.*

Le repos et le silence du lieu me tien ces reflexions si presentes que je n'aj pas pu me dispenser de les escrir, mais je revien a ce que vous me mendes, Monsieur, de nouvelles qui se debitent chez vous. La Casette m'apprende que le Comte de Lamberg[2] *est arrivé a Romme pour soliciter du secours d'argent pour la continuation de la guerre. En suitte de reflexions donc que je vous aj marque dans ma precedente, je m'imagine que vos frajeurs cesserons a mesure que vous satisfairez au desirs de l'Empereur, qui fais regarder la force de Turcs plus ou moins grandes selon ses vues secretes, car a considerer les choses sans prevention, il n'est pas naturel de croir que les Turcs degarnissent l'Hongrie en se mettant en defense seulement en ce pais-la pour former de vues eloigniés sur l'Italie, vue que touttes leurs forces n'a pas etez suffisent l'année passé pour guarantir leurs frontiers. Il estoit de la politique de la cour de Vienne de reprendre les bruits touchant la paix et offers des Turcs, mais je suis persuadé que quand mesme ceu-ci offrirois ce que ceux-la ont debite de demender, la paix ne se concluerois pas, car, a juger par la guerre passé avant la paix de Carlovitz,*[3] *les Imperiaux ont formé leur vue sur Nissa et tout le pais au dela jusqu'a la*

[1] Philippe de Courcillon, marquis de Dangeau (1638 1720), fut, par sa seconde femme, parent de la princesse Rákóczi.

[2] Envoyé de l'Autriche.

[3] La paix de Carlowitz fut conclue en 1699. Les Impériaux occupèrent la ville de Niš en 1689, mais elle fut reprise par les Turcs.

Mere Adriatique, puis que autrefois ils avois deja fortifié cette place, et par la il se rendent maitre d'un pais riche et capable de leurs fournir de quoy augmenter leurs trouppes de 40 000 hommes. Il s'assurent par la de la dit mer, des matelots, de bois proppre de construir de batimens, en sorte qu'etablissant par la suitte leurs communication avec le Royaume de Napel, il parlerons au Venetiens, comme au present il parlent aux Genois, et aux Papes, comme Frederic en avois parlé autrefois. Ainsi je conclu que tout ce que le Saint Pere fait au present pour l'Empereur contre le Turcs ne serve qu'a former la chaine d'Italie, dont il ne sera plus question allors, lorsqu'elle sera ainci environé. On reprendra la Sicile par le Piemont et, cet degré formé, on songera de ravoir l'Espagne. En m'estandans plus amplement sur les mojens et particularitées, je pourois fair voir que ces projets serois plus practicables que leurs etendu ne nous fais paroitre.

Je vous avoue donc sincerement, Monsieur, que si la grace de Dieu ne m'aurois entierement rendu tranquil sur tout ce que l'avenir me fais envisager par unne resignation entiere a sa volonté, j'en serois infiniment plus sensible aux differens que la cour de Romme me parois avoir avec celle ci, avec laquelle il seroit a souhaiter qu'il fust plus unie que jamais, car 40 000 Imperiaux en Italie nuirons plus a l'authorité du Saint-Siege que 100 000 docteurs en Sorbonne. On n'a qu'a reflechir sur les attentats de l'Empereur Joseph[4] *pour voir ce qu'il est prejudiciable a l'infallibilité : les ergotteries et pialleries de dits docteurs dans les ecols ou les declarations d'un ambassadeur, comme il estois M. de Prie, puis qu'en tout de ce qu'on dispute il ne s'agit pas des dogmes de nostre saint religion, a ce qu'on dit. Mais je ne vous dirois pas davantoge sur cette matier non plus, quoy qu'elle soit haujourdhui le sujet de touttes les conversations et de la curiosité de ceux qui practiquent le mond. Je suis parmis des solitaires que je n'entende parler que lorsqu'il chantent les louanges de Dieu. Je me joigne a eux autant que je peut et telement j'evite, autant qu'il m'est possible, la curiosité de disputer sur de matiers qu'il me semble qu'il fault croir, non pas scavoir.*

Parmis le restes de nouvelles du monde la dispute des princes de sang[5] *m'est asez sensible par raport a l'amitie que j'ay pour les uns et les autres. Vous scavez que j'estois et que je suis encore en grand commerce avec eux et pour le peu que je les vois, leurs differens ne laisse pas de me fair de la paine.*

La nouvelle de la signature de traitté défensive entre la France, l'Angleterre et le Hollande est trop recente[6] *pour ne le pas repeter ici, outre que je la trouve trop favorable a cet Etat, mais quoy qu'il touche encore l'Italie par rapport au traitté d'Utrecht, je ne la crois pas asez guarantie de tout ce qu'il lui reste a craindre.*

Mais puisque cette analise prolongerois encore infiniment ma lettre et peut-estre vous la rendrois ennujeuse, je me renferme dans l'esprit de ma solitude et je remet toutte a cet aimble et adorable Providence qui compte tout jusqu'a nos cheveux et sans l'ordre dequel rien ne scaurois arriver, je lui en rende honeur et gloir et je finis, Monsieur, en vous assurent de sentimens d'amitié, de la consideration et de la veneration qui vous sons dues par tantes de differentes tittres que je n'oublierois jamais dans nostre commerce familier, puis que je suis entierement vostre[7]

[4] Le Pape ne reconnut pas l'archiduc Charles roi d'Espagne et l'Empereur Joseph duc de Milan. En 1707, les troupes impériales occupèrent des territoires de l'État pontifical, puis Naples et Ferrare.

[5] Il s'agit de la querelle qui a opposé avant tout le duc d'Orléans au duc du Maine.

[6] En janvier 1717, la Hollande adhéra à l'alliance conclue en octobre 1716 entre la France et l'Angleterre. La Triple-Alliance était dirigée avant tout contre l'Espagne.

[7] La lettre n'est pas signée.

Политика и янсенизм

Письма трансильванского князя Ференца II Ракоци к кардиналу Филиппо-Антонио Гуальтерио (1714—1717)

Б. КЁПЕЦИ

Реэюме

Ференц II Ракоци, трансильванский князь и вождь (dux) венгерской конфедерации был предводителем борьбы народов Венгрии против Габсбургского гнета в 1703—1711 гг. В начале 1711 г., когда положение освободительной борьбы стало тяжелым, Ракоци отправился в Польшу, чтобы встретиться с царем Петром I и просить у него помощи на основе варшавского договора, заключенного в 1707 г. Северная война и только что вспыхнувшая русско-турецкая война препятствовали царю в оказании помощи венграм. Едва начались переговоры в Польше, когда генерал Шандор Каройи, введши Ракоци в заблюждение, заключил с венским двором сатмарский мир (29-го апреля 1711 г.). Князь никогда не принял этого мира и после провала надежды на русскую помощь надеялся на то, что французский король Людовик XIV, соответственно много раз повторенному обещанию, включит венгерское дело, и в особенности независимость Трансильвании во всеобщий мир. Чтобы способствовать осуществлению этого плана, он отправился в конце 1712 г. из Гданьска во Францию и 13-го января 1713 г., инкогнито под именем графа Шароша, сошел на берег на французской земле.

Автор статьи ставит себе задачей осветить новыми данными деятельность Ракоци во Франции и на их основе выступить против некоторых положений старой венгерской историографии и истории литературы. Новым материалом послужат письма Ференца II Ракоци к кардиналу Ф.-А. Гуальтерио (1660—1728). Гуальтерио находился с 1700 по 1706 год в качестве папского посла при версальском дворе и оказался ярым сторонником французской внешней политики. Вернувшись в Италию он противостоял экспансионистским стремлениям Габсбургов и Людовик XIV отблагодарил его за услуги. В 1713 г. Гуальтерио прибыл в Версаль и в это время встретился с князем Ракоци. Зная политические взгляды кардинала, Ракоци считал его своим другом, и в письмах, написанных ему в 1714—1717 гг. искренно раскрыл ему свои взгляды и чувства.

Из этих писем ясно видеть, что Ракоци с большим огорчением принял к сведению заключение раштаттского и баденского миров и тот факт, что французский двор не выполнил своего обещания. Прежде всего политическая изолированность служит объяснением тому, что Ракоци — еще до смерти Людовика XIV — решил отойти от придворной жизни. Мысль ухода в одиночество была поддержана не только его жизненным опытом, но также и книжными впечатлениями. Ссылаясь на книги, прочтенные князем Ракоци в юности, и опираясь на письма к Гуальтерио, автор статьи доказывает, что это был прежде всего христианский стоицизм, который действовал на князя, и в это время янсенизм еще никакого влияния не оказал на него. Когда он удалился к камальдульским монахам в Гробуа, он стал основательнее ознакомиться с янсенизмом. В янсенизме его пленило прежде всего переживание более глубокой религиозной жизни, а не дискуссия вокруг догматов. Из писем к Гуальтерио ясно видеть, что Ракоци не придавал значения такого рода дискуссиям.

Письма доказывают и то, что князь даже в Гробуа не становился «янсенистским отшельником», а очень живо занимался политическими событиями. Своего итальянского современника он предупреждает прежде всего о том, что укрепление династии Габсбургов означает большую опасность с точки зрения независимости Италии. В это время Ракоци уже занимается планом включения в австро-турецкую войну, вспыхнувшую в 1716 г., и именно поэтому он придает большое значение итальянскому сопротивлению против Габсбургов. Слабость мелких итальянских государств не дала возможности осуществиться этому плану, однако и эти идеи Ракоци свидетельствуют о серьезной политической дальновидности.

В конечном итоге эти письма освещают недостаточно известный период жизни Ракоци и доказывают, что — как и он сам признается — «любовь к родине и желание освободить родину явились целью всех его поступков.»

В конце статьи отпечатаны по подлиннику письма, хранящиеся в British Museum.

Institutions de science historique en Hongrie

Les Acta Historica se proposent d'informer régulièrement ses lecteurs de l'activité déployée par les différentes institutions hongroises dans le domaine des sciences historiques. En guise de préambule à ces comptes-rendus nous voudrions esquisser l'organisation de la science historique en Hongrie et celle des institutions qui font des recherches relatives à l'histoire. Notre compte-rendu cherche, donc, à brosser pour nos lecteurs un tableau de la structure des recherches faites dans le domaine des sciences historiques, de présenter les principaux traits caractéristiques des institutions, aussi bien que les relations qui existent entre elles.

I.

En Hongrie, la direction suprême des institutions de science historique est confiée à l'Académie des Sciences de Hongrie réorganisée en 1949. C'est la II[e] section de l'Académie qui surveille l'activité des institutions de science historique et des sciences sociales en général. L'activité de cette section relève d'une part du contrôle d'un corps de dirigeants, dont les membres se recrutent parmi les académiciens, et d'autre part de celui du secrétaire de la section. En dernier ressort, la direction de principe est assurée par la Présidence de l'Académie qui examine périodiquement la situation des différentes branches scientifiques et celle des institutions et, qui, après avoir constaté les résultats obtenus et les déficiences à déplorer indique, en grandes lignes, les tâches suivantes. Cette organisation hiérarchique n'exclut toutefois pas l'application de la méthode des entretiens collectifs. Chaque science a son corps consultatif à elle. Pour l'histoire, c'est le Comité des Sciences Historiques, composé de professeurs d'université, de directeurs d'instituts et d'historiens particulièrement remarquables. Lors de l'élection des membres de ce Comité on a veillé à ce que les universités de la capitale et de la province, les instituts scientifiques, ainsi que les archives y soient également représentés. Les meilleurs spécialistes des différentes époques de l'histoire universelle et hongroise font également partie du Comité, qui, de cette façon, est en mesure de contrôler l'ensemble des recherches historiques poursuivies en Hongrie et de coordonner le travail scientifique des différents instituts en vue de réaliser le mieux possible les tâches qui s'imposent dans ce domaine.

C'est sous la direction de ce Comité que déploient leur activité les «sous-comités», qui effectuent leur travail avec le concours des historiens choisis dans les milieux des plus larges. Ces sous-comités s'occupent des questions de principe, des rapports internationaux de notre science, des problèmes de l'enseignement

de l'histoire, de ceux des archives, aussi bien que de la publication d'ouvrages historiques.

II.

Le centre proprement dit des recherches historiques poursuivies en Hongrie est l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie (A Magyar Tudományos Akadémia Történettudományi Intézete). Après la réorganisation de l'ancien Institut Paul Teleki, devenu plus tard «Institut Scientifique d'Europe Orientale», l'Institut des Sciences Historiques fut placé, en 1950, sous la direction de l'Académie des Sciences de Hongrie. Avec son personnel — une cinquantaine d'historiens — il représente le véritable centre des recherches entreprises dans le domaine de l'histoire. Les quatre sections de l'Institut : la section d'histoire hongroise médiévale, celle de l'histoire hongroise de l'époque moderne et contemporaine, la section d'histoire universelle et la section de bibliographie et de documentation sont appelées à s'aquitter de multiples tâches.

Les recherches poursuivies à *la section d'histoire hongroise médiévale* concernent la période qui s'étend de la Conquête Arpadienne jusqu'en 1849. C'est la rédaction du texte des manuels d'enseignement universitaire qui, ou cours des années précédentes — depuis 1951 exactement — était le principal objet des travaux de la section. Il s'agissait d'écrire une «Histoire de la Hongrie», en six tomes embrassant les événements de notre histoire depuis les temps préhistoriques jusqu'à nos jours. Ce travail basé sur les efforts collectifs des historiens hongrois fut organisé de manière, que la rédaction de chaque volume revint à 3—6 auteurs, tous spécialistes des différentes époques. Ceux-ci, en dehors de leurs propres recherches étaient en mesure de s'appuyer sur de nombreuses études préparatoires nécessaires à la composition des volumes. Les trois volumes achévés jusqu'à présent, dont deux viennent d'être publiés, exposent l'histoire de notre peuple à partir de la Conquête Arpadienne jusqu'en 1849. Sur la foi des discussions auxquelles la préparation des volumes a donné lieu, nous sommes en droit d'affirmer que cette grande entreprise de notre historiographie a permis d'obtenir des résultats appréciables.

La rédaction des manuels universitaires achévée il fallait dresser la liste des questions encore non élucidées de notre histoire et à les étudier systématiquement. Les principales lacunes ont été constatées dans le domaine de l'histoire économique, et de l'histoire culturelle notamment en ce qui concerne l'examen de la situation des peuples de la Hongrie multinationale ; une pareille déficience se présente par rapport à l'élucidation des problèmes de notre histoire, problèmes relatifs à l'empire des Habsbourg. Le plan des travaux ultérieurs de la section se proposa, donc, de combler ses lacunes. C'est pour rémédier à la déficience qui était constatée à propos de l'histoire économique et surtout de celle des forces de production qu'a été créé au sein de la section, le groupe de travail nommé «L'histoire de la culture matérielle». Le nouveau groupe se chargea, en effet, de se consacrer à la technologie de la production, de la répartition et de la consommation des biens matériels, et cela à l'aide d'une méthode complexe dont les éléments seront fournis par l'archéologie, l'ethnographie et la science historique proprement dite. La tâche dont la solution se révéla le plus urgente dans ce domaine c'est l'étude de la production agricole aux XVI^{e}—XVIII^{e} siècles et l'examen de la capacité de l'exploitation minière et de l'industrie. Au sein de ce groupe se poursuivent aussi des travaux relatifs à la statistique historique, à l'histoire des prix et des salaires, à celle des mesures et des monnaies. Le groupe cherche aussi à coordonner les recherches portant sur les thèmes identiques.

Les collaborateurs de *la section de l'histoire hongroise de l'époque moderne et contemporaine* étudient les problèmes qui se posent à propos de la période allant de 1849 jusqu'à nos jours.

C'est la rédaction du texte des manuels d'enseignement universitaire embrassant la période de 1849 à nos jours qui constitue le gros du travail de la section. L'élaboration des chapitres comprenant la période allant jusqu'en 1900 est déjà, dans son essence, achevée et sera, selon tout espoir, discutée au cours de cette année. En ce qui concerne la période allant de 1900 à 1918, plusieurs monographies et études lui ont été consacrées. Il en est de même pour le manuel universitaire embrassant la période à partir de 1918.

L'examen de la période allant de 1900 jusqu'à nos jours est une tâche ardue tant au point de vue de la thématique que de celui de la méthodologie. En ce qui concerne la thématique, il s'agit d'étudier l'histoire de l'industrie, du trafic, donc, en général de l'évolution capitaliste et dans le cadre de cette étude, l'histoire de la classe ouvrière.

Sur la base des ouvrages achevés jusqu'à présent l'histoire de l'industrie manufacturière de la période de 1849—1945 va tout prochainement constituer une partie homogène ; il n'en reste qu'une lacune importante à combler : la description détaillée et approfondie de l'histoire des années 1919—1929. Pour ce qui est de la mise à jour de l'histoire de la classe ouvrière, la situation sous ce rapport n'est pas particulièrement favorable. Aussi plus d'un collaborateur de la section se consacre-t-il à l'histoire de la classe ouvrière hongroise et cela principalement dans la période d'après 1914. La plupart des travaux portent sur les nombreux aspects de la formation de la classe ouvrière et presque la moitié des recherches est consacrée à l'examen de ses origines et de sa composition. Ces recherches contribueront à présenter l'histoire des mouvements ouvriers sous un éclairage juste.

Une autre partie importante des travaux de cette section concerne l'étude de l'histoire des conditions agraires. Si certains problèmes de détail concernant la période de 1849 jusqu'aux années succédant à la libération ont été élucidés, dans ce domaine pourtant important, quelques problèmes ont été assez mal étudiés. C'est ainsi que nous avons insuffisamment étudié jusqu'à présent, l'histoire économique de la paysannerie, les changements survenus dans sa situation, le processus de sa désagrégation. Jusqu'à présent nous ne disposons pas d'ouvrages concernant l'économie des grandes propriétés, la diffusion et le caractère des baux ni la situation des propriétés de la noblesse moyenne d'après 1849, ouvrages qui nous permettraient de nous faire une idée réelle de la variante hongroise de l'évolution de la voie prussienne du capitalisme et des constatations de principe qui tiennent compte des particularités de notre pays. Les travaux qui sont en cours sous ce rapport contribueront pour beaucoup à améliorer la situation dans cette sphère de recherches.

La section d'histoire universelle se consacrait à l'étude de l'histoire des nationalités vivant sur le territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise et sur celui de la Hongrie dans la période de 1790—1867, ainsi que des problèmes qui se posaient à propos de nos relations avec les peuples voisins. Notre historiographie a, sous ce rapport, déjà obtenu des résultats notables. Le plan de travail de la section comporte la rédaction d'une monographie synthétique consacrée à l'histoire de l'Empire des Habsbourg et celle de la monarchie austro-hongroise. Par la suite, elle doit effectuer des investigations sur l'histoire de la deuxième guerre mondiale et de ces antécédents en Hongrie. La section continue ses

recherches sur la question des nationalités de Hongrie dans la période qui s'étend de 1867 jusqu'au déclenchement de la deuxième guerre mondiale.

La section de bibliographie et de documentation prépare les volumes de la bibliographie historique hongroise, dont les trois volumes publiés jusqu' à présent embrassent la période de 1825—1867. C'est la rédaction de la bibliograpie historique de la période de 1867—1919 qui constitue actullement l'essentiel du travail de la section. La rédaction de la bibliographie de l'historiographie d'après 1945 ayant été négligée au cours des années précédentes, la section se mettra prochainement à l'oeuvre en vue de rédiger la bibliographie des ouvrages historiques (livres, études, articles de revue) publiés après 1945 de sorte que cette bibliographie soit achevée jusqu'en 1959, soit avant le Congrès International des Sciences Historiques de Stockholm. La section inclut dans son plan la rédaction de la bibliograpie se rapportant au thème «La Hongrie et l'histoire de la deuxième guerre mondiale», cela dans le but de faciliter et d'accélérer les recherches concernant l'histoire de cette période.

La bibliothèque de l'Institut — qui possède plus de 50 milles de volumes — fait également partie de cette section.

Il convient de faire remarquer que les membres de l'Institut en dehors de leur travail scientifique, travaillent aussi à l'accomplissement des tâches d'ordre pratique et de caractère national et social. Des rapports étroits se sont noués entre l'Institut et les Facultés d'histoire des Universités. Après 1953, les relations internationales de l'Institut se sont considérablement améliorées. Elles concernent non seulement l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire, mais aussi les historiens progressistes et marxistes des pays capitalistes.

III.

L'Institut d'Histoire du Parti Communiste Hongrois (Magyar Párttörténeti Intézet) relevant de la compétence du Comité Central du Parti Socialiste des Ouvriers Hongrois est l'une des importantes institutions dédiées à l'étude de l'histoire. L'Institut fut créé par le Comité Central en automne de l'année 1948, date du 30^{e} anniversaire du Parti des Communistes de Hongrie. La décision portant sur la fondation prescrit à l'Institut de 1. recueillir systématiquement les documents relatifs à l'histoire et au présent du mouvement ouvrier hongrois, de les classer, de les rendre accessibles aux chercheurs et de les publier, enfin de populariser les traditions combattives et héroïques de ces mouvements. L'Institut doit contribuer ainsi à l'utilisation pratique et à l'application des riches enseignements de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois, 2. de collecter les documents portant sur l'histoire du mouvement ouvrier international.

L'Institut comprend trois sections : la section scientifique, les archives et la bibliothèque. Jusqu'aux temps les plus récents, une section de musée fonctionnait également au sein de l'Institut ; elle organisait plusieurs expositions permanentes et périodiques, dont elle puisait la matière dans le domaine de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois et international. En novembre 1956 cette section se détacha de l'Institut, et poursuit son activité à l'exemple des musées de mouvements ouvriers des pays amis — comme la section de la Collection des Documents d'Histoire Contemporaine du Musée National Hongrois.

L'activité de *la section scientifique* consiste à publier les sources ayant trait à l'histoire des mouvements ouvriers, à composer des monographies élucidant les questions des différentes étapes de l'histoire du parti communiste hongrois et

à rédiger avec le concours des collaborateurs extérieurs le texte du manuel d'histoire du parti communiste hongrois.

En 1951 la section scientifique de l'Institut entreprit la publication des recueils de sources intitulés «Documents choisis de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois». Les quatre volumes de la série publiés jusqu'à présent renferment les documents les plus importants se référant à l'histoire du mouvement ouvrier dans les périodes de 1848—1890, 1890—1900, 1900—1907, et 1917—1919. En dehors de cette série l'Institut fit publier de nombreux recueils de documents relatifs à des sujets différents. Outre la publication de ces recueils, les collaborateurs de l'Institut ont, avant tout, mis en oeuvre l'histoire des événements les plus notables du mouvement ouvrier, et ont composé des monographies et des études présentant la vie et l'activité des dirigeants de ce mouvement. Aux termes des projets à réaliser tout prochainement par l'Institut c'est la mise à jour des documents relatifs aux événements contre-révolutionnaires survenus au mois d'octobre de 1956, de même que leur analyse scientifique, qui est au centre des travaux de l'Institut. Par ses travaux l'Institut prétend souligner le rôle joué au cours des événements d'octobre par les forces contre-révolutionnaires extérieures et intérieures et par les forces révisionnistes qui aspiraient à désorganiser le Parti et l'État de démocratie populaire. Les études traitant de ces problèmes souhaitent analyser également les erreurs commises antérieurement par les chefs du parti et de l'État, erreurs qui ont miné les rapports entre le Parti et les masses et ont affaibli en Hongrie la dictature du prolétariat. L'Institut se propose de publier dès 1957 un recueil d'études à propos des événements contre-révolutionnaires d'octobre et leurs antécédents.

Une autre tâche capitale qui figure au plan de travail de l'Institut pour l'année 1957 se rapporte à la célébration du 40e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre. Les travaux ayant trait à l'influence de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre sur l'Europe Orientale et Sud-Orientale sont dans un état avancé ; l'Institut vient de recevoir de presque tous les instituts frères la matière nécessaire pour la rédaction des différents chapitres du recueil. Le Comité International pour la rédaction du recueil tiendra, selon toute probabilité, avant la fin de l'année des sessions à Budapest. Une partie notable des travaux à effectuer en connexion avec l'organisation de la session scientifique, a eu lieu en automne de 1957 et sur le thème «L'influence directe de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre en Hongrie» relève du ressort de cet Institut. Les collaborateurs de l'Institut, de l'Institut des Sciences Historiques, de l'Institut d'Histoire Militaire ainsi que ceux des Universités tiendront, à cette occasion, des conférences. La conférence principale, complétée par de nombreux rapports, portera le titre «L'influence directe de la Grande Revolution Socialiste d'Octobre en Hongrie.»

Plus d'une étude sera faite simultanément par les collaborateurs de l'Institut et par ceux d'autres institutions, pour mettre en valeur le rapport étroit qui existait entre les mouvements ouvriers de Russie et de Hongrie et contribueront à mettre à jour des traditions de l'internationalisme prolétarien.

En 1957—1958 l'Institut continuera la publication de la série intitulée «Documents chosis de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois» ; seront édités prochainement les volumes VI et IV comprenant respectivement la période 1907—1917 et l'année 1919. Outre la mise en oeuvre de nombreuses études choisies touchant le domaine de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois, l'Institut

publie les oeuvres choisies des grandes personnalités de ces mouvements, telles Tibor Szamuely, Ervin Szabó et Béla Kun.

L'Institut aura également à rédiger un «Précis d'histoire du Parti Communiste Hongrois».

L'Institut commence dès maintenant ses préparatifs en vue du 40e anniversaire de la République Hongroise des Conseils qui sera célébré en 1959. La préparation des conférences à tenir lors de la session solennelle, organisée de concert avec l'Institut des Sciences Historiques, ainsi que la publication de différents ouvrages incombent à l'Institut.

La tâche des archives de l'Institut consiste à recueillir, à classer et à présenter tous les documents concernant le mouvement ouvrier hongrois. Dans ce but les archives s'appuyant sur les travaux de leurs collaborateurs et de ceux des archives nationales, sont parvenues à collecter une notable quantité de matériel d'archives. Ce travail de grande envergure, bien que la sphère de collecte ait été largement définie — a permis d'obtenir des résultats appréciables. Bien des documents inconnus jusqu'à présent furent mis à jour concernant les mouvements communistes et ouvriers et une précieuse collection de matériel d'archives de tracts et d'affiches vient d'être créée au sein des archives.

Au cours des dernières années, la bibliothèque de l'Institut a réuni une partie notable de la littérature, des journaux, des hebdomadaires, et des revues relatifs à l'histoire des mouvements ouvriers hongrois. La bibliographie de ces publications, ainsi que la bibliographie des oeuvres de Marx et d'Engels publiées en Hongrie, avaient déjà été éditées. Les collaborateurs de la bibliothèque rédigent actuellement le répertoire relatif à la presse de la République Hongroise des Conseils, la bibliographie hongroise comportant les oeuvres d'I. V. Lénine et une bibliographie comprenant les articles les plus importants de la presse se rapportant à l'histoire des mouvements ouvriers.

IV.

L'archivistique hongroise fait partie intégrante des sciences historiques hongroises. Le travail du réseau des archives nationales est orienté par son organe suprême, le Centre National des Archives (Levéltárak Országos Központja), en tant que section du Ministère des Affaires Culturelles. Ce réseau comprend deux archives centrales : Les Archives Nationales (Országos Levéltár) et les Archives Économiques Centrales (Központi Gazdasági Levéltár), 21 archives régionales (qui étaient, auparavant, des archives départementales et municipales) dont les plus notables sont les Archives Nationales no. 1. de Budapest qui sont les archives de la capitale.

Les Archives Nationales, qui l'année précédente viennent de célébrer le 200e anniversaire de leur fondation conservent un matériel d'archives qui a une importance primordiale non seulement pour l'histoire du peuple hongrois mais aussi pour celle des peuples voisins. Les Archives Nationales gardent 110 000 documents écrits provenant d'avant 1526, documents qui se rapportent au territoire total de la Hongrie historique, on y conserve également les pièces écrites des organes centraux de gouvernement et des tribunaux de l'État hongrois féodal du XVIe au XVIIIe siècles, ainsi que celles des ministères de la Hongrie bourgeoise.

Avant la libération l'organisation des archives hongroises ne fut pas unitaire. En dehors des Archives Nationales, érigées en institution scientifique, les autonomies territoriales, les grandes familles aristocrates, les Églises, aussi bien que les banques disposaient de leurs archives. Aux termes du decret-loi

publié en 1950, et qui répondait aux voeux de nombreux archivistes, toutes les archives nationales — exception faite des Archives de l'Institut d'Histoire Militaire — sont réunies dans un réseau unitaire dirigé par le Centre National des Archives. Cet organe dirige sans aucun intermédiaire l'administration et les affaires d'ordre professionnel du réseau d'archives, et dispose du droit se surveillance sur les archives restées en la possession des particuliers. A la suite du changement survenu grâce à cette loi, fut créée l'organisation unitaire des archives nationales et fut assurée la protection de tout document ayant la valeur de source historique. Par conséquent les premiers pas ont pu être faits vers l'utilisation multilatérale du matériel conservé dans les archives.

La nouvelle organisation assura également la conservation des documents relatifs à la vie économique. Pour conserver les pièces écrites des organes économiques nationaux, on a créé des archives spéciales, Les Archives Économiques Centrales. Cette nouvelle organisation permit de compléter systématiquement le matériel des archives hongroises en y versant le stock de documents des archives «vivantes». Aux termes de la loi susmentionnée, toute collectivité publique est tenue de verser à l'archive territoriale compétente, ses vieux documents de plus de 5 ans, documents dont elles n'a plus besoin. Les décisions interdisent en même temps de transmettre les pièces écrites aux fabriques du papier sans l'assentiment préalable des archives. Bien que l'application de ces dispositions se heurte encore à des difficultés, dues en premier lieu au manque de place dans les archives nationales, on peut constater que la nouvelle organisation a assuré en principe l'acroissement du matériel des archives hongroises et la conservation de tous les documents précieux.

Une des tâches essentielles assignés aux archives hongroises est de mettre en état utilisable et de rendre accessible au plus grand nombre possible de branches scientifiques les documents considérablement accrus au cours de la dernière dizaine d'années. Une importance primordiale doit être attribuée sous ce rapport à la science historique. Il faut, pour cela, classer son matériel et le munir d'instruments auxiliaires.

C'est le classement des stocks de documents qui pendant des années constituait le gros du travail des archives. Les tâches d'administration publique qui incombaient aux archives de province les ont, dans le passé, empêchées d'accomplir ce travail. Aux cours des opérations de guerre, de très nombreux documents ont été dispersés, et ceux gardés dans les archives abandonnées par les aristocrates, dans les bureaux et dans les usines devaient également être reclassés. Au cours des travaux de classement poursuivis après la libération, les archives hongroises ont classé des milliers de liasses de documents en ayant soin de respecter l'ordre original du matériel.

Parallèlement aux travaux de classement, la rédaction des inventaires de base des archives hongroises fut également entreprise. Le matériel augmentant sans cesse, ce travail se poursuit sans relâche. Nous sommes en droit d'affirmer, que c'était le travail le plus important effectué depuis la libération par les archivistes. Les inventaires énumèrent les documents par fonds ; après avoir donné une brève description de leur sujet, ils rendent compte de la répartition du fonds, de son système d'archive, des instruments auxiliaires et du moyen de s'en servir ; ils signalent aussi les données quantitatives du fonds. Les polycopies des inventaires qui renferment le matériel complet relatif à l'époque féodale gardé aux Archives Nationales sont déjà édités, tandis que les gros volumes des inventaires dont la rédaction est confiée aux archives territoriales est en préparation.

En dehors des inventaires de base des guides plus détaillées destinés à faciliter le travail des chercheurs, sont publiés là où le besoin s'en fait sentir et où le caractère du document le permet. Il s'agit de répertoires, qui énumèrent les documents par unité de dépôt (liasse, volume) et signalent en même temps le contenu des différentes unités. Plus d'un de ces répertoires ont déjà été publiés. Les Archives Nationales rédigent successivement les inventaires dits analytiques. En dehors d'une description détaillée du matériel, ces inventaires communiquent les données relatives à l'histoire de l'organisme d'où proviennent les documents renfermés par le fonds. On a publié jusqu'à présent l'inventaire relatif aux archives du ministère de la guerre d'indépendance de 1848—49, la publication d'inventaires de caractère analogue est en préparation. Mais la préparation de l'inventaire analytique, à savoir l'examen scientifique de l'activité de tel et tel organisme, ainsi que l'étude du sujet de leurs documents exige un travail approfondi et absorbant.

Les archivistes hongrois participent également aux grandes entreprises de la science historique hongroise. Plus d'un archiviste a pris part à la rédaction du texte des manuels d'enseignement universitaire. Mais les plans scientifiques des archives renvoient en premier lieu à la culture des branches de science historique appelées à faciliter l'usage du matériel d'archives. Nous citons à titre d'exemple l'histoire de l'écriture, la diplomatique, l'archivistique, la sigillographie, l'héraldique, la chronologie, les comptes-rendus sur les archives, l'histoire des archives, la publication de sources, la rédaction de statistiques historiques, l'histoire des organismes et des institutions, et dans les archives territoriales les investigations d'histoire locale.

Les Archives Nationales s'occupent aussi de publication de sources. Parmi ces publications se distinguent les recueils comportant les documents édités en hongrois et relatifs à l'époque du roi et l'empereur Sigismond et le recueil de sources ayant trait à la période contrerévolutionnaire et comprenant plusieurs volumes dont deux ont déjà quitté les presses. La publication de sources en deux volumes, qui renferment les documents choisis de la juridiction pénale seigneuriale aux XVI^{e}—XVII^{e} siècles, de même que la publication des procèsverbaux des conseils de cabinet commun de la monarchie austro-hongroise et ceux des conseils du cabinet hongrois dans la période de la première guerre mondiale sont imminentes. Actuellement les collaborateurs des Archives Nationales se consacrent à la rédaction de statistiques historiques. La publication récente du recueil servant de base aux recherches poursuivies en Hongrie, et explorant les sources de cette discipline est due aux travaux collectifs des historiens et des archivistes.

Au cours des années précédentes l'archivistique hongroise a établi d'étroits rapports avec les les archives étrangères; sous ce rapport elles effectuent un important échange de films et cela en premier lieu avec la Tchécoslovaquie et avec l'Autriche.

V.

L'examen des questions d'histoire militaire relève du ressort de l'Institut d'Histoire Militaire de l'Armée Populaire Hongroise. (A Magyar Néphadsereg Hadtörténelmi Intézete.) Actuellement et pour les années à venir l'Institut considère comme sa tâche primordiale la mise en oeuvre de l'histoire de l'art militaire hongroise. En outre il s'occupe encore de l'histoire militaire des pays socialistes, aussi bien qu'en général de l'évolution historique de l'art militaire

universel. Ces objectifs sont en premier lieu à réaliser par la section d'histoire militaire de l'Institut, appuyée dans son travail par les autres sous-sections : archives, collection cartographique, bibliothèque des sciences militaires et délégation d'archives fonctionnant au Kriegsarchiv de Vienne, sections qui s'acquittent en même temps de leur propre tâche.

La section d'histoire militaire subdivisée en sections d'histoire médiévale, moderne et contemporaine, met à jour la matière historique concrète, relative à l'évolution de l'art militaire hongroise, présente les lois, les particularités et les corrélations universelles de l'évolution, expose les conséquences générales des expériences acquises dans les guerres passées, examine les problèmes découlant du caractère de classe de l'armée et ceux qui s'imposent par rapport à la corrélation des questions sociales, économiques, politiques et militaires. Fruits de cette activité, plusieurs ouvrages de grande envergure ont été publiés, parmi lesquels il nous faut souligner l'ouvrage intitulé : «Morceaux choisis pour contribuer à l'étude de l'histoire militaire hongroise I—II», puis ceux consacrés aux opérations militaires de l'armée soviétique effectuées lors de la libération de 1944/45 et des participants hongrois à la Grande Révolution Socialiste d'Octobre. Au dire du plan de l'Institut les ouvrages portant sur la stratégie militaire de l'époque Arpadienne aux XI^e^—XII^e^ siècles, sur l'histoire militaire de la guerre d'indépendance d'Étienne Bocskay, sur les Ruthènes subcarpathiques ayant participé à la guerre d'indépendance de François II Rákóczi, sur l'organisation de l'armée des kouroucz, sur la campagne héroïque ayant eu lieu au printemps de l'année 1849, sur la guerre de défense nationale de 1919 et finalement sur l'histoire de l'armée populaire hongroise seront achevés et publiés tout prochainement. Les publications susmentionnées servent d'études préparatoires à la composition d'une mongraphie en plusieurs volumes qui sera éditée sous le titre : «L'histoire de l'art militaire hongroise.»

Le matériel des archives qui déploient leur activité au sein de l'Institut, comporte, outre un stock de documents qui y ont été versés récemment, les documents parvenus en Hongrie surtout lors de la désagrégation de la monarchie austro-hongroise. Le matériel des archives présente différents groupes : 1. Documents des autorités militaires centrales et des hauts commendements (1740—1945), 2. Documents des commandements militaires (formations et corps militaires) (1841—1945), 3. Documents des tribunaux militaires (1772—1945), 4. Documents d'instituts, d'écoles, d'institutions, d'autorités militaires (1760—1944), 5. Collection et archives de famille (1541—1918), 6. Manuscrits, journaux, imprimés.

Pendant la deuxième guerre mondiale les archives de l'Institut ont subi d'importants dégâts, mais au cours des années précédentes de grands investissements ont été faits pour la construction de magasins modernes. Parallèlement à ce travail on a commencé la reconstruction des fonds dispersés, travail qui se poursuit sans relâche. Actuellement les 80% du matériel sont accessibles aux chercheurs. Les travaux de classement — à l'exclusion de certains cas — se poursuivent selon le principe de la provenance.

La Collection Cartographique des Sciences Militaires garde un stock de cartes précieuses dont une partie notable provient du Kriegsarchiv de Vienne, collection qui, avec le matériel qui s'y est ajouté entretemps, est devenue l'une des collections les plus considérables du pays. On y retrouve les exemplaires uniques de beaucoup de cartes manuscrites. Parmi les cartes et les atlas historiques nous y trouvons des cartes qui représentent des opérations, des marches, des installations, des campements militaires, des dessins sur les fortifications, sur

les pays et régions, sur les chemins et les fleuves. C'est cette Collection qui garde les feuilles cartographiques de toutes les photos topographiques aux différentes échelles, prises non seulement de la Hongrie mais aussi de beaucoup d'autres pays d'Europe.

Le dépôt, et le classement du matériel s'effectue selon une division topographique spéciale appliquée à Vienne. En dehors de la mise en oeuvre des monographies scientifiques, la collecte, le classement et le contrôle du matériel s'y poursuivent également. Les annexes de cartes et d'esquisses préparés pour la monographie intitulée «L'art militaire hongrois» sont en partie achevés.

Par sa sphère de collecte et son rayon d'activité la Bibliothèque des Sciences Militaires se range parmi les bibliothèques scientifiques spécialisées d'importance nationale qui, en dehors d'ouvrages relevant du domaine de la science et de la technique militaires, dispose d'un immense stock d'ouvrages ayant trait à l'histoire et en premier lieu à l'histoire militaire. Les travaux de bibliographie entrepris dans le domaine de la science et de l'histoire militaire sont également significatifs. Outre les bibliographies publiées périodiquement, elle rédige des répertoires comportant la matière des revues courantes. Cette Bibliothèque avec son stock de livres se chiffrant à plus de 100 000 volumes contribue pour beaucoup au travail des historiens spécialisés à l'histoire militaire.

VI.

La Société Historique Hongroise (Magyar Történelmi Társulat) déploie son activité sous la direction de l'Académie des Sciences de Hongrie. La Société fut fondée il y a 90 ans par quelques historiens enthousiastes désireux de réunir les spécialistes de cette discipline et de satisfaire à l'intérêt manifesté par de larges milieux pour le passé de notre peuple. Cette équipe, modeste au commencement de son activité, mais qui par la suite est devenue de plus en plus considérable passa en revue, chercha et, à ses congrès ambulants fit connaître les monuments de notre histoire aux historiens-explorateurs, et aux hommes, qui dans les différentes régions et villes témoignèrent de l'intérêt pour les documents de notre passé.

Quelque peu avant le tournant du siècle l'intensité du travail de la Société fléchit et le caractère progressiste de son activité s'effaça complètement. Les vastes recueils de sources et les grandes synthèses publiés par la Société sous le régime contre-révolutionnaire, bien que l'évolution de la technique d'édition présentât un haut degré de développement, portèrent déja l'empreinte idéologique de cette période.

On sait que la libération de la Hongrie survenue en 1945, et la transformation révolutionnaire de l'ordre sociale du pays ont ouvert un large champs aux idées sociales progressistes et à la conception historique de l'idéologie marxiste-léniniste. La nouvelle conception historique, bien que non sans difficultés et non sans heurts, gagna du terrain et transforma la conception de la plupart des anciens historiens. La Société réorganisée en 1949, en rassemblant les historiens marxistes et les historiens bourgeois, prêts à servir la cause du progrès, s'engagea dans la voie d'un développement accéléré. Remettant à l'honneur de vieilles, bonnes traditions elle organisa des congrès ambulants avec la participation des meilleurs historiens et des jeunes gens talenteux ; elle organisa aussi des conférences et des discussions dans les différentes villes, tout en sollicitant la participation des historiens qui y travaillaient. Dans les années suivantes l'activité de la Société

connut, elle aussi, une certain régression, et après les événements contre-révolu. tionnaires d'octobre 1956 elle n'a pas encore retrouvé son intensité d'autrefois.

Pour ce qui est de l'organisation de la Société, son travail est soumis à l'inspection d'un comité directeur de 65 membres, élus parmi ses membres la direction de la Société et le Comité de Rédaction de la revue «Siècles» (Századok), organe de la Société Historique Hongroise. Le secrétariat, fonctionnant au sein de la direction, exerce le droit de surveillance sur l'administration de la Société. La responsabilité des différents domaines d'activité inbombe aux membres du secrétariat. Ce sont eux qui s'occupent des affaires des différentes sections, des groupes de province, de la section pédagogique et de celle des publications.

Les sections sont appelées à rassembler les historiens de la capitale. Leurs membres qui se groupent dans des sections spéciales, s'occupent des questions relatives à l'histoire hongroise médiévale, moderne et contemporaine. C'est la section d'histoire médiévale qui se montre jusqu'à présent la plus active. Aux réunions de cette section assistaient des historiens travaillant aux différentes institutions historiques, aux universités, aux archives et aux biliothèques ; ils y discutaient des problèmes spéciaux de leur science, et engageaient parfois des entretiens avec les historiens étrangers. Bien que l'activité de ces sections n'ait pas réalisé les espoirs que l'on avait fondés sur lui, la Société tient néanmoins à les conserver afin qu'en coopération avec d'autres institutions, elle puisse être un lieu d'entretiens et de réunions, où dans une atmosphère amicale on discute librement des différentes questions scientifiques.

L'activité des organisations de province de la Société présente un tableau tout différent. Après 1949 de nombreux groupes de société se sont formés dans les villes de province et surtout dans les villes universitaires, groupes qui ont initié à leur travail les collaborateurs des universités, les professeurs de lycée et les archivistes. Ils organisèrent des conférences avec la participation des conférenciers venus de Budapest, rendirent compte à leurs membres des résultats les plus récents acquis dans le domaine de la science historique, prirent part à la popularisation de notre science, et aidèrent d'une manière systématique les investigations d'histoire locale. Aux groupes fonctionnant dans les villes universitaires vinrent s'ajouter les groupes départemantaux dont l'objectif principal était d'appuyer le travail des professeurs de lycée et des instituteurs.

La section pédagogique qui fonctionne depuis trois ans s'occupe du perfectionnement professionnel et idéologique des pédagogues de la capitale, en les aidant dans leur travail didactique de tous les jours. Au cours des dernières années cette section était très active, fait qui atteste que la masse des enseignants constitue la base sur laquelle la Société devrait s'appuyer. Les pédagogues sont désireux de se perfectionner dans leur profession, ils s'intéressent aux résultats les plus récents, voudraient mieux connaître les historiens qui par leurs résultats se distinguent dans leur domaine de recherches. Le bénéfice des conférences, des discussions et des consultations tenues à la section pédagogique est réciproque. En même temps, le contact avec les pédagogues est très profitable aux spécialistes. Du fait des exigences et des besoins de la jeunesse des écoles, les déficiences des manuels employés, les historiens créateurs avaient, jusqu'à présent, de nombreuses besognes à accomplir. La section pédagogique commence à s'occuper des questions méthodologiques de l'enseignement d'histoire, mais n'a pas encore obtenu des résultats notables.

La Société Historique Hongroise a, dès sa formation, déployé une vive activité dans le domaine des publications, activité qui ne cessa point dans les années

d'après la libération. Elle continua de publier la série intitulée : «Fontes Historiae Hungaricae aevi recentioris» en éditant dans son cadre les 8 volumes des oeuvres complètes de Louis Kossuth. Parmi ses publications l'édition des sources en trois volumes portant sur les mouvements des Jacobins hongrois de 1794 revêt une importance internationale. La Société a entrepris la publication des volumes ultérieurs des écrits diplomatiques de l'époque de François II Rákóczi. L'édition de ces publications de sources ne s'est pourtant pas accomplie sans difficultés et sans heurts. Au cours des dernières années, en effet, on insiste plus d'une fois sur la nécéssité d'accorder la préférence à la publication des monographies. On ne peut qu'approuver l'ancienne conception, selon laquelle l'historiographie hongroise marxiste nécessite, pour le renformement de ses bases, la publication de sources susceptibles d'intéresser en premier lieu les spécialistes étrangers.

Il convient de mentionner que la Société a entrepris en 1951 la publication d'une série d'ouvrages de vulgarisation scientifique, dont les 25 volumes, de 8 à 10 feuilles chacun, sont surtout appelés à évoquer les traditons nationales de notre passé.

Les travaux qui sont actuellement en cours visent à éditer régulièrement les volumes successifs des publications de sources et de la série scientifique appelée à populariser notre science. A côté de plusieurs publications plus modestes il nous convient de souligner le projet de la mise en oeuvre d'une série d'ouvrages consacrés à l'histoire culturelle et, ainsi que l'édition d'un recueil d'études traitant des questions plus importantes qui se posent à propos de l'historiographie en Hongrie des 150 dernières années.

VII.

Par le bref exposé que nous venons de donner sur ces institutions, par l'esquisse de leur sphère d'activité nous n'avions nullement l'intention de poursuivre l'énumération de toutes les institutions qui ont obtenu des résultats dans le domaine des recherches historiques. En dehors des institutions que nous venons d'énumérer il convient de mentionner les facultés d'histoire des universités : les facultés pour l'histoire hongroise médiévale, moderne et contemporaine de l'Université Loránd Eötvös (Eötvös Loránd Tudományegyetem), sa faculté d'histoire universelle médiévale et moderne, de même que la faculté d'histoire de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire. La Faculté d'histoire économique de l'Université des Sciences Économiques Karl Marx (Marx Károly Közgazdaságtudományi Egyetem) et les facultés d'histoire hongroise et universelle des universités de Szeged et de Debrecen déploient également une activité fructueuse sous ce rapport. N'ayant pas analysé dans les détails l'activité des facultés d'histoire des différentes écoles supérieures, force nous est de parler des travaux effectués par les collaborateurs des grandes bibliothèques de Budapest et de province: la Biliothèque Nationale Széchényi (Országos Széchényi Könyvtár). La Bibliothèque Universitaire (Egyetemi Könyvtár), la Bibliothèque de l'Académie des Sciences de Hongrie (A Magyar Tudományos Akadémia Könyvtára), la Bibliothèque de l'Université des Sciences Agricoles (Az Agrártudományi Egyetem Könyvtára), la Bibliothèque Municipale Ervin Szabó (A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár). Nombreux sont les historiens que nous rencontrons parmi les collaborateurs des musées, des bibliothèques et parmi les conservateurs des différentes collections.

Pour terminer, il faut aussi parler brièvement des revues qui, en Hongrie, garantissent la publicité aux résultats acquis dans le domaine des recherches

historiques. L'organe central de la science historique est la revue «Siècles» (Századok) paraissant régulièrement depuis 1867, et devenue bi-mensuelle depuis 1954. Cette revue est l'organe de la Société Historique Hongroise. Nombreux sont les articles traitant des questions historiques qui sont publiés par l'organe central de l'Académie intitulée «Sciences Hongroises» (Magyar Tudomány), et sur les pages du Bulletin de la Section des Sciences Sociales et Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie (A Magyar Tudományos Akadémia Társadalom-Történettudományi Osztályának Közleményei). L'Académie s'est également chargée de la publication en langues étrangères des résultats de notre science et ceci dans la série intitulée «Studia Historica» et dans le périodique «Acta Historica». Au cours des dernières années le «Bulletin de l'Histoire du Parti Communiste Hongrois» (Párttörténeti Közlemények) a acquis une grande importance. Cette périodique, d'abord polycopiée, puis, depuis 1956 imprimée, publie des études et documents ayant trait aux mouvements ouvriers de Hongrie. La revue des archivistes «Les Communications Archivales» (Levéltári Közlemények) possède, elle aussi, de grandes traditions. La publication de cette périodique commança en 1923 et dès lors elle paraît tous les ans sous forme d'un gros volume. Le «Bulletin de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie» (A Magyar Tudományos Akadémia Történettudományi Intézetének Értesítője) était auparavant polycopiée et, depuis 1956 elle est imprimée. L'Institut publie son annuaire en 1957 puis en 1958 il recommence la publication de son Bulletin encore en forme polycopiée. Il vient de recommencer la publication de la série intitulée «Traités du domaine des Sciences Historiques» (Értekezések a történettudományok köréből), série dont chaque numéro renferme une ample étude. La Bibliothèque Centrale des Sciences Agricoles a, tout récemment, commencé — pour le moment en forme polycopiée — la revue intitulée «Revue des Sciences Agricoles» (Agrártudományi Szemle). L'Institut d'Histoire Militaire a également sa propre revue, qui sous le titre de «Bulletin d'Histoire Militaire» (Hadtörténelmi Közlemények) paraît régulièrement depuis 1888. Le Centre National des Archives fait publier depuis six ans sa revue portant le titre «Informateur d'Archives» (Levéltári Híradó). Pour aider le travail des enseignants d'histoire, la revue «Enseignement d'Histoire» paraît tous les deux mois. En dehors de ces revues spécialisées, nos journaux, nos revues littéraires et politiques communiquent également de nombreux articles relevant du domaine de la science historique.

COMPTE RENDU DE LIVRES

L. Fekete: Die Siyāqat-Schrift in der türkischen Finanzverwaltung I—II

Budapest, Verlag der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, 1955. 909 + 7 S. + CIV Tafeln

Die Erforschung der Geschichte des Osmanischen Reiches und im allgemeinen der von Türken beherrschten Gebiete stößt auf außerordentlich große technische Schwierigkeiten. Größtenteils ist es diesem Umstande zuzuschreiben, daß die seit der vor über hundert Jahren verfaßten Synthese Hammers erschienenen zusammenfassenden Werke auf diesem Gebiet nicht viel Neues bieten konnten, und höchstens jenen Teil auf Grund selbständiger Forschungen, vorwiegend aber dank westlicher Quellenwerke beleuchten, der das 19. Jahrhundert betrifft. Selbst heute steht uns noch keine einzige zusammenfassende zeitgemäße Arbeit zur Verfügung, welche außer den politischen Ereignissen und einigen wirtschaftlichen Problemen auch nur die Hauptlinien der Wirtschafts- und Gesellschaftsgeschichte sowie der kulturellen Entwicklung des einstigen Osmanischen Reiches beleuchten würde. Das Buch des sowjetischen Historikers Miller[1] ist die einzige Ausnahme; doch infolge des kleinen Umfanges bietet auch er lediglich eine kurze Skizze, sehr viele wichtige Probleme werden — mangels Vorarbeiten — nicht einmal gestreift.

Ähnlich ist die Lage bezüglich der Geschichte jener Völker, die einst unter türkischer Herrschaft standen. Die bulgarischen, serbischen, griechischen u. a. Werke befassen sich ausführlich mit der Geschichte des betreffenden Volkes vor der Herrschaft der Türken und danach hauptsächlich seit ihrer Befreiung, sie geben aber nur eine ganz kurze und in der Regel schematische Skizze der sich fast auf ein halbes Jahrtausend erstreckenden Türkenzeit. Nicht viel anders ist auch das Bild, welches wir über die anderthalb Jahrhundert währende Türkenherrschaft in Ungarn zeichnen können, obzwar die ungarische Geschichtswissenschaft in einer günstigeren Lage ist, da die auf das türkische Gebiet bezüglichen Quellen in lateinischer und ungarischer Sprache in schöner Anzahl erhalten geblieben sind.

Die bulgarischen und südslawischen Historiker haben zwar in den letzten Jahren große Anstrengungen gemacht um die türkische Epoche zu erkunden, es erschienen auch mehrere Studien, die unsere Kenntnisse in vielem bereicherten, ihre Feststellungen haben aber im allgemeinen nur einen hypothetischen Wert, weil sie auf sehr karges Quellenmaterial aufgebaut sind.

Die Hauptschwierigkeit verursacht also der Mangel an Quellen in dem Sinne, daß die in großer Anzahl erhalten gebliebenen Quellen nicht aufgearbeitet und publiziert wurden. Diese Arbeit könnten vor allem Philologen gut verrichten, denn die Entzifferung, richtiggesagt, das Kommentieren der mit verschiedenen Schrifttypen, in einer türkisch-arabisch-persischen Mischsprache abgefaßten Urkunden übersteigt die Kräfte der Historiker.

Eine besonders große Aufgabe bedeutet die Verwertung der verschiedenen türkischen Defter, welche wirtschafts- und gesellschaftsgeschichtliche Daten enthalten. Obzwar im feudalen türkischen Staate der bestorganisierte Teil der Verwaltung gerade die Finanzverwaltung war, von der Zehntausende von Schriftstücken bis in unser Zeitalter erhalten geblieben sind, steht das Studium dieser Quellen erst ganz am Anfang. Dies hat seinen Grund darin, daß die erwähnten Schriftstücke in der sog. Siyāqat-Schrift geschrieben sind. Diese Schrift, die den Charakter einer Geheimschrift hat, ist nämlich für einen großen Teil jener Forscher, die der osmanischen Sprache mächtig sind und die gewöhnlichen arabischen Schrifttypen kennen, ein totes Material, weil sie ganz einfach unleserlich ist. Mit diesem Umstand kann erklärt werden, daß uns kaum einige Defterpublikationen zur Verfügung stehen. Auf diesem Gebiet nahm Ungarn lange Zeit eine ganz exzeptionelle Position ein, denn hie-

[1] А. Ф. Миллер: Краткая история Турции. Госполитиздат, 1948.

wurden schon vor langer Zeit Versuche unternommen, türkische Defter in Übersetzung herauszugeben.[2] Diese Ausgabe, in der zwar viele Lesefehler vorkommen (das Original ist nicht immer gut wiedergegeben), war aber zu ihrer Zeit erstrangig und bereicherte unsere Kenntnisse mit viel wertvollem Material und verschaffte uns Einblicke in die Geheimnisse der türkischen Staatsverwaltung und des türkischen Steuersystems. Leider hat Antal Velics das Geheimnis der Siyāqat-Schrift ins Grab mitgenommen und sein Werk konnte nicht fortgesetzt werden. Die Lage änderte sich, als Lajos Fekete nach dem Erscheinen seines Werkes über die gewöhnlichen türkischen Schrifttypen[3] die türkischen Defter zu studieren begann. Nach jahrelanger beharrlicher Arbeit wurden der Reihe nach die Geheimnisse der Schrift gelöst, deren sich die Kaste der türkischen Finanzbeamten bediente, und als Ergebnis erschienen die Publikationen und Aufarbeitungen des Verfassers, in denen die Defter schon gründlich verwertet sind.

Gleichzeitig oder etwas später begann man auch in anderen Ländern, die Defter zu studieren. Während des zweiten Weltkrieges und hauptsächlich danach erschienen einige vollständige Defter oder Defterfragmente,[4] aber die Siyāquat-Schrift blieb noch immer ein Geheimnis, das nur wenige kannten.

Diese fatale und widrige Situation änderte sich nun mit einem Schlage, als das Buch des Akademikers L. Fekete erschien. Nach jahrzehntelanger intensiver und mühevoller Arbeit wurde mit Hilfe der Ungarischen Akademie der Wissenschaften die paleographische Arbeit Gemeingut, die den Fachleuten ermöglicht, ein bisher stummes Quellenmaterial der türkischen Geschichte zu lesen und zu publizieren. Die Gruppe des Quellenmaterials kann nunmehr auch das wirtschaftliche und gesellschaftliche System des Türkischen Reiches klären.

Der erste Band bringt nach einer verhältnismäßig kurzgefaßten Einleitung (S. 13—115) den gelösten Text der im zweiten Bande publizierten Faksimilia in regelrechter arabischer Schrift und in deutscher Übersetzung. Die Anordnung zeigt, daß es sich um ein praktisches Handbuch, um ein Lehrbuch handelt. Einleitung und Anmerkungen vermitteln das nötigste Wissenswerte.

In der Einleitung behandelt der Autor zuerst die verschiedenen Abarten der arabischen Schrift, ihre Entstehung. Seine Feststellungen sind sehr interessant, oft neuartig, doch kann man unserer Meinung nach die damit zusammenhängenden Fragen endgültig erst nach stärkerer Heranziehung der Problematik des arabischen und türkischen Unterrichtssystems lösen, wie es in der lateinischen Paleographie geschieht, denn ansonsten wird der Gegensatz zwischen den in großer Zahl vorhandenen lokalen Schrifttypen und den im Arabischen und später im Türkischen Reich gebräuchlichen und allgemein bekannten wenigen Schrifttypen unerklärlich.

Der nachfolgende Teil beleuchtet die Umstände, unter denen die Siyāqat-Schrift entstand, so dann ihre weitere Entwicklung und endlich ihre Verbreitung im Osmanischen Reich. Danach bespricht der Verfasser die Entstehung und die Formen der Ziffern der Siyāqat-Schrift, weiterhin die in der türkischen Praxis gebräuchlichen Buchstaben, um schließlich auch das schwierige Problem der Ligaturen und Abkürzungen zu lösen. Diese Teile bringen kurzgefaßt all das, was Anfänger benötigen. Es handelt sich hier um eine gedrängte Zusammenfassung großartiger Ergebnisse, die die Spezialisten langjähriger Vorstudien entheben.

Dann folgt die praktische sprachkundliche Analyse der Siyāqat-Texte. Der Verfasser beschreibt die hauptsächlichsten Eigenheiten dieser überwiegend persische Elemente beinhaltenden Mischsprache und gibt nach Veröffentlichung einiger Formular-Textteile ein detailliertes Verzeichnis der in den ungarländischen Texten vorkommenden ungarischen Wörter.

Der zweite Hauptteil der Einleitung enthält die einzelnen Abarten der Urkunden in Siyāqat-Schrift, behandelt dieselben dann ausführlich und gibt dabei Erklärungen einzelner türkischer Institutionen, Gebräuche usw., die für die Forscher überaus wertvoll sind.

Mit einigen Erklärungen können wir uns aber nicht einverstanden erklären. So beweist z. B. der in einzelnen Steuerlisten vorkommende Ausdruck »nev amed« (neu eingetroffen) nicht die in der Praxis vorkommenden Mängel der Steuereintreibung, sondern daß sich die Rajah bewegten, »flüchteten«, und sich dort niederließen, wo sie bessere Lebensbedingungen zu finden vermeinten. Das Wort »Baština« ist ebenfalls nicht eine Variante des ungarischen Wortes »Puszta« (S. 77), sondern bedeutet eine gewisse Art teilweise steuerfreier serbischer »Wojnuk-Besitze«, wie die Kanun-nâme und andere Quellen beweisen und ist im großen und ganzen dem musel-

[2] Antal Velics: Magyarországi török kincstári defterek (Türkische fiskalische Defter aus Ungarn). I—II. Budapest 1886-1890.

[3] Bevezetés a török hódoltság diplomatikájába (Einführung in die Urkundenlehre der Türkenherrschaft in Ungarn). Budapest 1926.

[4] Гл. Елезовие: Турски споменици, Београд 1940; M., Tayyib Gökbilgin: XV—XVI asirlarda Edirne ve Paşa livâsi vakiflar-mülker-mukataalar. Istanbul 1951; Пространный реестр Гюурджистанского вилайета. Кн. I. Тбилиси, 1947.

manischen Bauern- »Tschiftlik«[5] gleichzustellen. Ebenso können wir uns mit der Erklärung der im Zusammenhang mit der Mukataa vorkommenden Wörter »Emin« oder »Mültezim« nicht einverstanden erklären. Der Verfasser gibt seine frühere Ansicht auf und hält den »Emin« für einen Staatsbeamten, der für bestimmte Diäten dient, nennt ihn aber gleichzeitig »Unternehmer« und »Beauftragten«. Bei der Untersuchung der feudalen Institutionen kann man im allgemeinen nicht mit modernen Begriffen operieren, denn unsere, die feudalen Begriffe bedeutenden Wörter erlitten im Laufe der Jahrhunderte und hauptsächlich im Zeitalter des Kapitalismus erhebliche Veränderungen und bedeuten heute nicht mehr das, was sie einst ausdrückten. So ist es auch in diesem Falle. Solcherart wird die Schwankung in der Literatur im Zusammenhang mit dem »Emin« verständlich. Wenn wir aber dies in Betracht ziehen, dann ist es offensichtlich, daß es sich in den in dieser Arbeit erwähnten Fällen um einen Steuerpächter handelt, der provisorisch mit den Rechten und dem Rang eines Staatsbeamten ausgestattet war. Seine Haupteinnahmsquelle bilden nicht die in den Deftern ausgeschriebenen niedrigen Diäten, die berufen sind, symbolisch eben den provisorischen Beamtencharakter zu zeigen, sondern die Differenz, die sich zwischen der von den Steuersubjekten durch den außerökonomischen Zwang eingetriebenen Steuern und der dem Fiskus abgeführten gesetzlichen Steuer zu Gunsten des »Emin« zeigt. Dafür, daß sich eine solche Differenz, und zwar sehr bedeutende Differenz, tatsächlich ergab, finden wir viele Beweise in den in ungarischer Sprache gehaltenen Urkunden, wonach die Bauern den auf königliches Gebiet geflüchteten Komitatsbehörden und ihren gewesenen ungarischen Gutsherren genaue Angaben über ihre, dem türkischen Staat und den Gutsherren resp. den Steuereintreibern geleisteten Steuerbeträge machen. Diese Summen machten oft das Vielfache der in den Deftern ausgeschriebenen Summen aus, was wieder zeigt, daß wir die Defter nur mit entsprechender Vorsicht benutzen dürfen. Einen weiteren Beweis bietet die Lizitation, durch die der »Emin« das Recht der Steuereintreibung erhält. Es kommen Fälle vor, daß die Konkurrenten, die zwei—drei Jahre hindurch einen harten Kampf geführt hatten, die ursprünglich bemessene Steuersumme verdoppeln. Kann angenommen werden, daß dies alles nur um der wenigen Aktschen willen geschah, die der Fiskus dem Emin bezahlte? Das ist nicht wahrscheinlich! Es ist dies der Kampf von Handelskapitalisten um die Steuerpacht selbst dann, wenn der Bewerber zufällig ein Janitschare ist. Wir haben unzählige Beispiele, daß hinter diesen Kapitalisten stehen. Im 16. Jahrhundert und in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts geht der Kampf noch in kleinem, um ein Mukataa, in den folgenden Jahren führt aber ein Pascha und der hinter ihm stehende Saraf (Bankier) bereits einen blutigen Kampf um die Steuer einer ganzen Provinz. Schon die zeitgenössischen westlichen Beobachter sehen den Hauptgrund für den Niedergang des Türkischen Reiches im Pachtsystem (Iltizam); »Iltizam« und »Mültezim« (Emin) stehen aber in unzertrennlichem philologischem und kausalem Zusammenhang miteinander.

Auf Grund von all dem meinen wir daher, daß es angebrachter ist, die »Emine« für die in der feudalen Welt wohlbekannten Steuerpächter zu halten, und nicht für Staatsbeamte und Beauftragte. Was den »Unternehmer« betrifft, haben wir dagegen nichts einzuwenden, denn der Begriff des Steuerpächters hat ja darin Platz. Wie sehr dies zutrifft, zeigen auch die vom Verfasser angeführten Daten, daß die Emine auf die Steuerpacht »Vorschuß« geleistet haben und die anfangs ihnen beigeordneten, tatsächlichen staatlichen Kontrolleure verdrängt, richtiger gesagt, mit eigenen Leuten ersetzt haben (S. 87).

Wo der Verfasser vom Besitz der Spahis, den Timarioten und Ziameten spricht, benutzt er den alten Ausdruck »Grundbesitz«. Wir sind jedoch der Meinung, daß es an der Zeit wäre, diesen durch einen entsprechenderen zu ersetzten. Im türkischem Staat ist nämlich der Eigentümer des Grund und Bodens der Staat, resp. dessen Personifikation, der Sultan-Kalif, während als wirkliche Besitzer die Bauern gelten. Der Spahi erhält während seiner Dienstzeit nur einen Teil der Steuer, eine Jurisprudenz in westlichem Sinne übt er dem Bauern gegenüber nicht aus, er kann ihm den Grund und Boden nicht entziehen usw. Er hat daher keinen »Grundbesitz«: So können wir höchstens von geteiltem Besitz sprechen. Im Türkischen Reich konnte sich infolgedessen auch das Gutsherrschaft-System, die »zweite Leibeigenschaft« nicht herausbilden. Das von einigen Forschern betonte Tschiftlik-System, das man mit dem Gutsherrschaft-System zu identifizieren pflegt, ist mit diesem nicht identisch. Erstens beginnt es erst in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts und auch nur in der Weise, daß die Spahis den Boden der Bauern auf Grund des Bauernrechtes erwerben, mit allen seinen Lasten und nicht von der Staatssteuer befreit. Die Tschiftlik-Wirtschaft wird aber selbst dann noch nicht allgemein, denn im Zuge der Reformen des 19. Jahrhunderts werden die Spahis stufenweise liquidiert.

[5] Siehe Hamid Hadžibegić: Rasprawa Ali Čauša iz Sofije o timarskoj organizaciji u XVII. stoljeću.»Glasnik zemalskog muzeja u Sarajevu". Nowa serija. 1947. Drustvene nauke. Bd. II, S. 158—159.

Von den in Bulgarien bei der Befreiung des Landes vorgefundenen Gutsherren-Tschiftliks kam ein bedeutender Teil mit kapitalistischen Mitteln, durch Ankauf, Verpfändung und Wucher im Laufe des 19. Jahrhunderts zustande, als die kapitalistischen Verhältnisse im Türkischen Reich immer mehr überhandnahmen. Es ist daher nicht richtig, die Timarioten- und Ziametbesitze »Grundbesitze« zu nennen. Es ist richtiger, stets die ursprünglichen türkischen Ausdrücke zu benutzen.

Ähnliche Einwände und Bemerkungen könnten wir auch über einige weitere Anmerkungen machen, die jedoch durchaus nicht den Wert dieser vorzüglichen Arbeit vermindern, denn solch kleine Mängel sind in einem so mächtigen Werk, bei dem allein die Anmerkungen ein kleineres Lexikon ersetzen, unvermeidlich

Die publizierten Textteile folgen einander chronologisch geordnet und sämtliche in Siyāqat-Schrift niedergeschriebenen Urkundentypen werden dargestellt. Die einzelnen Urkunden stammen aus verschiedenen Gegenden des Türkischen Reiches und bezeugen, daß die Finanzverwaltung — wie in jedem despotisch regierten Staate — der am besten zentralisierte und organisierte Teil der Verwaltung ist. Die Auswahl der Urkunden ist sehr gut und entspricht vollkommen dem gesteckten Ziele. Der publizierte Stoff besitzt auch in der fragmentarischen Form einen Quellenwert und bedeutet für den Historiker erstrangiges Material. Es ist bedauerlich, daß ein Teil der Faksimilia nicht entsprechend vergrößert wurde und daher nur sehr schwer, manchmal nicht einmal mit einer Lupe lesbar ist.

Anerkennung gebührt dem Verlag der Ungarischen Akademie der Wissenschaften sowie der Druckerei, daß sie dieses Buch, das in alle Teile der Welt Eingang finden wird, in so schöner Gestaltung herausgebracht haben. Diese Arbeit ist zweifellos eines der am schönsten ausgestatteten wissenschaftlichen Bücher der letzten zehn Jahre. Der Leser ist überrascht, wie wenige Druckfehler im arabischen Text vorkommen. Auch das lobt die sorgfältige Arbeit des Verfassers, der übrigens — zusammen mit dem wissenschaftlichen Redakteur, Károly Czeglédy — auch in der Unterweisung der Setzer aktiven Anteil nahm.

Zusammengefaßt muß nochmals festgelegt werden, daß das neue Buch von L. Fekete eine vorzügliche Schöpfung auf einem wenig bearbeiteten Gebiet, auf dem Gebiete der türkischen Paleographie ist, das das Studium der Wirtschafts- und Gesellschaftsgeschichte des türkischen Volkes sowie der sonstigen Völker, die auf dem Territorium des seinerzeitigen Osmanischen Reiches gelebt haben, in beträchtlichem Maße fördern wird. Die Bedeutung dieses Werkes reicht weit über die Grenzen Ungarn's hinaus.

J. Perényi

Г. Габор Кемень: Документы к истории национального вопроса в Венгрии в эпоху дуализма. Т. I—II. 920, 967

Tankönyvkiadó (Издательство учебников), Будапешт, 1952, 1956.

Разрешение венгерской марксистской историографией задачи показать по-новому, в соответствии с действительностью одну из основных — но, несмотря на это, выясненную нашими историками до сегодняшнего дня в лучшем случае лишь в общих чертах — проблем новой истории венгерского общества, а именно историю национального вопроса, значительно облегчают нахождение и опубликование материалов, касающихся этого вопроса.

Венгерские ученые пытались до сих пор публиковать документы, касающиеся лишь отдельных частей национального вопроса, причем таким образом, чтобы тем самым оправдать политику венгерских господствующих классов. Однако Кемень стремится не только к тому, чтобы по возможности полностью показать читателю материалы, но старается осветить также всю сложную проблематику национального вопроса.

Попытка Кеменя опубликовать материалы национального вопроса отражает новые, прогрессивные научные воззрение и метод. Национальный вопрос в Венгрии он видит в противоречиях, проявлявшихся между стремлением живущих в Венгрии национальностей к свободному развитию и государственной угнетательской деятельностью Австро-Венгерской Монархии, эксплуататорской деятельностью господствующих австро-немецкой и венгерской буржуазии и помещичьего клас-

са. Сборник Кеменя замечательно показывает процесс, как, начиная с 1867 года, противоречия между узкими руководящими политическими слоями господствующих и угнетенных народов все более расширяются и принимают социальное содержание. Автор, естественно, не считает иллюстрацию внутреннего развития отдельных национальностей, исследование экономического и культурного развития отдельных национальностей относящимися к обсуждаемой им теме, останавливается на этих вопросах лишь постольку, поскольку они объясняют причины или поводы национальных противоречий. Итак, Кемень порывает с традиционной трактовкой венгерской буржуазной литературы по этому вопросу, исходит из принципа равноправия народов и считает равноценными жившие в Венгрии национальности, в том числе и венгерскую нацию. Отличается от старой трактовки также и стремление Кеменя показать открыто, что обострение национальных противоречий и в Венгрии является теснейшим придатком все более реакционной политики господствующих классов. Он по-новому показывает также и то, что попытка осуществить сотрудничество между национальностями, если они искренне стремились к этому, была обычно результатом инициативы со стороны прогрессивных сил.

Сборник Кеменя заслуживает внимания также и с точки зрения новизны использованных источников. Первый том содержит документы, относящиеся к периоду между 1867 и 1892 гг., второй том — документы, относящиеся к периоду между 1892 и 1900 гг. Объем обоих томов примерно одинаков, хотя первый том охватывает материал 25-летнего периода, второй же — материал лишь 8 лет. Таким образом, второй том по сравнению с первым в большой мере обогатился, ведь конец столетия был гораздо богаче событиями, чем предыдущие десятилетия, и здесь мы можем найти важнейшие документы почти всех значительных событий истории национальностей. В сборнике впервые публикуются новейшие, касающиеся национальностей документы венгерских архивов, в том числе документы Совета Министров, различных министерств, городских и областных органов. Автор правильно осознал, что среди новейших источников большое значение имеет также и печать и прокламации, поэтому старается разработать газетный материал политических партий и течений национальностей, а также мемуары отдельных политических деятелей, поскольку они были доступными в Венгрии.

Редактирование двух томов характеризуют точность и последовательное проявление осмотрительно разработанных принципов редактирования. Документы публикуются в хронологическом порядке, но с соблюдением предметной взаимосвязи. Это значительно облегчает читателю пользование сборником. Облегчают понять содержание документов во всех отношениях подробные примечания редактора, в которых он дает огромный энциклопедический материал. Редактор дает подробные биографические данные всех встречающихся в документах важных деятелей. Подробно сообщает об образовании партийных группировок, о тактических изменениях в поведении венгерского правительства. В то же время он разрешает эту задачу, соблюдая меру, примечания помогают действительно лишь понять документы.

Первый том многосторонне показывает те важнейшие документы, которые демонстрируют главный курс национальной политики, вырабатывавшейся в рамках дуалистического австро-венгерского государства, образовавшегося на основании соглашения 1867 года. В первом томе публикуются весь подготовительный материал закона о национальностях от 1868 года, доклады комиссий государственного собрания, более того, даже и неофициальные противоположные мнения различных национальностей. Закон о национальностях от 1868 года открывал перед венгерскими господствующими классами две возможности: угнетать национальности с поддержкой австрийского гос-

подствующего класса или же, объединившись с живущими в Венгрии национальностями, уравновешивать влияние австрийских властей. Закон о национальностях понятием «политическая нация», то есть, отрицанием коллективных политических прав национальностей, предоставлял возможность еще более урезать права национальностей, — в то же время, благодаря формальному признанию личных прав, хотя и в малой мере, но была возможность еще более расширить эти права. Но венгерские господствующие классы никогда не пытались расширить индивидуальные права.

Целый ряд документов показывает, что венгерские господствующие классы все более отдалялись от оперирующей уступками политики буржуазного либерализма. Первый том сборника Кеменя очень подробно документирует ретроградную тенденцию политики венгерских господствующих кругов. Показывает, как сделали они невозможным осуществление культурных прав, обеспечиваемых законом о национальностях от 1868 г. Закрывается значительная часть школ национальностей, культурные заведения не венгерской национальности (например, словаки совсем не имели средних школ с преподаванием на родном языке). Целый ряд следствий был возбужден против национальных объединений под предлогом «опасности панславизма», и т. д. Начиная с конца 1870-х годов с помощью законов Трефорта о школах ограничение прав национальностей все более начинает осуществляться с применением политики мадьяризации.

Что касается возбужденных против национальных политических деятелей процессов, связанных с печатью, то в первом томе публикуется особенно подробный материал о процессе по делу Светозара Милетича.

Национальные партии вначале в законодательном порядке протестовали против развернувшегося на основании соглашения 1867 года угнетения и пытались добиться облегчения. Двумя значительными этапами этих стремлений являются связанные с протестом против соглашения и с борьбой за издание закона о национальностях попытки объединения, предпринятые в 1868 и 1874 годах в интересах сотрудничества между принимающими участие в государственном собрании национальными партиями и оппозиционной венгерской партией независимости. Опубликованные документы показывают, что эти попытки не имели социальной программы, которая могла бы мобилизовать и широкие массы, на основании которой можно было бы с надеждой на успех выступить против правительственной партии, имевшей вследствие ограничений в избирательном праве преобладающее большинство. Видя безуспешность своих стараний, национальные партии все более прибегали к тактике пассивности. Начиная же с 1875 года их пассивность на долгое время консолидируется.

Большое место отводится в этом томе вопросу об избирательном праве с точки зрения национальностей. Публикуются выдержки из прений о проекте закона об избирательном праве на сессиях парламента в 1872 и 1874 годах, когда депутаты от оппозиции указали на несостоятельность системы избирательного права и с точки зрения национальностей. Опубликованные документы бросают свет на то, что правительство стремилось к урезыванию избирательного права и цинично квалифицировало подстрекателями национальностей и изменниками родине тех депутатов, которые настаивали на всеобщем, равном избирательном праве при тайном голосовании. Первый том содержит интересные данные также и относительно злоупотреблений на выборах. (Например, статью Вильмоша Паулини-Тота, который описывает, почему не могут иметь словаки ни одного депутата в парламенте.) Много говорилось в парламенте также и о распределении избирательных округов, неблагоприятном особенно с точки зрения трансильванских румын.

Документы, опубликованные в первом томе, очень многосторонне показывают развитие национального вопроса в период

между 1867 и 1892 годами, освещая действительно важнейшие фазы. В первом томе автор уделил меньше внимания показу национальных противоречий, отмечающихся в области экономики.

Хотя венгерская марксистская историография по экономико-историческим соображениям относит начальный период перехода к империализму в венгерской истории к 1880-м годам, Кемень правильно выбирает процесс «Румынского Меморандума» вехой национально-политического влияния этого процесса истории общества и в то же время отделяет им два тома друг от друга. 1892 год является в движении национальностей годом включения в него трудящихся масс. В 1890-х годах главным содержанием национальных противоречий становятся в широких массах все более социальные противоречия. Второй том многосторонне показывает—появившиеся в форме национальных противоречий — классовые противоречия, которые все более резко проявлялись между венгерскими господствующими классами и живущими в Венгрии рабочими и крестьянами других национальностей в конце XIX века, когда венгерские господствующие классы со все большим насилием, иногда кровавым, выступали против движений масс. Многие данные свидетельствуют о солидарности венгерских крестьян и рабочих с рабочими и крестьянами национальностей. Венгерское общество конца XIX века уже носило в себе те революции, которые после горьких мук создали на месте Австро-Венгерской Монархии новый, демократический и социалистический строй в первой половине XX века, во время существования венгерской и словацкой советских республик. Но в то же время происходят последние моменты первоначального накопления капитала (экспроприация земли, эмиграция, и т. д.) в самых отсталых заселенных национальностями местностях Венгрии, что выражается в частых мятежах крестьянства.* В более развитых промышленных районах развертывается крупное, организованное забастовочное движение крупно-промышленного рабочего класса, в Алфёльде — забастовочное движение крестьянства, имевшего тесный контакт с промышленным рабочим классом. Венгерские господствующие классы цепко держались за свою власть и в ослеплении пользовались всеми средствами для уничтожения тех, кто угрожал их власти. Сборник Кеменя содержит богатый материал, который свидетельствует о том, что правительство осуществляло насильственную политику мадьяризации, препятствовало осуществлению всех стремлений национальностей, имеющих целью культурный прогресс, будь то кружок рабочих или литературный кружок учащейся молодежи. В то время, как в предыдущие десятилетия запрещение деятельности кружков мотивировалось «опасностью панславизма», теперь для запрещения деятельности кружков с явным нарушением закона о национальностях от 1868 года достаточен был их «национальный характер».

Много данных содержит сборник также относительно упадка венгерской политической жизни. В конце XIX века венгерская конституционность, на которую столь гордо ссылались политические деятели эпохи, стала прикрытием мадьяризации в руках небольшой господствующей группы. Но упадок политической жизни проявлялся также и в том, что в оппозиционных партиях, в том числе и в Партии независимости все более укоренялся шовинизм. Характерно, что даже и пресловутого премьер-министра Дежё Банфи не раз привлекали к ответственности, ибо считали его отношение к национальностям «чрезмерно либеральным».

Целый ряд документов показывает, как поддерживали национальную политику венгерских господствующих кругов австрийские господствующие круги и лично Франц Иосиф I. Еще и в настоящее время

* Все это одновременно с быстрым ростом банкового капитала и крупной промышленности создало сложную, чрезмерно накаленную атмосферу.

живет много легенд о Франце Иосифе, «добром монархе». В конце XIX века особенно руководители национального движения трансильванских румын создавали себе иллюзии относительно помощи со стороны Франца Иосифа и австрийских политических кругов. Кемень публикует целый ряд документов, которые показывают, что напрасны были все обращения к монарху, он не принимал никаких мер, не запросив венгерского премьер-министра. Общие интересы австро-венгерской власти были всегда важнее, чем удовлетворение жалоб румынской интеллигенции. Целый ряд, неизвестных раньше, документов проливает свет также и на дипломатическую изнанку надежд национальных вождей трансильванских румын, возлагаемых ими на Вену.

Несмотря на то, что основные противоречия между рабочими и капиталистами, между крестьянами и крупными помещиками в конце XIX века все более обострялись, не они играли еще главную роль. Организация рабочего класса в населенных национальностями районах находилась еще в начальной стадии, в кругах трудящихся масс, правда, назревала идея межнационального объединения, но эта идея становилась действием лишь во время нескольких забастовок жнецов. Буржуазия отдельных национальностей старалась подчинить своему влиянию главным образом крестьянство, организуя потребобытовые кооперативы, создавая сеть кредитных кооперативов, с помощью банковских займов, учреждения школ и т. д. Анализ материала этого тома также показывает, что национальные противоречия проявлялись чаще всего в этих вопросах. Правительство препятствовало всем шагам буржуазии и интеллигенции национальностей в этом направлении, стараясь в то же время плечом к плечу с венгерскими помещиками и буржуазией организовывать противодействия против всех развертываемых национальностями действий. Если где-нибудь открывались национальная школа или банк, то правительство старалось их запретить или подчинить своему контролю, если же это не удавалось, то в ближайшее время при поддержке правительства организовывались встречные заведения, доказывающие «симпатию венгерской нации», «ее дружескую помощь», «воспитывающие национальности в духе венгерского патриотизма». Главной целью в каждом случае было обеспечить гегемонию венгерских господствующих классов против стремлений буржуазии и интеллигенции национальностей к самостоятельности. Действительное улучшение материального и культурного положения народа служило лишь предлогом соперничества. Бывало, что населенные венграми районы были хуже обеспечены школами, чем некоторые населенные национальностями районы, — хотя учебное дело в районах национальностей было вообще наиболее отсталым —, но и в районах национальностей, относительно хорошо обеспеченных государственными школами, число безграмотных не уменьшалось, ведь государственная поддержка в районах национальностей означала преподавание на венгерском языке, то-есть на «чужом» для национальностей, не на родном языке. Последствием этого было то, что выросло безграмотное поколение, незнающее ни венгерского, ни родного языка.

Своеобразной дилеммой истории национальной культуры этой эпохи являются отношения и противоречия между церковью и государством. Одна из характерностей национальных отношений заключается в том, что в конце XIX века, когда в целом ряде европейских государств отношения между церковью и государством были уже давно разрешены, в Венгрии этот вопрос был еще совсем неразрешенным. В конце столетия венгерское правительство, правда, прежде всего по тактическим причинам, с целью отвлечь внимание от более важных вопросов, предложило некоторые изменения, но политические деятели национальностей резко протестовали против реформ. Государственная школа означала для национальностей не что-то более современное, просветительное, а прежде всего мадьяризацию, церковная

же школа являлась частью их национальной автономии, которая по видимости охраняла их национальное существование, если даже и находилась в более трудных материальных условиях, ибо опиралась на добровольные пожертвования населения. Таким образом стала церковная организация одновременно и национальной организацией в движении национальностей, полностью отстраненных от политической жизни. Венгерские руководящие политические круги, беспощадно отстраняя национальности от политической жизни, беспощадно вмешивались также и во внутреннюю жизнь различных национальных церквей, стараясь лишить национальные движения даже и этих третьестепенных с политической точки зрения общественных форумов. Особого внимания заслуживают с этой точки зрения документы, касающиеся борьбы против продолжавшейся в течение десятилетий временной ликвидации автономии сербской православной церкви.

В конце XIX века национальные движения в Венгрии находились под руководством буржуазных слоев. Борьба за национальные права содержала целый ряд положительных элементов (требование гражданских прав, защита культурных прав и т. д.), но вследствие буржуазного руководства демократизм борьбы все более тускнел, это руководство в некоторых случаях приводило даже к соглашательству с венгерскими господствующими кругами. Кемень приводит целый ряд документов о политическом пакте между саксонцами и правительственной партией, но документирует также и ретроградное развитие — под влиянием укрепляющихся рабочих и крестьянских движений — правого крыла остальных национальных движений, отклоняющего впрочем сотрудничество с правительственной партией. Показывает между прочим сотрудничество между клерикальной, руководимой венгерскими крупными помещиками Народной партией и правым крылом Словацкой национальной партии, связь между Румынской национальной партией и Австрийской христианско-социалистической партией, руководителей национальных церквей в роли прислужников правительства. Целый ряд документов показывает попытки левого крыла различных национальных движений (например: словацких студентов-радикалов) создать связь с национальными рабочими движениями. Однако национальные партии выступали не с такими программами, которые дали бы ответ на основные вопросы крестьянства или рабочего класса, трудящихся масс национальностей. Правда, до конца можно проследить в качестве положительного элемента стремление национальных движений к объединению, к единодушному выступлению за общие интересы. Однако эти попытки объединения распространялись лишь на круги буржуазной интеллигенции, таким образом правительство без труда обезоружило их.

В заключение в этом томе говорится об ужасном социальном положении населенных словаками комитатов Северной Венгрии, о положении в Закарпатской Украине, как бы повторно подчеркивается настоятельная необходимость улучшения живущего в вопиющей нищете населения. Ни политические приемы, ни угнетательский аппарат, ни насилие венгерского правительства не приводили ни к каким результатам, ибо гарантией разрешения этого вопроса было лишь уничтожение дуалистической системы, осуществить же это могли лишь развернувшиеся в первой половине XX века крупные национальные и социальные революции.

Сборник документов Г. Габора Кеменя является выдающимся произведением не только с точки зрения нашего университетского, школьного образования, не только с точки зрения развития венгерской исторической науки и современного венгерского общественного мнения. Этот сборник может рассчитывать на большой интерес и за границей, ведь история национальностей в эпохе дуализма является органической частью истории не только венгерского народа, но и соседних румынского, чешского, словацкого, сербского, хорватского и у-

краинского народов. Итак, эти документы являются большой ценностью и для международной научной жизни.

Мы с большим интересом ждем издания третьего тома сборника, который — мы убеждены в этом — будет на пользу венгерской и восточно-европейской историографии так же, как первые два тома.

Э. ТОТ

*Избранные документы истории венгерского рабочего движения**

1

Институт венгерского рабочего движения, созданный в 1948 году, проделал большую работу в деле разработки истории венгерского рабочего движения. Институт, издав целый ряд монографий, статей и сборников документов, уже приобрел имя в венгерских исторических кругах. Внимание специалистов и интересующихся людей особенно привлекла запланированная в 14 томах крупная работа, целью которой является показать избранные документы, охватывающие сто лет рабочего движения. До сих пор опубликованы уже четыре тома документов, которые по справедливости вызвали признание венгерских историков и ширикой общественности.

Однако, встает вопрос: обосновано ли было применять метод опубликования исторических источников. Ответ на этот вопрос можно дать, лишь бросив беглый взгляд на состояние историографии венгерского рабочего движения до 1945 года.

Официальная венгерская историография не осознала формирующего общество и нацию значения классовой борьбы пролетариата. Буржуазная историография оставила в стороне историю рабочего движения. Характерно, что значительное историческое произведение хортистской эпохи, венгерская история Хомана—Секфю в пяти томах, уделяет проблемам рабочего движения всего лишь две страницы. И там, где рабочее движение — как в конце мировой войны — становится одновременно национальной историей, эти произведения все же вынуждены были затронуть эту тему, они представляют собой только научно не обоснованные главы, без знания источников. Таким образом, буржуазные историки не публиковали документов и не оставили историкам-марксистам, которые считают одной из своих центральных задач разработку истории рабочего движения, монографий, удовлетворяющих хотя бы только требованиям позитивизма.

Активные политические деятели и идеологи социал-демократической партии гораздо интенсивнее культивировали историю рабочего движения. Особенно большую активность проявляли они в области издания мемуаров и воспоминаний, но среди них были и такие люди, которые взялись написать суммирующие обзоры или монографии. Авторы воспоминаний во многих случаях имели в своем распоряжении ценный материал личных переживаний; именно поэтому эти произведения оказывают большую помощь для обстоятельного ознакомления с отдельными эпохами или проблемами. Но вследствие целого ряда обстоятельств эти воспоминания также нельзя считать окончательной разработкой отдельных вопросов с исторической точки

* Избранные документы истории венгерского рабочего движения. Первый том: Образование венгерского рабочего движения 1848—1890. Под ред. Института венгерского рабочего движения. Сост. Тибор Эрени. Будапешт, 1951. 651 стр. Второй том: Венгерское рабочее движение в период перехода к империализму. Под ред. Института венгерского рабочего движения. Сост. Тибор Эрени, Эдит Ш. Винце. Будапешт, 1954. 719 стр. Третий том: Венгерское рабочее движение в первые годы XX в. и в период революционного кризиса 1905—1907 гг. 19 (—19 7. Под ред. Института венгерского рабочего движения. Сост. Тибор Эрени, Ференц Мучи, Эдит Ш. Винце. Будапешт, 1955. 657 стр. Пятый том: Венгерское рабочее движение в период революционного подъема после победы Великой Октябрьской социалистической революции. — Образование и борьба Коммунистической Партии Венгрии за победу пролетарской революции. 7 ноября 1917 г. — 21 марта 1919 г. Под ред. Института Истории партии при ЦК ВПТ. Сост. Габор Шандорне, Фехер Андрашне, Хорват Зольтанне, Дьёрдь Милеи. Будапешт, 1956. 775 стр.

зрения. Авторы уже из-за мемуарного жанра не могли вести исследовательской работы для вскрытия всех взаимосвязей проблемы. Уже вследствие этого вскрытый и опубликованный материал не может быть полным. Однако главным недостатком является то, что авторы, считая своей задачей оправдать деятельность Социал-Демократической Партии — в том числе и свою деятельность —, избирали даже и имеющиеся в их распоряжении материалы таким образом, что выявлялись лишь положительные черты политики партии. Историки-коммунисты по праву называли этот метод фальсификацией истории рабочего движения. Не говоря уже о том, что их произведения содержат глубоко реформистские, оппортунистические взгляды, стоит указать лишь на социал-демократическую концепцию относительно исторической неоправданности существования Советской Республики. Эти произведения наряду с их теоретической и предметной неполноценностью, характеризуются тем, что они отделяют друг от друга национальную историю и историю рабочего движения, сводят историю рабочего движения к проблемам в области заработной платы и профсоюзного движения. Итак, наследие социал-демократической историографии нельзя было считать приемлемой основой, а можно было считать лишь материалом, критика которого является срочной задачей.

Коммунистические политические деятели и историки также затронули некоторые вопросы истории рабочего движения. Многие опубликованные в журналах эмигрантов и на страницах книг, изданных отечественным нелегальным книгоиздательством, сочинения оказались ценными произведениями. Однако условия подполья и эмиграции не предоставляли им возможности для углубленной исторической исследовательской работы.

Приведенный выше конспективный обзор ясно показывает, что наша историография очень мало сделала до освобождения страны для выяснения проблем рабочего движения. Марксистские историки не могли *по существу* опираться на какие-либо предварительные работы. Поэтому задача заключалась в заложении основ историографии рабочего движения. Этими основами могли быть лишь сбор и опубликование достоверных источников. Поэтому Институт Рабочего Движения поступили правильно, когда взялся за разрешение гораздо менее декоративной, но необходимой и во всех отношениях долговечной задачи сбора и издания источников.

2

За период с 1951 по 1956 год вышли в свет четыре тома, в которых опубликованы почти все важные, существенные с точки зрения истории рабочего движения документы периода с 1848 года до 21 марта 1919 года.

Первый том охватывает избранные документы периода с 1848 по 1890 год. Этот период, последовавший за буржуазной революцией 1848—49 годов, является в Венгрии периодом развертывающегося быстрыми темпами капиталистического развития. Вместе с капиталистической крупной промышленностью начал развиваться венгерский промышленный рабочий класс, который, начиная с первого момента своего существования, развернул борьбу против эксплуатирующего рабочих капитала.

Первые две главы этого тома показывают участие рабочих в революции 1848 года, затем, после поражения революции, в борьбе против габсбургского произвола В третьей главе опубликованы первые важные документы раннего венгерского рабочего движения. Раньше — по следам социал-демократических авторов — эти начальные шаги воспринимались лишь как лассальянское заблуждение венгерского рабочего движения. Из опубликованного материала выясняется, что в рядах Всеобщего Рабочего Объединения, первой венгерской рабочей организации, созданной в 1868 году, шла острая борьба между представителями I Интернационала и правительственными социалистами. Эта борьба закончилась поражением правительственных социалистов. Несмотря на происки

венгерской буржуазии и правительства, с созданием Всеобщего рабочего объединения зародилась первая, освободившаяся от влияния буржуазии рабочая организация. Согласно документам Всеобщее рабочее объединение проводило успешные экономические и политические действия, особенно сильное влияние оказала во всей стране демонстрация симпатии, организованная в связи с падением Парижской Коммуны. Правительственный класс, использовав этот случай, с помощью применяемого впервые в венгерской истории антисоциалистического процесса разгромил и распустил Венгерское рабочее объединение.

Проблемы раннего венгерского рабочего движения в конечном счете свелись к проблеме создания самостоятельной рабочей партии. Либерализм, привитый феодализму дуалистической системы, принципиально не чинил препятствий созданию рабочей партии, на практике же всеми средствами препятствовал этому. Контрмеры особенно усилились после падения Парижской Коммуны. Об этом свидетельствуют выдержка из протокола Совета Министров и конкретные мероприятия, запрещающие отдельные объединения. После поражения в процессе по государственной измене,* к середине десятилетия созрели условия нового подъема: под давлением укрепляющихся забастовок и попыток организации правительство вынуждено было порвать с политикой открытого угнетения. В такой обстановке приступил к деятельности в Венгрии в 1876 году бывший министр Парижской Коммуны Лео Франкель, венгр по происхождению. Главное внимание он уделял идее создания самостоятельной рабочей партии. Как ученик Маркса он вел последовательную принципиальную и политическую борьбу против распространявшегося в рабочем движении реформизма и, проводя — на страницах основанной им газеты »**Arbeiter Wochenchronik**« — широкую пропагандистскую работу, подготовил создание новой партии. Знаменательным событием в венгерском рабочем движении было создание в 1880 году Венгерской всеобщей рабочей партии, руководимой Франкелем. Однако террор венгерского господствующего класса заключил Франкеля в тюрьму, затем принудил оставить страну. За отсутствием персональных условий в новой партии взяло верх сильное уже и раньше оппортунистическое течение. Наряду с опубликованием относящегося к этому вопросу материалов, первый том богатой документацией показывает все более укрепляющуюся забастовочную борьбу стоящих пока еще вне партийного движения рабочих масс и масс крестьянской бедноты, которая в конечном счете была призвана вывести из кризиса и политическое движение.

*

Материал второго и третьего тома, охватывающих период с 1890 по 1907 года, показывает читателю документы рабочего движения одной из наиболее богатых массовыми движениями эпох венгерской истории. Эти годы и в Венгрии являются годами перехода к империализму, а затем — развитого империализма. В девяностых годах назрели и в форме проявлений стихийной силы всплыли на поверхность неразрешенные проблемы венгерского общества. Переживающее муки прусского пути, страдающее от аграрного кризиса малоземельное крестьянство, потерявший даже и скудные возможности труда аграрный пролетариат развернули крупные забастовки и движения, поднялись на борьбу за расчленение крупных поместий. Национальности поставили себе целью создание самостоятельного национального государства. В венгерском парламенте были бурные столкновения между выступающими за соглашение 1867 года партиями и партиями, желающими изменения этого соглашения. В эти годы шаткое здание Австро-венгерской монархии начало трещать по всем швам. Одновременно с раз-

* Процесс против 28 членов рабочего общества в связи с демонстрацией сочувствия с Парижской Коммуной. Процесс имел место в 1872 г.

витием крупной машиностроительной промышленности рос и развивался в класс промышленный пролетариат. С девяностых годов не проходило ни одного года без крупных столкновений между рабочим классом и буржуазией. Жгучие, наболевшие проблемы венгерского общества — отчасти под влиянием русской революции — созрели на рубеже столетий в революционный кризис. В 1905 и 1906 годах, в эти критические годы, борьба рабочего класса и крестьянства достигла кульминационной точки, начался перманентный кризис политической жизни страны; однако кризис из-за отсутствия субъективных сил не привел к очистительной, спасительной революции.

Том II «Избранных Документов« показывает укрепляющуюся борьбу рабочих и крестьянских масс, поиски и потерю пути социал-демократической партией. Том III документов рабочего движения рассказывает об ускоряющихся темпах накопления предпосылок революционного взрыва, об образовании и росте революционного кризиса и о предательстве со стороны Социал-Демократической Партии.

На почве начинающегося кризиса дуалистической системы со стихийной силой развернулись рабочие и крестьянские движения. Одновременно со стихийными рабочими и крестьянскими движениями укреплялась и политическая организация рабочего класса. Этот подъем привел в 1890 году к крупнейшему знаменательному событию раннего венгерского рабочего движения, к созданию Венгерской Социал-Демократической Партии. В сборнике опубликован богатый материал, показывающий все обстоятельства этого события, имевшего решающее значение. Особенно ценны те хорошо систематизированные материалы, которые показывают формирование политического облика партии. Из документов выясняется, что II Интернационал поставил в 1890 году во главе Венгерской Социал-Демократической Партии боевое руководство, выражающее интересы широких рабочих масс. Одной из величайших заслуг сборника документов является то, что, вскрыв неизвестные до сих пор архивные источники, он полностью выясняет вопросы борьбы внутри социал-демократической партии.

Вторая часть второго тома сосредоточивает внимание на 1897 годе, имевшем решающее значение как с точки зрения массовых движений, так и с точки зрения политики партии. Богатый материал сборника дает охватывающую картину все расширяющихся забастовочных движений, особенно о выступлениях жнецов. Все более укрепляющиеся боевые массовые движения вызвали необузданный террористический поход господствующего класса против пролетариата и крестьянства. Политика господствующего класса поставила социал-демократическую партию на распутье: остаться боевой массовой партией или же руководить в будущем рабочим движением в соответствии с требованиями господствующих классов. Одна из наиболее удавшихся и содержащая наиболее богатый материал часть этого тома показывает, каким образом под нажимом господствующего класса внутри Социал-Демократической Партии взяло верх соглашательское крыло, и каким образом к концу десятилетия Социал-Демократическая Партия окончательно превратилась в реформистскую, оппортунистическую партию.

Третий том сборника знакомит читателя с документами рабочего и крестьянского движения периода уже сформировавшегося империализма. В первой части этого тома мы найдем интересные материалы о переживавших новый подъем в период империализма после рубежа столетий рабочих и крестьянских забастовках. Теорию и политику Социал-Демократической Партии, ставшей в конце столетия реформистской партией, окончательно зафиксировали программа и устав, принятые в 1903 году. Мы получаем в этом томе также и распространяющуюся на все детали, полную документацию этого имеющего большое значение события. Материалы массовых движений и партийного движения удачно дополняют документы, касающиеся профсоюзов, движения работниц и отде-

лившейся от Социал-Демократической Партии крестьянской партии, возглавляемой Мезёфи.

Под влиянием русской революции 1905 года венгерское рабочее движение приняло широкий размах. В эти годы забастовки рабочего класса и крестьянской бедноты превзошли по своему размеру все прежние движения. Этот том, публикуя документы об общей забастовке будапештских металлистов, о забастовках печских, шалготарьянских и бренбергских шахтеров, о всеобщих забастовках в Сегеде, Дебрецене и Мишкольце, о забастовках жнецов и батраков в 1905—1906 гг., показывает бурную силу этих массовых движений. Однако Социал-Демократическая Партия вместо того, чтобы сплотить вокруг рабочего класса и партии выступающие с национальными и социальными требованиями крестьянские и мелкобуржуазные массы и использовать революционный кризис для захвата власти, — оставаясь верной своей оппортунистической политике, — ограничила свои требования на борьбу за всеобщее избирательное право при тайном голосовании и договорилась с внепарламентским правительством Феиервари, представляющим интересы династии, и поэтому революционный кризис 1905—1906 гг. прошел без результата для масс. Опубликованные документы свидетельствуют о том, что рабочий класс и крестьянство по своему толковали намеченные партией узкие рамки борьбы и по мере возможности наполнили их глубоко революционным содержанием. Третий том «Избранных Документов», отображая главную линию событий, публикует богатую документацию всех значительных событий этих семи лет. Мы видим материалы о деятельности сформировавшегося и у нас под влиянием русской революции левого крыла Социал-Демократической Партии, можем читать документы о рабочем движении национальностей и касающейся этого вопроса установки Социал-Демократической Партии и т. д.

*

В пятом томе «Избранных Документов» опубликованы материалы, относящиеся к периоду от октября 1917 года по 21 марта 1919 года, т. е. до провозглашения Венгерской советской республики. В терпевшей военные поражения Австро—Венгерской Монархии, и, таким образом, и в Венгрии, в течение третьего года войны все более назревали предпосылки революции. Укрепляющиеся массовые движения под влиянием Великой Октябрьской социалистической революции приняли новый размах.

Идеи Октябрьской Революции нашли в Венгрии благоприятную почву. Данный том иллюстрирует это, публикуя материалы о демонстрации в зале промышленных выставок 15 ноября 1917 года, о декабрьских демонстрация за мир, о политических забастовках в январе и июне 1918 года. Пятый том достоверно отображает также и предательскую политику правого крыла Социал-Демократической Партии, направленную против массовых движений. Честные элементы Социал-Демократической Партии пытались самостоятельно дать ответ на выдвинутые жизнью проблемы и выступили против оппортунистического партийного руководства; внутри Социал-Демократической Партии образовалась группа левых социал-демократов. Этот том документирует и их деятельность. Значительны также и материалы о деятельности Революционных социалистов — антимилитаристов, духовное руководство которых осуществлялось Эрвином Сабо. В достойном их значению объеме показывает пятый том участие венгерских военнопленных в русском рабочем движении и образование венгерского коммунистического движения в России.

В октябре 1918 года тяжкие внутренние проблемы, обременяющие в течение десятилетий всю монархию, а в том числе и Венгрию, (аграрный, национальный вопросы, вопросы национальностей, противоречия между капиталом и трудом), которые еще более обострились в связи с поражением в войне, привели к буржуазно-демократической революции.

Буржуазно-демократическая революция, хотя и означала большой шаг вперед в историческом прогрессе, не дала окончательного ответа на возникшие проблемы. В результате революции и поражения в войне получили разрешение наши отношения с Австрией и с национальностями, но остался неразрешенным самый наболевший вопрос, земельный вопрос. Революция не удовлетворила требований социалистического пролетариата, не смогла разрешить и проблемы курса внешней политики, который имел решающее значение с точки зрения национального развития. Приемлемый ответ на возникшие новые вопросы смогла дать лишь созданная 20 ноября 1918 года Коммунистическая Партия Венгрии. Создание КПВ означало, что пролетариат уже решительно выступает за захват власти, за создание диктатуры пролетариата.

Пятый том «Избранных Документов», публикуя большое количество новых документов, показывает замечательный процесс завоевания диктатуры пролетариата. Нет еще, правда, официальных документов о создании партии, но этот исторический факт довольно хорошо показывает сборник воспоминаний товарищей-основателей партии, собранный редакцией тома. Убедительной является картина, получаемая из тома об организационном оформлении и укреплении КПВ. Параллельно этому пятый том хорошо документирует революционную агитационную и пропагандистскую работу коммунистической партии среди рабочих, крестьян и солдат, а также развернувшиеся и имевшие место в результате этой работы массовые движения.

Находившаяся у власти буржуазно-социал-демократическая коалиция старалась сначала с помощью политических средств воспрепятствовать работе КПВ по подготовке революции, но и в этот период (декабрь 1918 года — февраль 1919 года) имели место попытки насильственной расправы. Опубликованные в этом томе — в большинстве архивные — материалы дают исчерпывающую картину действительно предательской политики правого крыла Социал-Демократической Партии. Одновременно материал очень хорошо показывает всю историю правления, осуществляемого буржуазно-социал-демократической коалицией.

В феврале 1919 года международные и внутренние события побудили правительство сделать по примеру Носке попытку рассчитаться с коммунистами. Но эта попытка была безрезультатной. КПВ продолжает свою работу в подполье, и ее деятельность сплачивает вокруг нее все большую часть рабочего класса. Объемистый сборник архивных и газетных материалов ясно доказывает, что к концу марта назрели предпосылки пролетарской революции, рабочий класс под руководством партии готовился к вооруженному захвату власти. Однако буржуазно-социал-демократическая коалиция под давлением внутриполитических и внешнеполитических событий мирным путем передала власть КПВ, и 21 марта 1919 года была провозглашена Советская республика. Пятый том богатым документальным материалом иллюстрирует обстановку, в которой была провозглашена Венгерская советская республика (правительственный кризис, возникший после ноты Викса, объединение двух партий, провозглашение Советской республики).

3

Главную трудность историографии венгерского рабочего движения причиняло то, что — как говорилось уже выше — не были известны источники. Исследовательская группа усердных работников Института венгерского рабочего движения, как свидетельствуют тома сборника, выполнила основную задачу раскрытия источников.

Эта работа имеет большое значение особенно с точки зрения архивных источников. Редакторы тома искали материалы в крупных будапештских архивах: в Государственном архиве, в Военно-историческом архиве, в фондах библиотеки им. Сечени, а также в архивах областных столиц и крупных провинциальных городов.

Эта продолжавшаяся в течение лет — и во многих отношениях еще незаконченная — работа дала окончательный ответ на целый ряд проблем, связанных с архивными источниками рабочего движения. Эта работа показала, что документы истории рабочего движения периода до 1919 года можно найти прежде всего среди административных документов — в архивах министерств, полиции, судов, областей и бургомистратов. Редакторы, как свидетельствуют эти тома, не использовали архива социал-демократической партии. Институту удалось приобрести для архива лишь несколько документов подобного характера, находящихся в частной собственности. Затерялась и значительная часть документов Коммунистической партии, касающихся этого периода. Историю забастовочных движений следовало восстанавливать на основе документов компетентных министерств, бургомистров. Материалы относительно рабочих забастовок в провинции представляют главным образом доклады губернаторов, вице-губернаторов и исправников. Таково же положение и в связи с документами, касающимися имевших в течение всей эпохи место забастовок жнецов и батраков. На политические движения рабочего класса проливают свет прежде всего опубликованные частично материалы Министерства внутренних дел и полиции. В те годы — 1905—1907, 1918—1919 гг. — когда рабочее движение выросло в центральный вопрос национальной истории, исчерпывающий во многих отношениях материал дают протоколы заседаний Совета Министров. Подобное значение имеют найденные редакторами тома судебные материалы (процесс по делу Санто-Ковача, процесс по делам народных комиссаров и т.д.). Из материала томов сборника, хорошо подобранного редакторами, видно, что они перелистали значительную часть архивных документов, касающихся этой эпохи.

Не меньшее значение имеет работа, которую выполнили сотрудники томов по вскрытию и группировке изданных источников истории рабочего движения. Здесь следует указать прежде всего на работу по составлению списка венгерской рабочей печати эпохи, просмотр важнейших газет и опубликование наиболее характерных, важнейших материалов. Изданные четыре тома, особенно благодаря подбору и опубликованию статей «Népszava», наиболее полно отражающих политику Социал-Демократической Партии, сделали значительные шаги к вскрытию и разработке истории Социал-Демократической Партии. Такое же значение имеет разработка таким образом газет Коммунистической Партии, особенно «Vörös Újság». Важное значение имеет и работа, проведенная по просмотру статей профсоюзных и провинциальных рабочих газет. Большая заслуга томов заключается в том, что они распространили свои исследования газетных источников рабочего движения также и на статьи зарубежных газет, касающиеся Венгрии. В этом отношении большое значение имеет пересмотр статей газеты «Neue Zeit», считаемой международным теоретическим форрумом. Полезным оказалось перелистать с точки зрения рабочего движения также и венгерскую буржуазную печать.

В области не периодических изданий просмотр и вскрытие материалов распространялось, можно сказать, на все возможные области. Листовки, брошюры, журналы конгрессов, годовые отчеты полиции, теоретические и практические политические издания рабочего движения соответствующей эпохи, документы профсоюзов, воспоминания, изданные компартией книги, журналы парламента и т. д. в равной мере послужили источниками при освещении отдельных вопросов.

Относительно археографического уровня томов следует установить, что метод и техника опубликования материалов удовлетворяет требованиям научного опубликования источников. Документы опубликованы в соответствии с едиными правилами, в соответствии с новейшими археографическими принципами. Тексты томов свидетельствуют о тщательной редакторской работе. Тщательным и свидетельствующим о знании дела является указание

источников после опубликованных материалов. Указания в зависимости от характера источников отличаются друг от друга, но во всех отношениях удовлетворительны и достоверны. В комментариях же к указаниям источников дается разъяснение относительно событий, предшествовавших оформлению данного документа, и относительно дальнейшей судьбы документа.

Очень часто встречается, что редакторы делают примечания не только в связи с данным документом или источником, но обращают внимание читателя и на принципиальные точки зрения, на вопросы, касающиеся их оценки. Таким образом, редакторы в некоторых местах выполняют работу не только архивариуса, но отчасти также и историка, научно разработывающего факты. И, если мы говорим об обдуманной и обоснованной структуре и распределении глав томов, указываем на краткие, но выдвигающие главные проблемы эпохи предисловия, то мы должны констатировать, что в «Избранных Документах» не только публикуется проработанный материал эпохи, но и сам сборник делает первые шаги к разрешению проблем, к разработке истории венгерского рабочего движения.

С археографической точки зрения, впрочем, следующие друг за другом тома показывают постепенное улучшение. Хорошее использование первых томов затруднялось еще тем фактом, что относительно большинства событий они опирались только на один источник; в этих томах было сравнительно мало архивного материала, исследование источников распространялось только на столичные архивы и редакторы не воспользовались в должной мере статьями заграничных рабочих газет, касающимися Венгрии. Бывали самовольные пропуски и разрядки текста также. В ходе работы, однако, и техника публикации текстов в значительной мере улучшилась и III и V тома с археографической точки зрения почти безупречны.

Разумеется, что такую монументальную задачу нельзя разрешить без ошибок. По отношению к изданным томам также можно выдвинуть несколько вопросов с критической точки зрения.

В серии значительных изданий проявляется одна из крупнейших ошибок венгерской марксистской историографии, а именно переоценка исторической роли отдельных личностей, недооценка формирующей историю роли масс. Особенно бросается это в глаза в первом томе. В этом томе описывается роль и деятельность Лео Франкеля в венгерском рабочем движении. Однако объем опубликованных материалов, распределение глав, заглавия и примечания вызывают у читателя такое впечатление, что разрешение проблем рабочего движения зависело исключительно от личности Лео Франкеля; после возвращения Франкеля на родину рабочее движение приняло размах, после его отъезда — пришло в упадок. Из опубликованных в первом томе документов не выявляется, что Франкель по возвращении на родину мог опираться в своей деятельности на принявшие уже размах массовые движения и что организационные и политические трудности, вытекающие из состава рабочего класса, из его политического уровня, появились в массовых движениях еще до отъезда Франкеля.

Проникновение культа личности в историографию проявилось также и в другой, отличающейся от первой форме, в недооценке, игнорировании деятельности отдельных личностей. В венгерском рабочем движении такая участь выпала на долю Эрвина Сабо, одной из крупнейших фигур венгерского рабочего движения до первой мировой войны. Эрвин Сабо, несмотря на синдикалистское заблуждение, по существу был положительной фигурой венгерского рабочего движения, особенно последовательно положительной является его деятельность в период до 1907 года. Широкую теоретическую деятельность (издание избранных сочинений Маркса и Энгельса с предисловиями), борьбу против оппортунистической Социал-Демократической Партии он проводил прежде всего в эти годы. Несмотря на это в томе, обсуждающем этот период, о нем публикуется

очень мало сведений. Статьи же Эрвина Сабо, написанные им в этот период, дают в общем правильный ответ на наболевшие проблемы венгерского рабочего движения и вместе с тем венгерского общества. Например, в предисловии к статье Энгельса о венгерской революции, Э. Сабо доходит до осознания ленинского принципа права наций на самоопределение. В статье «Die Agrarfrage in Ungarn», опубликованной в «Neue Zeit», он указал на то, что «все проблемы современной Венгрии растворяются в конечном счете в проблеме крупных поместий» и, обстоятельно проанализировав венгерские аграрные отношения, дал приемлемую как для партии, так и для крестьянства аграрную программу. В статье, опубликованной в 1906 году в газете «Вилагошшаг», он дал формулировку демократизма партийной жизни, актуальную и по отношению к нашим дням.

Во вскрытии и опубликовании источников некоторых проблем наблюдается определенный схематизм, тенденция упрощения сложных исторических процессов. Это относится, например, к показу теоретических взглядов и политических заблуждений Социал-Демократической Партии, где редакторы томов чрезмерно подчеркивали, что Социал-Демократическая Партия была, собственно говоря, партией, которая, не имея теории, спотыкалась и вырабатывала свою политику сообразно лишь с ежедневными потребностями, и редакторы не принимают во внимание, что Социал-Демократическая Партия имела свои, хотя по существу ошибочные взгляды о Венгрии на рубеже столетий, которые могли служить принципиальной основой ежедневной политики. Схематической чертой является также и то, что, стремясь выяснить внутренние проблемы рабочего движения редакторы не показывают в должной мере точки зрения партии в общегосударственных политических вопросах. Так, по нашему мнению, пробелом является то, что не показана точка зрения Социал-Демократической Партии в связи с церковно-политической борьбой в девяностых годах.

Рецензируемые тома много сделали в целях ликвидации провинциализма венгерской историографии. В этом отношении большое значение имеет особенно показ через документы влияния русской революции 1905—1907 гг. и Великой Октябрьской социалистической революции в Венгрии. Однако, пополняя этот старый пробел, они допустили новые ошибки: упустили из вида, что венгерское рабочее движение подвергалось влиянию и с запада. Например, третий том дает очень мало материалов о влиянии Западной Европы и тем самым извращает фактическую действительность. Западное же влияние начала столетия можно было бы показать с помощью целого ряда документов. Например, выделение борьбы за избирательное право на центральное место произошло, не в последнюю очередь, под германско-австрийским влиянием. После победы, одержанной немецкой Социал-Демократической Партией на выборах 1903 года, «Népszava» писала: «Немецкие рабочие — настоящие герои, которые не говорят, а действуют. Мы многому, очень многому можем учиться на этой предвыборной борьбе». Можно было бы указать на то, что часто даже и поступающее из России влияние доходило до нас через западную фильтрацию.

Все эти недостатки, ошибки, однако, которые можно устранить из нового издания первых томов или из последующих томов, не умаляют выдающегося значения изданных до сих пор томов этой серии сборников документов с точки зрения раскрытия истории венгерского рабочего движения.

И. ДИОСЕГИ

The Influence of the World Economic Crisis on Hungary

Edited by Miklós Incze, Authors: M. Incze, E. Karsai, I. Kubitsch, P. Petőcz, A. Sipos

Budapest, Akadémiai Kiadó, 1955, ff. 526.

The interest of historians has been focused recently in almost every country on the scientific analysis of the events which took place during World War II and the years preceding it. Many monographs and volumes of documentary material have been written in an attempt to throw light on the major events of the interwar period. As regards Hungarian Marxist historiography, which in many fields succeeded in producing satisfactory results, one of its main deficiencies consisted in neglecting contemporary history. Therefore the monograph under discussion should be appreciated, especially from the economic point of view, as a pioneer work analysing the history of the interwar period.

The authors of this study were concerned with a problem which is not a feature confined to Hungarian historical development. In fact, the great economic crisis of 1929—1933 was the major event for world capitalism between the two World Wars. The theme affords, however, an opportunity to discuss the changes taking place in the Hungarian economy with organic relation to the development of the whole of the capitalist world. The authors of the monograph have attempted to analyse, on a broad basis of facts, the situation in every field of the Hungarian economy during the great crisis, while at the same time, pointing to the special features characterizing the manifestations of the crisis in Hungary. Moreover, they present an appalling picture of the situation of the country's working class, peasantry and other segments of the population during this crisis. The reader is given a wealth of facts which help to form scientific view regarding the effects of the 1929—1933 crisis in Hungary.

When analysing the position of the main branches of economy, the authors deliberately attempted to discuss not only the vents from 1929 to 1933 but also the preliminaries and consequences of the crisis. Thus, they have explored comprehensively the history of the 'twenties, embracing the situation of every branch of the economy ; moreover, a view is given, even if not with the same degree of detailed attention, of the major problems of economic development following the crisis years

The work consists of two main parts, the first describes the economic and social development of the period from 1919 to 1929, and the second deals with the crisis itself and its consequences up to the late 'thirties.

The discussion of the development in the pre-crisis period, which of course is less voluminous than the second, begins with an analysis of the industrial situation.

In consequence of the territorial changes brought about by the Peace Treaty of 1920, the importance of industry in Hungary's economic structure increased, but industrial production which had fallen back sharply after the end of the war, picked up slowly (in 1929 industrial output was only 5 per cent higher than in 1913). Expansion was quicker only in the textile industry and some other branches of light industry, in the chemical industry and the production of electric power. The output of all these industries had been relatively insignificant before the war. In contrast to this, the food industry which suffered heavily from the loss of the broad inland market afforded formerly by the customs union of the Austro—Hungarian Monarchy, and also the main branches of heavy industry registered stagnation or even a decline in the volume of production.

Owing to the slow industrial development, the number of industrial workers did not increase much in comparison with the preceding period. Real wages rose slightly but remained far below the level of 1913. Nor did the Hungarian working class benefit from the social and cultural achievements (the eight hour day, etc.) which were then fairly widespread in the other capitalist countries.

This chapter, though properly indicating the trend and the structural changes of industrial development as well as its slowing-down, presents a contestable conclusion regarding the change in the production volume between 1913 and 1929. In our opinion, a more realistic estimation would have been possible on the basis of the wholesale price index of manufactured goods. In this way, it may be estimated that the volume of production increased by about twelve per cent, as against the five per cent stated by the authors. Moreover, this chapter disregards a number of questions regarding industrial development : The problems of the industrial cycle, the switch over from wartime to peace economy, industrial technique, the installed power capacity per worker which increased considerably in this period, etc. The data concerning finance capital make interesting reading, but they refer exclusively to the influence of foreign capital. It is not enough to know

in how many corporations foreign capital has been invested ; it is also necessary to show, in the industry as a whole, the relative importance of the corporations under foreign control.

The discussion of agricultural development during the 1920s includes many valuable conclusions regarding the counter-revolutionary land reform, and the general situation of the peasantry. The authors state that, though official statistics claim the reform involved 1,400,000 acres of land, the loss in arable land to the large estates was less than half that figure. On the basis of a wealth of documentary material it is made clear that thanks to the smallness of individual plots allotted (the average size of allotted plots was on an average one and one half acres) and to the very high redemption price, the landlords were assured that most of the land would not remain for long in the hands of the peasants. That was exactly what the ruling classes intended.

The authors proceed to describe in all particulars the position of the various strata of the peasantry. The data regarding the income and expenditures of the middle peasantry are of exceptional interest. As to agriculture as a whole, the analysis is much less extensive. It is rather one-sided restricted, to the quantitative development of production and to the changes in the percentual acreage of different crops. Problem of marketing are hardly mentioned, and thus, in spite of references to the cronic character of the agricultural crisis, the concrete meaning of this term lacks any explanation.

The analysis of the pre-crisis period ends with a chapter on Hungary's foreign trade. Here, the authors succeeded in drawing an adequate picture of the economic policy of the Horthy system. They show the unbalanced structure of foreign trade but also prevent a few favourable tendencies. The first autonomous customs tariff of Hungary (1924) is treated in accordance with its importance, but the authors failed to analyse it from the point of view of interests of the Hungarian bourgeoisie.

The crucial chapter of the book deals with the industrial crisis. This important part of the analysis is characterized by essential and positive features. First of all, industrial situation is discussed from many angles on the basis of extensive statistical material, carefully selected and sifted. One of the virtues of the concrete analysis consists in that the authors did not restrict themselves to a general review but also attempted to show the unequal effects of the effects within industry. They group the industries into three categories. The industries in Category *A* (iron and metals, machine building, clay, glass and wood) suffered a sharp decline in production. In Category *B* (food, clothing and printing) the decline of production was moderate. The industries grouped in Category *C* were able, after a minor decline, to extend production even during the crisis (textile, leather, rubber, paper, chemical industry, electric power). The authors present a valuable analysis of each branch of industry so that the reader may gain a very detailed and compreehensive picture of the industrial crisis. The authors in their investigations deliberately proved the specific manifestations in Hungary of the law of the general crisis of capitalism. In our opinion this attempt was successful, even if circumscribed as we shall point out further on. Thus for instance, the expansion of Category *C*, in particular in the textile industry, is explained by the existence, before the crisis, of considerable imports of finished consumers' goods. Before the crisis, in spite of the increasing home production, imported textile goods amounted to about 20 to 30 per cent of total consumption. As a consequence of the import restrictions which were made necessary by the financial and credit crisis, imported goods practically disappeared from the Hungarian market. Thus, despite the decrease in consumption during the crisis, the domestic market of the Hungarian factories expanded rather than contracted. The introduction of protective measures more drastic than customs traffics, as defence against the influx of foreign goods represented an important reserve for the Hungarian industrialists and a buffer against the shock of the crisis. Moreover, the authors indicate that, in Hungary, the crisis was not preceded by any real "boom" comparable to that which took place in the Western capitalist countries. In consequence, the drop in production at the time of the onset of the crisis was also less considerable, and to some extent, the crisis did not penetrate Hungarian industry as deeply as in the leading capitalist countries. This is a very important conclusion. It is to be regretted that the analysis of this question is too circumscribed ; in particular, an international survey and the parallels which could have been drawn from it would have given greater weight to the analysis. While this chapter contains much that is praiseworthy, a certain impression of something missing seems to be justified with respect to the discussion of the industries belonging to Category *A* where the authors fail to explain satisfactorily the drastic decline in production. Explanation of the position of the industries listed in Category *B* also leaves much to be desired. Moreover, the examination of the part played by the monopolies is not too convincing ; instead of a thorough analysis it is, similar to the chapter dealing with the 1920s, restricted to the registration of superficial phenomena. Without

an analysis of the role of the monopolies, no history of the 1929—1933 crisis, and in particular of the highly monopolized branches of the heavy industry can be regarded as complete.

Space has been stinted it seems to us when dealing with the *general* analysis of the crisis, and therefore many important questions are not discussed or even mentioned. For instance, the authors take it for granted that if the Hungarian crisis was to a certain degree less severe it was because Hungary was a backward or, at the very best, a moderately developed country and, therefore, possessed "reserves" in the form of imports, and that by restricting them it was possible to expand the domestic market of industry. But the history of the capitalist crises in Hungary at the end of the 19th and at the beginning of the 20th century seems to prove the reverse of this statement. Then, the crises were aggravated rather than mitigated by the backwardness of the country and by its relative dependency on imports. The lack of political independence excluded then the possibility of excluding imports, in fact, the relative weight of the latter increased rather than decreased in the periods of crisis. Therefore, it would have been necessary to explain the changes in the economic and political situation in the country which conditioned the change in the specific features of the crisis.

From the discussion of the industrial crisis it becomes evident that the authors did not exhaust the possibilities for a coordinated analysis of all branches of economic activity. Thus, they were not able to show the close interdependency between industrial production and the exchange restrictions, the difficulties of trade and payments balances which greatly influenced the development of foreign trade. Those important questions are discussed in isolation from the industrial crisis. The authors neglect also the opportunity of the pointing out features of the Hungarian crisis differing from the crises in the Western countries but having, at the same time, much in common with the crises of the South-Eastern agricultural countries.

The chapters dealing with the crisis in agriculture, finances and credit and the development of foreign trade are perhaps the most successful parts of the book.

One of the main characteristics of the 1929—1933 crisis was the fact that the industrial crisis was interwoven with a grave agricultural crisis. In Hungary, the structure of agricultural production did not change essentially in the crisis years because the landlords have tried to find a way-out not by intensifying production but chiefly by cutting cash outlays for production costs. The process of mechanization came to a standstill — in fact, was reversed — and the use of fertilizers decreased to the minimum. In consequence, yields per acre showed no improvement during the crisis.

The authors present, on the basis of interesting computations, a picture of the trend in the relation between total and commodity production, price relations, and the gap between the prices of agricultural and industrial products. When analysing farm prices, they emphasize that the great fall in prices was not reflected in a similar cheapening of the consumers' food. As regards the relation between the farm prices for field crops and for animal produce, there was a marked inequality to the disadvantage of the latter. As a result of various measures taken by the government in the interest of the landlords, the prices of field crops fell by much less than those of animals and animal produce. This is explained by the fact that the market production of wheat and other important field crops were chiefly in the hands of the landlords while animal husbandry was in most part the concern of the small farmers. Even in the line of field crops, the prices of such commodities in which the large farms were particularly interested, developed more favourably than others, thanks to various methods of governmental subsidizing (the "boletta" system, export premiums, etc.).

The indebtedness of agriculture is discussed on a broad basis of statistical data. Generally, the chapter as a whole presents a reliable picture of the effects of the agricultural crisis in Hungary. The comprehensive statistical and economic calculations, being one of the positive features of the book, are perhaps presented to the best advantage in dealing with the agricultural crisis and with foreign trade.

The chapter on the financial crisis begins with a description of the budgetary situation in the 'twenties. Here the author in many respects throw new light on the part which the foreign loans allegedly played in the monetary stabilization in 1925. They show on the basis of official appropriation accounts that the budget deficits during and after this stabilization were insignificant or non-existent. It seems, therefore, that we have been tending to overestimate the importance of foreign loans as an indispensable condition of the 1925 stabilization.

As to the credit system, the authors assert that it was much less potent in 1929 than it was before World War I. Payment of the interest and amortization on the foreign loans was a heavy burden to the country. These payments meant that new loans had to be contracted. After the onset of the crisis was no more possible ; at the same time, the weight of the loan service multiplied because of the fall in prices. Thus, the position of the State

finances and credit system became catastrophic. The withdrawal of the short-term foreign loans exhausted the gold and exchange reserves of the National Bank. In the summer of 1931 the bankruptcy of several leading banks in Germany and Austria — an event which would have deserved a much broader description — also led to the eruption of a financial and credit crisis in Hungary. The Hungarian General Credit Bank had to be saved by government intervention. In general, the State aided the capitalists by several measures (bank holidays, exchange restrictions, moratorium on transfers etc.).

The chapter on foreign trade during the crisis period refers to the fact that in those years the contraction of the volume of foreign trade was much greater than the drop in production. Every capitalist country wanted to secure the home market for home production. All this was reflected in the trend of Hungary's foreign trade, the value of which fell to one-third of the prewar level. At the same time, some qualitative changes took place. The balance of trade became active, in contrast to the situation in many previous years. The structure of exports and imports also changed. The relative importance of finished goods in the imports diminished, and the export of finished articles increased. Import restriction almost totally eliminated foreign competition in many fields (for instance on the textile market) and had of course a favourable effect on the position of home industry. Another consequence of the crisis was the considerable shift in the relation of import and export prices to the detriment of the latter. In 1933, some twenty per cent less foreign products could be bought for a given quantity of Hungarian export products than in 1925—1927. This price gap was caused by the great difference between the prices of agricultural produce or raw materials and of industrial goods. This gap cost many millions of dollars to the Hungarian economy, in its trade with the more developed capitalist countries. The crisis also changed foreign trade relations. The importance of the neighbouring countries diminished, German and Italian markets became much more important ; but in general the part played by the more distant markets increased, i. e. the so-called export radius lengthened. The chapter pertaining to foreign trade is essentially proper and significant but, in our opinion, it should have been completed by an analysis of Hungary's general politics which — in the later years of the depression and in the following period — fettered the normal development of foreign trade. It would have also been important to show, in connection with the crisis, the effects of the growing war preparations which, in Germany, Italy and Japan, gave rise to an autarchical economic policy, seeking to build up an economy able to ensure immunity to an eventua blockade in case of war. These countries attempted to restrict their foreign trade, in particular with overseas markets, and to supply themselves with home produced food, raw materials, artificial materials and substitutes. A somewhat similar policy was implemented to a certain degree in Hungary, partly in consequence of the disguised rearmement and partly because of the foreign exchange difficulties.

There is one deficiency which can be observed in all the chapters dealing with agriculture, finance and foreign trade. The authors do not present the common features and the interrelations of the position of the agricultural countries in South-Eastern Europe. We also regret that the authors pay so little attention to the international projects and schemes designed to improve the grave situation of these countries. The price fall of agricultural produce on the world market effected these countries catastrophically, all of them being heavily in debt and, through their exports, dependent on world prices. Several international conferences were organized in order to improve the agricultural situation and to settle the foreign loans question. For instance, the Warsaw conference of the "Agrarian Bloc" of South-Eastern Europe, held in 1930, recommended international agreements on rationalization and standardization in agriculture, the reduction of crop-land, etc. The authors have little to say about the Tardieu Plan which aimed to improve the situation by economic cooperation between Austria, Czechoslovakia, Hungary, Roumania and Yugoslavia, and, of course, to establish a French-controlled bloc of these countries. The conference organized by the League of Nations at Stresa and Lausanne would have also deserved mention. Both represented important attempts towards a solution of the foreign loans problem and of the export difficultes of South-Eastern Europe.

The succeeding chapter of the book describes the situation of the labouring masses during the crisis. This appalling picture is based on a rich statistical material and on certain original estimations made by the authors themselves. Among the latter, the quantitative estimations regarding unemployment are in our opinion methodically correct and reflect the real situation. Following them, the unemployment amounted in 1933 to no less than a quarter of a million, or thirty-six per cent of all workers. The authors present methodically correct estimations on the development of real earnings, taking into consideration the number of unemployed. But, perhaps, it would have been necessary to point out that, during the crisis, the real earnings of the workers

actually employed did not fall very much because the reduction in money earnings was partly balanced by the drop in prices. The fallacy of the bourgeois statistics lies in neglecting, when computing real wages the effect of unemployment, i. e. the decline of the relative number of wage-earners against the workings class as a whole.

The agricultural crisis plunged the farm labourers and the small farmers into unheard of misery. During the autumn and winter months the number of full time unemployed and part-time workers amounted to 500 000 or 600 000. Sixty per cent of the land owned by small peasants was encumbered with debts. The distrainor became an everyday visitor to the villages ; the land plots and movable property of many thousands of peasants were sold under the hammer. But the crisis did not ruin only the agricultural proletariat and the small peasants. The authors show, on the ground of careful estimations, the development of income and expenditures of an average middle peasant family. Their income declined by far more than their expenditures ; they could not afford even to meet the requirements of simple reproduction. The so-called farm protection measures of the government served in fact only to protect the landlords and the banks but neglected the interests of the peasants.

This book is the first one in Hungarian literature which attempts to describe the position of the middle strata of the town population in the crisis. The authors made estimations regarding the effect of mass unemployment and salary reductions on this strata. It should be added, however, that the salaries of the middle segment who were employed were not too unfavourable.

The last section of the work deals with the struggle, led by the Communist Party, of the working masses against intensified exploitation. This chapter contains very rich inedited material but also some contestable conclusions about the major questions of the labour movement ; the criticism of the latter, however, does not come within the scope of the present review which was written from the point of view of economic history.

We might summarize by stating that, in describing the effects of the 1929—1933 crisis in Hungary the authors have succeeded in applying a correct Marxist analysis to a comprehensive factual material. And if we cannot agree with some of their conclusions, or if we feel that certain questions need further elaboration, on the whole we are, nevertheless, indebted to them for their valuable contribution to Hungarian Marxist historiography.

Gy. Ránki

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Lajos Elekes: Mátyás és kora (Le roi Mathias et son époque). Budapest 1956. Művelt Nép Könyvkiadó, 188 p.

L'auteur étudie et présente l'époque de Mathias, une forme particulière de la centralisation en Europe orientale, en faisant une analyse approfondie des conditions sociales de la deuxième moitié du XV^e siècle. Il examine de près les ressources intérieures de la politique de centralisation, les relations des classes de la société féodale avec la centralisation, la formation et le développement de l'organisation centrale du pouvoir public, de l'administration des finances, de l'armée permanente de mercenaires, du corps des fonctionnaires royaux (chancellerie, tribunal supérieur etc.) Il traite ensuite de la culture humaniste qui s'épanouissait à la cour de Mathias, de ses relations avec l'étranger et du rôle que jouaient les représentants de cette culture dans la réalisation de la centralisation.

En examinant la politique extérieure de Mathias, Lajos Elekes critique les campagnes de Bohême au point de vue de la défense contre les Turcs, tout en démontrant que les tentatives visant à liquider la base orientale de la puissance des Habsbourgs (Autriche) favorisèrent en somme la lutte contre les Turcs parce qu'elles prévenaient d'éventuelles attaques, venant de l'Ouest, contre l'indépendance de la Hongrie. Cependant les fruits que cette politique aurait pu porter ne furent pas cueillis : la mort prématurée de Mathias et l'anarchie féodale qui lui succeda empêchèrent l'expulsion des Turcs d'Europe.

György Bónis: István király (Le roi Étienne). Budapest 1956, Művolt Nép Könyvkiadó, 171 p.

Le but que l'auteur s'est proposé était de retracer le tournant du X^e siècle, l'une des étapes les plus décisives de l'histoire du peuple hongrois. Le protagoniste de l'ouvrage est en premier lieu le peuple hongrois qui voit son économie, sa structure sociale, son administration et sa foi religieuse se transformer radicalement sous la direction d'un grand personnage historique. Le livre de Bónis résume le vaste matériel que les recherches sur Etienne et son peuple ont mis à jour. Après avoir étudié la crise intérieure et extérieure de la société pastorale, il passe à l'analyse du développement de l'Etat hongrois. Il constate que la tâche de la fondation de l'Etat entreprise déjà par le prince Géza, fut accomplie par son fils Etienne, qui opéra la transformation fondamentale de la vie du peuple hongrois, et fonda le royaume de Hongrie. Bónis étudie la formation du pouvoir public, le rôle de l'Eglise dans la consolution de l'Etat. A ce propos, il examine également les circonstances qui dans la lutte entre les deux religions chrétiennes assurèrent la victoire de l'Eglise occidentale. Pour terminer, il traite de l'importance politique que revêt la canonisation d'Etienne dans la défense de l'indépendance du pays et de la manière dont s'étaient créé à cette fin-là, les légendes autour de la personne du roi.

Kuruc vitézek folyamodványai 1703—1710 (Pétitions de soldats kouroutz 1703—1710). Prés., introd. et notes par Tamás Esze. Budapest 1955. Hadtörténelmi Intézet, 627 p.

L'ouvrage évoque la mémoire des simples soldats kouroutz, héros de la guerre d'indépendance du peuple hongrois contre l'absolutisme des Habsbourgs, au début du XVIII^e siècle (1703—1711). Les pétitions que les soldats-serfs adressèrent au prince François Rákóczi II. pour lui demander leur affranchissement du joug des propriétaires fonciers illustrent bien l'organisation populaire si importante dans la première période de la guerre d'indépendance et la vie, les exigences et aspirations des soldats kouroutz. Elles fournissent un riche matériel pour l'éclaircissement des principaux problèmes de l'époque.

Dans sa préface, Tamás Esze tente de brosser à la base des pétitions un tableau de la

situation des soldats-serfs et de leurs revendications au cours de la guerre d'indépendance. Il retrace l'histoire de la formation de l'armée kouroutz, le rôle que les fils du peuple y avaient joué et évoque le sort des victimes de la guerre.

Cette publication est une première tentative de mettre à jour les sources d'origine populaire de la guerre d'indépendance de Rákóczi, apportant une correction au matériel connu jusque-là, qui en raison de son origine, reflétait avant tout la conception de la noblesse. Quoique le volume ne contienne qu'une partie (environ la moitié) du matériel conservé parmi les écrits de la chancellerie du prince et choisi en majeure partie à la base du registre des pétitions, l'Extractus Instantiarum, sa publication est d'une très grande importance du point de vue scientifique.

Éva Földes: Fejezetek a Magyar testnevelés történetéből (Quelques chapitres de l'histoire de la culture physique hongroise). I. Budapest 1956. Sport Lap- és Könyvkiadó, 266 p.

En retraçant le développement historique millénaire de la culture physique et du sport hongrois, l'auteur du livre s'est fixé comme but d'attirer l'attention sur un domaine quasi totalement négligé : l'histoire de la culture physique populaire. Il s'occupe la de culture physique en premier lieu comme un moyen de l'éducation militaire et fournit par là une aide à l'historiographie militaire.

Le livre expose l'histoire de la culture physique et de l'entraînement à la lutte à partir de la conquête de la Hongrie jusqu'à la révolution et la guerre d'indépendance de 1848—49.

Endre Gaál: A szegedi munkásság harca a Tanácsköztársaságért (La lutte des ouvriers de Szeged pour la République des Conseils). 1917—1919. Budapest 1956. Szikra Könyvkiadó, 232 p.

Par cette étude Endre Gaál a voulu contribuer à la mise au point de l'histoire de la constitution et des luttes de la République Hongroise des Conseils en dégageant quelques traits intéressants de l'histoire locale de la ville de Szeged. Il commence par exposer l'influence exercée par la révolution russe de février 1917, puis par la grande Révolution Socialiste d'Octobre sur le mouvement ouvrier de Szeged, et relate comment, à l'issue de la constitution de l'organisation de Szeged du Parti des Communistes de Hongrie et de sa lutte pour gagner les masses laborieuses, la dictature du prolétariat put être établie dans la ville. La situation particulière établie dans la ville à la suite de l'intervention de l'armée française, se modifia après les élections du 14 avril qui s'étaient achevées par la victoire des communistes : la réaction réalisa à l'aide de l'armée de l'Entente une dictature militaire ouverte, par laquelle elle reprima la grève générale organisée en juin 1919 pour la défense de la République des Conseils. L'ouvrage est complété par une annexe contenant des documents relatifs au sujet.

László Gerő : Magyarországi várépítészet (Architecture des châteaux de Hongrie). Budapest 1955. Művelt Nép Könyvkiadó, 511 p.

L'un des domaines les plus négligés de l'histoire de l'art et en particulier, de l'histoire de l'architecture, est l'histoire des constructions des ouvrages défensifs : châteaux, enceintes de ville, forteresses. En dépit de nombreuses données éparses, nous connaissons fort peu de choses des châteaux de Hongrie. En attendant que le métrage exact des châteaux soit achevé, László Gerő a voulu venir en aide aux spécilistes des châteaux. Il expose son matériel à la base d'une méthode qui même dans ses lignes générales n'est pas connue dans la littérature de l'étranger. Il analyse le développement des châteaux qui suit de près celui des méthodes du siège et de la défense, il en note les étapes principales et décrit les types de châteaux des époques successives. Dans la première partie de son livre, l'auteur traite du développement historique des châteaux en général. Il présente les constructions de défense de l'époque de la communauté primitive, les châteaux féodaux, puis les constructions de défense des villes. Ensuite il passe à l'analyse du développement de la construction des châteaux en Hongrie. Au cours de cet exposé il s'occupe séparément de l'histoire des retranchements en terre, des tours d'habitation, des châteaux à tours intérieure et extérieure et des châteaux à bastions italiens. L'ouvrage se termine par un registre de noms, de matières et de noms de lieux.

Tibor Kardos : A magyarországi humanizmus kora. (L'époque de l'humanisme en Hongrie). Budapest 1955. Akadémiai Kiadó, 463 p.

Le livre de Tibor Kardos traite d'un sujet qui intéresse non seulement l'histoire de la civilisation hongroise, mais tout aussi bien l'histoire universelle de la civilisation. L'ouvrage représente une première tentative de répondre par la méthode marxiste aux questions fondamentales non encore mises au point de l'humanisme en Hongrie. L'oeuvre de Kardos — résultat d'un travail de recherches de près de 25 ans — apporte un grand nombre de nouveaux résultats. Il commence par exposer — dans des dimensions presque monographi-

ques — la génèse de l'humanisme en Italie et sa propagation dans les différents pays d'Europe. Ensuite il présente les conditions premières et les débuts de l'humanisme en Hongrie, l'humanisme de János Vitéz et de János Pannonius. Il étudie le rôle de l'humanisme dans le politique de centralisation du roi Mathias et l'extension de la base de classe de l'idéologie humaniste à l'époque des Jagellons. Enfin l'auteur analyse les débuts de l'implantation de l'humanisme en Hongrie. On trouvera dans le livre de Kardos des données fort intéressantes concernant les premières formes de la manifestation de l'humanisme en Hongrie, de ses branches «populaires» et de ses rapports avec l'hussitisme. L'auteur a résolu le problème de la base sociale de l'humanisme et combattu avec succès la théorie de l'humanisme déraciné en Hongrie. Le livre est l'un des ouvrages les plus remarquables de la nouvelle histoire littéraire hongroise.

Mária Kresz: Magyar parasztviselet (1820—1867) (Costumes paysans hongrois (1820—1867). Budapest 1956. Akadémiai Kiadó, 234 p. 96 ill. h.-t.

L'auteur désire présenter le développement des costumes de la paysannerie hongroise à partir des années 20 du XIX^e^ siècle jusqu'aux années 60, c'est à dire à une époque très importante au point de vue du développement historique de la Hongrie. La majeure partie de son matériel est constituée par des descriptions et illustrations datant de cette époque. Le but primordial de l'auteur était la publication d'images et de textes recueillis et annotés, représentant une source indispensable et fort précieuse pour l'ethnographie.

Le livre comprend deux parties. La première, une étude d'introduction, présente le costume du paysan hongrois au début du XIX^e^ siècle, analyse ensuite sa transformation et les rapports de ce processus avec le développement économique et social, le développement différent des régions, les différences sociales des costumes paysans et — de façon succinte — leur évolution ultérieure. La deuxième partie comprend le matériel de source même: illustrations et images de l'époque, ainsi que les notes explicatives.

László Makkai: A kuruc nemzeti összefogás előzményei (Les antécédents du ralliement national kouroutz.) Budapest 1956. Akadémiai Kiadó, 344 p.

Le livre de László Makkai éclaire l'une des questions fondamentales de l'histoire du peuple hongrois au XVII^e^ siècle. Il montre comment s'est opéré le tournant décisif dans le domaine du ralliement national contre le régime oppresseur des Habsbourgs, tournant au cours duquel au lieu du soldat «haïdouk» affranchi de la condition de serf et déjà détaché dans une certaine mesure des masses paysannes, c'est le peuple des serfs qui tend la main à son seigneur pour mieux défendre la patrie. Ce changement se traduit pour la première fois — sans que la classe dirigeante en ait été pleinement consciente — en 1632, par le soulèvement des comitats paysans de la Hongrie du Nord (unités policières formées — avec la permission du comitat noble — par les paysans contre les brigands qui, en conséquence de la misère causée par les guerres et l'exploitation infestaient le pays) et atteint sont point culminant dans la guerre d'indépendance de François Rákóczi II.

L'auteur retrace l'histoire du soulèvement des haïdouks en 1630 et de celui des comitats paysans en 1632. Ce sujet lui permet de traiter de presque toutes les phases essentielles de l'histoire de la Hongrie du XVII^e^ siècle. Ainsi l'exposé des conditions du ralliement national dirigé contre les Habsbourgs lui fournit l'occasion de faire un certain nombre de nouvelles constatations importantes concernant des particularités hongroises du systéme du «deuxième servage», les relations de celui-ci avec la centralisation féodale, ainsi que le rôle joué par les luttes de classe de la paysannerie dans le développement de l'absolutisme des Habsbourgs. L'auteur fixe la place de la principauté transylvanienne dans l'histoire de la centralisation nationale hongroise. Il démontre que si la Hongrie a évité le sort qui fut celui de la Bohême en 1620, si elle réussit à sauvegarder encore pendant presque 100 ans son indépendance nationale, c'était d'une part parce que la principauté transylvanienne empécha par sa force armée la victoire de l'absolutisme étranger, et d'autre part — et ceci est peut être encore plus important — elle put rassembler passagèrement autour d'elle les couches sociales formant la base possible de la centralisation nationale.

László Makkai étudie l'effet du troisième soulèvement haïdouk sur le raffermissement de l'Etat transylvanien, qui, en 1629, après la mort du prince Gábor Bethlen (qui joua un rôle important dans la guerre de 30 ans) se trouva dans une situation critique. Il démontre qu'en dépit de l'incompréhension de Georges Rákóczi I. prince de Transylvanie vis à vis des paysans désirant élargir le ralliement national, le rôle de la paysannerie dans la campagne de 1644 était très considérable. Son importance ne fit que grandir au cours des années 1650—1660 et atteignit son apogée avec les mouvements populaires kouroutz. L'ouvrage est terminé par un annexe contenant des documents inédits concernant le soulèvement des comitats paysans de la Hongrie du Nord.

László Márkus: Guyon Richárd. Budapest 1955. Művelt Nép Könyvkiadó, 153 p.

Le livre de László Márkus trace la carrière intéressante du général Richard Guyon, un des commandants éminents d'origine anglaise de la guerre d'indépendance de 1848—49. En réunissant le matériel de source fort défectueux et dispersé, c'est entre autres à la base du journal de Guyon, conservé au département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale Széchényi que Márkus relate comment Guyon était venu en Hongrie, quelle activité il avait déployée à l'époque des réformes. Il décrit les faits de guerre du commandant héroïque, puis expose son activité en Turquie. L'ouvrage écrit dans un style aisé est complété par des cartes géographiques et des illustrations.

Klára Mérey: A mezőgazdasági munkásság mozgalmai a Dunántúlon 1905—1907-ben (Les mouvements des ouvriers agricoles en Transdanubie dans les années 1905—1907). Budapest 1956. Szikra Könyvkiadó, 198 p.

L'ouvrage est consacré aux luttes soutenues par les ouvriers agricoles de la Transdanubie contre les propriétaires des domaines de dix mille arpents, les tenanciers capitalistes et leurs serviteurs, représentants de l'oppression et l'exploitation capitalistes. L'auteur y commence par retracer la situation de l'agriculture et des ouvriers agricoles en Transdanubie au tournant du siècle. Il analyse la répartition des domaines, la manière de la gestion des terres et les conditions de vie du prolétariat agricole, les salaires, les conditions de l'habitat et d'hygiène, puis les traditions du mouvement des ouvriers agricoles à la fin du XIX^{e} siècle. Ensuite, l'ouvrage examine l'ampleur, le caractère et les mobiles du mouvement «socialiste agricole» de 1905. Après avoir étudié les mouvements des années 1906—1907 et l'effet de la politique du gouvernement sur ces mouvements, l'auteur termine par une récapitulation des grèves des ouvriers de la Transdanubie.

Ferenc Mucsi: Az első orosz forradalom és a magyar munkásmorgalom (La première révolution russe et le mouvement ouvrier hongrois). Budapest 1956. Szikra Könyvkiadó, 200 p.

L'auteur expose l'aggravation de la crise du système dualiste austro-hongrois au début du XIX^{e} siècle en Hongrie, ainsi que les répercussion de la révolution russe de 1905—1907 sur le mouvement ouvrier hongrois. Il présente le développement du mouvement ouvrier au début du XX^{e} siècle, dégage les raisons de l'insuffisance de la ligne directrice du parti social-démocrate en vue de résoudre les tâches incombant à la classe ouvrière, et montre comment la classe ouvrière chercha une issue à cette situation. La lutte révolutionnaire des masses laborieuses prit un grand essor sous l'effet des premiers échos que la révolution russe de janvier 1905 suscita en Hongrie. Si la crise gouvernementale a pu être surmontée d'une façon favorable pour la classe dirigeante c'était parce que le parti social-démocrate maintenait à l'ordre du jour la consigne de la grève générale, détournant ainsi l'élan révolutionnaire des masses d'ouvriers et de paysans pauvres. Le mouvement révolutionnaire atteignit son point culminant le 15 septembre 1905, le «Vendredi Rouge». Ce jour-là les manifestations et une grève générale eurent lieu dans le pays entier : à la suite des assaults conjugués des forces réactionnaires en 1906—1907, la fièvre révolutionnaire s'apaisa. Au cours des années 1905—1907, les évènements de la révolution russe ne cessaient d'exercer leur influence sur la Hongrie, et jouaient un rôle important, entre autres dans la propagation des nouvelles formes de la lutte de la classe ouvrière, comme la grève générale politique.

Lóránd Tilkovszky: Az 1831. évi parasztfelkelés (Le soulèvement des paysans de 1831). Budapest 1955. Művelt Nép Könyvkiadó, 64 p.

Utilisant un riche matériel de source, Lóránd Tilkovszky relate l'histoire de la «révolte du choléra», si importante dans l'histoire des peuples hongrois et slovaque. L'auteur constate que la cause du soulèvement était en premier lieu la situation insupportable des serfs et leurs aspirations anti-féodales. Il démontre en même temps le rôle de l'épidémie de choléra et des mesures sanitaires de protection dans le déclenchement de la révolte. Une part importante est faite aux aspirations des serfs de la Hongrie du Nord qui «attendaient les Russes». L'étude se termine par une analyse du soulèvement en tant que force motrice de la politique de réforme «unissant les intérêts» de la noblesse.

Zsolt Trócsányi:: Az erdélyi parasztság története (Histoire de la paysannerie transylvanienne). 1790—1849. Budapest 1956. Akadémiai Kiadó, 507 p.

L'ouvrage est consacré à l'étude de la vie économique, des conditions sociales et des mouvements de la paysannerie transylvanienne, riches en traits caractéristiques, de la politique de l'absolutisme et de la noblesse transylvanienne à l'égard des serfs entre 1790 et 1849. Dans la première partie de

l'ouvrage, l'auteur examine l'évolution de l'agriculture et du marché intérieur laquelle — en Transylvanie, comme en Hongrie — conduisit à la révolution de 1848. Après avoir analysé les transformations des conditions de propriété et des charges seigneuriales, il étudie les effets que la transformation du domaine des propriétaires fonciers en grande propriété marchande exerça sur la situation de la paysannerie. A la base d'un riche matériel de source récemment découvert, l'auteur retrace le processus de l'accroissement des domaines de ferme regroupés à cette époque au détriment des terres des serfs. Il étudie les circonstances naturelles et historiques qui ont rendu le sort des paysans de Transylvanie différent de celui des paysans de Hongrie. Une attention spéciale est accordée à l'histoire des mouvements paysans de l'époque et aux principaux types de ce mouvement. Cette première partie se termine par l'exposé de la politique de la noblesse à l'égard des serfs.

La deuxième et la plus grande partie du livre étudie l'histoire des mouvements paysans de la Transylvanie en 1848—49. L'auteur analyse le rôle des mouvements paysans à l'intérieur du mouvement national roumain, et, pour terminer, dégage les lois et les particularités de tous les mouvements paysans.

Horarik János harca a hierarchia ês az egyház ellen az 1841—1845. években. (La lutte de János Horarik contre la hiérarchie et l'Eglise dans les années 1841—1845). Trad., introd. et annot. par Robert Bohó et György Tordai. Budapest 1956. Szikra Könyvkiadó, 247 n.

Cet ouvrage est l'autobiographie en langue allemande de János Horarik, parue à Leipzig, en 1847. (Johann Horarik's Kampf mit Hierarchie und Kirche in den Jahren 1841—1845. Leipzig. 1847). János Horarik est l'une des figures les plus éminentes des luttes soutenues contre les dogmes de l'Eglise catholique. Prêtre lui-même, il reconnut le caractère réactionnaire du clergé catholique, et s'initia à la philosophie progressiste de son époque. S'attachant en premier lieu à la philosophie d'Holbach il subit également l'influence des études de critique de religion des jeunes hégéliens, entre autres des frères Bauer, mais c'est certainement à Feuerbach qu'il doit le plus. En 1845, il abandonne l'état ecclésiastique et s'exile en Allemagne. C'est ici qu'il publie son ouvrage dans lequel il s'indigne contre l'omnipotence de l'Eglise, contre le clergé catholique et en général contre les dogmes de la religion. L'introduction retrace brièvement l'activité de János Horarik avant 1849, donne une critique de son livre, et présente son activité à l'époque de la révolution et la guerre d'indépendance de 1848—49 et de l'absolutisme.

Budapest régiségei. (Les antiquités de Budapest). Annales du Musée Historique de Budapest. XVII. Réd. par László Gerevich. Budapest 1956. Akadémiai Kiadó, 367 p.

La série «Les antiquités de Budapest» comprend des études sur les monuments archéologiques et artistiques de Budapest. Ces études constituent une partie importante des recherches sur l'histoire de Budapest. Dans la première étude de ce volume d'une présentation fort attrayante et illustré de plusieurs centaines d'images et de dessins, *Tibor Nagy* présente la critique de style d'une statue de bronze d'Heracles, retrouvée parmi les vestiges d'une *villa urbana* de l'empire romain tardif, mise à jour sur le terrain d'une briquetterie située aux environs de Budapest. *László Gerevich* étudie le rôle de la ville de Buda dans l'architecture gothique en Hongrie et dans les courants de style européens. Il aboutit à la conclusion que contrairement à ce que l'on croyait jusqu'ici, des loges de franc-maçonnerie étrangères ne fonctionnaient pas régulièrement en Hongrie. Si l'organisation des créateurs de la gotique hongroise n'attaignait pas le degré de développement des loges d'Europe occidentale, elle accordait une plus grande liberté à ses membres, comme cela fut aussi le cas plus tard, à l'époque de la Renaissance. L'étude de *Pál Voit* est consacrée au travail et aux rapports avec d'autres ateliers semblables, de l'ateiler de céramique de l'époque du roi Mathias, découvert lors des fouilles effectuées en 1951—52 au château de Buda, à l'extrémité Nord de l'aile occidentale. Le volume contient en outre un grand nombre de compte-rendus.

A debreceni munkásmozgalom története a munkásmozgalmi szervezkedés kezdetétől a Tanácsköztársaság leveréséig (L'histoire du mouvement ouvrier à Debrecen depuis les débuts du mouvement ouvrier jusqu'à la défaite de la République des Conseils). Debrecen 1956. Alföldi Magvető Könyvkiadó, 303 p.

Le premier volume de l'histoire du mouvement ouvrier à Debrecen est l'ouvrage de jeunes historiens. Conformément à leur conception méthodologique, ils présentent, au début de chaque chapitre, la situation du pays. Ils exposent les particularités locales du développement, du capitalisme, la situation des ouvriers et des paysans et, pour terminer, les évènements du mouvement ouvrier à Debrecen. Après avoir analysé la manière dont s'étaient formés la classe ouvrière et ses organisations, les auteurs constatent que le mouvement ouvrier de Debrecen, de plus en plus intense au tournant du siècle, fut — de même que le mouvement dans tout le pays — profondément influencé par la révolution russe

de 1905—1907. Une part importante est faite à la description de la situation des ouvriers et de la constitution de la République des Conseils dans la ville. L'ouvrage fournit un grand nombre de données nouvelles relatives à l'histoire du mouvement ouvrier en Hongrie.

Hősi harcok emlékei. A magyar munkásmozgalom múltjából (Souvenirs de luttes héroïques. Du passé du mouvement ouvrier hongrois). Budapest 1955. Szikra Könyvkiadó, 214 p.

Les mémoires des communistes ayant participé activement an mouvement ouvrier, et publiés pour la première fois dans ce volume, retracent les luttes héroïques de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois, du Parti Communiste Hongrois. Les documents choisis parmi plusieurs centaines de récits réunies à l'Institut de l'Histoire du Parti illustrent le chemin du mouvement ouvrier hongrois depuis la grève des mineurs de Pécs en 1893 jusqu'aux luttes des partisans en 1944—45.

Magyar—orosz történelmi kapcsolatok (Les rapports hungaro—russes dans l'histoire). Réd. par Endre Kovács. Budapest 1956. Művelt Nép Könyvkiadó, 456 p.

C'est vers la fin du dernier siècle que l'historiographie bourgeoise en Hongrie s'est penchée pour la première fois sur l'histoire des multiples relations entre les peuples hongrois et russe, et, en général, entre la Hongrie et la Russie. Les recherches poursuivies au hasard de l'inspiration ont permis d'éclairer en grandes lignes les relations de Mathias Corvin et d'Ivan III., ou l'alliance de Rákóczi et de Pierre le Grand, mais elles n'ont guère été poussées plus avant et entre 1917 et 1945 même ces recherches sporadiques ont été pour la plupart interrompues. Le recueil d'études qui vient de paraître représente une tentative d'avancer — ne serait-ce que par l'analyse de problèmes isolés— dans ce domaine et de faciliter la tâche de ceux qui élaboreront l'histoire monographique des relations hungaro-russes.

L'article de *József Perényi* traite des rapports des Hongrois et des Slaves de l'Est avant la conquête de la Hongrie par les Hongrois. Il constate que les relations entre les deux peuples étaient plus étroites et plus riches qu'on ne l'avait pensé jusqu'ici. Ceci ressort par ex. du grand nombre des mots hongrois relatifs à l'agriculture empruntés au *slaves de l'Est.* L'étude de *Tibor Wittmann* apporte une contribution à l'histoire des relations diplomatiques anti-Habsbourg de l'Etat transylvanien centralisé et de l'Etat russe, en faisant connaître le projet de l'alliance que Bethlen et le tzar russe Mihail désiraient conclure en 1628—1629. Dans un autre article, *József Perényi* analyse les débuts des relations diplomatiques de François II. Rákóczi et de Pierre I. et expose les antécédents du traité de Varsovie conclu en 1707, ainsi que le traité lui-même. *István Darvas* relate le séjour en Hongrie des armées de Koutouzof en 1805—6. *R. A. Averbuch* étudie les effets produits sur les forces progressistes de la société russe par l'intervention des troupes du tzar en vue de réprimer la révolution et la guerre d'indépendance hongroises de 1848—49. L'article de *Emil Niederhauser* décrit les expériences des voyageurs hongrois du XIX^{e} siècle en Russie et montre comment ceux-ci contribuèrent par leurs ouvrages publiés à l'approfondissement des vues et opinions de la société hongroise sur la Russie. *Endre Kovács* fait connaître l'effet des oeuvres de Pouchkine sur la société hongroise. L'article de *István Dolmányos* retrace l'histoire des relations culturelles hungaro-russes au tournant du siècle. *Péter Hanák* analyse quelques aspects des répercussions de la révolution russe de 1905—1907 en Hongrie — entre autres les ressemblances et les différences des deux mouvements révolutionnaires. *György Milei* expose la constitution de l'organisation communiste des prisonniers de guerre et son activité en Russie Soviétique dans les années 1917—1918. *Béla Lengyel* étudie un chapitre intéressant des relations hungaro-russes : l'influence de Maiakovski en Hongrie avant la libération de 1945. *Mária Mayer* consacre son étude à l'histoire des relations hungaro-russes qui se formèrent au cours des luttes des partisans de la deuxième guerre mondiale.

Ignác Martinovics: Filozófiai írások (Oeuvres philosophiques). Trad. par Emil Kolozsvári Grandpierre, préf. et notes par László Mátrai. Budapest 1956. Magvető Könyvkiadó, 168 p.

Ce petit volume contient la traduction hongroise de l'ouvrage philosophique paru en français en 1788 de Ignác Martinovics, une des illustres figures du mouvement des jacobins hongrois, et qui fut exécuté en 1795. L'oeuvre de Martinovics — quoique lui-même s'y référât plusieurs fois au cours de sa déposition — resta inconnu pendant plus d'un siècle et ne fut découvert qu'en 1920 par Vilmos Fraknói, le premier historien à s'occuper de ce mouvement.

L'ouvrage philosophique qui vient de paraître en traduction hongroise est précédé par une étude de László Mátrai. On ne apprend que l'oeuvre de Martinovics, comme en général la plupart des oeuvres de la philosophie hongroise, ne constitue pas un système indépentant, mais

représente en son essence le développement des idées du matérialisme mécanique français, avant tout de celles du Système de la Nature d'Holbach, sans cependant en être l'imitation servile. Sur quelques points Martinovics a même dépassé le systême d'Holbach, et par exemple, trouvant la «ligne anglaise» d'Holbach insuffisante pour expliquer les phénomènes biologiques, il relie celle-ci au matérialisme médical de Lerois-La Mettrie-Cabanis.

Sopron és Környéke Műemlékei (Les monuments historiques de Sopron et ses environs). Par: Endre Csatkai, Dezső Dercsényi, Géza Entz, László Gerő, Géza Héjj, Károly Mollay, Aladár Radnóti. 2. éd. Budapest, 1956, Akadémiai Kiadó, 672 p., 654 fig.

Le volume contenant la topographie des monuments historiques de la ville de Sopron et de ses environs fait partie de la série «Monuments historiques de la Hongrie», inaugurée en 1948. Les auteurs ont cherché à faire de cette topographie autre chose qu'une énumération et une description d'objets détachés de la terre, de l'entourage et de la société, ils ont voulu qu'elle soit la préparation la plus complète possible de l'histoire monographique ou de l'histoire chronologique générale de l'art. C'est à ce désir que répondent les introductions, les tableaux synoptiques et les descriptions. Le volume se divise en deux parties indépendantes. Les études d'introduction esquissent le fond historique, destiné à faciliter la compréhension de la partie descriptive. *Aladár Radnóti* ratrace brièvement l'histoire des sociétés établies sur le territoire du comitat avant la conquête hongroise. *Károly Mollay* esquisse l'histoire médiévale et moderne du comitat de Sopron, *Dezső Dercsényi* et *Endre Csatkai* présentent un tableau synoptique du matériel elaboré en ordre topographique dans ce volume. Le but de cet article est de démontrer de quelle façon ce petit territoire si riche en monuments historiques se rattache à l'ensemble de l'art hongrois. Dans la deuxième partie du volume le lecteur trouvera la description topographique des monuments et de trésors artistiques. Les auteurs ont commencé l'exposé par la ville de Sopron, celle-ci costituant le groupe le plus important des monuments. La description suit un ordre topographique, l'ordre alphabétique des lieux et rues. La description de chaque monument important est précédée d'une brève introduction historique, basée sur des données écrites, ou des représentations relatives au monument. L'ouvrage riche en illustrations est complété par un index des noms et lieux, d'un registre des noms des artistes et artisans et d'un index iconographique.

Tanulmányok a népi demokráciák történetéből (Études sur l'histoire des démocraties populaires). I. Budapest 1956. Akadémiai Kiadó, 337 p.

En publiant en traduction hongroise ces études traitant de différents problèmes de l'histoire des démocraties populaires, l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise des Sciences s'acquitte d'une ancienne dette de l'historiographie hongroise. Ce volume contient les études d'historiens bulgares, polonais et roumains. Elles éclairent en ordre chronologique l'histoire des luttes des peuples contre les conquérants étrangers (étude de D. Angelov, S. Vianu), du développement économique des pays (article de W. Kula, Z. Natan), de la lutte contre l'exploitation et l'oppression (article de V. Cherestesiu, P. Nichata, M. Ionescu et T. Udrea) et celle du développement et de la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière (étude de Z. Kormanowa, F. Fiedler, P. Koszev).

Vasvári Pál válogatott írásai (Écrits choisis de Pál Vasvári). Prés. et introd. par Sándor Fekete. Budapest 1956. Művelt Nép Könyvkiadó, 312 p.

Ce volume contenant les écrits choisis, en majeure partie inédits jusqu'à ce jour, d'un des chefs les plus éminents, à côté de Petőfi, des radicaux de gauche de la révolution et de la guerre d'indépendance de 1848—49 constitue une contribution précieuse à l'histoire de l'historiographie hongroise. Pál Vasvári, mort sur le champ de bataille à l'âge de 23 ans était une des promesses de l'historiographie hongroise. Dans son étude sur Miklós Zrínyi, poète, homme d'Etat et chef de guerre du XVII^e siècle, comme d'ailleurs dans ses autres écrits, Vasvári se dit disciple de Michelet. Les vues anticléricales, hostiles à l'aristocratie, l'amour passionné du peuple de l'historien français ont exercé une profonde influence, sur la jeune génération hongroise du deuxième tiers du XIX^e siècle, — et ainsi, sur Vasvári. Cependant le jeune historien et homme l'Etat connaissait bien les oeuvres de l'illustre Cabet professant des vues utopistes-socialistes, comme le prouvent surtout ses articles rédigés pendant la révolution. A côté des écrits politiques de Vasvári, le présent volume contient également ses conférences faites devant les ouvriers de Pest sur Cabet et le socialisme utopique français.

Tanulmányok Budapest múltjából (Études sur le passé de Budapest). XI. Budapest 1956, Akadémiai Kiadó, 450 p. 23 fig., 8 cartes.

La série «Monographies de l'histoire de la ville de Budapest» comporte quelques volumes

parus sous le titre «Études du passé de Budapest». Ces volumes rendent compte des résultats que les chercheurs travaillant à l'histoire de la capitale publient pour le moment en détail.

Le volume qui vient de paraître comprend quinze études consacrées à différentes époques de l'histoire de la capitale. L'article de *János Szilágyi* démontre, à la base des inscriptions d'autels votifs en pierre et de plaques de construction commémoratives et de pierres milliaires, qu'il y a eu 5 incursions «barbares» et des luttes intérieures aux environs d'Aquincum, chacune dans la première moitié du IIIe siècle de notre ère. *Győző Weidiger* et *Ferenc Horler* analysent les plans de 1687 et 1696 du chateau de Buda. *István Nagy* expose la constitution des charges fiscales de Buda à partir de la libération de la ville de la domination turque jusqu'à l'époque de la guerre d'indépendance de Rákóczi, ainsi que ses luttes pour les droits municipaux et l'exemption d'impôts. *Nóra T. Polónyi* rend compte du développement de la ville après 1711, en rapport avec la création de l'organisation des ingénieurs à Buda et Pest. L'article de *Lajos Nagy* examine la formation du Terézváros, un des faubourgs de Pest au XVIIIe siècle, tandis que *András Kubinyi* relate celle de Újpest dans la première moitié du XIXe siècle. L'étude de *Domokos Kosáry* analyse les requêtes de la bourgeoisie à la base des pétitions présentées par les bourgeois de Pest et Buda au Comité de Commerce constitué à la diète de 1791. *Edit M. Császár* présente une contribution à l'histoire de la première société dramatique hongroise, en particulier aux rapports du théâtre et de son public. *Sándor Gyömrei* étudie l'histoire de la Société Hongroise de Commerce, première société anonyme de commerce de Pest. Dans son étude il démontre comment se constitua cette société en 1843, après la faillite des entreprises d'exportation vers la Hongrie du capital anglais, et quelles furent les circonstances qui en 1852 l'obligèrent à prononcer sa propre dissolution. *András Tóth* relate les débuts du développement moderne de la bibliothèque universitaire de Pest, entre 1843 et 1849 sous la direction de Ferenc Toldy, développement qui permit à la bibliothèque de servir à l'époque de Bach les intérêts de la nation hongroise dans le domaine de la pensée scientifique progressiste. L'étude de *Ervin Ybl* décrit la restauration des parties endommagées pendant le siège de 1849 d'un des monuments caractéristiques de Budapest, le château royal de Buda, détruit au cours des luttes de 1944—45, tandis que celle de *Gyula Soós* expose les circonstances de l'érection d'un autre monument artistique de la capitale hongroise, la statue de Petőfi. Les articles de *Sándor Vadász* (Contribution à l'histoire syndicale des ouvriers métallurgistes de la capitale à la fin du siècle, 1890—1899) et de *Béla Gadanecz* (La grève nationale des cheminots en 1904, à Budapest) exposent des problèmes des mouvements ouvriers de Budapest. *Mária Mayer* publie des documents, en partie inédits, sur l'histoire de la libération de Budapest achevée le 13 février 1945. Ce volume luxueusement présenté, illustré par de nombreuses figures et cartes géographiques en hors-texte, se termine par le compte-rendu de quelques ouvrages sur l'histoire de villes étrangères.

Étienne Hajnal

(1892—1956.)

Dans l'histoire universelle, branche d'historiographie exigeante et difficil entre toutes, les petits peuples avant l'apparition de l'historiogaphie marxist n'avaient en général qu'un rôle secondaire, la vedette est tenue par les grande nations. Il est encore heureux si de temps à autre les aspects spécifiques de petits peuples y apparaissent aussi. De même que l'historiographie nationale an cienne qui ne connut que de grandes figures, héros de l'histoire politique, l'his toriographie jusqu'à nos jours se tournait, elle aussi, vers le passé des grande nations. Les petites nations étaient plutôt les objets passifs des rivalités et des aspirations politiques des grandes. C'est à peine si les synthèses d'histoire universelle consacraient quelques pages à leur évolution sociale et idéologique.

Cela s'explique aussi par le fait que les spécialistes de l'histoire universelle se recrutaient parmi les fils des grands peuples. Les historiens des petites nations, au lieu de brosser de grands tableaux d'ensemble, s'absorbaient dans l'étude des problèmes spéciaux qui se posent par rapport à l'évolution de leur propre nation et cela pour se défendre contre les falsifications commises par les synthèses d'histoire universelle ; leur horizon n'était souvent pas assez large pour saisir l'ensemble de l'évolution universelle. La connaissance de plusieurs langues leur permettrait pourtant de soumettre à un examen détaillé l'histoire des grands peuples, par contre leurs collègues, ressortissants des grandes nations, sont obligés de se contenter, en ce qui concerne le passé des petits peuples, des quelques synthèses écrites dans les grandes langues. Si, dans les grandes synthèses d'histoire universelle, les investigations originales faites par les historiens des petits peuples sur leur propre passé étaient, pour la plupart, négligées, leurs tentatives, entreprises dans le domaine de l'histoire universelle, ont encore moins de chances d'intéresser les associations internationales.

Il va sans dire que jusqu'aux dernières dizaines d'années, l'historiographie hongroise, comme celle d'autres petits peuples, ne put notablement contribuer à résoudre les problèmes de l'histoire universelle. Ce n'est pas que les questions historiques éveillassent peu d'intérêt en Hongrie. Un observateur étranger, H. Steinacker souligna tout récemment combien les Hongrois, bien que souvent pleins d'illusions, étaient portés sur l'histoire et quelle vive conscience historique animait les milieux intellectuels de la Hongrie féodalo-bourgeoise.[1] Mais la fuite vers les tableaux lumineux du passé, stimulée avant 1945 par un présent sinistre mit au premier plan l'étude de l'histoire nationale, aux dépens de l'histoire universelle. S'absorber dans l'examen de l'histoire des autres peuples, passait

[1] Cf. Almanach der Österreichischen Akademie der Wissenschaften 1955. (Wien 1956) 370.

souvent pour un luxe, alors que d'importantes questions de l'histoire hongroise étaient si mal élucidées devant les spécialistes et l'opinion publique. Seules avaient leurs raisons d'être les investigations entreprises dans le domaine de l'histoire universelle qui, au lieu de résumer et de systématiser les résultats déjà acquis, frayaient de nouvelles voies, et enrichissaient nos connaissances sur l'évolution de l'humanité.

Or, l'oeuvre d'Étienne Hajnal aboutissait précisément à ce résultat. Ce que l'on a fait avant lui dans ce domaine, se bornait d'une part à l'examen des relations internationales du peuple hongrois et, d'autre part, à un classement — en vue de populariser cette science — des données et des estimations déjà connues et puisées dans d'autres publications. Mais avec les ouvrages d'Étienne Hajnal les recherches entreprises en Hongrie sur l'histoire universelle se présentèrent tout d'un coup — au niveau européen et à l'échelle internationale — sous un aspect original. La mise à jour de documents relatifs à l'histoire de nombreux peuples, sa méthode comparée originale, sa nouvelle conception des forces motrices de l'histoire, sa conception spécifique soulignant les corrélations décisives non appréciées jusque-là, lui assurent un rang éminent parmi les spécialistes de l'historiographie universelle.

Quelles sont les racines de la conception historique d'Étienne Hajnal? A l'Université de Budapest, où il fit ses études à la veille de la première guerre mondiale, deux professeurs exerçaient sur lui une profonde influence. Le premier, Henri Marczali, possédait, sans doute, de solides connaissances d'histoire universelle, et composait, lui-même, des ouvrages popularisant l'histoire universelle, sans pourtant aboutir à de nouveaux résultats ou à une conception originale. Sous la direction de l'autre de ses professeurs, Ladislas Fejérpataky, Hajnal acquit des connaissances dans le domaine de la diplomatique et de la critique de sources. C'est ce fondament solide qui se reflète dans sa thèse de doctorat «La chancellerie du roi Béla IV» (1914), thème qu'il continuait d'approfondir après avoir fait toute la guerre mondiale, pendant sa carrière d'archiviste, d'abord aux Archives Nationales, puis à l'archive princière des Esterházy. C'est ce qui constitue la base de ses ouvrages sur l'histoire de l'écriture, et en premier lieu de sa thèse de'habilitation «Histoire de l'écriture à l'époque de la renaissance de son usage» (1921). Il ressort déjà nettement que, c'est seulement le sujet, la matière qui se rattache aux sciences historiques auxiliaires ; l'élaboration, elle, a élargi et débordé leurs cadres traditionnels. Le titre, à lui seul indique que, contrairement à l'usage établi chez nous, l'auteur s'est proposé de traiter de l'un des facteurs de l'évolution culturelle européenne et, pour cela, il puisait largement dans les confrontations internationales.

Le premier ouvrage consacré à l'histoire universelle fut suivi d'un arrêt forcé d'une dizaine d'années. Pour résoudre les problèmes qui se posaient à propos d'l'histoire hongroise on ne pouvait pas se passer du concours de ce jeune savant d'une rare érudition et d'un talent original. Les autorités lui ayant confié d'autres tâches, il fut obligé d'interrompre pour un certain temps ses travaux ayant trait à l'écriture médiévale et à l'histoire universelle. Mais, historien exceptionellement doué, Hajnal créa une oeuvre valable, même dans ce domaine qui lui était étranger. En dehors d'études plus modestes, il réservait son intérêt surtout à deux groupes de problèmes : à l'histoire politique du XVII[e] siècle et, en particulier, à la personnalité et à l'activité du palatin Nicolas Esterházy ; c'est à lui qu'il consacra son discours de reception à l'Académie (L'abdication du palatin Nicolas Esterházy, 1929) et sa publication de documents munie d'une

ample introduction et portant le titre «La période de la diète échouée de 1642» (1930) ; et, deuxièmement à l'histoire de la guerre d'indépendance hongroise de 1848/49 ; à propos de laquelle il écrivit un gros volume intitulé «L'exil de Kossuth en Turquie» (I^er^ tome 1937) et une étude posthume sur la politique étrangère du gouvernement Batthány. Tous ces ouvrages marquent un grand pas en avant dans l'étude de cette époque, et montrent d'une façon éloquente que leur auteur n'est pas seulement un maître de l'analyse historique, dont l'oeil exercé décèle, sous la surface des événements, les mobiles individuels et les grandes corrélations, mais aussi un virtuose de la synthèse et du style. En outre, ces deux ouvrages esquissent un retour à l'histoire universelle.

Mais en réalité ce n'est qu'en 1930 lorsqu'il fut nommé professeur à l'Université de Budapest que Hajnal a pu reprendre le fil de ses recherches d'histoire universelle. Sa nomination ne fut pas uniquement le signe d'une appréciation scientifique, comme antérieurement son habilitation (1920), et son admission comme membre correspondant à l'Académie des Sciences (1928), ou plus tard sa nomination au poste de rédacteur de la revue «Siècles» (Századok), organe de la Société Historique Hongroise (1931—1943) et finalement sa qualité de membre ordinaire de l'Académie (1939). En outre, la chaire d'histoire contemporaine lui assura la réalisation de ses plans scientifiques. Son travail d'instituteur et de pédagogue, de même que sa fonction de rédacteur ne l'empêchaient point de se consacrer, pendant plus d'une dizaine d'années, à ses études d'histoire universelle.

Mais le danger imminent de la deuxième guerre mondiale ne lui permit pas de s'absorber dans des problèmes purement scientifiques. Il ne pouvait ne pas entendre l'orage gronder ; il ne devint pourtant pas publiciste, mais n'hésita point de prendre position, dans ses ouvrages scientifiques, dans les questions les plus brûlantes de l'évolution nationale. Il éleva la voix contre les forces brûtes, matérielles et politiques du capitalisme qui soumettent au pouvoir de quelques uns les milliers de vies laborieuses. Il s'est opposé vivement à la conception historique du fascisme allemand. «Ce n'est que la vraie science qui peut faciliter la solution des problèmes — souligna-t-il — et non pas les tendances qui la mettent au service de certaines conceptions et de slogans politiques. Il combattait ceux qui aspiraient à présenter l'histoire de la Hongrie conformément aux goûts fascistes; il s'élevait contre les tentatives d'introduire dans la science le droit du plus fort. Il déclara courageusement : «Nous considérons comme un danger fatal tout examen scientifique qui tend à expliquer l'évolution sur la base de la biologie raciale.» Et lorsqu'il était contraint de voir que l'hitlérisme, en opprimant les peuples voisins même dans le domaine de la science «et entraîne les sciences vers une explication mystique ou biologique», dans son étude-programme publiée en allemand aussi, il sollicitait le rassemblement des petites nations contre ce danger imminent.

Dans la période critique de la fin de la deuxième guerre mondiale et de la libération, il s'est acquitté pendant trois ans de la fonction pleine de responsabilité du doyen de la faculté de philosophie. Ce n'est qu'après cette période que vint enfin pour lui le temps de se consacrer au véritable travail créateur dans l'atmosphère des sciences progressistes, dont il aplanit, lui aussi, le chemin d'une manière exemplaire. Mais à partir de 1949, sa mise à la retraite a coupé les ailes non seulement à son activité suggestive de professeur, mais aussi à son génie créateur. Sa santé fragile fut ébranlée. Son oeuvre resta inachevée ; la mort l'empêcha de réaliser ses plans de grande envergure.

Le programme scientifique d'Étienne Hajnal avait ses racines dans une conception originale, dans laquelle il persévéra jusqu'au bout, même au cours de la transformation de la conception historique générale, il continua même à la développer et approfondir. Au début de sa carrière, c'est la tendance de l'histoire des idées qui prédominait dans l'historiographie hongroise. Loin de se soumettre à ce courant d'idées en vogue, Hajnal insistait sur sa position à part. «L'évolution historique — dit-il — n'est point saisissable, comme la vie individuelle, par l'introspection.» Ce ne sont pas les motifs psychologiques, souvent arbitrairement attribués à tel ou tel individu qui constituent les forces motrices principales de l'histoire ; ce ne sont pas non plus les grandes personnalités, mais les menus travaux collectifs des masses, des peuples. «L'évolution historique a sa loi, sa structure, à elle, qui échappent à la domination de l'homme.» Contrairement aux partisans de l'histoire des idées qui ne voulaient rien entendre des lois régissant l'histoire, il cherchait, dès le début, à démontrer l'existence des lois objectives de l'évolution en reconstruisant la structure sociale dans son fonctionnement organique. Lorsqu'il constata que, dans les dernières 25 années, l'historiographie occidentale a, elle aussi, abandonné son attitude négative en ce qui concerne l'existence des lois dans l'histoire, il attribua ce changement à l'effet salutaire du marxisme. Il ne cessa jamais de proclamer que la science historique qui se refuse à reconnaître l'existence des lois dans l'histoire renonce à sa raison d'être, et que la mission de cette science consiste précisément à dégager ces lois, pour servir l'évolution de la société. Bien qu'il ne renonçât point à sa conception individuelle même en faisant la connaissance du marxisme, ses conceptions rejoignirent le marxisme sur quelques autres points. Ce ne sont pas les hommes supérieurs mais les larges masses qui font évoluer et progresser l'histoire — proclame-t-il — ; il estimait, avec les marxistes, que c'est le développement des forces de la production qui constitue la base et l'essence de l'évolution sociale, et les peuples y jouent un rôle primordial. Et c'est précisément pour montrer le rôle créateur du peuple dans la formation de l'histoire, qu'il réclama l'étude concrète de l'histoire des instruments de production et du travail.

Étienne Hajnal basait sa conception d'histoire universelle sur les sources positives, sur les intruments concrets du travail quotidien. Il partait de la conception suivant laquelle les rapports entre l'homme et l'homme et leur concrétisation dans la structure sociale rendent la société capable de déployer un travail producteur, c'est ce qui constitue les lois essentielles de l'évolution. Et c'est d'une part dans la technique économique et d'autre part dans l'usage de l'écriture qu'il retrouva les moyens et les méthodes concrets de l'organisation collective comparables à l'échelle internationale. L'évolution de la technique — comme l'histoire de l'objectivation des dispositions créatrices de l'homme — met en relief le travail quotidien du peuple laborieux, travail par lequel la matière offerte par la nature s'intègre dans la structure de la société. L'histoire de la scriptualité reflète, en effet, la fonction de la couche intellectuelle qui organise la société, fixe les résultats et en établit les cadres institutionnels.

Malheureusement, sa mort prématurée empêcha Hajnal de réaliser — conformément à son point de départ — son programme grandiose concernant l'histoire de la technique et des instruments de travail. Ce qu'il nous légua sous ce rapport se limite aux textes des ses cours universitaires, aux extraits de sa conférence faite à Zurich en 1938 au Congrès International des Sciences Historiques, et à deux études assez modestes : «Le développement de la technique» parue en 1937 dans l'Album commémoratif au 60^{e} anniversaire d'Alexandre Domanovszky,

et «Les premières machines» publiée dans l'année 1949 de la revue «Réponse» (Válasz). Plus importantes et plus approfondies sont ses recherches relevant de l'histoire de la scriptualité, recherches par lesquelles il contribua grandement à enrichir les sciences historiques universelles et hongroises. Voilà ce qu'il a dit d'un de ses élèves, mais cette phrase s'applique plutôt à lui-même : «Il s'est penché sur les menus documents écrits comme le naturaliste sur son microscope et derrière les signes microscopiques il aperçut tout un monde social.» L'histoire de l'écriture, cette étude limitée de paléographie et de diplomatique, s'est infiniment élargie dans ses mains : elle devint l'histoire de l'usage de l'écriture, des écoles, des fonctionnaires lettrés et, en même temps, la représentation du rôle social de l'écriture et des couches lettrées. Sa première étude déjà mentionnée «Histoire de l'écriture à l'époque de la renaissance de son usage», qui par ses résultats frappants mit en relief la diffusion de la culture d'écriture au moyen âge et le rôle qu'y a joué l'Université de Paris, fut suivie de toute une série d'études qui se proposaient d'arriver — à travers l'histoire concrète de la scriptualité — à la reconstruction non pas fictive mais réelle de la vie des sociétés médiévales et de l'époque moderne. Les différentes étapes de ses efforts sont marquées par les études comme «Vergleichende Schriftproben zur Entwicklung und Verbreitung der Schrift im 12—13. Jahrhundert» (1943), «Scriptualité, couche intellectuelle et évolution européenne» (publiée dans l'Album commémoratif pour le 60e anniversaire d'Árpád Károlyi 1933), «Évolution rationelle et scriptualité» (publiée dans l'Annuaire de l'Institut d'histoire de Vienne), «Le rôle social de l'écriture et l'évolution européenne» (parue dans la Revue de l'Institut de Sociologie, 1934), «Universities and the development of writing in the 12th—13th centuries» (parue dans la revue «Scriptorium», 1952), «L'enseignement de l'écriture aux unversités médiévales» 1954. La publication de cette dernière, complétée des chapitres dont la matière vient d'être trouvée dans l'oeuvre posthume manuscrite de l'auteur est à l'impression.

La grandeur d'Étienne Hajnal, historien, consiste à ce qu'il ne s'écarta jamais de la voie de la réalité et, par l'examen minutieux et par l'exploration approfondie des sources écrites, il nous ouvre des perspectives d'envergure universelle. Les vastes connaissances de sources pénétrant jusqu'aux détails allaient de pair chez lui avec une expérience extraordinaire acquise dans le domaine de la philosophie, comme en témoigne, entre autres, son étude, chargée d'ailleurs de graves problèmes Histoire de «sociologie» (publiée dans l'année 1939 de la revue «Siècles»). Cette érudition approfondie l'avait prédestiné à représenter d'une manière adéquate les ressorts et, le processus de l'évolution sociale ; un des témoignages les plus éloquents en est son étude portant le titre «La formation de la ville européenne» (parue dans l'année 1941 de la Revue Municipale [Városi Szemle]). Mais en dehors de tout cela, les dons remarquables d'historien d'Étienne Hajnal l'ont dirigé vers la synthèse d'histoire universelle. Comme beaucoup de ses confrères, il estimait, lui aussi, que les petits peuples ont dans ce domaine une mission toute spéciale et souveraine : s'ils réussissent à dégager de leurs évolutions particulières en partie divergentes, les traits communs et généraux, ils seraient en mesure de souligner des circonstances essentielles («Über die Arbeitsgemeinschaft kleiner Nationen», 1944).

L'historiographie hongroise qui d'ailleurs, n'est pas pauvre en tradition, n'a pu présenter un savant plus digne de cette synthèse que ne l'était Étienne Hajnal. «L'histoire des temps modernes» (1936—1943) est non seulement la clef de voûte de son oeuvre dans le domaine de l'histoire universelle, mais elle se

distingue, en même temps, comme l'ouvrage le plus éminent qui s'inscrit à l'actif de notre historiographie universelle, et qui peut, sans aucun doute, soutenir la comparaison avec les ouvrages d'histoire universelle étrangers ; il reflète fidèlement les problèmes qui préoccupaient l'auteur, même après l'achèvement de sa synthèse, et il est en même temps l'incarnation de la force d'évocation d'un historien d'un talent exceptionnel.

Si les résultats de l'activité d'Étienne Hajnal sont beaucoup moins connus qu'ils ne le méritent, c'est pour différentes raisons. Une de ces raisons est la gravité des problèmes qui le préoccupaient et la nouveauté de ses idées qui empêchaient non seulement la popularisation de sa conception mais constituait un obstacle même à la formation d'une école historique se groupant autour de sa personne. Une autre raison, c'était que ses études — y compris sa grande synthèse — ne furent pour la plupart éditées dans les grandes langues. Il convient de mentionner sous ce rapport la personnalité de leur auteur, caractérisée avant tout par la modestie. La science hongroise vient de perdre dans sa personne non seulement un historiographe d'un talent exceptionnel, qui par la profondeur de ses idées et par l'originalité de sa conception se distinguait dans toute l'historiographie hongroise, mais en même temps un historiographe au style exempt de toute fioriture et doué d'une force artistique extraordinaire, et une personnalité d'une modestie émouvante, animée d'une pure et profonde humanité.

I. Wellmann

Zoltán I. Tóth

(1911—1956).

Le 25 octobre 1956 mourut, dans des circonstances tragiques, Zoltán I. Tóth académicien, doyen de la Faculté d'Histoire de l'Université Eötvös Lóránd de Budapest et professeur de la chaire d'Europe Orientale. Historien, réorganisateur de l'enseignement de l'histoire à l'université, il nous a légué des oeuvres durables, mais il lui restait encore à remplir les plus grandes promesses de sa carrière, à voir s'épanouir son oeuvre. Sa mort prématurée représente une immense perte pour la vie scientifique hongroise et pour l'enseignement universitaire.

Il naquit en 1911 à Versec, en Roumanie. Après des études à l'Université de Kolozsvár et à la Sorbonne, il s'établit pour quelques années comme professeur de lycée à Szatmár, petite ville de la Transylvanie. Au début il ne se prépara pas à la carrière d'historien, c'était la musique qui l'attirait. Il était maître du violon, et hésita longtemps avant de s'arracher à la séduction de l'estrade des salles de concert, quitte à ne plus sacrifier à sa première grande passion qu'aux soirées musicales organisées avec ses amis musiciens. Mais il fut emporté par une passion encore plus puissante, celle des historiens à la recherche de la vérité et de la réalité. Il devint spécialiste de l'histoire de la question des nationalités.

Même si l'on tient compte de l'époque et du milieu dans lesquels il vivait et qui, par l'expérience quotidienne de l'oppression et l'animosité des nationalités, ne cessaient de rappeler à tous ceux qui s'intéressaient à l'histoire un des problèmes les plus graves du passé et du présent des peuples d'Europe Orientale,

on peut se demander ce qui avait amené cet homme doux, épris de solitude et d'art à se hasarder précisément sur ce domaine de l'histoire, où les luttes les plus âpres étaient engagées? Ceux qui l'ont connu et ont lu ses travaux ne peuvent douter que ce n'est point la simple curiosité, encore moins la recherche d'un problème «à la mode», mais bien sa conscience et son sentiment de responsabilité qui l'obligèrent à devenir historien du problème des nationalités. Toute sa vie Zoltán I. Tóth l'a passée à assumer des tâches lourdes, qui plus d'une fois semblaient dépasser ses forces. Il devait sans cesse faire violence à sa modestie naturelle, pour se placer en tête, pour prendre position, conduire et organiser, mais cette même nature, si fortement imprégnée du sentiment de la responsabilité ne lui permettait pas de se dérober au devoir dicté par sa conscience.

Ce devoir il le formule dans la préface de son oeuvre principale ; «Le premier siècle du nationalisme roumain en Transylvanie»: «Le devoir de l'historien est de montrer le développement du passé, afin que la vie puisse former un tout organique avec l'avenir. L'historien du bassin du Danube ne peut avoir de tâche plus grande, ni plus sacrée que de dégager le contenu réel dissimulé derrière l'agitation des nationalités, afin que nous nous connaissions mutuellement et que les tentations de notre imagination colorée et coupable ne nous entrainent pas à une vile guerre civile. Il faut que nous sachions enfin qui nous sommes, d'où nous venons, peut-être saurons nous alors mieux deviner où et comment nous devons aller pour pouvoir vivre en bonne entente et en paix.» Zoltán I. Tóth croyait à la mission de l'histoire qui est de rapprocher et de pacifier les peuples. Cette mission, il l'a considérait comme son devoir, elle est devenu pour lui un problème de conscience et l'objet de son sentiment de responsabilité.

En considérant son oeuvre sous cet aspect, du point de vue de la conscience et de la responsabilité, nous comprenons ce souci de philologue attentif à toutes les nuances, à toutes les allusions avec lequel il consulta ses sources. Cette acribie dans l'analyse des sources n'était point simplement la manie du savant, mais un effort dévoué à connaître la réalité historique. «L'histoire est la science de la réalité. Sans la connaissance de la réalité, tout ce que nous affirmons à propos du passé est illusion, et l'avenir que nous construisons sans elle sera mobile» — telle était la profession de foi de l'historien qui dans ses recherches était réellement guidé par la responsabilité de l'avenir. Aucune routine professionelle ne peut donner une telle sûreté aux jugements de l'historien que ce sentiment de la responsabilité. Ce n'est pas seulement sur les monuments du Moyen Age si pauvre en sources qu'il fit preuve de sa capacité d'analyse approfondie,[1] c'est avec le même soin qu'il étudia le matériel des temps modernes, matériel bien plus riche et qui avait séduit plus d'un chercheur à la légèreté. Recherchant ses sources avec une persévérance inlassable, il avait réuni une immense quantité de documents, dont, dans sa vie trop courte, il n'a pu élaborer qu'une partie. Il ne recula non plus devant la plus grande épreuve de patience que représente le travail le plus minutieux du métier, à savoir la mise au point de bibliographies. C'est en premier lieu à sa persévérance affrontant toutes les difficultés que nous devons la bibliographie de grande envergure de l'époque si mouvementée entre 1925 et 1867 de l'histoire hongroise.

S'il existe un sujet historique qui fait appel à tout l'arsenal méthodologique de la science historique et à tous les artifices de la critique des sources, c'est bien

[1] La formation de la conscience nationale roumaine dans la littérature de chroniques de la Moldavie et la Valachie. Magyar Történettudományi Intézet Évkönyve, 1942. Tuhutum et Gelou. Tradition et authenticité dans l'ouvrage d'Anonymus. Századok 1945—46.

la question des nationalités. Au moment où Zoltán I. Tóth, après tant d'années de silence et de préparation sortit, pour ainsi dire de l'obscurité, comme historien achevé et conscient de son but, et — sans quelqu'encouragement de la part de ses amis — se décida à se méler à la lutte engagée autour ce problème délicat, la guerre, cette guerre, au cours de laquelle — comme il avait écrit — «le nationalisme s'était livré aux pires exès de l'inhumanité, et a exhibé les déformations les plus repoussantes de la dignité humaine» — battait son plein. Et on n'assistait pas seulement aux horreurs du meurtre collectif, mais aussi à la participation d'une partie des historiens à la campagne générale de haine. Même ceux qui croyaient combattre de coupables préjugés, se rendaient parfois coupables de préjugé. Le domaine plus empoisonné de l'historiographie hongroise était précisément celui des relations hungaro-roumaines. Zoltán I. Tóth était du petit nombre de ceux qui ne voulaient pas lutter contre un autre peuple, mais contre la falsification de l'histoire qui détériorait les relations entre les peuples.

Ses premiers écrits étaient désignés contre les affirmations de propagande de l'historiographie bourgeoise roumaine, mais bientôt il abandonna la discussion. Il cherchait plutôt à pénétrer jusqu'à la racine des choses, et se mit à examiner le nationalisme, en tant que phénomène historique. C'est ainsi qu'il reconnut que le nationalisme, qui jadis avait prêté des ailes au développement des nations portait en soi, dès le commencement, les germes d'un chauvinisme destructif. Et en étudiant les circonstances de la naissance, du développement de cette idée dangereuse à double visage, il comprit également quil' ne s'agissait point ici d'un démon immatériel, mais bien du produit de forces sociales concrètes, produit dont la réalité prenait ses racines précisément dans ces forces : «La nationalité — écrit-il — n'est pas une île au milieu de l'Océan, elle ne vit point dans un heureux isolement, mais dans la société, la communauté des peuples. L'ordre impérieux de la coexistence oblige le chercheur à examiner la nationalité non seulement en elle-même, mais dans l'ensemble de la société des peuples. Toute étude des nations qui ne s'attache pas à comprendre les nationalismes dans la société des nations s'effectue dans le vide».

C'est sous le signe de cette conception que naquit l'analyse magistrale de la formation de la nation roumaine : «Le premier siècle du nationalisme roumain en Transylvanie» (1946). S'appuyant sur un riche matériel de source, l'auteur expose la transformation fondamentale qui s'opéra dans la conscience nationale roumaine au cours du XVIII[e] siècle en Transylvanie. Il montre comment la pensée religieuse fut releguée à l'arrière-plan, et céda la place à l'idée de la nation, dégage avec beaucoup de pénétration les rapports des diverses couches de la société avec l'idée de la nation. De cette façon-là, il fait sortir l'histoire des nationalités des ornières de l'histoire des idées. C'est sur ce point-là que s'était préparée la rencontre de l'auteur avec la conception marxiste de l'histoire qui lui permit plus tard de parvenir à une connaissance plus approfondie de la question des nationalités.

A cette époque (depuis 1941) il travaillait déjà à l'Institut Scientifique Pál Teleki, comme chef du groupe des recherches de l'histoire des nationalités. Lorsque, en 1949 l'Institut des Sciences Historiques marxiste fut fondé, Zoltán I. Tóth fut chargé de la direction de la section de recherches sur l'histoire de l'Union Soviétique et des démocraties populaires et en même temps de celle des travaux bibliographiques. De là il passa en 1953 à l'Université.

Le plus grand résultat des années qu'il passa à l'Institut des Sciences Historiques fut, à côté de la publication des trois volumes de la Bibliographie de

l'Histoire de la Hongrie, son ouvrage lauréat du Prix-Kossuth : «Mouvements paysans dans les montagnes au centre de la Transylvanie (Munții Apuseni) jusqu'en 1848» (1951). Ce livre, dans un domaine plus restreint, vient compléter en quelque sorte, ses recherches antérieures, d'une part par un nouveau matériel, d'autre part et surtout par la présentation des facteurs populaires décisifs au point de vue de la formation de la nation. Tandis que dans son ouvrage précédent l'attention de l'auteur s'était portée vers les couches sociales dirigeantes, véhicules de l'idéologie nationale, cette fois-ci il regarda au fond du processus historique, dans le vaste mouvement modelant l'histoire des classes opprimées.

En même temps qu'il parvint à une compréhension plus totale des racines sociales du problème des nationalités, le champs de ses recherches s'élargit également. Depuis longtemps il se sentait attiré vers l'époque la plus prometteuse et aussi la plus riche en déceptions douloureuses des relations hungaro-roumaines, la guerre d'indépendance de 1848—1849. Pendant les années de son sèjour à Paris, c'est pour ce sujet-là qu'il avait rassemblé du matériel, comptant écrire un vaste ouvrage d'ensemble. Malheureusement il ne put en achever que quelques études[2] dans lesquelles il analyse les possibilités de la coopération hungaro-roumaine et ses tentatives avortées, en cherchant avec un sentiment aigu de responsabilité la justification et la responsabilité des contemporains.

Dans les dernières années de sa vie, il s'efforçait, en dépassant les cadres des rapports hungaro-roumains, d'envisager les problèmes généraux de la question des nationalités. D'abord ce sont les évènements si mouvementés et si pleins d'enseignements de la révolution de 1848—49 qu'il soumit à un examen,[3] puis se joignant aux travaux de la rédaction du manuel universitaire, il commença à étudier l'époque du dualisme. C'est ainsi qu'il fut amené à tirer les conclusions théoriques de ses recherches. Dans son ouvrage rédigé pour le congrès des historiens à Rome,[5] il analyse le processus de la formation des peuples des États multinationaux, établit les divers types du développement, en faisant ressortir les grandes différences existant entre le développement national des peuples possédant une propre classe dirigeante féodale et ceux qui en étaient privés.

Zoltán I. Tóth nous a laissé relativement peu d'ouvrages de vulgarisation, son legs se compose d'ouvrages, d'articles rigoureusement scientifiques, communiquant des recherches originales. On aurait cependant tort d'en conclure qu'il n'était pas convaincu que la mission de l'histoire consistait à persuader à mobiliser les peuples. La façon dont il écrivait de ses héros, Ince Klein, Katalin Varga, Nicolae Bălcescu et les autres, la chaleur de son style, le dessin net des profils, la pulsation vivante de la personnalité montre que plus encore qu'aux grands processus et mouvements de l'histoire, c'est à l'homme qu'il s'intéressait.

[2] La question de l'alliance hongaro-roumaine en 1848. Századok 1948. Nicolae Balcescu. Századok 1953. Nicolae Bălcescu pour le ralliement des peuples hongrois et roumain en 1848 –49. «Magyar Történészkongresszus» (Congrès des Historiens hongrois) Budapest 1954.

[3] Kossuth et la question des nationalités en 1848—49. Kossuth-Emlékkönyv. (Album Commémoratif de Louis Kossuth) 1952. La politique du gouvernement Szemere à l'égard des nationalités. A Magyar Tudományos Akadémia Társadalom-történeti Osztályának Közleményei. (Bulletin de la section des Sciences sociales et historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie) II. 1952.

[4] La question des nationalités à l'époque du dualisme. Századok 1956.

[5] Quelques problèmes de l'Etat multinational dans la Hongrie d'avant 1848. «Études des Délégués Hongrois au X^{e} Congrès International des Sciences Historiques.» Budapest 1955.

Il voulait parler des hommes et pour les hommes. Chacun de ses écrits est imprégné de la volonté d'aider, de contribuer à la comprèhension, à la paix entre les peuples de l'Europe Orientale, excités les une contre les autres pendant de longs siècles. Ce n'est pas l'effet du hasard si Zoltán I. Tóth fut celui qui a préparé et soumis au Congrès des Historiens Hongrois en 1953 le projet contenant les directives théoriques et l'organisation de la collaboration scientifique de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire, projet qui constitue la base des relations qui ne cessent depuis de gagner en ampleur.

L'image tracée de Zoltán I. Tóth ne serait pas complète si on n'y faisait pas une part importante à son activité universaire. C'est lui qui organisa la faculté d'histoire indépendante à l'Université Eötvös Lóránd de Budapest. Assisté de collaborateurs, il élabora la réforme de l'enseignement universitaire, qui permit de mettre mieux en valeur le travail scientifique, l'élevation du niveau et le rehaussement des exigences. Mais en réalité il ne se sentait à son aise que dans le travail scientifique. Quoiqu'il aimât ses étudiants avec dévouement et que déjà une petite école d'historiens ait commencé à se former autour de lui, il ne cessait de penser avec nostalgie à son bureau tranquille, à ses fiches et à ses projets scientifiques à l'Institut des Sciences Historiques. Toutefois, jusqu'à sa mort il s'acquittait avec un dévouement absolu de toutes les tâches qui lui étaient confiées. Nous avons perdu en lui un vrai savant, un savant à propos de qui nous pouvons dire ce que lui, il avait écrit de Bălcescu, le héros de son dernier ouvrage inédit : «l'essence la plus pure de sa belle vie juste et loyale c'était: son humanité intégrale».

L. Makkai

Commémorations solennelles d'historiens hongrois à l'occasion du 40e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre

En novembre 1957, on a célébré dans le monde entier le 40e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, qui inaugure une êre nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Les historiens hongrois — qui depuis des années étudient les répercussions de cette révolution en Hongrie et dans le monde — ont tenu à cette occasion des sessions solennelles.

Le 1er novembre 1957 l'Institut d'Histoire Militaire, l'Institut du Parti Communiste Hongrois relevant de la compétence du Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, la Société Historique Hongroise, l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie et les Archives Nationales ont organisé une séance de conférences scientifiques.

Dans la présidence prirent place l'académicien Eric Molnár, directeur de l'Institut des Sciences Historiques, Győző Ember, membre correspondant de l'Académie, directeur général des Archives Nationales, Nicolas Horváth, lieutenant-colonel, commandant de l'Institut d'Histoire Militaire, Émeric Kubitsch, chef de section à l'Institut du Parti Communiste Hongrois, Émeric Tóth et Michel Vinke, combattants vétérans dans la révolution de 1917. Les conférences ont eu lieu en présence de plusieurs centaines d'auditeurs ; les collaborateurs des institutions historiques de Budapest, les enseignants d'histoire, les représentants des sciences apparentées et plusieurs personnes qui s'intéressaient à la thématique des conférences, ainsi que plus d'un des combattants vétérans hongrois étaient présents à la séance.

La séance fut ouverte par l'académicien *Eric Molnár*. Après le discours d'ouverture ce fut *Ladislas Réti*, collaborateur de l'Institut du Parti Communiste Hongrois qui prononça sa conférence sur «La révolution prolétarienne hongroise, première adhérente de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre». Ensuite ce fut le tour de *Georges Milei*, qui dans son «co-rapport» parla de «La formation et de l'activité du Groupe Hongrois du Parti Communiste (bolchévique) de Russie en 1918.» Après *Georges Milei* c'est *Émeric Tôth* qui lui succéda à la tribune pour exposer dans son allocution la participation des prisonniers de guerre hongrois aux luttes menées pour l'épuration de la ville de Moscou et pour l'occupation du Kremlin. Après cette intervention suivie de vifs applaudissements, ce furent *Eugène Györke* et *Antoine Józsa*, qui ont donné lecture de leur intervention intitulée «Internationalistes hongrois dans la Grande Révolution Socialiste d'Octobre et dans les guerres civiles». *Michel Vinke*, ancien membre du Groupe Hongrois du Parti Communiste (bolchévique) de Russie, parla de l'activité de ce groupe, et des choses vécues qui avaient trait à la personne de Lénine et de Béla Kun. Le rapport fut suivi par le «co-rapport» de Madame *Ilona Gábor*, collaboratrice de l'Institut du Parti Communiste Hongrois, sur «Les répercussions des mouvements révolutionnaires de Russie dans les lettres des travailleurs hongroises adressées aux prisonniers de guerre». La dernière conférence de la scéance fut tenue par *Zoltán Baksay*, collaborateur de l'Institut des Sciences Historiques sur «La Grande Révolution Socialiste d'Octobre et les ouvriers de Csepel».

La série des commémorations solennelles se termina par le discours de clôture d'*Émeric Kubitsch*.

(Dans le programme original de la séance figuraient encore les «co-rapports» suivants: *François Mucsi*: «L'influence exercée par la révolution russe de février 1917 sur la Hongrie», *Guillaume Sándor*: «La désagrégation de la Monarchie Austro-Hongroise et la Grande Révolution Socialiste d'Octobre», *Suzanne L. Nagy*: «Mouvements révolutionnaires en Transdanubie en 1917—1918». Cependant, faute de temps, ces «co-rapports» n'ont pu être lus au cours de la séance. Ils seront insérés dans le procès-verbal à publier.)

Les 5 et 6 novembre 1957 c'est l'Académie des Sciences de Hongrie qui organisa une séance solennelle à l'occasion du 40e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre. A la séance, présidée par *Louis Ligeti*, vice-président de l'Académie, étaient aussi présents *Jules Kállai*, ministre des Affaires Culturelles, *P. T. Komarov*, chef de la délégation soviétique séjournant en Hongrie, *M. N. Javoronkov*, membre correspondant de l'Académie des Sciences de l'Union Soviétique.

Dans la salle des fêtes archi-comble de l'Académie, après les propos de salutation de *M. N. Javoronkov*, c'est l'académicien *Eric Molnár* qui donna lecture de son allocution solennelle intitulée: «La Grande Révolution Socialiste d'Octobre».

Parallèlement à cette séance solennelle, la Section des Sciences Sociales et Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie organisa une séance de caractère analogue. La première conférence y a été tenue par *Georges Göncöl*, chef de section à l'Institut d'Économie Politique, sur «Économie et politique dans la théorie de Lénine sur l'impérialisme». Le rapporteur suivant était *Guillaume Sándor*; il traitait de «La désagrégation de la Monarchie Austro-Hongroise et la Grande Révolution Socialiste d'Octobre». Le rapport de clôture d'*Étienne Kovács*, directeur adjoint à l'Institut pour les Sciences d'État et de Droit, porta le titre «La première constitution soviétique».

A la séance scientifique organisée par l'Université d'Économie Politique Karl Marx pour la célébration du 40e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre nous avons entendu une conférence historique tenue par *P. S. Pach*, professeur d'Université, prix Kossuth, sur «Analogie et différences de l'Évolution agrairienne «de voie prussienne» en Hongrie et en Russie dans la deuxième moitié du XIXe siècle».

Nous reviendrons sur l'analyse des conférences et des co-rapports de ces séances solennelles.

L'assemblée générale du Comité International des Sciences Historiques à Lausanne

C'est le 19 juin 1957 qu'a eu lieu à Lausanne l'assemblée générale annuelle du Comité International des Sciences Historiques, organisation internationale des historiens. Le Comité National des Historiens Hongrois y était représenté par l'académicien Eric Molnár. Le 4 juillet 1957, Eric Molnár fit un compte-rendu sur le travail de l'assemblée générale au Comité des Sciences Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie.

Des 38 membres du Comité, 27 pays seulement et 5 organisations internationales se sont fait représenter à l'assemblée générale. L'assemblée générale vota l'admission d'un nouveau membre, la société de l'Humanisme et de la Renaissance.

Dans son allocution d'ouverture, le président du Comité a évoqué en de termes émus le souvenir de la camarade A. M. Pankratova, décédée cette année, qui, en sa qualité de membre du Bureau du Comité, vient d'être remplacée par A. A. Grouber, académicien, chef de section de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie des Sciences de l'URSS. A la place du regretté professeur Anlund, vice-président du Comité, l'assemblée générale a élu le professeur suédois Huger.

Dans son rapport, le secrétaire général a annoncé que l'UNESCO avait invité le Comité à se charger de la direction de la série Cahiers de l'Histoire Mondiale, publiée jusqu'à présent par les soins de l'UNESCO. Le secrétaire général communiqua à l'assemblée générale que le Bureau du Comité n'approuvant pas cette idée, il n'a formulé aucune proposition à ce sujet. Le Bureau estime que la série n'ayant pas été fondée sur l'initiative du Comité, il n'était pas opportun d'intervenir dans un état aussi avancé de la publication. Le secrétaire général informa par la suite l'assemblée générale de la parution de la bibliographie internationale de l'année 1955 et de l'état de travaux de la bibliographie de l'année 1957. Il invita les délégués à agir de sorte que les différents organes nationaux fassent parvenir à temps au secrétariat le matériel de la bibliographie de 1957. L'assamblée générale a modifié le règlement des comités de façon à permettre la création de groupes de travail à l'intérieur des différents comités. Le champs des recherches confiées aux comités est en effet assez vaste pour être réparti en différents sujets d'un intérêt plus restreint, dont chacun pourra faire l'objet des recherches des groupes de travail.

Le rapport a traité en détail des problèmes des différents comités. Le secrétaire général a annoncé que le comité chargé des questions des banques et des échanges avait suspendu son activité. L'assemblée générale en a pris acte. A été dissous de même le comité iconographique, dont le matériel vient d'être remis à la société de l'Humanisme et de la Renaissance. En ce qui concerne le comité démographique, on estime que ce comité doit être maintenu et que son activité doit être intensifiée. De même subsistent les comités s'occupant de l'histoire des corps représentatifs nationaux et des mouvements sociaux. C'est dans le cadre de ces comités que seront en premier lieu créés les groupes de travail, dont il était question plus haut. Le comité de l'histoire diplomatique n'a guère fait parler de lui. Arrivé à peu près au terme de son travail, ce comité publiera un répertoire dont le troisième volume paraîtra en 1960. A ce propos, le délégué français M. Renoir, a suggéré que l'assemblée désigne un nouveau comité chargé de l'étude des grands voyages et découvertes, étude étroitement liée à celle de l'histoire du commerce médiéval. Cependant, la création de nouveaux comités étant du ressort exclusif du Congrès, il faut attendre le prochain congrès qui se tiendra en 1960 à Stockholm.

M. Fawtier, ancien secrétaire général du Comité a proposé que dans le prochain numéro de la revue du Comité, les différents comités nationaux insèrent un bref compte-rendu sur l'activité des sciences historiques dans leurs pays respectifs, au cours de la période précédente. Il a en outre proposé que les comités nationaux s'abonnent à un nombre déterminé d'exemplaires du périodique. L'assemblée générale a accepté toutes les deux propositions.

Un des points les plus importants de l'ordre du jour a été le congrès de Stockholm, prévu pour 1960. Comme on sait, les sujets des comptes-rendus ont dû être préalablement soumis au Bureau du Comité. 215 propositions concernant les comptes-rendus ont été formulées, alors que, aux termes de la décision du Comité le nombre des conférences ne s'élèvera qu'à 30. Les autres comptes-rendus seront résumés sous forme de brèves communications, se rattachant au sujet des comptes-rendus. Les délégués qui n'ont pas été invités à faire une telle communication, pourront développer leur opinion sous forme d'interventions. En plus des 30 comptes-rendus qui seront faits au congrès, il faut prévoir environ 130 à 140 communications. Les comptes-rendus doivent être adressés au Comité d'Organisation suédois à Stockholm, avant le printemps 1959.

Les problèmes relatifs au sujet et au nombre des comptes-rendus assignés aux différents pays ont été traités à la session du 2 juin. Tout ce qui avait été communiqué à ce sujet à l'assemblée générale par le Bureau, c'est que le Congrès désirait se consacrer plus particulièrement à l'histoire des idées, à l'histoire de l'antiquité non-classique et aux questions de méthodologie.

Le délégué hongrois n'était pas en mesure d'attendre la décision de la session du 2 juin du Bureau, mais selon les informations préalables les Etats-Unis et l'Union Soviétique obtiendraient chacun 3, l'Angleterre et la France 2 comptes-rendus chacune, et le reste serait réparti entre les historiens des autres pays.

Après que Eric Molnár eut fait son rapport, le Comité National des Historiens Hongrois a été avisé par le Bureau que les historiens hongrois ne pourraient pas présenter de compte-rendu au congrès de Stockholm. C'est avec un profond regret que le Comité National a pris note de cette décision du Bureau, et dans une lettre adressée au Bureau il en a demandé la modification.

La publication des deux premiers tomes du manuel d'enseignement universitaire: «Histoire de Hongrie»

En mai 1957 ont paru les deux premiers tomes du manuel d'enseignement universitaire «Histoire de Hongrie».

Les travaux relatifs aux manuels universitaires d'histoire ont débuté en 1950 à l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie. C'est avec le concours d'une nombreuse équipe de chercheurs que l'Institut s'est mis à l'exécution de l'importante tâche que constitue la mise au point de la synthèse marxiste de l'histoire de Hongrie attendue depuis si longtemps. Pour la mise au point de problèmes en suspens ou non encore élucidés, des études préliminaires, souvent de l'ampleur d'une monographie ont été préparées et contribuèrent dans une grande mesure à avancer les travaux. En même temps les auteurs des volumes entreprirent des recherches individuelles en vue de mettre à jour certaines questions dont l'éclaircissement semblait indispensable à l'élaboration des tendances principales du développement de l'histoire hongroise.

Le texte des deux tomes qui viennent de paraître a été discuté devant un large public, et les résultats des discussions furent mis à profit par les auteurs lors de l'établissement du texte définitif.

Le tome I/1 embrasse l'histoire de la Hongrie à partir de la conquête du pays jusqu'en 1526. Emma Lederer y traite de l'époque allant de la conquête jusqu'au début du XIV$^{\text{ème}}$ siècle, correspondant aux débuts de la féodalité en Hongrie. Lajos Elekes et György Székely, auteurs de la deuxième partie du tome, s'occupent de l'histoire de la féodalité florissante, période qui va des années 20 du XIV$^{\text{ème}}$ siècle, jusqu'en 1526. Le tome II/1 par Endre Arató, Gyula Mérei, György Spira et Zoltán Varga embrasse l'histoire de Hongrie entre 1790 et 1849, l'époque de la transition

de la féodalité au capitalisme. Les auteurs analysent en détail — entre autres — l'histoire de la résistance nationale s'organisant après la mort de Joseph II, le mouvement des réformes, prenant racine dans le sol de la crise générale de la féodalité et l'histoire de la révolution bourgeoise et la guerre d'indépendance de 1848—49.

En plus de ces deux volumes, on achève d'imprimer le tome I/2 traitant de l'époque entre 1526 et 1790. C'est à fin de l'année 1957 que l'Institut compte organiser la discussion sur le manuscrit du tome qui retrace l'histoire de l'époque entre 1849 et 1880. Les discussions sur les autres parties du manuel auront lieu probablement en 1958.

I. Extrait du répertoire des ouvrages historiques (livres, études, articles) parus en 1956

1. Список избранных произведений (книг, исследований, статей) по истории, вышедших в Венгрии в 1956 г.

1. Bibliographies — Библиографии

Dezsényi Béla—Falvay Zoltán—Fejér Judit: A magyar sajtó bibliográfiája 1945—1954. [Bibliographie de la presse hongroise 1945—1954. — Библиография венгерской печати 1945—1954 гг.] Budapest. 1956. Művelt Nép. 159 p. (Az Országos Széchényi Könyvtár kiadványai 36.)

B. Gönczi Éva—Szabó Erzsébet: Az 1955. évi magyar művészettörténeti irodalom bibliográfiája. [Bibliographie de la littérature de l'historie d'art hongroise en 1955. — Библиография венгерской литературы по истории искусств в 1955 г.] MűÉ. 1956. vol. 5. fasc. 2—3. p. 231—250.

Külföldi történeti folyóiratok repertóriuma. [Répertoire des revues historiques étrangères. — Репертоpий заграничных исторических журналов.] TIÉ. 1956. vol. 7. fasc. 1—2. p. 183—198.

Lipták P(ál)—Nemeskéri J(ános): La bibliographie de l'anthropologie historique en Hongrie. 1945—1955. [Библиография исторической антропологии в Венгрии. 1945—1955.] Crania Hungarica. 1956. tom. 1. no. 1. p. 33—36.

A magyar munkásmozgalom történetéről szóló cikkek jegyzéke. (1955 január—1956 június.) [Articles sur l'histoire du mouvement ouvrier hongrois (janvier 1955—juin 1956). — Список статей по истории венгерского рабочего движения (Январь 1955 г. — июнь 1956 г.] MMIÉ. 1955. vol. 1. fasc. 4. PtK. 1956. vol. 2. fasc. 1—3.

A magyar munkásmozgalom történetével foglalkozó, 1955-ben megjelent könyvek. [Ouvrages parus en 1955 sur l'histoire du mouvement ouvrier hongrois. — Книги по истории венгерского рабочего движения, вышедшие в 1955 г.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 2. p. 192—194.

Mutató a Hadtörténelmi Közlemények 1888—1943. évfolyamaihoz. 1—44. évf. Összeáll. a Hadtudományi Könyvtár munkaközössége: Kovalcsik József, Rázsó Gyula stb. [Index des années 1888—1943 des Hadtörténelmi Közlemények (Comptes Rendus d'Histoire Militaire). Réd. par la communauté de travail de la Bibliothéque des Sciences des Armes: József Kovalcsik, Gyula Rázsó etc. — Указатель к томам 1—44 журнала Hadtörténelmi Közlemények (Известия по военной истории) за гг. 1888—1943. Составлен коллективом Библиотеки военных наук: Йожеф Ковальчик, Дьюла Ражо и т. д.] Budapest, 1956. Hadtört. Intézet. 311 p.

Sándor István: Magyar néprajztudomány 1945—1955. Válogatott bibliográfia. [Science ethnographique hongroise 1945—1955. Bibliographie choisie. — Венгерская этнография 1945—1955. Избранная библиография.] Budapest. 1956. Tankönyvkiadó. Soksz. 68 p. (Bibliográfiák az egyetemi oktatás számára 8.)

Sopron bibliográfiája (1943. szept. 1-től 1954. dec. 31-ig). [Bibliographie de Sopron (1 sept. 1943 — 31 dec. 1954) — Библиография города Шопрон (с 1-го сент. 1943 г. по 31-ое янв. 1954 г.)] SSz. 1955. vol. 9. fasc. 1—4., 1956. vol. 10. fasc. 1—2.

2. Ouvrages généraux et recueils d'études — Общие труды и сборники

Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae. Tom. II. 1955. (Szerk. Berényi Dénes. Közrem. Barta János, Gáspár Rezső stb.) [Réd. sous la dir. de Dénes Berényi, avec la coll. de János Barta, Rezső Gáspár etc. — Сборник Дебреценского университета им. Лайоша Кошута. Том II. (Ред. Денеш Берени, при помощи Яноша Барта, Реже Гашпар и т. д).] Budapest. 1955 (1956), Tankönyvkiadó. 289 p.

Du contenu: Из содержания сборника:

Bajkó Mátyás: A debreceni felsőoktatás a reformkorban. [L'enseignement supérieur à Debrecen à «l'époque des réformes». — Высшее образование в Дебрецене во время «эпохи реформ.»]

Bán Imre: Apáczai Csere János beszéde „A

bölcsesség tanulásáról". [Le discours de János Apáczai Csere : «Sur l'étude de la sagesse». — Доклад Яноша Апацаи Чере «Об изучении мудрости.»]

Kardos Pál : A „Nyugat" debreceni kapcsolatai. [Les rapports de la revue «Nyugat» avec Debrecen. — Связи журнала Nyugat (Запад) с городом Дебрецен.]

Rácz István : Az 1841. évi szatmári 12 pont. [Les 12 points de Szatmár de l'année 1841. — 12 сатмарских пунктов 1841 г.],

Szendrei István : A szatmári béke első kihirdetése. [La première promulgation du traité de paix de Szatmár. — Первое объявление о Сатмарском мире.]

*

Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae. Tom. III/1. 1956. (Szerk. Berényi Dénes. Közrem. Barta János.) [Réd. par Dénes Berényi, avec la coll. de János Barta. — Сборник Дебреценского университета им. Лайоша Кошута. Том III. (Ред. Денеш Берени, при помощи Яноша Барта).] — Budapest. 1956, Tankönyvkiadó. 203 p.

Du contenu : Из содержания сборника :

Farkas Dezső : A bolsevikok harca a III. Internacionálé megteremtéséért az 1914—1917-es években. [La lutte des bolchéviks pour la création de la IIIe Internationale dans les années 1914—1917. — Борьба большевиков за создание III. Интернационала в 1914—1917 гг.]

Jausz Béla : Maróthy György, a magyar nevelésügy egyik jelentős úttörője a XVIII. században. [György Maróthy, pionnier de l'enseignement hongrois au XVIIIe siècle. — Дьердь Мароти, один из знаменитых пионеров в области дела воспитания в Венгрии XVIII в.]

Angyal Endre: Kollár János, az ember és az író. [Jan Kollár, l'homme et l'écrivain. — Ян Коллар, человек и писатель.]

Varga Zoltán: Debrecen szerepe a földreformért folytatott harcban a felszabadulás után. [Le rôle de la ville de Debrecen dans la lutte pour la réforme agraire après la libération. — Роль города Дебрецен в борьбе за земельную реформу после освобождения страны.]

Rácz István : A szabadelvűség vándorapostola (Somogyi Antal). [L'apôtre—pélerin du libéralisme. — Странствующий апостол либерализма.]

Bajkó Mátyás : Adalék Beregszászi Pál „Rajz Oskolájának" történetéhez. [Contribution à l'histoire de l' «École de Dessin» de Pál Beregszászi. — Данные к истории «Школы чертежа» Пала Берегсаси.]

Kardos Pál : Móricz Zsigmond nyilatkozata és levele a „Légy jó mindhalálig" debreceni bemutatójáról. [Déclaration et lettre de Zsigmond Móricz à l'occasion de la première de sa pièce «Légy jó mindhalálig» (Soisbon jusqu'à ta mort) à Debrecen. — Интервью и письмо Жигмонда Мориц о премьере спектакля «Будь добрым до самой смерти» в городе Дебрецен.]

*

Babics András : A vasérckutatás története a Mecsek hegységben. [L'histoire de l'exploitation du minerai de fer dans les montagnes de Mecsek. — История исследования железной руды в горах Мечек.] Pécs 1955. (1956). 39 p. (Dunántúli tudományos gyűjtemény 3.)

Béres András—Módy György : A hajduság történetének és néprajzának irodalma. (Források, tanulmányok, cikkek.) Bev. Balogh István. [La littérature de l'histoire et de l'ethnographie des Haïdouks. (Sources, études, articles). Préface par István Balogh. — Литература по истории и этнографии хайдуков. (Источники, исследования, статьи.) Введ. Иштван Балог.] Debrecen 1956. 51 p. (Alföldi füzetek 3.)

Berlász Jenő : Az Akadémiai Könyvtár történetének vázlata. [Esquisse de l'histoire de la Bibliothèque de l'Académie. — Очерки по истории Библиотеки Академии Наук.] MK. 1956. vol. 72. fasc. 3. p. 203—216.

Borbíró Virgil—Valló István : Győr városépítéstörténete. [L'histoire des travaux d'urbanisme de la ville de Győr.— История градостроительства города Дьер.] — Budapest. 1956, Akadémiai Kiadó, 324 p., 1 t., 4 c.

*

Budapest régiségei. A Budapesti Történeti Múzeum évkönyve. 17. Szerk. Gerevich László. [Antiquités de Budapest. Annales du Musée Historique de Budapest. T. 17. Réd. par László Gerevich. — Древности Будапешта. Ежегодник Будапештского Исторического музея. т. 17. Ред. Ласло Геревич.] Budapest, 1956, Akadémiai Kiadó. 367 p., 2 t.

Du contenu : Из содержания сборника :

Gerevich László : Buda szerepe a magyarországi gótikus építészetben és az európai stílusáramlatokban. [Le rôle de Buda dans l'architecture gothique en Hongrie et dans les courants de style européens. — Роль города Буда в готической архитектуре Венгрии и в европейских направлениях стиля.]

Voit Pál—Holl Imre : Hunyadi Mátyás budavári majolikagyártó műhelye. [L'atelier de céramique du roi Matthias au château de Buda. — Мастерская по производству майолики короля Матиаса Хуняди в крепости Буда.]

Holl Imre : Adatok a középkori magyar fazekasság munkamódszereihez. [Données sur les méthodes de travail de potiers hongrois au moyen-âge. — Данные к приемам работы средневекового венгерского гончарного ремесла.]

Huszár Lajos : A budai várpalota ásatásainak éremleletei. [Les trouvailles de monnaies provenant des fouilles du château de Buda. — Монетные находки при раскопках крепостного дворьца Буда.]

G. Magyar Mária : A budai vár fegyverleletei. [Les trouvailles d'armes provenant des fouilles du château de Buda. — Оружейные находки в крепости Буда.]

Gerő Győző : Adatok a budai vár törökkori építészetéhez. A Fehérvári rondella építéstörténete. [Données relatives à l'architecture du château de Buda pendant l'époque turque. L'histoire de la construction de la rondelle de Fehérvár. — Данные к истории строительства крепости Буда во время турецкого господства. История строительства Фехерварской ронделлы.]

Pataky Dénesné : A pest-budai fémművesség emlékei Csongrád megye egyházaiban. [Souvenirs de l'orfèvrerie de Pest-Buda dans les églises du comitat de Csongrád. — Памятники металлообрабатывающего искусства города Пешт-Буда в церквях комитата Чонград.]

Zakariás G. Sándor : Adatok a budavári kutak történetéhez. [Contribution à l'histoire des puits du château de Buda. — Данные к истории колодцев в крепости Буда.]

Németh Endre : Budapest régészeti irodalma. [La littérature archéologique de Budapest. — Археологическая литература города Будапешт.]

*

Cennerné Wilhelm Gizella : Hunyadi János a magyar képzőművészetben. [János Hunyadi dans les arts plastiques hongrois. — — Янош Хуняди в венгерском изобразительном искусстве.] Szabad Művészet. 1956. vol. 10. fasc. 8. p. 351—358.

*

A Debreceni Kossuth Lajos Tudományegyetem Könyvtárának évkönyve 1955. [Annales de la Bibliothèque de l'Université Kossuth Lajos de Debrecen. 1955. — — Ежегодник библиотеки Дебреценского университета им. Лайоша Кошута за г. 1955.] Debrecen 1956. Soksz. 414 p.

Du contenu : Из содержания сборника :

Módis László : A magyarországi tájbibliográfiák ügye. (A tájbibliográfiai ankét tanulságai.) [Le problème des bibliographies des contrées de la Hongrie (Enseignements d'une conférence). — Дело краеведческих библиографий в Венгрии. (Уроки анкеты по краеведческим библиографиям).]

Ember Ernő : A debreceni időszaki sajtó 1867—1900. I. [La presse périodique de Debrecen 1867—1900. I. — Периодическая печать города Дебрецен в 1867—1900 гг. Часть I.]

Bertók Lajos : Debreceni könyvkiadványok példányszámai, ára, kelendősége Tóth Ferenc provizorsága idején (1817—1832). [Nombre d'exemplaires, prix et écoulement des livres publiés à Debrecen à l'époque du proviseur Ferenc Tóth (1817—1832). — — Тираж, цена и сбыт книжных изданий в городе Дебрецен во время провизора Ференца Тот (1817—1832 гг.).]

*

Debreczeni Pál : A szocialista realista történelmi regényről. [Sur le roman historique socialiste-réaliste. — О социалистическом-реалистическом историческом романе.] FK. 1956. vol. 2. fasc. 3. p. 239—249.

Dercsényi Dezső—Pogány Frigyes : Pécs. Munkatárs : Szentkirályi Zoltán. [Pécs. Collaborateur : Zoltán Szentkirályi. — Город Печ. Сотрудник : Золтан Сенткирали.] Budapest, 1956. Műszaki Kiadó. 263 p., 1 c. (Városképek, műemlékek.)

*

Az Egri Pedagógiai Főiskola évkönyve. 2. (Szerk. Bakos József.) [Annales de l'École Supérieure de Pédagogie d'Eger. 2. (Réd. par József Bakos). — Ежегодник Педагогического института в городе Эгер (Ред. Йожеф Бакош.)] — Eger, 1956. 648 p., 25 t. (Acta Academiae Pedagogicae Agriensis 2.)

Du contenu : Из содержания сборника :

Bakos József : Nyelv és iskola. (Fejezetek a magyar nyelvtanítás történetéből. 1849—1900.) [Langue et école. (Chapitres de l'histoire de l'enseignement de la grammaire hongroise. 1849—1900). — Язык и школа. (Главы из истории преподавания венгерской грамматики в 1849—1900 гг.)]

Darvas Andor : A Horthy-korszak fizika tanításának világnézeti vonatkozásai. [Conception du monde se reflétant dans l'enseignement de la physique à l'époque de Horthy. — Мировоззрение и преподавание физики во время режима Хорти.]

Hahn István : A történelmi szeminárium a főiskolán. [Le séminaire d'histoire à l'école supérieure. — Исторический семинар в педагогическом институте.]

Bakos József : Adatok a magyar tanítási nyelv fejlődéstörténetéhez 1527—1790. [Contribution au développement de la langue d'enseignement hongroise 1527—1790. — Данные к истории развития венгерского языка преподавания в 1527—1790 гг.]

Bihari József : Fejezetek az egri szerbek és görögök történetéből. [Chapitres de l'histoire des Serbes et des Grecs de Eger. — Из истории сербов и греков в городе Эгер.]

Szántó Imre : Zöld Marci. (Betyárvilág Heves és Külső-Szolnok megyében a 19. század első évtizedeiben.) [Zöld Marci. (Banditisme dans les comitats de Heves et Külső-Szolnok dans les premières décades du 19ème siècle). — Марци Зельд. (Хозяйничание разбойников в комитатах Хевеш и Солнок—Внешний в первые десятилетия XIX в.)]

Szántó Imre : Adalékok a magyarországi mezőgazdaság fejlődéséhez a napóleoni háborúk korában. [Contribution à l'histoire du développement de l'agriculture hongroise à l'époque des guerres napoléoniennes. — Данные к развитию сельского хозяйства Венгрии во время наполеоновских войн.]

Hahn István : Egy városi felkelés a kései császárkor idején. [Une insurrection urbaine à l'époque de l'Empire Romain. — Городское восстание во время поздней римской империи.]

*

Emlékkönyv Pais Dezső hetvenedik születésnapjára. (Nyelvészeti tanulmányok.) Írták tisztelői, barátai és tanítványai. Szerk. Bárczi Géza, Benkő Loránd. [Hommages à Dezső Pais à l'occasion de son 70e anniversaire de ses admirateurs, amis et disciples. (Etudes linguistiques). Réd. par Géza Bárczi, Loránd Benkő. — Сборник в честь 70-летия Деже Пайш. (Лингвистические исследования.) Написали поклонники, друзья и ученики. Ред. Геза Барци, Лоранд Бенке.] Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó, 711 p., 5 t., 2 c.

Du contenu : Из содержания сборника :

Hajdu Péter : A szamojéd nyelvhasonlítás Magyarországon. [Recherches comparatives concernant le samoyède en Hongrie. — Сравнительное языковедение ненцев в Венгрии.]

A. Kövesi Magda : A Debreceni Grammatika és Kazinczy vádjai. [La «Debreceni Grammatica» et les accusations de Kazinczy. — »Дебреценская грамматика» и обвинения Казинци.]

Rubinyi Mózes : Verseghy Ferenc. [Ferenc Verseghy. — Ференц Вершеги.]

Szabó T. Attila : Az erdélyi magyar oklevélszótár műhely-kérdései. [Problèmes d'atelier du dictionnaire de diplômes hongrois de Transylvanie. — Вопросы подготовки словаря венгерских грамот в Трансильвании.]

Czeglédy Károly : A magyar népnév legrégibb előfordulásai a forrásokban. [Les mentions du nom de peuple magyar dans les sources les plus anciennes. — Самые древние появления этнического названия венгерского народа в источниках.]

Györffy György : A tihanyi alapítólevél földrajzi névazonosításaihoz. [Contribution à l'identification des noms géographiques de la charte de fondation de Tihany. — К вопросу об отождествлении географических имен учредительной грамоты аббатства Тихань.]

Karácsony Sándor Zsigmond : Személyneveink 1600-tól 1700-ig. [Noms de personne hongrois entre 1600 et 1700. — Наши личные имена с 1600 по 1700 г.]

Imre Samu : A „Szabács viadala" eredeztetésének kérdéséhez. [De la question de l'origine du poème épique «Prise de Szabács». — К вопросу о происходе песни «Взятие Сабача.»]

Király Péter : Az esztergomi „ómagyar" nyelvemlék. [Le monument linguistique d'«ancien hongrois» de Esztergom. — «Древневенгерский» языковой памятник в Эстергоме.]

*

Az Eötvös Lóránd Tudományegyetem évkönyve, 1955. Fel. szerk. Tamás Lajos. [Annales de l'Université Eötvös Loránd. 1955. Gérant : Lajos Tamás. — Ежегодник Университета им. Лоранд Этвеш. Ответств. ред. Лайош Тамаш.] Budapest, 1956. Tankönyvkiadó. 570 p.

Du contenu : Из содержания сборника :

Pirnát Antal : Kolozsvár Dávid Ferenc évtizedeiben. [Kolozsvár à l'époque de Ferenc Dávid. — Город Коложвар (Клуж) в десятилетия Ференца Давид.]

Tőkei Ferenc : A rabszolgatartás patriarchális formái a Csou-kori Kínában. [Les formes patriarchales de l'esclavage dans la Chine à l'époque Tch'eou. — Патриархальные формы рабовладения в Китае при династии Чжоу.]

Eckhardt Sándor : Apponyi Rudolf igazi naplója. [Le vrai journal de Rudolf Apponyi. — Подлинный дневник Рудольфа Аппони.]

Lóránt Endre : A jakobinusok irodalom- és kulturális politikája. [La politique littéraire et culturelle des Jacobins. — Литературная и культурная политика якобинцев.]

G. Fazekas Erzsébet : A népi demokratikus forradalom előfeltételei érlelődésének néhány kérdése Magyarországon a felszabadulás előtt. [Quelques problèmes du murissement des conditions préliminaires de la révolution populaire démocratique en Hongrie avant la libération. — Некоторые вопросы созревания предпосылок народно-демократической революции в Венгрии перед освобождением.]

Galántai József : A szovjet hadsereg segítsége a magyar népnek a felszabadulás idején.

[L'aide prêtée par l'armée soviétique au peuple hongrois lors de la libération. — Помощь Советской Армии венгерскому народу во время освобождения.]

Kerékgyártó Elemér : Az értelmiség szerepének néhány problémája a szocializmusért folyó harcban. [Quelques problèmes du rôle des intellectuels dans la lutte pour le socialisme. — Некоторые проблемы роли интеллигенции в борьбе за социализм.]

A magyar középkorral foglalkozó marxista történeti irodalom a felszabadulás után. (Írták : a középkori magyar történeti tanszék munkatársai.) [La littérature historique marxiste relative au moyen-âge hongrois après la libération. (Par les collaborateurs de l'Institut d'histoire médiévale hongroise.) — Марксистская историческая литература по истории Венгрии в средние века — после освобождения. (Составили сотрудники кафедры по истории Венгрии в средние века.)]

Siklós András : A Tanácsköztársaság történetével foglalkozó marxista irodalom. [La littérature marxiste traitant de l'histoire de la République des Conseils. — Марксистская литература по истории Венгерской Советской республики.]

Borzsák István : Ókorkutatásunk helyzete. [Situation des recherches sur l'antiquité en Hongrie. — Положение исследований по древней истории в Венгрии.]

*

Az Esterházy-család hercegi ágának levéltára. Összeáll. Bakács István. [Les archives de la branche ducale de la Famille Esterházy. Publ. sous la dir. de István Bakács. — Архив княжеской ветви семьи Эстерхази. Сост. Иштван Бакач.] Budapest, 1956. Levéltárak Orsz. Közp. Soksz. 276 p. (Levéltári leltárak 2.)

Esze Tamás : A kuruc szabadságharc ábrázolása irodalmunkban. [La guerre de l'indépendance des kouroutz dans notre littérature. — Изображение освободительной войны куруцев в нашей литературе.] — Csillag. 1956. vol. 10. fasc. 8. p. 345—355.

Fogarasi Béla : A Szovjetunió Kommunista Pártjának XX. kongresszusa és az ideológiai tudományok néhány kérdése. Donáth Ferenc, Pach Zsigmond Pál stb. hozzászólásával. [Le XX^{e} congrès du Parti Communiste de l'URSS et quelques problèmes des sciences idéologiques. Avec interventions de Ferenc Donáth, Pál Zsigmond Pach etc. — XX. съезд КПСС и некоторые вопросы идеологических наук. С выступлениями Ференца Донат, Пала Жигмонда Пах и т. д.] MTATT. 1956. vol. 8. fasc. 1. p. 35—68.

Földes Éva : Fejezetek a magyar testnevelés történetéből. 1. Testnevelési főiskolai tankönyv. [Chapitres de l'histoire de la culture physique hongroise. 1. Manuel d'enseignement de l'École Supérieure de Culture Physique. — Из истории венгерской физкультуры. I. Учебник для Института физкультуры.] Budapest, 1956. Sport Kiadó. 266 p.

Granasztói Pál : A magyar városépítészet sajátosságai. [Particularités de l'urbanisme en Hongrie. — Особенности венгерского градостроительства.] Településtudományi Közlemények. 1956. fasc. 8. p. 28—40., 3c.

Kiss Artur : A néptömegek és a személyiségek történelmi szerepéről. [Sur le rôle historique des masses et des personnalités. — Об исторической роли народных масс и личностей.] Budapest, 1956. Szikra. 127 p.

Korompay György : Veszprém. [Veszprém. — Город Веспрем.] Budapest, 1956. Műszaki Kiadó. 254 p., 1 c. (Városképek — műemlékek.)

*

Körös népe. Történelmi és néprajzi antológia. 1. Kiad. a Munkácsy Mihály Múzeum. [Peuple du Körös. Anthologie historique et ethnographique. 1. Publié par le Musée Mihály Munkácsy. — Народ Кереша. Историческая и этнографическая антология. Издание Музея им. Михаля Мункачи.] Békéscsaba, 1956. Városi Tanács. 204 p., 7 t.

Du contenu : Из содержания сборника :

Banner János : Békéscsaba területének története a legrégibb időktől a magyar honfoglalásig. [L'histoire du territoire de Békéscsaba des temps les plus anciens jusqu'à la conquête hongroise. — История территории города Бекешчаба с древнейших времен по население венгров.]

Révész László : A Békés megyei jobbágyság rétegeződése a 18—19. században. [La stratification des serfs du comitat Békés aux 18^{e} et 19^{e} siècles. — Расслоение крепостного крестьянства комитата Бекеш в XVIII—XIX вв.]

Oláh Andor : A Békés vármegyében pusztító ragadós nyavalyák története. [L'histoire des épidémies sévissant dans le comitat Békés. — История эпидемий, опустошивших комитат Бекеш.]

Maday Pál : A Békés megyei jakobinusok pere. [Le procès des Jacobins du comitat Békés. — Следственное дело якобинцев комитата Бекеш.]

Mengyán György : Achim L. András és az agrárszocialista mozgalom. [András L. Achim et le mouvement socialiste-agraire. — Андраш Л. Ахим и аграрно-социалистическое движение.]

Békés megyei jakobinusok periratai. Közli: Maday Pál. [Documents du procès des Jacobins du comitat de Békés. Publ. par Pál Maday. — Материалы следственного дела якобинцев комитата Бекеш. Сообщ. Пал Мадаи.]

*

Kumorovitz L. Bernát: A magyar zászló és nemzeti színeink múltja. [Le drapeau hongrois et l'histoire de nos couleurs nationales. I—II. — Прошлое венгерского флага и наших национальных цветов.] I—II. HK. 1954. vol. 1. fasc. 3—4. 1956. vol. 3. fasc. 3.

Laboda Zsigmond—Major Jenő: Egy Duna menti falu településtudományi vizsgálata (Uszód). [Étude du peuplement d'un village au bord du Danube (Uszód). — Научное исследование поселения деревни при Дунае (Усод.).] Településtudományi Közlemények. 1956. fasc. 8. p. 55—74., 3 c., 2 t.

A magyar balett történetéből. Bev. és szerk. Vályi Rózsi. [De l'histoire du ballet hongrois. Préf. et réd. par Rózsi Vályi. — Из истории венгерского балета. Введ. и ред. Рожи Вальи.] Budapest, 1956. Művelt Nép. 320 p., 22 t.

Magyar Nemzeti Múzeum Történeti Múzeumának évkönyve. Folia archaeologica.(Series nova) 8. Szerk. Mihalik Sándor. [Annales du Musée Historique du Musée National Hongrois. Folia archaeologica. 8. Réd. Sándor Mihalik. — Ежегодник Исторического музея Венгерского национального музея. Ред. Шандор Михалик.] Budapest, 1956. Művelt Nép. 214 p., 24 t.

*

Magyar—orosz történelmi kapcsolatok. Szerk. Kovács Endre. Bev. Hanák Péter. [Rapports historiques hungaro—russes. Réd. Endre Kovács. Introduction par Péter Hanák. — Венгерско—русские связи. Ред. Эндре Ковач. Введ. Петер Ханак.] Kiad. a Magyar Tudományos Akadémia Történettudományi Intézete. Budapest, 1956. Művelt Nép. XV, 456 p., 2 c.

Du contenu: Содержание тома:

Perényi József: A magyarok és a keleti szlávok kapcsolatai a honfoglalás előtt. [Les rapports des Hongrois et des Slaves de l'Est avant la conquête hongroise. — Связи венгров и восточных славян перед занятием родины.]

Wittmann Tibor: Bethlen Gábor és az 1628/29. évi erdélyi—orosz szövetségterv keletkezése. [Gábor Bethlen et la genèse du projet de l'alliance transylvano-russe en 1628/29. — Габриель Бетлен и возникновение плана трансильванско-русского союза в 1628—29 г.]

Perényi József: II. Rákóczi Ferenc és I. Péter diplomáciai kapcsolatainak kezdetei. [Les débuts des relations diplomatiques entre Ferenc Rákóczi II. et Pierre I. — Начало дипломатических связей Ференца II Ракоци и Петра I]

Darvas István: Kutuzov és hadai Magyarországon 1805/6 telén. [Koutouzov et ses armées en Hongrie en hiver 1805/6. — Кутузов и его войска в Венгрии зимой 1805/6 гг.]

Averbuch, R. A.: A magyar nép 1848—1849. évi függetlenségi harca és az orosz társadalom haladó erői. [La guerre de l'indépendance de 1848—1849 du peuple hongrois et les forces progressistes de la société russe. — Освободительная борьба венгерского народа 1848—1849 гг. и прогрессивные силы русского общества.]

Niederhauser Emil: Magyar utazók Oroszországban a XIX. században. [Voyageurs hongrois en Russie au XIX^{e} siècle. — Венгерские путешественники в России в XIX в.]

Kovács Endre: Puskin és a magyar társadalom. [Pouchkine et la société hongroise. — Пушкин и венгерское общество.]

Dolmányos István: Haladó magyar—orosz művelődési kapcsolatok a századforduló idején. [Relations culturelles progressistes hungaro—russes au tournant du siècle. — — Прогрессивные венгерско-русские культурные связи в конце XIX—начале XX вв.]

Hanák Péter: Az 1905. évi orosz forradalom magyarországi hatásának néhány kérdése. [Quelques problèmes des répercussions de la révolution russe de 1905 en Hongrie. — Некоторые вопросы влияния русской революции 1905 г. в Венгрии.]

Milei György: A magyar hadifoglyok kommunista szervezeteinek kialakulása és tevékenysége Szovjet-Oroszországban 1917—1918. [Formation et activité des organisations communistes des prisonniers de guerre hongrois en Russie Soviétique 1917—1918. — Образование и деятельность коммунистических организаций венгерских военнопленных в Советской России в 1917—1918 гг.]

Lengyel Béla: Majakovszkij Magyarországon a felszabadulás előtt. [Maiakovski en Hongrie avant la libération. — Маяковский в Венгрии перед освобождением.]

Mayer Mária: Adatok a magyar—szovjet kapcsolatokhoz a magyarországi partizánharcokban, a második világháború idején. [Contribution à l'histoire des relations hungaro—soviétiques dans les guerres de partisans en Hongrie, à l'époque de la deuxième guerre mondiale. — Данные к венгерско-советским связям в партизанских боях в Венгрии во время второй мировой войны.]

*

Magyarország műemléki topográfiája. 2. köt. Győr-Sopron megye műemlékei. Szerk. Dercsényi Dezső. 1. r. Sopron és környéke műemlékei. Írták Csatkai Endre, Dercsényi Dezső stb. Bev. Fülep Lajos. 2. jav. és bőv. kiad. [Topographie des monuments d'art de la Hongrie. Vol. 2. Monuments d'art du comitat Győr-Sopron. Réd. Dezső Dercsényi. I. Monuments d'art de Sopron et ses environs. Par Endre Csatkai, Dezső Dercsényi etc. Préface par Lajos Fülep. 2e éd. aug. — Топография художественных памятников Венгрии. Том 2. Художественные памятники в комитате Дьер—Шопрон. Ред. Деже Дерчени. Часть 1. Художественные памятники города Шопрон и его окрестностей. Написали Эндре Чаткаи, Деже Дерчени и т. д. Введ. Лайош Фюлеп. 2. исправл. и расшир. изд.] Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. 672 p., 9 t.

Mód Aladár: Marxizmus és hazafiság. [Marxisme et patriotisme. — Марксизм и патриотизм.] Budapest, 1956. Művelt Nép. 313 p.

Nemes Dezső: A néptömegek történelmi szerepe és a személyi kultusz kérdése. [Le rôle historiques des masses et le problème du culte personnel. — Историческая роль народных масс и вопрос культа личности.] Száz. 1956. vol. 90. fasc. 3. p. 441—451.

*

Néprajzi értesítő. Nemzeti Múzeum, Néprajzi Múzeum évkönyve. 37. Főszerk. Balassa Iván. [Bulletin Ethnographique. Annales du Musée Nationale et du Musée Ethnographique. 37. Réd. en chef: Iván Balassa. — Этнографический бюллетень. Ежегодник Этнографического музея Национального музея. 37. Главный ред. Иван Балашша.] Budapest, 1955 (1956). Művelt Nép. 316 p.

Du contenu: Из содержания сборника:

Belényesy Mária: Szőlő- és gyümölcstermesztésünk a XIV. században. [La culture de vigne et de fruit en Hongrie au XIVe siècle. — Разведение винограда и фруктов в Венгрии в XIV в.]

Morvay Péter: Történeti néprajzi adatok a kiskunhalasi levéltárból. [Données historiques et ethnographiques des archives de Kiskunhalas. — Данные по исторической этнографии из архива города Кишкунхалаш.]

*

Országos Levéltár. 10. Dávid Zoltán—Iványi Emma—Komjáthy Miklós: Gyűjtemények. [Archives Nationales. 10. —: Collections. — Государственный архив. 10. — Коллекции.] — Budapest, 1956. Levéltárak Orsz. Központja. Soksz. 249 p. (Levéltári alapleltárak 1/10.)

*

A Ráday Gyűjtemény évkönyve. 1955. [Annales de la Collection Ráday. — Ежегодник коллекции им. Радаи. 1955.] Budapest, 1956. Soksz. 161 p.

Du contenu: Из содержания сборника:

Benda Kálmán: Alvinczi Péter kassai prédikátor történeti feljegyzései. 1598—1622. [Chroniques historiques de Péter Alvinczi, prédicateur de Kassa 1598—1622. — Исторические записки проповедника города Кашша Петера Алвинци.]

Segesváry Viktor: Egy magánkönyvtár a XVIII. században. (Ráday Pál és Ráday Gedeon a magyar kultúra szolgálatában.) [Une bibliothèque privée au XVIIIe siècle. (Pál Ráday et Gedeon Ráday au service de la culture hongroise.) — Частная библиотека в XVIII в. (Пал Радаи и Гедеон Радаи на службе венгерской культуры.)]

Zsindely Endre: Ráday Gedeon élete és munkássága. [Vie et oeuvre de Gedeon Ráday. — Жизнь и деятельность Гедеона Радаи.]

Huszár Lajos: Az éremgyűjtő Ráday Gedeon. [Gedeon Ráday collectionneur de médailles. Гедеон Радаи — коллекционер медалей.]

Csáji Pál: Csider Szabó Pál lelki éneke. [Le Chant spirituel de Pál Csider Szabó. — Духовная песнь Пала Чидер Сабо.]

Mályuszné Császár Edit: A Rádayak és hazai színjátszásunk. [Les Rádays et l'art dramatique hongrois. — Пал и Гедеон Радаи и театральное искусство в Венгрии.]

Német Balázs: Munkácsi Albert, Ormányság forradalmi lelkésze 1848/49-ben. [Albert Munkácsi, le pasteur révolutionnaire du Ormányság en 1848/49. — Альберт Мункачи, священник-революционер края Орманьшаг в 1848/49 гг.]

Benda Kálmán: A Dunamelléki Ref. Egyházkerület Ráday Levéltára. [Les Archives Ráday du District Ecclésiastique Réformé du Dunamellék. — Архив им. Радаи Придунайского кальвинистского церковного округа.]

*

Székely György: Az Eötvös Loránd Tudományegyetem haladó hagyományaiból. [Des traditions progressistes de l'Université Eötvös Loránd. — Из прогрессивных традиций Университета им. Лоранда Этвеш.] Felsőoktatási Szemle. 1956. vol. 5. fasc. 7—8. p. 378—385.

Takács Lajos: A historiások alkotásmódja. [Les méthodes de la création chez les jongleurs. — Творческие приемы венгерских народных певцов.] ET. 1956. vol. 67. fasc. 3. p. 225—240.

*

Tanulmányok Budapest múltjából. 11. Szerk. a „Budapest története" szerkesztőbizottsága. [Études de l'histoire de Budapest. 11. Réd. par le comité de rédaction de «L'Histoire de Budapest». — Исследования по истории Будапешта 11. Ред. редакционный комитет «Истории Будапешта».] Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. 450 p., 18 t., 1. ann., 7 c. (Budapest várostörténeti monográfiái 17.)

Du contenu : Содержание сборника :

Szilágyi János : „Barbár" betörések és belső harcok Aquincum terében. [Incursions «barbares» et luttes intérieures aux environs d'Aquincum. — Вторжения «варваров» и внутренние бои в области Аквинкума.]

Weidinger György—Horler Ferenc : A budai vár 1687. és 1696. évi helyszínrajzai. [Les plans du château de Buda en 1687 et 1696. — Топографические планы крепости Буда из 1687 и 1696 гг.]

Nagy István : Buda adóterhei a töröktől való visszafoglalástól a Rákóczi-szabadságharcig. [Les charges fiscales de Buda à partir de sa reconquête des Turcs jusqu'à la guerre de l'indépendance de Rákóczi. — Буда под бременем налогов с ее освобождения от турецкого игла до освободительной борьбы Ракоции.]

Tóth Andrásné Polónyi Nóra : A mérnöki szervezet kialakulásának előzményei Budán és Pesten. [Les antécédents du développement de l'organisation des ingénieurs à Buda et Pest. — Предистория образования организации инженеров в Буда и Пеште.]

Nagy Lajos : A Terézváros kialakulása. [Le développement du quartier Terézváros. — Развитие района Терезварош.]

Kosáry Domokos : Pest-Buda és a Kereskedelmi Bizottság 1791-ben. [Pest-Buda et le Comité Commercial en 1791. — Пешт-Буда и Торговой комитет в 1791 г.]

Mályuszné Császár Edit : Kelemen László színháza. [Le théâtre de László Kelemen. — Театр Ласло Келемена.]

Gyömrei Sándor : Az első pesti kereskedelmi részvénytársaság : A Magyar Kereskedelmi Társaság. [La première société anonyme de commerce de Pest : la Société de Commerce Hongroise. — Первое коммерческое акционерное общество в Пеште : Венгерское коммерческое общество.]

Tóth András : A pesti egyetemi könyvtár a modern fejlődés útján. [La bibliothèque universitaire de Pest sur la voie du développement moderne. — Пештская университетская библиотека по пути современного развития.]

Kubinyi András : Adatok Újpest 1848 előtti történetéhez. [Contribution à l'histoire de Újpest avant 1848. — Данные к истории района Уйпешта до 1848 г.]

Ybl Ervin : A budai várpalota helyreállítása a XIX. század derekán. [La reconstruction du château de Buda au milieu du XIX^e siècle. — Восстановление дворца в Буда в середине XIX в.]

Soós Gyula : A budapesti Petőfi-szobor felállításának körülményei. [Les circonstances de l'érection de la statue de Petőfi à Budapest. — Обстоятельства сооружения статуи Петьефи в Будапеште.]

Vadász Sándor : A fővárosi vasasok századvégi szakszervezeti mozgalmának történetéhez (1890—1899). [Contribution à l'histoire du mouvement syndical des métallos de la capitale à la fin du siècle (1890—1899). — К истории профсоюзного движения металлистов Будапешта в конце прошлого века (1890—1899).]

Gadanecz Béla : Az 1904-es országos vasutassztrájk Budapesten. [La gréve nationale des cheminots en 1904 à Budapest. — Общая забастовка железнодорожников в Будапеште в 1904 г.]

Mayer Mária : Budapest felszabadítása. [La libération de Budapest. — Освобождение Будапешта.]

*

Tevan Andor : A könyv évezredes útja. Közrem. és bev. Keleti Arthur. [L'histoire millénaire du Livre. Avec la collaboration et une préface de Arthur Keleti. — Тысячелетний путь книги. При помощи и с предисловием Артура Келети.] Budapest, 1956. Művelt Nép. 358 p., 12 t.

3. La préhistoire hongroise. La Hongrie à l'époque romaine et pendant la migration des peuples. L'histoire de la Hongrie jusqu'à 1526 — Предыстория венгров. Венгрия во время римской империи и переселения народов. История Венгрии по 1526 г.

Archäologische Funde in Ungarn. Hrsg. von Edit B. Thomas. — [Археологические находки в Венгрии. Изд. Эдит Б. Томас.] Budapest, 1956. Corvina. 425 p.

Balázs J(ános) : Contributions à l'étude des vestiges linguistiques relatifs à la religion primitive des Hongrois. [К исследованию языковых следов относительно первоначальной религии венгров.] Acta Linguistica Academiae Scientiarum Hungaricae. 1956. tom. 6. fasc. 1—3. p. 145—172.

Balogh J(olán) : La capella Bakócz di Esztergom. [Капелла имени Бакоц в городе Эстергом.] Acta Historiae Artium. 1956. tom. 3. fasc. 1—4. p. 1—198.

Balogh Jolán : Mátyás király ismeretlen

miniatúra-arcképe. [Un portrait en miniature inconnu du roi Mathias Corvin. — Неизвестный миниатюрный портрет короля Матиаса.] MűÉ. 1956. vol. 5. fasc. 2—3. p. 132—134.

Banner János: Die Péceler Kultur. Unter Mitwirkung von József Korek. [Пецельская культура. При содействии Иожефа Корек.] Budapest, 1956. Verlag der Ung. Akad. 314 p., 124 t., 1 c. (Archaeologia Hungarica. Dissertationes Archaeologicae Musei Nationalis Hungarici. Ser. nova 35.)

Belényesy M(árta): Angaben über der Verbreitung der Zwei- und Dreifelderwirtschaft im mittelalterlichen Ungarn. — [Данные относительно распространения двух- и трехполья в среднековой Венгрии.] AEt. 1956. tom. 5. fasc. 1—2. p. 183—188.

Bóna I(stván): Der Fund von Kálóz. — [Находка в селе Калоз.] AAr. 1955. (1956). tom. 6. fasc. 1—4. p. 71—77., 2 t.

Bónis György: István király. [Le roi Etienne. — Король Иштван.] Budapest, 1956. Művelt Nép. 171 p., 8 t. (Magyar Történelmi Társulat 6.)

Csallány Dezső: Archäologische Denkmäler der Awarenzeit in Mitteleuropa. Schrifttum und Fundorte. [Археологические памятники аварской эпохи в Средней Европе. Литература и местонахождения.] Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. 244 p., 1 c.

Csemegi József: A budavári főtemplom középkori építéstörténete. [L'histoire de l'architecture médiévale de la cathédrale de Buda. — История средневекового строительства собора крепости Буда.] Budapest, 1955 (1956). Képzőműv. Alap. 182 p., 46 t. (Magyar műemlékek.)

Dąbrowski, Jan: A krakkói és a magyar reneszánsz kapcsolatai. [Les liens entre la renaissance de Cracovie et la renaissance hongroise. — Связи краковского искусства с венгерским во время Возрождения.] MűÉ. 1956. vol. 5. fasc. 1. p. 31—36.

Elekes Lajos: Mátyás és kora. [Le roi Matthias et son époque. — Король Матиас и его время.] Budapest, 1956. Művelt Nép. 188 p. (Magyar Történelmi Társulat — M. Tud. Akadémia Történettudományi Intézete 5.)

Falvy Zoltán: A Gráci antifonárium. (Magyar zenetörténeti emlék a XII. századból.) [L'antiphonaire de Graz. (Monument de l'histoire de la musique hongroise du XII^e siècle.) — Антифонарий из города Грац. (Памятник истории венгерской музыки из XII в.)] (Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó.) p. 17—49., 11 t. (Klny. a Zenetudományi Tanulmányok c. mű 4. kötetéből.) [Tirage à part du t. 4. des Zenetudományi Tanulmányok. — Отдельный оттиск из IV тома «Исследования по истории музыки.»]

Fehér Géza: A Dunántúl lakossága a honfoglalás korában. [La population de Transdanubie à l'époque de la conquête hongroise. — Население Задунавья в период занятия родины.] AÉ. 1956. vol. 83. fasc. 1. p. 25—38.

Fitz Jenő: A középkori Szent Márton-templom Székesfehérvárott. [L'église de Saint Martin du moyen âge à Székesfehérvár. — — Средневековая церковь св. Мартина в городе Секешфехервар.] MűÉ. 1956. vol. 5. fasc. 1. p. 26—30.

Fitz Jenő: Útjavítások Aquincum és Mursa között. [Réparations de routes entre Aquincum et Mursa. — Ремонты дорог между городами Аквинкум и Мурса.] AÉ. 1956. vol. 83. fasc. 2. p. 197—206.

Hadrovics László: Szláv jövevényszavaink kérdéséhez. (Hozzászólás Kniezsa István „A magyar nyelv szláv jövevényszavai" című könyvéhez.) [Contribution à la question de nos mots d'emprunt slaves. (Réfléxions sur le livre «Les mots d'emprunt slaves de la langue hongroise» de István Kniezsa). — К вопросу наших заимствованных славянских слов. (Высказывание по книге Иштвана Книежа «Заимствованные славянские слова венгерского языка.»)] MTANyI 1956. vol. 10. fasc. 1—2. p. 133—168.

Házi Jenő: A városi kancellária kialakulása Sopronban. [Le développement de la chancellerie municipale à Sopron. — Образование городской канцелярии в Шопроне.] SSz. 1956. vol. 10. fasc. 3. p. 202—215.

Horváth János—Imre Samu: Szabács viadala hitelességének kérdéséhez. [Sur le problème de l'authenticité du poème epique «Prise de Szabács». — К вопросу о подлинности песни о взятии Сабача.] Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. 20 p. (A Magyar Nyelvtudományi Társaság kiadványai 92.)

Horváth János, ifj.: Legrégibb magyarországi latin verses emlékeink. [Les plus anciens monuments latins en vers de Hongrie. — Древнейшие латинские памятники Венгрии в стихах.] ITK. 1956. vol. 60. fasc. 1. p. 1—19.

Horváth Tibor Antal—Huszár Lajos: Kamaragrófok a középkorban. [Comtes de la Chambre au moyen âge. — Камергрофы в средние века.] NK. 1955—56. vol. 54—55. p. 21—33.

Jakó Zsigmond: A laikus írásbeliség kezdetei a középkori Erdélyben. (Szempontok a latin paleográfia műveléséhez a Román Népköztársaságban.) [Les débuts de l'usage de l'écriture laïque dans la Transylvanie médiévale. (Points de vue aux études paléographiques latines dans la République

Populaire de Roumanie.) — Начало лаической письменности в средневековой Трансильвании. (Точки зрения к культивированию латинской палеографии в Румынской Народной Республике.] LH. 1956. vol. 6. fasc. 2—3. p. 14—27.

Kaposvári Gyula—Szabó Viktor: A bánhalmi avar sírleletek. [Les trouvailles des tombes Avares de Bánhalom. — Аварские могилы при с. Банхалом.] Jászkunság. 1956. no. 6. p. 166—174, 235—242., 3 t.

Kerényi András: Magyarországi szarmata pénzek. [Monnaies sarmates de Hongrie. — Сарматские монеты в Венгрии.] NK. 1955—56. vol. 54—55. p. 14—20., 1 t.

Kniezsa St.: Slawische Bestandteile der ungarischen staatlichen und juridischen Terminologie. [Славянские составные части венгерской государственной и юридической терминологии.] SSl. 1954. tom. 1. fasc. 4. p. 363—370.

Komjáthy Miklós: A tihanyi apátság alapítólevelének problémái. [Les problèmes de la charte de fondation de l'abbaye de Tihany. — Проблемы учредительной грамоты Тиханьского аббатства.] LK. 1955 (1956). vol. 26. p. 27—47., 3 t.

Korompay Bertalan: A jokulátorkérdés az Igor-ének és más orosz párhuzamok megvilágításában. [La question des joculateurs à la lumière du chant d'Igor et d'autres parallèles russes. I—II. — Вопрос о йокуляторах в свете Слова о полку Игореве и других русских параллелей. I—II.] FK. 1955. vol. 1. fasc. 3. 1956. vol. 2. fasc. 1—2.

Kovrig I(lona): Contribution au problème de l'occupation de la Hongrie par les Avars. [К вопросу об оккупации аварами территории Венгрии.] AAr. 1956. tom. 6. fasc. 1—4. p. 163—192.

Lázár Jenő: A magyarországi korai vaskor történetének kérdései. [Les problèmes de l'histoire de l'ancien âge du fer en Hongrie. — Вопросы истории раннего железного века в Венгрии.] AT. 1956. vol. 3. fasc. 1—3. p. 1—22.

Major Jenő: A XIII. század végi Sopron topográfiájának néhány kérdése. [Quelques problèmes de la topographie de Sopron à la fin du XIII^{e} siècle. — Некоторые вопросы топографии города Шопрон в конце XIII в.] SSz. 1956. vol. 10. fasc. 2. p. 122—140.

Mályusz Elemér: Zsigmondkori oklevéltár. 2. (1400—1410.) 1. r. (1400—1406.) Összeáll. — —. [Collection de chartes de l'époque de Sigismond. 2. (1400—1410). 1^{e} partie (1400—1406). Coll. par — —. — Собрание грамот эпохи короля Сигизмунда. Том 2. (1400—1410). Часть I. (1400—1406) Сост. —]. Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. XXV, 658 p. (Magyar Országos Levéltár kiadványai 2. Forráskiadványok 3.)

Marjalaki Kiss Lajos: Gondolatok a magyar nép eredetéről. [Réfléxions sur l'origine du peuple hongrois. — Мысли о происхождении венгерского народа.] Borsodi Szemle, 1956. vol. 1. no. 1—2. p. 68—80, 81—103.

Melich János: Szibinyáni Jank. [Jank Szibinyáni. — Янк Сибиняни.] MNy. 1956. vol. 52. fasc. 2. p. 129—138.

Mészáros István: A magyar statisztika középkori nyomai és emlékei. [Traces et vestiges de la statistique hongroise au moyen âge. — Средневековые следы и памятники венгерской статистики.] StSz. 1956. vol. 34. fasc. 7—8. p. 682—697.

Mezey László: A „Báthory-biblia" körül. — A mű és szerzője. [Autour de la «bible Báthory». — L'oeuvre et son auteur. — К вопросу около «библии Батори». — Произведение и его автор.] MTANyI. 1956. vol. 8. fasc. 1—2. p. 191— 221.

Mollay Károly: Az „Ödenburg" név keletkezéséhez. [De l'origine du nom d'Ödenburg. — К возникновению названия „Ödenburg".] SSz. 1955. vol. 9. fasc. 3—4. p. 69—79.

Mollay Károly: Sopron a középkor végén. [Sopron à la fin du moyen âge. Город Шопрон в конце средних веков.] Sz. 1956. vol. 10. fasc. 1. p. 31—42.

Moór E(lemér): Die Ausbildung des urungarischen Volkes im Lichte der Laut- und Wortgeschichte. — [Формирование древнего венгерского народа в свете истории звуков и слов.] Acta Linguistica Ademiae Scientiarum Hungaricae. 1956. tom. 6. fasc. 1—3. p. 279—341.

Nemeskéri J(ános): La population de Csákvár dans l'époque romaine tardive. [Население с. Чаквар в позднее время римской империи.] Crania Hungarica. 1956. tom. 1. no. 1. p. 3—12.

Nemeskéri János—Deák Márta: A Mohács-cselei XIV—XV. századi temető népességének embertani elemzése. [L'analyse anthropologique de la population du cimetière des XIV^{e}—XV.^{e} siècles de Mohács-Csele. — Антропологический анализ могильника XIV—XV вв. в Мохач—Челе.] AÉ. 1956. vol. 83. fasc. 1. p. 52—65.

Sági Károly: Adatok a pannóniai civitások területének és etnikumának kérdéséhez. [Données sur les problèmes du territoire et l'ethnie des civitas de Pannonie. — Данные к вопросу о территории и этническом составе римских городов в Паннонии.] SSz. 1955. vol. 9. fasc. 3—4. p. 43—54.

Simonyi D(ezső): Die Kontinuitätsfrage und das Erscheinen der Slawen in Pannonien. [Вопрос о непрерывности и появление свавян в Паннонии.] SSl. 1956. tom. 1. fasc. 4. p. 333—361.

Sós Á(gnes), Cs.: Le deuxième cimetière avare d'Üllő. [Могильник II аварской эпохи в Юлле.] AAr. 1956. tom. 6. fasc. 1—4. p. 193—230., 13 t.

Székely György: A huszitizmus és a magyar nép. [Le Hussitisme et le peuple hongrois. — Гуситизм и венгерский народ.] Száz. 1956. vol. 90. fasc. 3. p. 331—367.

Szilágyi János: Aquincum. — [Aquincum. — Аквинкум.] Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. 136 p., 44 t., 3 c.

Szőke Béla: IX. századi sírok Sopronkőhidán. [Tombes du IX^e siècle à Sopronkőhida. — Могилы IX в. при с. Шопронкехида.] SSz. 1955. vol. 9. fasc. 3—4. p. 55—68.

Thomas E(dit), B.: Die römerzeitliche Villa von Tác-Fövénypuszta. [Римская вилла в Тац—Февеньпуста.] AAr. 1956. tom. 6. fasc. 1—4. p. 79—152., 18 t.

4. Histoire de la Hongrie 1527—1790 — История Венгрии в 1527—1790 гг.

Adatok a kuruc hadsereg belső életéről. Közli Gottreich László. [Données sur la vie quotidienne de l'armée des Kouroutz. Publ. par László Gottreich. — Данные о внутренней жизни армии куруцев. Сообщ. Ласло Готтрейх.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4. p. 421—431.

Albert Zsuzsanna: Elemzések a Rákóczi-szabadságharc politikai költészetéről. [Reminiscenses de la poésie politique de la guerre d'indépendance de Rákóczi. — Воспоминания о политической поэзии времени освободительных войн Ракоци.] ITK. 1956. vol. 9. fasc. 3. p. 270—288.

Apáczai Csere János válogatott pedagógiai művei. Összeáll., bev. és jegyz. ell. Orosz Lajos. [Apáczai Csere János: Oeuvres choisies de pédagogie. Textes recueillis, annotés et présentés par Lajos Orosz. — Избранные педагогические произведения Яноша Апацаи Чере. Сост., введ. и прим. Лайош Орос.] Budapest, 1956. Tankönyvkiadó. 217 p. (Neveléstörténeti könyvtár.)

Badál Ede: Az első rézmetsző műhely Magyarországon. [Le premier atelier de graveur au burin en Hongrie. — Первая мастерская резчики по меди в Венгрии.] MűÉ. 1956. vol. 5. fasc. 2—3. p. 134—136.

Balázs É(va), H.: Die Lage der Bauernschaft und die Bauernbewegungen (1780—1787). (Zur Bauernpolitik des aufgeklärten Absolutismus.) [La situation de la paysannerie et les mouvements paysans. (1780—1787). (Contribution à la politique de l'absolutisme éclairé à l'égard des paysans.) — Положение крестьянства и крестьянские движения (1780—1787.) (К крестьянской политике просвещенного абсолютизма.)] AH. 1956. tom. 3. fasc. 3. p. 293—327.

Balázs Péter: A levéltárakban őrzött időszaki orvosi jelentések a XVIII. század végéről. [Les rapports médicaux périodiques de la fin du XVIII^e siècle conservés dans les archives. — Периодические медицинские отчеты от конца XVIII в., сохраненные в архивах.] OTKK. 1956. fasc. 3. p. 106—132.

Bán Imre: Szepsi Csombor Márton Párizs ban [Márton Szepsi Csombor à Paris. — Мартон Сепши Чомбор в Париже.] ITK. 1956. vol. 9. fasc. 3. p. 263—269.

Bárczi Géza: A magyar személynevek XVI. századi történetéhez. [Contribution à l'histoire des noms de personne hongrois au XVI^e siècle. — К истории венгерских личных имен в XVI в.] MNy. 1956. vol. 52. fasc. 2. p. 144—157.

Berndorfer, Alfred: Die medizinischen Briefe des ungarischen Humanisten Andreas Dudith (1533—1589). [Медицинские письма венгерского гуманиста Андраша Дудит (1533—1589.)] OTKK. 1956. fasc. 2. p. 46—71.

Bessenyei György kiadatlan filozófiai műve. Közli: Bruckner János. [Ouvrage philosophique inédit de György Bessenyei. Publié par János Bruckner. — Неизданное философское произведение Дьердья Бешенеи. Сообщ. Янош Брукнер.] FÉ. 1955. fasc. 1. p. 96—115., 1956. fasc. 2. p. 142—162.

Bogdán István: Papírkészítő mesterek és legények a XVIII. században. [Maîtres et aides fabricants de papier au XVIII^e siècle. — Мастера и подмастьеря, изготовляющие бумаги в XVIII в.] Papír- és Nyomdatechnika. 1956. vol. 8. no. 6. p. 189—196.

Bruckner János: A jozefinista kultúrpolitika és az Egyetemi Könyvtár (1780—1784). [La politique culturelle du joséphinisme et la Bibliothèque Universitaire (1780—1784). — Йосефинистская культурная политика и Библиотека Университета (1780—1784.)] MK. 1956. vol. 72. fasc. 2. p. 112—137.

Cseh-Szombathy László: I. Rákóczi György 1644-es hadjárata. [La campagne de 1644 de György Rákóczi I. — Поход Дьердья I. Ракоци в 1644 г.] HK. 1956. vol. 3. fasc. 1. p. 43—76.

Décsy Gyula: Egy XVII. századi szlovák orvosi kézirat. Nyelvemlékmonográfia. — Eine slowakische medizinische Handschrift aus dem XVII. Jahrhundert. Monographische Bearbeitung eines Sprachdenkmals. [Словацкая медицинская рукопись XVII

в. Монографическое исследование памятника языка.] Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. 303 p., 8 t. (Magyarországi szláv nyelvemlékek. — Slawische Sprachdenkmäler aus Ungarn 2.)

A Dunántúl felszabadítása 1705-ben. [La libération de la Transdanubie en 1705. — — Освобождение Трансданубии в 1705 г.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4. p. 331—332.

Eckhardt Sándor: Balassi Bálint érsekujvári kalandja. [L'aventure de Bálint Balassi à Érsekújvár. — Похождение Балинта Балашши в Эршекуйваре.] IT. 1955. fasc. 4. p. 445—455.

Eckhardt Ferenc: A bécsi udvar jobbágypolitikája 1761—1790-ig. [Politique de la cour de Vienne à l'égard des serfs entre 1761 et 1790. — Политика венского двора в вопросе о крепостничестве в 1761—1790 гг.] Száz. 1956. vol. 90. fasc. 1—2. p. 69—125.

Fitz Jenő: „Székesfejérvár veszéséről való história." Wathay Ferenc énekeskönyvéről. [«Chronique de la chute de Székesfejérvár.» Sur le livre de chant de Ferenc Wathay. — «История про погибель Секешфейервара». О песеннике Ференца Ватаи.] Fehérvár, 1956. no. 4. p. 403—416.

Fodor Ferenc: Magyarország vízrajzi térképezése II. József korában. [L'établissement de la carte hydrographique de la Hongrie à l'époque de Joseph II. — Гидрографическая картография во время Йосифа II.] Vízügyi Közlemények. 1955. no. 3—4. p. 379—396.

Gottreich László: A bihari nép 1703—1704-ben. [Le peuple du comitat de Bihar en 1703—1704. — Борьба бихарского народа в 1703—1704 гг.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4. p. 91—133.

Györffy Lajos: Adatok az Alföld középkori településtörténetéhez. (Az 1571-es szolnoki török defter fordítása.) [Contribution à l'histoire des agglomérations médiévales sur la Grande Plaine. (Traduction du defter turc de Szolnok de l'année 1571.) — Данные к истории средневекового населения Большой низменности. (Перевод турецкого дефтера 1571 г. от Солнока.)] Szolnok, 1956. 63 p., 1 c. (Jászkunsági füzetek 4.)

Hadnagy Albert: Tanulmányok Tolna megye parasztságának XVIII. századi történetéből. [Études de l'histoire de la paysannerie du comitat de Tolna au XVIII[e] siècle. — Исследования по истории крестьянства комитата Толна в XVIII в.] Sárköz. 1956. no. 2. p. 31—38.

Heksch Ágnes, S.: Kazinczy és II. József művelődéspolitikája. [Kazinczy et la politique culturelle de Joseph II. — Казинци и культурня политика Йосифа II.] PSz. 1956. vol. 6. fasc. 1—2. p. 74—108.

Horváth Tibor Antal: Pénztörténeti forrásadatok a XVII. század második feléből. [Données de source de l'histoire monétaire de la deuxième moitié du XVII[e] siècle. — Данные источников об истории денег из второй половины XVII в.] NK. 1955—56. vol. 54—55. p. 40—45.

Ila Bálint: Magánkancelláriai ügyintézés és magánlevéltári rendszer a XVII. század első felében. [L'administration des chancelleries privées et les systèmes des archives particulières à la première moitié du XVII[e] siècle. — Делопроизводство в канцеляриях частных лиц и система частных архивов в первой половине XVII в.] LK. 1955. vol. 26. p. 123—147.

Jánosy István: Az „Erdély aranykora" forrásainak problémáihoz. [Sur les problèmes des sources historiques du roman de Mór Jókai «L'Age d'or de la Transylvanie». — К проблематике исторических источников романа Мора Йокаи «Золотой век Трансильвании».] IT. 1956. fasc. 3. p. 336—345.

Komor Ilona: Tanulmányok a XVII. századi magyar—német kulturális érintkezések köréből. I. Martin Opitz gyulafehérvári tanársága. [Études sur les contacts culturels hungaro-allemands au XVII[e] siècle. I. Le professorat de Martin Opitz à Gyulafehérvár. — К вопросу о венгерско-германских культурных связях в XVII в. I. Мартин Опитц профессор в городе Дьюлафехервар.] FK. 1955. vol. 1. fasc. 4. p. 534—544.

Köpeczi Béla: Hogyan látta Rákóczi 1705 elején a szabadságharc helyzetét. [Comment Rákóczi jugea la guerre d'indépendance au début de 1705. — Как видел Ракоци в начале 1705 г. положение освободительной войны.] Száz. 1956. vol. 90. fasc. 1—2. p. 211—221.

Kumorovitz L. Bernát: II. Ulászló levélváltása Firenzével a Mátyás halála után ottrekedt Corvinák ügyében. [La correspondance de Ulászló II. avec Florence après la mort du roi Matthias au sujet des livres de la bibliothèque de Matthias Corvin. — Обмен письмами Владислава II. с Флоренцией в деле книг из библиотеки Матиаса, оставленных там после смерти Матиаса.] MK. 1956. vol. 72. fasc. 4. p. 294—296.

Kuruc vitézek folyamodványai 1703—1710. Összeáll., bev. és jegyz. ell. Esze Tamás. [Pétitions des soldats kouroutz. 1703—1710. Textes présentés et annotés par Tamás Esze. — Прошения куруцских воинов из 1703—1710 гг. Сост., введ. и прим. Тамаш Эсе.] Budapest, 1955. (1956.), Hadtört. Int. 627 p.

Major Ervin: Mozart és Magyarország. Beszámoló a magyar Mozart-kutatásokról. —

Mozart und Ungarn. [Mozart et la Hongrie. Comptes rendus des recherches hongroises sur Mozart. — Моцарт и Венгрия. Отчет о венгерских исследованиях касающихся Моцарта.] Budapest, 1956. 45 p., 10 t., 1 ann.

Makkai László : A kuruc nemzeti összefogás előzményei. (Népi felkelések Felső-Magyarországon 1630—1632-ben.) [Les antécédents du ralliement national kouroutz (Soulèvements populaires dans la Hongrie du Nord en 1630—32). — События, предшествовавшие сплочению национальных сил куруцев. (Народные восстание в Верхней Венгрии в 1630—1632 г.)] Kiad. a Magy. Tud. Akadémia Történettudományi Intézete. Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. 344 p., 1 c.

Maksay Ferenc : Parasztság és zsoldosszolgálat a XVI. századi Magyarországon. [Paysannerie et service mercenaire dans la Hongrie du XVI[e] siècle. — Крестьянство и служба наемников в Венгрии XVIII в.] HK. 1956. vol. 3. fasc. 1. p. 26—42.

Maksay Ferenc : A Thököly-szabadságharc levéltára. [Les archives de la guerre de libération de Thököly. — Архив освободительной войны Текели.] LK. 1955. vol. 26. p. 65—79.

Manga János : A török háborúk emlékei a magyarországi szlovák népdalokban. [Les souvenirs des guerres turques dans les chansons des Slovaques de Hongrie. — Памятники турецких войн в словацких народных песнях Венгрии.] ET. 1956. vol. 67. fasc. 3. p. 241—261.

Markó Árpád : Le Maire francia kuruc hadmérnök brigadéros szemlejelentése Szatmár és Ecsed várainak állapotáról 1705 februárjában. [Le rapport de Le Maire brigadier, ingénieur du génie français dans l'armée des Kouroutz, concernant l'état des châteaux de Szatmár et de Ecsed en février 1705. — Отчет французского куруцского военного инженера бригадира Ле Мер об инспекции состояния крепостей Сатмар и Эчед с февраля 1705 г.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4. p. 432—451.

Martinovics Ignác : Filozófiai írások. (Ford. Kolozsvári Grandpierre Emil. Bev., jegyz. ell. Mátrai László.) [Écrits philosophiques (Trad. par Emil Kolozsvári Grandpierre. Préf. et annot. de László Mátrai.) — Философские сочинения. (Перевод Эмиля Коложвари Грандпьер, введ. прим. Ласло Матраи.)] Budapest, 1956. Magvető. 168 p., 2 t.

Mojzer Miklós : Adatok Mayerhoffer András működéséhez. [Contributions à l'activité artistique d'András Mayerhoffer. — Данные к деятельности Андраша Майерхоффер.] MűÉ. 1956. vol. 5. fasc. 2—3. p. 136—145.

Nagy László : A Bocskai-szabadságharc 1605. évi hadjárata. [La campagne de l'année 1605 de la guerre d'indépendance de Bocskai. — Кампания 1605 г. освободительной войны Бочкаи.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4. p. 24—91.

Oláh Andor : Népi orvoslás, orvostörténet, orvostudomány. (A népi orvoslás kutatásának orvostörténeti jelentősége.) [Médication populaire, histoire médicale, science médicale. (L'importance des recherches de médication populaire au point de vue de l'histoire médicale.) — Народное лечение, история медицины, медицинская наука. (Значение исследования народного лечения для истории медицины.)] OTKK. 1956. no. 3. p. 84—105.

Rózsa György : Régi várképek. [Anciennes vues de châteaux. — Старые изображения крепостей.] Budapest, 1955 (1956), Magyar Nemzeti Múzeum Történeti Múzeuma. Soksz. 14 p., 22 t.

Szabó István : A hajduság kialakulása. [Formation des Haïdouks. — Образование хайдуков.] Alföld, 1956. vol. 7. no. 3. p. 50—57.

Sziklay László : A szlovák históriás énekek problémájához. [Contribution au problème des chroniques rimées slovaques. — К проблеме словацких исторических песен.] FK. 1956. vol. 2. fasc. 1—2. p. 113—124.

Tarnai Andor : Fischer Dániel és az első hazai folyóirat terve. [Dániel Fischer et le projet du premier périodique hongrois. — Даниел Фишер и план первого отечественного журнала.] MK. 1956. vol. 72. fasc. 1. p. 32—49.

Trócsányi Zsolt : Erdély kormányzata II. Rákóczi Ferenc korában. [Le gouvernement de la Transylvanie à l'époque de François II. Rákóczi. — Правительство Трансильвании во время Ференца Ракоции II.] LK. 1955. vol. 26. p. 148—187.

Wellmann Imre : A parasztság helyzete az 1767. évi úrbérrendezés előtt. [La situation de la paysannerie avant la règlementation des redevances serviles en 1767. — Положение крестьянства перед урегулированием крепостных повинностей в 1767 г.] Budapest, 1955. (1956) Akadémiai Kiadó. 39 p. (A történettudomány kérdései 23.)

Wittmann Tibor : Az Europica varietas. [La «Europica verietas». — Эуропика вариетас.] ITK. 1956. vol. 60. fasc. 1. p. 20—34.

5. Histoire de la Hongrie 1791—1849 — История Венгрии в 1791—1849 гг.

Barta István : A kormány parasztpolitikája 1849-ben. [La politique paysanne du gouvernement en 1849. — Крестьянская политика правительства в 1849 году.] Száz. 1955. vol. 89. fasc. 6. p. 849—881., 1956. vol. 90. fasc. 1—2. p. 4—68.

Borcsik Salamon : Nagykállótól Komáromig. (Egy 48-as szabolcsi honvéd naplója.) Kiad. és bev. Soltész István. [De Nagykálló jusqu'à Komárom. (Journal d'un garde-national de 1848.) Présenté et introduit par István Soltész. — От Надькалло до Комарома. (Дневник хонведа 1848 г. от комитата Саболч.) Изд. и введ. Иштван Шолтес.] Nyíregyháza, 1956. 25 p.

Borus József : 1849 hadtörténeti irodalmának néhány kérdése. [Quelques problèmes de la littérature d'histoire militaire de 1849. — Некоторые вопросы военно-исторической литературы 1849 г.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4. p. 167—203.

Both Ödön : Az 1848. évi sajtótörvény létrejötte. (A sajtószabadság problémája Magyarországon a reformkorban.) [La constitution de la loi de presse de l'année 1848. (Le problème de la liberté de la presse en Hongrie à l'époque des réformes.)— Создание закона о печати 1848 г. (Проблема свободы печати в Венгрии в «Эпоху реформ.»] Szeged, 1956. 64 p. (Acta Universitatis Szegediensis. Sectio politico-juridica. Tom. 1. fasc. 4.)

Dezsényi Béla : Tábori nyomdák a szabadságharcban. [Imprimeries de camp dans la guerre d'indépendance. — Полевые типографии во время освободительной войны.] A Könyvtáros, 1956. vol. 6. no 3. p. 201—203.

Dokumentumok a tiszántúli honvédtoborzás történetéhez. 1848. május 21—június 14. Közli Urbán Aladár. [Documents relatifs au recrutement de gardes-nationaux dans la région transtibiscine. 21er mai—14e juin 1848. — Документы к истории вербовки гонведов в Затисье. 21-ое мая — 14-ое июня 1848 г. Сообщ. Аладар Урбан.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4. p. 452—471.

Faragó József : Székely történeti énekek Ipszilánti felkeléséről. [Chroniques rimées sicules de l'insurrection de Ypsilanti. — Секлерская историческая песня о восстании Ипсиланти.] ET. 1956. vol. 67. fasc. 3. p. 274—279.

Fenyő István : Az Aurora. Egy irodalmi zsebkönyv életrajza. [Aurora. Biographie d'un almanach littéraire. — Аврора. Биография литературного альманаха.] Budapest, 1955. (1956), Akadémiai Kiadó. 154 p. (Irodalomtörténeti füzetek 4.)

Gáldi László : A magyar vers a szabadságharc korában. [Le vers hongrois à l'époque de la guerre d'indépendance (1848—49). — Венгерское стихосложение во время национально-освободительной борьбы 1848—49 г.] IT. 1956. fasc. 2. p. 148—189.

Hatvany Lajos : Így élt Petőfi. [Ainsi vécut Petőfi. — Таким образом жил Петефи.] 3. Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. 532 p., 8 t.

Horárik János harca a hierarchia és az egyház ellen az 1841—1845 években. (Johann Horárik's Kampf mit Hierarchie und Kirche in den Jahren 1841—1845.) Ford., bev. és jegyz. ell. Bohó Róbert, Tordai György. [La lutte de Jean Horárik contre l'hiérarchie et l'Église dans les années 1841—1845. Trad. avant-propos et annotations par Robert Bohó, György Tordai. — Борьба Яноша Хорарик против клира и церкви в 1841—1845 гг. Перевод, введ. прим. Роберт Бохо, Дьердь Тордаи.] Budapest, 1956. Szikra. 247 p.

Kostyál István : Festetics György könyvtáros instrukciója. [Instruction bibliothécaire de György Festetics. — Инструкция Дьердья Фештетич для библиотекарей.] MK. 1956. 72. fasc. 4. p. 299—303.

Márkus Mária, L.: A Lipótváros utcahálózatának kialakulása és fejlődése 1787—1872 között. [Le développement du réseau des rues du quartier Lipótváros entre 1787—1872. — Возникновение и развитие уличной сети округа им. Липот в 1787—1872 гг.] FöK. 1956. vol. 5. fasc. 3. p. 325—342.

Mérei Gyula : Az 1848—1849. évi magyar kormányok gazdaságpolitikája. [La politique économique des gouvernements hongrois entre 1848—49. — Экономическая политика венгерских правительств в 1848—1849 гг.] KgSz. 1956. vol. 3. fasc. 3. p. 314—329.

Nagy Zoltán : Vedres István művészi munkássága (1765—1830). [L'activité artistique de István Vedres (1765—1830). — Художественная деятельность Иштвана Ведреш. (1765—1930).] Budapest, 1956. Tankönyvkiad. 95 p., 11 t., 1 c. (Budapesti Műszaki Egyetem Központi Könyvtára. Műszaki Tudománytörténeti kiadványok 6.)

Révész László : Kecskemét harca a beköltözött nemesekkel a XVIII—XIX. században. [La lutte de la ville de Kecskemét contre les gentilshommes y établis aux XVIIIe et XIXe siècles. — Борьба Кечкемета против поселившихся в городе дворян в XVIII—XIX вв.] Kecskemét, 1956. 44 p. (Kiskunság kiskönyvtára 2.)

Rózsa G(yörgy) : Friedrich Johan und die Schriftsteller der Aufklärung in Ungarn. [Фридрих Йоган и венгерские писатели эпохи просвещения.] Acta Historiae Artium Academiae Scientiarum Hungaricae. 1956. tom. 4. fasc. 1—2. p. 147—159.

Ruzsás Lajos : A pécsi ipar a feudalizmus végén 1686—1848. [L'industrie de Pécs vers la fin du féodalisme 1686—1848. — Промышленность города Печ в конце феодалзма в 1686—1848 гг.] Pécs, 1956. 34 p. (Dunántúli tudományos gyűjtemény 6.)

Sipos Št.: Zo skúsenosti výskuma slovenských nárečí v Mad'arsku. [Les expériences des études concernant les idiomes slovaques en Hongrie. — Из опыта исследования словацких диалектов в Венгрии.] SSl. 1956. tom. 1. fasc. 4. p. 389—408.

Telepy Katalin : Schimon Ferdinánd, Beethoven magyar arcképfestője. [Ferdinand Schimon, le portraitiste hongrois de Beethoven. — Фердинанд Шимон, венгерский портретист Бетховена.] MűÉ. 1956. vol. 5. fasc. 2—3. p. 167—172.

Tessedik Sámuel válogatott pedagógiai művei. Összeáll., bev. és jegyz. ell. Vincze László. [Oeuvres choisies de pédagogie de Sámuel Tessedik. Présentées et annotées par László Vincze. — Избранные педагогические произведения Шамуела Тешшедик. Сост. введ. и прим. Ласло Винце.] Budapest, 1956. Tankönyvkiadó. 147 p., 2 t. (Neveléstörténeti könyvtár.)

Tóth Zoltán, I.: A soknemzetiségű állam néhány kérdéséről az 1848 előtti Magyarországon. [De quelques problèmes de l'État multinational en Hongrie d'avant 1848. — О некоторых вопросах многонационального госдарства в Венгрии до 1848 г.] MTATT. 1956. vol. 7. fasc. 4. p. 259—279.

Trócsányi Zsolt : Az erdélyi parasztság története. 1790—1849. [L'histoire de la paysannerie de Transylvanie en 1790—1849. — История крестьянства Трансильвании в 1790—1849 гг.] Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. 507 p., 1 t.

Újházi Lászlóné : Az 1848-as magyar forradalom és szabadságharc a korabeli angol sajtó tükrében. [La révolution et la guerre d'indépendance de 1848 dans la presse anglaise de l'époque. — Венгерская революция и освободительная война 1848 г. в свете современной английской печати.] FK. 1956. vol. 2. fasc. 1—2. p. 139—146.

Urbán Aladár : Honvédtoborzás a Dunántúlon 1848 nyarán. [Recrutement de gardes-nationaux dans la Transdanubie en été 1848. — Вербовка хонведов в Затисском крае летом 1848 г.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4. p. 134—166.

Vasvári Pál válogatott írásai. Szerk. és bev. Fekete Sándor. A nyomtatásban először megjelenő kéziratokat közölte és jegyz. ell. László József. [Oeuvres choisies de Pál Vasvári. Réd. et introd. par Sándor Fekete. Les manuscrits publiés pour la première fois sont présentés et annotés par József László. — Избранные произведения Пала Вашвари. Ред. и введ. Шандор Фекете. Изданные впервые в печати рукописи сообщил и примечания составил Йожеф Ласло.] Kiad. a Magyar Történelmi Társulat. Budapest, 1956. Művelt Nép. 311 p., 2 t.

Vörös Károly : Az 1826. évi kapuvári parasztmozgalom. [Le mouvement paysan de Kapuvár en 1826. — Крестьянское движение 1826 г. в Капуваре.] SSz. 1955. vol. 9. fasc. 3—4. p. 80—104.

6. Histoire de Hongrie 1849—1917 — История Венгрии в 1849—1917 гг.

Aranyossi Magda : Frankel Leó állásfoglalása a németországi „kivételes törvény"-nyel szemben. [La prise de position de Leo Frankel vis à vis de la «loi exceptionnelle» d'Allemagne. — Позиция Льва Франкеля в отношении «исключительного закона» в Германии.] MMIÉ. 1955. vol. 1. fasc. 5. p. 54—59.

Balogh J.: The Hungarian traumatic surgery in the first part of the 19th century. — [Венгерская хирургия раненых в первой половине XIX в.] OTKK. 1956. no. 3. p. 67—83.

Berkovits Ilona : Zichy Mihály baráti köre Párizsban. [Le cercle des amis de Mihály Zichy à Paris. — Семейный круг Михая Зичи в Париже.] MűÉ. 1956. vol. 5. fasc. 1. p. 1—14.

Bisztray Gyula : Babits fogarasi évei. I. [Les années de Babits à Fogaras. — Годы, проведенные Бабичем в городе Фогараш.] ITK. 1956. vol. 9. fasc. 3. p. 300—310.

Bodnár Éva : Tornyai János. 1869—1936 [János Tornyai. 1869—1936. — Янош Торняи 1869—1936.] Budapest, 1956. Képzőművészeti Alap. 117 p., 21 t. (Magyar mesterek.)

Erényi Tibor : A magyar szakszervezeti mozgalom története 1848—1917 között. [L'histoire du mouvement syndical hongrois entre 1848—1917. — История венгерского профсоюзного движения в 1848—1917 гг.] Budapest, 1956. Népszava. 68 p. (A SzOT Főiskola történelem-munkásmozgalom története tanszékének előadásai.)

Föglein Antal : Iratpusztítás és levéltárcsonkítás az önkényuralom alatt. [Destructions de documents et mutilations d'archives sous l'ère de l'absolutisme. — Разрушение документов и калечение архивов во время деспотизма.] LK. 1955. vol. 26. p. 48—60.

Jávorka Éva, B.: Marx és Engels művei a magyarországi német nyelvű munkáslapok-

ban (1873—1894). [Oeuvres de Marx et Engels dans les journaux ouvriers de langue allemande en Hongrie (1873—1894). — Произведения Маркса и Энгельса в рабочей печати в Венгрии, изданной на германском языке (1873—1894).] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 1. p. 144—148.

József Farkas: „A Tett." (1915. november 1—1916. szeptember 20.) [Le «Tett» (Fait) (1. nov. 1915—20. sept. 1916.) — Журнал «A Tett». (Действие.) (1-ое ноября 1915 г. — 20-ое сентября 1920 г.)] MMIÉ. 1955. vol. 1. fasc. 4. p. 20—36.

Káldor Márton—Várnai Péter: Goldmark Károly élete és művészete. [Vie et art de Károly Goldmark. — Жизнь и искусство Каролья Голдмарк.] Budapest, 1956. Művelt Nép. 261 p., 5 t.

Kató István: Az 1918-as novemberi parasztmozgalmak. [Les mouvements paysans en novembre 1918. — Крестьянские движения в ноябре 1918 г.] Száz. 1956. vol. 90. fasc. 3. p. 394—415.

Kemény G. Gábor: Iratok a nemzetiségi kérdés történetéhez Magyarországon a dualizmus korában. 2. 1892—1900. Összegyűjt. és jegyz. ell. — —. [Documents relatifs à l'histoire du problème des nationalités en Hongrie à l'époque du dualisme. 2. 1892—1900. Réd. et ann. par Gábor G. Kemény. — Документы к истории национального вопроса в Венгрии во время дуализма. Том. 2. 1892—1900. Сост. и прим. Габор Г. Кемень.] Kiad. a Magy. Tud. Akadémia Történettudományi Intézete. Budapest, 1956. Tankönyvkiadó, 967 p.

Kertainé Friedrich Klára: Az 1905-ös orosz forradalom hírlapi grafikánkban. [Les représentations graphiques de la révolution russe de 1905 dans les journaux hongrois. — Русская революция 1905 г. в графике венгерских газет.] MűÉ. 1956. vol. 5. fasc. 1. p. 39—46.

Kiss Lajos: Vásárhelyi híres vásárok. [Foires Célèbres de Vásárhely. — Общеизвестные ярмарки в городе Вашархель.] Szeged, 1956. Tiszatáji Magvető. 115 p., 1 c.

Komlós Aladár: Irodalmi ellenzéki mozgalmak a XIX. század második felében. [Mouvements d'opposition littéraire dans la deuxième moitié du XIX^{e} siècle. — Движения литературной оппозиции во второй половине XIX в.] Kiad. a Magyar Tud. Akadémia Irodalomtörténeti Intézete. Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. 116 p. (Irodalomtörténeti füzetek 7.)

Komlós Aladár: Vajda János. [János Vajda. — Янош Вайда.] Kiad. a Magyar Irodalomtörténeti Társaság. Budapest, 1956. Művelt Nép. 215 p., 1 t. (Nagy magyar írók.)

Korompay Bertalan: Ipolyi és Csengery. [Ipolyi et Csengery. (Discussions avant 100 ans concernant la religion primitive des Hongrois.) — Ипольи и Ченгери. (К годовщине исследования прарелигии венгров.)] ET. 1956. vol. 67. fasc. 3. p. 320—337.

Kresz Mária: Magyar parasztviselet (1820—1867). [Costumes paysans hongrois. (1820—1867). — Венгерская крестьянская одежда (1820—1867).] Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. 143 p., 1 ann.: 96 t. [Autre édition plus complète du même livre sur 234 p. — Более полное издание того же труда на 234 стр.]

Mályuszné Császár Edit: Egy színészházaspár élete. Szerdahelyi Kálmán és Prielle Kornélia. [La vie d'un couple d'acteurs. Kálmán Szerdahelyi et Kornélia Prielle. — Жизнь актеров — супругов. Калман Сердахельи и Корнелия Приелл.] Budapest, 1956. Művelt Nép. 301 p., 6 t.

Mérey Klára: Adatok a dualizmus-kori parasztmozgalmak történetéhez. (Somogy megye 1869.) [Contribution à l'histoire des mouvements paysans de l'époque du dualisme. (Comitat de Somogy 1869.) — Данные к истории крестьянских движений во время дуализма. (Комитат Шомодь в 1869 г.)] Pécs, 1956. Dunántúli Tud. Int. p. 3—28. (Dunántúli tudományos gyűjtemény 8.)

Mérey Klára: A mezőgazdasági munkásság mozgalmai a Dunántúlon 1905—1907-ben. [Mouvements des ouvriers agricoles en Transdanubie 1905—1907. — Движения сельскохозяйственных рабочих в Трансданубии в 1905—1907 гг.] Kiad. a Magyar Történelmi Társulat. Budapest, 1956. Szikra. 198 p., 1 t., 3 c.

Morvai Judit Sz.: Asszonyok a nagycsaládban. Mátraalji palócasszonyok élete a múlt század második felében. [Femmes dans la grande famille. Vie des femmes palotz de la Mátra dans la deuxième moitié du siècle passé. — Жены в большой семье. Жизнь половецких жен в окрестностях гор Матра во второй половине прошлого столетия.] Budapest, 1956. Magvető. 258 p. (Magyar könyvtár.)

Mucsi Ferenc: Az első orosz forradalom és a magyar munkásmozgalom. [La première révolution russe et le mouvement ouvrier hongrois. — Первая русская революция и венгерское рабочее движение.] Kiad. az MDP Központi Vezetősége Párttörténeti Intézete. Budapest, 1956. Szikra. 199 p.

Nagy József: A Heves megyei munkásmozgalom kezdeti szakasza. (1850—1914.) [La première étape du mouvement ouvrier du comitat de Heves. — Первоначальная стадия рабочего движения в комитате Хевеш. (1850—1914).] Eger, 1956. 61 p. (Heves megyei füzetek 7.)

Németh Lajos : Hollósy Simon és kora művészete. [Simon Hollósy et l'art de son époque. — Шимон Холлоши и искусство его времени.] Budapest, 1956. Képzőművészeti Alap. 161 p., 37 t.

Pach Zsigmond Pál—Sándor Pál : A szabadversenyen alapuló kapitalizmus viszonylagos fellendülése és az ipari proletariátus kialakulása a kiegyezés után. [L'essor relatif du capitalisme basé sur la libre concurrence et le développement du prolétariat industriel après le compromis austro-hongrois. — Относительный подъем капитализма, основанного на свободной конкуренции и образование промышленного пролетариата после соглашения.] (Budapest, 1956), Közgazd. és Jogi Kiadó. 59 p. (Klny. a Marx Károly Közgazdaságtudományi Egyetem 1955. évi évkönyvéből.) [Tirage à part de l'Annuaire de l'Université d'économie politique K. Marx 1955. — Отдельный оттиск из Ежегодника Университета политической экономии им. Карла Маркса за год 1955.]

Rákos Péter : Adalékok Az ember tragédiája csehországi visszhangjához. [Contributions à l'écho qu'avait eu en Tchécoslovaquie le drame de Eméric Madách «La Tragédie de l'Homme». — К отклику на «Трагедию человека» Имре Мадач в Чехословакии.] IT. 1956. fasc. 3. p. 322—336.

Sándor V(ilmos) : Die grossindustrielle Entwicklung in Ungarn 1867—1900. [Развитие крупной промышленности в Венгрии в 1867—1900 гг.] AH. 1956. tom. 3. fasc. 3. p. 139—247.

Sipka Sándor : Gonda József (1877—1913). [József Gonda (1877—1913). — Йожеф Гонда (1877—1913).] Hódmezővásárhely, 1955 (1956), 95 p. (Csongrád megyei füzetek 16.)

Svéd László : A magyarországi szocialista ifjúmunkásmozgalom (1905—1908). [Le mouvement de la jeunesse ouvrière socialiste en Hongrie (1905—1908). — Социалистическое движение молодых рабочих в Венгрии (1905—1908).] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 2. p. 46—67.

Szabolcsi Bence : Liszt Ferenc estéje. [Le soir de Ferenc Liszt — Последние годы жизни Франца Листа.] Budapest, 1956, Zeneműkiadó. 122 p.

Szekeres József : Adatok a pécsi bányászok 1905. évi harcairól. [Documents sur la lutte des mineurs de Pécs en 1905. — Данные о борьбе шахтеров города Печ в 1905 г.] Száz. 1955. vol. 89. fasc. 6. p. 897—923.

Tóth Zoltán, I.: A nemzetiségi kérdés a dualizmus korában (1867—1900). [La question des nationalités à l'époque du dualisme (1867—1900). — Национальный вопрос в период дуализма (1867—1900).] Száz. 1956. vol. 90. fasc. 3. p. 368—393.

Tanulmányok a kapitalizmus történetéhez Magyarországon 1867—1918. Szerk. Pach Zsigmond Pál, Sándor Pál. [Études sur l'histoire du capitalisme en Hongrie 1867—1918. Réd. par Zsigmond Pál Pach, Pál Sándor. — Исследования по истории капитализма в Венгрии в 1867—1918 гг. Ред. Пал Жигмонд Пах и Пал Шандор.] Kiad. a Marx Károly Közgazdaságtudományi Egyetem. Budapest, 1956. Szikra. 391 p. Du contenu : Содержание сборника :

Földi Tamás : A magyarországi vasútépítés a külföldi nagytőke profitforrása. 1867—1900. [La construction des chemins de fer en Hongrie comme une source de profit du grand capital étranger. 1867—1900. — Построение железных дорог в Венгрии — источник прибыли иностранного крупного капитала 1867—1900.]

Berend Iván—Ránki György : A monopolkapitalizmus gazdasági alaptörvénye érvényesülésének néhány kérdése Magyarországon az első világháború előtt 1900—1914. [Quelques problèmes de la mise en valeur de la loi fondamentale économique du capitalisme monopoleur en Hongrie, avant la première guerre mondiale 1900—1914. — Некоторые вопросы действия основного экономического закона монополистического капитализма в Венгрии перед первой мировой войной 1900—1914.]

Szuhay Miklós : A parasztság felbomlásának egyes kérdései Magyarországon az első világháború előtt. [Quelques aspects de la différenciation de la paysannerie en Hongrie avant la première guerre mondiale. — Некоторые вопросы дифференциации крестьянства в Венгрии перед первой мировой войной.]

Tokodyné Puskás Julianna : A nemzetgazdaság militarizálásának hatása a parasztság helyzetére Magyarországon az első világháború idején. [L'effet de la militarisation de l'économie nationale sur la situation de la paysannerie en Hongrie à l'époque de la première guerre mondiale. — Влияние милитаризации народного хозяйства на положение крестьянства в Венгрии во время первой мировой войны.]

Vincze Edit, S.: A Magyarországi Szociáldemokrata Párt megalakulása és tevékenysége a kilencvenes években. [La naissance du parti social-démocrate de Hongrie et ses activités dans les années 1890. — Образование социал-демократической партии Венгрии и ее деятельность в 1890-х год.] Száz. 1956. vol. 90. fasc. 1—2. p. 126—169., 1 t.

Ybl Ervin : Ybl Miklós. [Miklós Ybl. — Миклош Ибл.] Budapest, 1956. Képzőművészeti Alap. 240 p., 67 t.

7. Histoire de Hongrie 1917—1956 — История Венгрии в 1917—1956 гг.

Aranyossi M(agda): Влияние Великой Октябрьской социалистической революции и Венгерской Советской республики на женское движение во Венгрии в 1917—1919 гг. [L'influence de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre et de la République Hongroise des Conseils sur le mouvement ouvrier féminin hongrois en 1917—1919.] AH. 1956. tom. 3. fasc. 3. p. 249—292.

Balassa I(ván): Der Maisbau in Ungarn. [Разведение кукурузы в Венгрии]. AEt. 1956. tom. 5. fasc. 1—2. p. 103—181.

Balázs Béla: A személyes visszaemlékezések felhasználása népi demokráciánk történetének feldolgozásában. [L'utilisation des souvenirs personnels dans l'étude de l'histoire de notre démocratie populaire. — Использование личных воспоминаний при разработке истории венгерской народной демократии.] Száz. 1955. vol. 89. fasc. 6. p. 882—896.

Balázs József: Magyar katonák az 1918-as csehországi polgári demokratikus forradalomban. [Soldats hongrois dans la révolution démocratique bourgeoise de Bohémie en 1918. — Венгерские воины в буржуазно-демократической революции 1918 г. в Чехии.] HK. 1956. vol. 3. fasc. 1. p. 179—181.

Balázs Tibor: A Pest vármegyei Nemzeti Bizottságok történetéhez (1945 január—október. [Contribution à l'histoire des Comités Nationaux du département de Pest (janvier—octobre 1945). — К истории Национальных комитетов комитата Пешт (январь-октябрь 1945 г.)] LK. 1955. vol 26. p. 236—271.

Bartók, sa vie et son oeuvre. Publ. sous la direction de Bence Szabolcsi. Collab. de Zoltán Kodály, Bence Szabolcsi etc. Réd. par László Pődör. [Барток, его жизнь и деятельность. Под. руководством Бенце Саболчи, при помощи Золтана Кодаль, Бенце Саболчи и т. д. Ред. Ласло Педер.] Budapest, 1956. Corvina, 351 p.

Berend Iván—Ránki György: Az ipar háborús előkészítése és ennek hatása az ipari ciklus alakulására Magyarországon (1933—1938). [La préparation de l'industrie pour la guerre et son effet sur l'évolution du cycle industriel en Hongrie (1933—1938). — Перевод промышленности на военные рельсы и его влияние на образование промышленного цикла в Венгрии (1933—1938 гг.)] KgSz. 1956. vol. 3. fasc. 1. p. 58—73.

Csatkai Endre: Sopron egészségügye és népművelése az 1919-es Tanácsköztársaság idején. [Hygiène et culture populaire de la ville de Sopron à l'époque de la République des Conseils en 1919. — Здравоохранение и народное просвещение города Шопрон во время Советской Республики 1919 г.] SSz. 1955. vol. 9. fasc. 3—4. p. 105—113.

Csémi Károly: A szovjet páncélos és gépesített csapatok szerepe a Magyarországot felszabadító hadműveletekben. [Le rôle des troupes blindées et motorisées dans les opérations militaires ayant pour but la libération de la Hongrie. — Роль советских бронетанковых и механизированных войск в операциях за освобождение Венгрии.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4. p. 5—23.

Csendes Béla: A búzatermelés és -felhasználás alakulása hazánkban a felszabadulás előtt és 1950—1955 között. [Le développement de la production et de l'utilisation du froment en Hongrie avant la libération et entre 1950 et 1955. — Производство пшеницы и ее потребление в нашей стране перед освобождением и в 1950—1955 гг.] KgSz. 1956. vol. 3. fasc. 10. p.1191—1202.

A debreceni munkásmozgalom története a munkásmozgalmi szervezkedés kezdetétől a tanácsköztársaság leveréséig. (Szerk. Varga Zoltán.) [L'histoire du mouvement ouvrier à Debrecen à partir de l'organisation du mouvement ouvrier jusqu'à la défaite de la république des conseils. (Réd. Zoltán Varga.) — История рабочего движения в городе Дебрецен от начала организации рабочего движения до разгрома Советской республики. (Ред. Золтан Варга.)] Debrecen, 1956. Alföldi Magvető. 303 p.

Derkovics Jenő: A Magyar Vörös Hadsereg gyári munkásezredeinek szervezése. [L'organisation des régiments d'ouvriers de fabrique de l'Armée Rouge Hongroise. — Организация заводских рабочих полков Венгерской Красной Армии.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4. p. 213—242.

Dokumentumok a Magyar Tanácsköztársaság megalakulásáról és nemzetközi visszhangjáról. Összeáll. Scharle Erzsébet. [Documents relatifs à la création de la République Hongroise des Conseils et son écho international. Prés. par Erzsébet Scharle. — Документы о возникновении и международном отклике Венгерской советской республики. Сост. Эржебет Шарле.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 1. p. 110—121.

Dömötör Gergely: A Magyar Tanácsköztársaság hadigazdasága. [L'économie de guerre de la République Hongroise des Conseils. — Военная экономика Венгерской советской республики.] HK. 1956. vol. 3. fasc. 1. p. 120—149.

Eősze László: Kodály Zoltán élete és munkássága. [Vie et oeuvres de Zoltán Kodály. —

Жизнь и деятельность Золтана Кодая.] Budapest, 1956. Zeneműkiadó. 227 p., 8 t.

Erőss Emma: A magyar szakszervezeti mozgalom története 1919—1929 között. [Histoire du mouvement syndical hongrois entre 1919 et 1929. — История венгерского профсоюзного движения в 1919—1929 гг.] Budapest, 1955 (1956), Népszava. 34 p. (A SZOT Főiskola történelem-munkásmozgalom története tanszékének előadásai.)

Az 1929—1933. évi világgazdasági válság hatása Magyarországon. Szerk. Incze Miklós. [L'effet de la crise économique mondiale des années 1929—1933 en Hongrie. Réd. Miklós Incze. — Влияние мирового экономического кризиса 1929—1933 гг. в Венгрии. Ред. Миклош Инце.] Kiad. A Magyar Tudományos Akadémia Történettudományi Intézete. Budapest, 1955 (1956), Akadémiai Kiadó. VI, 526 p.

Fjodorov, A. V.: Orosz katonák részvétele a Magyar Tanácsköztársaság védelmében. [La participation des soldats russes à la défense de la République Hongroise des Conseils. — Участие русских солдат в защите Венгерской советской республики.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4 p. 204—212.

Friss Istvánné: A magyar munkásosztály 1933—1935-ben vívott harcairól. [Les luttes de la classe ouvrière hongroise entre 1933—1935. — О борьбах венгерского рабочего класса в 1933—1935 гг.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 1. p. 27—46.

Gaál Endre: A szegedi munkásság harca a Tanácsköztársaságért 1917—1919. [La lutte des ouvriers de Szeged pour la République Hongroise des Conseils 1917—1919. — Борьба рабочих города Сегед за Советскую республику в 1917—1919 гг.] Kiad. a Szegedi Tudományegyetem Történeti Intézete. Budapest, 1956. Szikra. 231 p.

Gál Éva, L.: A köztársaság megteremtése Magyarországon (1946). [L'instauration du régime républicain en Hongrie (1946). — Образование республики в Венгрии (1946 г.)] Száz. 1956. vol. 90. fasc. 1—2. p. 170—203.

A győri Wilhelm Pieck Vagon- és Gépgyár története 1896—1956. Szerk. Kölkedi István. Bev. Mithay Sándor. [Histoire de la Fabrique de Vagons et Machines Wilhelm Pieck à Győr 1896—1956. Réd. par István Kölkedi. Préface de Sándor Mithay. — История Вагоно- и машиностроительного завода им. Вильгелма Пика в городе Дьер в 1896—1956 гг. Ред. Иштван Келкеди. Введ. Шандор Митаи.] Győr, 1956. W. Pieck Vagon- és Gépgyár 231 p.

Harsányi János: Magyarok a belga nép ellenállási harcában a II. világháború idején. [Les Hongrois dans les luttes de la résistance belge pendant la deuxième guerre mondiale. — Венгры в борьбе сопротивления бельгийского народа во время второй мировой войны.] HK. 1956. vol. 3. fasc. 1. p. 182—184.

Horváth József: A magyar szakszervezeti mozgalom története 1939—1945 között. [Histoire du mouvement syndical hongrois 1939—1945. — История венгерского профсоюзного движения в 1939—1945 гг.] Budapest, 1956. Népszava. 32 p. (A SZOT Főiskola történelem-munkásmozgalom története tanszékének előadásai.)

Az „Ifjú proletár" az ifjúmunkások és tanoncok helyzetéről. 1922—1933. Összeáll. Schuller Gábor. [L'hebdomadaire «Ifjú proletár» (Jeune prolétaire) sur la situation des jeunes ouvriers et apprentis. 1922—1933. Prés. par Gábor Schuller. — Журнал «Ифью пролетар» (Молодой пролетарий) о положении молодых рабочих и ремесленных учеников в 1922—1933 гг. Сост. Габор Шуллер.] MMIÉ. 1956. vol. 1. fasc. 4. p. 135—148.

Iratok az ellenforradalom történetéhez. 1919—1945. Kiad. a Magyar Országos Levéltár. 1. köt. Az ellenforradalom hatalomrajutása és rémuralma Magyarországon. 1919—1921. Szerk. és bev. Nemes Dezső. 2. kiad. [Documents relatifs à l'histoire de la contre-révolution 1919—1945. Publiés par les Archives Nationales. vol. 1. La prise du pouvoir par la contre-révolution et sa terreur en Hongrie. 1919—1921. Réd. et préf. par Dezső Nemes. 2e ed. — Документы к истории контрреволюции. 1919—1945. Изд. Венгерского Государственного архива. Том. I. Захват власти контрреволюцией и ее террор. 1919—1921. Ред. и введ. Деже Немеш. Изд. 2.] Budapest, 1956. Szikra. 476 p., 4 t.

Iratok az ellenforradalom történetéhez. 1919—1945. Kiad. a Magyar Országos Levéltár. 2. köt. A fasiszta rendszer kiépítése és a népnyomor Magyarországon. 1921—1924. Szerk. és bev. Nemes Dezső. A forrásanyagot összeáll. és a szerkesztésben részt vett Karsai Elek. [Documents relatifs à l'histoire de la contre-révolution 1919—1945. Publiés par les Archives Nationales. 2. vol. Organisation du système fasciste et la misère du peuple en Hongrie 1921—1924. Réd. et intr. par Dezső Nemes. Prés. avec la coll. de Elek Karsai. — Документы к истории контрреволюции. 1919—1945. Изд. Венгерского Государственного архива. Том 2. Установление фашистского режима и нищета народа в Венгрии. 1921—1924. Ред. и введ. Деже Немеш. Материал источников составил и в редактировании участвовал Элек Каршаи.] Budapest, 1956. Szikra. 653 p.

Kádár János: A Kommunisták Magyarországi Pártja feloszlatása körülményeinek és a Békepárt munkájának néhány kérdéséről. [Quelques aspects des circonstances de la

dissolution du Parti Communiste de Hongrie et du travail du Parti de la Paix. — О некоторых вопросах обстоятельств роспуска Партии Коммунистов Венгрии и работы партии мира.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 3. p. 20—26.

Karsai Elek: Kormánybiztosok hatásköre és tevékenysége az ellenforradalmi rendszer első hónapjaiban. [Compétence et activité des commissaires gouvernementaux au cours des premiers mois du régime contre-révolutionnaire. — О компетенции и деятельности правительственных комиссаров в первые месяцы контрреволюционного режима.] LK. 1955. vol. 26. p. 206—234.

Kató István: Az 1918. évi magyar demokratikus forradalom előzményeinek és győzelmének néhány kérdése. [Quelques questions des antécédents et de la victoire de la révolution hongroise démocratique de 1918. — Некоторые вопросы предпосылок и победы венгерской демократической революции 1918 г.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 1. p. 1—26.

Kispéter András: Juhász Gyula. [Gyula Juhász. — Дьюла Юхас.] — Kiad. a Magyar Irodalomtörténeti Társaság. Budapest, 1956. Művelt Nép. 247 p., 1 t. (Nagy magyar írók.)

Kiss György: A Magyar Kommunista Párt felszabadulás utáni ifjúsági politikájának néhány kérdése. (1944 október—1945 szeptember.) [Quelques problèmes de la politique des jeunes du Parti Communiste Hongrois après la libération (octobre 1944—septembre 1945). — Некоторые вопросы политики Венгерской коммунистической партии в отношении молодежи после освобождения (октябрь 1944 г. — сентябрь 1945 г.] — PtK. 1956. vol. 2. fasc. 1. p. 47—69.

Kleinné Nagy Zsuzsa: Baranya megye történetének néhány vonása a Tanácsköztársaság idején. Gábor Sándorné, Hajdu Gyula stb. hozzászólásával. [Quelques aspects de l'histoire du comitat de Baranya à l'époque de la République des Conseils. Avec la contribution de Mme S. Gábor, Gyula Hajdu etc. — Некоторые черты истории комитата Бараня во время Советской республики. С выступлениями Габор Шандорне, Дьюла Хайду и т. д.] Pécs, 1955 (1956). 30 p. (Dunántúli tudományos gyűjtemény 2.)

Komáromy József: A győzelmes miskolci csata. 1919. május 20—21. [La lutte victorieuse de Miskolc. 20—21 mai 1919. — Победоносная битва при городе Мишкольц 20—21-ое мая 1919 г.] Borsodi Szemle, 1956. vol. 1. no. 1. p. 3—18.

A Kommunisták Magyarországi Pártja I., újjáalakító kongresszusának határozataiból. Összeáll. Rákosi Sándor—Szabó Ágnes. [Des résolutions du Ier congrès de réorganisation du Parti Communiste de Hongrie. Réd. par Sándor Rákosi—Ágnes Szabó. — Из решений I, возобновительного съезда Коммунистической партии Венгрии. Сост. Шандор Ракоши и Агнеш Сабо.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 2. p. 144—159.

Koncsek László: A bécsi és Sopron megyei ellenforradalom kapcsolatai 1919-ben. [Relations de la contre-révolution de Vienne et du comitat de Sopron en 1919. — Связи контрреволюции в Вене и в комитате Шопрон в 1919 г.] SSz. 1956. vol. 10. fasc. 2. p. 97—115.

Kozlowski, J.: Lengyelek részvétele az 1919-es magyar proletárforradalomban. [La participation des Polonais à la révolution prolétaire hongroise en 1919. — Участие поляков в венгерской пролетарской революции 1919 г.] MMIÉ. 1955. vol. 1. fasc. 4. p. 60—67.

Kurta János: Magyarok a spanyol polgárháborúban. Visszaemlékezés. [Hongrois dans la guerre civile espagnole. Souvenirs. — Венгры в испанской гражданской войне. Воспоминания.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 2. p. 162—167.

Kürti András: Az 1946-os üzemi bizottsági választások előzményei. [Antécédents des élections des comités d'entreprise en 1946. — К вопросу о выборах в фабрично-заводские комитеты 1946 г.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 2. p. 16—45.

Lackó Miklós: Az 1946-os márciusi győzelem. (A Baloldali Blokk megalakulása.) [La victoire de mars 1946. (Création du cartel électoral de gauche.) — Мартовская победа 1946 г. (Образование Левого блока.)] TáSz. 1956. vo 11. no. 3. p. 23—45.

Lyka Károly: Festészetünk a két világháború között (1920—1940). Visszaemlékezés. Sajtó alá rend. és bev. Körner Éva. [La peinture hongroise entre les deux guerres mondiales. (1920—1940.) Souvenirs. Prés. et introd. par Éva Körner. — Наша живопись между двумя мировыми войнами (1920—1940 гг.) Воспоминания. Подгот. к печати и введ. Эва Кернер.] Budapest, 1956. Képzőművészeti Alap. 105 p., 40 t.

A magyar munkásmozgalom romániai visszhangjának néhány dokumentuma. 1919—1932. Összeáll. Dián Éva, G. [Quelques documents relatifs aux retentissements du mouvement ouvrier hongrois en Roumanie. 1919—1932. Prés. par Éva G. Dián. — Некоторые документы об откликах в Румынии на венгерское рабочее движение в 1919—1932 гг. Сост. Эва Г. Диан.] MMIÉ. 1955. vol. 1. fasc. 4. p. 129—134.

A magyar munkásmozgalom történetének válogatott dokumentumai. 5. köt. A magyar

munkásmozgalom a Nagy Októberi Szocialista Forradalom győzelmét követő forradalmi fellendülés időszakában... 1917. november 7.—1919. március 21. Összeáll. Gábor Sándorné, Fehér András stb. Szerk. az MDP Központi Vezetősége Párttörténeti Intézete. [Documents choisis de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois. T. V. Le mouvement ouvrier hongrois à l'époque de l'essor révolutionnaire qui suivit la victoire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre. 7. nov. 1917—21 mars 1919. Prés. par Mme S. Gábor, András Fehér etc. — Избранные документы истории венгерского рабочего движения. Том. 5. Венгерское рабочее движение во время революционного подъема после победы Великой Октябрьской социалистической революции 7-ое ноября 1917 г. — 21-ое марта 1919 г. Сост. Габор Шандорне, Андраш Фехер и т. д. Ред. Институт истории партии при ЦК ВПТ.] Budapest, 1956. Szikra. 775 p., 5 t.

Máté György: Szikrától lobban a láng. (A magyar kommunista sajtó munkásainak harca. [De l'étincelle jaillit la flamme. (Lutte des ouvriers de la presse communiste hongroise. — Из искры восходит пламя. (Борьба работников венгерской коммунистической печати.)] Budapest, 1956. Művelt Nép. 183 p.

Milei György: A szovjetoroszországi magyar kommunista hadifogolymozgalom eszmei arculatának néhány kérdése (1918). [Quelques problèmes de l'aspect idéologique du mouvement des prisonniers de guerre hongrois-communistes en Russie Soviétique. Некоторые вопросы идеологического облика венгерского коммунистического движения в Советской России (1918 г.)] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 3. p. 35—69.

A munkásosztály helyzete a Horthy-rendszer idején. (Adalékok.) Összeáll. a Marx Károly Közgazdaságtudományi Egyetem munkaközössége Kádár Iván vezetésével. [La situation de la classe ouvrière sous le régime Horthy. (Contributions.) Prés. par le collectif de l'Université d'économie politique K. Marx sous la direction de Iván Kádár. — Положение рабочего класса во время режима Хорти. (Материалы.) Сост. коллектив Университета политической экономии им. Карла Маркса под руководством Ивана Кадар.] Budapest, 1956. Szikra. 334 p.

Nagy Zsuzsa, L.: Az osztály-erőviszonyok alakulásának néhány kérdése a Dunántúlon a Tanácsköztársaság idején. [Quelques problèmes concernant la formation des rapports des forces de classe en Transdanubie sous la République des Conseils. — К некоторым вопросам формирования соотношений классовых сил в Трансданубии во время Венгерской советской республики.] TIÉ. 1956. vol. 7. fasc. 1—2. p. 52—78.

Papp Lajos: A diadalmas sztrájk. (Az építőipari munkások 1935-ös sztrájkja.) [La grève victorieuse. (La grève des ouvriers du bâtiment en 1935.) — Победоносиая забастовка. (Стачка строительных рабочих в 1935 г.)] MMIÉ. 1955. vol. 1. fasc. 4. p. 1—19.

Pecze Ferenc: A tanácsok jelentősége és szerepe a Magyar Tanácsköztársaság megteremtésében. [Rôle et importance des conseils dans la création de la République Hongroise des Conseils. — Значение и роль советов в создании Венгерской советской республики.] JK. 1956. vol. 11. fasc. 3. p. 129—138.

Ráth Károly: Magyarok a spanyol polgárháborúban. [Hongrois dans la guerre civile d'Espagne. — Венгры в испанской гражданской войне.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 3. p. 70—74.

Remete László: Irodalom-forradalom 1917—1919. Az orosz és magyar forradalmak egykorú irodalmi dokumentumok tükrében. Gyűjt., szerk. és jegyz. ell. — —. Bev. Komját Irén. [Littérature-révolution. 1917—1919. Les révolutions russe et hongroise dans les documents littéraires de l'époque. Recueillis, rédigés et annotés par László Remete. Préface par Irén Komját. — Литература-революция 1917—1919. Русская и венгерская революции в свете современных литературных документов. Сост. ред. и прим. Ласло Ремете. Введ. Ирен Комят.] Budapest, 1956. Magvető. 452 p.

Részletek a Tézistervezet a magyar politikai és gazdasági helyzetről és a KMP feladatairól (Blum-tézisek) c. dokumentumból. Közli Friss Istvánné—Szabó Ágnes. [Passages du projet de Thèses sur la situation politique et économique hongroise et les devoirs du PCH. (Thèses Blum.) Textes présentés par Mme I. Friss et Ágnes Szabó. — Части из материала «Проект тезисов о политическом и экономическом положении в Венгрии и о задачах Партии Коммунистов Венгрии» (Тезисы Блюма.) Сообщ. Фриш Иштванне—Агнеш Сабо.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 3. p. 75—94.

Réti László: A Bethlen—Peyer paktum. Kiad. az MDP Központi Vezetősége Párttörténeti Intézete. 2. átd. kiad. [Le pacte Bethlen—Peyer. 2e éd. rév. — Пакт Бетлена — Пайер. 2. Перераб. изд.] Budapest. 1956. Szikra. 95 p.

Sollner József: A magyar szakszervezeti mozgalom története 1929—1939 között. [Histoire du mouvement syndical hongrois entre 1929 et 1939. — История венгерского профсоюзного движения в 1929—1939 гг.]

Budapest, 1956. Népszava. 37 p. (A SZOT Főiskola történelem-munkásmozgalom története tanszékének előadásai.)

Szántó Imre: A dolgozó parasztság helyzete Heves megyében a bethleni konszolidáció és a gazdasági válság éveiben. 1920—1933. [La situation de la paysannerie laborieuse dans le comitat de Heves dans les années de la consolidation de l'époque de Bethlen et la crise économique. 1920—1933. — Положение трудящегося крестьянства комитата Хевеш в годы бетленской консолидации и экономического кризиса 1920—1933.] Eger, 1956. 44 p. (Heves megyei füzetek 6.)

Takáts Kálmán: Sopron város és megye felszabadulása 1945-ben. [La libération de la ville et du comitat de Sopron en 1945. — Освобождение города и комитата Шопрон в 1945 г.] SSz. 1956. vol. 10. fasc. 1. p. 1—15.

Vág Sándor: A „La Hongrie Républicaine" és Juhász Gyula. [«La Hongrie Républicaine» et Gyula Juhász. — «La Hongrie Républicaine» и Дьюла Юхас.] ITK. 1956. vol. 9. fasc. 3. p. 356—364.

Varga Zoltán: Debrecen felszabadulás utáni politikai életének néhány kérdése. [Quelques aspects de la vie politique de Debrecen après la libération. — Некоторые вопросы политической жизни города Дебрецен после освобождения.] Alföld, 1956. vol. 7. no. 1—3., 5.

Vörös Károly: A polgári kori magyar törvényhatósági közigazgatás. Összeáll. — —. [L'administration publique municipale de Hongrie de l'époque bourgeoise. Prés. par Károly Vörös. — Венгерская муниципальная администрация в буржуазный период. Сост. Кароль Вереш.] Budapest, 1956. Levéltárak Orsz. Központja. Soksz. V, 81 p., 1 t.

8. Histoire générale* — Всеобщая история**

Alföldi M(ária), R.: The consecration coins of the third century. [Консекрационные монеты III века.] AAr. 1956. tom. 6. fasc. 1—4. p. 57—70., 1 t.

Bónis György: Montesquieu jogi és politikai nézetei. [Vues juridiques et politiques de Montesquieu. — Правовые и политические взгляды Монтескье.] MTATT. 1956. vol. 7. fasc. 3. p. 209—247.

Erdős Péter: Lenin az I. osztály elsődleges fejlődésének törvényéről. [Lénine sur la loi du développement primaire de la I classe. — Ленин о законе преимущественного роста 1-ого подразделения.] KgSz. 1956. vol. 3. fasc. 4. p. 389—399.

Fehér Géza: Tanulmányok a népvándorláskori steppei népek viseletéről I. [Études sur les costumes des peuples des steppes de l'époque des migrations. — Исследования по одеянию народов степи периода великого переселения народов.] AÉ. 1956. vol. 83. fasc. 2. p. 152—165., 2 t.

Fekete Lajos: A Siyâqat írástípus a török pénzügyigazgatásban. [Le type d'écriture Siyâqat dans l'administration des finances de la Turquie. — Тип почерка «Сийакат» в турецкой финансовой администрации.] MTANyI. 1956. vol. 8. fasc. 1—4. p. 1—83.

Fenyő Béla: Az olasz szakszervezeti mozgalom története a második világháború után. [Histoire du mouvement syndical italien après la deuxième guerre mondiale. — История итальянского профсоюзного движения после второй мировой войны.] Budapest, 1956. Népszava. 104 p. (Nemzetközi szakszervezeti mozgalom.)

Fodor Gyula: A légierő fejlődésének hadtörténelmi áttekintése. [Développement des forces aériennes au point de vue de l'histoire militaire. — Военно-исторический обзор развития военновоздушных сил.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4. p. 304—329.

Fogarasi Béla: Lenin és a tudomány. [Lénine et la science. — Ленин и наука.] MTATT. 1956. vol. 7. fasc. 3. p. 181—197.

Hevesi Gyula: Lenin a szocialista építés műszaki feladatairól. [Lénine sur les tâches techniques de l'édification du socialisme. — Ленин о технических задачах социалистического строительства.] MT. 1956. Új folyam. vol. 1. fasc. 4—6. p. 125—136.

Kepes Tamás: A francia szakszervezeti mozgalom története a második világháború után. [Histoire du mouvement syndical français après la deuxième guerre mondiale. — История французского профсоюзного движения после второй мировой войны.] Budapest, 1956. Népszava. 100 p. (Nemzetközi szakszervezeti mozgalom.)

Lutter Tibor: John Milton, az angol polgári forradalom költője. [John Milton, poète de la révolution bourgeoise d'Angleterre. — Джон Мильтон, поэт английской буржуазной революции.] Budapest, 1956. Akadémiai Kiadó. 223 p., 4 t.

Mátrai László: Montesquieu, a felvilágosodás filozófusa. [Montesquieu, philosophe de l'âge des lumières. — Монтескье, философ

* Ouvrages des auteurs étrangers, traduits en hongrois, ne sont en général pas pris en considération.

** Произведения иностранных авторов, переведенные на венгерский язык, как правило не назначены.

просвещения.] MTATT. 1956. vol. 7. fasc. 3. p. 199—208.

Matuz József: A Vörös Hadsereg és a dolgozó nép. [L'Armée Rouge et le peuple travailleur. — Красная Армия и трудящийся народ.] HK. 1955. vol. 2. fasc. 3—4. p. 243—266.

Mócsy András: A rabszolgatartás alakulása Pannóniában a principátus időszakában. [La conjoncture de l'esclavage en Pannonie dans la période du principat. — Развитие рабовладения в Паннонии в период принципата.] AÉ. 1956. vol. 83. fasc. 2. p. 139—151.

N(ádor) Gy(örgy): Az averroisták, a középkor radikális szabadgondolkodói. Széljegyzetek egy most feltárt Boëtius Dacus-mű margójára. [Les Averrhoistes, libres penseurs radicaux du moyen âge. Notes marginales à une oeuvre récemment découverte de Boëtius Dacus. — Аверроисты, радикальные вольнодумцы средних веков. Заметки на полях только что объявленного произведения Боециуса Дакуса.] MTATT. 1956. vol. 7. fasc. 4. p. 365—372.

Nádor György: Kepler világnézete és gondolkodó egyénisége. A szent őrjöngés és a természettudomány. [La conception du monde de Kepler et sa personnalité de penseur. La folie sacrée et les sciences naturelles. — Мировоззрение и мыслительская личность Кеплера. Святое бешенство и естественные науки.] FK. 1956. vol. 2. fasc. 1—2. p. 41—60.

Nádor György: A kopernikuszi tan és hatása a tudományos gondolkodásra. [La doctrine de Copernicus et son effet sur la pensée scientifique. — Учение Коперника и его влияние на научную мысль.] MTA Matematikai és Fizikai Tudományok Osztályának Közleményei. 1956. vol. 6. fasc. 1. p. 93—105.

A nemzetközi szakszervezeti mozgalom története kialakulásától a második világháborúig. [Histoire du mouvement syndical international de ses débuts jusqu' à la deuxième guerre mondiale. — История международного профсоюзного движения от образования до второй мировой войны.] Budapest, 1956. Népszava. 226 p.

Pigler A(ndor): Barockthemen. Eine Auswahl von Verzeichnissen zur Ikonographie des XVII. und XVIII. Jahrhundertes. [Темы барокко. Выбор списков к иконографии XVII и XVIII вв.] Bd. 1—2. Budapest, 1956. Ung. Akademie der Wissenschaften.

Pólay Elemér: A római végrendelet eredete. [L'origine du testament romain. — Происход римского завещания.] Szeged, 1956. 47 p. (Acta Universitatis Szegediensis. Acta juridica et politica. Tom. II. 3.)

Róna Éva: Piers the Plowman és az 1381-es parasztforradalom c. kandidátusi disszertációjának vitája. (A vitát összefoglalta Mezey László.) [Discussion sur la thèse de candidat de Mme Éva Róna: Piers the Plowman et la révolution paysanne de 1381. (Résumée par László Mezey.) — Обсуждение кандидатской диссертации Эвы Рона «Piers the Plowman и крестьянская революция 1381 г.» (Сост. Ласло Мезеи.)] MTANyI. 1956. vol. 9. fasc. 3—4. p. 391—401.

Szádeczky-Kardoss Samu: Iuliobona és Maternus felkelése. [Iuliobona et le soulèvement de Maternus. — Юлиобона и восстание Матернуса.] AÉ. 1956. vol. 83. fasc. 1. p. 18—24.

Szilágyi J(ános): Aquincum. [Аквинкум] Budapest, 1956, Ung. Akad. der Wissenschaften. 166 p., 39 t., 1 c.

Tanulmányok a népi demokráciák történetéből. 1. Szerk. Perényi József. [Études de l'histoire des démocraties populaires. 1. Réd. József Perényi. — Исследования по истории народных демократий. Том I. Ред. Иожеф Перени.] Kiad. az MTA Történettudományi Intézete. Budapest, 1956 Akadémiai Kiadó. 336 p.

Du contenu: Содержание сборника:

Dimitâr Angelov: A török hódítás és a balkáni népek harca a hódítók ellen. [La conquête turque et la lutte des peuples balcaniques contre les conquérants. — Турецкое завоевание и борьба балканских народов против завоевателей.]

Witold Kula: A kapitalista viszonyok kezdetei Lengyelországban a XVIII. században. [Les débuts du capitalisme en Pologne au XVIII[e] siècle. — Начало капиталистических отношений в Польше в XVIII в.]

Simion Vianu: Részletek a román népnek a török iga lerázásáért és a függetlenség kivívásáért folytatott harcából. (Adalékok a XVIII. századvégi román—orosz kapcsolatok történetéhez.) [Détails de la lutte du peuple roumain pour sa libération du joug turc et la conquète de sa liberté. (Contributions à l'histoire des rapports romano—russes de la fin du XVIII[e] siècle.) — Очерки по истории борьбы румынского народа за свержение турецкого ига и завоевание независимости. [Данные к истории румынско-русских связей в конце XVIII в.)]

Victor Cheresteşiu: Adalékok az 1848-as forradalmi év erdélyi parasztmozgalmainak történetéhez. [Contribution à l'histoire des mouvements paysans révolutionnaires de Transylvanie en 1848. — Данные к истории крестьянских движений в Трансильвании в революционном году 1848.]

Zsak Natan: Bulgária 1877—78-i felszabadulásának hatása az ország gazdasági és társadalmi fejlődésére. [L'effet de la libération de Bulgarie en 1877—78 sur le développement économique et social du pays. — — Влияние освобождения Болгарии в

1877—1878 г. на экономическое и социальное развитие страны.]

Żanna Kormanowa : Az első lengyel munkáspárt megalakulásának gazdasági és társadalmi feltételei. (A „Proletariát" párt létrejöttének 70. évfordulójára.) [Les conditions économiques et sociales de la constitution du premier parti ouvrier polonais. (A l'occasion du 70.e anniversaire de la constitution du parti «Proletariat».) — Экономические и социальные предпосылки образования первой польской рабочей партии. (К 70-летию возникновения партии «Пролетариат».)]

Franciszek Fiedler : Lengyelország Kommunista Pártja. [Le Parti Communiste Polonais. — Коммунистическая партия Польши.]

Dimităr Koszev : Az 1923. évi szeptemberi felkelés. [Le soulèvement de septembre 1923. — Сентябрьское восстание 1923 г.]

P. Nichita, M. Ionescu, T. Udrea : A román nép harca a földreformért és a földbirtokos osztály felszámolásáért 1945. március 6-a előtt. [La lutte du peuple roumain pour la réforme agraire et la liquidation de la classe des propriétaires avant le 6 mars 1945. — Борьба румынского народа за земельную реформу и за ликвидацию помещичьего класса до 6-го марта 1945 г.]

Vajda L(ászló) : Investigations on the ancient insignia of Rank. [К вопросу о знаках отличия в доисторические времена.] AAr. 1956. tom. 6. fasc. 1—4. p. 33—51.

Varga Jenő : A háború utáni kapitalizmus gazdaságáról. [Sur l'économie du capitalisme d'après guerre. — Об экономике послевоенного капитализма.] TáSz. 1956. vol. 11. no. 4. p. 84—111.

Zsigmond László : Németország hatalmi törekvéseinek összefüggése és gazdasági meghatározottsága az imperializmus korszakában. [Les correlations des aspirations de l'Allemagne à la domination et sa détermination économique à l'époque de l'impérialisme. — Взаимосвязи и экономическая обусловленность великодержавных стремлений Германии в эпоху империализма.] TIÉ. 1956. vol. 7. fasc. 1—2. p. 20—51.

Zsigmond László : A proletár internacionalizmus — a francia és a német nép békéjének alapja és záloga. [L'internationalisme prolétaire — base et gage de la paix du peuple français et du peuple allemand. — Пролетарский интернационализм — основа и залог мира французского и германского народов.] TáSz. 1956. vol. 11. no. 8. p. 77—92.

9. Vie Scientifique — Научная жизнь

Bakács István : A családi levéltárak rendezése. [Le classement des archives familiales. — Систематизация семейных архивов.] LK. 1955. vol. 26. p. 5—26.

Beszámoló a Magyar Tudományos Akadémia Történettudományi Intézetének munkájáról (1950—1955). [Compte rendu du travail de l'Institut des Sciences historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie. — — Отчет о работе Института истории Академии Наук Венгрии (1950—1955).] TIÉ. 1956. vol. 7. fasc. 1—2. p. 79—98.

Le cours d'histoire de Hongrie à l'usage de l'enseignement supérieur. [Университетский учебник по истории Венгрии.] AH. 1956. tom. 3. fasc. 3. p. 329—378.

Borsa I(ván) : A magyar levéltárügy helyzete a felszabadulás után. [La situation des archives hongroises après la libération. — Положение венгерского архивного дела после освобождения.] Budapest, 1956. Soksz. 64 p.

Dömötör T(ekla) : Principal problems of the investigation on the ethnography of the industrial working class in Hungary. [Главные вопросы этнографического обследования промышленного рабочего класса в Венгрии.] AEt. 1956. tom. 5. fasc. 3—4. p. 331—351.

A Festetics-család keszthelyi levéltára. Összeáll. Bakács István. [Les archives de la famille Festetics à Keszthely. Prés. par István Bakács. — Кестхельский архив семьи Фештетич. Сост. Иштван Бакач.] Budapest, 1955 (1956), Levéltárak Orsz. Központja. Soksz. 140 p. (Levéltári leltárak 1.)

Gortvay György : A tudománytörténetírás nemzetközi veszteségei 1945 óta. [Pertes internationales de l'historiographie des sciences depuis 1945. — Международные потери историографии наук с 1945 года.] OTKK. 1956. no. 2. p. 5—17.

Haraszthy Gyula : A 130 éves Akadémiai Könyvtár. [Le 130e anniversaire de la Bibliothèque de l'Académie. — 130 лет Библиотеке Академии Наук.] Budapest, 1956. 23 p. (Az MTA Könyvtárának kiadványai.)

Hazai György : A Topkapu Szeráj Múzeum levéltárának magyar vonatkozású török iratai. [Les documents turcs concernant la Hongrie, conservés aux archives du Musée Topkapou Sérail. — Турецкие документы архива Музея Топкапу Серая касающиеся Венгрии.] LK. 1956. vol. 26. p. 286—295.

A XX. Pártkongresszus és a párttörténeti kutatás feladatai. (Le XXe Congrès du

Parti et les tâches des recherches sur l'histoire du parti. — XX. Съезд КПСС и задачи исследования истории партии.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 2. p. 1—15.

Koch Ferenc: Teleki Pál gazdaságföldrajzi munkásságának bírálata. Kádár László, Markos György stb. hozzászólásával. [Critique des ouvrages de géographie économique de Pál Teleki. Avec la contribution de László Kádár, György Markos etc. — — Критика деятельности Пала Телеки в области экономической географии. С выступлениями Ласло Кадар, Дьердья Маркош и т. д.] MTATT. 1956. vol. 8. fasc. 1. p. 89—122.

Ligeti Lajos: A magyar orientalisztika időszerű kérdései. [Problèmes actuels de l'orientalistique hongroise. — Актуальные вопросы венгерского востоковедения.] MTANyI. 1956. vol. 10. fasc. 1—2. p. 71—79.

A Magyar Országos Levéltár fennállásának 200. évfordulója alkalmából Budapesten, 1956. június 12—16-án tartott ünnepi ülésszak jegyzőkönyve. [Procès-verbal de la session solennelle organisée le 12—16 juin 1956. à l'occasion du 200e anniversaire des Archives Nationales Hongroises. — Протокол торжественной сессии 12—16-го июня 1956 г. в Будапеште по случаю 200-летия существования Венгерского Государственного архива.] Levéltári Híradó 1956. vol. 6. Különszám. Soksz. 106 p., 6 t.

Moravcsik Gy(ula): Dix années de philologie classique hongroise. 1945—1954. [Десять лет венгерской классической филологии. 1945—1954.] Budapest, 1955. Akadémiai Kiadó.

Radnóti Aladár: A Magyar Tudományos Akadémia Régészeti Konferenciája Budapesten. (1955. október 3—10.) [La Conférence Archéologique de l'Académie Hongroise des Sciences à Budapest. — Археологическая конференция Академии Наук Венгрии в Будапеште, (3—10-ое октября 1955 г.)] MTATT. 1956. vol. 7. fasc. 4. p. 331—351

Sarlós Márton: A szellemtörténeti irány és a magyar jogtörténetírás. [Le courant de l'histoire des conceptions et l'historiographie juridique hongroise. — Духовноисторическое направление и венгерская литература по истории права.] JK. 1956. vol. 11. fasc. 2. p. 87—103.

Szabó Ferenc, S.: A hatvanéves Mezőgazdasági Múzeum. 1896—1956. [Le Musée d'Agriculture a 60 ans. 1896—1956. — 60-летний Сельскохозяйственный музей 1896—1956.] Budapest, 1956. Mezőgazd. Múz. 242 p., 4 t.

Az SzKP XX. kongresszusa és a magyar párttörténetírás. Tanácskozás a Párttörténeti Intézetben. Összeáll. Mucsi Ferenc—Szabó Ágnes. [Le XXe Congrès du P. C. du l'URSS et l'historiographie du parti hongrois. Colloque à l'Institut de l'Histoire du Parti. Prés. par Ferenc Mucsi et Ágnes Szabó. — XX. Съезд КПСС и вопросы исследования истории партии в Венгрии. Совещание в Институте истории партии при ЦК ВПТ. Сост. Ференц Мучи—Агнеш Сабо.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 2. p. 90—132.

Az SzKP. XX. kongresszusának útmutatásai és a magyar párttörténetírás. [Les instructions du XXe Congrès du P. C. de l'URSS et l'historiographie du parti hongrois.— Указания XX Съезда КПСС и исследование истории венгерской партии.] PtK. 1956. vol. 2. fasc. 3. p. 1—19.

Történészvita a Petőfi-körben. [Discussion des historiens dans le cercle Petőfi. — Дискуссия историков в кружке Петьефи] Száz. 1956. vol. 90. fasc. 3. p. 425—440.

Történettudományunk kérdései a XX. kongresszus után. [Les problèmes de notre historiographie après le XXe Congrès. — Вопросы нашей исторической науки после XX съезда КПСС.] TIÉ. 1946. vol. 7. fasc. 1—2. p. 3—19.

Vayer Lajos: A művészettörténet módszerének főbb kérdései. Balogh Jolán, Berkovits Ilona stb. hozzászólásával. [Questions principales de la méthode de l'histoire d'art. Avec la contribution de Jolán Balogh, Ilona Berkovits etc. — Главные вопросы методологии истории искусств. (С выступлениями Йолан Балог, Илона Берькович и т. д.)] MTATT. 1956, vol. 8. fasc. 1. p. 69—88.

II. Index des titres raccourcis des revues

Список сокращений заглавий журналов

AAr = Acta Archaeologica Academiae Scientiarum Hungaricae.

AÉ = Archeológiai Értesítő. [Bulletin Archéologique. — Археологический Бюллетень.]

AEt = Acta Ethnographica Academiae Scientiarum Hungaricae.

AH = Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae.

AT = Antik Tanulmányok. [Études Antiques. — Античные Исследования.]

ET = Ethnographia

FÉ = Filozófiai Értesítő. [Bulletin Philosophique. — Философские Известия.]

FK = Filológiai Közlemények. [Comptes Rendus Philologiques. — Филологические Известия.]

FöK = Földrajzi Közlemények. [Comptes Rendus Géograpihques. — Географические Известия.]

HK = Hadtörténelmi Közlemények. [Comptes Rendus d'Histoire Militaire. — Военно-исторические Известия.]

IT = Irodalomtörténet. [Histoire Littéraire. — История литературы.]

ITK = Irodalomtörténeti Közlemények. [Comptes Rendus d'Histoire Littéraire. — Известия по истории литературы.]

JK = Jogtudományi Közlöny. [Bulletin des Sciences Juridiques. — Вестник Юридических Наук.]

KgSz = Közgazdasági Szemle. [Revue Économique. — Экономическое Обозрение.]

LH = Levéltári Híradó. [Nouvelles des Archives. — Архивный Вестник.]

LK = Levéltári Közlemények. [Compte Rendus des Archives. — Архивные Известия.]

MK = Magyar Könyvszemle. [Revue Hongroise du Livre. — Венгерский книжный обзор.]

MMIÉ = Magyar Munkásmozgalmi Intézet Értesítője (1956-ban : Párttörténeti Közlemények.) [Bulletin de l'Institut du Mouvement Ouvrier Hongrois (en 1956 : Comptes Rendus de l'Histoire du Parti.) — Бюллетень Института венгерского рабочего движения (в 1956 г. Известия по истории партии).]

MNy = Magyar Nyelv. [La Langue Hongroise. — Венгерский язык.]

MT = Magyar Tudomány. [Science Hongroise. — Венгерская наука.]

MTANyI = Magyar Tudományos Akadémia Nyelv- és Irodalomtudományi Osztályának Közleményei. [Comptes Rendus de la Section des Sciences Linguistiques et Littéraires de l'Académie Hongroise des Sciences. — Известия Отделения Языка и Литературы Академии Наук Венгрии.]

MTATT = Magyar Tudományos Akadémia Társadalmi-Történeti Tudományok Osztályának Közleményei. [Comptes Rendus de la Section des Sciences Sociales et Historiques de l'Académie Hongroise des Sciences. — Известия Отделения Общественно-исторических наук Академии Наук Венгрии.]

MűÉ = Művészettörténeti Értesítő. [Bulletin d'Histoire d'Art. — Бюллетень истории искусств.]

NK = Numizmatikai Közlöny. [Bulletin Numismatique. — Нумизматический Вестник.]

OTKK = Az Országos Orvostörténeti Könyvtár Közleményei. [Comptes Rendus de la Bibliothèque d'Histoire Médicale. — Известия Общегосударственной библиотеки истории медицины.]

PSz = Pedagógiai Szemle. [Cahiers de Pédagogie. — Педагогическое Обозрение.]

PtK = Párttörténeti Közlemények (1955-ben : Magyar Munkásmozgalmi Intézet Értesítője). [Comptes Rendus de l'Histoire du Parti (en 1955 : Bulletin de l'Institut du Mouvement Ouvrier Hongrois. — Известия по истории партии (в 1955 г. Бюллетень Института венгерского рабочего движения).]

SSl = **Studia Slavica Academiae Scientiarum Hungaricae.**

SSz = **Soproni Szemle. [Revue de Sopron. — Шопронское Обозрение.]**

StSz = **Statisztikai Szemle. [Revue de Statistique. — Статистическое Обозрение.]**

Száz = **Századok. [Siècles. — Века.]**

TáSz = **Társadalmi Szemle. [Revue sociale. — Общественное Обозрение.]**

TIÉ = **MTA Történettudományi Intézetének Értesítője. [Bulletin de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie. — Бюллетень Института истории Академии Наук Венгрии.]**

A kiadásért felel az Akadémiai Kiadó igazgatója

Műszaki felelős: Farkas Sándor

Kézirat beérkezett: 1957. XII. 23. Terjedelem: 23 (A/5) ív, 5 ábra + 2 melléklet

Akadémiai nyomda, Gerlóczy u. 2. — 44308/58 — Felelős vezető: Bernát György

INDEX

Avant-propos 1

ÉTUDES

Э. Мольнар: Великая Октябрьская социалистическая революция 3
E. Molnár: La Grande Révolution Socialiste d'Octobre 11

L. Makkai: The Hungarian Puritans and the English Revolution 13
Л. Маккаи: Венгерские пуритане и английская революция 44

L. Zsigmond: Versuche des deutschen Imperialismus, seine Machtpositionen nach Ost- und Südosteuropa hinüberzuretten (1919—1920) 47
Л. Жигмонд: Попытки германского империализма сохранить свои позиции в Востосчной и Юго-Восточной Европе (1919—1920) 107

Б. Балаж: Роль национальных комитетов в создании Венгерской народной демократии 109
B. Balázs: Die Bedeutung der nationalen Komitees in der Entstehung der ungarischen Volksdemokratie 150

DOCUMENTS

B. Köpeczi: Politique et jansénisme. Lettres de François II. Rákóczi, prince de Transylvanie au cardinal Filippo-Antonio Gualterio (1714—1717) 153
Б. Кёпеци: Политика и янсенизм. Письма трансильванского князя Ференца Ракоци II к кардиналу Филиппо-Антонио Гуальтерио (1714—1717) 173

RAPPORT SUR LES RECHERCHES

Institutions de science historique en Hongrie 175

COMPTE RENDU DE LIVRES

L. Fekete: Die Siyāqat-Schrift in der türkischen Finanzverwaltung I—II. *(J. Perényi)* — *Г. Г. Кемень:* Документы к истории национального вопроса в Венгрии в эпоху дуализма. Т. I-II. *(Э. Том)* — Избранные документы истории венгерского рабочего движения *(И. Диосеги)* — The Influence of the World Economic Crisis on Hungary. Edited by M. Incze, Authors: M. Incze, E. Karsai, I. Kubitsch, P. Petőcz, A. Sipos. *(Gy. Ránki)* 189

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES 213

CHRONIQUE

Étienne Hajnal (par *I. Wellmann)* — Zoltán I. Tóth (par *L. Makkai)* — Commémorations solennelles d'historiens hongrois à l'occasion du 40e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre — L'assemblée générale du Comité International des Sciences Historiques à Lausanne — La publication des deux premiers tomes du manuel d'enseignement universitaire: «Histoire de Hongrie» 221

BIBLIOGRAPHIE

Extrait du répertoire des ouvrages historiques (livres, études, articles) parus en 1956 235
Список избранных произведений (книг, исследований, статей) по истории, вышедших в Венгрии в 1956 г. 235

Collaborateurs de ce numéro: *E. Molnár*, académicien, directeur de l'Institut des sciences historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie, *L. Makkai*, candidat, chef de section adjoint de l'Institut des sciences historiques, *L. Zsigmond*, candidat, directeur adjoint de l'Institut des sciences historiques, *B. Balázs*, collaborateur scientifique de l'Institut des sciences historiques, *B. Köpeczi*, chef de la Direction des maisons d'édition, *J. Perényi*, candidat, professeur suppléant à la chaire de l'histoire de l'Europe orientale à la faculté philosophique de l'Université Roland Eötvös à Budapest, *I. Diószegi*, assistant à la chaire de l'histoire générale moderne à la faculté philosophique de l'Université Roland Eötvös à Budapest, *E. Tóth*, assistant à la chaire de l'histoire hongroise moderne à la faculté philosophique de l'Université Roland Eötvös à Budapest, *Gy. Ránki*, candidat, collaborateur scientifique de l'Institut des sciences historiques.

«*Acta Historica*» публикует трактаты из области исторических наук на русском, французском, английском и немецком языках.

«*Acta Historica*» выходит отдельными выпусками разного обьема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год.

Подписная цена «*Acta Historica*» — 110 форинтов за том. Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «Kultura» (Budapest 62 POB 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

The *Acta Historica* publish papers on history in French, English, Russian and German.

The *Acta Historica* appear in issues of various size making up volumes. One volume of 400—500 pages appears every year.

The rate of subscription to the *Acta Historica*, is 110 forints a volume. Orders may be placed with "Kultura" Foreign Trade Company for Books and Newspapers (Budapest, 62, POB. 149) or with representatives abroad.

Die *Acta Historica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, deutscher, russischer und englischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheinen in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25—30 Bogen starken, jährlich erscheidenen Band.

Abonnementspreis pro Band beträgt 110 Forint. Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Außenhandels-Unternehmen »Kultura« (Budapest 62, POB. 149) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

66,— Ft